



HAL
open science

A la recherche d'une identité sociale post-apartheid : l'Afrique du Sud du milieu, espace social stratégique de la Transformation

Elodie Escusa

► **To cite this version:**

Elodie Escusa. A la recherche d'une identité sociale post-apartheid : l'Afrique du Sud du milieu, espace social stratégique de la Transformation. Science politique. Université de Bordeaux, 2015. Français. NNT : 2015BORD0214 . tel-01251990

HAL Id: tel-01251990

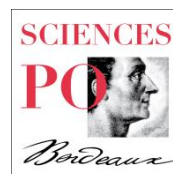
<https://theses.hal.science/tel-01251990v1>

Submitted on 7 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX



École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique
SCIENCES PO BORDEAUX

Laboratoire d'accueil : Les Afriques dans le monde

**A la recherche d'une identité sociale post-apartheid.
L'Afrique du Sud du « milieu », espace social stratégique de
la Transformation**

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Dominique DARBON

présentée et soutenue publiquement
le 4 septembre 2015 par

Elodie ESCUSA

Composition du jury :

M. Dominique Darbon, Professeur, Sciences Po Bordeaux; *directeur de thèse*

M. Denis-Constant Martin, Directeur de recherche, classe exceptionnelle, Fondation nationale des sciences politiques, Laboratoire « Les Afriques dans le monde » (LAM), Sciences Po Bordeaux

Mme Judith Hayem, Maître de conférences en anthropologie, Université Lille 1, Institut de Sociologie et d'anthropologie (ISA)

Mme Catherine Bidou-Zachariasen, Directrice de recherche émérite au CNRS, Université Paris Dauphine ; *rapporteur*

M. Ivor Chipkin, Associate Professor, Director Public Affairs Research Institute (PARI), University of Witwatersrand ; *rapporteur*

RESUME en français

Le contexte social et politique post-apartheid est marqué par la reconfiguration des inégalités selon des lignes plus sociales que raciales, et non par leur réduction. En conséquence, l'écart entre les ambitions et les réalisations du projet de Transformation est le cadre actuel d'énonciation de discours publics sur la « *Black Middle Class* », vue comme un symbole de la métamorphose attendue et promise par l'ANC depuis le début des années 1990. La thèse met en perspective ces discours pour aborder la question suivante : Quels sont les ressorts et enjeux des identifications au « milieu » de l'espace social dans le contexte de la Transformation post-apartheid ? L'objet d'étude est construit théoriquement comme un « milieu réel » (différent de la « *middle class* »), et empiriquement, autour de « ceux du milieu » (« *amaphakathi* » en isizulu) dans l'entité géographique et sociale du « *Black Johannesburg* ». L'analyse est conduite à partir de données primaires (entretiens et séjours longs en observation participante) et secondaires récoltées entre octobre 2010 et octobre 2014. La 1^{ère} partie explore les identifications exogènes (conditions économiques et politiques, catégorisations raciales et sociales passées et contemporaines), puis, la 2^{ème} partie analyse les expressions du positionnement social subjectif de « ceux du milieu » et leurs « mises en pratiques ». Ces pratiques sociales se trouvent « consacrées » – tout en consacrant le « milieu » comme groupe social – par des politiques publiques (comme celle du « *gap housing* ») qui ciblent une catégorie du « milieu ».

MOTS-CLES en français : classe moyenne, Afrique du Sud, consommation, identification sociale, post-apartheid, pratiques sociales, trajectoires sociales, politiques de logement.

TITRE en anglais

Looking for a post-apartheid social identity. The “middle” South Africa as a strategic social space of Transformation.

RESUME en anglais

The post-apartheid social and political context is marked by a reconfiguration of inequalities according to social rather than racial lines, and not by their decline. Consequently, the gap between the ambitions and the achievements of the Transformation project is the current frame of enunciation of public discourses on the “Black Middle Class”, seen as a symbol of the long-awaited metamorphosis that was promised by the ANC in the beginning of the 1990's. The thesis puts these discourses into perspective to tackle the following broader question: What are the components and stakes of identifications in the “middle” of the social space in the context of post-apartheid Transformation? The object of study is theoretically constructed as an “actual middle” (distinct from the “middle class”) and empirically crafted as “those in the middle” (“*amaphakathi*” in isizulu) in “Black Johannesburg”. The analysis is based on secondary and primary sources (interviews and long-stay observations) gathered between October 2010 and October 2014. The first part explores the exogenous identifications (economic and political conditions, racial and social categorisations past and contemporary). The second part look at the ways “the ones in the middle” position themselves and puts their identity “in practices”. These social practices happen to be “consecrated” – whilst consecrating the “middle” as a social group – by public policies (such as “*gap housing*”) which target a “middle” category.

MOTS-CLES en anglais : middle class, South Africa, consumption, social identification, post-apartheid, social practices, social trajectories, housing policies.

Remerciements

La métaphore du chemin est souvent choisie pour décrire les longues années de doctorat. La thèse, produit final de la démarche de recherche, peut aussi s'apparenter au fruit d'un arbre, enfin arrivé à maturité. Un arbre n'est rien sans ses racines qui l'ancrent solidement et le nourrissent : ces rencontres décisives, ces personnes, ici et là-bas, qui m'ont permis de mener à bien ce travail. Je tiens à les remercier.

Il faut dire tout d'abord que ce projet s'est concrétisé grâce à la confiance et la supervision bienveillante de Dominique Darbon, le long d'un parcours quelque peu atypique (du Master CID au VI, jusqu'au doctorat), je le remercie chaleureusement. Séverine Bellina m'a appris beaucoup au MAEE, et m'a « donné ma chance » comme on dit.

Merci aux compagnons de la première heure, à Pretoria : dear Judith, Gabriel, Hermine, Julia, Thomas, Garrett, Jay, Nazeem, Phil, Teboho, Maud, Guillaume, Meruschka... J'ai arpenté et découvert l'Afrique du Sud avec les meilleurs des guides. Gabriel, avec qui j'ai appris à teinter mon optimisme naturel d'une pointe de sens critique (et à Prévert et Camus). Maud, amie formidable et véritable roc dans les tempêtes de mes séjours à Johannesburg (du premier au dernier).

A mon arrivée à Johannesburg en tant que jeune stagiaire, puis lors des séjours de terrain de thèse, j'ai été accueillie par la fabuleuse équipe de l'IFAS : Aurélia Ségatti, Laurent Clavel, Sophie Didier et Laurent Chauvet qui m'ont fait connaître la ville dans tous ses recoins et accueillie à bras ouverts chez eux, Peter, Werner, Laura, Angélique et Eléonore, à la « culture » et les hôtes de *Tolip street* : Agnès, Dorothée et Lauren.

Il y a ceux qui « sont » littéralement le cœur cette thèse : ceux que j'ai pu interroger et observer, car ils m'ont ouvert les portes de leur maison avec gentillesse et générosité. J'ai pu voir l'Afrique du Sud urbaine et populaire à travers eux, leur rire, leur regard et parfois leur souffrance. Je suis consciente de la mission délicate que représentait l'accueil d'une *mhlungu* chez soi. Sipo, Nellie, Katleho, Annette, Roberta, Sifiso, Mxolisi et Duduzile : votre sagesse continue à guider mes pas ici. *Ngiyabonga kakhulu*.

Il a fallu des branches solides à cet arbre : les années de réflexion théorique, de documentation et de rédaction ont été bordelaises. L'équipe du groupe de recherche « CMA » a été un cadre stimulant de travail. Merci à Dominique Darbon et Comi Toulabor, Clélie Nallet, Anna Fichtmuller, Jamilla Hamidu, Joan Bardeletti pour leur collaboration. Nous avons eu la chance de clôturer le projet par une belle exposition au Musée d'Aquitaine grâce à Katia Kukawka et son équipe.

Le laboratoire Les Afriques dans le Monde (son équipe, ses séminaires) a constitué un environnement très riche d'apprentissage et m'a permis de me confronter à la communauté scientifique à Cortona (AEGIS) et à Dijon notamment.

J'ai eu la chance de rejoindre une communauté de doctorants (et de jeunes docteurs) soudée et engagée à l'IEP. Merci aux compagnons de route et passeurs de relais : Thibault, Rozenn, Armelle, Clément, Alexandra, Céline, Audrey, Damien, Laure, Cindy, Chloé, Cyrielle et Léa.

Ma chère Clélie, merci de m'avoir épaulée dans cette sacrée aventure CMA. *We did it !*

Je dois aussi beaucoup aux chercheur(e)s dont les travaux m'ont inspirée et qui ont, avec patience et grande générosité, éclairé ma route lors de ses diverses étapes : Sophie Didier (qui m'a en grande partie mise sur la route), Judith Hayem, Claire Bénit-Gbaffou, Jeremy Seekings, Patrick Bond, Sophie Chevalier et Denis-Constant Martin. Un grand merci à Sophie Didier et Karen Lévy pour les cartes en introduction.

Enfin, ce travail doit beaucoup aux relectures critiques de Clément Arambourou et Sophie Giffo, de Clair, Huguette et Claude qui ont été d'une aide précieuse dans la dernière ligne droite.

Il y a enfin ceux qui sont entre les lignes de cette thèse, les « blancs », les moments de creux ou les retours toujours difficiles en France.

Hélène, Angela, Marion, et leur amitié si lumineuse ;

Ceux qui font de la vie une fête : Malia et Raph, Elodie et Laurent, Mélina, Edouard, Corina, Alexis, Justine, Philou ;

Séverine, Fanny, Audrey et Julie pour leur soutien infailible à distance ;

Ma sœur, Stéphanie, qui a « pavé le chemin » et me comprend si bien,

Ma famille, qui a su, malgré l'inquiétude, m'apporter un soutien continu et patient sans lequel je n'aurais pu mener à bien ce travail.

Et puis, il y a la source auprès de laquelle j'ai pu puiser énergie et confiance bienveillante lorsqu'elles me manquaient : merci Clair d'avoir fait de cette épreuve personnelle une aventure partagée avec bonheur, et, au final, un accomplissement.

Sommaire

REMERCIEMENTS.....	3
SOMMAIRE	5
LISTE DES SIGLES.....	9
INTRODUCTION.....	11
LES RECONFIGURATIONS SOCIALES ET ECONOMIQUES POST- APARTHEID ET LE « MILIEU » DE L'ESPACE SOCIAL SUD-AFRICAIN	11
1. Les contradictions au cœur de la formulation du référentiel de la Transformation.....	14
2. Vingt ans après, une Transformation encore inachevée.....	21
3. Cadre théorique d'une analyse des discours et pratiques de distinction sociale chez « ceux du milieu »	28
4. Problématique. L'espace social du « milieu » au cœur des enjeux politiques du post-apartheid.....	44
5. Annonce du plan	48
1^{ERE} PARTIE	67
LES CONDITIONS HISTORIQUES ET ECONOMIQUES CONSTITUTIVES DU REPERTOIRE SUD-AFRICAIN D'IDENTIFICATIONS SOCIALES....	67
Chapitre 1	69
Le cadre d'identification raciale et classiste sous l'apartheid	69
1.1 La constitution historique d'identités « noires » fragmentées	71
1.2 L'émergence d'un « Johannesburg noir » avec l'industrialisation et l'urbanisation	83
1.3 Identifications spatiales et espaces « racialisés » à Johannesburg	91
1.4 La classe moyenne noire sous l'apartheid : réalité ou effet d'optique ? ..	98
Conclusion du chapitre 1	105
Le « Johannesburg noir » comme périmètre pertinent pour notre enquête ...	105

Chapitre 2	109
Les critères d'identification sociale post-apartheid et leurs usages	109
2.1 La prégnance des identifications raciales dans le corpus législatif, la pratique bureaucratique et la géographie sociale de Johannesburg	111
2.2 Le pouvoir d'achat et les niveaux de vie effectifs : la stratification par la consommation	119
2.3 La profession.....	133
2.4 L'apparition d'un « milieu réel »	138
2.5 Pourquoi choisir “ceux du milieu” parmi les deux classes moyennes sud-africaines	145
Conclusion du chapitre 2	151
La construction de notre objet grâce aux différents critères d'identification sociale.....	151
Conclusion de la 1 ^{ère} Partie.....	153
2^{ÈME} PARTIE.....	155
LES DISCOURS DE POSITIONNEMENT DE « CEUX DU MILIEU ». ELEMENTS DE CARACTERISATION D'UNE IDENTITE CONTEXTUELLE	155
Chapitre 3	159
Un positionnement en creux et une capacité distinctive : ce que veut dire « être au milieu ».....	159
3.1 De l'auto-positionnement comme méthode d'enquête	160
3.2 Eléments de définition d'un positionnement en creux	166
3.3 La prégnance et l'imbrication des catégories raciales au sein de l'identification sociale de « ceux du milieu »	172
3.4 « <i>I can afford</i> », l'expression d'une capacité distinctive	182
Conclusion du chapitre 3	192
Les éléments de positionnement communs à « ceux du milieu »	192
Chapitre 4	195

Les cadres sociaux post-apartheid de l'identité du « milieu »	195
4.1 L'espace racialisé à Johannesburg : un cadre prégnant d'identification subjective.....	196
4.2 Le cadre temporel et intergénérationnel de l'identification	210
Conclusion du chapitre 4	225
Conclusion de la 2 ^{ème} partie.....	227
La « mise en pratiques » d'une identité : stratégies et tactiques de « ceux du milieu ».....	227
3^{EME} PARTIE	229
LA MISE EN PRATIQUE(S) ET POLITIQUES DE L'AFRIQUE DU SUD DU « MILIEU »	229
Chapitre 5	233
Les pratiques stratégiques multi-positionnées de « ceux du milieu »	233
5.1 Le cumul de revenus.....	235
5.2 La mobilité au service de l'ascension sociale : ressource et contraintes.	243
5.3 Les pratiques multi-situées de consommation.....	246
5.4 Le foisonnement des pratiques financières (épargne, emprunt et crédit)	256
5.5 Les différentes formes de financiarisation des ménages Sud-Africains..	263
Conclusion du chapitre 5	270
Une tension structurante	270
Chapitre 6	272
Catégorisation et financiarisation de « ceux du milieu ». La politique du « gap housing » et ses effets	272
6.1 Le marché du « gap housing». Contexte, enjeux et impact de l'accès à la propriété à bas coûts.....	276
6.2 Protea Glen, un laboratoire social et urbain de l'Afrique du Sud du « milieu »?	296
6.3 L'accès à la propriété comme marqueur d'un groupe social en formation. Enquête auprès des « accédants » à Protea Glen.....	307

Conclusion du chapitre 6	332
Conclusion de la 3 ^{ème} partie	334
CONCLUSION GENERALE	336
LE FUTUR DE « CEUX DU MILIEU » SERA-T-IL VRAIMENT « MEILLEUR » ?	336
BIBLIOGRAPHIE.....	348
TABLE DES ANNEXES.....	368

Liste des sigles

Par commodité, certains sigles ont été conservés en langue anglaise.

AFD	Agence Française de Développement
ANC	<i>African National Congress</i>
BAfD	Banque Africaine de Développement
BEE	<i>Black Economic Empowerment</i>
BRICS	<i>Brasil Russia India China South Africa</i>
CBD	<i>Central Business District</i>
CMA	Classes Moyennes en Afrique
COSATU	<i>Congress of South African Trade Unions</i>
PCS	Professions et Catégories Socio-professionnelles
DA	<i>Democratic Alliance</i>
GCRO	<i>Gauteng City Region Observatory</i>
GEAR	<i>Growth, Employment and Redistribution</i>
GHS	<i>General Household Survey</i>
IFI	Institution Financière Internationale
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
LSM	<i>Living Standard Measures</i>
MEC	<i>Minerals and Energy Complex</i>
NHF	<i>National Housing Foundation</i>
NP	<i>National Party</i>
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	Produit Intérieur Brut
PPA	Parité de Pouvoirs d'Achat
PRI	Pays à Revenu Intermédiaire
RDP	<i>Reconstruction and Development Programme</i>
SACP	<i>South African Communist Party</i>
SAIRR	<i>South African Institute of Race Relations</i>
STAT SA	<i>Statistics South Africa</i>
UF	<i>Urban Foundation</i>

Introduction

Les reconfigurations sociales et économiques post-apartheid et le « milieu » de l'espace social sud-africain

« Est ce que l'on peut dire 'classe moyenne' ? Nous ne sommes pas riches, nous ne sommes pas pauvres, mais on se débrouille. Il y a des gens qui sont riches, donc disons qu'entre les riches et les pauvres, nous sommes au milieu. »¹ (Jay², entretien n°22³)

C'est avec le discours d'une sud-africaine « ordinaire », coiffeuse à Soweto, que nous décidons d'aborder notre sujet : la société sud-africaine post-apartheid vue en son milieu. Ni miséreuse, ni clinquante, cette Afrique du Sud se tient dans les interstices : dans des quartiers périphériques, entre anciens *townships*⁴ du temps de l'apartheid, et banlieues pavillonnaires pour la « nouvelle classe moyenne noire ». L'épigraphie exprime un positionnement social ambivalent et quelque peu

¹ “*Can we say ‘middle class’? We are not rich, we are not poor, but we manage. They are other people who are rich so.. between the rich and the poor, we are in the middle.*”

² Les prénoms donnés aux enquêtés ont été changés par nos soins afin de respecter leur anonymat. Le reste des informations n'a pas été altéré.

³ Les entretiens sont numérotés selon un classement par ordre chronologique de leur date de conduite sur le terrain entre mai 2011 et janvier 2013 à Johannesburg. La liste des entretiens individuels, collectifs et informatifs figure en Annexe 1. Le guide d'entretien semi-directif est reproduit en annexe 2 ainsi qu'un exemple de retranscription (annexe 3). Des encadrés de synthèse des données par répondant, intitulés « portraits », figurent dans le corps du texte des 2^{ème} et 3^{ème} parties.

⁴ Ce mot n'a pas la même signification en Afrique du Sud qu'aux Etats-Unis ou en Angleterre où il désigne simplement des lotissements ou des quartiers planifiés. En Afrique du Sud, le terme désigne les espaces résidentiels construits généralement en périphérie urbaine et réservés aux populations désignées comme « non-blanches ». Les *townships* furent construits à partir des années 1950 pour des raisons de sécurité et de contrôle des populations que l'on voulait isoler du centre-ville. Les habitants étaient généralement déplacés de force des « *locations* », quartiers racialement et socialement mixtes proches des centres-villes. Ils étaient entourés d'une zone tampon (« *buffer zone* »). Ils permettaient également de disposer d'une main-d'œuvre migrante non loin des usines et des mines.

énigmatique⁵. Les termes choisis sont en apparence contradictoires : l'inconfort face à l'étiquette « *middle class* »⁶ et le choix d'une position au milieu. Des questions viennent à l'esprit : de quel milieu s'agit-il ? Que veut dire exactement « *middle class* »⁷ dans la société contemporaine sud-africaine ? Elles nous indiquent qu'à travers le discours singulier d'une Sud-Africaine lambda se dessine l'imbrication mouvante des identités sociales et raciales sur un temps long séquencé en deux grandes périodes : l'apartheid et le post-apartheid.

Au début des années 1990, une nouvelle « entité » est née, l'« Afrique du Sud post-apartheid », comme l'explique Franco Barchiesi :

« Une nouvelle entité, 'l'Afrique du Sud post-apartheid', est issue du scrutin majoritaire, une constitution démocratique libérale réputée pour être une des plus avancées au monde, et l'espoir de guérir les traumatismes passés par la réconciliation et le développement humain. »⁸ (Barchiesi 2011:xvi)

Le régime de l'apartheid a longtemps figé la société sud-africaine dans des catégories immuables et en confrontation, ou plutôt, telles étaient ses intentions. Aujourd'hui, un certain frémissement est perceptible. Des recompositions sociales semblent être à l'œuvre depuis la fin du régime de ségrégation comme si les jeux – d'identité, de mobilité sociale, de catégorisation – étaient désormais plus ouverts. Différentes productions en témoignent :

– une étude des perceptions de classes à Soweto (Alexander *et al.* 2013) selon laquelle 66% des habitants de Soweto se considèrent appartenir à la classe moyenne ;

⁵ Selon Cyril Lemieux, dans le cadre de toute problématisation en sociologie, le chercheur doit « mettre en énigme » une réalité qui paraît normale ou naturelle (Lemieux 2010 :30-1). La mise en énigme appelle nécessairement une reconstruction de l'objet d'étude qui mettra en lumière la contradiction précédemment observée.

⁶ Les textes et les mots ou expressions que nous avons choisis de faire figurer dans la thèse dans leur langue d'origine (anglais, isizulu ou autre) sont en italique. Les extraits d'entretiens sont présentés sous ce format afin de les distinguer du corps du texte. Ils sont traduits par nos soins de l'anglais (langue de conduite des entretiens) au français. Le texte original est rapporté en note de bas de page.

⁷ L'anglais a été la langue de conduite des entretiens et de communication pendant les séjours en observation même si quelques échanges simples pouvaient avoir lieu en isizulu.

⁸ « *A new entity, 'post-apartheid South Africa', emerged from majority rule, a liberal democratic constitution reputed to be the most advanced in the world, and the prospect to heal past traumas through reconciliation and human development [...].* »

– des études d'économistes et d'experts en marketing affirment que le pouvoir d'achat des « *Black Diamonds* »⁹ (UCT Unilever 2007) ou des « *Buppies* » (The Economist 2007) est en train de rattraper celui des classes moyennes « blanches ». Nous nous demandons quels sont les ressorts et enjeux des identifications sociales au « milieu »¹⁰ de l'espace social sud-africain depuis 1994. Nous proposons un regard « par le bas »¹¹ de ce qui est souvent nommé Transformation en Afrique du Sud, soit « le changement fondamental de structures, d'arrangements institutionnels, de politiques, de modes opératoires et de relations » qui a constitué la « métamorphose » engagée par le pays depuis 1994 selon Mamphela Ramphele (2008 :13).

Nous répondons ainsi d'une certaine façon à l'appel lancé par F. Barchiesi (2011) selon lequel « les fondations normatives de la transition post-apartheid, ses élaborations constitutionnelles et ses projets institutionnels » ont été jusque-là au cœur des analyses, au détriment de travaux qui se pencheraient sur la façon dont les images « officielles » de la transition ont eu un écho dans les pratiques matérielles, et ont trouvé un sens pour les Sud-Africains « ordinaires »¹² (p.4). Quelques travaux, comme ceux de Denis-Constant Martin (1992, 2010, 2011), Sophie Chevalier (2010, 2015), Philippe Gervais-Lambony (1996, 1999, 2012) et Judith Hayem (2013, 2008) ont exploré le champ des représentations collectives et des subjectivités post-apartheid. De plus nombreux se sont penchés sur la « boîte à outils » de la construction de la nation sud-africaine et de son économie (Saul et Gelb 1981, Fine et Rustonjee 1996, Padayachee et Habib 1999, Bond [2000] 2005, Southall 2004, Padayachee 2005, Alexander 2002, Chipkin 2007, Marais 1998,

⁹ Définis par leurs revenus (appartenant aux déciles supérieurs) et un diplôme d'études supérieures, les « *Black Diamonds* » sont estimés à 2,6 millions par cette étude, en augmentation de 30% par rapport à l'étude précédente sur le même « marché de consommateurs » en 2005. La moitié d'entre eux vivent en banlieues. Nous y reviendrons dans la partie I, chapitre 2 de cette thèse.

¹⁰ Nous nous intéressons aux individus du « milieu » au sens positionnel du terme et non pas du « milieu » au sens catégoriel. En d'autres termes, le cœur de l'étude est l'identité, ou plutôt la production identitaire des gens qui sont au milieu statistiquement mais qui n'appartiennent pas nécessairement à un milieu social défini c'est à dire à un espace structurant, un nœud relationnel constitué autour de normes, de principes et de règles donnant sens à une situation statistique.

¹¹ En référence aux travaux publiés dans *Politique Africaine* dans les années 1980 qui ont introduit la démarche « par le bas » (par les populations) pour saisir le politique en Afrique (Bayart 1981 ; Bayart, Mbembe et Toulabor 2008).

¹² "At the core of analysis have often been the normative foundations of the post-apartheid transition, its constitutional elaborations, institutional projects, and the ideological pronouncements of its main players.[...] More needs, however, to be written on how official images of the transition related to the material practices and mundane meanings of ordinary South Africans."

2011) laissant ainsi des questions en suspens: comment la Transformation s'est-elle traduite dans la structure sociale ? Qu'a-t-elle changé concrètement pour les « nouveaux » citoyens « de couleur » autrefois ségrégués ?

1. Les contradictions au cœur de la formulation du référentiel de la Transformation

Ce qui se joue au début des années 1990 est tout d'abord une cristallisation politique qui concerne au premier chef l'*African National Congress* (ANC) et ses alliés. D'un mouvement de lutte pour la libération de la majorité « noire » de la population naît un projet gouvernemental de Transformation¹³ sociale et économique.

De la libération à un projet d'émancipation

L'histoire « miraculeuse » (Sparks 2003 :3) de l'Afrique du Sud est largement connue. A la suite d'une double-colonisation¹⁴, la succession de régimes de ségrégation au XX^{ème} siècle, le régime d'apartheid (1948-1990) est aboli sous la pression de mouvements de libération internes¹⁵ et externes¹⁶ au début des années 1990¹⁷. Cette transition s'effectue de façon relativement pacifique (entre 1991-1994) grâce à un processus de négociation multi-partisan conduit par les deux

¹³ Le terme ainsi écrit « Transformation » réfère à un projet politique et à un référentiel de l'action publique post-apartheid formulés par l'ANC au début des années 1990 et que nous allons expliciter en reprenant notamment les analyses présentées par V. Darracq dans sa thèse de doctorat (2010).

¹⁴ Le pays connaît plusieurs colonisations de différentes natures : l'installation d'un camp de ravitaillement des Hollandais de la Compagnie des Indes orientales (VOC) en 1752, puis de colons en recherche de terres à cultiver : les Huguenots, les Boers ; et enfin les Britanniques au début du XIX^{ème}. Cette double colonisation de peuplement entraîne, comme ailleurs en Afrique, une domination politique et économique des peuples se définissant comme « Blancs » par rapport à ceux qu'ils instituent comme « inférieurs » que les régimes de ségrégation successifs du XX^{ème} siècle qualifieront de « Non-Européens » et parmi eux, les « Natives » ou « Bantus ».

¹⁵ L'ANC, au départ engagé dans une lutte pacifiste contre le régime, forme une branche armée *Umkhonto We Siswe* en 1961 qui entreprend des boycotts, des sabotages et des attentats ciblés, mais il existe d'autres organisations engagées pour la défense des droits des « Noirs » : le *Pan-Africanist Congress (PAC)* né d'une scission avec l'ANC en 1959, le mouvement *Black Consciousness* de Steve Biko qui organise les manifestations non-violentes de Soweto en 1976, ou dans une perspective réformiste le Parti Libéral représenté par A. Paton.

¹⁶ Les boycotts commerciaux ainsi que les condamnations diplomatiques de la communauté internationale (Etats et entreprises privées) contribuent à asphyxier le régime et le contraignent à négocier avec l'ANC, notamment à partir des années 1980. Des artistes en exil comme Myriam Makeba ou Johnny Clegg ont largement contribué à la prise de conscience.

¹⁷ La majorité des lois de discrimination raciale sont abolies en 1991.

protagonistes principaux, le *National Party* (NP) et l'ANC, à l'issue duquel un Etat de droit démocratique est établi par des élections multiraciales démocratiques en 1994 (Freund et Padayachee 1998).

En 1991, les principales lois de ségrégation des populations dites « non-européennes » sont supprimées. L'apartheid avait entrepris une vaste classification raciale et ethnique des populations selon les catégories « Noirs Africains », « *Coloureds* »¹⁸, « Indiens » et « Blancs »¹⁹. A partir des années 1950, ces catégories ont déterminé l'ensemble de la vie des Sud-Africains, et notamment la localisation et la qualité des lieux de résidence, l'éducation et l'accès au marché du travail. La ségrégation s'appliquait non seulement au monde professionnel, mais aussi à la sphère intime et à la vie sociale et politique des individus. L'émancipation permise par le nouveau régime démocratique après les élections de 1994 est donc multiple :

- spatiale : avec, par exemple, la levée des interdictions de séjour en ville pour les « Noirs », la fin de toute restriction à la liberté de déplacement ou à la fréquentation de lieux publics ;
- politique : avec le droit de vote et celui de représentation accordés à chaque citoyen et l'autorisation des partis politiques d'opposition ;
- économique et financière ; avec l'ouverture des institutions bancaires, l'accès au droit de propriété pour tous et la déségrégation des emplois ;
- culturelle et sociale : avec l'ouverture des frontières du pays et des lieux culturels, des écoles et des universités.

¹⁸ Le terme « *Coloureds* » a été inventé par l'apartheid pour désigner l'ensemble des groupes disparates qui ne rentraient ni dans la catégorie « Noirs », ni dans celle intitulée « Blancs ». Les individus qui la composent sont aussi bien issus des peuples originels Khoi-San de la province du Cap que des anciens esclaves importés d'Afrique, d'Asie ou de Madagascar au XVIII^{ème} siècle, que des unions entre anciens colons européens et leurs domestiques. Le groupe, artificiellement construit, a peu à peu créé et adopté une culture commune ayant en partage la langue Afrikaans. Ils représentent 10% de la population sud-africaine et sont surtout présents dans la province du Cap Oriental et du Nord.

¹⁹ Nous reprenons ces catégories au regard de leur historicité dans le contexte sud-africain. Elles continuent à être signifiantes dans l'imaginaire populaire sud-africain contemporain et ainsi sont toujours utilisées comme catégories de classification de la population dans les recensements nationaux. En aucun cas, nous ne considérons ces qualificatifs comme des réalités objectives, d'où notre emploi de guillemets. D'après le sens commun, et, selon la typologie du dernier recensement, « Noirs » désigne le groupe des « Noirs-Africains », autrefois désignés « *Bantus* » ou « *Natives* ». Néanmoins, selon la Constitution sud-africaine, qui cherche à rassembler l'ensemble des populations ayant subi des discriminations, les « Indiens », « *Coloureds* » et « Noirs-Africains » sont rassemblés sous l'étiquette « Noirs ».

La libération est symbolisée par la sortie de prison de Nelson Mandela en 1990, la fin de l'interdiction de l'ANC et du *South African Communist Party* (SACP) la même année. L'ensemble des citoyens Sud-Africains, bientôt définis comme « tous ceux qui vivent en Afrique du Sud »²⁰, votent le 27 avril 1994 et donnent une majorité de suffrages à l'alliance tripartite formée par le SACP et la principale confédération de syndicats (*Congress of South African Trade Unions – COSATU*) autour de l'ANC. Le discours de l'ancien prisonnier politique N. Mandela, devenu le nouveau chef d'Etat Sud-Africain en 1994 nous donne le ton d'une victoire chargée d'immenses défis.

« Nous avons, enfin, réalisé notre émancipation politique. Nous nous étions promis de libérer l'ensemble de notre peuple des fers persistants de la pauvreté, de la privation, de la souffrance, des discriminations de genre et autres. [...] Nous avons triomphé en instillant de l'espoir dans le cœur de millions de personnes. »²¹ (Mandela 1994)

L'Afrique du Sud représente alors une promesse pour le monde, un exemple d'« unité dans la diversité » comme le dit la devise nationale (Sparks 2003 :5). Néanmoins, la période du post-apartheid ne peut se réduire à un élan de libération qui serait le seul contraste négatif de la période d'oppression précédente. L'ANC, qui était un mouvement de libération en exil arrive au pouvoir avec pour seul « bagage » programmatique la Charte de la liberté. A la tête du gouvernement d'unité nationale en 1994, le parti formule un plan de redressement économique déjà contraint par la réalité du monde globalisé et la pression des marchés internationaux. Celui-ci s'articule au départ autour du *Reconstruction and Development Programme* (RDP), un plan de développement prenant en compte les besoins majeurs de la population (Freund et Padayachee 1998 :1175). Un vaste projet de Transformation se dessine, tout en perdant rapidement de sa substance réelle, en partie travaillé par des tensions internes, propres à la transition négociée, et par des tensions externes, propres à l'économie globale capitaliste. En tant que « référentiel » (Darracq 2010), la Transformation garde néanmoins durant les dix

²⁰ La formulation de la Charte de la Liberté adoptée le 26 juin 1955 à Kliptown “We, the People of South Africa, declare for all our country and the world to know: that South Africa belongs to all who live in it, black and white [...]” est reprise dans la Constitution de 1996.

²¹ “We have, at last, achieved our political emancipation. We pledge ourselves to liberate all our people from the continuing bondage of poverty, deprivation, suffering, gender and other discrimination. [...] We have triumphed in the effort to implant hope in the breasts of the millions of our people. [...]”

premières années de pouvoir de l'ANC un pouvoir de légitimation de l'action politique.

La formulation du référentiel politique de la Transformation et ses contradictions

Si les premières années de gouvernement de l'ANC sont marquées par le référentiel de la réconciliation²² que N. Mandela s'acharne à mettre en œuvre avec force symboles (drapeau, hymne etc.) et gestes (victoire des Springboks) (Darracq 2010 : 134), un nouveau référentiel dominant (Muller 2009) est formulé en 1997-1998 : celui de la Transformation.

« Ce que proclame le nouveau référentiel, c'est que la correction de ces inégalités raciales est désormais le nouvel impératif dominant de l'ANC : il ne peut y avoir de vraie réconciliation sans la réduction de ces inégalités, sans Transformation. » (Darracq 2010 :142)

Son origine est consubstantielle à la réalisation pleine et entière de la libération du peuple sud-africain. Selon Pallo Jordan, l'un des théoriciens de l'ANC :

« L'ANC était engagé dans une Révolution Démocratique Nationale (RDN) qui cherchait à éliminer les origines de la domination blanche dans une économie capitaliste coloniale [...] » (ANC 1997).

Le projet de Transformation vient de là. Il est issu d'une relecture de l'histoire de l'Afrique du Sud par l'ANC qui s'attache à qualifier le « colonialisme singulier » de nature interne qu'a connu le pays (« *colonialism of a special type* »), entremêlant les intérêts d'une classe capitaliste à ceux d'une « race blanche » revendiquant une suprématie politique (ANC 1998)²³. Le régime économique qui l'accompagne, désigné comme un « capitalisme racial » (*ibid.*), nécessite une émancipation économique et politique radicale²⁴. C'était bien l'esprit de la Charte de la liberté²⁵ signée en 1955 par le Congrès du Peuple réuni à Kliptown à l'appel

²² Et du « *nation-building* » (voir Darracq 2010).

²³ ANC Parliamentary caucus, 14 avril 1998, <http://www.anc.org.za/caucus/show.php?ID=300#sthash.Mg9uYxUe.dpuf>, consulté le 5 mars 2014. Voir les documents de discussion de l'ANC disponibles sur le site officiel du parti (<http://www.anc.org.za>). Ils expriment la position et les éléments de débat au sein de l'alliance.

²⁴ « *Apartheid had two key elements: white political supremacy, which deprived black South Africans of their fundamental rights as citizens, and racial capitalism, which concentrated wealth in the hands of a white minority and kept black South Africans in exploitative poverty.* »

²⁵ A l'issue d'une grande consultation nationale qui fédère le mouvement de lutte contre l'apartheid, la Charte prévoit la constitution d'un Etat démocratique non-racial, l'établissement de droits égaux pour tous mais aussi la redistribution des richesses nationales au peuple. Outre la fin

de l'ANC et d'autres groupes anti-apartheid appelant à l'égalité des droits de tous sans discrimination de couleur, de race ou de nationalité.

La Transformation ainsi pensée à l'origine est non seulement soumise à diverses interprétations²⁶ au sein de l'alliance tripartite que l'ANC forme avec le parti communiste et la COSATU (Darracq 2010 :172), mais elle est par ailleurs traversée de multiples tensions.

Négociée sous le leadership affirmé de deux forces politiques, le NP et l'ANC²⁷, la transition n'a pu aboutir, malgré les heurts²⁸ et les risques de guerre civile²⁹, que grâce à des compromis. Selon les mots de P. Jordan (ANC 1997), certaines « concessions déplaisantes » ont pavé la route vers la fin de la suprématie « blanche » dans l'économie comme dans les sphères du pouvoir politique³⁰. La reconnaissance de la propriété privée comme droit inaliénable figurait, par exemple, parmi les conditions posées par le NP dans le cadre d'un Etat de droit qui garantit l'égalité de tous les citoyens sud-africains. Les conséquences de ces tractations sont concrètes. Pour illustration, les protections des droits des propriétaires garanties par la constitution ont, parmi d'autres causes, mis à mal la volonté politique de « redistribuer » les terres plus équitablement entre « Noirs » et « Blancs ».

A la fin des années 1990, le gouvernement tente de trouver un compromis entre, d'une part, l'affirmation de l'égalité de tous les citoyens Sud-Africains et, d'autre part, l'impératif de rendre cette égalité effective. Comment organiser le rattrapage des « Noirs » dans l'économie – Adam Habib et Kristina Bentley parlent de

de toutes les discriminations raciales, la charte réclamait également la mise en place d'une réforme agraire, la nationalisation des banques, des mines et des industries en situation de monopole, des garanties sociales et un contrat de travail ou encore une éducation gratuite et obligatoire.

²⁶ Selon V. Darracq, le nouveau référentiel fait bien l'objet d'un consensus mais celui-ci est hétérogène « entre acteurs qui avaient notamment des perspectives différentes sur la question de classe ».

²⁷ Les négociations pour une transition pacifique s'organisent entre le président De Klerk et le représentant de l'ANC encore emprisonné, Nelson Mandela, dès la fin des années 1980. Et le régime légal est assoupli progressivement à partir de 1986 - 1991.

²⁸ Comme par exemple l'arrêt des négociations : la mort de Chris Hani en 1993 a entraîné la suspension des travaux de la commission CODESA en vue de l'organisation des élections et de l'adoption d'une constitution.

²⁹ Selon A. Sparks (2003), il y a eu 25000 morts entre 1986 et 1994, notamment en raison des affrontements très violents entre les partisans de l'Inkhata et les partisans de l'ANC.

³⁰ *“The ANC was engaged in a National Democratic Revolution that sought to eliminate the origins of white domination in the colonial-capitalist economy (the base) and their supporting racist institutions (the apartheid superstructure). [...] The ANC had to make a number of distasteful concessions. In particular, capital and wealth remained in white hands.”*

« redressement racial »³¹ – sans perpétuer des catégories enfermant les citoyens dans des identités raciales objectivées ? Et comment le faire sans porter atteinte ni au principe d'égalité, ni aux droits et libertés fondamentaux protégés par la constitution ?

Le principe d' « *affirmative action* » est inscrit dans le *Bill of Rights*³² de la future constitution dès 1993 sur proposition de l'ANC. Il est pensé comme un moyen de garantir (« et non de supplanter ») le principe inaliénable d'égalité entre tous les citoyens sud-africains³³. Le texte prévoit ainsi l'adoption de mesures, notamment législatives, d' « avancement des personnes ou catégories de personnes désavantagées par une discrimination injuste » et ceci afin de « promouvoir l'égalité effective » de tous les citoyens.

Ce n'est qu'à partir de 1998 que des politiques concrètes de discrimination positive sont mises en œuvre par le gouvernement³⁴:

– une politique de quotas et de recrutement en faveur des « Noirs » dans l'administration et les entreprises parapubliques : l'Employment Equity Act en 1998.

– une politique d'incitation positive auprès du secteur privé actée par une loi en 2004: le Broad-Based Black Economic Empowerment Act³⁵ qui incite les

³¹ L'expression « *racial redress* » figure dans le titre de l'ouvrage dirigé par A. Habib et K. Bentley: *Racial redress and citizenship in South Africa* (2008).

³² Il est écrit dans la section 9 du chapitre 2 (*Bill of Rights*) de la constitution sud-africaine: "Everyone is equal before the law and has the right to equal protection and benefit of the law. Equality includes the full and equal enjoyment of all rights and freedoms. To promote the achievement of equality, legislative and other measures designed to protect or advance persons, or categories of persons, disadvantaged by unfair discrimination may be taken."

³³ Le régime du Parti National avait su utiliser des politiques interventionnistes pour favoriser l'emploi des Afrikaners dès 1948 (O'Meara 2005). Sous l'apartheid, le service public a été élargi pour fournir un emploi aux « Blancs pauvres », des subventions étaient données aux fermiers pour acheter des terres agricoles sur une surface qui leur était déjà réservée depuis le *Native Land Act* de 1913. Selon M. Ramphela (2008), la référence à ce précédent historique est établie par l'ANC car il a eu une réelle efficacité dans la lutte contre la pauvreté des Afrikaners : « *Reference is often made to the National Party (NP)'s post-1948 use of state power to meet its objectives. The success of the NP between 1948 and 1994 in getting poor whites, especially Afrikaans speakers, out of poverty, remains a notable example of a successful targeted anti-poverty programme.* »

³⁴ Des initiatives de transfert d'actionnariat des « Blancs » vers les « Noirs » ont été prises par les grandes entreprises dès 1994 et certains secteurs ont même, de façon proactive, signé des chartes sectorielles avant la législation en 2004 : par exemple la « *Broad-Based Socio-Economic Empowerment Charter for the South African Mining Industry* » le 11 octobre 2002.

³⁵ En 2003 le gouvernement rédige un document de stratégie, en 2004 la loi est votée et en 2007 sont mis en œuvre les « Codes » qui définissent les critères précis figurant sur la « carte de score » de chaque entreprise. Le terme « *broad-based* » répond aux inquiétudes formulées notamment par la confédération de syndicats COSATU qui dénonçait un simple transfert d'actions servant à enrichir une « petite élite de riches noirs ». En 2002 lors de la conférence nationale, l'ANC s'est engagé à élargir le BEE pour qu'il profite à toute la société dans son ensemble. (Tangri et Southall 2008 :706).

entreprises à respecter les quotas – au moyen d’une « *scorecard* »³⁶ – en conditionnant leur accès aux appels d’offre publics notamment. Cette stratégie a la particularité de définir l’*empowerment* en termes raciaux : la catégorie cible – « *Black* » – est entendue au sens large, comprenant l’ensemble des populations « *historically disadvantaged* » (« Indiens », « *Coloureds* » ou « Noirs Africains »). Par ailleurs, une partie des contradictions du projet de Transformation est liée au contexte international dans lequel s’insère l’action du gouvernement post-1994. L’ANC est alors confronté à un dilemme : comment respecter les principes de gestion restrictive des finances publiques (restriction de la dette, réduction des dépenses de l’état, privatisation) qui conditionnent l’accès aux marchés financiers notamment, tout en mettant la lutte contre la pauvreté au centre du programme politique de l’alliance tripartite ?

La nature même du régime post-apartheid, en voie d’institutionnalisation au cours des années 1990 et 2000, est en conséquence ambivalente. L’Etat s’arroge dans un premier temps une place importante de coordinateur et d’initiateur, puis glisse vers un rôle de facilitateur qui consiste à accompagner les mécanismes du marché. Pour expliquer cela, certains pensent que l’ANC a été « converti » à l’agenda néo-libéral des Institutions Financières Internationales (IFI) (Bond [2000] 2005, Klein 2007 :194-217), d’autres estiment que le tournant pris par l’ANC vers l’économie de marché date des années 1970 (Marais 2002) et que la vision entrepreneuriale de l’émancipation des « Noirs » a été aussi profonde dans les rangs du parti que l’idéologie socialiste dominante essentiellement durant les années d’exil du mouvement (Hirsch 2005 :34-36). Le modèle étatique est donc hybride : néo-libéral³⁷ par certains aspects, et pourtant interventionniste et redistributeur grâce à un important dispositif d’allocations sociales. L’Etat se réclame du modèle « développemental » des Etats asiatiques (Gumede 2005, Southall 2006 et ANC 2010³⁸) même si, depuis une dizaine d’années, il opère un « bricolage complexe à

³⁶ Les critères recouvrent différents domaines : les acquisitions d’actions, les appels d’offre préférentiels, les quotas pour l’embauche mais aussi le développement des compétences et la facilitation du crédit.

³⁷ S’orientant même vers des mesures d’austérité pour réduire le déficit public selon les toutes dernières déclarations du ministre des finances sud-africain lors du discours « budget speech » du 24 février 2015.

³⁸ “*The central task of the ANC is to build a developmental State with the strategic, political, economic, administrative and technical capacity in pursuit of the objectives of the National Democratic Revolution*”.

la jonction du conservatisme macro-économique, d'un 'développementalisme' régulé par l'Etat et d'un Etat-providence social-démocrate » (Barchiesi 2011).

Par conséquent, les contradictions intrinsèques au référentiel de la Transformation se révèlent lors de la mise en œuvre de politiques publiques qui se retrouvent prises entre deux impératifs : l'un national, centré autour de l'impératif d'égalité et de justice sociale, l'autre mondial, qui engage le pays sur la voie de la compétitivité et de l'orthodoxie néo-libérale. La lutte contre la pauvreté et la distribution de services publics de base sont tout d'abord les priorités de la présidence Mandela (1994-1998). Le programme RDP en est le fer de lance³⁹. Puis, l'adoption de la stratégie *Growth, Employment and Redistribution* (GEAR) en 1996 entérine un tournant néo-libéral de l'économie, déjà entamé à la fin de l'apartheid (Pons-Vignon 2014).

2. Vingt ans après, une Transformation encore inachevée

Dresser un bilan suppose de définir un point de référence de l'évaluation. La première génération des « nés libres »⁴⁰ a pu voter en 2012 ; le pays a rejoint le club des BRICS (*Brasil Russia India China South Africa*)⁴¹ tout en voyant son statut d'émergent contesté (Pons-Vignon 2014) ; pourtant, le regard porté sur le pays et sa trajectoire socio-économique ne peut s'affranchir de la référence avec l'apartheid.

Un bilan économique contrasté

Nombreux sont les événements (ou les publications) scientifiques organisés en 2014 qui ont adopté la perspective du bilan post-apartheid : « l'Afrique du Sud

³⁹ Il lance notamment un programme plus quantitatif que qualitatif de construction de logements sociaux et de réhabilitation de zones d'habitat informel.

⁴⁰ « *Born-free generation* » que l'anthropologue J. Hayem définit comme « les individus nés après 1994 et l'élection démocratique et multi- raciale de N. Mandela » (2011, colloque ECAS Uppsala).

⁴¹ Acronyme utilisé pour la première fois en 2001 dans une note de Jim O'Neill, économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs, qui désigne le club des puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine) que l'Afrique du Sud a rejoint en 2011.

vingt ans après », « Vingt ans de démocratie sud-africaine »⁴² etc. En effet, si ses performances économiques sont entachées d'inégalités prégnantes, d'une forte pauvreté et de violences récurrentes menaçant le contrat social⁴³ (Gervais-Lambony 2015), le pays s'est bien transformé depuis 1994. Des avancées majeures ont été réalisées sur le plan des services et des infrastructures publics : le gouvernement a assuré la fourniture d'eau potable, d'électricité, et de logements à des millions de Sud-Africains (Sparks 2003 :3). Le bilan en termes d'agrégats macroéconomiques (voir l'encadré en infra) est plutôt positif, même si nous connaissons les limites des classements basés essentiellement sur l'indicateur de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB). En effet, depuis 1995, l'Afrique du Sud connaît une hausse constante de son PIB (3,2% en moyenne par an, 1,6% par an pour le PIB par tête). Son économie, historiquement fondée sur le « complexe industriel énergie-minéraux » (Fine et Rustomjee 1996)⁴⁴ et une agriculture dominée par de grandes exploitations intensives détenues encore en majorité par des « Blancs », s'est diversifiée. Le secteur tertiaire⁴⁵ est aujourd'hui la composante principale du PIB⁴⁶.

⁴² Titre d'un colloque organisé à Dijon par l'Université de Bourgogne et le Conseil Régional en septembre 2014. Une conférence sur un thème similaire a été organisée à l'Institut Français de Johannesburg en juin 2014. Parmi les publications, voir le numéro spécial de *Questions Internationales*, « Afrique du Sud, une émergence en question », n°71, janvier-février 2015.

⁴³ De nombreuses manifestations violentes appelées « *delivery protests* » ont eu lieu depuis le début des années 2000 dans les *townships* réclamant un meilleur accès aux services publics et aux emplois. Le 16 août 2012, la police sud-africaine a abattu 34 mineurs grévistes de la mine de platine de Marikana, à Rustenburg près de Johannesburg.

⁴⁴ Selon Fine and Rustomjee (1996), le « *Minerals and Energy complex* » (MEC) est le site central d'accumulation de l'économie sud-africaine. Plus de 90% de l'électricité sud-africaine provient du charbon. Le MEC est composé de ressources telles que le charbon, l'or, le diamant, et les autres secteurs miniers ainsi que l'électricité, les produits minéraux non-métalliques, les industries de base (fer et acier), les engrais, pesticides, résines synthétiques, plastiques, produits chimiques et pétroliers. (Southall 2006 :2)

⁴⁵ Selon le rapport « Perspectives économiques en Afrique » OCDE/BAFD 2002: « C'est en majeure partie aux services que l'économie sud-africaine doit sa modeste croissance des cinq dernières années. Cette croissance des services atteint 3.4 pour cent en moyenne, mais certaines branches, telles que les transports et les communications ainsi que l'intermédiation financière, progressent plus rapidement. »

⁴⁶ 66% selon le document stratégie pays (DSP) 2008-2012 présenté à la BAfD : « Le secteur primaire, dont la contribution était pratiquement d'un quart de la valeur ajoutée brute au cours des années 60, ne représente plus que 10,5 % à peine, alors que la contribution du secteur tertiaire est passée d'environ 50 % à près de 66 %. La croissance du secteur tertiaire au cours de cette période a été conduite principalement par deux secteurs majeurs : les services de l'administration et les services financiers et des entreprises. »

Fort de ces performances, le pays a pu s'affirmer dans les instances internationales en jouant sur sa double caractéristique de pays africain et émergent (Van der Westhuizen 1998, Schoeman 2000)⁴⁷.

Le bilan en chiffres

L'Afrique du Sud est un pays à revenu intermédiaire (PRI) de la tranche supérieure selon la nomenclature de la Banque Mondiale⁴⁸. Son indice de développement humain est de 0,65 ce qui la place au niveau de l'Indonésie, du Brésil ou de la Turquie. Selon la Banque Africaine de Développement (2011b), l'Afrique du Sud fait partie des quatre principales économies africaines (avec l'Égypte, le Nigéria et l'Algérie) dont les PIB réels sont supérieurs à 2 000 milliards de rands sud-africains.

Le PIB par habitant, d'environ 12000 dollars PPA⁴⁹ en 2014, est à un niveau comparable à celui de la Chine, du Pérou ou de la Tunisie. Il est en constante progression depuis 1995⁵⁰ (mis à part une légère diminution en 2009 au moment de la crise financière mondiale).

L'Afrique du Sud est considérée comme un pays émergent en raison de son économie diversifiée, du dynamisme de ses secteurs financier, énergétique et des communications, ainsi que pour sa place boursière qui est une des plus importantes au monde⁵¹. Ces caractéristiques lui donnent une certaine autonomie financière vis-à-vis des Institutions Financières Internationales (IFI) en comparaison de ses voisins africains. (Pons-Vignon 2014).

Pourtant, la croissance n'a pas empêché la perpétuation de fortes inégalités (Banque mondiale 2012 :viii). Depuis 1995, le coefficient de Gini⁵² se maintient à un niveau parmi les plus élevés au monde (d'une valeur de 0,7) ; le décile de revenus le plus élevé comprend 60% des revenus totaux du pays, contre 0,8% des revenus pour le décile le plus bas. Le pays connaît de réelles difficultés à résorber une pauvreté qui touche une grande proportion de la population : que celle-ci soit

⁴⁷ En sus du club des BRICS, l'Afrique du Sud est membre du G20, appartient au Forum de dialogue IBSA (Inde – Brésil – Afrique du Sud). Le pays pourrait par ailleurs représenter le continent africain en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU si celui-ci était réformé.

⁴⁸ PIB (dollars US courants) : 350,6 dollars milliard(s) 2013 même si depuis 2014, le Nigéria lui a confisqué la place de première puissance économique du continent au prix d'un réajustement à la hausse du PIB de 89%.

⁴⁹ Source Banque Mondiale

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD?page=3>, consulté le 19 février 2015. Le PIB en dollars PPA est le produit intérieur brut converti en dollars internationaux courants au moyen des taux de parité des pouvoirs d'achat (PPA). Un dollar international a le même pouvoir d'achat dans le pays concerné qu'un dollar américain aux États-Unis. Voir Partie I 2.2.

⁵⁰ De 6809 dollars en 1995, 7545 dollars en 2000, 9447 dollars en 2005, puis de 12 506 dollars en 2014 (Banque Mondiale 2014).

⁵¹ Le *Johannesburg Stock Exchange* est classé 7^{ème} parmi les places boursières les plus importantes du monde (Yanacopoulos 2014).

⁵² Le coefficient de Gini est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée, souvent utilisée pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays donné. Il varie de 0 à 1, où 0 signifiant l'égalité parfaite et 1 signifiant l'inégalité maximale.

mesurée en fonction du seuil national – 53,8%⁵³ de la population en 2011 – ou qu'elle soit mesurée en fonction du seuil international de 2 dollars par jour aux prix internationaux de 2005 – 26,2% en 2011⁵⁴. Le chômage s'est imposé comme un autre trait structurel : il touche 25,5% de la population (Stat SA 2014) et ce taux a été quasiment stable depuis le début des années 2000.

Des mécanismes de redistribution importants viennent jouer un rôle essentiel d'amortisseur pour l'ensemble de la population: notamment les allocations familiales, de retraite et les pensions d'invalidité⁵⁵.

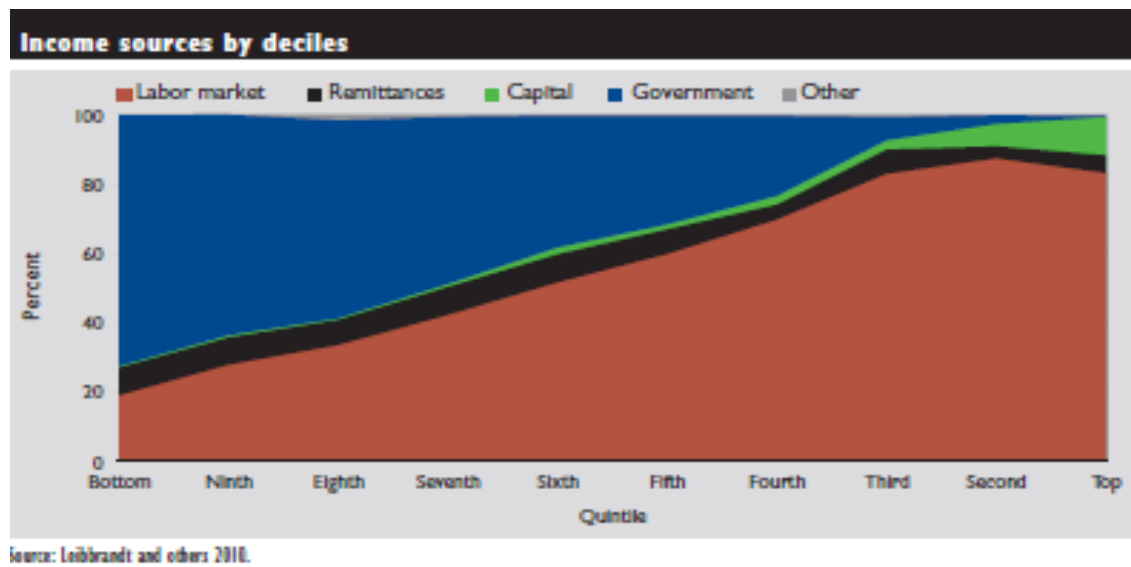


Figure n°1 : « Sources de revenus par déciles », source : Leibbrandt et al. 2010 :27)
 Les allocations du gouvernement sont la première source de revenus des cinq déciles les plus bas (du 10^{ème} au 6^{ème}), alors que le marché du travail est, avec le capital, la source principale de revenus des déciles les plus riches (du 5^{ème} au 1^{er}).

Le schéma ci-dessus montre que ces aides étatiques fournissent la source principale de revenus des catégories les plus pauvres de la population, alors que notre catégorie d'analyse (dite du « milieu réel »), située approximativement entre le 7^{ème} et le 4^{ème} décile, a la particularité d'avoir des revenus issus pour moitié (et de façon grandissante avec le montant de richesses) du marché du travail tout en continuant à percevoir une part considérable d'allocations gouvernementales.

⁵³ Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national en 2011. Le chiffre de 45,5% est avancé par Pons-Vignon 2014 :67)

⁵⁴ Elle serait néanmoins en baisse par rapport à un niveau de 39,9% en 1995 selon le même indicateur en ppa 2005. Voir Banque mondiale : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.NAHC/countries/ZA?display=default>

⁵⁵ Elles représentent plus de 70% des revenus du quintile le plus bas des revenus (cette proportion était de 15% en 1993 et de 29% en 2000). Sans ce soutien étatique, les 2/5 les plus pauvres de la population auraient vu leurs revenus baisser durant la première décennie post-apartheid.

En effet si, au niveau national, le salaire est la source de revenus principale des ménages en Afrique du Sud⁵⁶, l'accès à un revenu salarial semblerait déterminer la frontière de la pauvreté⁵⁷ (Leibbrandt *et al.* 2010 :12) dans le contexte d'une structuration singulière du marché du travail selon la théorie de « l'oignon à trois couches ». Selon Karl Von Holdt et Eddie Webster (2005), la couche extérieure est constituée des individus sans emploi qu'ils estiment à un tiers, voire un quart de la population active. Au centre, le « cœur des travailleurs du secteur formel » représente la moitié des individus employés bénéficiant de salaires stables et de protections contractuelles. Il y a ensuite une couche intermédiaire et en expansion dont les travailleurs « noirs » (et surtout les femmes) constituent l'écrasante majorité : les emplois précaires et de domestiques (30% des employés) et le secteur informel ou de subsistance (20% des employés). Dans ce contexte, nos enquêtés disposant dans leur grande majorité d'un emploi stable dans le secteur formel constituent le centre relativement privilégié de cette structure à trois strates.

Une reconfiguration des inégalités sociales

Le constat est ambivalent : depuis 1994, les inégalités se sont creusées en Afrique du Sud mais leur nature a changé. Si en 1970, la distribution des richesses suivait la hiérarchie raciale introduite par l'apartheid, ceci n'est plus le cas à la fin des années 1980 qui voient un changement du régime de distribution (Seekings et Natrass 2005 :121).

En fait, les inégalités raciales se sont réduites depuis 1994 : une étude montre que d'une part, le nombre de « Noirs-Africains » en emploi a doublé depuis 1994 (SAIRR 2013), et d'autre part, que la proportion d'individus « noirs », « *coloureds* » et « indiens » dans des emplois de management supérieur a quasiment doublé depuis 2000 : de 13% à 24%. Pour autant, les inégalités entre « Noirs » et « Blancs » n'ont pas disparu. Selon les chiffres donnés par le dernier

⁵⁶ En Afrique du Sud, il est d'usage de prendre en compte quatre sources de revenus pour les ménages: les rémittances, le revenu salarial (y compris des indépendants), l'assistance sociale (allocations), et les revenus du capital (dividendes, intérêts, loyers etc.). Les analyses concordent sur le fait que le salaire constitue 70% des sources de revenus (Leibbrandt *et al.* OCDE 2010 :19).

⁵⁷ Nos séjours exploratoires sur le terrain ont confirmé cette hypothèse. La grande majorité des ménages que nous rencontrions disposaient d'un emploi dans le secteur formel, au minimum. Notre enquête tend à confirmer l'importance de la profession, autant comme un élément commun aux différentes trajectoires inter-générationnelles de nos interviewés que dans leurs discours sur leur positionnement social.

recensement (Stat SA 2011)⁵⁸ : en 2011, le revenu mensuel moyen d'un individu « noir » était de 5061 rands (€365), alors que celui d'un « Blanc » était de 30427 rands (€2218), soit un écart de 1 à 6⁵⁹. En d'autres termes, le débat « classe et/ou race », historiquement structurant en Afrique du Sud, reste pertinent. Néanmoins, ses termes ont changé.

Depuis 1994 les inégalités sociales se sont creusées au sein de la catégorie des « Noirs » en particulier. Certains ont pu accéder à des revenus élevés, des professions supérieures et à l'actionnariat dans les entreprises, leur donnant accès à un niveau de vie luxueux et des quartiers d'habitat privilégiés. Néanmoins, 26% de la population totale vivent toujours avec moins de deux dollars par jour et la majorité de ceux-ci sont « Noirs » (Stat SA 2011).

Par ailleurs, les inégalités sont toujours inscrites dans le territoire (Gervais-Lambony 1999 et 2015, Morange 2006, Seekings et Natrass 2005). Les écarts de conditions de vie sont patents et bien visibles dans les métropoles. Celles-ci connaissent un phénomène d'étalement des habitats « informels » en périphérie (*informal settlements*) associé à la privatisation des banlieues huppées⁶⁰. Le lieu de résidence et la catégorie raciale sont toujours des facteurs importants d'inégalité d'opportunités pour les enfants de l'Afrique du Sud post-1994 (Banque Mondiale *ibid.*)⁶¹. Des manifestations dites « *service delivery protests* » se sont multipliées depuis quelques années, notamment en réaction à l'insalubrité des quartiers de logements sociaux (maisons « RDP ») construits à la hâte par le gouvernement. Autant de signaux qui indiquent que la question de la cohésion sociale reste posée.

⁵⁸ Recensement national 2011, Statistics SA, disponible en ligne : <<http://www.statssa.gov.za/census2011/default.asp>>, consulté le 30 janvier 2013.

⁵⁹ Cet écart est néanmoins en diminution depuis 1994.

⁶⁰ Le *township* d'Alexandra à quelques kilomètres du luxueux quartier des affaires de Sandton en est un exemple dans la province du Gauteng.

⁶¹ Selon l'étude de la Banque mondiale, une jeune fille « noire » d'un *township* a toujours moins d'opportunités (par exemple de terminer son cursus d'études secondaires) qu'un jeune homme « blanc » habitant une autre zone urbaine.

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD?page=3>, consulté le 19 février 2015.

De façon schématique, on pourrait dire que, de la question raciale, l’Afrique du Sud est passée à la question sociale. Selon Lawrence Schlemmer (2005 :1),

« L’un des signes les plus visibles de la révolution démocratique⁶² est la vague de richesse bénéficiant à certaines catégories de personnes africaines dont la participation effective aux marchés et à l’économie formelle était auparavant bloquée et altérée par les lois de l’apartheid. »⁶³

« Certaines catégories » auraient donc été privilégiées par l’effort de « discrimination positive », ouvrant un clivage entre les gagnants, souvent désignés comme les classes moyennes et élites urbaines, et les perdants du changement, identifiés par Nicolas Pons-Vignon et Aurélia Segatti (2013) comme les travailleurs précaires, et par Jeremy Seekings et Nicoli Natrass (2005) comme une large « sous-classe » d’exclus du marché du travail. Les bénéficiaires des transferts de compétences et d’actions du *Black Economic Empowerment* (BEE) ne viendraient que renforcer des réseaux d’élites politiques et économiques déjà existants (Southall et Tangri 2008 : 701)⁶⁴. La littérature à ce sujet est toutefois souvent marquée d’un biais idéologique, rendant difficile une évaluation globale objective de l’ensemble des postes ouverts depuis 1998 à l’ensemble de la population autrefois ségréguée, notamment dans la fonction publique. C’est bien une reconfiguration des inégalités qui a eu lieu, plutôt que leur diminution, selon des lignes désormais plus sociales que raciales (sans pour autant que la question raciale ait disparu).

⁶² Selon lui, deux facteurs ont permis d’élargir cette participation : les révolutions silencieuses des opportunités offertes par l’expansion capitaliste d’une part, et les politiques de discrimination positive d’autre part.

⁶³ “One of the most visible signs of South Arica’s democratic revolution has been the spread of affluence to certain categories of African people whose effective participation in markets and the formal economy were curtailed and distorted by apartheid laws.”

⁶⁴ Appelés « *BEE cronies* » (Southall 2006 :80). Les sociologues R. Southall et A. Tangri parlent d’un enrichissement touchant essentiellement les actionnaires: « *BEE has amounted mainly to the transfer of shares, which have been acquired disproportionately by a small number of prominent, politically connected black figures. This handful of persons has amassed large fortunes from empowerment transactions and accompanying directorships*». K. Shubane et C. Reddy (2005) parlent de « *la création d’une classe moyenne noire, certes visible, mais restreinte* ».

3. Cadre théorique d'une analyse des discours et pratiques de distinction sociale chez « ceux du milieu »

Travailler sur un « milieu » social et non sur une catégorie prédéfinie

Nos recherches ont débuté en 2010 à l'issue d'un séjour de deux ans et demi en Afrique du Sud pour l'exercice d'une mission professionnelle dans le secteur de la coopération internationale. Nous souhaitions au départ conduire une enquête sur les effets de la politique de discrimination positive du BEE. Mais notre ambition d'étudier les parcours professionnels de jeunes employés « noirs » des secteurs public et privé s'est heurtée à la difficulté de déterminer précisément l'impact de la loi sur une embauche ou sur un revirement de carrière. Notre enquête a alors pris une orientation plus ethnographique, portant sur les façons de vivre et les représentations collectives de ceux que la presse et les instituts de marketing commençaient à dénommer la « nouvelle classe moyenne noire ».

Cet intérêt rejoignait aussi celui du groupe de recherche de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux sur les « catégories sociales émergentes en Afrique » (appelé « Classe moyenne en Afrique » - CMA⁶⁵) que nous avons rejoint en 2010. Dans un premier temps, nous avons mené avec le groupe de recherche CMA un travail de déconstruction des catégories employées dans le discours public (*Global Middle Class*⁶⁶, classe moyenne africaine etc.) pour les considérer comme des prénotions qui, selon Emile Durkheim, « nous défigurent le véritable aspect des choses et que nous prenons pourtant pour les choses mêmes. » (Durkheim ([1895] 2010 :118).

⁶⁵ Ce travail a été réalisé dans le cadre du groupe de recherche en question (2009-2014) dirigé par D. Darbon et C. Toulabor et composé de cinq doctorantes et d'étudiants en Master 2. Le projet, financé par le Conseil Régional d'Aquitaine, a permis la réalisation de cette thèse pendant les trois premières années (d'octobre 2010 à octobre 2013). Une étude sur les classes moyennes en Afrique du Sud a été remise dans ce cadre à la Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense en 2013, ainsi que la réalisation d'une exposition au Musée d'Aquitaine de Bordeaux avec le photographe J. Bardeletti du 27 novembre 2014 au 22 février 2015. Des activités de médiation ont été menées dans ce cadre en décembre 2014 auprès de journalistes, du grand public et de classes de lycée.

⁶⁶ Selon la Banque Mondiale (2007), la « classe moyenne globale » comprend des individus aux revenus se situant entre 4000 dollars et 17000 dollars (ppp 2000), ce qui représente en 2000 7,6% de la population mondiale (dont 2% se trouve en Afrique) et pourrait représenter jusqu'à 19,4% en 2030.

Au-delà de l'entreprise de déconstruction, nous avons cherché à documenter plus précisément les situations de sortie de la pauvreté, qualifiées de « petite prospérité » grâce à des enquêtes sociologiques approfondies dans plusieurs pays du continent⁶⁷. La « petite prospérité » désigne

« [...] l'ensemble des individus qui émergent de la précarité (c'est-à-dire qui satisfont de manière structurelle aux dépenses contraintes et disposent d'un revenu arbitral minimal), sans pour autant être à l'abri d'un déclassement rapide. [...] La notion chinoise de 'petite prospérité' (xiaokang⁶⁸) couplée à ces deux critères fournit l'intuition la plus pertinente de cet ensemble en lui conférant une homogénéité.» (Darbon et Toulabor, AFD 2011 :7)

Le critère-clef qui distingue ces individus des situations de pauvreté est le revenu disponible à la fin de chaque mois, qui leur permet d'épargner ou d'investir cet argent pour satisfaire à des besoins autres que ceux de première nécessité. Ils ne sont plus dans une logique de survie au jour le jour. Ils se projettent vers un avenir meilleur, souvent avant tout pour leurs enfants. Ils habitent en milieu urbain et disposent au moins d'un emploi stable par ménage.

A partir de ces travaux collectifs sur la « petite prospérité » en Afrique subsaharienne, notre travail de recherche s'est orienté vers la réalité sociale sud-africaine de la petite prospérité : nous avons trouvé une correspondance heuristique avec le concept du « milieu réel ».

Définition théorique d'une catégorie heuristique : « le milieu réel »

L'espace social intermédiaire est nébuleux et mal défini dans l'histoire de la sociologie (Weber [1956] 2003, Bourdieu 1979, Bidou 1983, Mendras 1988, Bosc 2008). Pierre Bourdieu (1979 :395) décrit un « lieu d'incertitude et d'indétermination relatives entre les deux pôles du champ des classes sociales, un ensemble de lieux de passage qui bougent, ou mieux un ensemble de lieux de passage en mouvement où se rencontrent pour un temps plus ou moins long des agents emportés par des trajectoires de même sens ou de sens inverse, ascendantes ou descendantes. »

⁶⁷ C. Nallet a réalisé une thèse de doctorat sur ce sujet en Ethiopie, A. Fichtmuller en Ouganda, J. Hamidu au Ghana. D. Darbon et C. Toulabor ont réalisé des recherches respectivement en Guinée et au Togo et ont structuré théoriquement la production du groupe.

⁶⁸ L'objectif annoncé en 1979 par D. Xiaoping, à l'aube des réformes pour la fin du XXe siècle, était que la population dans son ensemble parvienne à la « petite prospérité ». Cet objectif a été repris par le président J. Zemin à la fin des années 1990.

Ce « lieu central de l'espace social » nous intéresse car, en Afrique du Sud, comme ailleurs dans le monde émergent et africain, il semble être aujourd'hui le lieu de « luttes symboliques » (Bourdieu 1984 :3) pour la définition de nouvelles identités sociales (Nallet 2015, Darbon et Toulabor 2014).

Nous nous sommes donc tenus volontairement à l'écart de la catégorie « classe moyenne » que nous considérons, dans le contexte sud-africain, comme une prénotion. De plus, la littérature scientifique française sur les classes moyennes nous a semblé peu appropriée en raison des variations de sens de la catégorie selon les traditions sociologiques et les contextes nationaux. La « *middle class* » selon John H. Goldthorpe n'est pas la « classe moyenne » selon Henri Mendras, ni les « cols blancs » de Charles W. Mills ([1951] 1996). Les comportements décrits par H. Mendras (1980) dans la citation suivante se retrouvent chez nos enquêtés sans pour autant qu'ils puissent être généralisés à la population sud-africaine.

« Aujourd'hui, citadins, banlieusards, campagnards résidents secondaires ou néo-ruraux vivent tous de la même manière. Tous regardent la télévision, tous vont le samedi s'approvisionner aux mêmes centres commerciaux etc. les différences, encore fortes il y a dix ans sur les indicateurs de genre de vie et de confort, s'estompent progressivement : auto, télévision, réfrigérateur, eau courante, etc., se sont répandus en ville comme en campagne... » (Mendras 1980 :28)

Le débat sud-africain est toutefois influencé par la sociologie britannique, et notamment le schéma de classes de J. H. Goldthorpe (1982, 1995), comme nous le verrons dans la 1^{ère} partie. Il est néanmoins en partie indépendant du débat sur les classes moyennes africaines (BAfD 2011) ou dans les Suds (en Inde : Jaffrelot et Van der Veer 2008, en Chine : Rocca 2008, au Mexique : Alba et Lazabé 2007) alimenté par les rapports récents produits par les IFI et des cabinets de conseil (Banque Mondiale 2007, Kharas OCDE 2010, McKinsey 2010).

Dans la 1^{ère} partie de la thèse, nous passons en revue différentes façons de catégoriser la société sud-africaine post-apartheid et leur historicité (« *professionals* » et « *semi-professionals* », « *Black middle class* », « *amaphakathi* » etc.). Le croisement de deux nomenclatures – selon les critères de la profession et du revenu – fait apparaître un « milieu réel ». Celui-ci a la particularité d'être distinct de ce qui est communément appelé « *middle class* » en

Afrique du Sud. Il est composé des individus dont le revenu mensuel est proche du revenu médian⁶⁹.

Grâce à la nomenclature sud-africaine des *Living Standard Measures (LSM)*⁷⁰, nous avons pu agréments cette définition économique d'éléments de définition propres aux conditions de vie : un habitat en dur, avec souvent une voiture à la disposition du ménage et de l'électro-ménager (frigo, four, télévision etc.). Ce groupe est situé au « milieu » de l'espace économique et social, proche d'une définition wéberienne qui se fonde sur une approche stratificationniste et statutaire de la société.

La solidification de notre objet par le biais de la cible de la politique du « gap housing »⁷¹

L'approche des personnes en vue de la conduite d'entretiens a été préparée en amont par des séjours exploratoires sur le terrain. Selon le principe d'une démarche exploratoire et inductive appelée « minimalisme » par Beaud et Weber (1997 :56) selon lesquels « d'une certaine façon, le terrain dicte sa loi à l'enquêteur », nous avons construit notre problématique et notre objet à partir de nos découvertes empiriques effectuées lors de la première année de doctorat.

Lors d'un terrain exploratoire en périphérie de Johannesburg, nous avons découvert des lotissements – récents ou en construction – de petites maisons pavillonnaires spécialement conçues pour l'accès à la propriété à bas coûts : le « *gap housing* »⁷². Ces « projets de développement » associent promoteurs immobiliers et organismes financiers pour offrir une maison « clefs en main »

⁶⁹ Plus précisément les quintiles de revenus 2, 3 et 4 constituent la tranche de revenus que nous avons retenue pour circonscrire notre échantillon d'enquêtés : entre R6000 et R15 000 par mois et par personne. Voir chapitre 2.

⁷⁰ Un système de classification des ménages en fonction des biens qu'ils possèdent, donc d'un niveau de vie « effectif », inspiré d'un modèle de la Banque Mondiale. Nous le développons davantage dans le chapitre 2 de la première partie. Les LSM concernées par ce niveau de revenu sont les suivantes : 3,4 et 5. Ces trois catégories confondues regroupent environ 36 % de la population.

⁷¹ Ce projet n'est pas dépourvu de proximité avec les programmes mexicains (Soederberg 2015) et brésiliens de prêts d'accès à la propriété pour des foyers à revenus modestes. Voir également les travaux de C. Buire sur l'Angola (2014).

⁷² Voir la rubrique « entretiens informatifs » de l'annexe 1. Nous avons conduit des entretiens avec des responsables des secteurs « marches émergents » de la banque FNB, un responsable de télévente d'une grande compagnie d'assurance (Liberty Life) et des responsables de sociétés de promoteurs immobiliers (RBA et Cosmopolitan) et foncier (Township Realtors), ainsi qu'avec une experte du secteur « *affordable* » (K. Rust) et des universitaires (S. Butcher, A. Mabin et C. Bénit).

financée par un crédit hypothécaire d'une durée de vingt ans (et ce, quel que soit le promoteur ou la banque selon les résultats de notre enquête). Ils représentent une part croissante du marché immobilier dans la province du Gauteng et contribuent à étendre considérablement le bâti autour de la métropole de Johannesburg⁷³.



Figure n°2, source : auteur – extension 27, Protea Glen, cliché pris en janvier 2013.

La catégorie de ménages ciblée (ou le « marché » à développer) est définie en termes de revenus (entre R6000 et R15000 mensuels environ – soit €440 et €1100⁷⁴). Les ménages concernés bénéficient également d'une subvention de l'Etat au moment de leur souscription du crédit⁷⁵.

Or, cette catégorie correspondait précisément à notre objet du « milieu réel ». Notre objet, alors encore en construction théorique, s'est donc « solidifié » au travers de l'intérêt récent de l'Etat et des marchés – immobilier et financier – pour ce groupe social. Il y avait, de plus, un aspect pratique dans le rassemblement géographique procuré par ces quartiers construits de façon aussi rapide qu'uniforme. Les maisons étant construites selon des plans standards (autour de 50m² à un prix de R400000 environ – soit €29000), le salaire minimum requis par les banques pour ce type de prêt est lui aussi « standard » : fixé à R10 000 (€730) par mois pour la province du Gauteng. Les ménages de « primo-accédants »

⁷³ Voir à ce sujet le chapitre 6.

⁷⁴ Les montants donnés en euros tout au long du manuscrit ont été convertis entre mars et mai 2015 au taux de change en vigueur.

⁷⁵ En 2012, le président J. Zuma a annoncé la mise en place d'une nouvelle subvention d'aide au premier achat immobilier pour les ménages gagnant de R3000 à R15000 par mois.

rencontrés à Protea Glen (cf. figure n°4 en infra) dans un périmètre de quelques kilomètres avaient ainsi en commun d'avoir rempli ce critère de revenu minimum.

Notre objet d'étude : l'espace social intermédiaire dans le « *Black Johannesburg* »

Une des données importantes qui s'est imposée à nous lors des recherches préliminaires est la relation singulière qui lie le spatial aux identités sociales et raciales dans la ville de Johannesburg. Pour le nouvel arrivant qui décide d'arpenter ses rues et de franchir ses ponts, la métropole est faite de frontières visibles et invisibles, entre des mondes, (nocturne et diurne, centre et banlieue) qui se côtoient sans pour autant se connaître. La littérature atteste de cette complexité qui demande à être apprivoisée (Gervais-Lambony 2003 et 2004, Guillaume 2001, Beall *et al.* 2002, Vladislavic 2006, 2013, Paton 1948, Bosman 1957).

Johannesburg est la plus grande métropole d'Afrique du Sud, elle compte 4,4 millions d'habitants⁷⁶ et forme une conurbation de près de 10 millions d'habitants avec la capitale administrative Pretoria au cœur de la province du Gauteng⁷⁷. Construite à la fin du XIX^{ème} siècle sur le haut plateau du Witwatersrand⁷⁸ au moment où sont creusées les premières mines d'or du pays⁷⁹, la ville a la particularité de n'être ni traversée par un fleuve, ni proche d'une mer ou d'un océan. La population de Johannesburg reflète à peu près les équilibres démographiques « raciaux » du pays : 76,4% sont « Noirs Africains »⁸⁰, 12,3% sont « Blancs », 5,6% sont « *Coloureds* » et 4,9% sont « Asiatiques ».

⁷⁶ Voir la page consacrée à la municipalité de Johannesburg sur le site officiel de Statistics South Africa : http://beta2.statssa.gov.za/?page_id=1021&id=city-of-johannesburg-municipality

⁷⁷ Avec ses 18000 km² c'est la plus petite province du pays. Elle occupe seulement 2% du territoire national (voir carte ci-dessous), mais génère 36% du PIB national et le tiers des emplois nationaux. C'est une province où la population urbaine profite d'une qualité de vie supérieure à la moyenne nationale : si encore 11% des habitants connaissent l'habitat informel, 98% des habitants ont accès à l'eau potable et 87% sont reliés à l'électricité (Everatt 2013 :6). La moitié des habitants ont moins de 25 ans et 40% sont au chômage. La taille moyenne des ménages est de 2,8 personnes.

⁷⁸ Johannesburg et Pretoria sont situées respectivement à 1700 et 1500 mètres d'altitude.

⁷⁹ L'or est découvert en 1885, on peut voir des photos des mineurs « noirs » de l'époque au sommet de la tour du Carlton Center qui a été baptisée « *the rooftop of Africa* » car elle était la plus haute tour du continent au moment de sa construction dans les années 1950.

⁸⁰ Selon la terminologie employée par l'organisme national de statistiques Stat SA.

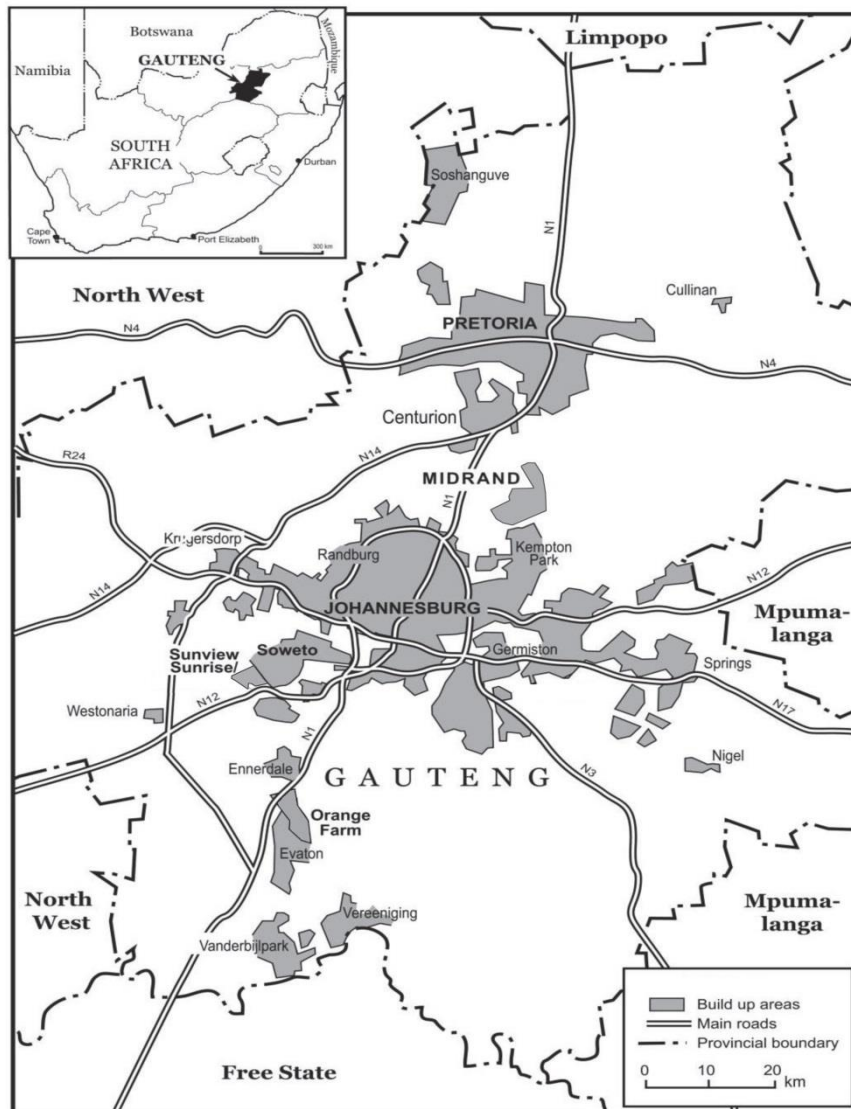


Figure n°3, carte de Johannesburg dans le Gauteng, auteur : K. Lévy, adaptée de D. James (2014a).

En matière d'urbanisme, Johannesburg connaît une structure « à l'américaine » : un centre-ville formé d'un CBD (*Central Business District*) entouré d'un cercle réduit dit « *inner-city* » aux bâtiments résidentiels verticaux de hauteur moyenne, puis de grandes banlieues de faible densité qui s'étalent jusqu'à rejoindre la métropole de Pretoria au nord et le grand *township* de Soweto au sud-ouest (son nom vient de SOUTH WESTERN TOWNSHIP). Elle est dans l'imaginaire collectif la ville phare de l'apartheid⁸¹, tout autant pour les politiques de ségrégation qui s'y

⁸¹ Selon J. Beall *et al.* (*ibid.* : 3) Johannesburg est la « ville de l'apartheid par quintessence ». Les romans *Cry my beloved country*, d'A. Paton par exemple s'y déroulent, et de nombreux travaux d'historiens et d'anthropologues ont pour lieu d'enquête le « *Black Johannesburg* ». Le magazine Drum, ou le quartier de Sophiatown a été emblématique de la culture bouillonnante des *townships* (Coplan [1985] 2008).

sont déployées et les crimes commis par l'Etat policier (massacre de Sharpeville en 1960 notamment) que pour les luttes décisives menées par ses habitants (les émeutes de Soweto en 1976). C'est une ville profondément « divisée » selon le titre de l'ouvrage de référence *Uniting a divided city*, mais qui a « l'extraordinaire opportunité de se réinventer » (Beall *et al.* 2002 :3) et incarne, à travers des quartiers relativement mixtes et culturellement riches comme Newtown ou Braamfontein⁸², un certain renouveau propre à la « nouvelle » Afrique du Sud post-1994⁸³. Le système de ségrégation institutionnalisé – donc d'assignation identitaire – combiné à la structure économique industrielle a laissé une empreinte géo-spatiale dans la ville (voir 1^{ère} partie). En conséquence, fixer des frontières géographiques pour définir notre échantillon d'enquêtés nous a semblé pertinent. La mobilité résidentielle, et la relation à l'espace d'une manière générale, prend une signification sociale, et même politique, très importante à Johannesburg. Les schémas changeants des inégalités « sont reflétés dans la géographie sociale de Johannesburg et son environnement bâti, donnant naissance à un ordre spatial travaillé par la transition économique tout autant que l'urbanisme de l'apartheid. » (*ibid.* :198).

Nous avons donc choisi comme unité d'enquête un périmètre à la fois racial et spatial, tel que l'utilise l'anthropologue D. Krige dans sa thèse de doctorat (2011) qui situe son travail au sein d'un « *Black Johannesburg* ». « *Black* » est ici utilisé au sens englobant, il désigne une identité historique et spatiale : l'ensemble des *townships* créés autour de Johannesburg et leur populations. Le « *Black Johannesburg* » est une entité de nature géographique mais aussi sociale ou humaine car elle désigne les anciennes zones résidentielles d'assignation pour les « Noirs » comme Soweto (peuplé à 98% de « Noirs » selon Stat SA 2011), ainsi que les quartiers centraux de Johannesburg (tels que Braamfontein, Hillbrow,

⁸² Ces quartiers ont la particularité de rassembler les élites branchées à travers les catégories socio-raciales, se distinguant par-là de Cape Town ou de Pretoria dont les lieux de sociabilité restent encore relativement homogènes en termes de catégories raciales (Gervais Lambony *et al.* 1999).

⁸³ Pretoria, capitale administrative du pays, reste marquée par son passé de siège du gouvernement du Parti national et de ville établie par les Boers à l'issue de longue migration vers le nord (le Grand Trek). Ses espaces de sociabilité sont encore peu « mixtes » en comparaison avec Johannesburg (selon nos observations de « résidente » de 2008 à 2010). Cape Town est souvent décrite comme une « ville blanche » : voir notamment M. Houssay-Holzschuch, *Ville blanche, vies noires : Le Cap, ville sud-africaine*, Paris, Karthala, 1999.

Yeoville ou Observatory⁸⁴). Les quartiers résidentiels et les centres commerciaux de ces zones se sont avérés des lieux opportuns pour établir des « premiers contacts », potentiellement suivis d'entretiens au domicile ou sur le lieu de travail des répondants. Dans le contexte de la spatialisation des inégalités raciales et sociales héritée de l'apartheid, la ville est devenue partie intégrante de notre objet de « ceux du milieu ».

De plus, autrefois lieu stratégique de la ségrégation, la ville est aujourd'hui le lieu où se jouent les dynamiques d'intégration, d'ascension sociale mais aussi d'exclusion les plus fortes. Aujourd'hui, la consommation de masse gagne du terrain. L'urbanisme reflète les nouvelles inégalités sociales et l'importance économique et politique prise par la figure du « consommateur noir ». La municipalité de Johannesburg se réjouit de pouvoir désormais proposer trois centres commerciaux⁸⁵ géants aux habitants de Soweto⁸⁶ : du plus populaire, Jabulani Mall⁸⁷, au plus chic, Maponya Mall⁸⁸. Or, la consommation, pour des raisons historiques que D. Krige (2011) et D. Posel (2010) ont bien décrites, a été (et reste) un vecteur d'émancipation pour les Sud-Africains en général, et les habitants de Soweto en particulier⁸⁹. Ivor Chipkin (2012 :67) parle d'une nouvelle « subjectivité de l'identité noire » qui se déploie sur les nouveaux terrains de désir

⁸⁴ Peuplés en majorité de « Noirs » depuis la fin des années 1980.

⁸⁵ A l'exception de rares mises en scènes de rues à l'européenne patrouillées par des gardes de sécurité, Johannesburg ne connaît pas le commerce de rue, disposé de façon naturelle le long d'axes passant et jouant une fonction de liant social. Les commerces et les services (banques notamment) sont concentrés dans des centres-commerciaux : les plus modestes appelés « *shopping centre* » s'organisent autour d'un parking central ; les plus grands, les « *shopping malls* », sont de plus en plus nombreux et gigantesques : Bedford Centre, Houghton, Cresta, Eastgate, Sandton City et Rosebank.

⁸⁶ Un seul des centres commerciaux actuels autour de Soweto existait avant 1994 : *Southgate mall*, qui a été un des premiers (et seul pendant longtemps) à ouvrir dans les banlieues sud de Johannesburg à la fin des années 1970. Situé dans une zone auparavant réservée pour les « *Coloureds* » et la classe ouvrière « blanche », il était néanmoins assez proche de Soweto pour attirer les consommateurs « noirs », même durant l'apartheid. Aujourd'hui, il reste un lieu de shopping de prédilection pour nos enquêtés « *Coloureds* », qui préfèrent aller dans ces anciennes « zones blanches » que dans les centres commerciaux de Soweto fréquentés quasi-uniquement de « Noirs » (et souvent sujets à une forte affluence).

⁸⁷ Les campagnes publicitaires de Jabulani soulignent l'ouverture historique de la structure et ses 100 magasins en 2006 « dans les terres traditionnelles du cœur de Soweto / « *in the traditional heartland of Soweto* ». Voir <http://www.jabulanimall.co.za/>

⁸⁸ En 2007, le magnat de l'immobilier R. Maponya a fait le pari de démontrer que les marques les plus luxueuses comme Guess ou Levis pouvaient se vendre dans l'ancien *township* de Soweto. Il a alors construit « le plus grand centre commercial d'Afrique du Sud » qui comprend plus de 200 enseignes et une fréquentation mensuelle d'environ 900 000 visiteurs, à quelques rues de celle ou Nelson Mandela et Desmond Tutu virent le jour. <<http://www.maponyamall.co.za/home/index.asp>>

⁸⁹ Soweto était une zone « monofonctionnelle » c'est-à-dire conçue comme purement résidentielle sous l'apartheid où l'identité n'avait donc que peu d'autres moyens de s'exprimer.

et de fantasmes, qui ne sont plus le « *struggle* » ou la révolution, mais le marché et la consommation. »

L'exercice de ces nouvelles libertés (interdites durant l'apartheid) est indissociable d'un rapport à la ville dans le contexte post-apartheid de spatialisation des inégalités raciales et sociales. Il faut donc interroger le cadre géographique de l'urbain, qualifié de « néo-libéral » par Sophie Didier, Marianne Morange et Claire Bénit-Gbaffou⁹⁰, et le type de « citadinité »⁹¹ (Gervais-Lambony 2003) qu'il produit : ce que la ville « fait » à ses résidents et comment les urbains en dessinent ses contours en l'habitant.

Les fondements théoriques d'une co-construction des identités sociales : réalité sociale, cadres sociaux et pratiques sociales

- ✓ Postulat n°1 : Il est possible de distinguer la réalité sociale des discours sur la réalité sociale.

Ces derniers constituent un domaine théorique de classification ou de « mise en mots » du champ social. Selon P. Bourdieu (1984 :4), il est possible de « découper des classes au sens logique du mot, c'est-à-dire des ensembles d'agents occupant des positions semblables qui, placés dans des conditions semblables et soumis à des conditionnements semblables, ont toutes les chances d'avoir des dispositions et des intérêts semblables, donc de produire des pratiques et des prises de position semblables. » Ces classes ou catégories ont une existence théorique, soit « sur le papier », mais ne sont pas des classes actuelles au sens de groupes mobilisés.

Les deux niveaux – de la réalité sociale et de la théorie ou des discours – peuvent être analysés empiriquement. Ils sont par ailleurs perméables et s'auto-influencent.

⁹⁰ M. Morange définit le néo-libéralisme comme une forme contemporaine du capitalisme, forgée pour surmonter la crise du régime d'accumulation des années 1970-80 ; il se traduirait par une transformation du rôle de l'État et une restructuration de l'action publique pour la mettre au service du marché. (Morange 2011 :3). Cette première définition est, selon l'auteur, mieux adaptée au Nord, alors qu'elle correspond selon nous bien à l'Afrique du Sud également. La deuxième définition proposée par Morange, qui « convient mieux aux Suds » est la suivante : le néolibéralisme serait « une idéologie anti-interventionniste et un projet anti-étatiste cohérent et hégémonique, lié à la mondialisation et dicté au Sud par le consensus de Washington », et notamment la dérégulation et la privatisation (les ajustements structurels menés dans les années 1980 au Sud), et qui engendrerait un « développement géographique inégal » (Harvey 2005).

⁹¹ Le rapport de l'individu au territoire urbain est défini par les géographes comme P. Gervais-Lambony, C. Bénit-Gbaffou grâce aux concepts de citadinité (qualité de l'individu urbain) et d'urbanité (qualité des espaces urbains). Les deux concepts dessinent ensemble une relation réciproque : l'espace social se définit par une double dimension : ce que la ville « fait » à ses résidents depuis le post-apartheid, et en retour, comment ses habitants la vivent, la pratiquent au quotidien.

Nous définissons la réalité sociale en contre-point de la réalité théorique, autrement dit à partir de son caractère empirique et relatif à une société donnée (et non absolu). C'est grâce à cette opposition – réalité et théorie, ou catégories réelles et nominatives – que nous construisons notre objet du « milieu réel » (en reprenant l'expression de l'économiste Justin Visagie : « *actual middle* »).

✓ Postulat n°2 : Les identités sociales sont le résultat de processus d'identifications à l'échelle individuelle et collective (Martin 2010 :21).

Si l'identité sociale peut être définie comme a priori toujours fluide, processuelle et relationnelle⁹² alors il s'agit de caractériser des processus. Les identités sont narratives, « partie et résultat d'une dialectique » entre l'individu et l'Autre, l'individu et la société (Martin 2010 :19). Les travaux du groupe « Identités, Pouvoirs et Identifications », publiés en 2010 sous la direction de D.C. Martin, ont montré qu'en raison de la polymorphie, variabilité des identités, concevoir une recherche sur les identités implique de s'intéresser aux mécanismes d'identification. (*ibid.* 2010 :27). La formation des identités sociales est donc au cœur de notre étude (et non les identités sociales elles-mêmes) : les processus par lesquels « les individus en tant que sujets s'identifient (ou ne s'identifient pas) aux 'positions' où ils sont convoqués » (Hall 1996 :13-4), mais aussi les productions d'identifications. Comme par exemple, celui par lequel un individu s'identifie « classe moyenne » ou non, comme faisant partie des « riches » ou des « pauvres ». Ces mécanismes, nous décidons de les appeler « identifications » parce que ce terme unique recouvre deux types de processus qui interagissent entre eux.

D. C. Martin (*ibid.*) les distinguent par les deux expressions suivantes :

- l'expression « s'identifier à » qui désigne les processus d'appropriation, de mise à distance ou de retournement des identifications (externes ou exogènes) par les individus.
- l'expression « identifier » qui désigne les entreprises de catégorisation ou d'« assignation identitaire », qui prennent ou pas auprès des acteurs sociaux.

⁹² C. Dubar distingue deux approches : l'une essentialiste qui considère que l'identité a une substance réelle ; et une autre, qu'il nomme « nominaliste » qui rejette absolument l'idée d'essence et nie l'existence de différences intrinsèques entre les êtres humains (Dubar 2000 :2-4 cité par Martin 2010 :19).

Martina Avanza et Gilles Laferté (2005) parlent d' « attribution catégorielle » et de « production discursive » pour désigner cette partie de la production d'identité.

Il y a donc des tentatives d'identification exogènes dont l'efficacité dépend des positions de pouvoir dans les champs savant ou médiatique des acteurs identificateurs ; auxquelles répondent des identifications que l'on peut qualifier d'endogènes : les individus gardant un pouvoir de rejet, d'appropriation ou d'hybridation face aux identifications objectivantes ou catégorisations.

Sans préjuger qu'une (ou des) identité(s) existe(nt), l'objectif est d'étudier les « processus de construction des identités sociales à l'échelle de l'individu mais en prenant en compte les cadres sociaux dans lesquels prennent corps les identifications, les positionnements de soi et les signes d'appartenance dans la vie quotidienne » (Martin *et al.* 2010 :30). Que sont les « cadres sociaux » de l'identification ? Pour D. C. Martin, ce sont des institutions mais aussi des choses impalpables comme le rapport à l'espace ou le rapport au passé. Nous retrouvons la même idée dans le cadre de la sociologie de Goffman avec le concept de « *frames* » qui implique qu'un acteur ne fait que ce qu'il considère comme approprié dans un contexte précis et en fonction de son expérience, et ainsi, conforte les cadres sociaux, autrement dit les institutions (1973).

L'individu est l'échelle choisie pour l'enquête, même si nous reconnaissons évidemment le poids du ménage ou de la cellule familiale plus ou moins étendue⁹³ dans lesquels il est imbriqué. Selon Haegel et Lavabre (2010a), la recherche sur les identités se situe nécessairement et concomitamment aux échelles micro- (l'individu), méso- et macro- sociales. Et il existe des objets « qui ne peuvent être théoriquement pensés et empiriquement analysés hors du 'jeu d'échelles' (2010a:230). Le « milieu social » fait partie de ces objets. Selon Maurice Halbwachs, le niveau de l'individu est « le lieu de rencontre de forces sociales éventuellement contradictoires », à partir duquel « il est possible de saisir ces tensions subtiles, ces infimes déplacements et retournements qui accumulés et

⁹³ Il y a en Afrique du Sud une grande flexibilité dans la composition de la cellule du ménage et des débats théoriques sur sa définition. Selon Stats SA, un ménage est « une personne ou un groupe de personnes qui occupe(nt) une unité commune de vie (ou une partie de celle-ci) pendant au moins quatre nuits de la semaine en moyenne durant les quatre dernières semaines qui précèdent l'entretien. Elle(s) vive(nt) ensemble et partage(nt) les ressources comme une entité. » (StatSA 2010:19).

répétés, donnent consistance à des changements plus globaux. » (Halbwachs 1950 :17)

Nous envisageons donc les résultats de l'analyse au niveau microsociologique comme un éclairage sur des phénomènes macrosociologiques. Dans leur ouvrage sur les « destins ordinaires » de citoyens de banlieues françaises, Florence Haegel et Marie-Claude Lavabre défendent que l'échelle micro-locale peut permettre de voir à l'œuvre des transformations macroscopiques. Il faut « étudier comment se compose, à l'échelle d'un individu, une identité par définition problématique et comment celle-ci se projette sur un plan spécifique, celui du politique » (2010b :14).

Par ailleurs, dans l'ouvrage collectif *La France des « petits-moyens »*⁹⁴, enquête sur la banlieue pavillonnaire, les auteurs justifient leur démarche par la nécessité d'une vue « plus rapprochée de la stratification sociale afin d'éviter « [...] nombre de malentendus et simplifications sur les 'classes moyennes' qui viennent de l'orientation globalisante des analyses : celles-ci ne restituent pas précisément les populations qu'elles évoquent ni dans le temps (de quelle période et de quelle génération parle-t-on ?), ni dans l'espace (les différences et les divisions entre groupes sociaux sont aussi spatiales), ni dans l'espace interne de ce groupe [...] ». L'objectif de l'ouvrage consacré aux habitants des banlieues pavillonnaires françaises peut être appliqué à l'Afrique du Sud contemporaine : « pouvoir décrire les trajectoires, les modes de vie, les pratiques, les dispositions d'une population sans en écraser ses spécificités en reprenant des catégories préexistantes (petit-bourgeois, nouvelles classes moyennes salariées, classes populaires respectables). »

Nous pensons que, de la même façon, il est possible d'ausculter les dynamiques sociales, les discours et pratiques de ceux du milieu en Afrique du Sud. Notre démarche d'enquête ethnographique permet d'aller voir comment les individus

⁹⁴ Les « petits-moyens » sont des ménages situés entre le haut des classes populaires et le bas des classes moyennes. Les individus regroupés sous cette étiquette occupent généralement des positions professionnelles subordonnées salariées, nous disent les auteurs, et en ce sens restent très proches des classes populaires. Pourtant, ils ne sont pas ouvriers, mais en majorité des employés et secondairement des techniciens, des cadres moyens ; ils ont acquis suffisamment de ressources pour ne plus s'identifier complètement aux classes populaires et ne plus être confondues avec elles.

composent des identités, à la jonction des identifications objectives et de leurs représentations subjectives modelées par leurs trajectoires et leurs expériences. Selon ce cadre théorique, nous concluons que précisément parce qu'ils se positionnent eux-mêmes au « milieu » et en « chemin », vers ce qu'ils se représentent être la réussite sociale, « ceux du milieu » nous donnent à voir l'économie de la reproduction sociale dans le contexte particulier du post-apartheid.

✓ Postulat n°3 : Les pratiques sociales des acteurs sociaux sont précisément à l'intersection des « cadres sociaux » ou « institutions » et du positionnement subjectif de l'individu.

Le lien qui nous intéresse particulièrement est celui qui s'effectue entre les discours de positionnement et les actions des acteurs sociaux. Ce lien peut être pensé comme une sorte de déploiement du positionnement social subjectif des acteurs (discursif) dans l'univers matériel que l'on pourrait appeler la réalité « pratique ».

Selon Ervin Goffman ([1959] 1973)⁹⁵, chaque agent a « une connaissance pratique, corporelle, de sa position dans l'espace social », un « *sense of one's place* », un *sens de sa place* (actuelle et potentielle). Selon P. Bourdieu, qui reprend le concept d' E. Goffman, le « *sense of one's place* est un sens pratique (qui n'a rien de ce que l'on a coutume de mettre sous la notion de « conscience de classe »), une connaissance pratique qui ne se connaît pas, [...]. » (Bourdieu 1997 :221)

Nous portons donc notre attention sur les pratiques sociales. Mais celles-ci ne font pas que décrire un mode de vie qui serait constitutif d'une certaine identité sociale. Elles sont elles-mêmes constitutives de l'identité. La définition des pratiques sociales, telles qu'elle est avancée par Anthony Giddens⁹⁶, permet de dépasser le dualisme objectivisme/subjectivisme en reliant l'acteur et le système social

⁹⁵ Les auteurs que nous avons choisi de mobiliser (Giddens, Bourdieu, Goffman) ont en commun de lier la place d'un individu dans la société, ses pratiques sociales et les institutions (appelées parfois cadres ou structures) sociales. Chacun avec des degrés différents donnés à l'un ou à l'autre des deux pôles (acteurs et structures). Nous ne sommes donc ni dans le cadre théorique du holisme, ni dans celui de l'individualisme méthodologique purs.

⁹⁶ A. Giddens distingue la conscience discursive et la conscience pratique des agents sociaux. Les différents comportements et pratiques sociales feraient donc partie de l'identité sociale des acteurs sociaux : ils participeraient d'une identité « pratiquée ».

(comme le fait le concept d'habitus). « Les pratiques sociales n'ont rien à voir avec des comportements ponctuels que l'on pourrait isoler arbitrairement en observant les individus: ce sont des activités 'continues' ou 'récurrentes' ou encore des 'flots d'actions'. Elles constituent les points d'articulation entre les acteurs et les structures». (Giddens 1987 :50-52) Par exemple, les pratiques financières d'épargne ou de crédit s'insèrent dans un système financier déjà établi qu'elles viennent renforcer tout en correspondant à des trajectoires personnelles individuelles ou familiales.

Dans notre étude⁹⁷, nous observons les pratiques sociales stratégiques des acteurs au quotidien, qui ne sont pas seulement de l'ordre des tactiques de court terme (De Certeau [1980] 1990⁹⁸) mais tentent d'assurer un futur meilleur, donc sont en accord avec une « disposition favorable » vers le futur, donc un certain habitus propre à « ceux du milieu » permis par des cadres sociaux que nous identifions.

Ces pratiques sont renforcées – et consacrées, tout en « consacrant » l'existence du groupe social de « ceux du milieu » – car elles rencontrent des politiques publiques qui ciblent une catégorie du « milieu ». Elles contribuent à des effets de « consécration » du groupe social de « ceux du milieu » que P. Bourdieu définit comme une « action invisible » qui s'exerce au travers de « l'effet d'assignation statutaire lié à l'affectation à un lieu et à un statut social socialement distingués (du commun), et de tout un ensemble d'effets liés à la séparation et à l'existence en tant que groupe séparé, c'est-à-dire à la coexistence continue et prolongée d'un ensemble d'individus aussi homogènes que possible [...] » (Bourdieu 1981).

Or, dans le quartier de Protea Glen qui sert d'étude de cas du « *gap housing* » (voir 3^{ème} partie), une catégorie de revenus est identifiée par l'Etat et par les promoteurs comme catégorie-cible de la propriété à crédit : le « *gap market* ». Des ménages qui sont sortis récemment de la pauvreté sont ainsi requalifiés comme « marché à développer » et donc comme des « accédants » en puissance, ici à la propriété immobilière mais de façon plus générale, à la consommation de biens marchands. Puis, par l'intermédiaire de la sélection des dossiers pour l'obtention du crédit

⁹⁷ Voir la 2^{ème} partie.

⁹⁸ Selon M. De Certeau, la différence entre tactique et stratégie tient dans la possibilité de dégager un lieu propre.

hypothécaire, une homogénéité de revenus est créée dans les nouveaux quartiers construits selon cette politique d'accès à la propriété⁹⁹.

Ce cadre permet de penser la société et l'individu (ou l'acteur et le système selon une autre terminologie) non comme deux pôles dissociés et antagonistes mais comme des entités en interdépendance et co-influence constante. Il s'agit justement de se situer dans cette dialectique entre la structure sociale et l'« *agency* » de l'individu, sa capacité d'action et les processus qui lient l'un à l'autre. L'identité sociale ne tient ni dans l'un ni dans l'autre mais dans le lien entre les deux et c'est à cet endroit que se situent les pratiques sociales.

En se positionnant au niveau des acteurs sociaux « ordinaires », nous cherchons des clefs pour saisir la nature complexe du post-apartheid dans ses ruptures et continuités. Conformément à l'ambition de « dévoilement » (Bourdieu 1993) de la démarche sociologique, il s'est agi d'aller soulever le voile des quartiers sans problèmes de Johannesburg, des parties d'anciens *townships* en voie de « *suburbanisation* » où la vie s'écoule de façon apparemment paisible. Dans ces quartiers de maisons modestes comparables à celles décrites par H.J. Gans (1967) à Levittown aux Etats-Unis, les habitants ne sont plus dans des stratégies de survie ou de subsistance (*livelihood strategies*), sans pour autant être épargnés de l'angoisse des fins de mois difficiles. Loin de la consommation ostentatoire des nouveaux « *Black Diamonds* », qui eux, attirent l'attention des médias, « ceux du milieu » sont quasiment invisibles¹⁰⁰. Pourtant, ils sont au cœur de profonds changements, visibles à l'échelle de la métropole de Johannesburg : mixité des écoles, étalement urbain, construction de centres commerciaux etc.

⁹⁹ Ce que Bourdieu décrit comme l'opération de sélection pour les classes de prépa peut s'appliquer ici au groupe de « ceux du milieu » : « par la consécration qu'elle leur confère dans l'opération même de sélection qui, d'un même mouvement, met à part et rassemble, sépare des gens semblables (entre eux) et rassemble des gens différents (des autres). »

¹⁰⁰ Cela nous rappelle l'« étrangeté du quotidien » que M. De Certeau (*ibid.*) décrit comme « échappant aux totalisations imaginaires de l'œil ».

4. Problématique. L'espace social du « milieu » au cœur des enjeux politiques du post-apartheid

Le contexte social et politique post-apartheid est donc marqué par les reconfigurations des inégalités sociales, l'écart entre les ambitions et les réalisations du projet de Transformation. Il est le cadre de l'énonciation de discours sur la « *Black Middle Class* ». Après des décennies de ségrégation, les inégalités sociales contemporaines peuvent apparaître plus légitimes que les précédentes. Pour l'une de nos enquêtées par exemple, le fait qu'il y ait désormais « une échelle sociale » est présenté comme un élément positif de la Transformation : « les gens ne sont plus confinés dans leur propre espace¹⁰¹ ». ¹⁰² (Doria, 51 ans, administratrice dans une ONG, entretien n°1) Les identifications sociales contemporaines doivent donc être perçues à l'aune d'un passé récent de ségrégation institutionnalisée qui fondait les différences d'accès aux droits basiques sur le critère de la couleur de peau.

Un contexte post-apartheid d'intensification des identifications au « milieu »

Nous cherchons à documenter les processus d'identifications sociales dans le contexte spécifique de la Transformation, projet politique et économique en partie inachevé propre à l'Afrique du Sud post-apartheid.

Notre hypothèse de départ est que l'espace social du « milieu » est particulièrement pertinent pour observer les reconfigurations identitaires à l'œuvre. Cette hypothèse vient de l'étude de la littérature existante. Sous l'apartheid déjà, quelques études s'intéressaient à la classe moyenne « africaine » naissante ou la « *petty bourgeoisie* »¹⁰³ : Nzimande (1990), Bonner (1982), Crankshaw (1986 et 1996), Cobley (1990), Kuper (1965), Brandel-Syrier (1971), Southall (1980). Les *townships* ont été l'objet d'études ethnographiques, comme celles de P. Mayer (1975, 1979) à Soweto, qui se penche sur les « *ordinary working people* » qui se

¹⁰¹ Cette phrase nous a également fait prendre conscience du lien entre espace et identité. C'est la fin d'un enfermement identitaire qui est décrit, certes de façon figurée, en termes d'assignation spatiale.

¹⁰² « *There is a social ladder, people are not confined in their own space anymore.* »

¹⁰³ Voir infra 1^{ère} partie, chapitre 1.

dénommaient eux-mêmes en isizulu « *abantu amaphakathi* »¹⁰⁴ : les « travailleurs respectables » ou « les gens qui sont au milieu ». Ce qui est intéressant c'est que Mayer montre que l'expression « classe moyenne » était historiquement utilisée par les Sowetans pour se référer à ceux « au milieu » d'une structure de classe imaginée en pyramide, entre les « riches » et les « pauvres » (Mayer 1979). C. Ceruti et M. Phadi (2011) disent que les interviewés utilisent le mot « middle » en anglais mais le remplacent fréquemment avec les mots synonymiques « *phakati* » en isizulu « *mahareng* » en sesotho et « *magereng* » en setswana tout au long de l'échange. Ces mots veulent dire « au milieu » et peuvent-être utilisés spatialement pour dire « à l'intérieur de » ou « entre deux choses ». ¹⁰⁵ « *Ama* » est la marque du pluriel pour certaines classes de noms dans les langues bantoues donc « *amaphakathi* » signifie « au milieu » mais appliqué à plusieurs personnes. Les Sowetans usent donc, depuis longtemps, de conceptions locales et contextuelles des classes sociales – subtilement distinctes des catégories utilisées par les observateurs de l'époque – afin de se positionner dans la structure sociale (Krige 2011¹⁰⁶).

Depuis le début des années 2000, des études pointent l'existence d'une classe moyenne « noire » mettant l'accent sur le nombre des individus qui la composent (Schlemmer 2005, Shubane et Reddy 2005, Southall 2006, UCT-Unilever 2007, SAIIR 2012 etc.). La presse s'en fait l'écho régulièrement développant le thème d'un rattrapage des consommateurs « noirs » mesuré par leur nouveau pouvoir d'achat : « *Black middle class catching up* » (iAfrica 2013), « *Census 2011: 50 years for Blacks to catch up* » (Mail and Guardian 2012).

Les identifications d'une classe moyenne « noire » ascendante sont produites par de nouveaux acteurs. Par exemple, l'institut marketing UCT-Unilever (2007, 2012) s'intéresse à la classe moyenne supérieure et crée l'image d'un consommateur « noir » : le « *Black Diamond* », I. Chipkin (2012) s'intéresse à la classe moyenne « noire » des « *townhouses* » en partenariat avec un organe de presse City Press

¹⁰⁴ Parce qu'ils avaient un emploi stable et de petits moyens financiers en comparaison des « *dissolute* », ces gens pauvres qui n'avaient plus de valeurs morales (Mayer 1977 :100 et Mayer 1979 :295 cité dans Alexander *et al.* 2013).

¹⁰⁵ Dictionnaire anglais/isizulu en ligne : www.isizulu.net.

¹⁰⁶ « *Local conceptions of social class do not neatly overlap with the way the term is used by academics in quantitative studies that are largely descriptive and by politicians in political discourse inspired by neo-Marxist conceptions of class.* » (Krige 2011)

pour diffuser les images de son style de vie, un documentaire *Forerunners, South Africa Black middle class* (Wood 2011), et les romans *Black Diamond* (Mda 2011) et *Coconut* (Matlwa 2007) représentent des individus tiraillés entre leur culture d'origine dite « traditionnelle » et leur nouveaux modes de vie à l'occidentale¹⁰⁷.

Il est intéressant de noter que, malgré la curiosité et l'attrait qu'il suscite dans le débat public, le « milieu » comme lieu de positionnement social, a été finalement et comparativement peu investi par la littérature scientifique depuis 1994¹⁰⁸. D. Krige (2011) regrette que l'étude de la nouvelle classe moyenne « noire » soit si peu investie par la communauté scientifique et qu'en conséquence, les principales études qui existent à son sujet soient réalisées par des experts en marketing ou des institutions financières. L'intérêt du monde académique pour les catégories sociales intermédiaires est plutôt récent, les études étant plus nombreuses depuis les années 2000 : Rivero, Du Toit et Kotzé (2003), Schlemmer (2005), Southall (2004a, 2004b, 2012), Chevalier (2012, 2015), Alexander *et al.* (2013) et enfin, le numéro spécial de *Development Southern Africa* (2015). Souvent ces travaux s'intéressent à l'évolution de la stratification sociale chez les « Noirs » selon des critères objectifs tels que la profession (Mabandla 2013), le revenu (Seekings et Natrass 2005) ou la mobilité résidentielle (Selzer et Heller 2010), et moins du point de vue de la perception des acteurs sociaux membres de ces catégories (Phadi et Ceruti 2011). Certains des travaux sur la « nouvelle classe moyenne noire » se penchent sur sa culture de consommation (Chevalier 2010, 2015), sur les formes d'habitat résidentiel qu'elle investit (Chipkin 2012).

La problématique structurant notre travail est alors la suivante : Quels sont les ressorts et enjeux des identifications sociales au « milieu » de l'espace social dans le contexte de la Transformation post-apartheid ?

¹⁰⁷ Sur le site dédié à la promotion du film [://forerunners.co.za/promo](http://forerunners.co.za/promo) (consulté le 13 mai 2015), on peut lire : “*They delicately balance the traditional views of their childhood with the western consumerism that rules their professional lives, selecting and discarding elements from each world to forge a new legacy for their descendants.*”

¹⁰⁸ En France, certains se sont intéressés aux « destins ordinaires » des habitants des banlieues françaises (Haegel et Lavabre 2010), ou bien des « petits moyens » des lotissements pavillonnaires (Cartier *et al.* 2008), d'autres des « vies ordinaires des invisibles » (Rosanvallon 2014). Dans la littérature non-scientifique, on peut remarquer un numéro de la Revue XXI intitulée « La France du milieu ».

Révéler les ressorts et enjeux politiques des identifications sociales

Pour répondre à notre problématique, il faut tenter de comprendre la nature des identifications sociales dans cet espace social intermédiaire et « noir » à Johannesburg. Comment s'expriment-elles ? Comment sont-elles structurées par les conditions socio-historiques, les facteurs économiques et les politiques publiques du pays ? Quel est le poids des trajectoires inter-générationnelles dans le contexte fait de ruptures et continuités du post-apartheid ?

Nous montrons que des discours et des pratiques de distinction de « ceux du milieu » prennent forme à la confluence de conditions économiques, de politiques publiques et de processus complexes d'auto-positionnement et d'assignation identitaire des acteurs sociaux. Malgré une rhétorique de nature essentiellement économique, l'enjeu est foncièrement politique.

Nous voyons un phénomène de focalisation (ou de loupe) sur la classe moyenne supérieure « noire » en raison des enjeux politiques du post-apartheid et d'un contexte social et culturel qui valorise la consommation selon des standards occidentaux. Or, quelques travaux montrent que cette partie de la classe moyenne serait certes en augmentation, mais peu représentative démographiquement par rapport à la classe moyenne basse (Crankshaw 2008, Visagie et Posel 2011, Visagie 2015). Notre travail montre que l'espace social intermédiaire est bien plus vaste et complexe que l'image médiatique du « *Black Diamond* » ; autrement dit, que la cristallisation d'une identité du « milieu » se joue ailleurs.

Notre thèse est que la représentation de la société sud-africaine – en chiffres et en mots – est devenue un enjeu politique majeur dans le contexte d'une Transformation sociale, qui malgré les discours gouvernementaux, tarde à se matérialiser pour l'ensemble de la population. L. Schlemmer parle en effet d'un climat qui pousse à voir l'émergence de la classe moyenne « noire » avec optimisme en grossissant ses rangs (2005 :10). La stratification sociale constituerait donc un répertoire politique au service de discours de légitimation du nouvel ordre social porté par de nombreux acteurs, y compris du secteur privé.

5. Annonce du plan

Pour démontrer notre thèse, nous verrons dans une 1^{ère} partie la façon dont s'est constitué un répertoire sud-africain d'identifications sociales sous l'apartheid, puis après 1994. Le premier chapitre présente l'imbrication des catégorisations – raciales, sociales et spatiales – durant le XX^{ème} siècle marqué par des régimes de ségrégation qui ont fragmenté spatialement le corps social (entre bantoustans, espaces « blancs » des villes et *townships*, et groupes raciaux) tout en le divisant socialement. Le deuxième chapitre s'intéresse aux différents critères de stratification sociale post-apartheid. C'est en croisant deux d'entre eux (revenus et professions) que nous aboutissons à la distinction d'un « milieu réel » différent de ce que l'on appelle communément la « classe moyenne ».

La 2^{ème} partie porte sur les discours de positionnement de « ceux du milieu ». Nous tentons de caractériser une identité qui se positionne en creux et qui est par nature contextuelle. Comment s'exprime l'identité du milieu ? Positionnée au milieu en comparaison des deux grands pôles constitués des « riches » ou « high classes » et des « pauvres », les discours de nos enquêtés mettent en valeur une capacité distinctive : celle du pouvoir de la consommation qui est exprimé par l'expression « *I can afford* ». Ce positionnement subjectif est évidemment contextuel et relatif, il s'appuie sur (et est constitué par) des cadres sociaux que sont : l'inscription dans un temps intergénérationnel et fortement marqué par le passé de l'apartheid ; l'inscription dans une société de la consommation (comme vecteur d'intégration et de socialisation) ; et enfin, l'inscription dans l'espace de la ville, ses nouvelles configurations et ses héritages qui structurent les identités socio-spatiales. Fortement marqués par une vision ascendante de leur trajectoire intergénérationnelle, « ceux du milieu » expriment une identité en tension et projetée vers un « futur meilleur ».

La 3^{ème} partie s'intéresse aux pratiques sociales telles qu'elles sont observables chez « ceux du milieu », habitants des quartiers périphériques au sud de Johannesburg, devenus « accédants » au moyen d'un prêt immobilier hypothécaire, consommateurs de produits financiers et participants à des clubs d'épargne entre amis. Le dénominateur commun qui caractérise les pratiques sociales que nous

avons observé est leur caractère stratégique. Nous formulons l'hypothèse que les pratiques stratégiques seraient pour « ceux du milieu » le sens de leur position « exprimées en conduites », autrement dit, une façon de mettre en œuvre leur sens du positionnement social.

Le chapitre 5 présente la palette de pratiques multi-positionnées de « ceux du milieu » : dans le champ professionnel (cumul de revenus et d'activités), dans le champ des finances du ménage (épargnes et crédits multiples) ou dans le champ de la consommation. Les pratiques de consommation sont un des types de pratiques sociales que nous étudions en ce qu'elles rentrent en jeu dans l'identification sociale.

Nous montrons enfin dans le chapitre 6, à l'aide d'une étude de cas des pratiques financières des ménages et de la politique du « *gap market* » dans le secteur de la propriété immobilière, qu'il y a une cristallisation d'une identité sociale positionnée en projection vers le futur. Cette identité se trouve au carrefour des dispositions et des positionnements des acteurs d'une part, et d'autre part, des discours et productions d'institutions diverses (Eglises, banques, acteurs du secteur de la construction immobilière) qui produisent certaines identifications. Elle se traduit par un ensemble de pratiques financières qui constituent des marchés de consommation.

Notes de méthodologie préliminaires. L'enquête qualitative de type ethnographique : associer entretiens et observation participante longue

L'originalité de la méthode est d'associer une approche ethnographique d'observation et d'immersion en complémentarité de la conduite d'entretiens collectifs et individuels, plus classique en science politique.

Les données ont été recueillies à l'échelle individuelle – conformément au cadre théorique explicité (voir supra) mais dans le cadre de l'unité familiale ou du ménage. Les dynamiques de la cellule familiale sont évidemment prises en compte dans l'analyse car elles pèsent fortement sur les choix et les représentations de l'individu qui n'est jamais isolé. Souvent, l'entretien s'est d'ailleurs déroulé au sein du domicile familial et les membres de la famille de l'enquêté ont pu participer à la discussion¹⁰⁹.

1. Lieux, durées et conditions de réalisation des séjours de terrain

Trois séjours ont été réalisés en Afrique du Sud, dans la métropole de Johannesburg qui inclut Soweto et ses nouvelles « banlieues ».

- ✓ **Le premier s'est déroulé de mai à août 2011 à Johannesburg.** Une partie de l'enquête a été consacrée à un projet de cartographie des pratiques alimentaire financé par une entreprise française du secteur agro-alimentaire et conduit en association avec une anthropologue (S. Chevalier) et un photographe (J. Bardeletti).

Ce contrat d'expertise a représenté une ressource (essentiellement financière mais également par la rencontre scientifique avec l'anthropologue) mais il a imposé des contraintes diverses, tant sur la gestion du temps d'enquête que sur le contenu des données recueillies. Un temps a été consacré aux réunions dédiées au montage de l'étude puis à la rédaction du rapport en septembre conjointement avec

¹⁰⁹ Cette approche est néanmoins distincte de celle des enquêtes sociologiques, souvent quantitatives, qui désignent d'emblée le ménage comme l'échelle de recueil des données puis d'analyse.

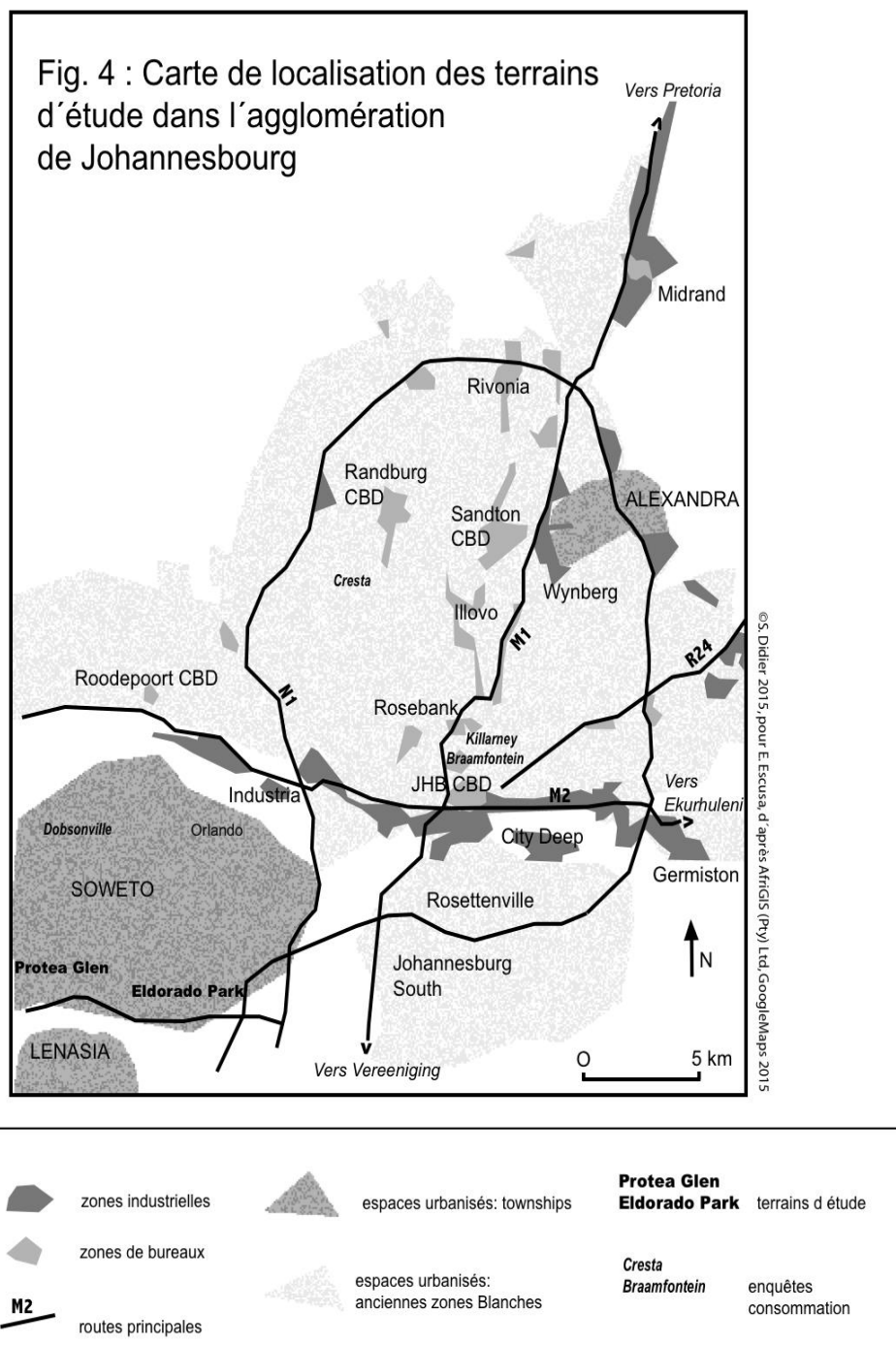
l'anthropologue. Le photographe a pu nous suivre dans les rencontres avec une partie de nos interviewés qui ont tous accepté d'ouvrir les portes de leur maison et se faire photographier. Une partie du guide d'entretien a dû être adaptée pour répondre à cette commande.

Les entretiens collectifs (au nombre de 3) et individuels réalisés lors de ce séjour se sont déroulés à Johannesburg, dans des quartiers divers tels que Cresta, Observatory, Killarney ou Dobsonville à Soweto. Les rencontres se sont faites le plus souvent dans des centres commerciaux à l'aide d'une accroche orientée sur le thème de l'alimentation ou de la cuisine. Cela m'a permis d'établir un premier contact puis de revoir les enquêtés chez eux autour d'un moment consacré à la cuisine. Le thème imposé par le contrat commandité s'est avéré un très bon sujet pour susciter la conversation et établir une première relation de confiance qui a ensuite permis de conduire des entretiens plus approfondis sur les thèmes de la trajectoire sociale.

- ✓ **Le deuxième séjour** s'est déroulé de décembre 2011 à février 2012. Une première partie du séjour a été consacrée à la préparation du séjour de deux mois chez **une famille d'accueil (appelée A) à Eldorado Park** (en janvier et février 2012). Le séjour en observation participante a également permis de conduire des entretiens individuels avec des personnes du quartier (Ext. 12 Eldorado Park), ainsi que dans l'entourage des accueillants (amis et famille). Une semaine a été consacrée à un bref séjour à Cape Town pour rencontrer les professeurs Jeremy Seekings (University of Cape Town) et Simon Bekker (University of Stellenbosch).
- ✓ **Le troisième séjour** s'est déroulé d'octobre 2012 à janvier 2013 pour partie à Johannesburg (un mois de repérage et d'entretiens informatifs sur le marché immobilier dit du « *gap market* »), et pour partie dans une **autre famille (que nous appellerons B) à Protea Glen (Soweto)**.

Le thème de l'accès à la propriété a été le fil conducteur de ce dernier terrain, en sus des thèmes d'entretiens précédemment identifiés (voir supra). Selon la même méthodologie que celle appliquée lors du séjour avec la famille A, nous avons vécu au rythme quotidien de la famille tout en profitant de notre présence dans le

quartier pour conduire des entretiens individuels avec ses habitants. Ce séjour nous a permis de découvrir la pratique fréquente des clubs d'épargne et d'achat appelés « *stokvels* » ou « *societies* » chez nos enquêtés. Nous avons pu notamment participer à une des convocations mensuelles d'un club d'hommes à Soweto.



2. Choix de méthodes diverses d'entretiens et d'observations des acteurs sociaux

Nous allons présenter ici les éléments qui justifient le recours à deux méthodes principales de constitution de notre corpus empirique : l'entretien semi-directif et l'observation participante dans des situations de vie quotidienne de familles. Les apports et les limites de chaque méthode seront présentés successivement ainsi que les difficultés propres à notre « pratique » du terrain dans un souci de réflexivité.

✓ L'entretien semi-directif individuel et collectif¹¹⁰

L'usage de l'entretien s'est imposé en raison de l'objet que l'on cherchait à analyser : l'identification sociale. En effet l'identité est par nature discursive (Martin 2010 : 17). « Du point de vue de la méthode, l'analyse des processus identitaires implique une réflexivité, autrement dit le plus souvent, une forme de verbalisation qui prend pour support la relation d'entretien. » L'usage de l'entretien est ainsi pertinent car il donne à voir l'identité de façon privilégiée. Il répond au désir de l'enquêté de « donner sens » et donc de construire de la cohérence. (Bourdieu 1986). B. Lahire parle d'une « verbalisation de soi » (Lahire 2002 :394).

L'entretien individuel est donc un outil d'autant plus adapté que nous avons montré que notre enquête partait de l'échelle de l'individu. « Le passage par le singulier, voire par l'individuel, est, à un moment ou un autre, indispensable à l'analyse des phénomènes identitaires. » (Martin 2010 :34) Pour les besoins du contrat d'expertise auquel nous avons répondu lors du premier séjour, nous avons par ailleurs réalisé trois entretiens collectifs semi-guidés (focus groups), qui ont été informatifs.

Pour autant, cette méthode comporte des faiblesses. La première selon nous, est de susciter un récit construit et reconstruit par la parole des interviewés. Même s'il est peu guidé, l'entretien est toujours artificiellement déclenché par notre présence même en tant que chercheur. Le récit de l'enquêté propose une reconstruction

¹¹⁰ Se référer à l'annexe 1 pour la liste des entretiens effectués et à l'annexe 2 pour le guide d'entretien semi-directif.

intellectuelle d'un moment du passé, inévitablement orientée par la présence de l'enquêteur, par le travail de la mémoire et par la signification que l'évolution du présent donne au passé. P. Ricoeur parle bien d'« identité narrative » (1988).

Par ailleurs, il ne donne pas accès à ce qui n'est pas « mis en mots », le vécu ou les pratiques sociales des interviewés. Enfin, il nécessite un effort de « traduction » sémantique et culturelle des concepts et termes utilisés dans la discussion pour faciliter la communication et minimiser les malentendus ou les incompréhensions, qui sont néanmoins toujours là. Il n'est pas toujours facile de trouver les bons mots, les mots-clefs qui peuvent déclencher un fil narratif ou au contraire le bloquer. Il s'agit d'adapter en permanence notre vocabulaire, ne pas hésiter à reformuler, notamment lors des premiers séjours, pour pouvoir employer les mots qui appartiennent au vocabulaire des interviewés, tout en gardant le sens et la précision de nos interrogations.

Exemples d'expressions faisant référence à un répertoire culturel implicite :

- Les enquêtés de Protea Glen emploient l'expression « *to go up* », dans un double sens de « monter l'échelle sociale » et « agrandir sa maison d'un étage », qui est perçu comme un signe d'ascension sociale ;
- Il est courant de dire « *to stay* » pour dire « habiter » ou « résider » ;
- Le mot « *specials* » revenait régulièrement dans les conversations sur les courses alimentaires. Ce sont les dépliant promotionnels distribués dans les boîtes aux lettres. Autre difficulté, également les pubs vues à la télé dont il était souvent fait mention, comme les téléfilms qui sont des références communes importantes, un répertoire des représentations collectives que l'enquêteur doit maîtriser.

Nous nous sommes rendus compte que ces « non-dits » constituent une vraie culture implicite, qu'elle soit pratique (le mode de fonctionnement des taxis-bus par exemple), historique (la simple mention d'une date ou d'un lieu en référence à un évènement : par exemple 1955 est associé au quartier de Kliptown à Soweto), ou symbolique. Les publicités que tout le monde « voient à la télévision », tout comme les téléfilms constituent un répertoire de références – voire de représentations collectives – qui est considéré comme acquis, même par l'observateur extérieur.

✓ **Le guide d'entretien et la prise de notes**

Les choix méthodologiques ont été informés par la pratique, ils ont donc été modulés au fur et à mesure de la progression de la recherche. Il en a été ainsi de la

question technique de l'enregistrement ou de la retranscription des propos. Fallait-il enregistrer les entretiens ou les prendre en notes manuscrites, ou faire les deux à la fois ?

Au départ, nous avions un guide d'entretien précédemment élaboré lors des séances de travail du groupe de recherche CMA. Ce guide a constitué une assurance au départ, il nous permettait de retrouver le fil des thèmes que nous voulions aborder. Les grands thèmes étaient découpés ainsi :

- situation personnelle et professionnelle
- enfance, milieu d'origine sociale, conditions de vie durant l'enfance et situation professionnelle des parents
- façons de consommer : lieux, biens achetés, budgets ; et d'épargner (clubs, comptes en banque etc.)
- positionnement dans la société : social ou racial en fonction des réponses apportées par l'interviewé, réactions à l'expression « middle class », ce que ça veut dire pour eux etc.
- ce qui est considéré comme primordial pour l'avenir des enfants
- l'intérêt pour la politique (dans les deux premiers séjours de terrain seulement)

Ces conditions – enregistrement et guide d'entretien – nous mettaient dans une situation d'interrogation formelle. Notre interlocuteur pesait ses réponses, regardait mon enregistreur. C'est aussi au fil de l'immersion, de la maîtrise des codes sociaux et de l' « implicite », que la méthode d'entretien a évolué vers une plus grande informalité.

Les limites n'étaient plus toujours claires entre le temps de l'entretien et le reste du temps. Le fait de partager un moment convivial chez les gens, ou d'entreprendre une activité avec eux (cuisiner, courir, ou aller au supermarché) facilitait la discussion et la confiance, qui au final, conditionne la sincérité des réponses, ce qui nous semblait primordial. Le moment de la prise de notes était alors reporté dans le temps, un peu à la manière de la rédaction d'un carnet de terrain par les anthropologues.

L'enquête ne se limite pas aux entretiens. Bien sûr, il y a les sources documentaires nombreuses (archives, articles scientifiques et de presse) que nous avons exploitées, mais aussi la culture du quotidien dont on s'imprègne

inconsciemment, et les interactions avec d'autres personnes que celle que l'on interviewe, ou dans un temps extérieur à celui de l'entretien. Les temps d'attente, les imprévus, les périodes d'ennui, se sont révélés être également riches d'informations.

Au final, il y a eu des avantages à appliquer les deux méthodes alternativement et à les mettre en miroir. Nous avons pu voir les décalages entre les réponses formelles au questionnaire et la « réalité » observée.

Exemple : Simpiwe nous a parlé de sa situation professionnelle en se présentant comme « conseiller financier » lors de notre premier entretien. L'observation participante au sein de son foyer nous a fait découvrir par la suite la précarité de son statut de courtier « freelance » sans salaire stable, ce qui a un impact considérable sur la vie de sa famille.

✓ **L'observation participante sur un temps long**

L'observation participante sur la longue durée est ce qui constitue l'originalité de ce travail en science politique. Différentes techniques ont permis la création de données primaires : l'observation directe, participante ou non, l'observation ciblée sur la complémentarité (ou l'adéquation) par rapport à ce qui avait été dit. La durée de nos séjours cherchait à saisir des dynamiques, des changements éventuels et l'instauration d'une relation privilégiée qui permet d'accéder à certaines données en complément de l'entretien.

Elle se justifie tout d'abord par notre choix d'objets d'étude : les discours mais aussi les pratiques sociales des acteurs : leurs actions routinières du quotidien et le monde cognitif non discursif qui est ainsi constitué. Il nous est apparu en effet lors de séjours exploratoires qu'une grande partie de la réalité sociale de « ceux du milieu » n'était pas mise en mot. Par exemple, c'est souvent lorsque nous avons fait des trajets en voiture avec nos enquêtés que nous avons eu des informations importantes, comme le fait qu'une des filles de la famille aille dans un lycée à Lenasia (et non à Soweto) pour bénéficier d'un meilleur niveau d'anglais, ou que le père de famille ne dispose pas d'assez d'argent pour faire le plein de la voiture en fin de mois, ou bien encore, qu'il garde le souvenir de l'ancienne église qu'il fréquentait, qu'il nous montre au coin de la rue. Le trajet, dans ce dernier cas, a suscité un récit de justifications (du choix de leur nouvelle église de culte évangélique) qui n'avait pas été généré par l'entretien. Les pratiques révèlent aussi

un « art de faire », autrement dit une culture du quotidien qui s'incarne dans les corps et les gestes qu'il est impossible de saisir dans la situation d'entretien qui suppose une position figée assise devant une table ou devant l'enquêté.

Selon A. Giddens (1987), qui développe le concept de « conscience pratique » sur les traces d'E. Goffman, ces micro-actions du quotidien ne sont pas nécessairement mises en récit par les acteurs, et résistent donc à la narration au cours d'un entretien avec le chercheur. Elles n'en sont pas moins importantes et riches de signification sociale dans le cadre de trajectoires vers la sécurisation ou l'obtention d'un statut social.

Les recueillir a nécessité d'adapter le choix de nos outils méthodologiques de recueil des données sur le terrain et notamment de privilégier des temps longs d'observation participante avec les acteurs sociaux pour pouvoir décrire précisément leurs pratiques sociales et les confronter à leurs discours.

Nous avons donc décidé de partager le quotidien d'une famille sur plusieurs mois. Cela a pu être possible à deux reprises.

- ✓ Du 3 janvier au 25 février 2012 chez la famille A, composée de Rosa, 35 ans, sa fille J., 5 ans, et la mère de Rosa : Carol, retraitée de l'enseignement et propriétaire de la maison à Eldorado Park.

Portrait de la famille d'accueil A

Rosa a 33 ans et vit dans une petite maison qui appartient à sa mère, dans l'extension 2, la plus cossue des 9 que comptent Eldorado Park (R. nous dit que certains l'appelle la « *suburb* » d'Eldos). Le foyer est constitué de sa mère, Carol, retraitée de l'enseignement, son frère de passage quelques mois dans l'année, et sa fille qui a 4 ans. Carol a souhaité scolariser ses enfants en anglais (la discipline qu'elle enseignait), qui est donc devenu leur « première langue » avant l'Afrikaans, langue avec laquelle ils parlent à leurs voisins, amis et membres de la famille.

Les revenus du foyer sont constitués des apports épars de chacun : la petite retraite de Carol ainsi que le revenu d'activités d'enseignement à domicile qu'elle maintient, le produit des ventes à domicile de produits de beauté de Rosa, et occasionnellement les commissions reçues par le frère D. (musicien et chanteur). Rosa est en charge de la cuisine à la maison, à part quand il s'agit d'un curry *byriani* dont sa mère a le secret. Selon cette dernière, le quartier d'Eldorado Park est une véritable micro-société à lui tout seul: « Tu trouves beaucoup de classes à Eldorado Park : dans la même rue tu sais que tu vas trouver des gens aisés et des gens très pauvres. Certaines personnes retraitées doivent

travailler pour pouvoir vivre et acheter de quoi manger [c'est le cas de Carol] [...] C'est vraiment mixte. L'extension 8 est vraiment la seule où tu peux dire ils n'ont vraiment pas d'argent. »¹¹¹ La mixité, selon les catégories subjectives de Rosa., est aussi raciale : « Tu trouveras quelques Blancs, tu peux probablement les compter, et quelques familles noires s'installent ici [...] des Noirs qui sont mariés à des *Coloureds*, quelques Indiens aussi.. mais ils ont peur des *Coloureds*. »¹¹² Nous avons pu le constater en tentant d'avoir un premier entretien de prise de contact avec l'ensemble des habitants d'une rue, rencontrant ainsi par hasard le fils de Don Matera¹¹³, producteur et scénariste pour une chaîne nationale de télévision, mais aussi des familles prises à la gorge par le surendettement et la menace des crédateurs vivant à 8 personnes dans un deux-pièces.

En fait, la violence et la drogue¹¹⁴, deux maux qui sont usuellement attachés à la réputation d'Eldorado Park dans l'imaginaire des habitants de Johannesburg, sont concentrés dans les barres d'immeubles. Il y a donc une division sociale importante à Eldos : ceux des appartements (« *flats' people* ») et les autres qui habitent les maisons construites par le gouvernement dans les années 1970 pour reloger les déplacés des « *locations* » mixtes proches du centre-ville. Dans la rue de la famille A. il y a donc une majorité de petites maisons de type « classe moyenne » en briques rouges et bien entretenues avec souvent une voiture garée dans l'allée et des clôtures peu sécurisées (contrairement à Johannesburg) et plus haut, un ensemble en U de barres d'immeubles, surmontées d'un toit de tôles vert clair contrastant avec le rouge des briques. Les appartements y sont en état de délabrement et de surpopulation, le terrain vague qui fait office de parc est le repère des « gangs » et des trafics en tout genre. Leurs noms comme celui des « *Monsieurs* » (en français) s'étalent en graphes sur les murs. Une autre partie de la même extension est surnommée « *Beverly Hills* » en raison de la taille imposante des maisons.

Les mosquées et les églises sont nombreuses. Certaines extensions disposant de zones commerciales sont toujours bruyantes. Le vendredi est particulièrement animé : l'appel à la prière de la mosquée, adjacente à une école primaire retentit, alors qu'un vendeur ambulant de glaces sillonne très lentement les rues avec une camionnette dont la mélodie semble venir tout droit des années 1960.

¹¹¹ “*Many different classes in Eldorado Park: in the same street you know you can have well-off people and very poor people. Some elderly retired people have to work to be able to live and buy groceries.[...] In the whole of Eldo it's very different, mixed, Ext 8 is the only one where you can say they don't have money.*”

¹¹² “*You'll find a few white people, you can probably count them, and some black families are moving here, [...] black people who are married to a Coloured, a few Indians as well that have married into coloured people. They are afraid of coloured people.*”

¹¹³ Poète-auteur d'une autobiographie importante sur son passé de tsotsi (gangster) et son engagement dans la lutte contre l'apartheid

¹¹⁴ Durant notre séjour, nous avons pu constater la transformation physique de certains de nos voisins de la rue liée à une des nouvelles drogues peu onéreuse qui est « sniffée » par de plus en plus de lycéens. Et une femme résidente d'un des appartements de la rue a poignardé son mari à la suite de violences domestiques. La police était peu présente.

Rosa (fille de Carol, famille A)				
Age	33 ans			
Situation personnelle	Célibataire			
Langue	Afrikaans et Anglais			
Religion	Chrétienne			
Nbre de pers. dans la famille	4			
Enfants	1			
Maison	habite chez sa mère (elle-même propriétaire)			
Mode de déplacement	bus (n'a pas le permis)			
Education	Matric			
Profession	auto-entrepreneur			
Revenu	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; text-align: center;">3000 rands (218 euros)</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">+ 5000 rands (364 euros) : pension de retraite de Carol</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">+ 2000 rands (146 euros) : revenus ponctuels du frère de Rosa D.</td> </tr> </table>	3000 rands (218 euros)	+ 5000 rands (364 euros) : pension de retraite de Carol	+ 2000 rands (146 euros) : revenus ponctuels du frère de Rosa D.
3000 rands (218 euros)	+ 5000 rands (364 euros) : pension de retraite de Carol	+ 2000 rands (146 euros) : revenus ponctuels du frère de Rosa D.		
Revenu total du ménage	10000 rands (729 euros)			
Professions parents	mère : prof d'anglais ; père : ?			
Education des enfants	école publique			
Loisirs	chant, musique et cuisine			

- ✓ Du 10 décembre 2012 au 30 janvier 2013 chez la famille B composée de Simpiwe, courtier en assurance (puis au chômage durant le temps de séjour), de sa femme Nobuhle, employée municipale et leurs enfants : N., 6 ans, P., 15 ans, et K. 23 ans, apprentie infirmière. Notre séjour s'est déroulé dans une maison dans laquelle ils venaient d'emménager, qu'ils louaient dans la perspective de pouvoir faire un prêt hypothécaire pour l'acheter. Nous avons donc pu suivre les étapes financières et administratives de l'accession à la propriété, et comment elles sont vécues et mises en récit par le ménage.



Figure n°5, source: auteur, une rue de l'extension 12, Protea Glen, cliché pris en janvier 2013.

Portrait de la famille d'accueil B

Nous rencontrons la famille B au complet la première fois en novembre 2012 dans une salle de conférence d'un bâtiment des services administratifs de la mairie de Johannesburg (services de l'eau). C'est le lieu de travail de Nobuhle, la femme de Simpiwe. Elle y assure la permanence en ce dimanche. Les autres membres de la famille (3 enfants et Simpiwe) l'ont rejoint ici en sortant de l'église. Situé près du Jabulani Mall, cœur grouillant de Soweto, l'extérieur du bâtiment était trop bruyant pour pouvoir se parler. Le carrefour en face de l'entrée du *mall* est l'un des plus fréquentés de Soweto : les minibus stationnent, klaxonnent et les voitures doivent de frayer un passage au milieu des vendeurs de rue et des piétons.

Nous sommes entrés en contact avec cette famille par l'intermédiaire de Leratong (entretien n°28), agent immobilier d'une agence spécialisée dans les lotissements « *gap market* » peu onéreux pour primo-accédants aux revenus moyens. Ils savent donc que nous nous intéressons à leur projet d'achat. Nous parlons surtout avec Simpiwe qui prend la conversation en main, les enfants et Nobuhle sont assis un peu en retrait. Au fur et à mesure, l'aînée de la fratrie, infirmière en apprentissage dans une clinique privée de Sandton, s'avance pour poser une question. Un ami, M., est venu nous aider pour traduire en *isizulu* ou en *sesotho* en cas d'incompréhension. Il nous aide à clarifier notre démarche de recherche mais la nature de notre relation n'en constitue pas moins un sujet d'interrogations et de curiosité.

Ils sont venus avec une photo de la maison située extension 12 à Protea Glen, un des quartiers en périphérie sud-est de Soweto construit à la fin des années 1990 et qui s'agrandit de quelques extensions chaque année depuis une dizaine d'années. « *60m², everything is there* », nous dit-il en nous montrant la photo, le joli muret de clôture, un petit terrain assez grand comparé à ceux des nouvelles constructions. Il nous explique qu'il voudrait racheter cette maison dans laquelle ils ont habité il y a dix ans et que

Leratong leur a fait visiter récemment. Celle-ci a l'avantage d'être moins chère que les nouvelles constructions, et, selon Simpiwe, le quartier (plus ancien) est moins sujet aux cambriolages car une « communauté s'est constituée ». Ils vivent donc en attendant chez la mère de Simpiwe (appelée *igogo* en isizulu) dans un appartement comprenant deux chambres et un petit salon à côté de Jabulani Mall.

Pour résumer leur parcours résidentiel chaotique, Simpiwe nous dit : « On est des survivants en quelque sorte, on n'a jamais baissé les bras. Certaines personnes baissent les bras et meurent dans la maison de leurs parents ! Mais quand tu as une femme et des enfants, tu as besoin d'avoir ton chez toi. »

Simpiwe (père de la famille B)	
Age	49 ans (Nobuhle : 45 ans)
Situation personnelle	marié (2 ^{ème} mariage)
Langue	isiZulu
Religion	chrétienne (évangélique)
Nbre de pers. dans la famille	5
Enfants	4 (1 du premier mariage de Simpiwe, qui a 27 ans, puis K. 20 ans, P. 16 ans, N. 6ans)
Maison	location pour acheter
Mode de déplacement	taxi bus
Education	Matric
Profession	courtier en assurance (pas salarié) ; agent municipal comptoir des services d'eau
Revenu	7500 rands (547 euros) + 7500 rands (547 euros) de K. (apprentie infirmière)
Revenu total du ménage	15 000 rands (1094 euros) Jusqu'à R20 000 rands (1458 euros) quand Simpiwe reçoit des commissions sur ses ventes d'assurance.
Professions parents	père disparu, mère : domestique à JHB
Education des enfants	public mais le benjamin doit aller à une école privée en raison d'un handicap auditif
Loisirs	chant chorale de l'église, télévision, sorties au <i>mall</i>

Cette méthode a eu l'avantage de nous donner accès à des scènes de la vie quotidienne, voire de l'intimité des familles, et donc à un répertoire de pratiques sociales et de représentations qui constituent aussi la vision du monde des enquêtés. La façon dont la maison est soigneusement rangée et nettoyée chaque matin à l'aube, ou bien les manières de servir le repas. Dans les deux familles A et B, le repas était précédé d'une prière (en anglais dans la première, en isiZulu ou Sesotho dans la deuxième – mais traduite en anglais en raison de notre présence). Dans la famille B, le père était toujours servi en premier et de façon copieuse par rapport à sa femme et sa fille. Les deux familles passaient de longues heures à l'église le dimanche matin et nous avons pu prendre la mesure du sentiment de communauté et de solidarité ressenti lors de ces rassemblements où les enquêtés retrouvent leurs amis proches et une partie de leur famille. Vivre avec eux au quotidien nous a également donné accès à leurs centres d'intérêts : l'écoute de musique sur un vieux transistor pour la benjamine de la famille B, la préférence pour les programmes religieux à la télévision du père ou encore les séries télévisées et les débats qu'elles peuvent susciter entre la mère et ses filles (à propos du mariage et de la dote (*lobola*) par exemple).

M. de Certeau parle à ce propos de « pratiques culturelles » qu'il définit comme étant un assemblage plus ou moins cohérent, plus ou moins fluide, d'éléments quotidiens, à la fois livrés par une tradition (familiale ou d'un groupe social) et réactualisés au jour le jour traduisant un dispositif culturel.

Nous avons eu accès au domaine du quotidien, qui, à la longue, n'est pas « mis en scène » ou « filtré » en raison de la présence d'un observateur étranger. Les conversations spontanées nous ont permis de comprendre quels étaient les sujets d'inquiétude, les priorités du ménage en termes de dépenses, de projets pour le futur ainsi que les sujets de conflits.

Cette méthode en « immersion » comporte néanmoins selon nous un risque en termes de distance et de neutralité. L'établissement d'une position d'observation qui vise la neutralité a souvent été compromise, non seulement dans la phase d'analyse des données, mais aussi dans la phase de présence avec les enquêtés.

En fait, la neutralité étant quasiment impossible dans la situation de vie commune, ou d'un quotidien partagé au cours duquel nous avons participé aux tâches ménagères, aux discussions de la famille et aux événements (cérémonie de fin

d'année pour le petit à l'école primaire par exemple), il a fallu trouver des moyens de réflexivité pour rendre notre posture la plus neutre possible.

Nous avons exercé cette réflexivité à divers moments de l'enquête : durant les interactions avec les enquêtés, a posteriori au moment de la prise de notes d'observation et de la retranscription d'entretiens mais aussi lors du traitement et de l'interprétation des données. La prise de notes personnelles, non-liées au travail de recherche nous a aidés, ainsi que le recul apporté par le retour en France. La prise de distance a été facilitée par l'instauration d'un éloignement géographique. Le temps a également été un facteur essentiel pour nous. Nous n'avons pas été en mesure de traiter les données recueillies lors de nos séjours en immersion dès notre retour en France, mais seulement quatre à six mois après.

Cela nous a amené à considérer la question de la « bonne » distance. C'est une problématique constante pour le chercheur sur le terrain. Où devons-nous nous situer ? Quelle est exactement notre place ? Quelle est la « bonne » distance entre l'enquêteur et l'enquêté ?

Cette distance est au cœur du dispositif d'enquête. Il faut toujours en avoir conscience car il faut la réajuster en permanence, toujours la maîtriser. Au départ, la distance est perçue comme un obstacle entre nous et l'enquêté qu'il s'agit de franchir : géographiquement en se déplaçant pour trouver l'enquêté, et symboliquement en tissant une relation de confiance. Ensuite, une fois la relation installée, elle nous échappe en partie et la distance peut devenir une ressource. Il nous faut parfois instaurer de la distance, et tenter ensuite de la maintenir, mais en gardant un équilibre subtil qui consiste à rester présente – voire proche – car partie prenante des actions et des discours des acteurs sociaux pour pouvoir les recueillir – tout en adoptant une posture de retenue ou d'autocensure sur certains débats par exemple, ou en négociant des moments de retrait (le soir dans une chambre ou bien lors d'une journée passée dans le bureau de l'Institut Français à Johannesburg)¹¹⁵.

En vivant avec les enquêtés, chez eux, cette distance est évidemment réduite autant au plan physique que psychologique. Le rapprochement nous est apparu parfois

¹¹⁵ La location d'une voiture nous a permis cette liberté de mouvement, qui nous semblait indispensable dans le cadre de cette situation d'immersion.

brutal car peu négociable : les conditions de vie dans l'ancien *township* de Soweto sont caractérisées par une certaine promiscuité. L'engagement affectif est, de plus, inévitable. Pourtant, il fallait aussi assurer la pérennité de la relation enquêteur/enquêté en se préservant des conflits éventuels, que des prises de position dans les débats de la famille auraient pu susciter.

La question de la distance rejoint celle de l'objectivité ou de la subjectivité de notre science de nature sociale. Nous savons qu'il n'y a jamais d'enquête parfaitement objective. Il s'agit de viser la plus grande objectivité possible, la position neutre dans l'analyse comme sur le terrain, tout en sachant que c'est impossible. Selon D. Schnapper (1999), « ce qui importe ce n'est pas de rêver de l'impossible 'enquête pure', mais d'explicitier chaque fois la situation sociale particulière créée par l'enquête et de la contrôler dans la mesure du possible – ce qui constitue d'ailleurs une première analyse de l'objet de la recherche. » Une façon d'y parvenir est donc de se plier à l'exercice de réflexivité et de tenter d'analyser a posteriori en quoi notre présence, notre identité (telle qu'elle a été perçue par nos interlocuteurs) a pu jouer dans les réponses et les données collectées.

Notre position de chercheur et les buts de l'enquête ont été expliqués plusieurs fois auprès des deux familles d'accueil : en amont, lors du premier contact puis, ensuite, nous n'avons pas hésité à l'expliquer à nouveau, pour ne pas laisser de confusions, d'ambiguïté. Notre présence suscitait des interrogations légitimes, parfois des doutes, des peurs, mais surtout une grande des curiosités.

Nous avons essayé d'instaurer un système d'échange entre nous et la famille d'accueil pour que chacun puisse trouver son compte, et que nous ne soyons pas les seuls à être en position d' « apprenant ». En fait, l'échange de connaissances et de services rendus s'est instauré naturellement. Cela permettait de rendre le séjour bénéfique pour tout le monde.

Par exemple, dans la famille A, nous avons institué un système de cours de langues selon ce principe d'échange mutuel : une demi-heure de cours d'Afrikaans contre une demi-heure de leçon de français. Dans la famille B, une même curiosité pour la langue française a été exprimée, notamment de la part des deux jeunes filles de la famille, mais celle-ci était aussi assortie d'une envie de mieux connaître la culture européenne, les façons de manger, de s'habiller etc. Nous avons donc organisé une

soirée « vins et fromages » perçue comme typiquement française avec certains de leurs amis.

Un système de participation financière aux frais du ménage a également été mis en place par nos soins afin de contribuer au loyer et à l'alimentation à la hauteur de nos moyens. Dans le cas de la famille B, qui se trouvait en situation financière précaire après leur emménagement dans la nouvelle maison, nous avons tenté de les aider par des moyens multiples et notamment, par la mise à disposition d'un réseau d'entraide d'amis et de collègues universitaires à Johannesburg afin de bénéficier de biens d'équipement (frigo, chauffage) à moindre coût.

Notre présence en tant que rare (voire seule) « Blanche » dans ces milieux n'était pas sans conséquence non plus sur l'accès et la qualité des informations ou des personnes auxquelles nous avons accès. Le poids de notre couleur de peau se faisait sentir au quotidien : les rires lors de notre passage sur le trottoir et surtout lors de joggings matinaux, les remarques aux membres de la famille lors des courses au centre commercial : « Qui est cette Blanche (« *mhlungu* » ou « *ngambla* », son synonyme en verlan argotique) avec vous ? » Lors d'une cérémonie de fin d'année (« *graduation* ») du fils de la famille B, nous provoquons un silence pesant lors de notre entrée dans le gymnase rempli de parents d'élèves, et nous remarquons le même phénomène lors de notre présence à l'enterrement d'une personne de la famille d'une de nos enquêtées, nous amenant alors à prendre le repas à l'extérieur pour ne pas perturber le reste des festivités. Certains regards sont durs et froids, d'autres interrogatifs et amusés. La situation, est certes gênante pour nous, en mettant à mal nos efforts pour se fondre dans le paysage, mais elle l'est d'autant plus pour les personnes qui nous accompagnent qui doivent expliquer à plusieurs reprises les raisons de notre présence et assumer elles-aussi le poids de cette curiosité.

Cette altérité visible a également constitué une ressource, en ce qu'elle a permis un positionnement hybride ou « frontalier » entre les groupes sociaux¹¹⁶. Et ce, d'autant plus car notre nationalité n'est ni sud-africaine, ni néerlandaise ou britannique, mais bien française. La France n'ayant aucun passé colonial avec

¹¹⁶ « C'est parce que nous sommes impliqués dans le monde qu'il y a de l'implicite dans ce que nous pensons et disons à son propos. » (p. 21)

l’Afrique du Sud, le pays est le plus souvent méconnu, ou bien associé à l’image exotique de Paris.

L’avantage de l’exotisme est de pouvoir tenir un positionnement frontalier pour tenter de saisir les multiples vérités et les confronter.

Lors de la réunion d’une « *society* »¹¹⁷ d’hommes à Soweto par exemple, nous n’avons pu accéder qu’à la partie festive, et non à la réunion plus formelle qui traite de l’organisation du club en première partie de soirée. Lors de la soirée, les hommes se tenaient plutôt à l’extérieur près du barbecue en consommant de l’alcool ostensiblement, alors que, la consommation d’alcool étant mal vue socialement pour les femmes, celles-ci se tenaient en retrait plutôt à l’intérieur de la maison. Elles cuisinent, s’occupent des enfants, préparent les salades etc. Notre « qualité » d’observatrice extérieure – et peut-être en sus de celle de « Blanche » – nous a donné accès aux deux univers parmi lesquels nous avons pu nous déplacer durant la soirée et nous rendre compte ainsi que les sujets de discussion y étaient différents.

La position de l’observateur en immersion sur son terrain est passionnante mais pour le moins inconfortable. Toujours sur le fil entre réserve contenue et désir d’intégration, elle est le fruit d’une négociation patiente, à l’intersection de plusieurs mondes (comme celui des hommes et des femmes de l’exemple ci-dessus), dont la frontière est subtile (culturelle) mais non moins effective (et que l’observateur doit connaître pour ne pas se fermer les portes de l’un ou de l’autre – voire des deux). Néanmoins, notre statut d’européenne hors pays ayant une relation historique coloniale avec l’Afrique du Sud a constitué un atout relatif, qui a sans doute facilité le premier contact avec les enquêtés. Leur grande gentillesse et disponibilité ont rendu la plupart de nos approches concluantes, nous donnant accès à des terrains dans l’ancien *township* de Soweto réputés difficiles.

¹¹⁷ Voir le chapitre 5 en 3^{ème} partie.

1^{ère} Partie

Les conditions historiques et économiques constitutives du répertoire sud-africain d'identifications sociales

« Comme l'être selon Aristote, le monde social peut être dit et construit de différentes façons : il peut être pratiquement perçu, dit, construit, selon différents principes de vision et de division – par exemple les divisions ethniques [...] » (Bourdieu 1984 :4)

La notion d'un corps social indivisible est récente en Afrique du Sud. Ce n'est qu'à partir de l'ère démocratique ouverte en 1994 qu'un véritable corps social est officiellement constitué grâce à la reconnaissance de principes fondamentaux tels que l'égalité des citoyens. Avant cela, les habitants « noirs » du pays, pourtant nés sur le territoire sud-africain et formant une majorité démographique, étaient privés de droits de représentation politique et de vote, de droits de propriété, de commerce ou d'exercice d'une activité professionnelle dans certains secteurs, de mariage, de déplacements dans certaines zones, d'association, d'usage de certaines facilités publiques etc.

La rupture de 1994 (ou formellement de 1996 avec la ratification de la Constitution) en matière d'intégration d'un corps social uni dans sa diversité est claire sur le papier, mais l'est moins en pratique. Par exemple, les recensements de la population réalisés en 1991, en 2001 puis en 2011 ont continué de distinguer les citoyens par les groupes « raciaux » créés par le régime de ségrégation. Néanmoins, l'inscription constitutionnelle du principe d'égalité des citoyens comme fondement de la République, et donc la non-discrimination des individus en races, castes ou autres appartenances, permet de pouvoir penser un autre type de catégorisation des citoyens, comme par exemple celle par revenu, par niveau de vie ou par classe sociale. De nouvelles nomenclatures sont créées. Nous présentons dans le deuxième chapitre celle des professions importées de la sociologie

britannique et des *Living Standard Measures* (LSM), un système original créé par la Banque Mondiale en Afrique du Sud pour mesurer les niveaux de vie effectifs des ménages sud-africains.

Pour comprendre les façons d'identifier et de s'identifier socialement dans la période contemporaine du post-apartheid – en tant que « *Black middle class* », « *Black professional* », « *Coloured* » ou « *in the middle* » – il faut comprendre les grandes catégories d'identification qui ont marqué le XX^{ème} siècle. L'histoire récente sud-africaine a en effet été marquée par des régimes multiples et complexes de ségrégation qui ont cherché – jusqu'au paroxysme de l'apartheid – à séparer et classer les peuples en races et en ethnies. La nature des régimes économiques a eu également une marque importante sur la stratification sociale. L'exploitation des ressources minières (notamment l'or à Johannesburg) nécessite des investissements importants en capitaux et une main-d'œuvre abondante (Bonner et Segal 1998 :10). Le système économique capitaliste est ainsi amorcé en Afrique du Sud au tournant du XIX^{ème} siècle, tout comme la polarisation sociale entre deux grandes classes : les travailleurs et les capitalistes, propriétaires des mines – les « *randlords* » (Sparks [1990] 2006 :123) – puis des industries.

Le premier chapitre pose ainsi le contexte de la stratification sociale et raciale combinée à une fragmentation territoriale en Afrique du Sud avant 1994.

Le deuxième chapitre passe en revue les modes d'identification sociale contemporains. Nous discutons des différents critères de stratification (professions, revenus etc.), de leur emprunt à des nomenclatures occidentales (schéma des professions de Goldthorpe).

Enfin, nous verrons comment ces répertoires en partie hérités et en partie renouvelés depuis 1994 sont utilisés dans la fabrication de catégories qui tentent de saisir (tout en les « inventant ») des marchés émergents de consommateurs : « *Black Diamonds* » ou « *Black Middle Class* » à partir d'agrégats statistiques.

Chapitre 1

Le cadre d'identification raciale et classiste sous l'apartheid

L'entreprise de séparation des peuples en Afrique du Sud, a commencé dès l'arrivée des premiers colons à la fin du XVII^{ème} siècle. Les racines historiques de l'apartheid sont donc multiples (Sparks [1990] 2003 :29). La haie d'amandiers sauvages plantée par Van Riebeeck en 1660 était le premier acte de la séparation symbolique avec les « indigènes » ; puis une hiérarchie entre peuples¹¹⁸ fut introduite pour la première fois dans la loi de la colonie du Cap ; et la ségrégation administrative fut inventée de son côté dans la colonie du Natal par son commissaire britannique Shepstone entre 1845 et 1876 (Welsh 1971¹¹⁹). Au niveau « national »¹²⁰, c'est avec, notamment, le Native Land Act de 1913 que la première pierre est posée d'une longue série de lois conduisant à la relégation et à l'exploitation des citoyens de couleur sur le territoire.

Ces régimes de ségrégation successifs ont engendré une fragmentation (que l'on peut qualifier de verticale) qui a pris trois grandes formes :

- ✓ raciale : les individus étaient classés en fonction de deux grands groupes : « Européens »¹²¹ (ou « Blancs ») et « Non-Européens » (« *Natives* ») puis en quatre groupes avec le Population Registration Act en 1950 : « Noirs », « *Coloureds* »¹²², « Indiens » et « Blancs ».

¹¹⁸ Entre les salariés de la Compagnie des Indes Orientales (VOC), les « *free burghers* », les « *Khoi-Khoi* » puis les « Noirs » et les esclaves.

¹¹⁹ L'historien D. Welsh a tout d'abord souligné le rôle pionnier du système tribaliste de Shepstone au Natal dans le développement de la ségrégation raciale en Afrique du Sud, puis il a été l'un des premiers selon B. Freund (2005 :20) à s'intéresser à la ville comme scène moderne de la ségrégation du XX^{ème} siècle.

¹²⁰ Les différentes colonies ne furent réunies au sein d'une unité administrative et territoriale qu'avec le South Africa Act de 1910 du Parlement britannique qui établit la République Sud-Africaine.

¹²¹ Nous mettons l'ensemble des catégories raciales entre guillemets pour marquer leur caractère toujours socialement construit dans le contexte socio-historique de la ségrégation, et leur non-existence comme objets objectifs.

¹²² Pour un développement plus approfondi sur l'histoire de la catégorisation « *Coloureds* », voir l'introduction.

- ✓ territoriale ou spatiale : bantoustans, villes, zones « blanches », zones « noires » etc.
- ✓ temporelle : car les régimes de ségrégation étaient complexes et changeaient souvent de législation instaurant une incertitude quant aux droits et aux interdictions. De plus la ségrégation a causé des ruptures dans les trajectoires individuelles et collectives (celle de nos enquêtés mais aussi celle du mouvement de l'ANC par exemple).

Cette entreprise de séparation nécessitait une classification minutieuse. Néanmoins, l'obsession catégorielle a parfois montré son caractère absurde avec le phénomène des « caméléons » : certains individus nés d'une famille « noire » mais dont la peau était plus claire, qui pouvaient au cours de leur vie, et au gré des décisions de placement dans des établissements scolaires par exemple, se retrouver classés avec les « *Coloureds* », puis de nouveau avec les « Noirs ». (Cessou 2005) Elle a laissé une empreinte durable dans les systèmes d'identification exogènes (des agents identifiants tels que l'Etat, le marché ou le champ savant) et endogènes (des citoyens sud-africains). Aujourd'hui, selon P. Gervais-Lambony par exemple, même si l'apartheid n'est plus, la catégorisation des individus reste nécessairement imbriquée dans une identité « raciale » (Gervais-Lambony 2015). Quand le sociologue R. Southall dit qu'il peut paraître « anachronique » de parler de classe moyenne « noire » aujourd'hui étant donné le non-racialisme revendiqué par l'ANC, il ajoute toutefois que la « race existe dans la configuration sud-africaine contemporaine, elle est un construit social » (Southall 2004a :522-3). Le classement en tant que « Noirs » reste encore opérant dans le système administratif, ainsi que dans ce qu'on pourrait appeler le « sens commun » et les discours et représentations collectives.

La catégorisation raciale, n'étant néanmoins jamais absolue, n'« écrasait » pas toutes les autres formes d'identification sociale, notamment celle en termes de classes sociales selon une grille marxiste. Si l'identité socio-raciale est une construction sociale, il faut donc en retracer les étapes et les processus de formation. Nous avons choisi de mettre en lumière certains critères d'identification, certaines étapes historiques qui ont marqué les identifications en races, en classes, en territoires etc. Ce chapitre tente de saisir, dans sa dimension

historique, l'articulation en certains points – car il est impossible d'être exhaustif – des stratifications sociales et raciales.

C'est une étape indispensable pour comprendre ce que signifie l'identité « noire » aujourd'hui, et *a fortiori* l'identité de « classe moyenne noire » ou du « milieu ».

1.1 La constitution historique d'identités « noires » fragmentées

Selon J. Comaroff, l'Afrique du Sud a connu dès la fin du XVII^{ème} siècle une « gouvernance européenne » (2001). En fait, plutôt que de gouvernance, il s'est agi dans un premier temps de colonies de ravitaillement, puis de peuplement, de la part de colons d'origine hollandaise, puis anglaise. Limitée à la péninsule du Cap¹²³ dans un premier temps, elle s'est étendue progressivement sur le territoire de l'Afrique australe. Selon l'auteur, l'histoire de la colonie sud-africaine de peuplement est souvent narrée comme une progression vers la modernité qui aurait commencée avec l'arrivée des colons. Il opère une scission en quatre périodes (Comaroff 2001 :41) :

- (i) 1652-1806 : la période du règne mercantile hollandais interrompu par l'arrivée des Anglais ;
- (ii) 1806-1870 : la phase d'impérialisme anglais comporte des limites géographiques et administratives : deux républiques de pionniers Boers et Afrikaners sont déclarées indépendantes à l'intérieur du territoire ;
- (iii) 1870-1910 : le temps de la révolution minérale et industrielle (avec la découverte de l'or en 1885) est décisive pour le développement des villes minières du Witwatersrand. L'empire britannique s'étend sur le continent africain (« *scramble for Africa* ») ;
- (iv) 1910-1994 : l'époque de l'Union de l'Afrique du Sud (même si en 1961 la « République » sort du *Commonwealth*) qui connaît l'établissement puis la chute de l'apartheid.

¹²³ Une station de ravitaillement fut au départ établie à la pointe australe du continent par les vaisseaux hollandais de la Compagnie des Indes Orientales en 1652. Jan van Riebeeck en fut le fondateur. Les Hollandais l'administrèrent jusqu'en 1795, date à laquelle les Anglais prirent le contrôle. En 1803, la colonie fut rendue aux Hollandais avec le traité d'Amiens, puis reconquise à nouveau en 1806 par les Anglais jusqu'à l'établissement de l'Union d'Afrique du Sud comme dominion du Commonwealth en 1910. (Sparks 1991 [2007])

Le colonialisme a donc constitué le socle historique de la nation sud-africaine telle que nous la connaissons aujourd'hui. C'était un colonialisme singulier, caractérisé par des colons de diverses origines sociales, se désolidarisant de leurs nations d'origine et entrant en guerre les uns contre les autres. Au regard des colonisations des autres pays du continent, il s'est agi en Afrique du Sud d'une installation en profondeur et dans la durée, qualifiée de « *colonialism of a special type* » ou de « colonialisme interne » dont la particularité est l'absence de « séparation spatiale entre la puissance colonisatrice (l'Etat 'blanc' minoritaire) et le peuple 'noir' colonisé » (ANC 1987)¹²⁴. La majorité de la population y est considérée comme inférieure, privée de droits et de libertés. C'est aussi une des rares colonisations où une « gouvernance européenne » (Comaroff 2001) est implantée dans la durée.

1.1.1 De la rencontre avec l'autochtonie à la création d'une identité de l'altérité

Quelques que soient ses modalités, la colonisation tend à essentialiser la figure de l'Autre, l'autochtone. Dans le cas sud-africain, s'est ajoutée une volonté de séparation. Le premier réflexe des colons a été d'établir des frontières entre eux et les peuples autochtones : J. V. Riebeeck plante ainsi une haie d'amandiers sauvages pour marquer la frontière entre le camp de ravitaillement de la Compagnie et le territoire des Khoi-San (Sparks [1991] 2007). Les Anglais feront de même au début du XIX^{ème} siècle avec le fleuve Fish River, censé empêcher contacts et échanges avec les peuples Xhosas interdits à ses colons par l'autorité britannique.

L'esprit même de la colonisation implique une identité de « peuple inférieur » qui justifie et auto-légitime l'entreprise de civilisation portée par les colons. Les colonisateurs européens se donnent pour mission de découvrir des terres inconnues

¹²⁴ «What is special or different about the colonial system as it obtains in South Africa is that there is no spatial separation between the colonising power (the white minority state) and the colonised black power.[...] The special features of South Africa's internal colonialism are also compounded by the fact that the white South African state, parliament and government are juridically independent of any metropolitan country and have a sovereignty legally vested in them by various Acts of the British government and state.» (ANC 1987)

déclarées vierges, de « pacifier les tribus indigènes », de faciliter le commerce et l'industrie et de civiliser ainsi les « sauvages » tout en enrichissant la « mère patrie » (Comaroff 2001 : 39-40). La « rencontre » de peuples à la conquête de terres¹²⁵ – dont l'un se déclare « supérieur » à l'autre – explique la genèse de l'identité « noire », ou « *Native* » telle que l'Afrique du Sud l'a institutionnalisée par la suite. Selon J. Comaroff, les puissances colonisatrices ont essayé de produire des labels et des images de l'altérité que les colonisés devaient pouvoir revendiquer et s'approprier. « Les 'Non-Européens', selon le terme officiel de négation par lequel on désignait les peuples de couleur, étaient perçus comme étant sur le chemin de la civilisation et de la citoyenneté, de la prospérité et de l'individualisme possédant. [...] » (Comaroff 2001 :50-1)

L'expérience distinctive de la colonisation « permet aussi de se sentir, et ensuite de se reconnaître soi-même comme un 'Native'. » (*ibid.* :51)

1.1.2 *Les effets d'essentialisation et de séparation de la ségrégation institutionnalisée*

Les identités des peuples « *Natives* » ou « *Bantous* », « *Coloureds* » et « *Indiens* » sont en premier lieu des identités définies en creux, par la négation : ce sont des « Non-Européens ». Il faut tenter de percevoir le double caractère de la ségrégation – en tant qu'expérience de vie et système de classification – qui crée à la fois des subjectivités et des identités rendues homogènes parce que solidaires en tant que victimes du système, mais différenciées par l'objectif même de séparation du système.

¹²⁵ A. Sparks rapporte les premiers récits des premiers Boers hollandais en quête de terres fertiles au nord qui rencontrent les peuples Khoikhoi et San et ne manquent pas de les décrire comme des sauvages aux mœurs étranges, dont ils envahiront les terres sans beaucoup de scrupule (*ibid.* :36-8). C'est ensuite, lorsque certains des colons-fermiers prennent leur autonomie vis-à-vis de Van Rieebeck et de la VOC pour commencer le trek, qu'ils rencontrent des populations dites « bantoues » qui étaient elles aussi en cours de migration vers le sud et l'est (région dénommée aujourd'hui Eastern Cape).

L'institutionnalisation progressive de la ségrégation au début du XX^{ème} siècle

C'est avec l'établissement de l'Union Sud-Africaine en 1910, une fois les guerres anglo-boers terminées¹²⁶, que la ségrégation s'instaure de façon unifiée sur le territoire. Avant 1910, une ségrégation existait déjà, mais elle était différenciée selon les colonies¹²⁷. L'Union est instituée par une loi du parlement britannique appelée South Africa Act. Cet « acte de séparation » établit un État sud-africain indépendant, racialement exclusif, et institutionnalise le racisme en définissant un statut officiel des « Noirs » sud-africains en tant que catégorie subordonnée dans leur propre pays¹²⁸ (ANC 1987).

Dans les années qui suivent, une série de lois est mise en œuvre pour affirmer la domination de la minorité « blanche » sur les populations dites « Non-Européennes », tant en matière d'accès à l'emploi, aux terres agricoles ou qu'en matière d'accès aux libertés individuelles fondamentales. Par exemple, en 1911, le Native Labour Registration Act criminalise la rupture d'un contrat de travail par le travailleur sauf pour les « Blancs » ; le Dutch Reformed Church Act interdit aux « Noirs » d'être membres à part entière de l'Eglise protestante réformée ; ou bien, la même année, le Mines and Work Act réserve aux « Blancs » les emplois qualifiés¹²⁹.

Une des lois les plus importantes est le Natives Land Act¹³⁰ en 1913. En interdisant aux « Noirs » d'acheter, de louer ou d'exploiter des terres en dehors des

¹²⁶ Par le traité de Vereeniging en 1902 puis avec la création de l'Union Sud-Africaine en 1910 et l'entrée en vigueur du South Africa Act, constitution commune aux quatre colonies désormais incluses dans le Commonwealth.

¹²⁷ Les constitutions des colonies Orange, Free State et Natal n'accordaient aucun droit politique aux « Noirs » alors qu'au Cap, selon D.C. Martin (entretien en janvier 2014), la première explicitation légale de la division de la population en trois groupes se trouve dans le recensement du Cap en 1904 par lequel l'administration distingue « *Bantus* » et « *Coloureds* ». Les deux groupes disposent d'une « franchise » leur donnant un droit de vote et un droit de représentation au Parlement qui seront abolis progressivement par l'Union Sud-Africaine.

¹²⁸ « *The South Africa Act thus institutionalised and statutorily defined black South Africans as a subordinate category of persons within their own country; it was a continuation and entrenched of our status as a colonised people.* »

¹²⁹ Cette dernière loi est la première de ce qui sera appelé la « réserve des emplois » (voir notre analyse en infra) et qui se décline par un « *colour bar* » soit une discrimination des populations en fonction de leur couleur de peau pour l'accès aux emplois qualifiés, le montant des salaires ou le droit de syndicalisation par exemple.

¹³⁰ Même si la dépossession des « Noirs » avait commencé au moment des guerres de la fin du XIX^{ème} siècle avec des mesures législatives comme le Glen Grey Act en 1884.

« réserves » qui leur sont allouées – qui représentent 7,5% du territoire sud-africain -, il institue une rupture du lien avec la terre selon Mabandla (2013 :3). Avec l'interdiction de propriété foncière¹³¹, ce sont aussi les opportunités de culture de subsistance ou commerciale, ainsi que la constitution d'un patrimoine pour une éventuelle transmission qui sont empêchées. Or, ce sont, selon Mabandla, les conditions premières de toute trajectoire d'ascension sociale inter-générationnelle.

Selon l'écrivain B. Head, en introduction au livre de S. T. Plaatjie :

« Il est possible qu'aucune autre législation n'ait plus profondément affecté les vies des Noirs en Afrique du Sud que le Natives Land Act de 1913. Cela créa du jour au lendemain un prolétariat flottant sans terre [...] » (Head 1995 : ix-xiii)¹³²

Cette rupture des populations « noires » d'avec la terre sera donc structurelle et, en poussant les anciens cultivateurs et agriculteurs à trouver d'autres moyens de subsistance, un des premiers facteurs de la prolétarianisation – et de l'urbanisation – des populations « noires » dans leur ensemble. De plus, les conditions de vie dans les réserves surpeuplées sont caractérisées par la malnutrition, la misère et la surexploitation des sols (Posel 1991 :27-8)¹³³.

La dépossession des populations non-européennes est également politique. Les « franchises » qui permettaient aux populations non-européennes d'avoir le droit de vote dans certaines colonies sont abolies peu à peu : en 1936 les lois Hertzog et le Native Land Trust désafranchissent entièrement les « Noirs Africains » : même le droit de vote qu'ils conservaient au Cap est aboli. Celui des « *Coloureds* » le sera de la même façon en 1955¹³⁴.

¹³¹ Qui ne sera pleinement rétablie qu'en 1986.

¹³² “*It is possible that no other legislation has so deeply affected the lives of Black people in South Africa as the Natives' Land Act in 1913. It created overnight a floating landless proletariat [...].*”

¹³³ Autant de conditions dans les années 1940 qui entraînent l'exode de nombreux hommes vers les villes pour trouver des emplois, et provoquent ainsi une urbanisation massive des « Noirs », qui sera le « problème » essentiel du régime d'apartheid à partir de 1948. « *For the landless, there were few avenues for employment in the reserves. For most peasants the small plots were insufficient to feed their families. The vast majority of families in the reserves depended for their survival on remittances from family members who had become migrant workers, usually in urban areas or in the mines.[...] The decade of the 40's saw an accelerating exodus from the reserves to the urban and peri-urban areas.* »

¹³⁴ Jusqu'à l'institution d'un parlement tricaméral en 1984 qui rétablira une représentation parlementaire pour les « Indiens », les « *Coloureds* » et les « Blancs » et non pour les « Noirs ».

La ségrégation totalisante

Avec l'instauration du régime d'apartheid¹³⁵ proprement dit en 1948 entrent en vigueur des lois qui ont la particularité de rendre la ségrégation systématique, intrusive et institutionnalisée. Certaines sont discriminantes envers tous ceux qui ne sont pas « Blancs » comme la loi d'interdiction des mariages mixtes en 1949, ou encore la loi d'« immoralité » qui interdit toute relation sexuelle entre « Blancs » et « Noirs » en 1950, ou bien le Reservation of Separate Amenities Act (1953) qui a engendré la création de pancartes portant les consignes : « *Blankes sleg* » ou « *Europeans only* » pour instituer une séparation de l'usage des facilités publiques telles que les transports, les bancs ou les sanitaires.

On le voit, la première assignation identitaire est donc celle de la « non-européanité » et de la couleur (« non-Blancs »). Cette identité négative est qualifiée de différentes façons à travers les décennies du régime.

Dans la grande majorité, les mesures de ségrégation traitent d'un problème de « *Natives* », ou de « *Bantus* », deux termes pour qualifier les « Noirs » qui constituent la majorité démographique. Par exemple, la loi Native Labour Act retire le droit de grève aux travailleurs « noirs » (1953).

Au tournant des années 1960, un changement de nomenclature est opéré : de « *Native* » à « *Bantu* »¹³⁶. Le ministère en charge de l'application du régime de « contrôle des flux » (« *influx control* »¹³⁷) des travailleurs migrants et de l'allocation de la main-d'œuvre « noire » aux industries et aux fermes tenues par les Européens s'appelle le « *Natives Affairs Department* » de 1948 à 1955 pour

¹³⁵ Régime qui a duré de 1948 à 1991 en Afrique du Sud, sous l'égide du Parti National.

¹³⁶ Dès 1953, c'est le terme « Bantu » qui est retenu pour la loi qui va organiser un système éducatif au rabais pour les Non-Européens. Le Bantu Education Act établit une éducation dédiée aux « Africains », pour qu'ils ne puissent accéder à un niveau d'éducation « non compatible avec les emplois auxquels ils étaient autorisés à accéder », selon l'intention du Dr. Verwoerd auteur de la législation (Posel *ibid.*). Des établissements distincts seront créés pour chaque groupe, y compris au niveau universitaire. En 1959, l'Extension of University Education Act interdit aux « Noirs » l'entrée dans les universités déclarées « blanches » (par exemple celle de Witwatersrand) et des collèges sont créés pour les « *Coloureds* » (à Belleville), pour les « Noirs » (parfois selon des sous-divisions ethniques : les Xhosa seulement étaient admis à Fort Hare) et pour les « Indiens » à Ngoye au KZN).

¹³⁷ C'est ce qu'on appelle le système de travail migrant qui désigne l'ensemble des mesures législatives visant à contrôler et limiter la main-d'œuvre « noire ». Les moyens de ce contrôle sont variés et vont de l'imposition de passeports intérieurs validés par les employeurs à la séparation des hommes (« travailleurs célibataires ») et de leur famille, consignée dans les bantoustans (Houssay-Holzschuch et Guillaume 2001 :68). Voir plus loin 1.2.1.

devenir ensuite le « *Bantu Administration and Development Department* »¹³⁸. Verwoerd qui est à sa tête de 1950 à 1958 prépare la mise en place du « grand apartheid » avec la création de bantoustans autonomes (qui deviendront des « *homelands* » en 1970) autour de l'idée d'une « reconstitution » des identités tribales des « Noirs », appartenant nécessairement au monde rural.

A partir de la loi de 1952, la ségrégation a alors pour caractéristique de s'appliquer à l'ensemble du groupe racial visé sans distinction de classes¹³⁹. La formulation de la section 10 de la loi considère les « Africains » en ville comme coupables « à moins qu'ils ne prouvent le contraire »¹⁴⁰. D. Posel (*ibid.* :124) montre que les ignominies endurées par les « Africains » transcendaient les différences de classes ou de statuts¹⁴¹. Si les gouvernements avaient pu exempter les hommes « noirs » aisés ou éduqués du contrôle des populations en zone urbaine « blanche » avant 1948, les Nationalistes abandonnent cette pratique quand ils arrivent au pouvoir en 1948.

Division raciale et ethnicisation en vue de la « totale séparation »

En 1950, l'une des lois piliers de l'apartheid : le Population Registration Act segmente la population non-européenne en « races » et crée un registre national où chacun doit être enregistré selon les quatre groupes raciaux suivants : « Noir-Africain », « *Coloured* », « Indien » et « Blanc ». Une autre loi la complète, le Group Areas Act la même année, afin de mettre en œuvre la séparation résidentielle des groupes raciaux en déplaçant les populations par la force et en créant des quartiers soit-disant « homogènes » racialement. Les « *Coloureds* » et les « Indiens » sont moins ciblés au début du XX^{ème} siècle. Ils sont néanmoins concernés par des lois de ségrégation dans les années 1960.

Ensuite des distinctions ethniques sont élaborées. Elles s'appliqueront aux mesures de regroupement résidentiel dans les *townships* en ville et dans la constitution de

¹³⁸ Ce changement d'intitulé reflète un changement de direction politique et un élargissement des compétences du ministère. Dirigé par Malan la première décennie, c'est Verwoerd qui en prend la tête en 1958 dont l'idéologie est celle de la « séparation totale » et dont le programme est celui de l'« Afrikanerisation », faisant fortement appel à partir de ce moment-là aux services du Broederbond (Posel *ibid.* :15).

¹³⁹ L'expérience variait néanmoins selon les sexes, puisque les femmes avaient des statuts de résidence en zones « blanches » plus favorables (*ibid.* : 124).

¹⁴⁰ Ils avaient 72 heures pour le faire.

¹⁴¹ «*For Africans, the indignities of influx control cut across class or status differences.*»

« *homelands* » qui se devaient d’être ethniquement homogènes. Chaque individu devait être ainsi rattaché à une réserve à laquelle son identité ethno-raciale le rattachait « naturellement » et pouvait y être envoyé. Pour le régime d’apartheid, la menace était les individus urbanisés « détribalisés ». (Posel [1991] 1997)

Selon D. Posel, le changement sémantique traduit un virage idéologique. Désormais, on cherche à identifier des ethnicités et à souligner leurs différences plutôt qu’à définir des divisions raciales. Cela correspond à « un nouveau discours idéologique du multi-nationalisme et de l’auto-détermination ethnique. (Posel 1991 :231). Cette classification ethnique – à l’intérieur du groupe des « Noirs » – servira à créer des « *homelands* » pour chacune des huit ethnies définies dans la loi *Promotion of bantu self-government* de 1959. Les « réserves » sont conceptualisées dans les années 1950 comme des réservoirs de main-d’œuvre « africaine » à la disposition des « Blancs » (Posel 1991 :231). A partir des années 1960, on parle des « *homelands* » comme « habitat naturel » que doivent rejoindre de gré ou de force les populations « noires ».

« *The Bantu city dweller is someone who yearns for his homeland [...]. The bantu in the white urban areas cannot be dissected from their national relatives in the homeland.* » (Coetzee and Botha, Deputy Minister and minister of BAD 1967, senate debates, in Posel 1991:233)

Ce qui est qualifié de « seconde phase de l’apartheid » durcit le positionnement du régime face à la population « noire » urbaine qui doit être expulsée des villes. Après les massacres de *Sharpeville* en 1960, la réponse du gouvernement sera de renforcer le contrôle et l’entreprise d’« *engineering social* » dans les *townships* pour mieux contrôler une population de « Noirs » urbanisée, perçue comme une « menace communiste »¹⁴² potentielle par les idéologues de l’*Afrikanerdom*. C’est ainsi que les « Noirs » durent quitter de force des quartiers mixtes comme Sophiatown, les « *Coloureds* » ceux de Vrededorp pour s’installer dans les nouveaux *townships* construits pour eux dans les années 1950 : Eldorado Park pour les « *Coloureds* », Lenasia pour les « Indiens », Orlando East pour les

¹⁴² La définition du communisme par le régime d’apartheid était très vaste. Elle incluait tout acte d’opposition non-parlementaire au gouvernement. Voir la loi Riotous Assemblies and Suppression of Communism Amendment Act de 1954

« Noirs ». A l'intérieur de certains *townships*, des « sections » sont créées par « ethnies », correspondant à des identités linguistiques : *zulu*, *xhosa*, *sesotho* etc.

En résumé, on peut dire que les lois qui se succèdent, sous l'égide de gouvernements dirigés par Herzog et Smuts, puis par Malan et Verwoerd, essentialisent l'ensemble des populations non-européennes selon des dénominations changeantes : « *Natives* », « *Bantus* », ou « Non-Européens ». A travers la politique de la ségrégation politique, sociale et économique, et ses conséquences multiformes dans divers aspects de la vie sociale, familiale, personnelle des individus, l'assignation identitaire se veut totalitaire. Elle n'est pas seulement de l'ordre de la « labellisation », elle touche à l'expérience de vie, elle façonne des trajectoires personnelles et sociales.

L'opération de ségrégation a un double-impact : d'unification et de division. D'une part, les populations discriminées sont rassemblées *de facto* dans un « vaste prolétariat flottant et sans terre ». L'expérience de la ségrégation, marquée par la privation de droits fonciers, le cantonnement dans des réserves, dans des travaux manuels peu qualifiés (sauf exceptions) et l'éducation au rabais (secondaire et tertiaire) était donc un facteur homogénéisant en termes d'identité.

Néanmoins, certains groupes sont dissociés (en raison de leur couleur de peau et de leur origine) : les « *Coloureds* » et les « Indiens » seront discriminés mais traités différemment¹⁴³ ; des « ethnies » au sein du groupe des « Noirs » sont mobilisées pour servir de base à la politique du régime à partir des années 1960. De plus, ce « prolétariat » divisé racialement, subissait une domination différente en fonction des territoires auxquels ils étaient assignés: bantoustans ou « *homelands* », villes « blanches », zones rurales « blanches » etc.

¹⁴³ Ils « bénéficieront » d'une forme de représentation législative à partir de 1968 par exemple.

1.1.3 *Des identifications inconstantes dans le temps et dans l'espace*

Pour mesurer l'impact sur les vies des individus ciblés par ces législations aussi répressives que pléthoriques, Grace Khunou relate l'« expérience de classe » de deux femmes « noires » de classe moyenne, dont elle a suivi le parcours durant l'apartheid. La sociologue rapporte leur difficulté à définir une identité de classe qui est toujours marquée par des « changements constants en relation à l'inconstance socio-économique et politique de la position de classe » (Khunou 2015 :90). La négociation est donc permanente pour les « Noirs » sous l'apartheid, « motivée par le besoin d'être inclus dans une communauté tout en étant considéré en altérité raciale par rapport aux « Blancs », dans des espaces « blancs » qui influencent ces changements ». ¹⁴⁴

L'identification raciale et ethnique de la part du gouvernement changeait elle aussi. Ce changement dans l'identification (« *Bantu* », « *Native* », « *Black African* » etc.) était accompagné de revirements législatifs, de changements matérialisés par les nombreux amendements apportés aux lois de contrôle des flux de migration urbaine. (Posel 1991). En effet, les législations qui interdisent ou autorisent certaines pratiques, certains territoires et pas d'autres, certains emplois ou certaines interactions, se succèdent sous l'apartheid. La position de classe que certains individus « noirs » pouvaient négocier dans certains « espaces » restreints, tels que les villes, comme nous allons l'expliquer en infra, était constamment menacée et devait alors être négociée à nouveau.

La thèse défendue par D. Posel est que cette inconstance est due aux conflits internes et aux compromis entre intérêts divergents (par exemple les capitalistes Afrikaners pour un apartheid « pratique » et les intellectuels de *Broederbond* pour une ségrégation totale), et les écarts entre la mise en pratique et les intentions politiques que connaît le régime de l'apartheid.

¹⁴⁴ “A human or community-centred definition of class will illustrate the complexities of class experience and will thus present a dynamic conceptualisation. Through two life-history interviews of two black women from South Africa, this article illustrates that middle-classness for blacks during apartheid was marred with constant shifts related to the socio-economic and political impermanence of class position. Continuous negotiation driven by the need to be included in one's own community and the effects of being racially othered in interaction with whites and white spaces influences these shifts.”

A l'inconstance temporelle s'ajoute une des fractures territoriales. Le régime administratif pour les « Noirs » diffère selon les territoires. Une des distinctions géographiques fondamentales est celle établie entre les zones urbaines et les zones rurales. Le territoire devient politique.

En effet, l'idéologie de l'apartheid repose sur l'idée que les « *Natives* » sont naturellement des ruraux ou des citoyens des bantoustans. En conséquence, leur résidence et leur travail en ville sont sujets à des autorisations et interdictions depuis le début du XX^{ème} siècle, alors que les « Blancs » peuvent se déplacer, s'installer ou travailler où bon leur semble. Ainsi, en 1921, la commission pour les « *Natives Affairs* » écrit que « la ville est une aire européenne dans laquelle il n'y a pas de place pour le « *Native* » redondant qui ne travaille pas ou qui ne sert pas son peuple [...] » (Welsh 1971: 187)

Les lois successives finissent par créer trois régimes distincts de circulation pour les « Noirs » :

- Les résidents des Réserves (qualifiées ensuite de « *homelands* » ou de bantoustans¹⁴⁵), dont quatre se voient accorder progressivement autonomie puis indépendance par le gouvernement ;
- Ceux qui naviguent entre zones « blanches » et zones « noires » : les travailleurs migrants (mineurs, ouvriers sidérurgiste etc.), ouvriers agricoles employés des fermes « blanches », et donc tolérés, mais de façon temporaire ;
- Enfin, ceux qui sont nés en ville et y travaillent, et sont ainsi autorisés à y résider de façon permanente par la Section 10 de la loi de 1952.

Ainsi, dans chacune de ces zones, les trajectoires sociales des familles sud-africaines non-européennes sont différentes. Cette fragmentation explique sûrement le fait que les historiens et anthropologues de l'époque de l'apartheid produisent principalement des monographies : entre autres exemples, R. Southall (1979) et N. Mabandla (2013) étudient la formation d'une classe moyenne

¹⁴⁵ Le rattachement de tous les « Noirs » à un « *homeland* » est rendu obligatoire en 1970, qu'ils y aient vécu ou non, leur ôtant ainsi leur citoyenneté sud-africaine. Les bantoustans étaient en effet les seuls territoires où la possession de terre était autorisée pour les « Noirs » (Mabandla 2013).

« noire » embryonnaire dans le Transkei ; Brandel-Syrier (1971) conduit la même étude dans un *township* de l'Eastrand, de même que Bonner et Segal à Soweto (1998).

P. Gervais-Lambony explique que la distinction urbain/rural a une signification particulière en Afrique du Sud en raison des politiques d'organisation de l'espace de l'apartheid (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony 2007). La division a perdu de sa pertinence géographique car le territoire est devenu – de façon continue – politique. Parce que la négation du droit des « Noirs » à la ville a été très précoce¹⁴⁶ et a duré très longtemps, la coupure rural/urbain est vécue de façon spécifique. La ségrégation a profondément changé la structure même du territoire sud-africain. Des zones rurales africaines ont été mises à l'écart (sous le statut de « réserves » ou « *homelands* »), loin des marchés agricoles ; aussi sont-elles devenues des périphéries fonctionnelles et surpeuplées des villes, des réservoirs de main-d'œuvre dont les populations survivaient grâce à des revenus provenant des villes (retraites, envois d'argent par les familles)¹⁴⁷.

Si la ségrégation a eu un impact fort de segmentation, elle n'a cependant jamais été absolue. Force d'assignation identitaire et de division verticale, elle n' « écrasait » pas toutes les autres identifications sociales horizontales non seulement parce que le système de main-d'œuvre migrante n'a jamais été efficace au point d'enrayer l'urbanisation des « Noirs-Africains » et leur installation durable dans les *townships*, mais aussi parce que des identifications subjectives étaient créées par les acteurs sociaux au sein du système de classification raciale. Pouvaient ainsi se superposer des sous-catégories d'identification qui avaient du sens pour les individus eux-mêmes telles que les générations ou groupes d'âges, les quartiers d'origine, les groupes linguistiques ou les professions etc.).

¹⁴⁶ Voir le Native Land Act en supra.

¹⁴⁷ P. Gervais-Lambony (2007) prend pour exemple un espace d'« urbanisation déplacée » comme le Winterveld au nord de Pretoria, ne relevant ni de la ville, ni de la campagne, pour s'interroger : « Dans les cultures noires contemporaines d'Afrique australe, il faudrait voir dans quelle mesure la coupure espace noir/espace blanc ne prime pas tout à fait sur la coupure espace rural/espace urbain, ce qui expliquerait ainsi que les Sud-Africains passent de l'univers urbain à l'univers rural sans changer leurs pratiques et développent des stratégies familiales qui intègrent les deux espaces. »

1.2 L'émergence d'un « Johannesburg noir »¹⁴⁸ avec l'industrialisation et l'urbanisation

La découverte de gisements d'or et de diamants à la fin du XIX^{ème} siècle¹⁴⁹ bouleverse la situation économique et politique. La nouvelle richesse minérale attire en effet un grand nombre d'investisseurs, qui vont lancer l'industrialisation de l'économie sud-africaine et avec elle le développement des centres urbains (notamment la métropole de Johannesburg). La découverte entraîne aussi un choc économique et culturel pour les travailleurs Afrikaners et « Noirs » migrent vers les villes en formation. A. Sparks parle d'un « *great trek inward* » (Sparks 1991 [2007] :118).

Le changement concerne aussi la nature de l'économie. Avec l'industrialisation naît un besoin grandissant en capitaux. Les *randlords*, propriétaires des mines en grande majorité d'origine britannique, se sont appuyés sur le capital anglais pour développer les moyens de production, formant ainsi une classe de capitalistes aux intérêts communs.

L'industrialisation et l'urbanisation marquent le XX^{ème} siècle et sont les deux facettes d'un développement économique et social qui va inéluctablement « intégrer » la population « noire »¹⁵⁰, rendant ainsi progressivement irréalisable dans la pratique l'idéologie de « séparation » de l'apartheid. La période de l'industrialisation a aussi été marquée par une structuration spécifique de la main-d'œuvre sud-africaine (Freund 1999).

¹⁴⁸ Plusieurs auteurs ont pour objet d'étude le « *Black Johannesburg* » parmi les historiens des années 1960-1970 et récemment l'anthropologue D. Krige a intitulé sa thèse de doctorat « *Power, identity and agency at work in the popular economies of Soweto and Black Johannesburg* ».

¹⁴⁹ L'or se trouvant en profondeur et étant difficile à extraire, son exploitation a nécessité tout de suite un fort apport en capital, ce qui a très vite fait basculer l'économie en mode capitaliste intensif. (Sparks *ibid.* :120)

¹⁵⁰ Pour un résumé du débat qui a opposé les révisionnistes aux libéraux sur les liens entre capitalisme et apartheid, voir l'introduction de l'ouvrage de J. Hayem *La Figure ouvrière*. Selon D. Posel les termes du débat sont trop tranchés en posant « soit » la logique capitaliste « soit » la domination suprématisante. Selon elle, l'influx control était à l'interface des deux (*ibid.* : 9).

1.2.1 La formation de classes ouvrières

Avec la découverte des richesses minérales et la transition d'une économie agraire vers un capitalisme industriel, la stratégie coloniale envers la propriété foncière des « Noirs » change (Wolpe 1972). Alors que, par exemple, le gouvernement de la colonie du Cap avait encouragé le développement d'une classe de fermiers « noirs » propriétaires, il cherche désormais à libérer la main-d'œuvre de l'attache foncière afin de la pousser vers l'emploi salarié dans les mines (Webster 1978) ou pour la réalisation de grands projets d'infrastructure tels que la construction du port d'East London ou d'une voie ferrée entre Kimberley et Johannesburg.

Selon D. Posel (*ibid.* :24), c'est après la première guerre mondiale que l'investissement en capital des industries devient conséquent dans les secteurs de la manufacture, la construction mécanique, de la sidérurgie et de la chimie. Le résultat est une embauche massive d'ouvriers semi-qualifiés. L'afflux de travailleurs vers les villes est de plus favorisé par la dépossession foncière organisée par le Native Land Act à partir de 1913¹⁵¹. Puis, après la deuxième guerre mondiale, l'Afrique du Sud connaît un boom économique. Entre 1936 et 1946, selon l'historienne (*ibid.* :25), la population urbaine « africaine » augmente de 57,2%, dépassant ainsi la population « blanche » en ville. Selon B. Freund, à la fin des années 1940, même les villes les plus « blanches » (Bloemfontein et Pretoria, vieilles capitales des républiques boers) étaient peuplées en majorité par des « non-Blancs » (Freund 1999 :37).

Or, le régime voit une menace politique dans la constitution d'un prolétariat urbain. Selon D. Posel (*ibid.* :8),

« Le rassemblement d'un large prolétariat Africain, Indien et Coloured dans les centres urbains nourrissait la menace d'une résistance noire unie à la domination blanche. Les architectes de l'apartheid se sont alors munis d'outils pour enrayer la croissance de la

¹⁵¹ Un de nos interviewés, Matthew, a une histoire familiale qui illustre cet exode rural forcé. Son père est de Kliptown. Son grand-père avait une terre, un bassin houiller et des magasins. Mais ils ont perdu la terre au moment de la succession durant l'apartheid. Son père a dû repartir de zéro en travaillant comme commercial, acheteur pour diverses sociétés de sidérurgie. Sa mère travaillait dans une usine de vêtements mais comme elle avait un peu d'ambition, elle a ouvert son magasin. Voir la 2^{ème} partie.

population urbaine africaine sans pour autant mettre à mal les bénéfices économiques de la main-d'œuvre africaine. »¹⁵²

Un système va être mis en place dans ce but et il sera au cœur de la politique d'apartheid jusqu'à son abolition en 1986 : la politique d' « *influx control* »¹⁵³, « construite à l'interface de l'Apartheid et du capitalisme »¹⁵⁴. C'était un outil indispensable au projet de séparation et de lutte contre l'urbanisation africaine qui visait à contrôler la distribution de main-d'œuvre africaine entre zones rurales et urbaines.

Le mode de production capitaliste distingue ainsi au sein de son système d'exploitation deux mains d'œuvre. Grâce aux lois de « *job reservation* »¹⁵⁵, l'insertion sur le marché du travail et la rémunération de l'une (« blanche ») est favorisée au détriment de l'autre (« noire »), ce qui parvient à créer de la compétition entre les deux classes ouvrières¹⁵⁶. Par exemple, les ouvriers « blancs » – dont les niveaux de salaire sont menacés par l'ouverture de

¹⁵² “*The massing of a large African, Indian and Coloured proletariat in urban centres nurtured the threat of united black resistance to white domination. The architects of Apartheid, therefore, grappled with ways of curtailing the growth of the urban African population without undermining the economic benefits of African labour.*”

¹⁵³ La politique est mise en œuvre avec la loi de 1952 *Natives Laws Amendment Act* qui détermine les catégories de travailleurs ayant le droit de résider en ville et ceux devant en être expulsés. La section 10 de cette loi précise que les résidents autorisés à vivre en ville doivent y être nés et y avoir résidé depuis 15 ans de façon continue, à moins qu'ils n'y aient travaillé pendant 15 ans, ou qu'ils n'aient travaillé pour le même employeur pendant 10 ans.

¹⁵⁴ Posel nous donne une des définitions les plus complètes du système de contrôle des populations « noires » : “[...] *Influx control* was built at the interface of Apartheid and capitalism in the country. The system, like its segregationist predecessor was geared towards the simultaneous pursuit of white political supremacy and with economic prosperity. [...] Industrial prosperity went hand in hand with the expansion of an impoverished urban African proletariat, the very process which generated the most serious challenges to the preservation of the white supremacy.”

¹⁵⁵ Plusieurs lois sectorielles précèdent l'adoption du *Job Reservation Act* en 1926 qui interdit aux « Noirs » d'exercer des professions qualifiées en ville mais les y autorise dans les Bantoustans. On parle aussi de « *colour bar* ». Dès 1911, le *Mines and Work Act* réserve aux « Blancs » les emplois qualifiés dans les mines. Mais cette loi était dans la pratique contournée par les propriétaires des mines qui faisaient appel à la main-d'œuvre « noire », peu onéreuse, même aux postes qualifiés en comparaison des « Blancs ». Il existe aussi au Cap une préférence à l'emploi des « *Coloureds* » en ville. (*Coloured Labour Preference*) (Freund 1999 :41). Selon le site de ressources en ligne South Africa history <http://www.sahistory.org.za/topic/rand-rebellion-1922>, depuis la première guerre mondiale les salaires des « Blancs » avaient augmenté de 60% et ceux des « Noirs » de 9% seulement.

¹⁵⁶ En 1920, le prix de l'or étant en baisse, la direction des mines annonce sa volonté de supprimer le « *colour bar* » pour ainsi augmenter le ratio d'employés « noirs » par rapport aux « Blancs » et réduire les coûts. Et ils obtiennent satisfaction puisqu'en 1926, le *Mines and Work Act* deuxième mouture vient renforcer la loi de 1911. Elle confère des certificats de compétence dont les « Noirs » et les « Indiens » sont exclus. Dans la même logique, en 1951, le *Bantu/Native Building Workers Act* cherche à protéger les intérêts des travailleurs blancs et coloureds dans le secteur du bâtiment.

l'embauche à une masse de travailleurs « noirs » de plus en plus qualifiés – réagissent alors fortement en lançant des grèves sporadiques en 1921 qui déclenchent une situation d'insurrection généralisée à Johannesburg.¹⁵⁷

Selon Beal *et al.* (2002 :36), le mode de production fordiste est « racialisé » car il profite largement aux travailleurs « blancs » au détriment des « Noirs » notamment parce que la consommation de masse était réservée à la population « blanche » et que l'essentiel de la production était réalisé par la population « noire » (Gelb 1993 :13 cité dans Beal 2002 :36).

Le régime tente également de réguler la constitution d'organisations syndicales. Le premier syndicat « noir » est créé en 1919 : *Industrial and Commercial Workers Union* par Clemens Kadalie pour réclamer des salaires plus élevés pour les travailleurs « noirs ». C'est surtout dans les années 1940 que les syndicats « Africains » gagnent en taille et en poids politique. Des syndicats « mixtes » se forment également. Mais le pouvoir va chercher à interdire les syndicats qui unissent des travailleurs de groupes différents, puis il interdit tout syndicat « noir » (Posel 1991 :38). En 1945, 40% de la main-d'œuvre industrielle noire est syndiquée (soit environ 100 000 travailleurs) (*ibid.*).

L'introduction d'un mode de production capitaliste – que certains qualifient de « fordisme racial »¹⁵⁸ – a donc bien créé une classe ouvrière « noire » qui, dépossédée de ses droits de propriété et d'exploitation foncières, n'avait que sa force de travail à vendre. Mais la logique de domination raciale était plus forte que celle de la rentabilité économique. Ainsi la classe ouvrière était scindée dans chaque secteur par un « *colour bar* » qui a empêché les solidarités intra-raciales. La lutte contre l'apartheid s'est donc organisée principalement au sein du groupe

¹⁵⁷ Les grèves se généralisent à différentes industries autour de Johannesburg à l'appel du leader du parti communiste de Fordsburg en 1922, déclenchant une véritable révolution armée des « rouges » dans la ville (appelée « la révolte du Rand ») sévèrement réprimée par l'armée. La place de Fordsburg est bombardée pour venir à bout des rebelles en mars 1922 tuant environ 200 personnes et en blessant un millier. 15000 hommes sont licenciés et la production d'or chute.

¹⁵⁸ Même si, selon B. Freund (1999 :41), le travail à la chaîne n'a jamais été très développé dans les usines sud-africaines et que la capacité de consommation de la main-d'œuvre « noire » était des plus réduites, d'où le qualificatif « racial » car les « Noirs » produisaient et les « Blancs » consommaient. Par exemple, la production automobile était orientée vers les besoins des classes moyennes « blanches ».

des « Noirs » (ou des « Indiens »¹⁵⁹) selon une logique raciale qui démontre l’emprise – et la relative efficacité – du système d’assignation identitaire et de division des intérêts des travailleurs du régime.

1.2.2 Une dynamique de stratification sociale croissante à partir des années 1940

« [...] certaines sources suggèrent que la politique publique durant la période de l’apartheid n’a pas seulement retardé les processus de formation de classes sociales parmi la population africaine dans son ensemble (à travers la discrimination raciale) mais a aussi constitué des schémas de différenciation (et peut-être de stratification) au sein de celle-ci. » (Seekings et Natrass 2005: 232)¹⁶⁰

Cette citation souligne l’impact paradoxal des politiques publiques durant l’apartheid sur la structure sociale « noire ». En même temps que de réduire – et de maintenir – les travailleurs « noirs » dans un statut de prolétaire et de constituer ainsi une identité de classe sociale, l’apartheid créa des inégalités à l’intérieur de ce même groupe.

Ceci s’est notamment produit par l’urbanisation progressive des « Noirs », rendue durable par l’ouverture de postes semi-qualifiés, puis qualifiés, et par des opportunités de logement. Paradoxalement, le régime a généré l’urbanisation durable et croissante de certains travailleurs « noirs » dont l’économie avait besoin, tout en élaborant un dispositif législatif pour contrôler cette urbanisation perçue politiquement comme le problème principal du pouvoir Afrikaner. Or, la propriété étant interdite jusqu’en 1986, à de rares exceptions près, les perspectives d’ascension sociale pour les « Noirs » se situaient pour l’essentiel en ville, grâce à l’accès à l’éducation pour certains et à des emplois salariés qualifiés pour d’autres.

¹⁵⁹ Même si par exemple les « Indiens » ont constitué le *Natal Indian Congress* dès 1894 pour lutter contre les discriminations.

¹⁶⁰ “[...] there is selective evidence suggesting that public policy during the apartheid period not only stunted processes of class formation among the African population as a whole (via racial discrimination) but also shaped patterns of differentiation (and perhaps stratification) within it.”

La période fordiste et l'ouverture de postes semi-qualifiés dans l'industrie

Les années 1940 représentent un changement de dynamique économique pour les populations « noires » avec un assouplissement des restrictions d'emplois et des droits à résider en ville. D. Posel parle d'une « expansion du secteur manufacturier, associée au départ temporaire de nombreux travailleurs blancs pour l'armée durant la deuxième guerre mondiale », secteur qui accueille ainsi de plus en plus de travailleurs « africains » (1991 :26)¹⁶¹. Durant les années 1940, le secteur industriel reçoit en effet une injection massive de capitaux, ce qui permet un degré sans précédent de modernisation et de mécanisation. Cela entraîne une demande accrue de main-d'œuvre semi-qualifiée afin d'opérer sur les nouvelles machines (p.27). En 1948, selon le Conseil salarial étatique, les Africains constituaient 5.8% de la main-d'œuvre qualifiée et 34,5% de la main-d'œuvre semi-qualifiée du secteur manufacturier.

La période post-fordiste et l'amplification de la stratification sociale parmi la population « noire » au profit des urbains éduqués du secteur des services

Le sociologue O. Crankshaw (1996) documente lui aussi cette ouverture progressive des emplois semi-qualifiés pour la population « noire » urbaine : d'abord dans le secteur manufacturier dans les années 1960 et 1970, puis dans le secteur des services au début des années 1970. Selon O. Crankshaw, la progression professionnelle des « Noirs » se fait au bénéfice d'un glissement du « *colour bar* » vers le haut, la promotion étant toujours plafonnée. L'« avancement » des « Noirs » était donc conditionné à la mobilité ascendante des « Blancs » vers des emplois mieux rémunérés et plus qualifiés (Crankshaw 1996 : 656)¹⁶².

Le problème majeur du régime étant l'urbanisation des « Noirs », des catégories de citoyens sont créées par le système législatif, en fonction de leur degré d'intégration en ville (durée et occupation d'un emploi selon la section 10¹⁶³ qui octroie les statuts de résidents légaux). Le système d'organisation de la main-

¹⁶¹ “Between 1935 and 1945 the number of Africans employed in manufacturing rose by 119.1 per cent, from 112,091(which constituted 46,3 per cent of the workforce) to 245,538 (54,6 per cent of the workforce).”

¹⁶² “The decline in the employment levels of white routine white-collar and artisanal workers has been a result of their upward occupational mobility into managerial, professional semi-professional and supervisory jobs.”

¹⁶³ De la loi de 1952 cf. supra.

d'œuvre migrante créa ainsi trois catégories de travailleurs « noirs » en zone urbaine :

- ✓ les travailleurs urbanisés installés de façon permanente ;
- ✓ ceux qui avaient migré en ville récemment avec l'intention d'y rester ;
- ✓ et les migrants temporaires qui disposaient d'un lieu de résidence en dehors de la zone urbaine (Posel *ibid.* :157).

Or, parmi ces trois catégories, la première confère un statut relatif de « privilégiés » aux résidents urbains. Les « Noirs » qui avaient été reconnus comme résidents citadins pouvaient en effet bénéficier d'un meilleur accès au logement, à l'éducation et aux services que leurs homologues des zones rurales.

Ainsi, tout au long des années 1940-1960, les villes sont devenues des lieux de peuplement et de vie sociale, culturelle et économique pour les populations « noires » malgré la volonté initiale du régime de maintenir une main-d'œuvre migrante, toujours de passage dans les villes.

Une inégalité croissante de revenus se forme alors entre les campagnes marginalisées et les régions urbaines relativement « privilégiées » (Seekings et Natrass 2005). Les ménages « noirs » urbains perdent à cette période-là progressivement tout lien avec la terre et en viennent à dépendre quasi-exclusivement du salaire comme revenu principal.

De plus, les années 1960, bien que marquées par une répression policière accrue, sont un moment d'accélération de l'ascension sociale des travailleurs urbains déjà enclenchée depuis les années 1940. O. Crankshaw montre que la proportion d' « Africains » dans les emplois semi-qualifiés était de 24% en 1965 puis de 41% en 1990 (1996:7-9), la proportion a doublé de 15% à 31% entre 1965 et 1990 pour l'emploi routinier de cols blancs (1996 : 645-6)¹⁶⁴. Les emplois les plus concernés sont ceux d'infirmier(e)s (43%), d'enseignant(e)s (54%), d'inspecteurs scolaires (62%), de prêtres (29%) ou d'assistants techniques (20%), ainsi que dans les emplois administratifs de bureau, de commerce et dans les transports. B. Nzimande (1990 :173) et H. Wolpe (1972, 1977) ont également documenté la montée progressive de cohortes d'employés « noirs » dans les années 1970-1994 vers des

¹⁶⁴ “The African proportion of routine white-collar employment doubled between 1965 and 1990, rising from 15 percent to 31 percent.”

emplois dits « *semi-professionals* » tels que l'enseignement, le paramédical ou des emplois de bureau peu qualifiés.

Pourtant, la gestion urbaine évolue dans un sens contraire à leur intégration : les expulsions se multiplient et la construction de logements pour les populations « noires » est brutalement arrêtée à l'exception des *hostels* pour travailleurs célibataires (Freund 1999 :40-1).

La situation économique change avec le ralentissement de la croissance industrielle à la fin des années 1970 alors que l'emploi dans les services continue de croître (Beall *et al.* 2002 :38). Des emplois de col blancs et d'infirmier(e)s sont alors ouverts aux « Noirs », le besoin de main-d'œuvre ne pouvant être satisfait par la seule force de travail « blanche ».

La présence de plus en plus importante de populations « noires » en zones urbaines a progressivement demandé davantage d'enseignants et un accès à des services sociaux, stimulant ainsi la croissance d'emplois dans les services. Afin de satisfaire un besoin croissant en main-d'œuvre éduquée, le gouvernement introduit des réformes importantes de l'éducation des « Noirs » au début des années 1970. Selon Beall *et al.* (2002 :36-8), les réformes du système éducatif permettent en effet à de nombreux urbains « Africains » d'achever un cursus secondaire et d'expérimenter une mobilité sociale ascendante dans des emplois de bureau dans le secteur des services.

A Soweto, par exemple, quarante écoles secondaires sont construites en 1974 et ces réformes sont accompagnées du développement de l'emploi des « Noirs » dans le gouvernement et les sociétés du secteur privé (Beall *et al.* 2002 : 38). Néanmoins, selon B. Freund, face à l'afflux démographique dans les métropoles¹⁶⁵, le régime s'est trouvé en contradiction croissante avec l'économie urbaine, ne parvenant pas à fournir assez de services, ce qui le conduira au final à sa perte (Freund 1999 :43).

L'expansion du secteur des services a eu deux effets : d'un côté, la mobilité inter-générationnelle d'une population éduquée et urbaine (« noire » et « blanche »)

¹⁶⁵ Renforcé par ailleurs par un afflux considérable de main-d'œuvre migrante à la suite de la normalisation des relations de l'Afrique du Sud avec les pays voisins.

quittant des métiers manuels pour des professions intermédiaires et supérieures ; et d'un autre côté, la croissance du secteur des services a également entraîné l'expansion de bas salaires, comme ceux des emplois de domestiques. En contraste avec la période précédente, la période post-fordiste se caractérise également par la croissance du taux de chômage (Beall *et al.* p.39). La croissance se fait plus irrégulière au cours des années 1980, et son rythme est inférieur à l'augmentation de la population (Freund 1999 :43). L'emploi industriel a atteint un sommet au début des années 1980 mais il est en baisse depuis.

Selon Seekings et Natrass (1998, 2005), cette période voit émerger une division sociale croissante entre, d'une part, une classe ouvrière et une classe moyenne désormais multiraciales, et, d'autre part, une masse de chômeurs « noirs ». De plus, alors que l'État est traditionnellement interventionniste en faveur des travailleurs « blancs », à partir de la fin des années 1970, l'État intervient de moins en moins dans la structure du marché du travail. (Beall *et al.* 2002 : 43)

Selon Beall *et al.* (*ibid.*), ces changements de régimes sont particulièrement visibles en matière d'inégalités à l'échelle de Johannesburg en raison de la part importante de la population « noire » de la ville. Entre 1946 et 1996, alors que la part de la population « blanche » dans la ville se réduit de moitié (de 40% à 20%), celle des « Noirs » passe de 50% à 70%. (Beall *et al.* *ibid.* :40) La ville a également une part conséquente de travailleurs « noirs » sans emploi.

A partir de là, il devient pertinent de parler d'un « Johannesburg noir » issu de ces décennies d'économie urbaine exigeantes en main-d'œuvre et pendant lesquelles des lotissements sont construits en périphérie de la métropole pour loger les travailleurs « noirs » et leurs familles : les *townships*. Le « *Black Johannesburg* » est donc à la fois une entité historique et géographique (Krige 2001:4).

1.3 Identifications spatiales et espaces « racialisés » à Johannesburg

Ce système institutionnalisé de ségrégation – donc d'assignation identitaire – combiné à la structure économique industrielle a laissé une empreinte géo-spatiale

dans la ville. Notre cas d'étude est ici celui de Johannesburg, mais l'ensemble des centres urbains sud-africains a été touché.

1.3.1 Les structures socio-raciales de la ville de Johannesburg

Nous avons cherché à connaître, en parallèle de nos interrogations sur les identités sociales, de quelle manière l'espace – résidentiel et commercial – continuait de marquer et démarquer les identités (sociales et raciales) à Johannesburg.



Figure n°6, Johannesburg, *Central Business District* (CBD), source: auteur.

Le bilan de la planification urbaine depuis 1994 est ambivalent. S'il y a eu des progrès indéniables comme l'électrification et l'accès aux services de base des habitants de la métropole depuis 1994, force est de constater que les zones d'habitat informel s'étendent, la pauvreté demeure élevée et le coefficient de Gini (de 0,75 selon ONU-Habitat 2010 :73-193) place la ville parmi les plus inégales au monde (Dirsuweit 2009 :77). Par ailleurs, l'augmentation du recours à des mesures de sécurité privée augmente la dynamique de fragmentation (Dirsuweit 2009, Bénit-Gbaffou 2006). Ainsi, certains voient dans Johannesburg le « spectre du futur urbain mondial » (Beall *et al. ibid.* :3) mais dans tous ses paroxysmes : fracture sociale, consumérisme grandissant aux côtés d'une pauvreté criante, violence et menace d'explosion sociale.

La ville de Johannesburg s'est progressivement structurée selon un axe Nord-Sud. Cette structure est symbolisée dans l'espace par la ligne des anciens terrils miniers qui borde encore aujourd'hui le flan Sud du centre-ville de Johannesburg.

- Au sud de la métropole, se trouvent des banlieues ouvrières et des zones industrielles, puis derrière les espaces de friche industrielle ou de terrils miniers (appelées « zones tampons » sous l'apartheid) ont été construits les quartiers d'assignation résidentielle (*townships*) créés dans les années 1950. Pour les « *Coloureds* » : Western Native Township (maintenant devenu Westbury), Eldorado Park ; pour les « Noirs » : Klipspruit (dès 1905), puis Orlando et Soweto ; et pour les « Indiens » : Lenasia.
- Au Nord, on trouve le « deuxième » centre d'affaires de *Sandton*, construit *ex-nihilo* dans les années 1979-80 quand le centre-ville de Johannesburg s'est peu à peu vidé de sa population « européenne » fuyant l'insécurité croissante¹⁶⁶. Le long de l'autoroute vers Pretoria (N1), s'étalent les banlieues associant commerces et résidences huppées : Rosebank, Melrose Arch, Houghton etc¹⁶⁷.

Cette configuration est ancienne, et probablement durable. Elle nous renseigne en fait sur le caractère économique du système ségrégationniste. En effet, ce sont les propriétaires des mines qui ont très tôt inauguré la tendance structurelle selon laquelle les banlieues du Nord abriteront les professions supérieures et dirigeantes de Johannesburg¹⁶⁸, alors que les banlieues au Sud, plus enclavées, mais aussi à l'Est et à l'Ouest, logeront les familles de la classe ouvrière des industries et des mines. (Hart 1976 cité par Beall *et al.* 2002 :47).

La ruée vers l'or, puis l'industrialisation et l'urbanisation rapide ont entraîné la constitution de squats et de quartiers d'habitat mixte tels que Doornfontein,

¹⁶⁶ Les anciens quartiers huppés du centre (Yeoville, Hillbrow) et de l'inner-city (aujourd'hui en voie de « réhabilitation » ou gentrification (Braamfontein par exemple) sont alors investis par de nombreux immigrés des pays africains voisins, à la recherche d'un travail.

¹⁶⁷ Les paysages y sont proches des banlieues américaines : des pavillons de plain-pied reproduits à l'infini autour de grandes avenues et souvent entourés de hauts murs surplombés de clôtures électriques ou de barbelés. La perte d'activité du centre-ville et la tendance à la tertiarisation de l'économie renforce la dimension professionnelle et économique de ces banlieues, comme Rosebank, siège de grands cabinets d'avocats, d'assurances etc.

¹⁶⁸ Ces quartiers en hauteur (sur le « *ridge* ») ont été choisis comme lieux de résidence par les premiers propriétaires de mines (*randlords*) pour la qualité de l'air.

Sophiatown ou Vrededorp, puis la construction de logements sur les terrains agricoles de Klipsruit par le gouvernement (national et local), des *townships* qui formèrent « *matchbox city* », premier nom de Soweto (Bonner et Segal 1998 :31)¹⁶⁹. La construction d'un bâti ségrégué selon des catégories raciales, résultat d' l'effort conjoint de l'Etat et de certains acteurs du secteur privé (Oppenheimer), a laissé une empreinte durable sur la géographie de Johannesburg. Pendant l'apartheid, le lieu de résidence d'une personne permettait de déduire son appartenance communautaire (« raciale ») et son groupe social. La localité participait donc fortement de la construction de l'identité des individus.



Figure n°7, vue de Soweto depuis l'Oppenheimer Tower, Central Western Jabavu, source: auteur, cliché pris en décembre 2012.

Le schéma Nord-Sud de la ville a donc été accentué par les mesures du gouvernement apartheid qui créent des zones géographiques séparées pour les « Noirs », les « *Coloureds* » et les « Indiens » et éloignent celles-ci au maximum du centre-ville et des banlieues nord, qui sont, elles, déclarées zones réservées aux « Blancs »¹⁷⁰. De telles mesures nécessitent de déloger les résidents « noirs »,

¹⁶⁹ “By the late 1950’s, the spread of townships around Orlando housed nearly half a million people, but it remained a city without a name. [...] informally, the area came to be known as ‘Matchbox city’ because of the row upon row of identical little brick boxes that dotted the landscape.”

¹⁷⁰ Les populations « noires », « indiennes » ou « *Coloureds* » peuvent s’y déplacer mais à la condition d’être munis de papiers d’identité et de « *pass* », qui, en fonction de leur numéro, donnaient un accès plus ou moins prolongé dans ces zones urbaines blanches. Ces conditions

« *coloureds* » et « indiens » des « quartiers libres » et urbains qui s'étaient constitués après la première guerre mondiale (District-Six au Cap, Sophiatown et Vrededorp à Johannesburg etc.) pour les reloger de force dans des banlieues construites au sud. En fait, la ville, dans sa structure même, a été mise au service du système économique de l'apartheid. Il n'y avait de contrôle de populations que s'il y avait un contrôle de l'espace.

« Le contrôle des populations noires, reléguées dans des espaces ségrégués, permettait leur utilisation à bas coût dans les industries de Johannesburg, le transport des Noirs étant organisé collectivement (train, bus) vers les zones industrielles, et financé par les pouvoirs publics et les entreprises. Ce système économique quasi-fordiste – caractérisé par l'emploi industriel de masse, la prolétarianisation de la main-d'œuvre, le paternalisme des compagnies ou de l'État – profitait donc de l'hyper-ségrégation de la ville d'apartheid » (Bénit-Gbaffou *in* Dorier-Apprill et Gervais-Lambony 2007 :33).

1.3.2 Une stratification sociale interne au township, l'exemple de Soweto

Parce qu'il a hébergé les héros les plus médiatiques de la lutte contre l'apartheid¹⁷¹ et la révolte des jeunes en juin 1976 qui a déclenché des grèves générales et une résistance qui mettra fin au régime ségrégationniste environ 10 ans après, Soweto est devenu le symbole de la libération de la majorité « noire » opprimée.

rendaient l'expulsion possible à tout moment de ces espaces, y compris ceux qui étaient normalement « publics », tels les rues ou les parcs.

¹⁷¹ Dont les deux Prix Nobels de la Paix Desmond Tutu et Nelson Mandela qui étaient résidents de la même rue dans Orlando, Vilakazi street, aujourd'hui transformée en parcours touristique et en musée.

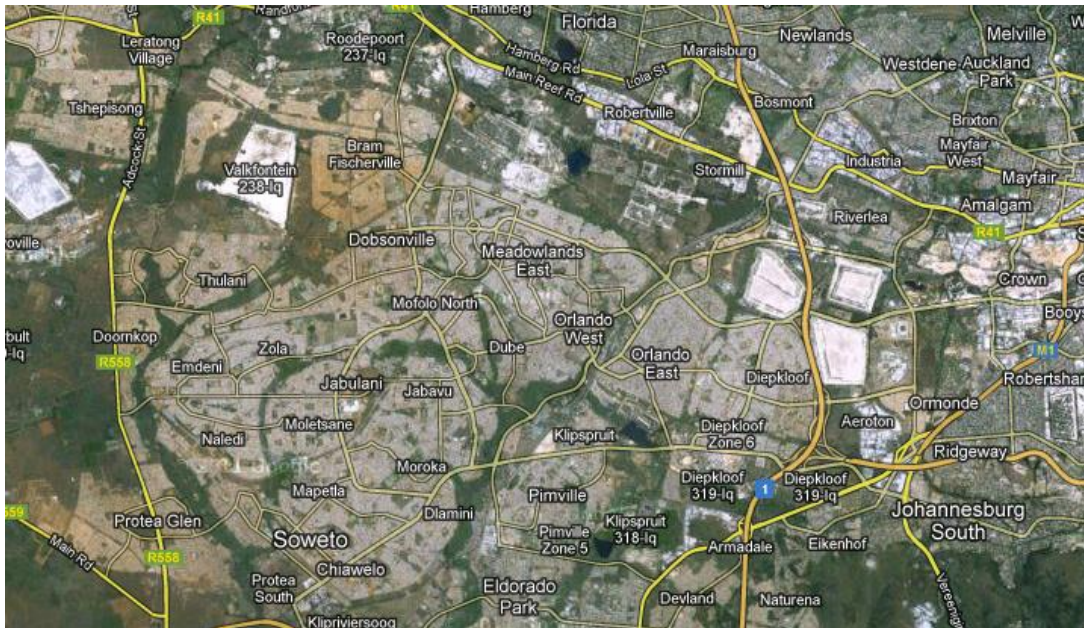


Figure n°8, les quartiers de Soweto, source : google maps.

Ce quartier a été construit par le *City Council* de Johannesburg, en 1950 avec quelques 70 000 maisons (120 000 aujourd’hui selon Guillaume 2001 :21), dites « boîtes d’allumettes » (*matchboxes*) pour loger les populations « non-blanches » que l’on avait préalablement délogées de leurs quartiers d’habitats mixtes considérés trop proches de la ville¹⁷².

Durant les années 1960 et 1970, des anthropologues et des sociologues se sont penchés sur le sujet de la stratification sociale en milieu urbain, parmi lesquels : Mayer et Mayer (1961) sur l’urbanisation à East London ; Brandel-Syrier (1971) sur Reeftown ; Wilson et Mafeje (1963) sur le *township* de Langa à Cap Town et Kuper (1965) sur la classe moyenne à Durban. Ces études décrivent des pratiques de différenciation au sein d’une culture largement dominée par la classe ouvrière dans les *townships*. La ville de Johannesburg étant au cœur de l’économie sud-africaine, autant dans sa phase fordiste basée sur l’extraction de minéraux que dans la période qui suit, les vastes *townships* qui l’entourent sont très peuplés. En effet, selon Bonner et Segal (1998 :45) : « Le travail de col blanc est une aspiration pour la plupart des Sowetans. Et Johannesburg est le centre financier, le centre des

¹⁷² Dans le cas de Soweto, les personnes venaient essentiellement de Sophiatown et de Vrededorp surnommé Fietas par les populations « *coloureds* ».

affaires et de l'économie des services. »¹⁷³ Ces quartiers sont le lieu de formation d'une élite et d'une stratification sociale malgré le nivellement opéré par les conditions de la ségrégation. (Brandel-Syrier 1971).

Selon les auteurs de *Soweto, a history*, « Dès le début des années 1960, si ce n'est avant, Soweto était une société très consciente de ses classes sociales et de ses statuts. » (1998:58). Ils s'appuient sur une enquête réalisée par P. Mayer en 1964/5 montrant que la plupart des résidents de Soweto divisait la population en trois ou quatre classes : « une fine strate de professions intellectuelles et supérieures (« *professionals* ») et d'hommes d'affaires qui formaient une élite clairement distincte, une classe moyenne de travailleurs semi-qualifiés, de chauffeurs, d'officiers de police, d'administratifs etc. qui adoptaient un style de vie plus occidental et urbain représentant environ un quart de la population ; et les 'travailleurs ordinaires' parmi lesquels beaucoup d'enfants et de petits-enfants d'immigrants. » P. Mayer (1979) explique qu'en raison de cette grande mixité (« des enseignants, des infirmières, des docteurs, des hommes d'affaires vivant aux côtés des pauvres »), les différences de statut sont plus distinctivement ressenties à Soweto.

La politique de logement mise en place par les municipalités, puis par l'État à partir des années 1960, a d'ailleurs pris acte de cette stratification en créant des quartiers pour « classes moyennes ». C'est le cas de celui de Dube à Soweto par exemple. Un de nos interviewés, Xolani, 28 ans, (entretien n°2) en est originaire. Il nous raconte que son grand-père, officier engagé dans la deuxième guerre mondiale, fut « récompensé » par la fourniture d'une maison (sous bail locatif de longue durée) dans le quartier de Dube. Cette concession fut un événement majeur dans la trajectoire sociale de la famille. La maison, même en location, représentant un capital économique important, a pu être transmise à la génération suivante lors des mesures d'assouplissement de l'apartheid dans les années 1980 et, grâce à la reconnaissance du droit de propriété pour les « Noirs » (en 1986). Cela a renforcé le processus de distinction sociale (en sus des qualifications).

¹⁷³ « *White-collar work was a key aspiration for many Sowetans. Also because Johannesburg was the centre of the finance, business and service sectors of the South African economy.* »

D. Posel (*ibid.* :266) résume ainsi cette contradiction inhérente au système : « En dépit de l'objectif de la législation apartheid de garder les « Noirs » en dehors des zones urbaines, elle a aussi conféré la résidence permanente à environ 5 à 6 millions de « Noirs » au tournant des années 1980. »¹⁷⁴ Selon elle, avec l'installation pérenne de ces « Noirs urbains légalisés » ayant accès au logement et aux services sociaux, c'est le début de trajectoires de « classes moyennes » car les enfants pouvaient trouver des emplois mieux payés que ceux de leurs parents.

1.4 La classe moyenne noire sous l'apartheid : réalité ou effet d'optique ?

Faut-il alors parler de la constitution d'une « classe moyenne noire », notamment dans les centres urbains, étant donné l'ensemble des conditions économiques, sociales et politiques que nous venons d'évoquer ?

Les sociologues sud-africains publient à cette période-là des études contradictoires. Selon S. Nolutshungu (1983:116), la classe moyenne africaine représente moins de 1% de la population « africaine » totale en 1970, alors que H. Wolpe (1977:153) l'estime dix fois plus importante : à plus d'un million d'individus¹⁷⁵. Les mesures empiriques varient grandement en fonction de définitions différentes de la classe moyenne (faut-il inclure les employés (comme la conceptualisation de Wright) ou non (comme Poulantzas) ? (Crankshaw 1995 :3).

Et les interprétations de l' « avancement africain » varient beaucoup également en raison de grilles d'analyse idéologiques de l'époque. L'intérêt pour les classes sociales et l'éclosion du débat entre libéraux et révisionnistes structurant les sciences sociales sud-africaines durant l'apartheid sont en effet concomitants.

Après la croissance économique des années 1960 et la mobilité professionnelle conjointe observée, les sociologues se divisent au sujet de l'impact de ces

¹⁷⁴ « *Although apartheid legislation aimed to keep Blacks out of the urban areas, it also granted permanent urban residence to about 5 to 6 million Blacks by 1980.* »

¹⁷⁵ « [...] *enormous increase in the African middle class between 1960 and 1970* ».

phénomènes sur les inégalités raciales. Les libéraux pensent que la poursuite de la croissance va éroder les inégalités raciales en absorbant de plus en plus de « Noirs » dans la main-d'œuvre même qualifiée (érodant le « *colour bar* »), alors que les révisionnistes pensent que ces évolutions n'entament pas la structure profondément ségrégationniste du système¹⁷⁶ (qui conserve des salaires plus bas pour les « Noirs » et déplace le « *colour bar* » vers le haut). En conséquence, l'existence et l'évolution de la classe moyenne « noire » sont des éléments-clés du débat entre les deux camps.

« Bourgeoisie », « élite » ou « classe moyenne », ce que nous dit la terminologie employée

Le caractère minoritaire, « émergent » ou embryonnaire de cette strate sociale transparaît dans les termes choisis par les auteurs (sociologues et géographes) qui publient des enquêtes sur la stratification sociale des sociétés « noires » à l'époque.

R. Southall voit se développer une « petite élite noire » assez reconnaissable dans les aires urbaines et il emploie aussi bien le terme « *petty bourgeoisie* » que « *middle class* » pour qualifier cette strate émergente. Mais, selon lui, sa situation restait néanmoins toujours précaire et peu généralisable car elle dépendait de la capacité de chaque individu à acquérir des certificats d'exemption par rapport aux lois ségrégationnistes : pour contourner les restrictions de mouvement, les couvre-feux et les interdictions de résidence selon le système des « *passlaws* » (Southall 2012). On trouve l'emploi d'expressions traduisant la petite taille numérique de ce groupe : « *African bourgeoisie* » pour Kuper (1965), « *elite* » pour Brandel-Syrier ou encore « *African petty bourgeoisie* » pour Nzimande (1990). Selon Cobley qui réalise une étude sur la « *black petty bourgeoisie* » de 1924 à 1950 (1990 :59) et N.

¹⁷⁶ Pour les révisionnistes, l'apartheid et le capitalisme étaient donc complémentaires, le capitalisme, régime d'exploitation économique, pouvant même être fonctionnel à l'application du principe de suprématie des Blancs. Pour les libéraux, le développement de l'économie capitaliste allait à l'encontre des mesures contraignantes du régime notamment sur la main d'œuvre. Débat que M. Lipton tente de dépasser en 1985 en défendant la responsabilité de certains secteurs de l'économie (capitalistes et travailleurs compris) : “[...] *apartheid cannot simply be explained as the outcome of capitalism or of racism. Its origins lie in a complex interaction between class interests (of white labour as well as of sections of capital) and racism/ethnicity, reinforced by ideological and security factors.*” (1985 :365)

Mabandla¹⁷⁷, certains individus ont pu bénéficier d'une éducation de qualité au contact des missionnaires et ceci a constitué un facteur important pour la « *petty bourgeoisie* ».

Ces termes¹⁷⁸ nous indiquent la présence d'une strate encore minoritaire dans les années 1940-1960 qui parvient à émerger de la condition de prolétariat. L. Kuper emploie le terme « bourgeoisie » car il se réfère aux « strates professionnelles supérieures de la société Africaine¹⁷⁹ ». Les professions concernées étaient les suivantes : cadres et professions supérieures, commerçants, fonctionnaires municipaux et du gouvernement, les professions intellectuelles dont les enseignants, le clergé ou les infirmières (Kuper 1965 : ix).

Pour d'autres, la croissance d'une « classe moyenne noire » tient non pas à des trajectoires exceptionnelles ou à des circonstances contingentes, mais de façon plus structurelle au changement des politiques d'apartheid et des processus de production capitalistes (Crankshaw 1997). C'est aussi le point de vue rétrospectif des auteurs de l'ouvrage *Uniting a divided city* sur l'histoire de la géographie sociale de Johannesburg : « la classe moyenne de Johannesburg comprend une large proportion de managers et professions supérieures noires » (Beall *et al. ibid.* : 40).

¹⁷⁷ La monographie de N. Mabandla concerne cependant les trajectoires de la classe moyenne « noire » dans un bantoustan (Transkei), donc selon des conditions politiques et économiques très différentes de celles que l'on vient d'évoquer. Il retrace la constitution d'une classe moyenne « noire » possédante au début du XIX^{ème} siècle qui a pu se développer grâce à l'éducation offerte par les missionnaires, aux titres de propriété accordés ensuite dans les « réserves noires » et à l'accès aux professions de la traduction et des métiers d'Eglise. Selon Mabandla, par l'intermédiaire de l'éducation élitiste des missions, la culture occidentale a été promue de même que les valeurs conformes au développement du capitalisme, de l'individualisme et d'une culture de consommation. (Mabandla 2013 :3).

¹⁷⁸ Cette incertitude dans la catégorisation peut rappeler les premières conceptualisations de la classe moyenne en Europe qui était, selon S. Bosc (2008), une bourgeoisie surplombée par l'aristocratie au XIX^{ème} siècle. En France, le vocable « classe moyenne » apparaît après la Révolution française quand le système des ordres et des privilèges disparaît. Elle représente alors la bourgeoisie qui accède au pouvoir. (Tocqueville et Marx à la fin du XIX^{ème}). En Angleterre aussi, la « middle class » émergente est associée à la bourgeoisie entre l'élite de l'aristocratie foncière et la masse du peuple. (Damon 2013 : 12-3). Elle représente au début une strate réduite. Elle n'est pas encore le centre de la société. Ensuite, au XX^{ème} siècle, avec l'usage du pluriel, la catégorie se consolide, elle est sondée par des sociologues tels que Maurice Halbwachs et François Simiand (Damon 2013 :12). Aux Etats-Unis, C. W. Mills la rapproche des « cols blancs » et donc de l'extension du salariat et de la tertiarisation (Mills [1951] 1966), et H. Mendras parle à ce propos de la « seconde révolution française » (1988). Elle est donc aussi liée à un contexte socio-historique précis et au changement social (Bosc 2008, Chauvel 2006).

¹⁷⁹ « upper occupational strata of African society »

J. Seekings et N. Natrass expliquent qu'il existe une confusion dans le vocabulaire employé. A la fin de l'apartheid, nous avons bien affaire à une « élite privilégiée » qui devrait être appelée « classe supérieure » si l'on considère l'ensemble de la structure sociale en 1993¹⁸⁰.

« En raison du chômage et de l'absence d'une agriculture de petits exploitants, les classes au milieu de la structure sociale étaient en fait des classes ouvrières, et les soi-disant classes moyennes étaient une élite très privilégiée. » (Seekings et Natrass 2005 :269)¹⁸¹

Cette catégorie est caractérisée par des revenus supérieurs ainsi que des avantages tels qu'une assurance-santé, et peut être rapprochée de ce que Crankshaw (1995) nomme la « classe des professions supérieures » ou « *professional class* ». Nous en déduisons donc qu'il existait sous l'apartheid en milieu urbain une classe moyenne « noire » supérieure et une classe moyenne plus conséquente qui incluait les « *semi-professionals* » de l'analyse de Crankshaw et les cols blancs, voire les ouvriers les plus qualifiés.

La constitution d'une classe moyenne « noire » par progression dans les échelons des catégories professionnelles semble faire à peu près consensus (voir encadré). Le débat s'articule alors sur l'origine de ce processus : est-il le fruit de la volonté délibérée de l'État de s'allier une classe de citoyens ? Existe-t-il des raisons économiques à l'ouverture progressive des régimes restrictifs de « *job reservation* » ?

Alors que pour Seekings et Natrass (2005), c'est la démonstration du pragmatisme du régime d'apartheid qui, pour sauver son modèle économique, doit introduire des « Noirs » dans la force de travail semi-qualifiée et qualifiée face à la pénurie de main d'œuvre, selon R. Southall (2004 :421-42), les différentes limitations à la mobilité professionnelle et à l'acquisition de capital par les « Noirs » sont autant de signes que « le développement de la classe moyenne noire a été délibérément retardé durant le régime de la ségrégation et de l'apartheid. » Elle constituait potentiellement une concurrence à la main-d'œuvre « blanche » et à la concentration des richesses, et en même temps une menace d'instabilité politique

¹⁸⁰ Voir leur tableau « *classes by income deciles, 1993* » p.255.

¹⁸¹ « *Because of unemployment and the absence of small-holder agriculture, the classes in the middle of the social structure were actually the working classes, and the so-called middle classes were actually very privileged elite.* »

pour le gouvernement si elle devenait solidaire de la majorité opprimée « noire ». Néanmoins, à partir des années 1980, le régime a tenté de rallier à ses intérêts une strate de « Noirs » qu'il percevait comme « pro-capitalistes ».

On peut voir l'influence de la sociologie britannique néo-wéberienne qui met l'accent sur les positions d'autorité et les statuts (Erikson, Goldthorpe and Portocarero, appelé la « *British School of Class and Stratification* ») chez Crankshaw (1996), Southall (1980) ou Nzimande (1990) qui décrivent des classes moyennes en fonction de leurs positions dans le marché du travail.

O. Crankshaw (1995) parle de l'« avancement des Africains » vers des postes autrefois monopolisés par les « Blancs » dans une des études majeures réalisées sur l'évolution des inégalités de race et de classe durant l'apartheid. Il documente le changement de la « composition raciale » des catégories socio-professionnelles¹⁸² et évalue la mobilité sociale¹⁸³. Selon lui, la classe moyenne inclut les catégories professionnelles de management (les cadres), les professions intellectuelles et supérieures (appelées « *professionals* » en anglais) et les emplois de bureau. Toutefois, O. Crankshaw procède à l'ajout d'une catégorie idoine : celle des « *semi-professionals* »¹⁸⁴. Il remarque que l'« avancement » le plus notable des « Noirs » dans l'économie sud-africaine se fait au niveau des « *semi-professionals* » durant l'apartheid. Alors que la progression est moindre, « quasiment insignifiante » aux échelons supérieurs (« professions supérieures et d'encadrement »), demandant des qualifications supplémentaires¹⁸⁵. (Crankshaw 1996 : 643)

Une façon de clarifier le débat est de s'intéresser aux mentions de la catégorie « classe moyenne noire » par les sphères du pouvoir sous l'apartheid. A quel moment le régime a-t-il pris conscience de ce groupe social émergent ? Et comment l'a-t-il qualifié ?

¹⁸² O. Crankshaw utilise les enquêtes Manpower Surveys (plus fiables selon lui que les recensements officiels) conduites de 1965 à 1985 par le département de Manpower et à partir de 1987 par le Service Central de Statistique, qui détaillent les opportunités d'emplois par sexe et par race pour environ 600 professions. Il en tire une classification qui va du senior management aux ouvriers non-qualifiés.

¹⁸³ La principale limite de ce travail (relevée par J. Seekings et N. Natrass 2005) réside dans la base de données qu'O. Crankshaw utilise (un sondage de Manpower) qui ne prend ni en compte les catégories des agriculteurs et des travailleurs domestiques employés par des particuliers, ni les indépendants.

¹⁸⁴ Pour laquelle nous proposons l'équivalent de « professions intermédiaires » selon notre grille CSP

¹⁸⁵ “*The almost insignificant extent of African advancement into managerial and professional occupations (at a mere 3 and 11 percent respectively in 1990) contrasts with the extensive advancement of Africans into semi-professional occupations.*”

La reconnaissance problématique d'une « classe moyenne noire » par le pouvoir politique

D. Posel explique dans son ouvrage sur le système d'*influx control* que deux approches sont en compétition au sein même de l'État dès le début de la conception du système de contrôle de la main-d'œuvre « noire » – et perdurera durant les trois décennies de son application. Les années précédant l'adoption du premier Natives Urban Areas Act en 1923, l'approche de Stallard qui voit dans les « Africains » des villes comme des « résidents temporaires perpétuels » s'oppose à l'approche plus « pragmatique » de ceux qui reconnaissent la présence d'une population « noire » urbaine et pensent que la meilleure façon pour l'État de la contrôler est de « co-opter la section la plus affluente de la communauté urbaine » (Posel 1991 :40). Posel cite alors un document officiel qui parle de la menace économique que représente une « classe moyenne possédante et grandissante en ville » pour la bourgeoisie blanche commerçante (*ibid* :40).

Une autre occurrence du terme « *African middle class* » apparaît dans les écrits des membres du gouvernement ou des différentes commissions consultatives de l'apartheid de l'utilisation après le massacre de Sharpeville en 1960. Un ensemble de fédérations d'industries et de représentants d'associations progressistes Afrikaaners signent alors une déclaration commune qui incite le gouvernement à traiter différemment les « Africains » vivant et travaillant en ville : en leur accordant de plus amples libertés de mouvement et d'emploi, ils avancent l'argument que le gouvernement pourrait ainsi « stabiliser les *townships* grâce au soutien d'une classe moyenne de type bantoue loyale ». (Posel 1991:239-41)¹⁸⁶

Plus tard, dans les années 1980, le gouvernement relâche progressivement les restrictions aux activités commerciales des « Africains » dans les aires urbaines car il semble réaliser le potentiel de stabilité politique que l'expansion de la classe moyenne « noire » représente (Hudson et Sarakinsky 1986 :169-85).

¹⁸⁶ Le camp d'en face représenté par Broederbond finit néanmoins par emporter la bataille idéologique et un contrôle étatique renforcé sera finalement mis en œuvre par le gouvernement de Verwoerd. (*ibid.* :241)

La catégorie était bien un objet de débat au sein des instances de l’Afrikanerdom et notamment entre ceux qui prônaient un « apartheid pragmatique » et ceux qui maintenaient l’option de la « séparation totale ». Un des enjeux de ce débat était justement de reconnaître, d’une part, un mouvement qui paraît inéluctable d’urbanisation et de sédentarisation de populations « noires » de plus en plus nombreuses en ville, d’autre part, l’accès pour un certain nombre de travailleurs à des postes de plus en plus qualifiés et à des services d’éducation, de santé, etc. L’existence même en ville d’un groupe de « Noirs stabilisés » pouvant être qualifié de « classe moyenne » – ou qui pourrait le devenir si le régime lui donnait des opportunités de se stabiliser et d’acquérir des droits de propriété privée – était une des plus grandes contradictions du régime.

Nous comprenons donc que la formulation « classe moyenne noire » dans le contexte d’apartheid ne va pas de soi car elle est une contradiction intrinsèque du régime de séparation des peuples de l’apartheid, bien que pourtant produite par lui

Conclusion du chapitre 1

Le « Johannesburg noir » comme périmètre pertinent pour notre enquête

Les fragmentations verticales sous l'apartheid ont divisé profondément le corps social en fonction de catégories raciales, de fragmentation du territoire (zones « blanches » et réserves « noires ») au gré des évolutions idéologiques du régime et des changements de législation. Autant d'obstacles qui rendaient les trajectoires d'ascension sociale cumulatives – en capital social ou économique – très difficiles. Nous avons vu néanmoins que non seulement certains accommodements étaient possibles, mais que le régime – de façon contradictoire – a contribué à favoriser l'installation en ville de certaines catégories d'individus : essentiellement les travailleurs « noirs », résidant déjà en ville, qui ont pu accéder à des emplois de plus en plus qualifiés. Ceux-ci ne représentaient néanmoins qu'une minorité de la population « noire ».

Nous avons rapidement brossé une partie de l'héritage historique en terme d'identifications sociale, spatiale et raciale, afin d'en tenir compte dans la suite de notre démonstration sur les identifications sociales après 1994.

Le découpage que nous opérons de façon classique entre les deux périodes de l'apartheid et du post-apartheid autour de la date de 1994 comme repère schématique, n'implique pas une absence de continuité entre les deux ères. En effet, la prise de pouvoir de l'ANC après 1994 a été fondée sur un compromis qui permettait une transition pacifique, il ne s'agissait pas de faire table rase de tout le « patrimoine » institutionnel et en terme de politique publique. De plus, les « effets de sentier » dans l'administration sont bien connus et se sont appliqués à Pretoria comme ailleurs.

Par ailleurs, les structures sociales, les grandes lignes de structuration ne changent pas en quelques années. J. Seekings et N. Natrass nous disent qu'en matière

d'inégalité, « ce qui est surprenant en Afrique du Sud dans la décade qui suit la fin de l'apartheid, est le nombre de continuités »¹⁸⁷. Selon eux, les changements post-apartheid – tels que la mobilité sociale ascendante des travailleurs « noirs urbains »¹⁸⁸ – ne seraient que des déclinaisons des changements qui étaient déjà observables avant 1994. (2005 : 301)

¹⁸⁷ “What is striking about inequality in South Africa in the decade following the end of apartheid is the number of continuities from the preceding decade. The changes that took place were the continuations of changes that were evident before 1994. There continued to be rapid upward mobility into the upper classes and income deciles by black South Africans, and urban workers benefited from rising wages. But unemployment grew, the informal and small holder agriculture remained stagnant, and the rank of the poor swelled. Inequality remained as high as ever, if not higher, even if interracial differentials declined. The expansion of opportunities at the top did not bring significant improvement for most of the people at the bottom.”

¹⁸⁸ Les continuités concernent également l'augmentation du chômage et de la pauvreté ou la stagnation de l'agriculture de petits propriétaires (*small-holder agriculture*).

Chapitre 2

Les critères d'identification sociale post-apartheid et leurs usages

Deux études (SAIIR 2010 et Alexander *et al.* 2013) ont montré récemment que, pour une grande majorité de Sud-Africains, l'identité de classe sociale était désormais prééminente par rapport à celle de « race ». Selon les auteurs de la seconde étude, les inégalités socio-économiques sont même perçues de façon « plus positive » :

« Le passage à une Afrique du Sud démocratique et la levée des barrières raciales vers l'égalité citoyenneté de tous sera d'une influence certaine sur les réponses à cette question et sur la façon dont les répondants vont peindre la différence de classe selon une lumière plus positive en relation au racisme de l'apartheid » (Wale 2013 :181)¹⁸⁹.

Après des décennies de ségrégation, les inégalités sociales contemporaines peuvent apparaître plus légitimes que les précédentes. Pour l'une de nos enquêtées également, le fait qu'il y ait « une échelle sociale » désormais est présentée comme un élément positif de la Transformation : « les gens ne sont plus confinés dans leur propre espace »¹⁹⁰. (Doria, 51 ans, administratrice dans une ONG – entretien n°1) Les identifications sociales contemporaines doivent donc être perçues à l'aune d'un passé récent de ségrégation institutionnalisée qui fondait les différences d'accès aux droits basiques sur le critère de la couleur de peau.

Avant de s'intéresser aux identifications subjectives dans la partie suivante, nous cherchons ici à identifier les différentes formes que prennent les identifications sociales post-apartheid : comment le corps social est-il catégorisé par les instituts

¹⁸⁹ “*The shift to a democratic South Africa and the lifting of racial barriers to equal citizenship will be a key influence on the response to this question and in the way in which respondents point class difference in a more positive light in relation to the racism of apartheid.*”

¹⁹⁰ “*There is a social ladder; people are not confined in their own space anymore.*”

de statistiques, par le politique, par les acteurs du champ médiatique, ou par ceux du champ scientifique, maintenant que les catégories raciales ne sont plus légalement contraignantes ?

Nous avons commencé par constater la prégnance d'identifications en termes de catégories raciales dans la société, tout en constatant qu'elles s'articulent désormais à d'autres formes d'identification. Pour en analyser certaines, nous avons procédé au recensement de quelques critères utilisés pour diviser le corps social et le classer. Nous les avons rassemblés en trois grands types :

- ceux qui ont trait à la sphère de la consommation : le pouvoir d'achat, le style ou le niveau de vie matérialisé par la possession de certains biens ou le type (et lieu) d'habitat de la nomenclature « *Living Standard Measures* ».
- ceux qui ont trait au travail et en particulier le type de profession exercée par l'individu.
- ceux qui se rapportent au revenu et qui classent l'ensemble de la population en fonction des revenus perçus.

Notons que ces critères sont utilisés dans un cadre de pensée qui divise la société en strates plutôt qu'en classes sociales (au sens marxiste du terme)¹⁹¹. Ainsi, chaque critère catégorise, découpe la société différemment selon une hiérarchie entre les groupes sociaux. Par exemple, le critère de la profession divise la société en catégories socio-professionnelles, le critère du pouvoir d'achat crée des tranches de niveaux de dépenses par jour et par personne exprimées en dollars etc. Contrairement à l'idée d'une lutte des classes, la fluidité est postulée entre ces différentes strates qui forment certes une structure hiérarchique mais toujours mouvante.

Notons également que nous nous concentrons sur des critères qui créent des systèmes nationaux de classification. Notre hypothèse est que ceux-ci ont un potentiel d'impact plus grand sur les identifications subjectives. C'est en effet la

¹⁹¹ Ou alors la classe sociale est comprise comme une catégorie comme ces deux chercheurs qui se penchent sur le système de stratification européen (*European Social Survey*) : « *Social class in this perspective refers to social categories formed and lived by individuals, families and organizations in society.* »

création d'un système d'identification – une nomenclature (telle que celle des CSP chez nous) – qui nous intéresse pour son pouvoir de découpage et de mise en catégories hiérarchiques de la société. Nous ne commenterons donc pas ici les enquêtes-ménages réalisées chaque année par l'organisme national de statistique : « *General Household survey* »¹⁹² car leur nature qualitative et narrative ne crée pas un système de classement et *a fortiori* d'identification susceptible d'être repris par des acteurs « identifiants » ou par les ménages sud-africains eux-mêmes dans leurs identifications subjectives. En revanche, la nomenclature des « *Living Standard Measures* », bien que recueillant des données qualitatives, aboutit à une échelle hiérarchisée de niveaux de vie des ménages sud-africains : elle crée des « socio-types » auxquels on attribue un chiffre qui correspond à un classement (de 1 à 10). Utilisée par de nombreux acteurs institutionnels pour comprendre et mieux cibler la société sud-africaine, cette nomenclature nous donne à voir les enjeux du processus de représentation à partir d'outils statistiques (Desrosières et Thévenot [1988] 2002).

2.1 La prégnance des identifications raciales dans le corpus législatif, la pratique bureaucratique et la géographie sociale de Johannesburg

C'est à la jonction d'un système de dénomination objective – qui s'inscrivait dans l'espace public (bancs, toilettes marqués d'un panneau « Non-Européens seulement ») – d'une expérience de ségrégation traumatisante créatrice d'un sentiment d'appartenance – donc d'une identification subjective – que s'est créée l'identité « noire », l'identité « *coloured* » ou l'identité « indienne » en Afrique du Sud. Nous considérons tout d'abord ces identités comme des construits sociaux¹⁹³

¹⁹² « *General Household Survey* » (GHS) est une enquête annuelle réalisée auprès des ménages depuis 2002. Elle mesure le niveau de développement dans le pays ainsi que l'efficacité des programmes gouvernementaux pour satisfaire les besoins (Stat SA GHS 2012). Les conditions de vie des ménages sud-africains sont mesurées ainsi que la qualité des services publics au moyen d'indicateurs-clefs dans six domaines : l'éducation, la santé et le développement social, le logement et l'habitat, l'accès aux services et infrastructures, la sécurité alimentaire et l'agriculture.

¹⁹³ Voir l'introduction en supra.

qui ne peuvent être ignorés par les sciences sociales simplement en raison de leur caractère raciste car elles ont pris racine dans la société sud-africaine¹⁹⁴.

La plupart des sociologues ont repris ces distinctions entre groupes raciaux dans leurs travaux sur l'émergence de classes moyennes sous l'apartheid (Kuper 1965, Southall 1980, 2004, Nzimande 1990, Hart et Padachayee 2000). Qu'en reste-t-il après la fin de l'apartheid ?

2.1.1 Etre « Noir » au sens de l'État post-apartheid : recensement et « Black Economic Empowerment »

Les catégories raciales créées et utilisées lors des différents régimes de ségrégation au XX^{ème} siècle, mais de façon institutionnelle lors du régime d'apartheid, sont utilisées par l'État républicain sud-africain aujourd'hui.

L'organe national de statistique, Statistics South Africa, reprend les quatre catégories codifiées dans le Group Areas Act pour décompter la population.

La question P05 du questionnaire administré en 2011¹⁹⁵ est ainsi formulée :

« How would you describe yourself in terms of population group ?

1 = Black African

2 = Coloured

3 = Indian or Asian

4 = White

5 = Other. »

La catégorie « autre » a néanmoins été rajoutée créant un espace de liberté d'identification pour les individus.

¹⁹⁴ Pour autant, la grille de lecture raciale n'est pas la seule pertinente et nous savons que, comme tout construit social, l'identité « noire » n'est en rien une essence qui définit l'individu de façon définitive ou même durable.

¹⁹⁵ Les documents relatifs au recensement 2011 sont tous disponibles en ligne : <http://www.statssa.gov.za/census2011/CensusQuestionnaire.asp>, consulté le 26 mars 2015.

Les résultats du recensement de Soweto par exemple sont donnés comme suit¹⁹⁶ :

<i>Population group</i>	<i>People</i>	<i>Percentage</i>
<i>Black African</i>	1253037	98.54%
<i>Coloured</i>	13079	1.03%
<i>Other</i>	2674	0.21%
<i>White</i>	1421	0.11%
<i>Indian or Asian</i>	1418	0.11%

Figure n°10, reproduction des résultats du Census 2011, StatSA.

Une autre utilisation étatique contemporaine des catégories raciales est évidemment celle des lois de discrimination positive. Il est intéressant néanmoins de noter que dans le cas du « *Black Economic Empowerment* », le label « Noir » est alors utilisé selon une définition plus englobante : il rassemble l'ensemble des populations qui ont connu la ségrégation, donc l'ensemble des « Non-Européens » au temps de l'apartheid.

La loi de 2003 (appelée Broad-Based Black Economic Empowerment Act n°43), l'*empowerment* vise la catégorie « *black* » (comme cela apparaît dans le préambule de la loi ci-dessous).

¹⁹⁶ Recensement national 2011, Statistics SA, disponible en ligne : <http://www.statssa.gov.za/census2011/default.asp>, consulté le 30 janvier 2013.

ACT

To establish a legislative framework for the promotion of black economic empowerment; to empower the Minister to issue codes of good practice and to publish transformation charters; to establish the Black Economic Empowerment Advisory Council; and to provide for matters connected therewith.

PREAMBLE

WHEREAS under apartheid race was used to control access to South Africa's productive resources and access to skills;

WHEREAS South Africa's economy still excludes the vast majority of its people from ownership of productive assets and the possession of advanced skills;

WHEREAS South Africa's economy performs below its potential because of the low level of income earned and generated by the majority of its people;

AND WHEREAS, unless further steps are taken to increase the effective participation of the majority of South Africans in the economy, the stability and prosperity of the economy in the future may be undermined to the detriment of all South Africans, irrespective of race;

AND IN ORDER TO—

- promote the achievement of the constitutional right to equality, increase broad-based and effective participation of black people in the economy and promote a higher growth rate, increased employment and more equitable income distribution; and

Figure n°11, reproduction de la première page de la loi BEE telle que publiée dans la « gazette du gouvernement », équivalent de notre Journal Officiel.

La définition de « *black* » est précisée sur la page suivante : « les personnes noires est un terme générique qui signifie Africains, Coloureds et Indiens. »¹⁹⁷ La version amendée de la loi qui a été votée en 2013 (Broad-Based Black Economic Empowerment Amendment Act) précise à la suite de la définition de « personnes noires » : « et qui sont citoyennes de la République d'Afrique du Sud »¹⁹⁸.

La catégorie, dans ce contexte législatif précis, englobe donc l'ensemble des groupes « *historically disadvantaged* », soit 91% en 2011 de la population (StatSA 2011). Cette association symbolique et administrative de groupes qui étaient

¹⁹⁷ “ *black people is a generic term which means Africans, Coloureds and Indians*”

¹⁹⁸ “*a) who are citizens of the Republic of South Africa by birth or descent; or (b) who became citizens of the Republic of South Africa by Naturalisation - (i) before 27 April 1994; or (ii) on or after 27 April 1994 and who would have been entitled to acquire citizenship by naturalisation prior to that date; [...]*”

séparés par l'apartheid traduit la volonté de créer une communauté de victimes, qui bénéficient à ce titre des mesures d' « *affirmative action* » mises en place par l'ANC depuis 1998 (date de la première loi du type pour la fonction publique).

Cependant, selon le sens commun, « Noir » veut toujours dire « Noir-Africain » aujourd'hui, excluant les « *Coloureds* » et les « Indiens » de ce label. Il est aisé de le constater dans la presse, ou dans les interactions sociales au quotidien. Les Sud-Africains distinguent les communautés « *coloureds* », « indiennes » des autres appelées « noires » ou « noires africaines », même si parfois, la couleur de peau est en tout point similaire entre un individu considéré comme « *Coloured* » et un individu considéré « noir ». Il y a donc une polysémie : « noir » au sens restreint d'une couleur de peau, « noir » au sens large, qui englobe un destin d'opprimés.

2.1.2 Le « Johannesburg noir » aujourd'hui

Nous avons vu qu'un « Johannesburg noir » s'est progressivement constitué lors de la première moitié du XX^{ème} siècle. Il était le fruit de la ruée vers l'or, puis de l'industrialisation et de l'urbanisation rapide. Pendant l'apartheid, le lieu de résidence d'une personne permettait de déduire son appartenance communautaire (« raciale ») et son groupe social. La localité participait donc fortement de la construction de l'identité des individus.

Est-ce alors toujours pertinent de penser ainsi le territoire de Johannesburg et Soweto aujourd'hui ? Comment la ville se reconfigure-t-elle ?

Les reconfigurations de la métropole sont indéniables. Selon Selzer et Heller (2010), les classes moyennes, parce qu'elles en ont les moyens, jouent un rôle important dans la reconfiguration des espaces urbains, et dans la construction d'un nouveau « vivre ensemble » citoyen. Elles ont les moyens matériels et symboliques de franchir des frontières, qui sont, elles aussi, spatiales et symboliques. C'est un pouvoir non-négligeable dans une ville encore segmentée (« divisée » selon Beall *et al.* 2002) mais en constante transformation.

Néanmoins, force est de constater que les *townships* n'ont pas été détruits en 1994. Et surtout, ils continuent, malgré la liberté de circulation d'aujourd'hui, d'être occupés par des groupes raciaux homogènes : « *Coloureds* » à Eldorado Park, « Noirs » à Orlando East ou à Naledi. Les « Blancs », de manière générale, sont très rares à habiter Soweto, peuplé de 98,4% de « Noirs-Africains » selon le recensement cité en supra.

Le directeur du Gauteng City-Region Observatory (GCRO) pose la question : « Pourquoi les citoyens noirs, en particulier, sont-ils toujours, pour leur grande majorité, installés dans les *townships* ? » Si pour certains, cela peut être l'objet d'un choix, l'observatoire note néanmoins qu'« en raison d'un prix médian des propriétés qui est 22 fois plus élevé que le médian des revenus des ménages dans le Gauteng, il semble clair que le coût de la vie confine les « Noirs sud-africains » dans les *townships* ou dans les logements RDP »¹⁹⁹. (D. Everatt 2013)

Les nouveaux lotissements créés par les promoteurs pour les primo-accédants d'origine modeste sont peuplés de « Noirs » à 90%²⁰⁰. L'unité de lieu résidentiel associé à la spécificité des maisons à crédit construites selon des plans normés d'« extensions » toutes similaires, permet une homogénéité dans la composition du quartier en fonction du pouvoir d'achat des ménages. Il faut savoir en effet qu'en Afrique du Sud, l'inégalité se joue davantage sur la possibilité ou non d'emprunter que sur les revenus perçus, un peu comme si les revenus potentiels primaient sur les revenus réels. Ainsi, un ménage, dont l'une des personnes du couple, a été à un moment de sa vie, un « mauvais payeur » de ses dettes (même peu conséquentes comme les crédits de consommation), se retrouvera sur une liste noire d'un Bureau de Crédit National qui empêchera le ménage dans son ensemble de souscrire un emprunt immobilier, quels que soient ses revenus additionnés. Le quartier ou le lieu de consommation du *mall* peut donc jouer comme facteur homogénéisant en termes de pouvoir d'achat, de potentiel de consommation ou de crédit, et moins en termes de revenus.

¹⁹⁹ “Under apartheid, people lived in areas designated for them according to their race, and while here has been considerable post-apartheid residential desegregation, black citizens in particular, are still, in many cases, living in the townships created for them under apartheid. For some this may be a matter of choice; but as the OECD noted in its territorial review of the GCR5, with median suburban house prices at 22 times the median average household income in Gauteng, it is apparent that the cost of living is locking many black South Africans into townships or RDP housing.”

²⁰⁰ Selon les chiffres donnés par plusieurs agents immobiliers rencontrés et nos propres observations en tant que résidente dans ces quartiers pendant quelques mois.

2.1.3 Des frontières spatiales et raciales pour délimiter le périmètre de notre enquête

En conséquence, fixer des frontières géographiques pour définir notre échantillon, nous a semblé pertinent dans le cas de Johannesburg. La mobilité résidentielle, et la relation à l'espace d'une manière générale, prennent une signification sociale, et même politique, très importante. Le nombre de trajectoires résidentielles semble être encore trop faible pour que ces territoires perdent leur identité raciale dans un futur proche. Aujourd'hui, la ville affiche une autre forme de « fragmentation », elle est sociale (Beall *et al.*).

Nous avons donc décidé de choisir comme unité d'enquête un périmètre à la fois racial et spatial, tel que l'utilise l'anthropologue D. Krige dans sa thèse de doctorat (2011) qui situe son travail au sein d'un « Black Johannesburg ». « *Black* » est ici utilisé au sens englobant du terme, il désigne une identité historique et spatiale : l'ensemble des *townships* créés autour de Johannesburg et leur population.

Nous avons refusé d'opérer nous-mêmes une distinction lors de nos entretiens de premier contact. Nous avons donc parlé avec tous les individus qui se présentaient à nous dans le cadre de ce périmètre géographique et racial (qui exclut les « Blancs »), et nous les avons ensuite retenus ou non dans notre échantillon en fonction des critères du « milieu réel » que nous allons préciser en infra. Nous n'avons donc pas fait de distinction entre « Indiens », « *Coloureds* », ou « Noirs Africains », comme nous ne l'avons pas fait pour d'autres catégories linguistiques ou religieuses.

Néanmoins, nous sommes conscients des tensions et des lignes de fracture qui existent au sein du « *Black Johannesburg* ». L'enquête elle-même les a fait apparaître, notamment lors de notre séjour dans un quartier Coloured de Soweto (Eldorado Park). Nous avons pu constater que l'identification de « *Coloureds* » était très affirmée et était exprimée lors des questions sur le positionnement social. Être « Noir » n'est pas être « Coloured » ou « Indien », quelles que soient les politiques publiques de Black Economic Empowerment sur le papier. Ce sont les « tensions intra-Noirs » dont parle le sociologue R. Southall pour justifier son emploi de « Noir » au sens « Noir-Africain ». Comme par exemple le fait que les

« *Coloureds* » se plaignent aujourd’hui que lorsqu’ils veulent accéder à des emplois et à certains avantages, ils sont jugés ne pas être « assez noirs », conformément au langage politique de l’ANC qui confond « Noir » et « Noir-Africain ». (Southall 2012) Nous en traiterons donc dans la partie sur les expressions des identifications subjectives²⁰¹. Ces identifications persistantes en termes raciaux se fondent sur des différences objectives, notamment dans les trajectoires socio-historiques des groupes²⁰². Selon R. Southall, la séparation des races avant 1994 a entraîné des « trajectoires historiques différentes entre les éléments de la classe moyenne dans les communautés. Alors qu’ils partageaient tous le fait de l’oppression raciale, ils étaient opprimés différemment. Et cela permit par exemple, le développement d’une classe de commerçants « indiens » dans la province du Natal, qui a pris ainsi de l’avance par rapport à la petite bourgeoisie africaine commerciale, sujette à des restrictions plus handicapantes. » (Southall 2004 :522)²⁰³

La catégorisation raciale passée a donc eu un réel effet sur les trajectoires sociales (de mobilité résidentielle, de promotion sociale) de la génération qui est en âge d’activité aujourd’hui. Elle a créé des façons d’habiter la ville, de s’y déplacer, c’est-à-dire des « citadinités » différentes. L’identification raciale s’articule aujourd’hui de façon complexe à d’autres formes d’identification sociales, (exogènes ou endogènes). L’usage du terme « *coconut* »²⁰⁴ est à cet égard significatif puisqu’il désigne ceux qui, par leur progression sur l’échelle sociale ou économique, en viendraient à perdre leurs racines, et seraient ainsi « blancs » à

²⁰¹ Voir le chapitre 3 dans la 2^{ème} partie.

²⁰² Avec le même ciblage selon les critères du « milieu réel » (ou de la petite prospérité sud-africaine), nous avons en effet constaté que la génération des adultes entre 35 et 55 ans que nous avons rencontrés avaient pu accéder à des emplois qualifiés, des professions intellectuelles et supérieures (enseignement secondaire, professions paramédicales par ex.), suivre une scolarité de meilleure qualité et ouvrir des petits commerces et au final avaient des trajectoires moins « heurtées » par l’apartheid et ses législations. Et aujourd’hui ils ne se positionnent pas de la même façon dans l’espace social, l’identité raciale est primordiale chez eux avant leur citoyenneté sud-africaine.

²⁰³ “*Before 1994, the separation of races meant that the historical trajectories of middle class elements within these communities were different. While they all shared the fact of racial oppression, they were differentially oppressed. This allowed, for instance, for the development of an Indian merchant class in natal, which was strides ahead of an African trading petty bourgeoisie, which was subject to more crippling restrictions.*”

²⁰⁴ Le titre d’un roman écrit par la Sud-Africaine K. Matlwa publié en 2007 et qui a été un succès de librairie après avoir remporté le prix de la littérature de l’Union Européenne.

l'intérieur et « noirs », seulement à l'extérieur, par la permanence de leur mélanine.

2.2 Le pouvoir d'achat et les niveaux de vie effectifs : la stratification par la consommation

Un récit national post-apartheid semble prendre forme dans les slogans publicitaires et les études marketing. Il voit la population – et surtout les nouvelles générations – avant tout comme des consommateurs (Chevalier 2015, Nuttall 2004, Wale 2013). K. Wale en particulier (in Alexander 2013 :181) parle de la façon dont les médias et l'industrie du marketing ont eu toute latitude pour « exprimer les discours de la nouvelle Afrique du Sud à travers le prisme de la consommation ». Voyons quels critères sont utilisés pour cette entreprise de représentation de la société sud-africaine contemporaine.

2.2.1 Le pouvoir d'achat comme mesure

Le pouvoir d'achat des individus est devenu un critère légitime de catégorisation de la population et de mesure de la Transformation post-apartheid.

En effet, depuis 1994, toute une partie de la population « noire » a eu accès à la consommation de masse après des années de restrictions multiples (accès aux lieux de consommation, éloignement des *townships*, manque de points de distribution etc.). Le cabinet de conseil et d'audit Mc Kinsey (2010) par exemple parle d'un « séisme » pour décrire la demande croissante et diversifiée des consommateurs « noirs » sud-africains depuis 1994. Or, nous savons que ce type d'acteurs financiers (cabinets d'audit et agences de notation) deviennent de plus en plus importants dans la mise en discours des agrégats macroéconomiques – l'énonciation des réussites africaines notamment²⁰⁵.

²⁰⁵ Voir les travaux de B. Hibou et B. Samuel dans le numéro spécial de *Politique Africaine*, « La macroéconomique par le bas », n°124, 2011/4, pp. 5-27.

Dans le même temps, le pouvoir d'achat s'est imposé comme un critère d'évaluation légitime au niveau international auprès des acteurs qui font les systèmes de classement et les indicateurs macroéconomiques. Tout d'abord, il est devenu l'étalon de référence avec lequel les chiffres macroéconomiques des différents pays du monde – notamment le PIB par tête – sont comparés. Comme le dit l'OCDE, « le vrai défi des comparaisons dans l'espace vient de ce que l'on doit comparer des volumes ou des prix dans des économies parfois très différentes. » Il faut trouver une base commune pour permettre des comparaisons.

La mention « ppp2005 » qui apparaît ainsi souvent après les statistiques données par la Banque Mondiale ou d'autres institutions internationales est la marque de ce nouvel étalon. Il est en fait une convention qui permet la comparaison²⁰⁶.

Selon l'INSEE, la parité de pouvoir d'achat (ppa) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services²⁰⁷. Cette parité est aujourd'hui largement utilisée par la Commission Européenne pour répartir les crédits de ses fonds structurels, l'OCDE pour établir ses comparaisons du PIB par habitant, et par un grand nombre d'entreprises publiques et privées ainsi que par les banques (OCDE, Parités de pouvoir d'achat, mars 2002).

Le pouvoir d'achat d'un individu par jour est par ailleurs utilisé par les Institutions Internationales pour définir des seuils de pauvreté absolue : fixés à 1,25\$ ou à 2\$ par la Banque Mondiale²⁰⁸. C'est ce qu'on appelle la pauvreté monétaire²⁰⁹, que

²⁰⁶ Il existe plusieurs méthodes d'évaluation absolue de la pauvreté. Toutes ces méthodes se basent sur des conventions normatives admises à un moment donné dans le pays ou dans une communauté donnée.

²⁰⁷ Ce taux de conversion est censé pallier les défauts du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur.

²⁰⁸ Ce seuil critique est défini par la moyenne des seuils de pauvreté nationaux dans les pays en voie de développement, évalué à partir du coût associé au niveau minimum de calories ou au niveau de consommation nécessaire à la survie, et donnent lieu à un seuil de pauvreté international.

²⁰⁹ Le revenu ou les dépenses de consommation sont mesurés et déterminent si un individu est en dessous d'un seuil arbitraire, le seuil de pauvreté. L'hypothèse principale de cette approche est la suivante : les différences de revenu ou de consommation permettent de rendre compte des différences de conditions de vie. Elle ne tient pas compte des inégalités de situations entre les individus comme l'espérance de vie, l'alphabétisation, les handicaps ou discriminations éventuels.

l'économiste F. Bourguignon (2006) définit comme non-réalisation d'un certain standard de vie, exprimé monétairement.

A partir de ce seuil de 2\$, des catégories sociales ont été créées comme, par exemple, différentes classes moyennes africaines dans le rapport 2011 de la Banque Africaine de Développement.

C'est en effet au moyen du critère du montant des dépenses par jour d'un individu que les auteurs du rapport ont créé des tranches définies pour l'ensemble des pays du continent :

- la classe moyenne dite « flottante » dont le montant des dépenses par jour est entre 2\$ et 4\$
- la classe moyenne dite « inférieure » : entre 4\$ et 10\$ des dépenses par jour.
- la classe moyenne dite « supérieure » : entre 10\$ et 20\$.

Cela amène l'institution à conclure à l'existence d'une vaste classe moyenne de 300 millions d'individus sur le continent. Elle quantifie également celle-ci pour chaque pays : en Afrique du Sud les classes moyennes inférieure et supérieure représentent selon la BAfD 19,8% de la population sud-africaine²¹⁰ ; 43,2% si on inclut la partie « flottante ».

C'est grâce à un « élargissement » de la définition de la classe moyenne pour inclure la tranche des individus dont le pouvoir d'achat est entre 2 et 4\$, donc peu éloignées du seuil de pauvreté, que la BAfD obtient des chiffres conséquents à l'échelle du continent²¹¹ alimentant ainsi les discours montants²¹² de l'« *Africa rising* »²¹³. La BAfD requalifie ainsi des situations de pauvreté au travers de cet

²¹⁰ A partir des chiffres du recensement de 2011, cela représenterait un groupe de près de 10 millions d'individus.

²¹¹ “By 2010, the middle class (included the ‘floating class’) had risen to 34.3% of the population— or nearly 326 million people—up from about 115 million or 26.2% in 1980, 157 million or 27% in 1990 and 204 million or 27.2% in 2000.” Celle-ci serait certes fragile, mais elle représenterait désormais plus d'un tiers de la population du continent, soit 326 millions d'individus, et les chiffres de ses effectifs augmenteraient sensiblement depuis deux décennies (BAfD 2011 : 1-3)

²¹² Selon D. Clarke, les « grands-pères » conteurs sont la BAfD, les classes savantes et du monde de l'entreprise : “The most seductive tale about Africa's economic journey concerns the rise of Africa's ‘middle class’ – supposed evidence of continental emergence, the foundations for future promise and the economic driver of choice for most pundits.” (Business Day 2012).

²¹³ Pour N. Baverez, par exemple, « La révolution économique de l'Afrique est indissociable de la mondialisation, qui a remis en question le modèle néocolonial. La croissance y est d'abord endogène, d'où sa résistance aux chocs extérieurs. Elle est portée par la consommation, avec pour moteurs le recul de la pauvreté de 42 % à 31 % de la population, et la formation d'une classe moyenne de 300 millions d'habitants » (Le Monde 2013).

exercice mêlant agrégats statistiques et catégorisation. L'important semble se trouver ailleurs : dans les chiffres de ses effectifs en augmentation et dans le signe positif lancé aux investisseurs selon lequel cette catégorie sociale représente l'avenir du continent. Les promesses offertes par ces consommateurs potentiels sont grandes. Ils seraient « probablement sur le point d'endosser le rôle des consommateurs mondiaux, qui est traditionnellement celui des classes moyennes américaine et européenne » (BAfD 2011 :14).

La signification du critère – le pouvoir d'achat d'un individu chaque jour – finit par s'effacer car il devient un outil de mesure, une unité de valeur. L'outil disparaît au profit de la vision d'ensemble de la population ainsi classée de façon claire et selon des groupes dont l'homogénéité n'est qu'artificielle. Un nom est aussi donné à chaque agrégat statistique – « flottante », « inférieure », « supérieure » – créant une unité symbolique. Et c'est ainsi qu'une catégorie est créée à partir d'un choix discrétionnaire de statistiques, qui semble être déterminé davantage par l'établissement préalable d'une convention autour du seuil de pauvreté de 2 dollars qu'en fonction de la signification de ses montants en dollars pour les membres des classes moyennes dans chaque pays (Desrosières 2014)²¹⁴.

En Afrique du Sud, outre l'utilisation nationale des études des Institutions Internationales précitées sur la pauvreté ou sur la classe moyenne (juste au-dessus du seuil de pauvreté), le pouvoir d'achat est utilisé en tant qu'indicateur de deux façons :

- ✓ soit il est monétisé sous la forme d'un montant exprimé dans la monnaie nationale qui représente le pouvoir d'achat agrégé d'un ensemble de la population que l'on compare au même montant à une autre période, ou avec celui d'un autre groupe.

Cet usage sert un discours de narration du post-apartheid dont les enjeux sont politiques mais dont les « entrepreneurs » sont des acteurs du monde économique (cf. B. Hibou sur les discours du miracle économique tunisien).

²¹⁴ « La nomenclature CSP ne trouvait donc sa cohérence ni par déduction logique ni par induction à partir des métiers effectivement observés : elle provenait de déterminants d'abord historiques, émanant de luttes de classement locales, au sens où elles ne valaient d'abord que pour un petit nombre de catégories. » (Desrosières 2014 :7).

La presse relaie toute nouvelle étude qui montre, utilisant des statistiques précises mais peu explicitées, que le pouvoir d'achat des « Noirs » est en train de « rattraper »²¹⁵ celui des « Blancs ».

Ex: « *Black middle class catching up* » (iAfrica 2013)²¹⁶, ou bien « *Increase in black earning power* » (Mail and Guardian 2012).

- ✓ soit il est matérialisé, c'est-à-dire qu'il n'est pas quantifié en monnaie, mais en biens de consommation. Les ménages qui ont pu s'acheter tels biens et non tels autres seront alors rangés dans une certaine catégorie. Leur pouvoir d'achat est ici *représenté* par la valeur – marchande et symbolique – des biens consommés.

Par exemple, l'étude « *Four Million and Rising* » (UCT-Unilever) utilise le revenu mensuel (entre \$1,550 et \$4,800) mais aussi la possession d'une voiture pour caractériser ou non l'appartenance à la catégorie des « *Black Diamonds* ». Une partie de l'étude porte sur le type de biens que le ménage possède et sur les tendances de consommation. Entre 2004 et 2012 nous dit l'étude de 2012, « le nombre de familles de classe moyenne qui disposait d'un lecteur de DVD a augmenté de 30% à 63%, le nombre de ceux qui possèdent un ordinateur passant de 19% à 45%. »

Des biens de consommation deviennent représentatifs d'une classe moyenne imaginée selon des représentations collectives inspirées de l'Occident. Selon la créatrice du festival de vin de Soweto, Marilyn Cooper²¹⁷, la population de Soweto avait déjà certains « reflets de la vie classe moyenne : l'achat de nouvelles voitures, d'équipements électroniques, de téléphones mobiles, de robes de créateur et de maisons ».

Au-delà de la définition d'un positionnement social par des objets qui est le propre de la société de consommation, telle qu'elle est définie par J. Baudrillard

²¹⁵ L'idée du rattrapage est aussi contenue dans le titre d'une des dernières études du même institut : « *Black Diamond's spending now equals that of Whites' spending* ».

²¹⁶ L'article s'appuie sur une recherche à but commercial qui prévoit un rattrapage complet du fossé de revenus entre les « Blancs » et les « Noirs » dans 10 ans si l'augmentation du revenu moyen d'une personne « noire » continue de croître de 14,9% alors que celui d'une personne blanche augmente de 5,3%.

²¹⁷ « A toast to South Africa's black middle class », Benjamin Dürr, Johannesburg, Africa Renewal, December 2013, p.26, <http://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2013/toast-south-africas-black-middle-class#sthash.Vm6Nr67O.dpuf>, consulté le 20 novembre 2013.

notamment, on peut s'apercevoir des effets performatifs des catégories ainsi créées par les « experts marketing ».

2.2.2 Les apports et les limites de ce critère

Ce qui est intéressant, si l'on compare l'usage de cet indicateur par rapport à celui du revenu par exemple, est ce qu'il inclut tout en le masquant : le recours éventuel des ménages au crédit. Le montant dépensé chaque jour peut être en effet en partie emprunté.

Faire du pouvoir d'achat le seul facteur de structuration sociale, c'est omettre de considérer en amont d'où viennent les revenus qui permettent ce montant de consommation²¹⁸. Or, lors de nos terrains exploratoires, nous avons rencontré des familles lourdement endettées qui avaient acheté l'ensemble de leur équipement ménager à crédit, alors que les deux membres adultes du ménage étaient au chômage. Les revenus provenaient donc des allocations de l'État (par enfant, invalidité ou pour personne âgée selon les cas), et le pouvoir d'achat – c'est-à-dire ce qu'il restait après les dépenses contraintes – était en réalité une capacité de crédit rapidement épuisée.

La principale limite de ce critère est son grand pouvoir performatif. En créant un système de catégorisation basé sur la consommation, il est aisé de créer les marchés de consommateurs que l'on a intérêt à voir prospérer²¹⁹.

Par ailleurs la définition du pouvoir d'achat est particulièrement complexe dans des sociétés africaines où le marché de la consommation est fortement segmenté en

²¹⁸ D'autres auteurs ont utilisé ce type de définition, selon une « fourchette » définie de façon universelle, mais ils utilisent le critère du revenu et non plus du pouvoir d'achat. Souvent, les auteurs s'appuient sur les faibles capacités d'épargne présumées de ces groupes sociaux pour penser que le revenu et le niveau de dépense sont proches (Birdsall 2010).

²¹⁹ Ces enjeux ne sont nullement cachés: *“The middle class has long had a special role in economic thought, and various roles have been attributed to it. I focus on the consumption role and define a global middle class as people with consumption in the range of USD10/day to USD100/day. Within this range, the income elasticity of consumption appears to be greater than one, and a range of new goods and services is demanded. Growth is driven by product differentiation, branding and marketing.”* (Kharas 2010:38)

plusieurs marchés à fonctionnement, coûts, charges très différents (secteur formel, informel, marchands ambulants, marchandes de denrées ponctuelles en bord de route...). Il est donc très difficile de définir des catégories de pouvoir d'achat.

2.2.3 *Le niveau de vie effectif : les Living Standard Measures*

Le *Living Standard Measure (LSM)* est un outil statistique de segmentation du marché des consommateurs sud-africains créé par la *South African Advertising Research Foundation (SAARF)* et calculé en fonction des biens de consommation durables (télévision, réfrigérateur etc.), des services (eau courante, électricité) à la disposition des ménages enquêtés. Son atout est d'inclure l'accès aux services et aux biens durables ainsi que des indicateurs géographiques pour déterminer un niveau de vie.

Selon S. Chevalier (2010), l'outil LSM a été importé dans les années 1980 par des consultants de la Banque Mondiale pour éviter la catégorisation raciale systématique de la population sud-africaine.

« Cet outil a été créé par la Banque Mondiale dans les années 1980 afin de fournir des indicateurs, autres que l'emploi, les salaires, pour orienter des politiques de développement. [...] À partir de là, les professionnels du marketing sud-africains cherchent un outil qui leur permette de décrire les consommateurs sans avoir recours à la classification de l'apartheid. Le LSM leur semblait donc pertinent pour mener à bien cette tâche, et définir des catégories sociales, sans mentionner l'appartenance raciale d'une personne (Burgess, 2002). » (Chevalier 2010 :79)

Ceci est confirmé par une phrase trouvée sur le site de la fondation SAARF :

« Il transcende la race et les autres techniques dépassées de catégorisation, et regroupe les gens en fonction de leur niveau de vie utilisant des critères tels que le degré d'urbanisation, la possession de voitures ou de biens d'équipement. »²²⁰

L'objectif de la fondation est, selon son propre site, de satisfaire les vendeurs d'espace de publicité dans les médias, et pour cela, « d'évaluer le type de public

²²⁰ "It cuts across race and other outmoded techniques of categorising people, and instead groups people according to their living standards using criteria such as degree of urbanisation and ownership of cars and major appliances."

des médias traditionnels tels que les journaux, les magazines, la radio, la télévision et le cinéma et les médias en dehors de la sphère domestique ». ²²¹

Il comprend dix catégories qui sont définies selon un ensemble de critères, qui va du revenu au type de logement en passant par la possession d'un téléphone ou d'une voiture. Les ménages sont donc classés du LSM 1 (plus pauvres) au LSM 10 (plus aisés) en fonction de ce qui correspond à une évaluation d'un niveau de vie effectif et non de leurs revenus disponibles.

Ils permettent par exemple de constater la permanence des inégalités raciales : en 2001, 99.7% des personnes adultes du LSM 1 étaient « Noirs-Africains » mais ceux-ci représentaient seulement 3% du LSM 10²²². En 2010, la proportion était quasiment la même : 90% des individus composant le LSM n°1 étaient « Noirs » (SAIRR 2011) et les « Noirs » constituaient désormais 19% du LSM le plus élevé (n°10).

La conclusion de l'Institut²²³ est alors de dire que cette représentation accrue des « Noirs-Africains » montre la croissance d'une « classe moyenne africaine »²²⁴.

Outre le séquençage de la population, le recours à cet instrument permet de créer de l'homogénéité dans les catégories créées grâce à un « socio-type » :

<p>LSM 5 (16.9%) DEMOGRAPHICS Male and Female with female bias 15-34 Some High School Small urban/ rural</p>	<p>LSM 6 (23.8%) DEMOGRAPHICS Male and Female 15-49 Matric Large Urban</p>
---	---

²²¹ "SAARF has thus the responsibility to measure the audiences of all traditional media such as newspapers, magazines, radio, television, cinema and out of home media." <http://www.saarf.co.za/saarf/allabout.asp>, consulté le 11 juillet 2014.

²²² http://www.southafrica.info/about/social/living-standards-030212.htm#.Um_O4vm9ngw, consulté le 1^{er} mars 2013.

²²³ L. Holborn, SAIRR 2011.

²²⁴ Il est généralement question de « *Black Middle Class* » et nous mettons l'expression entre guillemets pour signifier notre posture constructiviste face à la problématique des catégories sociales. Comme toute construction sociale, la catégorie sociale est utilisée à un certain moment par certains acteurs pour répondre à un besoin de compréhension et d'appréhension du monde social, ou à une volonté d'agir sur lui. Une première étape pour cela est de nommer, classer ou catégoriser la réalité sociale, en construire une « représentation » (Boltanski 1979, 1982). Selon Bourdieu, c'est un acte de pouvoir qui nous révèle aussi des éléments sur les intérêts et l'identité de celui qui catégorise (cf. Martin 2002)

<p>House, matchbox/ matchbox improved R4 310 ave household income per month</p> <p>MEDIA Radio: Commercial mainly ALS stations, Lesedi FM, Motswedding FM, Ukhozi FM, community radio TV: SABC 1,2,3, e.tv, Top TV</p> <p>GENERAL Electricity, water on plot, flush toilet outside TV sets, hi-fi/radio set, stove, fridge Mzansi accounts Activities: singing, bake for pleasure, go to night clubs, attend gatherings, buy lottery tickets</p>	<p>House/ townhouse, cluster house R6 669 ave household income per month</p> <p>MEDIA Wide range of commercial and community radio TV: SABC 1,2,3, e.tv, Top TV, Community TV Any AMPS Newspaper Outdoor</p> <p>GENERAL Electricity, water in home, flush toilet in home TV set, stove, fridge/freezer, microwave oven Savings and Mzansi accounts Activities: hire DVDs, go to night clubs, take away in the past 4 weeks, attend gatherings, buy lottery tickets, go to gym</p>
<p>LSM 7 LOW (6.2%)</p> <p>DEMOGRAPHICS Male and Female with male bias 25+ Matric and higher Urban R10 069 ave household income per month</p> <p>MEDIA Wide range of commercial and community radio TV: SABC 1,2,3, e.tv, DStv, Top TV, Community TV All print Accessed internet past 7 days Outdoor</p> <p>GENERAL Full access to services Savings accounts Increased ownership of durables plus DVD and motor vehicle Participation in all activities</p>	<p>LSM 7 HIGH (5.9%)</p> <p>DEMOGRAPHICS Male and Female with a male bias 25-49 Matric and higher Urban R12 895 ave household income per month</p> <p>MEDIA Wide range of commercial and community radio TV: SABC 1,2,3, e.tv, M-Net, DStv, Top TV, Community TV All print Accessed internet past 7 days Cinema & Outdoor</p> <p>GENERAL Full access to services, including cheque and savings accounts Increased ownership of durables plus DVD and motor vehicle Participation in all activities</p>

Figure n°12, portraits-types des ménages par LSM, source : All media and products survey (AMPS 2013), consulté sur le site de la fondation SAARF le 11 juillet 2014.

Comme tout outil statistique, « il crée de la simplicité là où il n'existe que des situations hétérogènes et complexes » (B. Samuel)²²⁵. Pourtant, « la question de l'homogénéité socio-économique de ce groupe se pose bien évidemment » (Chevalier 2010 : 79). Outil conçu par des experts du marketing et de la segmentation de marché, il devient une catégorisation de référence pour décrire les styles de vie des ménages sud-africains dans le discours public. Il est utilisé aussi

²²⁵ Intervention lors du séminaire d'actualité du LAM du 26 février 2015 sur le thème de « L'émergence africaine et la croissance ».

bien par les études nationales officielles (Presidency 2005) que par les sociologues (Schlemmer 2005 :4).

Il figure également dans des articles de presse, comme celui ci-dessous par exemple, qui rend compte des résultats d'une étude de l'institut de référence South African Institute of Race Relations (SAIRR) qui utilise lui-même la catégorisation LSM.

Study shows black middle class has grown in past 10 years

The Star – February 2, 2012

Ninety-eight percent of people in the lowest living standards measure (LSM 1) in SA in 2010 were black, a new study has shown.

This was a slight decrease from 99.7percent in 2001, according to the SA Institute of Race Relations' latest survey.

Of people in the highest category, LSM 10, blacks comprised 19 percent of the total – up from 3 percent in 2001.

Sixty five percent of adults in LSM 10 in 2010 were white, compared with 87 percent in 2001. « The data shows that the racial differences have narrowed slightly, with more representation of Africans in the top LSM groups than 10 years ago, demonstrating a growing African middle class », the institute's Lucy Holborn said.

But this was considered an under-representation because blacks made up 76 percent of the adult population.

“There has been a shift to the higher LSMs but it is still racially skewed,” she said.

Living standards measures are a marketing tool developed by the SA Advertising Research Foundation. – Sapa

2.2.4 Le chiffre et l'image. Les ressorts de la création d'une « figure »²²⁶ du consommateur « noir » : le « Black Diamond »

La « *Black middle class* » était déjà conceptualisée comme une catégorie sociale émergente sous l'apartheid²²⁷. Ce qui est nouveau depuis la fin des années 1990, c'est sa « mise en chiffres »²²⁸ à partir de sa capacité à consommer.

« *Black Diamond on the Move* » est une étude produite en 2007 par un institut dit de « marketing stratégique » appelé *UCT Unilever Institute*²²⁹ qui se prévaut d'être le premier à « chiffrer » la classe moyenne « noire » justement. Selon le directeur de l'institut, John Simpson, l'émergence du *Black Diamond* a commencé « il y a 10 ou 15 ans » car sous l'apartheid²³⁰ « la société noire était monolithique, et sans classe sociale ». Or, poser la classe moyenne « noire » comme un objet social nouveau, au mépris des trajectoires inter-générationnelles qui font son historicité, c'est aussi pouvoir dire que l'émancipation se mesure par l'accès à la consommation et à un style de vie occidental représenté comme foncièrement positif.

Les individus en question sont catégorisés « middle class » alors que, selon l'étude, ils appartiennent aux LSM les plus élevées (9 et 10 sur une échelle de 1 à 10) dont le revenu mensuel est supérieur à R7000, diplômés de l'enseignement supérieur. Le groupe dispose des caractéristiques d'une classe moyenne comparable aux pays développés (voiture, maison et emplois qualifiés). Dans le contexte sud-africain, c'est donc aussi une référence à la « classe moyenne blanche ». Représentant 12% des adultes « noirs » du pays, leur poids

²²⁶ S. Chevalier (2010) montre que la lecture médiatique de l'émergence de la classe moyenne « noire » masque les véritables enjeux sociaux et politiques de la construction de cette « figure » de consommateur.

²²⁷ Voir le chapitre précédent.

²²⁸ Plusieurs études marketing (UCT-Unilever 2007 et 2009), des travaux de sociologues sud-africains (Southall 2004 et 2012), des rapports d'institutions internationales (BAfD 2011) parlent d'une « classe moyenne noire » en augmentation ou en « émergence » en Afrique du Sud depuis 1994 et plus particulièrement depuis le début des années 2000.

²²⁹ Cet institut est une organisation à but non-lucratif fondée en 1999, basée sur le campus de l'École de Management de l'Université de Cape Town et financée par la fondation Unilever pour l'Éducation et le Développement.

²³⁰ Ou encore : surestimer la fin de l'apartheid comme « un choc spectaculaire aux effets immédiats et conséquents en termes d'accès à l'emploi, à la finance, au crédit, au logement et à l'éducation ».

est surtout considérable en termes de pouvoir d'achat : 28% de l'ensemble du pouvoir d'achat annuel du pays soit 26,2 milliards de dollars (Chevalier 2010).

L'impact des études de cet institut est considérable. Selon D. Krige²³¹, le marché émergent du consommateur « noir » a ainsi été vendu à de nombreuses entreprises en Afrique du Sud, et sa publicité dans la presse a très bien fonctionné (Chevalier 2010, Krige 2010, Escusa 2013), structurant même les termes du débat public (Krige 2010: 297)²³². Peu de travaux d'analyse scientifique ont été publiés sur le sujet²³³, alors que, de façon concomitante, s'est développé un intérêt croissant pour une classe sociale fantasmée.

Là où les universitaires peinent à dresser des profils catégoriels pour des catégories aussi hétérogènes et nouvelles, des « professionnels spécialisés dans la création de catégories » créent des « socio-styles », qui, à défaut de scientificité, sont efficaces dans la construction de représentations sociales (Chevalier 2010 : 80).

« La médiatisation de ces portraits, même si la presse y a toujours participé, est d'autant plus importante que les sciences sociales peinent, non seulement à s'intéresser à ce groupe social, mais aussi à apporter des éléments descriptifs propres à une analyse anthropologique et sociologique. » (*ibid.*)

Le discours a donc été largement « vulgarisé » (Hibou 2011 :138)²³⁴. La presse joue un rôle décisif par la vulgarisation « des discours de vérité : en s'appesantissant sur quelques indicateurs et chiffres fétichisés », elle occulte des données qui peuvent montrer les difficultés du quotidien ou les inégalités. Selon D. Darbon également (2014), la puissance du discours sur la classe moyenne en ces temps d'inégalités renforcées tient justement en ce qu'elle unit les classes supérieures et inférieures dans un destin commun, au moment où elles ne sont que

²³¹ “This Institute has been at the forefront of describing the growing black consumer market to companies and business in South Africa.” (Krige 2011:229)

²³² “More importantly in terms of the public discourse however has been a number of marketing and research studies that have been conducted over the past few years at the corporate-funded Unilever Institute of Strategic Marketing based at the University of Cape Town (UCT).”

²³³ A l'exception des travaux de S. Laden (2003) sur les modes de vie et les aspirations de la classe moyenne « noire », notamment tels que représentés par la presse magazine féminine : Drum, Bona et You. Les travaux de l'équipe de South African Research Chair in Social Change (SARCHI) à UJ « Phakathi Soweto's Middling Class » ne sont publiés qu'en 2012.

²³⁴ Voir l'article de B. Hibou (2011) sur les dynamiques bureaucratiques, politiques et sociales à l'œuvre dans l'élaboration du discours du « miracle tunisien ». Selon elle, la vulgarisation du discours concerne les multiples processus d'appropriation et les transformations infinitésimales que les individus lui faisaient subir, en l'occurrence, les bailleurs de fonds, les « satisfecit étrangers ».

toujours plus divisées/éloignées. Nous avons sélectionné quelques articles (*The Economist* 2012, *Mail and Guardian* 2012²³⁵, City Press « the new society », « *Black Middle Class Growing and Spending* » Sunday Independent, 16-03-2008, « *Black Middle Class growing strongly* » Sunday Tribune News, 16-03-2008) qui témoignent de l'opération de vulgarisation durant le début des années 2000.



Figure n°13, "The new society", source: City press, 23 avril 2012.

La polarisation de l'image d'un individu « noir » réduit à son avidité consummatrice n'a pas été sans réaction²³⁶, mais l'entreprise de « naturalisation »²³⁷ de la classe moyenne « noire » et du mécanisme de la croissance qui produit naturellement une hausse de revenus, donc une augmentation de la classe moyenne²³⁸, a plutôt bien fonctionné.

²³⁵ L'hebdomadaire sud-africain Mail & Guardian titrait en février 2012 « Increase in Black earning power ».

²³⁶ D. Krige consacre une sous-partie de sa thèse aux réactions de rejet de l'étiquette Black Diamond dans la presse : « *Resisting representation: The Black Diamond is a white man's construct for an imaginary black man's world* » (Krige 2010 : 302-4). Nous avons également trouvé celles-ci : M. Tumelo. 2007. « Black Diamond label must be done away with », Letter to Sunday Times ; Dlamini, Jacob, 2007, « There's no shine in being a black diamond », The Weekender, 17 June 2007, p. 7.

²³⁷ B. Hibou parle d'un discours qui « naturalise » en induisant des représentations de la réalité à partir de constats statistiques et en affirmant l'existence de règles inattaquables puisque « naturelles » (Hibou 2011 :140)

²³⁸ B. Hibou dit ensuite à propos de la diffusion du discours : « La reproduction de ce discours 'naturel' n'était pas toujours consciente, ce qui le rendait d'autant plus puissant. Elle opérait avant tout par d'infimes touches successives, où la répétition jouait un rôle central : répétitions constantes d'énoncés à caractère de prédication plus que de démonstration ('le modèle tunisien', 'la croissance continue depuis 1987' [...]), répétition des mêmes expressions, des mêmes attributs ou des mêmes qualificatifs (le développement était toujours 'équilibré', la croissance 'soutenue')[...] Ces énoncés finissaient par créer une fausse familiarité, parce qu'ils étaient sans

Il faut prêter attention aux sources de référence des articles sud-africains – mais aussi occidentaux – sur le sujet²³⁹ : les cabinets de conseil tels Mc Kinsey²⁴⁰ ou Goldman Sachs, ainsi que les cabinets d’audit – qui participent avec la Banque Mondiale à la formulation des nouveaux programmes de réforme en Afrique – sont devenus les « nouveaux locuteurs dans le champ de l’authentification du progrès africain ». (Vallée 2011 :70-1²⁴¹). Les travaux de notre groupe de recherche (Darbon et Toulabor 2014, Darbon AFD 2011, Nallet 2014) montrent que les études de marché de ces nouveaux acteurs sont reprises par les institutions du monde du développement (comme la BAfD). Ces différents acteurs du monde de la finance participent à l’énonciation d’une nouvelle réalité économique sur le continent africain. Un imaginaire de l’émergence et de la croissance est peu à peu constitué. Les bailleurs de fonds jouent aussi un rôle important de validation de l’interprétation dominante de la Transformation :

« Depuis la fin de l’Apartheid, la classe moyenne a à la fois fortement crû et évolué (selon l’origine ethnique) avec désormais une part très majoritairement constituée par les « Black African ». [...] L’émergence d’une classe moyenne noire supérieure [est le] résultat de la politique de discrimination positive lancée depuis 2003. »²⁴²

In fine, la catégorie post-apartheid « *Black Middle class* », en grande partie issue d’opérations de segmentation de marchés, n’est pas anodine. Toute catégorisation, produit de luttes politiques pour l’imposition d’une représentation légitime de la société, crée de l’ordre là où apparaissent des changements sociaux²⁴³. Cette

cesse entendus, mais aussi parce qu’ils atteignaient directement le destinataire et finissaient par lui paraître ‘naturels’. » (*ibid.* :140)

²³⁹ Voir l’article d’O. Vallée « L’économie africain saisi par la finance », Politique africaine 2011, dans lequel il analyse comment la presse ratifie le « take off » africain avec l’exemple d’un article du Monde qui cite abondamment des sources de Mc Kinsey Global Institute et de Goldman Sachs qui évoque notamment l’urbanisation et la création d’une classe moyenne en Afrique équivalente à celle de l’Inde. Ce sont les nouveaux éléments et les nouveaux locuteurs « dans le champ de l’authentification du progrès africain ».

²⁴⁰ Le rapport de Mc Kinsey se nomme « *Lions on the Move: the progress and potential of African Economies* ». L’identification de nouveaux consommateurs est un élément central du potentiel africain identifié.

²⁴¹ Ce qui est intéressant également selon O. Vallée, c’est qu’en « brouillant la parole du ‘développement’, les voix des cabinets d’audit ou des banquiers d’investissement expriment aussi l’apparition d’autres façons de considérer la mesure de la performance économique. De nouveaux instruments resserrent les liens entre l’Afrique et la finance moderne. »

²⁴² Note de la Direction Générale du Trésor, octobre 2013.

²⁴³ C’est le propre de la doxa de convertir les structures sociales en principes de structuration, en manière d’organiser le monde social, acceptés comme allant de soi. Selon P. Bourdieu (1979 :549-50), « l’orchestration des catégories de perception du monde social qui, étant ajustées aux divisions de l’ordre établi (et par là, aux intérêts de ceux qui le dominent) et communes à tous les

« nouvelle classe » est perçue par le *Sowetan* comme un « symbole d'une transformation réussie »²⁴⁴. L'image du « *Black Diamond* », même démographiquement minoritaire, atteste, par son existence même, de l'ouverture des horizons de la mobilité sociale²⁴⁵ et d'une nouvelle « richesse noire » (*The Economist* 2007)²⁴⁶.

2.3 La profession

Le critère de la profession fait également partie des critères d'identification de la Transformation post-apartheid.

Par exemple, une étude de l'Institute for Race Relations (SAIRR 2013) montre grâce à ce critère que la « transformation n'est pas complètement un échec » grâce aux chiffres suivants :

- le nombre de « Noirs-Africains » en emploi a doublé depuis 1994.
- la proportion d'individus « noirs », « *coloured* » et « indiens » dans des emplois de management supérieur a quasiment doublé depuis 2000 : de 13% à 24%.

Selon l'étude de référence de J. Seekings et N. Natrass (2005), la profession doit être « le point de départ de toute analyse de classes en Afrique du Sud »²⁴⁷ (2005 : 241).

Il faut néanmoins être conscient de tous ceux qui sont exclus d'une telle catégorisation. En effet si, au niveau national global, le salaire est la source de revenu principale des ménages en Afrique du Sud²⁴⁸, les revenus venant du marché

esprits structurés conformément à ces structures, s'imposent avec toutes les apparences de la nécessité objective ».

²⁴⁴ “*This new class – a black middle class that has amassed substantial wealth – is a symbol of successful transformation.*”

²⁴⁵ On trouve dans un article de City Press l'affirmation non argumentée suivante tirée d'une étude marketing de 2011 : « Quand il faut en moyenne quatre générations aux États-Unis pour qu'un individu passe de la pauvreté à un revenu moyen, une génération suffit en Afrique du Sud. »

²⁴⁶ Comme le postule le journaliste de l'article qui voit dans la construction des nouveaux centres commerciaux des « signes de la richesse croissante parmi la majorité noire sud-africaine » : “*Thirteen years after the first democratic elections, signs of the growing affluence among South Africa's black majority—once largely deprived of wealth and opportunities by apartheid—are increasingly visible.*”

²⁴⁷ “*Given the overwhelming dependence of SA households on wages as a source of income, occupations must be the starting point for analysis of class in South Africa.*”

²⁴⁸ En Afrique du Sud, il est d'usage de prendre en compte quatre sources de revenus pour les ménages : les rémittences, le revenu salarial (y compris des indépendants), l'assistance sociale

du travail sont majoritaires dans le revenu total des ménages des déciles 5 à 10, alors que les allocations du gouvernement sont la source de revenu principal des cinq premiers déciles (Leibbrandt *et al.* OCDE 2010 :27). En fait, l'accès à un revenu salarial semblerait déterminer la frontière de la pauvreté²⁴⁹ dans le contexte d'une structuration singulière du marché du travail selon la théorie de « l'oignon à trois couches ». Selon K. Von Holdt et E. Webster (2005), la couche extérieure est constituée des individus sans emploi qu'ils estiment à un tiers voire un quart de la population active. Au centre, le « cœur des travailleurs du secteur formel » représente la moitié des individus employés bénéficiant de salaires stables et de protections contractuelles. Il y a ensuite une couche intermédiaire en expansion d'emplois peu qualifiés (selon Barchiesi 2011) dont les travailleurs « noirs » (et surtout les femmes) constituent l'écrasante majorité : les emplois précaires et de domestiques (30% des employés) et le secteur informel ou de subsistance (20% des employés).

Comme notre grille des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS de l'INSEE), le classement par profession produit une cartographie de l'ensemble de la population active sud-africaine et permet des mesures d'évolution dans le temps de la composition des différentes catégories. Ce critère semble être celui que la sociologie sud-africaine a privilégié pour décrire et mesurer la classe moyenne « noire » (Mabandla 2013 : 2). Il est utilisé de deux manières. Il peut classifier l'ensemble de la population en catégories professionnelles, et/ou servir de critère de définition d'une classe sociale. Dans notre cas, cela revient à décider que certaines professions sont celles qui regroupent les individus appartenant à la classe moyenne sud-africaine.

Un modèle européen de classification sociale influent

Les critères de la profession ont été déterminants dans le repérage de nouvelles classes moyennes en Europe et aux États-Unis au milieu du XX^{ème} siècle.

Vers 1930, une bascule s'opère : les classes moyennes indépendantes (paysans, commerçants, artisans...) déclinent au profit des classes moyennes salariées. Cadres,

(allocations), et les revenus du capital (dividendes, intérêts, loyers etc.). Les analyses concordent sur le fait que le salaire constitue 70% des sources de revenu (Leibbrandt *et al.* OCDE 2010 :19).

²⁴⁹ Nos séjours exploratoires sur le terrain ont confirmé cette hypothèse. La grande majorité des ménages que nous rencontrions disposaient d'un emploi dans le secteur formel, au minimum. Notre enquête tend à confirmer l'importance de la profession, autant comme un élément commun aux différentes trajectoires inter-générationnelles de nos interviewés, que dans leurs discours sur leur positionnement social.

instituteurs, infirmières, travailleurs sociaux, ingénieurs... profitent du développement progressif de vastes bureaucraties, de la grande industrie et du secteur public, en particulier pendant les trente glorieuses. C'est l'époque où, aux États-Unis, le sociologue C. W. Mills décrit le nouveau monde des « cols blancs » : « Bureaucrate salarié avec ses dossiers et sa règle à calcul, chefs de rayon, contremaîtres, policiers titulaires d'une licence en droit [...] qui peuplent un univers nouveau de gestion et de manipulation [...] » qui sont les figures de proue de la nouvelle société capitaliste américaine. En France, ces « nouvelles classes moyennes salariées » (selon l'expression d'Alain Touraine en 1968) représentent 7 % de la population active avant la Première Guerre mondiale, 13 % au début des années 1930, 19,5 % en 1954 et 37 % en 1975.

En Europe et aux États-Unis, l'expression « nouvelles classes moyennes » a été employée par des auteurs qui prenaient acte de mutations économiques et sociales des sociétés industrielles, et notamment de la croissance de nouvelles catégories dans le monde professionnel. Des professions de management intermédiaire se sont développées, en se situant en dehors du seul rapport de possession de capital (bourgeoisie) ou de la force de travail (prolétariat). « On a vu apparaître, dans la plupart des entreprises américaines, de complexes bureaucraties d'encadrement dans la foulée desquelles les postes de cols blancs se multiplient. » (Lash et Lurry 1987 cité dans Bidou-Zachariasen 2004 :130). En France, ce sont les « cadres et professions intellectuelles supérieures » et « professions intermédiaires » des secteurs privé et public, et selon la sociologie britannique : les « *professionals* » et « *managers* ». Les écoles de management se créent dès les années 1950. Selon C. Bidou-Zachariasen (2000) : « Dans l'après-guerre, les pays occidentaux avaient tous des mêmes types de *classes de service*, au-delà de variantes liées à leurs caractéristiques historiques et nationales. »

La mobilité professionnelle ascendante au cœur de la conception de la classe moyenne

Dans la littérature des institutions internationales sur la classe moyenne dans les pays à revenus intermédiaires et/ou en développement, on trouve l'idée que l'emploi est une caractéristique essentielle de la classe moyenne. L'emploi stable et correctement rémunéré est, selon de nombreuses études, ce qui sépare un individu de la classe moyenne d'un individu en situation de pauvreté (Banerjee et Duflo 2007). Le rapport de la BAfD conclut qu'« une large portion de la classe moyenne a des emplois lui garantissant des revenus stables en comparaison des pauvres en grande majorité autoentrepreneurs »²⁵⁰. (BAfD 2011 :14)

Déjà repérée sous l'apartheid au bénéfice d'une progression professionnelle, la classe moyenne « noire » continue à être analysée au prisme de la grille des

²⁵⁰ "A large portion of the middle class has jobs providing stable incomes in comparison to the largely self-employed poor."

professions par les sociologues sud-africains depuis l'avènement de la démocratie. Certains parlent de l'émergence d'une « nouvelle » classe moyenne, notamment dans les secteurs publics et des services, encouragée par des interventions étatiques sur le marché de l'emploi telles que l'Employment Equity Act ou le Black Economic Empowerment.

Le sociologue R. Southall, spécialiste de la classe moyenne « noire », fonde également la définition de cette dernière sur le type d'emploi, afin, dit-il, de contourner le débat entre les néo-marxistes et les néo-wébériens. Il définit la classe moyenne comme « tirant son revenu principal (directement ou indirectement) d'un emploi non-manuel, tels que « les cols-blancs, les managers, les entrepreneurs indépendants ou les professions supérieures »²⁵¹. Il parvient à une estimation de 2,5 millions d'individus « noirs »²⁵² constituant la classe moyenne. Mais il opère une division en deux sous-catégories au sein de la classe moyenne « noire ». Il considère que les managers et les professions supérieures font partie d'une *upper middle class*, et que les vendeurs et employés de bureau constituent une *lower middle class*. Selon lui, cette distinction est importante car il formule l'hypothèse que la classe moyenne supérieure est la principale bénéficiaire du changement de distribution des revenus dans la première décennie du post-apartheid (Southall 2004 : 531). Cette hypothèse est également formulée par L. Schlemmer (2005), Rivero *et al.* (2003) et J. Seekings et N. Natrass (2005).

Les auteurs de l'article « *Tracking the development of the Black middle class in democratic South Africa* » (Rivero *et al.* 2003) analysent l'avancée des « Noirs » vers des professions supérieures entre 1994 et 2000²⁵³. Ils donnent des chiffres supérieurs aux estimations de R. Southall cité précédemment. La classe moyenne « noire » comporterait, selon eux, environ 3,6 millions d'individus en 2000 (Rivero

²⁵¹ “[...] *the middle class (or petty bourgeoisie) as drawing its primary income (directly or indirectly) from non-manual employment as “white-collar employees”, managers, self-employed business persons or professionals.*”

²⁵² Contrairement à O. Crankshaw, il décide de s'appuyer sur les statistiques officielles de répartition de la population active par catégorie professionnelle pour mesurer l'évolution de taille et de nature de la classe moyenne « noire » entre 1991 et 1999, et ce, même si certaines catégories ont changé entre les deux dates.

²⁵³ Ils utilisent l'enquête du Human Sciences Research Council (HSRC) appelée February Omnibus, entre 1994 et 2000 et montrent que 29% de la classe moyenne globale était « noire africaine » en 1994, le chiffre équivalent en 2000 est d'environ 50% (Rivero *et al.* 2003 : 19).

et al. 2003 :17), mais ce qui nous intéresse ici est la conclusion suivante qui concorde avec les études citées précédemment : la progression professionnelle des « Noirs » a été la plus rapide aux échelons les plus élevés – des catégories professionnelles supérieures – et plus lente au niveau des catégories des managers et des employés de bureau, en raison des politiques de discrimination positive dans les institutions publiques selon les auteurs (Rivero *et al.* 2003 :18).

Comment expliquer que l'ascension sociale touche désormais, en particulier, les échelons les plus élevés de la nomenclature professionnelle sud-africaine, alors que ce n'était pas le cas dans les années 1980-1990 ?

Depuis le début des années 1990, la mise en œuvre des mesures de discrimination positive issues de deux lois : le Employment Equity Act et Black Economic Empowerment Act en 1998 favorise l'émergence d'entrepreneurs, d'actionnaires « noirs » et de fonctionnaires, même si leur impact précis reste encore à démontrer. Grâce aux chiffres de la composition « raciale » de la fonction publique (SAIRR 1994-1995 : 476 et Public Service Commission 2004), R. Southall a pu montrer une augmentation nette du nombre de fonctionnaires « noirs » et « *Coloureds* » recrutés dans l'administration durant les dix premières années de la démocratie²⁵⁴. (Southall 2004 : 533)²⁵⁵.

Le type de profession est aussi une mesure du niveau d'éducation reçue par la population. N. Mabandla (2013) décrit en effet une progression du niveau de qualification des emplois occupés entre la deuxième et la troisième génération de classe moyenne « noire » et l'explique par un plus grand accès à l'enseignement supérieur. « Alors que la majeure partie de la deuxième génération pouvait être rangée parmi les *semi-professionals*, la troisième génération a consisté en un plus grand nombre de *professionals* ». (2013 : 97-8)

²⁵⁴ “It is immediately evident that the African and Coloured groups have been the principal beneficiaries of civil service « restructuring ». This has been brought about through strategies of affirmative action spelt out in the Employment Equity Act of 1998 and the White paper on the Public Service of 1995.”

²⁵⁵ Dans la fonction publique nationale, les « Noirs-Africains » représentaient 41,3% des effectifs de la fonction publique nationale en 1993, puis 62,8% en 2003 ; la proportion de « *Coloureds* » était de 16,5% en 1993, puis 29,6% dix ans plus tard. (Southall 2004 : 533)

L'outil de la catégorisation professionnelle est donc utile, il permet une analyse diachronique de la mobilité sociale (à l'inverse d'une cartographie figée dans le temps – synchronique). D'une part, il nous permet de saisir les mouvements de promotion vers des emplois plus qualifiés de cohortes d'individus « noirs » auparavant maintenus à des postes de subalternes ou d'emplois manuels non – ou peu – qualifiés. Ce mouvement de promotion professionnelle a de plus été amplifié par le départ des « Blancs » du secteur public et des entreprises parapubliques à la fin de l'apartheid.

D'autre part, il nous permet de dissocier l'évolution des « *professionals* » (professions intellectuelles et supérieures) de celle des « *semi-professionals* » (professions intermédiaires) et ainsi d'indiquer l'existence de deux classes moyennes distinctes.

2.4 L'apparition d'un « milieu réel »²⁵⁶

Qu'est-ce que le « milieu réel » ? Nous empruntons l'expression à l'économiste J. Visagie qui désigne un « *actual middle* » et nous allons voir par quelles étapes chemine sa démonstration. Il est à ce stade intéressant de noter que le qualificatif « réel » peut recouvrir deux dimensions : d'une part, la recherche de la traduction empirique d'un concept théorique, d'autre part, le rapport à un contexte national par rapport à un concept défini à l'international.

Suivons pas à pas la démonstration qui consiste, pour J. Seekings et N. Natrass (2005)²⁵⁷ et J. Visagie (2015), à tester empiriquement la définition théorique de la classe moyenne « noire » identifiée par des catégories professionnelles. L'exercice consiste à mettre en parallèle deux systèmes de catégorisation de la population sud-africaine :

- celui qui classe les individus en fonction du montant de leur revenu mensuel ou annuel
- celui qui classe les individus en fonction de leur profession (selon une grille préétablie distinguant les niveaux de qualification et les degrés de responsabilité)

²⁵⁶ L'expression vient de « *actual middle* » (Visagie 2013).

²⁵⁷ Dans le chapitre 7 de *Class, Race and Inequality in South Africa* intitulé: « Social stratification and income inequality at apartheid's end ».

2.4.1 La « service class » au prisme de la répartition des revenus

Les deux auteurs entreprennent d'observer la correspondance d'un groupe de catégories professionnelles (qui est dit de « classe moyenne ») dans une répartition des revenus par décile à l'échelle nationale.

Le résultat de leur « test » empirique pourrait se résumer ainsi : lorsqu'une définition théorique de la classe moyenne, d'inspiration européenne (« *service class* »), est « décalquée » (ou traduite) dans la répartition nationale des revenus, alors on se rend compte qu'elle correspond à une tranche de revenus parmi les plus élevés du pays, autrement dit, une classe moyenne supérieure, et non celle « réellement située au milieu ».

C'est à partir du schéma des classes sociales de J.H. Goldthorpe, quelque peu complété par les travaux d'O. Crankshaw, que J. Seekings et N. Natrass établissent un schéma de stratification sociale à partir de cinq catégories professionnelles. Ils procèdent à un « *mapping* » social en identifiant les catégories suivantes de travailleurs :

- ✓ *Upper class (UC) : managers and professionals*
- ✓ *Semi-professional class (SPC): teachers and nurses*
- ✓ *Intermediate class (IC): routine white-collar, skilled, and supervisory workers*
- ✓ *Core working class (CWC) : semiskilled and unskilled workers (except farm and domestic workers)*
- ✓ *Marginal working class (MWC) : farm and domestic workers*

Les deux catégories les plus élevées (*Upper Class et Semi-Professional Class*) correspondent aux classes I et II du schéma de Goldthorpe pour lesquelles la relation d'emploi est dite de « service » et constituent donc la « *service class* » (voir encadré). Comme O. Crankshaw le recommande, les auteurs sud-africains distinguent néanmoins une catégorie de « *semi-professionals* » qui disposent d'un diplôme moins élevé que les catégories supérieures²⁵⁸.

²⁵⁸ D'autres distinctions peuvent être relevées par rapport à la sociologie de J.H. Goldthorpe :
– l'inclusion des travailleurs manuels qualifiés dans la catégorie intermédiaire car, dans le contexte sud-africain, ils ont un degré de pouvoir économique comparable aux employés de

Qu'est-ce que désigne précisément le concept de « service class » ?

Ce terme de « classe de service » vient du modèle théorique développé par J.H. Goldthorpe en Angleterre selon lequel la nature de la relation de travail (saliariat) est le facteur structurant de la classe²⁵⁹ d'un individu. Il a été très influent sur la sociologie sud-africaine (O. Crankshaw, Seekings & Natrass notamment) et le schéma de classes sociales mis au jour par Goldthorpe a été à l'origine de la nomenclature en vigueur pour les comparaisons au sein de l'Union Européenne (dit « EGP »).

J.H. Goldthorpe forge le concept de « *service class* » pour identifier précisément les classes moyennes, à partir de la question : Y a-t-il ou non une relation de service qui prévaut dans l'emploi occupé ? Par souci pratique, les sous-groupes sont constitués par type de profession dans la mesure, précise J.H. Goldthorpe, « où les groupes de professions formés, avec le même statut d'emploi, seront caractérisés par une relation d'emploi similaire. »²⁶⁰ Les membres de la « *service class* » sont engagés dans une « relation de type contractuelle » avec le capital pour laquelle un salaire les récompense. C'est la classe des professions supérieures (*professionals*), des employés administratifs et des cadres, tous réunis par une caractéristique commune dans leur profession : la délégation d'autorité (Goldthorpe 1982). Etant donné sa croissance rapide dans la structure sociale au cours de la décennie de l'après-guerre, la « *service class* » se trouve structurellement marquée par une dimension spécifique, celle de la mobilité sociale ascendante.

Puis, par l'intermédiaire du concept de « *mediated class location* », ils choisissent le ménage comme unité de la stratification et non plus les individus²⁶¹. Les auteurs veulent ensuite s'assurer de la validité empirique²⁶² de leur schéma de stratification, en d'autres termes, que celui-ci puisse nous renseigner sur d'autres éléments importants du statut social d'un individu, tels que le niveau de vie, les comportements politiques etc. Pour cela, ils confrontent ce schéma²⁶³ à la distribution des revenus, pour voir dans quelle mesure « la structure de classe est reflétée en termes matériels ».

supervision ou de bureau, notamment en raison de l'intensité en capital de l'industrie sud-africaine.

– la différence cruciale entre la classe ouvrière « *core* » et « *marginal* » car les membres de cette dernière vendent leur force de travail sans un contrat formel et sont donc plus vulnérables face à leurs employeurs (comme dans bien des sociétés du Sud, le Brésil par ex.).

²⁵⁹ On se fonde ici sur les travaux de C. Bidou-Zachariasen, qui a résumé les débats sur la classe moyenne dans la sociologie britannique.

²⁶⁰ "In other words, the class schema is 'occupationally-based' only insofar as it is supposed that groupings of occupations, with the same employment status, will be characterized by similar employment relationships."

²⁶¹ Ils rajoutent également le poids des revenus d'activités entrepreneuriales et non-salariaux (rentes, pensions et profits).

²⁶² "In other words, the empirical value of class categories lies in part in their use in predicting other things, such as intergenerational mobility, lifestyles and health, attitudes and consciousness, and political behaviour."

²⁶³ Voir le schéma 7.1 appelé « *The class structure, 1993* ».

Ils se rendent compte alors que les ménages de la catégorie « *core working class* » ont un revenu moyen au-dessus du revenu médian.

Ils s'intéressent aux déciles figurant au milieu de cette pyramide des revenus par ménage. Le milieu de la pyramide est constitué par les catégories suivantes : *Semi-Professional Class*, *Intermediate Class*, *Core Working Class* et « *petty traders* », soit, en 1993, 48% des ménages et 45% des revenus totaux. Les déciles les plus hauts, quant à eux, sont dominés par les classes supérieures, « *semi-professional* » et intermédiaires. Les déciles *du milieu* sont constitués par la classe ouvrière principale (*Core Working Class*), qui se répartit entre les déciles 4 et 8 mais dont les proportions les plus grandes sont dans les déciles 6 et 7.

Faut-il alors considérer que ces « déciles du milieu » constituent la classe moyenne ? C'est la conclusion à laquelle Seekings et Natrass parviennent à la fin du chapitre central du livre :

« Les classes au milieu de la structure sociale appartiennent en réalité à la classe ouvrière et les « soi-disant » classes moyennes sont en fait une élite très privilégiée ».²⁶⁴

2.4.2 Une définition statistique de la classe moyenne comme « milieu réel » : le choix des déciles au milieu de la distribution des revenus

Pour bien comprendre leur raisonnement, il faut préciser ce qu'implique en termes de catégorisation de la population la répartition des individus (ou des ménages) en déciles de revenus. Nous prenons l'unité du ménage pour illustrer notre explication.

La méthode consiste à répartir les ménages du plus pauvre au plus riche et à les diviser en dix groupes de taille égale, appelés déciles. Le premier décile contient

²⁶⁴ “*Because of unemployment and the absence of small holder agriculture, the classes in the middle of the social structure were actually working classes and the so-called middle classes were actually a very privileged elite. A majority of core working class households (as we have classified them above) were actually in the richer half of the population, and most intermediate class households had incomes above the mean.*”

les 10% des ménages les plus pauvres du pays, alors que le décile n°10, le plus élevé dans la répartition, est constitué des 10% des ménages les plus riches.

Le revenu médian est la valeur qui sépare exactement en deux les ménages de cette répartition : 50% des ménages se trouvent au-dessus de ce revenu et 50% en dessous. Une façon de définir la classe moyenne est alors de prendre les déciles situés autour du revenu médian. C'est une méthode assez courante. En France, l'Observatoire des inégalités propose ainsi de considérer comme classes moyennes les 40 % de salariés du milieu de la répartition : au-dessus des 30 % les moins bien payés et en-dessous des 20 % les mieux payés (Observatoire des inégalités 2014).

J. Visagie (2015) a réalisé une étude selon cette méthode à partir de données récentes²⁶⁵. Il inclut les déciles de 4 à 7 (entre 50% et 150% du revenu médian) dans sa définition d'une classe moyenne qu'il considère comme le « milieu réel » (« *the actual middle* ») par rapport à une classe moyenne « prospère » (« *affluent* »). Selon cet auteur, les ménages dont les revenus se situent dans ces déciles « médians » représentent le ménage « moyen » sud-africain. Prendre en compte l'évolution de la part du revenu de cet intervalle « du milieu » aiderait à évaluer si la croissance a bénéficié au « Sud-Africain moyen » durant la période post-1994.

« Comprendre les contrastes entre les différentes conceptions de qui et quoi appartient à la 'classe moyenne' fournit une perspective saisissante sur les très fortes inégalités dans la distribution des revenus en Afrique du Sud. »²⁶⁶ (Visagie 2015 :8)

C'est en comparant ce « milieu réel » à ce qui est habituellement considéré comme la « classe moyenne » sud-africaine, qu'il fait apparaître deux classes moyennes.

²⁶⁵ L'enquête National Income Dynamic Study (NIDS) 2008.

²⁶⁶ “*Understanding the contrasts between the different conceptions of what and who belong to the 'middle class' provides a striking perspective on high inequality in the distribution of income in South Africa.*”

2.4.3 Les deux classes moyennes sud-africaines²⁶⁷

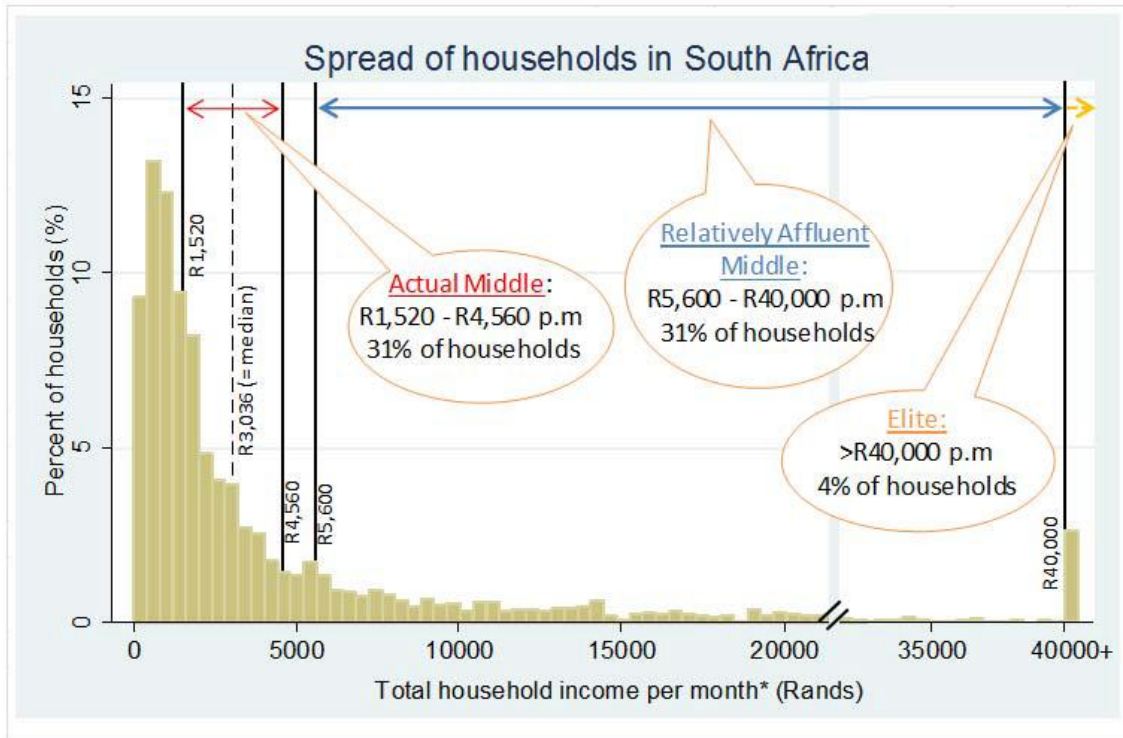
Selon une approche similaire à celle de J. Seekings et N. Natrass, J. Visagie compare l'intervalle de revenus du « milieu réel » à l'intervalle correspondant à une définition typique de la classe moyenne selon des professions : managers, professions intellectuelles supérieures, cadres, employés de bureaux et ingénieurs. En 2008, les ménages appartenant à ces catégories professionnelles disposaient d'un revenu compris entre R5600 (€410) et R40000 (€2920) par mois brut²⁶⁸. En revanche, les ménages dont les revenus se situaient dans le « milieu réel » avaient un revenu entre R1520 (€110) et R4560 (€330) par mois pour le ménage²⁶⁹. En 2008, le revenu médian d'un ménage était de R3560 (€260).

L'écart entre les deux classes moyennes apparaît à l'aide d'un graphique.

²⁶⁷ Le président de la République sud-africaine T. Mbeki à l'époque parle de deux économies : la première « *first-world economy* » intégrée et semblable à un pays développé, diversifiée et industrialisée, alors que la deuxième, « *second-world economy* », tournerait autour du secteur informel en progression, et serait caractérisée par un fort chômage et des conditions de vie dignes d'un pays pauvre. (ANC Today, 2003) Les deux mondes vivraient côté à côté sans beaucoup se rencontrer.

²⁶⁸ Ce qui revient à un intervalle de R1400 à R10000 par personne et par mois selon l'hypothèse d'un ménage constitué en moyenne de 4 personnes, conforme aux dernières statistiques de la province du Gauteng.

²⁶⁹ De R380 à R1140 par mois et par tête.



Source: NIDS 2008, own estimates

Notes: The horizontal axis has been truncated between 20 000 and 35 000 to fit the affluent middle class interval onto one page width. Since the upper tail of the distribution is very long, incomes above R40 000, in the right-hand tail of the distribution, have been aggregated.

*Total household income is calculated from per capita household income multiplied by an average household size of four persons

Figure n°14, la visualisation des deux « milieux », le « réel » et le plus « aisé » parmi la répartition des ménages en fonction de leur revenu mensuel, source Visagie (2015), « Who are the middle class in South Africa ? Does it matter for policy?, Mai 2013, www.econ3x3.org.

Deux groupes apparaissent très distinctement et ils ont la particularité de ne pas se recouper. Chacun regroupe néanmoins une part équivalente de ménages évaluée à un tiers sur l'ensemble des ménages sud-africains. Un groupe se situant « réellement » au milieu (pour reprendre l'expression de J. Visagie) apparaît de façon distincte. La conclusion de l'article de J. Visagie est très similaire à celle de Seekings et Natrass citée plus haut :

« La caractéristique sud-africaine frappante est que la 'classe moyenne' (selon son acception courante) n'est pas au milieu de la distribution des revenus. Et ceux qui sont au milieu ne sont pas dans la 'classe moyenne' (soit au-dessus d'un seuil minimum de richesse). »²⁷⁰
(Visagie 2015:5)

²⁷⁰ « The striking South African feature is that the 'middle class' (as understood in everyday usage) is not in the middle of the income distribution. And those who are in the middle are not 'middle class' (in the sense of being above some minimum level of affluence). »

Le « milieu réel » a la particularité d'être construit à partir des statistiques nationales alors que les définitions précédentes portaient d'une conception mystifiée de ce qu'est une classe moyenne à partir d'un imaginaire occidental : la possession de certains biens (maison, voiture etc.), certaines professions (cadres ou professions intellectuelles), ou un certain niveau de revenus ou de dépenses par jour et par personne.

2.5 Pourquoi choisir "ceux du milieu" parmi les deux classes moyennes sud-africaines

L'exercice de « test empirique » que nous avons rapporté ci-dessus rend compte du caractère polymorphe d'une même catégorie qui peut désigner plusieurs groupes sociaux, selon les critères choisis : l'un correspondant à une *upper middle class* et l'autre, moins présent dans le débat public, que l'économiste J. Visagie appelle le « milieu réel ».

A partir des deux conceptions de la classe moyenne que nous venons de décrire, nous allons maintenant expliquer :

- comment nous avons construit un objet de recherche que nous désignons comme « ceux du milieu » ;
- pourquoi il est important de révéler les enjeux économiques et politiques derrière l'usage du terme « *Black Middle class* » en Afrique du Sud.

2.5.1 Les enjeux politiques de la polarisation du débat public sur la strate supérieure de la « Black Middle Class »

En effet, par ce terme de « *Black Middle Class* » est souvent désigné un groupe d'individus « noirs » qui affichent leur réussite et affichent tous les signes propres à une bourgeoisie : villa dans des quartiers résidentiels sécurisés, plusieurs voitures, et consommation de loisirs et de produits culturels.

Nous l'avons vu dans le chapitre 1, section 1.3, la « *Black Middle Class* » dans le discours public sud-africain est caractérisée par des signes d'opulence et de

consommation ostentatoire qui correspondent à l'image du « *Black Diamond* ». Ce groupe, appelé « classe moyenne » correspond davantage à l'idée occidentale d'une classe moyenne, sans tenir compte des spécificités nationales et de la place de ce groupe dans la structure de la société sud-africaine, c'est-à-dire de sa signification dans le contexte du post-apartheid. J. Visagie montre que la classe moyenne « aisée » correspond aux standards occidentaux de classe moyenne en termes d'éducation : plus de la moitié des individus en âge de travailler ont l'équivalent du baccalauréat ou un diplôme de l'enseignement supérieur, alors que c'est le cas de seulement 20% des individus du « milieu réel ». Ce dernier est néanmoins plus représentatif « racialement » car elle comprend une majorité d'individus « noirs », alors que la classe moyenne « aisée » comprend pour moitié seulement des « Noirs » et près de 30% de « Blancs ».

Quels sont les enjeux de cette catégorisation « abusive » ?

On peut noter tout d'abord que, bien que similaire en taille (nombre de ménages), les deux groupes sociaux ainsi distingués n'ont pas le même poids économique. La classe moyenne « aisée » reçoit en effet presque la moitié du revenu total (47,3%) du pays en comparaison des 12,7% reçus par la classe « réellement » moyenne.

« Ce groupe [classe moyenne aisée] constitue une base importante pour la société en termes d'éducation et de compétences, il promeut l'entrepreneuriat et l'investissement et représente une source importante de demande de consommation ». (Visagie 2015 :3)

Il y aurait donc un intérêt des milieux économiques au développement de cette strate moyenne supérieure.

Les enjeux d'une telle catégorisation sont également politiques. Dans un pays où, de façon contre-intuitive, les inégalités de revenus ont augmenté sous l'ère démocratique post-apartheid²⁷¹, il semble que l'image d'une classe moyenne « noire » aisée qui affiche les signes d'un enrichissement spectaculaire grâce à une consommation ostentatoire doive être analysée dans le contexte de la Transformation post-1994, et surtout de ses attentes déçues, notamment concernant la redistribution des revenus.

²⁷¹ Voir le chapitre 9 « *Income inequality after apartheid* » de Seekings et Natrass 2005 pp300-339.

Si les outils de la catégorisation sont économiques et quantitatifs, les enjeux sont politiques²⁷². La « classe moyenne noire » institutionnalise l'État sud-africain post-apartheid et constitue un mode d'inscription dans le système international globalisé. En effet, l'idée d'une « *Global Middle class* » est théorisée par les IFI depuis 2007²⁷³. Elle est présentée comme un atout pour un pays « en développement » ou « intermédiaire » car, produit de la croissance, elle serait l'élément-clef d'un cercle vertueux qui lie croissance, consommation et démocratie. L'Afrique du Sud confirme donc par là son appartenance au « *middle-income countries* »²⁷⁴.

L'Afrique du Sud rejoint un récit qui la dépasse grâce au concept de la classe moyenne, celui du progrès au sens large, qu'il soit économique ou politique²⁷⁵. En filigrane des récits sur le « *Black Diamond* », le message transmis est que l'émancipation ou l'ascension sociale – la sortie de la pauvreté – sont possibles grâce à l'accès au marché et à la consommation.

Enfin, la « *Black Middle Class* » peut être également vue comme un élément d'un « récit nationaliste non classiste de progrès et de modernisation » développé par l'ANC²⁷⁶ depuis 1994.

En effet, pour le parti au pouvoir depuis 1994 en quête de légitimation, la catégorisation qui est faite de la classe moyenne « noire » dans les médias permet d'attester d'une réussite des politiques de rattrapage des « Noirs » sur les

²⁷² Selon B. Hibou, « La macroéconomie apparaît ainsi comme un élément des processus de légitimation du régime, une expression de sa puissance et de sa capacité à créer de l'ordre. » (2011 :136). Non comme une technique ou un savoir, mais comme « un discours et une pratique de l'intégration internationale », comme une « appropriation d'un langage global ».

²⁷³ La Banque Mondiale est la première à publier un rapport sur le sujet en 2007, suivie par d'autres Institutions Financières Internationales (IFI) telles que l'OCDE (2012), la BRI etc. Cette « classe moyenne mondiale » est, selon cette littérature, créée par l'augmentation des produits intérieurs bruts de ces pays, au premier rang desquels se trouvent la Chine, l'Inde et le Brésil. Elle est d'ailleurs définie par des tranches de revenus et l'augmentation de la croissance rend prévisible la croissance de groupes intermédiaire : Goldman Sachs prévoit une classe moyenne globale de 2 milliards d'individus en 2030 alors qu'ils seraient près de 5 milliards selon l'Institut d'Etudes sur la Sécurité de l'Union Européenne, soit près des deux tiers de la population mondiale.

²⁷⁴ Même si selon la Banque Mondiale (2009), la classe moyenne selon les critères retenus par les théoriciens de la GMC ne concernerait que 2% de la population du continent africain.

²⁷⁵ Selon l'économiste N. Birdsall, « Les classes moyennes sont l'épine dorsale à la fois de l'économie de marché et de la démocratie dans la majorité des sociétés avancées » (Birdsall *et al.* 2000).

²⁷⁶ « In 1996 the government adopted the Growth Employment and Redistribution (GEAR) strategy, which turned the ANC's developmental agenda toward market-driven globalization. Now in power, the liberation movement shifted its focus from resistance to economic profitability, political stability and the disciplining of social radicalism [...] the political hegemony of the ANC translated liberation into a non-class nationalist narrative of progress and modernization. »

« Blancs ». Le président J. Zuma s'exprimait en ces termes au Forum Forbes Africa en juillet 2014:

« La croissance [de la classe moyenne noire] démontre que nous sommes en train de progresser dans l'amélioration de la qualité de vie et dans l'accroissement des opportunités pour tous ceux qui étaient opprimés il y a seulement 19 ans de cela avant l'avènement de la liberté. »²⁷⁷

Cette vision de la société sud-africaine a un « angle mort » : l'augmentation du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté par exemple, et qui sont en très grande majorité des « Noirs ». L'émergence d'une « nouvelle classe moyenne noire » est souvent présentée comme un résultat ou le produit des politiques conduites par l'*African National Congress* depuis son arrivée au pouvoir en 1994. Selon L. Schlemmer (2005) et R. Southall (2004 :326)²⁷⁸, la « classe moyenne noire » post-apartheid aurait été créée de toute pièce par la politique du *Black Economic Empowerment*, c'est-à-dire par un ensemble de mesures privilégiant l'accès des « Noirs » à l'actionnariat et à l'emploi grâce à un système de quotas, notamment dans les grandes entreprises parapubliques²⁷⁹. En conséquence, ses liens de dépendance à l'État sont souvent questionnés.

Enfin, la catégorisation « *Black Middle Class* » participe de la « narration » de la rupture post-apartheid en mettant en scène et en images l'avènement d'une « nouvelle société ». Les travaux de sociologues et historiens sud-africains (Crankshaw, Southall, Brandel-Syrier etc.) montrent dès les années 1960 qu'une « classe moyenne noire » est présente (même si elle n'était qu'à l'état embryonnaire) sous l'apartheid. Pourtant, elle est souvent présentée comme « nouvelle » (Gervais-Lambony (2015 : 25), c'est-à-dire post-1994. Utilisée dans des discours de « mise en forme et de représentation » de la société (Boltanski et Chiapello [1999] 2011), elle permet d'attester de l'essai « transformé » de la rupture post-apartheid.

²⁷⁷ “The [black middle class] growth demonstrates that we are making progress in improving the quality of life and extending opportunities to those who were oppressed only 19 years ago before the dawn of freedom.”

²⁷⁸ L'ANC penche vers « la construction d'un Etat pro-capitaliste et interventionniste », selon R. Southall, « prêt à utiliser son pouvoir, son influence et sa capacité d'investissement pour créer une bourgeoisie noire, étendre la classe moyenne noire et ainsi générer un transfert de richesse important des Blancs vers les Noirs. » (Southall 2004 :326)

²⁷⁹ La loi *Employment Equity Act* est mise en œuvre dans le secteur public et en 2003 des mesures similaires mais non coercitives sont instaurées dans le privé avec le *Black Economic Empowerment Act*.

L'ANC a-t-il vraiment mis en œuvre une politique de création d'une « classe moyenne noire » ?

Au début des années 1990, la question ne semble pas tranchée parmi les théoriciens du mouvement (Southall 2012). P. Jordan, s'interroge dans les colonnes du journal du parti : « Dans le cadre de la déracialisation de la société, est-ce bien le rôle de l'ANC de nourrir et d'encourager les classes moyennes noires émergentes ? »²⁸⁰. La question est à l'ANC traversée par des ambiguïtés et des contradictions : si certains souhaitent faire de la bourgeoisie une force morale redistributrice²⁸¹ au service du programme RDP (Jordan ANC 1996), d'autres regrettent la collusion des élites contraire à la théorie de l'Etat « *developmental* » et à la « transformation économique » (ANC 2012)²⁸².

Ensuite, à la lecture des textes de doctrine, on trouve quelques mentions des « strates du milieu » ou de la « classe moyenne noire », mais elles sont souvent associées. Par exemple, dans un texte de 1997 : « La bourgeoisie noire émergente et les strates du milieu sont des forces motrices importantes de la transformation dont les intérêts coïncident avec au moins les intérêts immédiats de la majorité ». (ANC 1997 :10)

En fait, nous nous rendons compte que les théoriciens de l'ANC (Jordan dans ANC 1997, Netshitenzhe 1996) ou les sociologues (Southall²⁸³, Schlemmer, Crankshaw) emploient les termes « *Black middle class* » et « *Black bourgeoisie* » comme s'ils étaient interchangeables.

D'une part, cette confusion est consubstantielle à la langue anglaise et, en conséquence à la théorie sociologique britannique. Selon C. Bidou-Zachariassen qui s'intéresse aux classes moyennes dans la sociologie britannique : « [...] la traduction de « *middle classes* » par « *classes moyennes* » est approximative car l'histoire de cette terminologie est différente dans les deux pays. Dans le langage courant, le terme « *middle classes* » évoque plutôt les couches aisées de la population. » (Bidou-Zachariassen 2000 :777).

D'autre part, dans la tradition marxiste, l'émergence d'une classe moyenne est théorisée comme fondamentalement temporaire. Elle est appelée « *petty bourgeoisie* » et est amenée à rejoindre les rangs de la classe ouvrière ou de la bourgeoisie.

Cette confusion n'est pas seulement une question de vocabulaire. Concrètement, c'est en fait une minorité d'individus noirs disposant déjà d'un capital qui a été encouragée dans son développement. Dans la période de l'immédiat post-libération, la « bourgeoisie »²⁸⁴, qui constitue en majorité les rangs des leaders du parti (Darracq 2010) est vue par l'ANC

²⁸⁰ « *In the de-racialization of society, is the fostering and encouragement of these emergent Black middle classes one of the ANC task ?* » (ANC 1996).

²⁸¹ C'est la théorie de la « *catalytic class* » portée par l'économiste N. Birdsall de la banque mondiale selon laquelle la classe moyenne serait porteuse de meilleur gouvernance et de réformes économiques car ses intérêts coïncideraient avec ceux des plus pauvres.

²⁸² « *However, the dependence of this stratum on white and multinational capital and the State makes some susceptible to pursue narrow interests which may not always be in the interest of economic transformation.* » (ANC 2012).

²⁸³ R. Southall l'exprime d'ailleurs clairement dans un texte plus tardif (2014 encore non publié) dans lequel il revient sur son emploi des termes « *Black middle class* » et « *petty bourgeoisie* » selon une même acception.

²⁸⁴ Le texte qui théorise la Révolution Démocratique Nationale, par exemple, théorise le rôle de l'Etat (donc de l'ANC) dans l'économie mixte ; légitimise le rôle historique du Parti à diriger le pays ; et enfin, valide le besoin d'un Etat coordinateur et initiateur afin de changer radicalement la société dans le contexte d'une économie mixte. En vue de la réalisation de ce dernier objectif, il justifie l'existence et le développement d'une « bourgeoisie noire », tant qu'elle respecte les lois édictées par le Parti.

comme une « avant-garde » dans le développement d'une économie de marché et entrepreneuriale que l'Etat doit donc favoriser tout en l'encourageant par la suite à redistribuer ses richesses²⁸⁵ plutôt qu'à les accumuler. Il est aujourd'hui prouvé par divers études (Visagie, Crankshaw etc.) que la politique de BEE n'a servi qu'à renforcer une bourgeoisie « noire » en germe à la fin de l'apartheid²⁸⁶ et à rapprocher celle-ci d'une élite politique au point critique de collusion entre élites économique et politique (Southall 2004)²⁸⁷.

²⁸⁵ *“This bourgeoisie is referred to as "patriotic" because they are said to be concerned about the interests of the nation as a whole, in terms of the RDP, and want to see South Africa succeed in a way that benefit the majority.”*

²⁸⁶ Parce qu'ils étaient les seuls pouvant à ce moment-là remplacer les « Blancs » sur des postes de responsabilité ou des postes de décision.

²⁸⁷ Se mettent en place à ce moment-là les bases de l'Etat-parti selon le modèle d'une machine politique qui alloue les biens politiques et économiques afin de consolider son pouvoir et l'aisance de la nouvelle élite (Southall 2014).

Conclusion du chapitre 2

La construction de notre objet grâce aux différents critères d'identification sociale

Face au constat qu'il existait deux classes moyennes en Afrique du Sud, l'une plutôt aisée, et l'autre aux revenus plus modestes correspondant au « milieu réel » de l'échelle de répartition des revenus (le « milieu de la pyramide » comme le dit la Banque Africaine de Développement), nous avons choisi comme catégorie d'analyse celle qui était relative à la situation du pays.

Ainsi appréhendés, « ceux du milieu » sont réellement un « milieu social » au double sens de terme « milieu » qui se situe littéralement au milieu de l'espace social. Cette définition rejoint les approches néo-wéberiennes de la sociologie américaine qui placent la classe moyenne au milieu de la distribution statistique des revenus et du prestige.

Quel serait alors l'intervalle de revenus que l'on pourrait retenir aujourd'hui pour définir notre cible d'interviewés appartenant à la petite classe moyenne sud-africaine ?

Il convient d'actualiser les chiffres de J. Visagie qui datent de 2008²⁸⁸. Selon les chiffres les plus récents que nous avons pu trouver, le revenu médian mensuel des ménages sud-africains en 2010 se situe autour de R5500 (€400) (OCDE 2010, NIDS 2012)²⁸⁹. Ce sera un repère tout en sachant qu'il connaît de trop nombreuses limites pour constituer un critère unique de définition.

Tout d'abord, ce chiffre vaut pour tout le pays et nous réalisons notre enquête auprès de la petite classe moyenne urbaine de la province du Gauteng, la plus développée économiquement. Nous savons que les revenus y sont en moyenne plus élevés (SAIRR South Africa Survey 2012).

²⁸⁸ Le « milieu réel » correspondrait alors à des ménages dont le montant des revenus se situait entre R1520 et R4560, autour d'un revenu médian alors estimé à R3036

²⁸⁹ Voir l'étude NIDS (2012 :8), qui donne une estimation proche du revenu médian mensuel par tête (et non plus pour le ménage) pour l'année 2010 et selon le lieu d'habitat. Pour les ménages en zones urbaines (hors *informal settlements*), il est de R1113 par personne et par mois. Etant donné que les études statistiques considèrent qu'un ménage est composé en moyenne de 5 personnes en Afrique du Sud, cela reviendrait à un revenu médian de R5565.

L'étude NIDS (2012 :8) donne une estimation proche du revenu médian mensuel par tête (et non plus pour le ménage) pour l'année 2010 et selon le lieu d'habitat. Pour les ménages en zones urbaines (hors *informal settlements*), il est de R1113 par personne et par mois. Etant donné que les études statistiques considèrent qu'un ménage est composé en moyenne de 5 personnes en Afrique du Sud, cela reviendrait à un revenu médian par ménage de R5565.

Grâce aux indicateurs *Living Standard Measures* (LSM) disponibles en Afrique du Sud, nous savons que « ceux du milieu » se situent environ dans les LSM 4,5 et 6 : ils ont donc au moins le Matric (équivalent du baccalauréat), et occupent un emploi semi-qualifié lorsqu'ils ne sont pas entrepreneurs.

Conclusion de la 1^{ère} Partie

Les catégorisations que nous avons répertoriées peuvent être qualifiées d'exogènes, voire d'« objectives », au sens où elles participent de façon exogène à la construction d'une identité sociale grâce à des critères de quantification qui se veulent objectifs. Dans les luttes pour le pouvoir symbolique de représenter la société, certains acteurs sont en position dominante et peuvent ainsi « nommer » les choses et les gens en les classant par catégorie. La 1^{ère} partie a retracé une généalogie historique partielle du concept de « *Black Middle Class* », puis a présenté quelques-uns de ses usages contemporains ainsi que leurs enjeux.

État et marché apparaissent comme étant au cœur du pouvoir symbolique de catégorisation de cette « *Black Middle Class* » en Afrique du Sud, pouvoir que P. Bourdieu définit comme « le pouvoir de constituer le donné par l'énonciation, de faire et de faire croire, de confirmer ou transformer la vision du monde, et par là, l'action sur le monde, et donc le monde » (Bourdieu 2001 :210).

Mais, contrairement à ce que laisse entendre P. Bourdieu avec le concept de « classe-objet », une identité sociale ne vient jamais uniquement d'acteurs extérieurs. Bourdieu pense en effet que certaines classes sociales, comme les paysans qu'il prend en exemple, sont « dominées jusque dans la production de leur image du monde social et par conséquent de leur identité sociale. » (Bourdieu 1977 :4) Elles seraient « parlées », sans pouvoir contribuer à la vérité objective de leur classe.

Nous ne nions pas ces processus de catégorisation, bien au contraire puisque nous venons de les développer en 1^{ère} partie, mais alors que Bourdieu met l'accent sur le travail de labellisation externe et de performativité des catégories sociales²⁹⁰, nous

²⁹⁰ La performativité a pour effet de créer une réalité à partir d'une entité théorique. Ainsi, des catégories sociales, même créées de façon artificielle, finissent par se matérialiser et devenir pertinentes pour les acteurs eux-mêmes qui se la réapproprient, l'adoptent ou la réinventent. La performativité passe par la « répétition des images sociales, des attentes sociales, des outils

allons maintenant nous intéresser aux processus plus diffus qui se déroulent au sein même des groupes de l'espace du « milieu ».

constitués sur cette catégorie, des statuts, des emplois, iconographies, etc. ». Présents dans le quotidien des individus, ces éléments « tendent à leur faire adopter de nouvelles pratiques correspondant davantage à la qualification proposée » observables dans le domaine de l'éducation, de la propriété foncière, de l'habillement et des espaces de socialisation par exemple. (Darbon et Toulabor 2014) La classe-objet produit alors son effet social par prophétie auto-réalisatrice ou par les effets de la représentation étudiés par Boltanski notamment. Il est quasiment impossible néanmoins de prouver cet effet scientifiquement, nous ne pouvons qu'observer des comportements sociaux et recueillir des discours qui les justifient.

2^{ème} Partie

Les discours de positionnement de « ceux du milieu ». Éléments de caractérisation d'une identité contextuelle

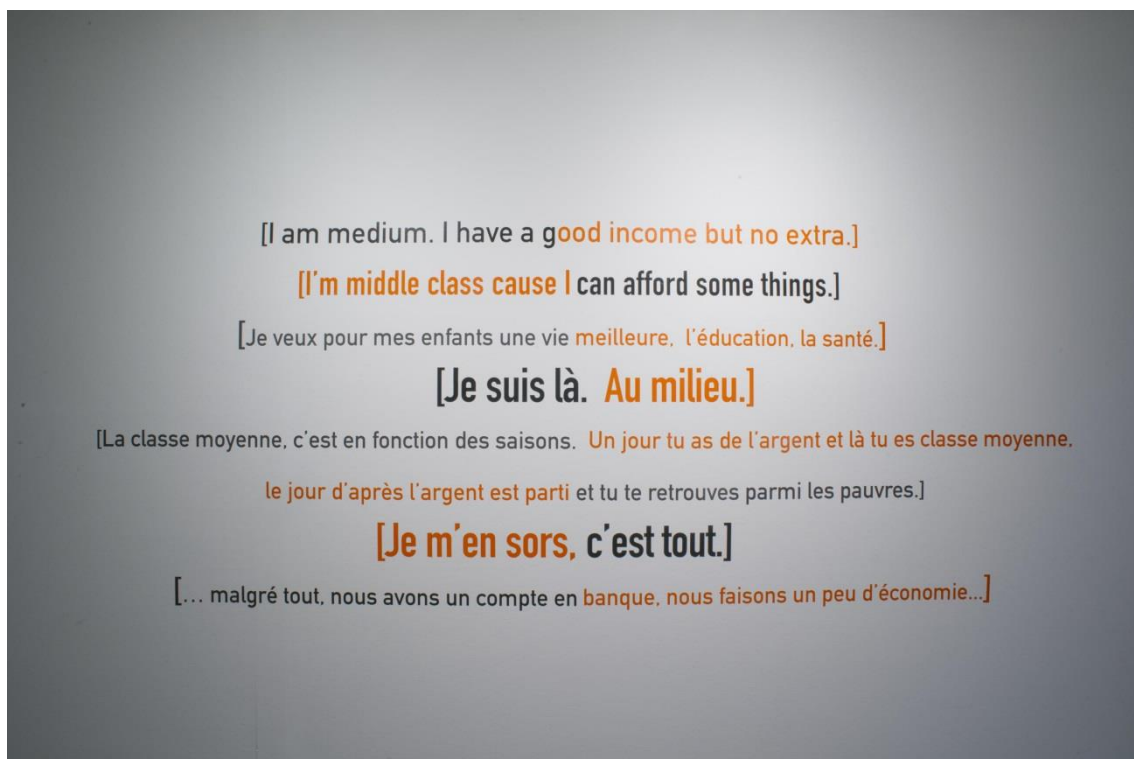


Figure n°15, extraits d'entretiens en Ethiopie, Ouganda, au Ghana, au Togo et en Afrique du Sud, panneau d'entrée de l'exposition « Classes moyennes en Afrique » présentée du 27 novembre au 22 février 2015 au musée d'Aquitaine, Bordeaux, crédit photographie : musée d'Aquitaine.

A partir d'un répertoire d'identifications sociales et raciales, en partie hérité, en partie renouvelé et créé par les acteurs et les circonstances du post-apartheid, nous avons vu que de nouvelles catégories sont créées²⁹¹. Les « *Black Diamonds* », les

²⁹¹ C'était l'objet des deux chapitres de la première partie.

« *professionals* » ou le « *actual middle* » en sont des spécimens. Or, M. Halbwachs rappelle que s'il existe des conditions objectives de classes, on ne saurait les comprendre sans tenter d'appréhender la façon dont elles sont perçues par les acteurs dans l'espace social (1938). Nous avons donc décidé de poursuivre notre enquête sur les identifications sociales mais cette fois, auprès des acteurs sociaux, Sud-Africains « ordinaires » appartenant au « milieu réel » qui est notre étude de cas. Comment les acteurs sociaux caractérisent-ils leur identité sociale dans cette nouvelle ère du post-apartheid ?

Reprenons l'énigme par laquelle nous avons présenté notre démarche de recherche:
« *I'm not middle class. I'm just there, in the middle* »

Ces deux phrases s'inscrivent dans le cadre d'un discours de définition d'une identité du milieu. Prononcées par un habitant de Soweto que nous avons rencontré, elles sont à la fois singulières et représentatives d'éléments de caractérisation propres aux discours de l'ensemble de nos enquêtés : « *I can afford* », « *I'm just there* », « *I am not too rich but not too poor either* » etc.

Par ailleurs, ces discours ne sont pas spécifiques à l'Afrique du Sud. On les retrouve déclinés de façon relativement similaire dans d'autres pays d'Afrique (Fichtmuller 2014 pour l'Ouganda, Nallet 2015 pour l'Ethiopie). Ils démontrent en eux-mêmes combien la classe moyenne est une catégorie floue, définie au mieux comme un espace du milieu, ou plutôt du « ni, ni ».

Ces expressions sont d'une grande diversité mais elles comprennent tout de même des éléments communs et c'est ce que nous avons tenté d'analyser : les mots utilisés, les métaphores ou les paraboles, les cadres sociaux de référence. Pour interpréter le sens de ces expressions discursives – qui ne sont contradictoires ou énigmatiques qu'en apparence – nous les replaçons dans le contexte de leur énonciation (fil narratif et situation économique et sociale de l'enquêté).

L'analyse de ces discours révèle le caractère intrinsèquement contextuel de l'identité du « milieu ». En fait, c'est une identité de positionnement, autrement dit, qui procède d'un tâtonnement comparatif. Qu'est-ce qui différencie ma situation de celle de mon voisin ? Suis-je au-dessus ou en-dessous ? Vivons-nous mieux que nos parents ? Le « milieu » est bien une place (sociale), dont la

localisation serait effectuée en considération de ce qui est autour : ceux qui sont moins bien lotis, ceux qui sont en haut de l'échelle sociale, la situation de nos parents dans le passé marqué par le régime de ségrégation raciale, et le temps futur dans lequel vivront nos enfants.

Ainsi, des cadres sociaux communs apparaissent. Ils peuvent être des réalités objectives mais aussi des représentations : des territoires, des rapports au passé, des rapports à l'espace, des définitions et des usages de la culture (Martin *ibid.*). Identifiés comme repères de positionnement par nos enquêtés, ils s'inscrivent dans les processus socio-historiques de catégorisation identifiés en première partie. En effet, les auto-identifications multiples n'opèrent pas à l'écart de l'histoire, de l'espace et des cultures.

« La dialectique de l'assignation et de l'autodéfinition, la dialectique des catégories et des groupes se déploient dans une société où fourmillent les organisations, qui est encadrée par le droit et régie par un gouvernement. » (Martin 2010 :52-3)

En ce sens, à travers les différents cadres sociaux communs et les processus de positionnement par défaut utilisés par nos enquêtés, « ceux du milieu » nous révèlent une caractéristique fondamentale et structurante d'une identité du « milieu » : sa contingence, ou en d'autres termes, son caractère contextuel.

Chapitre 3

Un positionnement en creux et une capacité distinctive : ce que veut dire « être au milieu »

L'apartheid a longtemps figé la société sud-africaine dans des catégories surdéterminantes et en confrontation. Depuis 1994, une recomposition sociale est à l'œuvre. Les « jeux » – de positionnement de mobilité sociale, de catégorisation – sont ouverts en quelque sorte. Maintenant, les « Blancs » ne sont plus les seuls « possédants », le jugement de tous se fait sur la richesse matérielle comme nous le dit un des enquêtés²⁹².

Dans ce chapitre, nous traitons des façons de s'identifier, de se démarquer, qui apparaissent dans les discours des individus interrogés à partir de notre ciblage du « milieu réel »²⁹³. L'identification subjective des individus est aussi appelée « auto-positionnement » ou « auto-identification » (Peugny 2009, Insee 2014).

Que nous apprennent-ils sur l'identité de « ceux du milieu » ? En quoi nous aident-ils à la caractériser ? En fait l'identité en question se distingue au fur et à mesure des discours de positionnement en contrepoint de la place assignée aux autres. C'est sûrement ce qui fait son originalité. Le milieu est nécessairement un creux. Nous avons affaire à une identification par défaut qui tire ses éléments de définition d'un processus de distinction par rapport aux autres groupes sociaux identifiés.

La consommation apparaît comme un pouvoir de distinction important. Et la consommation alimentaire en particulier semble être un domaine d'expression

²⁹² “*We used to see the Whites as “the haves” so after 1994 we realize we are now equal, so we can also be part of the haves, judging you on your material weal, what you have.*”

²⁹³ Nous avons expliqué en introduction le cheminement théorique et pratique pour déterminer le périmètre de notre enquête empirique dans le « Johannesburg noir » auprès d'individus appartenant de façon approximative au « milieu réel » que nous avons défini grâce à des critères a minima de revenu mensuel et de « style de vie ».

privilegié de cette aisance qui les différencie des plus pauvres, et de pratiques de distinction.

3.1 De l'auto-positionnement comme méthode d'enquête

Au-delà des débats portant sur la mesure et la quantification « objectives » de la catégorie, que nous préférons laisser de côté pour l'instant, nous avons choisi d'aller écouter comment ces discours s'articulaient, sur quels fondements l'identité subjective de « classe moyenne » s'appuyait, en cohérence avec notre objectif d'enquête qualitative dans un cadre méthodologique de sociologie compréhensive. Enquêter veut dire ici tenter de comprendre comment une identité est ressentie plutôt que compter ou quantifier des individus selon des critères déterminés *a priori*.

La méthode d'enquête qui se fonde sur l'auto-positionnement est souvent utilisée par les sociologues et les sondeurs des instituts statistiques en France (Ifop, Insee, Peugny). Il semble que cette méthode soit moins utilisée en Afrique du Sud où nous avons recensé seulement une enquête de la sorte parmi la littérature passée en revue (Alexander *et al.* 2013).

3.1.1 Un biais favorable au positionnement intermédiaire, ici ou là-bas

Cette méthode introduit une dimension qualitative, sociale mais aussi presque psychologique car elle sonde le ressenti des acteurs sociaux. Ce ressenti est important car il peut être à l'origine de phénomènes réels et objectifs, comme l'analyse C. Peugny (2007) en France à propos du « déclassement » et de la fragilisation des classes moyennes plus largement en Europe depuis une dizaine d'années.

De fait, l'individu se projette sur l'échelle sociale en fonction de l'autoévaluation qu'il fait de son capital économique et culturel. Parallèlement, cette autoévaluation est indissociable de la perception que l'individu a de son rapport aux autres catégories sociales. Or, nous savons qu'il existe un biais pour l'auto-positionnement dans les catégories intermédiaires. Ce biais a été relevé en France par exemple : en 2011, selon

une étude dans laquelle les répondants devaient se positionner sur une échelle de niveaux de vie découpée en tiers. Il ressortait que 66 % d'entre eux se classaient dans le « groupe intermédiaire » (INSEE 2014). Selon les auteurs de l'étude, à niveau de vie égal, deux individus peuvent être amenés à se positionner différemment sur l'échelle sociale. Ceci correspond à un phénomène classique de sous-déclaration de la richesse et de la pauvreté. Il est en effet aisé de comprendre qu'une situation de pauvreté puisse être difficile à qualifier de la sorte, et qu'il y aura toujours une personne plus mal lotie dans l'environnement social. De la même façon, il y a souvent un plus riche que soi, et les classes supérieures ont tendance à préférer se rallier à la classe moyenne. Ceci correspond d'ailleurs au résultat de la monographie de Philip Mayer (1997) à Soweto. Il relate que les ouvriers de Soweto se positionnent comme étant proches du « milieu ». Mais les plus éduqués et les privilégiés du *township* revendiquent également un positionnement « au centre », reléguant ainsi les travailleurs vers le bas de l'échelle sociale (Mayer 1977 :106).

Il est intéressant de constater que la proportion avancée par l'INSEE – de 66% de gens se déclarant appartenir à un groupe intermédiaire – est rigoureusement la même trouvée par les enquêteurs de l'étude²⁹⁴ *Class in Soweto* (Alexander *et al.* 2013). Cette enquête récente montre que 66% des personnes enquêtées se disent appartenir à la classe moyenne et que l'identité « classe moyenne » est polysémique. Dans le même temps, nous savons *objectivement* que le pays compte environ 45,5% de ses habitants vivant sous le seuil de pauvreté (Stat SA 2011). La réalité des perceptions subjectives ne correspond donc pas à la réalité objective, par ailleurs construite selon des barèmes et des critères toujours critiquables. Pourquoi faudrait-il invalider les chiffres qui reposent sur des ressentis subjectifs d'identité au profit de chiffres construits grâce à des indicateurs monétaires dits « objectifs » tels que le revenu ou le pouvoir d'achat journalier ? Tout au moins pouvons-nous dire que ces chiffres plaçant plus de la moitié de la population dans la catégorie « classe moyenne » semblent confirmer l'idée d'une identité floue et commode que beaucoup s'approprient faute d'une définition claire. Cette catégorie peut ainsi regrouper des trajectoires, des revenus et des modes de vie variés, confirmant les analyses d'une classe moyenne divisée en strates.

²⁹⁴ Enquête menée auprès d'un panel de plus de 2000 habitants de Soweto en 2011

Le positionnement dépend à la fois de la conscience qu'a l'individu de son propre capital économique et culturel, mais également de la manière dont il perçoit la structure sociale environnante. Un certain nombre d'études d'opinion en Europe ont en effet démontré que la définition des seuils de richesse et de pauvreté présente une étroite corrélation avec son propre niveau de vie : l'individu a quasi naturellement tendance à considérer que le « riche » est nécessairement plus riche que lui-même et le « pauvre » plus pauvre que lui.

À l'origine de ce phénomène, on trouve tout à la fois une incapacité à appréhender objectivement la répartition réelle des richesses au sein de la société et une difficulté à assumer socialement le statut de riche ou de pauvre (Fourquet, Peugny et Mergier 2013).

3.1.2 La méthode de recueil des discours d'auto-positionnement et ses limites

Il convient de cerner les tenants et aboutissants de cette méthodologie, ainsi que ses limites pour l'analyse, avant de rentrer dans le cœur du sujet de ce chapitre.

Sur les 37 entretiens que nous avons retenus dans le panel intitulé « ceux du milieu », nous avons pu aborder le thème du positionnement social avec 28 d'entre eux. Pour les autres, la question n'a pas été abordée par manque de temps ou bien nous n'avons pu obtenir de réponses.

Pour les 28 enquêtés concernés, nous avons guidé le discours d'auto-positionnement grâce à des questions portant sur la place de l'enquêté dans la société, son appartenance à un groupe social ou à une classe, tout en laissant ensuite libre cours à leurs discours et associations d'idées à partir de notre question (qu'ils interprétaient parfois différemment de ce que nous voulions dire). Nous avons tenté de susciter des discours des interviewés sur la catégorie « classe moyenne » et sur leur façon de se positionner par rapport à elle pour mieux comprendre les éléments-clefs de cette identité subjective revendiquée ou rejetée. Les questions qui nous ont permis de guider la discussion ont été les suivantes :

- « Où vous situez-vous socialement ? (ou) Comment vous positionnez-vous dans la société ? »
- « Pensez-vous faire partie de la classe moyenne ? »

– « Qu'est-ce que « classe moyenne » représente pour vous ? »²⁹⁵

L'auto-positionnement exige, de la part de l'interviewé, une lecture distanciée et globale de la société, une prise de recul pour déterminer quelle est sa place dans celle-ci. Ce regard n'est ni naturel ni évident pour une personne prise dans les soucis de sa vie quotidienne. Nous avons conscience de l'avoir parfois « forcé » ou « déclenché », voire orienté par l'intermédiaire de nos questions, ou même, de notre simple présence en tant que jeune femme française « blanche » chercheuse. Ceci constitue selon nous la principale limite de cette enquête mais, faute d'une immersion plus longue, qu'il faudrait compter sur plusieurs années probablement, les entretiens semi-directifs étaient un moyen simple de recueillir des éléments d'identification subjective en un temps assez limité (deux à trois mois dans un même quartier).

Nous ne sommes donc pas sûrs d'échapper à la critique suivante, formulée par P. Bourdieu (1997 :73) à propos de l'enquête sur les classes sociales :

« Il arrive très communément que, faute d'avoir questionné le questionnaire, ou, plus profondément, la position de celui qui le produit et l'administre, et qui a le loisir de s'arracher aux évidences de l'existence ordinaire pour se poser des questions extraordinaires [...], on demande aux personnes interrogées d'être leur propre sociologue, en leur posant tout bonnement les questions que l'on se pose à leurs propos [...] qu'ils ne se sont jamais posées avant qu'elles ne leur soient imposées, et qu'ils ne pourraient se poser (c'est-à-dire produire par leurs propres moyens) que s'ils étaient disposés et préparés par leurs conditions d'existence à prendre sur le monde social et sur leur propre pratique le point de vue scolastique à partir duquel elles ont été produites, donc s'ils étaient tout à fait autre chose et qu'il s'agit, précisément de comprendre. »

L'auto-positionnement présente donc un certain nombre de limites intrinsèques ainsi que d'autres qui sont liées à la relation toujours inégale entre l'enquêteur et l'enquêté. Nous avons donc conscience des biais multiples qui ont pu intervenir dans les interprétations des discours qui vont suivre.

²⁹⁵ Les questions étaient posées en anglais: “Where do you locate yourself in the society?”, “Do you think you are part of the middle class?”, “What does ‘middle class’ represent for you?”, “What do you think of when I say ‘middle class?’”.

3.1.3 Le choix de ne pas catégoriser l'échantillon racialement

Comme nous l'avons dit en introduction, nous avons choisi d'enquêter dans le « Johannesburg noir » au sens large et géographique du terme : c'est-à-dire en incluant dans nos pérégrinations exploratoires l'ensemble des quartiers de Soweto, et l'ensemble des personnes rencontrées dans les lieux de sociabilité comme les *malls* (supermarchés ou restaurants) sans faire de distinction en fonction des catégories raciales historiques. Une distinction entre « Noirs », « *Coloureds* », « Blancs » ou « Indiens » aurait nécessité de notre part l'application d'un critère de sélection des enquêtés similaire à ceux employés par les régimes de ségrégation : couleur de peau, appartenance culturelle, langue etc.

Ainsi, la rencontre avec Rosa lors de notre enquête sur les pratiques alimentaires nous a conduits à choisir cette famille « *coloured* » (appelée A), résidant dans une petite maison de l'extension 2 du quartier d'Eldorado Park, pour y séjourner quelques mois en immersion. Ce quartier se situe géographiquement dans le périmètre de Soweto mais il en est distinct dans l'imaginaire collectif de par son identité d'ancien *township* pour « *Coloureds* ».

Notre enquête s'y est donc déroulée en partie : sur notre échantillon de 37 entretiens de « ceux du milieu », 18 se sont déroulés dans ce qu'on pourrait appeler la communauté « *coloured* » dont se revendiquent la majorité des habitants à Eldorado Park. Comme les autres *townships*, il a gardé une grande homogénéité « raciale »²⁹⁶ du temps de sa construction sous l'apartheid.

Le qualificatif « *coloured* » ne désigne pas les populations de couleur en général comme aux États-Unis. Selon M. Adhikari (2006), « il s'agit de groupes divers de personnes descendant d'esclaves du Cap, de peuples indigènes Khoisan, et d'autres « Noirs » qui ont été assimilés à la société coloniale du Cap vers la fin du XIX^{ème} siècle ». Descendant en partie de colons européens, les « *Coloureds* » sont souvent considérés comme une « race mixte » et disposent d'un statut intermédiaire dans la hiérarchie raciale de l'apartheid, entre la minorité « blanche » dominante et la

²⁹⁶ Si tant est que cela veuille dire quelque chose pour le groupe des « *Coloureds* » qui n'a pas une origine géographique ou culturelle commune mise à part celle d'être une création administrative et juridique de l'apartheid.

population « africaine » prépondérante démographiquement. Estimés à trois millions et demi de personnes, soit 9% de la population sud-africaine, les « *Coloureds* » sont essentiellement présents dans la province du Cap-Occidental (Adhikari 2006 :468-9).

En partie création catégorielle de l'apartheid, en partie identité créée par les populations « de couleur » du Cap qui ne parlaient pas les langues bantoues au XIX^{ème} siècle, l'identité « *coloured* » a traversé les périodes historiques avec une remarquable stabilité (Adhikari 1991 et 2006). Une culture culinaire commune et la langue de l'Afrikaans rassemblent aujourd'hui ces groupes variés de population (même au sein de la minorité qu'ils constituent au Gauteng) : les Cape Malay sont musulmans, alors que la majorité des « *Coloureds* » sont protestants (aujourd'hui beaucoup vont dans les églises évangéliques). Cette création identitaire issue de la colonisation et des rapports entre populations bantoues et descendants d'esclaves dans la péninsule du Cap a fini par devenir réalité en forgeant *de facto* des destins d'oppression²⁹⁷ puis des trajectoires d'émancipation post-apartheid différentes. Les « *Coloureds* » avaient le droit de vote au Cap jusqu'en 1951 par exemple.

Ne pas faire de distinction « raciale » préalable dans les premiers contacts des enquêtés nous a permis de faire apparaître des différences dans les subjectivités et dans les trajectoires socio-historiques objectives que nos enquêtés nous ont rapportées. Ainsi, notre enquête fait apparaître que des familles « *coloureds* » et « noires » vivant dans des quartiers limitrophes de Soweto, appartenant à notre catégorie d'analyse du « milieu réel », ont des façons différentes de percevoir leur trajectoire inter-générationnelle malgré des similarités dans leurs caractéristiques objectives. Une majorité de « *Coloureds* » se disent dans une situation de précarité voire de déclassement par rapport à leurs parents, certains décrivant même le temps de l'apartheid avec nostalgie ; alors que les enquêtés des autres quartiers de Soweto ont tendance à se percevoir en mobilité ascendante²⁹⁸.

²⁹⁷ Nous allons le voir en infra, les « *Coloureds* » bénéficiaient par exemple d'un accès aux postes de management intermédiaire dans les industries alors que cela était impossible pour les « Noirs ». Les « Indiens » avaient le droit d'ouvrir des commerces dans les *townships* où ils étaient regroupés, pour ne donner que deux exemples de la ségrégation distinctive qui était à l'œuvre et qui a divisé le peuple opprimé en créant des intérêts distincts et de faux privilèges.

²⁹⁸ Voir le point 3.3 en infra.

Selon nous, au-delà de la prégnance des catégories raciales (voir infra 3.3) dans les représentations sociales et le rapport au politique et à la société qu'elles impliquent, ces différences viennent aussi de conditions économiques et sociales historiques distinctes. Les droits accordés aux populations « indiennes » et « *coloureds* », mais refusés aux « noires » (comme l'accès aux emplois qualifiés par exemple), ont permis l'enclenchement d'un processus d'accumulation de capital – notamment économique sous la forme d'une maison ou d'un commerce – ouvrant la voie à l'acquisition d'un statut de petite classe moyenne déjà sous l'apartheid.

3.2 Éléments de définition d'un positionnement en creux

Avant de tenter de comprendre comment s'exprime positivement l'identification des enquêtés, quels sont les mots qu'ils choisissent pour l'exprimer, nous devons comprendre dans un premier temps ce qu'elle n'est pas. Autrement dit, identifier quels sont les « pôles » négatifs de l'identification. L'identification de « ceux du milieu » commence par cette identification en creux.

3.2.1 Une identité par défaut : les « ni riches ni pauvres »

Un peu plus du quart des enquêtés (8 sur 28) expriment leur positionnement social par une double-négation : ils ne sont « ni riches ni pauvres ». Dans ces cas précis, l'identification dans l'espace social se résume à l'expression de ce positionnement par défaut dans un entre-deux. Pour d'autres, la double négation est le premier temps d'une identification exprimée ensuite comme un « milieu », une position assortie de caractéristiques distinctives. L'identification devient alors positive. Elle n'est plus seulement un accommodement par défaut au sein d'un espace résiduel de l'entre-deux.

L'expression par la double négation est intéressante car elle nomme nécessairement les pôles identitaires qu'elle rejette :

« Nous ne faisons ni partie de la classe haute, ni des pauvres, qui, eux, galèrent chaque jour pour avoir de la nourriture sur la table. »²⁹⁹ – Sally, 34 ans, employée de banque (entretien n°15)

En effet, être « au milieu » suppose l'identification préalable de deux pôles ou deux valeurs (inférieure et supérieure) entre lesquelles nos enquêtés trouvent leur place :

« Je me vois au milieu oui... Parce que je ne suis ni riche ni pauvre. »³⁰⁰ – Betty, 45 ans, employée de banque (entretien n°18)

Pour certains ce sont des classes « inférieures » et « supérieures », pour d'autres, un « bas » et un « haut » parmi lesquels existe un « entre-deux » :

« Tu auras toujours la classe supérieure, une classe inférieure et puis la classe moyenne. [...] Les classes moyennes sont entre le haut et le bas. »³⁰¹ – Betty employée de banque, 45 ans (entretien n°18)

« Je ne suis pas riche, et je ne suis pas trop pauvre non plus.. je suis juste là, au milieu. Nous sommes une famille de la classe moyenne. [...] Je pense que beaucoup de gens viennent d'un milieu classe moyenne mais après ça dépend de toi, de ce que tu fais de ta vie, dans quelle classe tu vas te ranger. »³⁰² – Stanford, 34 ans, ingénieur climatisation (entretien n°21).

Ce positionnement est souvent formulé sous la forme d'un constat après que le répondant a évalué son environnement immédiat, son voisinage. Par exemple, Jay, 42 ans, coiffeuse à domicile, à la tête d'une famille nombreuse (entretien n° 22), procède clairement à un tour d'horizon de son environnement social proche lorsqu'elle répond :

« Je veux dire oui.. Parce qu'il y a beaucoup de gens qui sont très pauvres et ils galèrent beaucoup, et nous, en ce moment, nous ne sommes pas riches, nous ne sommes pas pauvres, mais on se débrouille. Il y a d'autres gens qui sont riches donc.. entre les riches et les

²⁹⁹ “We are not in the ‘high class’, not among the poor either, who struggle to put food every day on the table.”

³⁰⁰ “I locate myself in the medium sure.. I see myself a medium maybe because I’m not rich nor poor yeah.”

³⁰¹ “You still get the upper class, a lower class and then a middle class. [...] The MC are in between the low and the high.”

³⁰² “Yes there is a middle class, I am part of it yes. I’m not rich and I’m not too poor, I’m just there in the middle. We are a middle class family.[...] I think a lot of people come from a middle class background but then It depends on you, what you make out of life, what class are going to put yourself into.”

pauvres, nous sommes au milieu oui. Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui ont de l'argent à Eldorado Park [...] »³⁰³

Le raisonnement est souvent celui-ci : certes, il existe des personnes indéniablement plus riches que moi et cela se voit par tel et tel critères, mais il existe également des « pauvres » en raison de telles caractéristiques qui les distinguent de ma situation personnelle. Cela confirme les résultats de l'enquête de M. Phadi et C. Ceruti (2011) : l'identification est bien le résultat d'une comparaison, elle est donc toujours contextuelle. En conformité avec les processus d'identification décrits en introduction, l'Autre a une place importante dans l'assignation identitaire mais aussi dans l'auto-identification.

Pour comprendre ce que veut dire concrètement cette identité du milieu, comment elle se caractérise, il faut recueillir les descriptions des caractéristiques des deux valeurs référentielles inférieures et supérieures : les « pauvres » et les « riches » que donnent nos interviewés. En creux, sont alors décrits des modes de vie, des capacités, des critères distinctifs d'un statut.

« Pas pauvres » : les éléments de qualification de la sortie de l'état de pauvreté

Le discours commun à nos enquêtés pour qualifier la situation des pauvres est articulé autour des thèmes de la survie, et de la faim. Pour beaucoup d'entre eux, ce qui fait la différence entre eux et les pauvres, ou entre leur situation actuelle et la situation de pauvreté qu'ils ont connue lorsqu'ils étaient jeunes, c'est le fait d'avoir de quoi manger sur la table chaque soir.

L'un d'entre eux se souvient qu'il s'endormait devant des marmites dans lesquelles bouillait simplement de l'eau (en lieu et place de la soupe) (Don, entretien n°25), alors que Betty (entretien n°18) nous dit que selon elle, « la classe inférieure, ils ne savent pas ce qu'ils vont manger demain »³⁰⁴.

Ce qui est souvent donnée comme justification d'un statut au-dessus de la pauvreté ou des classes dites « basses » c'est la description de capacités de consommation.

³⁰³ *"I say yes.. Because there are people who are very poor they struggle a lot, and us, right now. We are not rich , we are not poor, but we manage. They are other people who are rich so.. between the rich and the poor, we are in the middle yeah. I think there are a lot of people with money in Eldorado Park [...]"*

³⁰⁴ *"The low class they don't know what they are going to eat tomorrow."*

Par exemple, Doria, 51 ans, qui a grandi à Soweto et qui habite aujourd'hui seule dans un appartement de Observatory à Johannesburg (entretien N°1) : « Je dirais que je suis classe moyenne parce que je peux m'offrir certaines choses. Je n'ai pas à faire un effort pour m'acheter les choses de base dont j'ai besoin et ensuite, j'ai même du reste. Certaines personnes galèrent juste pour acheter les choses de base tu sais. »³⁰⁵

Les éléments de différenciation par rapport au pôle de référence supérieur : les « riches »

« Tu vois, je pense que dans toutes les cultures il y a une catégorie supérieure. Ceux qui sont au-dessus avec leur maison à deux étages, et où tout le monde a du travail, ils ont on va dire R45000 dans la maison, et puis en dessous tu as la classe moyenne et puis ensuite la classe basse. »³⁰⁶ – Fanny, 55 ans, sans emploi (entretien n°16).

Pour cette femme qui est à la recherche d'un emploi, le critère du travail est important comme critère de distinction des différentes classes. La maison est également un élément important du statut social, selon des codes de différenciation sociale importants dans les *townships* comme Soweto³⁰⁷ et en lien avec l'histoire du rapport des « Noirs » à la propriété et au logement en Afrique du Sud (voir Annexe 4). Ceci a été montré par C. Mercer à propos de l'« architecture domestique » des classes moyennes en Tanzanie (2014). D. James (2014b :465) et D. Krige montrent que – en guise d'autres formes de propriété – l'investissement en ameublement était essentiel dans l'expérience de la distinction sociale dans le *township* (en particulier à partir des années 1950), la décoration intérieure des maisons toutes identiques allouées par la municipalité sous l'apartheid servant de marqueur social (Krige 2011:138,172).

Un élément spatial rentre en jeu dans la définition des classes supérieures. Pour Eloïse, bibliothécaire de 42 ans, « les gens riches de la classe moyenne, sont à Johannesburg », alors que Happy, infirmière de 45 ans, pense que les membres de

³⁰⁵ “I would say I'm middle class cause I can afford some things. I don't have to make an effort to buy the basic things I need and then, I have some leftovers. Some people struggle just to buy the basics you know.”

³⁰⁶ “Look, I think in all cultures, there is a up-market. People who are up there with double storeys house, and everyone got work, they have say over 45000 rands in the house and then you get your middle class and then you get the low class.”

³⁰⁷ Cf. supra introduction et infra partie III chapitre 6

la « *high class* » résident nécessairement dans les banlieues (« *suburbs* »)³⁰⁸. Certains quartiers sont ainsi estampillés « *high class* » dans l’imaginaire de nos enquêtés, et le critère de la possession de « belles voitures »³⁰⁹ est lié à cette étiquette.

La voiture est un des biens de consommation qui participent de l’ostentation de son statut social en particulier dans la culture urbaine du *township* où les voitures sont disposées bien en vue le dimanche matin sur les trottoirs pour être longuement lavées par leur propriétaire.

Nous reviendrons sur la dimension spatiale qui est intimement liée au passé de discrimination raciale en Afrique du Sud dans le chapitre qui suit.

Portrait n°1: Happy

Happy (entretien n°32) est infirmière, elle habite à Protea Glen depuis 2003 avec son mari actuellement au chômage et sa fille qui étudie pour être assistante sociale à UNISA. Le revenu du ménage est d’environ R10 000 par mois (€730).

La maison qu’ils ont achetée avec un crédit hypothécaire (*bond*) il y a 9 ans a gardé la teinte grise de l’enduit d’origine et souffre déjà de signes extérieurs d’usure. L’intérieur est plus cosu : l’ameublement est chaleureux malgré un bout de plafond manquant, trace d’une malfaçon lors des travaux d’agrandissement du salon il y a quelques années. La maison doit faire environ 60m², 2 chambres mais un grand salon. La télé (grand écran plat à côté d’une télé plus ancienne) est en marche, sur une chaîne musicale pendant que Happy est en train de faire le ménage avec une jeune cousine de passage et son petit-fils albinos. Les enfants de la voisine rentrent et sortent de la maison pendant que nous parlons. Le petit va s’acheter un paquet de chips.

Happy nous confie être issue d’une famille modeste. Sa maman, originaire du Lesotho, était employée de maison. Son père a quitté très tôt le foyer. L’espace domestique se partageait entre 12 membres de la famille dans une maison de quatre chambres seulement. Ils n’étaient que quatre enfants mais habitaient avec leurs cousins.

Elle voulait être enseignante mais elle a choisi des études d’infirmière pour lesquelles elle a pu avoir une bourse du gouvernement. Elle est heureuse de penser que sa fille (20 ans) va pouvoir avoir « une vie meilleure ». « Elle a de l’espace ici dans cette maison, nous dit-elle, et j’aimerais qu’elle puisse faire sa vie, conduire sa propre voiture. Peut-être allons-nous lui construire une chambre à l’arrière du terrain pour qu’elle puisse avoir son indépendance et payer un loyer ».

³⁰⁸ Voir le chapitre suivant pour comprendre les configurations socio-raciales de l’espace à Johannesburg (notamment l’opposition banlieue/*township*) et leur évolution depuis la fin de l’apartheid.

³⁰⁹ “I have some friends living in the high class areas, they have these nice big cars.”

Le discours d'auto-positionnement d'Eloïse, que nous avons rencontrée dans une bibliothèque d'Eldorado Park³¹⁰, est intéressant car il lie le critère de l'éloignement géographique – implicitement les riches sont ceux qui ont quitté le *township* – au critère de l'argent. Selon elle, la différence avec ces « gens riches » qu'elle associe à la « classe moyenne » est le fait de pouvoir disposer d'argent de façon discrétionnaire, ce qui permet de faire des investissements par exemple.

« Il y a une classe moyenne à Johannesburg mais je n'en fais pas partie, ce sont des gens riches avec plus d'argent, ils peuvent faire des investissements. Nous on a juste une meilleure vie par rapport à celle de nos parents. »³¹¹ Eloïse, 42 ans, bibliothécaire – entretien n°11.

3.2.2 Etre au « milieu » (« *phakathi* » en *isizulu*)

Pour résumer et pousser plus loin l'analyse du positionnement par défaut, nous avons dit que pour 8 enquêtés parmi les 28, le positionnement social peut être décrit comme le fruit d'une double distanciation exprimée par la double négation : « ni riches ni pauvres ». Mais ce qui est intéressant également, c'est de voir qu'il est le préambule de l'expression d'une appartenance au « milieu » :

« Je ne suis pas riche et je ne suis pas trop pauvre. Je suis juste là, au milieu. »³¹² – Stanford, 34 ans, ingénieur et auto-entrepreneur (entretien n°21).

Or, être au milieu veut dire faire partie d'une entité, ou d'un espace. C'est l'affirmation d'une place, d'un lieu propre.

Dans la littérature sur les identités de classes sociales en Afrique du Sud, c'est dans les langues vernaculaires que ce type de positionnement est surtout exprimé. Le terme exact signalé par Mayer (1977) est « *abantu abaphakati* » littéralement les gens (*abantu*) du milieu (*phakathi*). Il caractérise selon lui un statut social : une personne qui peut être d'origine modeste mais qui ne se compromet pas dans des actions illicites ou immorales.

C. Ceruti et M. Phadi (2011) disent que les interviewés utilisent le mot « *middle* » en anglais mais le remplacent fréquemment avec les mots synonymiques

³¹⁰ Elle est une amie de Carol (famille A).

³¹¹ “*There is a middle class in Jo'burg but I'm not part of it, it's rich people with more money, they can make investments. We just have a better life than our parents.*”

³¹² “*I'm not rich and I'm not too poor. I'm just there, in the middle.*”

« *phakati* » en isizulu « *mahareng* » en sesotho et « *magereng* » en setswana tout au long de l'échange. Les interactions sociales se déroulent souvent de la sorte en Afrique du Sud, les interlocuteurs utilisant des mots de langues différentes, passant d'une langue à une autre.

Ces termes veulent dire « au milieu » et peuvent-être utilisés spatialement pour dire « à l'intérieur de » ou « entre deux choses ». ³¹³ « *Ama* » est la marque du pluriel pour certaines classes de noms dans les langues bantoues donc « *amaphakathi* » serait « au milieu » mais appliqué à plusieurs personnes.

Nous-mêmes n'avons entendu cette expression que de rares fois dans la famille d'accueil B lors du séjour de trois mois à Protea Glen. En effet, la plupart des interactions dans la journée se déroulaient dans un milieu féminin constitué de K. et P., les filles, et de la mère (Nobuhle). Or cette dernière parle sesotho avec ses filles. Seul le père parlait isizulu le soir lors du repas par exemple. Nos entretiens ont été conduits en anglais.

Selon nous, cette identification « au milieu » ou « à l'intérieur de » est une marque d'intégration. C'est aussi reconnaître l'existence d'un ensemble social qui dépasse l'individu et les anciennes catégories raciales cloisonnantes. C'est une façon d'exprimer son appartenance à la société sud-africaine dans un contexte post-apartheid où la citoyenneté ne va pas de soi pour des populations autrefois systématiquement exclues de la république.

3.3 La prégnance et l'imbrication des catégories raciales au sein de l'identification sociale de « ceux du milieu »

Durant le cours de notre enquête, nous avons été confrontés à la prégnance des catégories raciales dans le cadre du recueil des auto-positionnements des enquêtés.

³¹³ Dictionnaire anglais/isizulu en ligne : www.isizulu.net.

3.3.1 La perception de la catégorie « *middle class* » comme une identité de « Blancs »

Nous nous sommes rendu compte que le terme « *middle class* » était une étiquette utilisée pour l'auto-positionnement par certains, mais que, pour beaucoup, elle suscitait des réserves.

Nous avons donc interrogé nos enquêtés sur le sens de « *middle class* » pour eux, et leur avons demandé les associations d'idées que ce terme pouvait susciter. Nous leur avons également demandé s'ils se reconnaissaient appartenir à cette catégorie, et sinon, de quelle façon ils se positionnaient dans la société.

Voyons tout d'abord les réponses à la première partie de la question qui portait sur le champ d'associations, les représentations suscitées par le mot « *middle class* ».

Les réactions peuvent être classées en deux grands ordres : le refus de s'identifier à une catégorie décrite comme extérieure et liée à une identité raciale « blanche », et l'adhésion totale ou partielle à la catégorie mais selon certaines conditions.

✓ **La description d'un groupe social considéré comme extérieur ou étranger à soi, ou qui l'a été dans un temps passé assez récent (celui de l'apartheid)**

L'extrait ci-après est représentatif des réponses (9 sur 28) qui associent la catégorie « *middle class* » à la population européenne vivant dans des territoires réservés aux « Blancs » sous l'apartheid (« *those days* ») : les banlieues au nord de Johannesburg notamment. Selon Doria, 51 ans, gestionnaire dans une ONG (entretien n°1) : « Les classes moyennes vivent à Rosebank, conduisant une Mercedes, font leurs courses à Woolworths et boivent du thé Lipton »³¹⁴.

Le terme est associé à des marques et à des territoires autrefois réservés aux « Blancs » et qui semblent encore inaccessibles. D'ailleurs, l'enquêtée poursuit l'évocation de ce temps-là : « *there was no black soul in the suburbs* ».

Il y a donc un sentiment d'exclusion dans l'expression « *middle class* », comme si cette catégorie ne pouvait désigner qu'un autre que soi-même. Nous pensons que cette extériorité provient d'un marquage racial de la catégorie qui est fortement

³¹⁴ « *Middle classes would be living in Rosebank, driving a Mercedes, shopping at Woolworths, drinking lipton tea.* »

associée aux « Blancs ». En raison de l'expérience du régime de la ségrégation, qui se manifestait notamment par l'assignation de quartiers de résidence pour les populations « noires » à l'écart des centres villes et le plus loin possible des lieux de résidence des « Blancs », les « *middle class* » ne peuvent, selon nos enquêtés, que se situer dans les banlieues huppées du nord de la ville.

L'impossibilité de se rallier à cette étiquette malgré le changement objectif de sa situation financière et sa stabilité professionnelle est bien exprimée par R. qui, comme son âge nous l'indique, a vécu la plus grande partie de sa vie sous l'apartheid :

« Je ne peux pas dire que je suis 'classe moyenne'. Je suis toujours celle que je suis. Je vais toujours à la 'location'³¹⁵ pour rendre visite à ces dames, cela n'a pas d'importance le lieu où j'habite maintenant, je les respecte toujours et je ne me considère pas comme étant au-dessus d'elles ou quoi. Non.. parce que quel que soit mon parcours, [la location] c'est toujours chez moi. »³¹⁶ Rethabile, 50 ans, téléopératrice (entretien n°7)

Accepter ce terme de « *classe moyenne* » pour l'appliquer à son propre positionnement rentre en conflit avec son passé et l'expérience de la ségrégation qui marque sa trajectoire sociale et sa mémoire personnelle. L'expérience de la ségrégation est si prégnant pour Rethabile qu'il lui est impossible (« je ne peux pas dire ») de reconnaître son appartenance à cette catégorie malgré des revenus assez conséquents pour notre échantillon : R30 000 pour le ménage constitué de son mari et de deux enfants.

Le passé est souvent mobilisé dans les discours de positionnement social. Cela reflète selon nous le fait que la distinction sociale est récente en Afrique du Sud, notamment pour les individus classés dans les populations « noires ». Pouvoir se positionner (et donc choisir ou évaluer sa position) dans l'échelle sociale est quelque chose de récent pour les populations « noires » et « *coloureds* ».

³¹⁵ « *Location* » fait référence aux quartiers populaires où vivaient les populations « noires », « indiennes » et « *coloureds* » avant les années 1950 et la création des *townships*. Ces quartiers, tels Sophiatown ou Vrededorp sont aujourd'hui devenus des lieux communs de nostalgie car les différentes catégories raciales vivaient ensemble, et, semble-t-il dans la paix et une certaine richesse culturelle (Myriam Makeba etc.) qui disparaît ensuite.

³¹⁶ “*I can't say I am middle class. I'm still who I am. I still go to the location, meet with those ladies, it doesn't matter where they stay, I still value them, they I don't see myself better or anything, no because wherever you go, it's my home .*”

« Après 1994, nous jugeons désormais les gens sur leur valeur, leur richesse et il y a davantage de respect pour la richesse que pour l'intellect. Autrefois, on considérait les Blancs comme les possédants. Depuis 1994, nous réalisons que nous sommes désormais égaux, que nous aussi pouvons faire partie des possédants, et être jugés à partir de ce que nous avons, notre richesse matérielle.»³¹⁷ – Gary, 53 ans, enseignant (entretien n°14)

Quand on leur demande à quoi elles associent la catégorie « classe moyenne », les personnes interrogées décrivent des signes de richesse extérieure, des possessions ou des lieux correspondant à l'image qu'ils se font d'une vie aisée assez lointaine, avec des référents souvent Européens ou « Blancs » en termes de styles de vie. La catégorie semble alors fonctionner comme une identité extérieure à eux, lointaine et stéréotypée, qui n'appartient pas à leur monde, à leur façon de vivre. Elle est décrite par des termes tels que « *high class* », « *that's not the life I have* » etc. La référence à la culture européenne ou occidentale pour décrire la « classe moyenne » en Afrique du Sud transparait également dans notre étude qui portait sur les pratiques alimentaires de la petite classe moyenne (Chevalier et Escusa 2011). Pour autant, les données relevées lors de nos séjours en observation dans les familles d'accueil ne nous ont pas indiqué que cette catégorie supérieure de référence « blanche » ou « européenne » est une catégorie d'aspiration pour nos enquêtés. Elle semble être trop exotique pour adopter effectivement ses pratiques sociales et son style de vie.

Enfin, les critères financiers sont bien sûr mobilisés pour définir une « classe moyenne » extérieure à sa propre identité :

« La classe moyenne c'est des gens qui contrôlent leurs finances. 'Tu t'offres cette vie' Mais c'est seulement 5% de la population. Moi, si je perds mon boulot, ma maison va être menacée. Moi, je suis coincée. Ce que j'ai et ce que je suis en train de payer, rien de plus. »³¹⁸ – Leratong, 31 ans, agent immobilier et entrepreneur (entretien n°28)

Leratong exprime l'idée qu'elle n'a pas de patrimoine, pas de capital ou d'épargne qui puissent lui assurer un filet de sécurité, ce qui est en effet un des critères

³¹⁷ “After 1994, we are now judging people on their values, their wealth; there is more respect for wealth than for intellect. We used to see the Whites as “the haves” so after 1994 we realize we are now equal, so we can also be part of the haves, judging you on your material wealth, what you have.”

³¹⁸ “The middle class are people in control of their finances. “you afford life”, it's like only 5% of the population. Me, if I lose my job, my house will be in trouble. Me I'm squeezed. What I have is what I'm paying for.”

communs objectifs de « ceux du milieu » qui n'ont pas, ou très peu, de capital économique.

Pour Xolani, 28 ans, consultant (entretien n°2), l'identification à la « classe moyenne » ne va pas de soi. Elle est fonction du contexte social. Elle dépend d'une première identification au sein de son groupe racial : « le groupe racial des Noirs ». Selon lui tout est question de « contextualisation ».

« Dans ce contexte [de l'apartheid], et à l'intérieur de ce groupe, alors je fais partie de la classe moyenne. En tant que citoyen sud-africain, je ne pense pas que je fasse partie. Car on ne m'a pas donné des droits entiers en tant que citoyen de ce pays. »³¹⁹

✓ L'adhésion totale ou partielle à l'étiquette « classe moyenne »

14 enquêtés sur 28 ont accepté la catégorie « *middle class* » pour décrire leur auto-positionnement. C'est-à-dire la moitié de l'échantillon. Dans ces cas de figure, les personnes interrogées décrivent alors la classe moyenne par des caractéristiques proches de leur situation. Par exemple : « La classe moyenne, qu'elle soit supérieure ou inférieure, elle a les bases : une maison, une voiture et un emploi ou une petite entreprise. »³²⁰

Un bémol doit être apporté à cette analyse car certaines personnes semblent émettre cette identification de façon un peu « forcée » ou du moins guidée par nos questions. Comment savoir si l'identification à la classe moyenne n'est pas tout simplement suscitée par notre présence et la conduite de l'entretien ?

Comme le soulignent M.C. Lavabre et F. Haegel (2010a :236) à partir des concepts de Bernard Lahire, la méthode d'entretien donne à voir (voire produit) de l'identité au sens d'auto-perception, « une image de soi pour soi et pour autrui » ou dit autrement, « une verbalisation de soi ».

En effet, certains individus affirment correspondre à la catégorie mais il semble que cela soit le résultat *a posteriori* d'une considération ou d'un regard suscités par notre entretien.

Par exemple, Rosa (entretien n°8) :

³¹⁹ “*Within that context and within that group, I am part of the MC. As a south African citizen, I don't think I am part of the MC. I was not given my full rights as a citizen of the country.*”

³²⁰ “*Your middle class whether upper or lower, they have the basics: house, a car and they are employed or have a small business.*”

« Oui sûrement on peut dire qu'on est classe moyenne parce que on a une maison à nous, qu'on a pas à rembourser, on peut se débrouiller nous-mêmes, on peut se divertir, sortir .. On est pas de la classe ouvrière parce qu'on peut faire beaucoup de choses qu'eux ne peuvent pas faire.. c'est pour cela qu'ils disent qu'on est plus élevés. »³²¹

Nous retrouvons ici l'idée de capacités distinctives : « nous pouvons faire des choses ».

D'autres nous ont dit que ce n'était pas nécessairement comme cela qu'ils se percevaient spontanément. Beaucoup disent ne pas vraiment se poser la question en ces termes, ne pas se positionner nécessairement en termes de « classes » dans la société. Selon Haegel et Lavabre (2010b : 324-5), « [...] certains acteurs sociaux – sans doute moins nombreux aujourd'hui compte tenu de l'injonction de réalisation de soi et de l'impératif de réflexivité qui semble caractériser les sociétés contemporaines – n'ont qu'une faible conscience discursive (Giddens 1987) ; ils ne se posent pas la question de leur identité sauf si on la leur pose. »

De plus, il faut ajouter le biais d'interprétation créé par la traduction de « classe moyenne » en anglais. L'acception anglaise « *middle class* » charrie avec elle la tradition sociologique britannique selon laquelle cette catégorie désigne plutôt ce que nous appelons la « classe moyenne supérieure ». Selon C. Bidou-Zachariassen qui s'intéresse aux classes moyennes dans la sociologie britannique : « [...] la traduction de « *middle classes* » par « classes moyennes » est approximative car l'histoire de cette terminologie est différente dans les deux pays. Dans le langage courant, le terme « *middle classes* » évoque plutôt les couches aisées de la population.» (Bidou-Zachariassen 2000 :777).

L'identification (ou non) à la catégorie « *middle class* » par nos enquêtés ne peut se comprendre sans la prise en compte du fait que cette catégorie a une histoire en Afrique du Sud. Celle-ci comporte des résonances avec la tradition sociologique britannique, mais elle est aussi entièrement singulière car liée à un passé de ségrégation. Nous avons donc découvert que dans l'imaginaire de nos enquêtés, elle comportait une forte connotation raciale. Elle est non seulement une catégorie sociale fortement associée aux « Blancs », mais aussi, par extension, à leurs lieux

³²¹ “*Yes I guess we could say we are middle class because we have a self-owned house, we don't owe it, we have a car, we are able to help ourselves, we can entertain ourselves we can go out. We are not working class because we can do many things they can't do.. so they say we are upper.*”

de résidence et leurs modes de vie (voiture individuelle, villa etc.). L'appropriation de cette étiquette par certains de nos enquêtés (souvent parmi la tranche haute de revenus de notre panel) est néanmoins un signe de reconfiguration des catégories sociales et raciales.

3.3.2 La prégnance de l'identification raciale dans les discours des enquêtés « Coloureds »

Pour les individus « Coloureds » de notre panel d'enquêtés, que nous n'avons pas voulu exclure ou dissocier *a priori* dans la construction de notre objet théorique, puis empirique, c'est précisément à ce moment-là de l'entretien (« Comment vous situez-vous socialement ? ») que les récits diffèrent des autres enquêtés.

Car à la suite de ces questions sur leur positionnement social, ils nous expliquent de quelle société nous parlons alors, et de ses transformations post-apartheid.

Leur identification sociale apparaît alors « conditionnée » ou imbriquée dans une certaine vision de la société et de leur trajectoire sociale qu'ils tiennent à nous préciser. Comme si leur appartenance même à cette société dans son ensemble, et son caractère multiracial revendiqué depuis 1994, leur posait problème.

Nous avons en effet recueilli dans les entretiens et dans des situations d'observation un sentiment de xénophobie vis-à-vis de la majorité « noire », désormais représentée par le gouvernement ANC.

De plus, le positionnement social qu'on leur suggère de formuler est très souvent lié à un positionnement politique. En fait, de ce positionnement social problématique naît parfois un engagement politique.

Gary, 53 ans, enseignant dans un lycée à Lenasia (entretien n°14)³²² par exemple, commence l'entretien en répondant à nos sollicitations pour décliner son identité selon une grille assez classique : nom, âge, profession. Profitant d'un moment de silence, il rajoute alors ceci : « *ethnic group* : *Coloured* ». Il évoque ensuite son

³²² Qui était le *township* construit pour les « Indiens » au sud de Soweto et dont les écoles sont aujourd'hui réputées pour la qualité de l'enseignement (et le niveau de langue anglaise notamment) ce qui poussent les familles de Soweto ou d'Eldorado Park qui en ont les moyens à y envoyer leurs enfants au prix de frais de transport plus élevés.

engagement initial pour l'ANC et la lutte (« *struggle* »), puis sa déception envers le parti et son abstentionnisme aujourd'hui.

« Malheureusement, c'est encore fondé sur des lignes raciales, tu as besoin de tes votes Indiens, tes votes *Coloureds*.. nous sommes un pays divisé. Même si nous nous disons unis, et organisons de grands évènements comme la Coupe du Monde et tout ça. On se regarde les uns les autres en termes de couleur. »³²³

Sally, employée de banque, (entretien n°15) qui a une « bonne situation » selon ses propres termes, pense pourtant que la vie était meilleure sous l'apartheid.

« La seule fois où j'ai voté différemment c'est quand.. la première élection en 1994 j'étais encore mineure mais la seconde j'ai voté pour le parti national, durant le premier gouvernement [1996]. La raison pour laquelle j'ai voté pour le Parti National c'est que nous avions une vie très agréable, [Rosa, présente lors de l'entretien, acquiesce de la tête], il y avait du travail pour tout le monde, on avait tout ici, ils faisaient en sorte que les rues soient nettoyées, la police faisait son travail, on avait tout. Même si c'était l'apartheid, ce n'était pas si visible. [...] ce n'était pas si terrible hein ? »³²⁴

D., le frère de Rosa de la famille d'accueil A, se lance un jour dans une violente diatribe raciste alors que nous étions en voiture :

« Cette corruption.. c'est terrible et c'est causé par les Noirs. Est-ce que tu connais un seul Blanc qui a été impliqué dans un de ces scandales depuis 94 ? Non, que des Noirs, qui fraudent, qui trafiquent les papiers et les contrats.. c'est pour ça que je dis que ces Noirs sont stupides, qu'ils ont rien dans le cerveau et qu'ils n'apportent que malheur au pays. Tu sais ce qu'ils font au Ministère de l'Intérieur depuis 5 ou 10 ans, ils laissent tous les Nigériens et les Somaliens entrer.. on s'est battus pour la liberté de ce pays, pour que maintenant ils le laissent à manger aux chiens, ils le laissent être envahis par ces africains.. tu sais ces africains des autres pays d'Afrique.. Et tu sais comment ils font pour t'avoir, ils te disent combien ils ont souffert pendant l'apartheid, combien de fois va-t-on devoir regarder ces films qui passent toujours en boucle à la télé sur l'apartheid.. ils aiment jouer ce rôle de victimes. Mais tu sais quoi ? nous aussi, les *Coloureds*, les Indiens on s'est battus, les Blancs aussi, mais on en parle jamais et maintenant ce sont eux les seules victimes. Et toi tu

³²³ “Unfortunately, it is still based on racial lines, you need your Indian votes, your coloureds votes.. we are still a divided country. Even though we call ourselves united, and have big event with the world cup and everything. We all look at one another in terms of colour.”

³²⁴ “The only time I voted differently is when.. the first election in 94 I was underage but the second one I voted for the NP, during the first government [1996]. The reason why I voted NP is we had a very good life, there was work for everybody, we had everything here, they would make sure the streets were cleaned out, the police was doing its job, we had everything. Even if it was apartheid, it wasn't so visible. [...] but it wasn't so bad.. hey?”

t'apitoies sur leur sort et pendant ce temps ils te poignardent dans le dos en te volant. C'est comme ça qu'ils font. »

Notre séjour de trois mois au sein de l'extension 2 d'Eldorado Park, située juste en face du quartier dit « noir » de Devland, nous a fait comprendre que les catégories raciales étaient présentes dans les discours mais aussi dans la vie quotidienne. Vivant au rythme de la famille pendant ces quelques mois, les déplacements, les courses, les cercles de sociabilité étaient « colorés » : les quartiers « indiens », « blancs » ou « *coloureds* » de la ville, ainsi que leurs habitants, étant systématiquement préférés aux parties dites « noires » de Johannesburg.

Eldo's FM

C'est la radio communautaire du quartier dont nous avons rencontré la directrice des programmes B., 31 ans (entretien n°23). Elle habite encore chez sa mère, extension 9 d'Eldo's comme les gens disent ici. La radio est écoutée et a une influence sur les jeunes du quartier selon Teddy Matera (le fils du gangster-poète Don Matera engagé dans la lutte contre l'apartheid). La langue de communication est essentiellement l'Afrikaans, mis à part une émission de musique jazz le dimanche matin présentée par un jeune entrepreneur ambitieux qui a fait de l'anglais sa « première langue ». Nous assistons également à l'un des ateliers de formation de la radio à destination de ses animateurs. Les thèmes de sensibilisation tels que le Sida, la drogue ou le risque de grossesse pour les mineures font partie des priorités de la mission éducative du média. Sbu, un des présentateurs bénévoles présent ce matin-là, invite les autres participants à considérer les autres communautés, notamment « noire » et « indienne », voisines d'Eldorado Park, comme des opportunités, des audiences à atteindre, au-delà d'une radio purement destinée aux « *Coloureds* ». Il affirme à une audience qu'il reste à convaincre qu'il faut parler à ces gens fermés d'esprit, « *stuck in their houses* ».

Par ailleurs, le discours sur la société est plus souvent « racialisé » que pour les autres enquêtés. Même ceux qui prennent du recul par rapport à ces classifications héritées de l'apartheid et qui aimeraient pouvoir se dire « Sud-Africain noir »³²⁵, comme me le dit l'un des enquêtés (Don entretien n°25), m'expliquent que selon eux, les divisions raciales sont encore fortes.

Pour Eleonore, par exemple, commerçante (entretien n°19) d'Eldorado Park qui a reçu une éducation de qualité dans un orphelinat tenu par des missionnaires britanniques dans la province du Natal :

³²⁵ “*I would like to see myself as a Black South-African although a lot of people don't see me like that.*”

« Dans notre société, la question de la race est toujours présente.. Nous avons grandi unis et nous avons réalisé que c'était seulement la couleur de notre peau qui faisait la différence. [silence] Tu sais ce que dit le proverbe à propos de nous les *Coloureds* : nous étions toujours sous les ailes des Blancs, donc on a eu une meilleure éducation, on nous a donné de meilleures opportunités. Nous avons des emplois, des écoles mieux organisées sous le régime des Blancs. Mais c'était seulement quand ils avaient donné tous les emplois aux Blancs, alors seulement ils nous en donnaient à nous, les *Coloureds*, puis les Indiens, et ensuite bien sûr les Africains à leur tour étaient considérés. »³²⁶

Ce qui était au départ une catégorie juridique créée à partir d'une « erreur historique »³²⁷ par le régime d'apartheid, est donc devenue une identification (parmi d'autres) opérante et signifiante pour des groupes sociaux dans la période contemporaine du post-apartheid. Elle a eu des conséquences en termes d'emploi et d'habitat, créant une certaine homogénéité des conditions de vie objectives dans le groupe des « *Coloureds* », renforçant le sentiment de différence et les frustrations envers les autres groupes raciaux.

Cela vient nuancer l'hypothèse d'un effacement de l'identification raciale au profit du positionnement social des Sud-Africains depuis 1994. Cette thèse est défendue par exemple dans le rapport de la Présidence sud-africaine (« Nation in the Making » 2007), qui note qu'en 2000 44% des Sud-Africains considéraient que la race ou la nationalité était leur forme d'identification première, et que cette proportion était passée à 22% quatre ans plus tard. Dans le même temps, la proportion d'individus s'identifiant prioritairement en termes de classes ou de professions passait de 14% à 37% (de 2000 à 2004).

Ce que nous voyons ici à travers les discours d'enquêtés « *coloureds* » semble contredire le fait qu'une identification sociale vienne remplacer des formes de subjectivités encore exprimées en termes raciaux.

³²⁶ “*In our society, it's still about race .. We grew up as one and we realized it was just the colour of our skin that made the difference. [silence] You know what the saying says about us, Coloureds, we were always under the wings of the Whites, so we had better education, we were given better opportunities. We had jobs, schools were better organized; under the rules of the Whites. But then only when they would have given all the jobs to the Whites, then only they would give some to us, Coloureds, Indians.. and then of course the Africans were considered.*”

³²⁷ Selon D.C. Martin lors d'un séminaire à l'IEP de Bordeaux le 19 janvier 2011, la catégorie « *coloured* » fondée comme intermédiaire – entre les « Blancs » et les « Noirs » – est une erreur historique car de nombreux individus classés ainsi sont en fait des descendants d'esclaves d'Indonésie, de Madagascar parmi d'autres pays de provenance.

L'étude des discours d'auto-positionnement chez les habitants d'Eldorado Park nous a également fait prendre conscience de l'importance de la perception du sens de la trajectoire inter-générationnelle. Un individu qui perçoit une trajectoire ascendante entre sa situation et celle de ses parents sera plus apte à anticiper un « meilleur futur » pour ses enfants. Au contraire, la vision de la société post-apartheid partagée par une majorité des enquêtés d'Eldorado Park est teintée de frustrations. Elle est plutôt négative par rapport à la période vécue par leurs parents sous l'apartheid, qu'ils ont sûrement tendance à idéaliser aujourd'hui. Ceci a un impact sur la façon dont ils s'auto-positionnent dans la société : de façon moins dynamique et moins tournée vers l'avenir que « ceux du milieu » des quartiers limitrophes de Soweto.

3.4 « *I can afford* », l'expression d'une capacité distinctive

Selon M. Phadi et C. Ceruti (2013 : 142-163), les habitants de Soweto sont conscients d'identités de classes et celles-ci sont définies en termes matériels. « L'identité de classe aujourd'hui à Soweto est fortement fondée sur une comparaison de la capacité à consommer »³²⁸.

La consommation est au cœur de l'identité sociale d'un individu ou d'un groupe social (Halbwachs 1913, 1938 ; Grignon et Grignon 1980 ; Grignon et Passeron 1989, Bourdieu 1979, 1980 ; De Certeau 1980). Dans l'analyse des discours de nos interviewés, la consommation apparaît avoir des liens multiples avec l'identification sociale. Elle est à la fois :

– une capacité distinctive importante : ce que l'on peut s'offrir (une capacité) et ce que l'on a (les biens dont certains sont particulièrement distinctifs : maison, voiture etc.).

³²⁸ “*We have shown that people are aware of class in Soweto and that class matters. They are defining in material terms where they stand in relation to others. Class identity in Soweto today is based strongly on comparison of the ability to consume.*”

– un facteur de socialisation (les centres commerciaux notamment sont des lieux importants de la sociabilité pour les habitants de Soweto et de Johannesburg
S. Nuttall utilise le concept de « *self-stylisation* » pour décrire la façon dont les jeunes sud-africains utilisent désormais leurs pratiques de shopping comme moyen d’être et d’exprimer leurs « identités complexes et mouvantes ». (Nuttall 2004 : 430-52)

Anna, directrice d’une école maternelle à Eldorado Park (entretien n°17), nous dit qu’aujourd’hui « tout dépend de qui peut acheter quoi. Si tu peux t’offrir une maison, eh bien, tu vas vivre dans une maison. »³²⁹

3.4.1 L’expression d’une capacité

Quand nous demandons aux enquêtés ce que cela veut dire pour eux d’être « classe moyenne » ou de n’appartenir aux « ni riches ni pauvres » (en fonction de leur réponse initiale), une phrase revient dans la quasi-totalité des réponses « *I can afford* ». Cette phrase est une sorte de refrain suivi ensuite des biens que l’individu peut ainsi s’offrir, qui sont autant d’attributs essentiels d’un ménage digne de ce rang social : de quoi manger chaque jour, un toit, une voiture ou autre :

Erin, 35 ans, chef d’équipe d’un centre d’appel (entretien n°6)

« Je viens d’une famille très très pauvre. J’ai galéré pour arriver là où je suis aujourd’hui. Je ne suis pas encore arrivée là où je veux être mais je suis en bon chemin et oui je fais vraiment partie de la classe moyenne parce que je peux m’offrir des choses [*I can afford*]. Si je veux m’acheter ce jus d’orange (sur la table), je peux l’acheter. Et au moins, je ne vais jamais au lit en ayant faim, il y a toujours de la nourriture sur ma table, donc cela est plus que suffisant.³³⁰ »

Doria, 51 ans, gestionnaire d’une ONG (entretien n°1)

« Je dirais que je suis de la classe moyenne car je peux m’offrir certaines choses. Je n’ai pas à faire un effort pour m’acheter des choses basiques dont j’ai besoin, et puis j’ai aussi de

³²⁹ “*It’s more mixed now yeah.. it all depends who can afford it now. If you can afford a house then you stay in a house.*”

³³⁰ “*I come from a very very poor family. I struggled for myself to be where I am today, I’m not yet there but I am definitely starting to get there and I’m definitely in the middle class cause I can afford. If I wanna get this orange juice (on the table), I can get it. At least, I don’t sleep hungry; there is always food on my table, so it’s more than enough.*”

quoi m'acheter d'autres choses ensuite. Certaines personnes galèrent simplement pour acheter les choses de base tu sais...³³¹»

« Je peux me permettre » ou « je peux acheter » exprime la satisfaction et le confort d'être capable d'acheter ce dont on a besoin chaque jour, chaque mois. En d'autres termes, pour ces enquêtés, être capable de répondre aux besoins du foyer, mettre de la nourriture sur la table chaque jour et pouvoir ensuite penser à d'autres dépenses est considéré comme un critère qui les distingue des « pauvres ». Ceci enrichit la conception précédente de la pauvreté comme un manque de produits ou de confort. Ici est exprimée l'idée que la pauvreté serait aussi un défaut de capacités (ou de « capacités »), définies par l'économiste A. Sen (1981) comme des « capacités à être et à faire » : désignant ainsi les libertés (d'entreprendre, d'orienter sa vie etc.) dont dispose l'individu.

L'enquête entreprise par les chercheurs de l'université de Johannesburg à Soweto (*ibid.*) parvient au même résultat : être membre de la classe moyenne veut dire « pouvoir s'offrir des choses » – « *It means I can afford some stuffs.* » – comme par exemple aller au cinéma ou au restaurant au milieu de semaine. Ils lient eux aussi l'identité classe moyenne au concept d'« *affordability* » (concept qui se traduit difficilement en un mot en français). Les chercheurs expliquent ne pas avoir retrouvé les définitions classiques de la classe moyenne dans les discours de leurs interviewés, ni en termes de profession, ni même de diplôme ou d'éducation. En revanche, « des termes-clefs tels que '*affordability*', 'normal', et 'ni riches ni pauvres' étaient largement et utilisés et répétés par les répondants ». Selon ces derniers, « *affordability* » dans ce contexte signifie à la fois la capacité à consommer et à maintenir non seulement un certain mode de vie mais aussi les biens matériels eux-mêmes qui peuvent être achetés (Phadi et Ceruti 2013 :154-6). En effet, dans leurs entretiens, le concept d'« *affordability* » était lié à celui de l'autonomie [...] Pour Gugu, une interviewée qui travaillait à temps partiel dans une grande société d'assurance, l'identité classe moyenne (*phakathi*) était associée

³³¹ “*I would say I'm middle class cause I can afford some things. I don't have to make an effort to buy the basic things I need and then, I have some leftovers. Some people struggle just to buy the basics you know.*”

à l'indépendance, la dignité et le respect de soi. » (*ibid.* :156)³³² En l'occurrence, l'interviewée reliait la capacité de pouvoir acheter au fait de pouvoir se laver et avoir à manger chaque jour, alors que d'autres définissaient ainsi l'achat de biens de luxe comme des voitures ou de l'ameublement de qualité (*ibid.* :155). Le concept est donc foncièrement relatif mais il désigne bien la consommation comme étant au cœur de ce positionnement social du « milieu ».

La capacité à consommer est donc au cœur de la distinction stratégique des « ni riches ni pauvres » par rapport à la situation de pauvreté. C'est aussi un pouvoir (au sens de « micro-pouvoir » de M. De Certeau) que « ceux du milieu » ont en commun et qui, par-là, constitue le début d'une subjectivation de groupe.

Nous allons voir maintenant que le pouvoir d'achat crée également des distinctions entre plusieurs sous-groupes au sein de l'espace de l'entre-deux. Il distingue donc autant qu'il intègre.

Nous avons suivi des pratiques de consommation et les représentations qui leur sont associées lors de nos trois périodes d'enquêtes de terrain. On peut donc considérer que la consommation a été un fil conducteur commun à tous nos terrains :

- le premier prenait précisément pour objet les pratiques de consommation alimentaire et à ce titre nous avons entrepris des entretiens individuels et collectifs (*focus groups*) ;
- le second dans le quartier d'Eldorado Park en séjour d'immersion chez une famille préalablement identifiée lors du premier terrain (famille A) ;
- le troisième en séjour d'immersion chez une famille de Protea Glen, Soweto (famille B).

Les conditions mêmes de l'immersion, de la vie au sein et au rythme de la famille, nous ont permis d'observer diverses pratiques de consommation dans les sphères domestique et extérieure (quartier, *malls*, famille). Nous nous sommes attachés aux lieux choisis, aux produits et aux déplacements, tout en nous efforçant de recueillir les discours autour de ces pratiques.

³³² “Affordability was linked to self-sufficiency, [...] For Gugu, a female interviewee who worked part-time at a major insurance company, middle-class (*phakathi*) identity was associated with independence, dignity and self-respect.”

3.4.2 La consommation comme nouvel espace de liberté

L'étude des pratiques de consommation, même à l'échelle individuelle, est reconnue comme apportant des éléments de compréhension des transformations de la société sud-africaine (Nuttall 2004, Chevalier 2010 et 2014, James 2014, Krige 2011, Escusa 2013). La consommation constitue un double pouvoir d'intégration et de distinction dans le rapport d'un individu à son environnement social selon deux mouvements antagonistes : l'un a trait au sentiment d'appartenance collective, qui crée un lien entre l'individu et la société ; l'autre, au contraire, crée une distance, en matérialisant une volonté d'émancipation ou de distinction entre l'individu et un groupe ou la société.

Dans l'Afrique du Sud contemporaine, nous observons ces deux processus :

- l'intégration à une société de consommation qui s'est imposée en milieu urbain depuis les années 1980 (liée au statut de citoyen à part entière depuis 1994) ;
- la distinction sociale grâce à l'achat de certains biens, de la fréquentation de lieux au sein de l'espace de « ceux du milieu ».

Il faut rappeler préalablement que la consommation jouait un rôle important dans les zones résidentielles d'assignation pour les « Noirs » sous le régime d'apartheid. La consommation participait d'une affirmation de l'individu dans un sens d'émancipation dans le contexte d'un régime répressif où les lieux mêmes de consommation étaient hors de portée des « Noirs ».

La consommation sous l'apartheid : entre restrictions et espace résiduel de liberté pour les « Noirs » dans les townships

Sous l'apartheid, la « liberté était exprimée, en partie, par l'acquisition » nous dit D. Posel (2010 :158). D. Krige (2011) insiste lui aussi sur le rôle de la consommation à la même époque, notamment à Soweto, où existaient une grande mixité sociale et donc des processus importants de distinction, parfois, le long de la même rue. Il souligne que les pratiques de consommation dans les zones habitées par les « Noirs » à Johannesburg participaient à la construction de l'identité : « Bien que l'Etat et sa politique aient peu promis aux « Noirs » urbains pour trouver leur place en ville – à travers un barrage de législations qui restreignait le choix du lieu de travail, de résidence, leurs mouvements et leurs

loisirs – les *townships* « africains » tels que Soweto devinrent des lieux forts d'appartenance [...] ». Selon lui, les pratiques de consommation à Soweto, en particulier, sont depuis longtemps « des actes de résistance, mais aussi d'expression personnelle, de développement de communautés, de lien social et de performance de la différenciation sociale ».

De façon plus précise, D. James (2014 :466) observe les pratiques d'achat d'ameublement à crédit, qui était, selon elle, une façon d'expérimenter la propriété de biens durables et « fixes » alors que les autres formes de propriété (notamment foncière) étaient interdites aux populations « noires ». Les meubles permettaient en outre « la décoration des maisons fournies par la municipalité – un aspect essentiel des expériences des Noirs sud-africains, notamment à partir des années 1950. » (James 2014 : 465-6). Autant de pratiques de consommation des urbains en recherche de marques de respectabilité malgré l'oppression (Krige 2011 :138-172).

D'une manière comparable, des auteurs ont montré que les courses alimentaires constituaient une marge de liberté pour les classes ouvrières dans l'Europe des années 1960. (Grignon & Grignon 1980). Alors enserrés dans des contraintes économiques et sociales, souffrant de précarité, les individus voyaient la consommation comme un espace résiduel où l'on pouvait s'exprimer librement.

Or cette liberté a été plus largement offerte lors de la libération en 1994 qui a mis un terme à la ségrégation des « Noirs » et qui a élargi l'offre commerciale avec l'ouverture de l'Afrique du Sud au marché mondial.

L'accès à la consommation de masse, symbole de la « nouvelle » Afrique du Sud post-apartheid

L'accès à la consommation de masse est un des grands changements dans les modes de vie des populations « noires » sud-africaines depuis 1994. Cela s'est traduit par l'ouverture plus large de l'accès aux lieux de consommation situés en zones « blanches » et par la construction de nouveaux centres commerciaux, d'abord autour des centres-villes, puis dans les anciens *townships* tels que Soweto.

Le discours médiatique sur la « classe moyenne noire » reflète d'ailleurs cet élan national vers la société de consommation de masse. La « classe moyenne noire » est mesurée à l'aune de son pouvoir d'achat et l'étalon de mesure est fixé par le pouvoir d'achat de la population « blanche ». Et cette idée de rattrapage, rendue possible par les politiques issues du référentiel de la Transformation de la société sud-africaine depuis 1994, est symbolique. Un sentiment de victoire, voire de revanche par rapport au passé, est exprimé par nos interlocuteurs alors qu'ils se réjouissent des opportunités offertes par la société de consommation désormais à leurs portes, même dans les *townships* les plus éloignés du centre-ville de Johannesburg.

Dans les *townships*, les habitants avaient des possibilités d'achat très limitées car le nombre de commerces était faible et les marchandises offertes peu nombreuses et coûteuses. Lors d'un entretien collectif réalisé dans un des *malls* proches de Soweto (Southgate) (entretien collectif n°3), Carol, enseignante d'anglais à la retraite, nous relate son entrée pour la première fois dans un supermarché à la fin des années 1970 : « Nous étions très restreints tu sais, à cause des sanctions. Par exemple, nous n'avions pas le droit d'aller à la poissonnerie. Nous les avons [les poissons] grâce aux magasins chinois dans notre communauté *coloured*. A la fin des années 1970, je m'en souviens très bien, quand le premier Pick n'Pay a ouvert, nous avons pu aller pour la première fois dans ces supermarchés. C'était incroyable. Nous y allions en groupe, de cette façon nous pouvions nous moquer de ce que les Blancs pouvaient dire ou commenter. »³³³

Matthew et sa femme Doris (entretien n°4) nous racontent également des souvenirs d'humiliation : Doris, qui avait la peau plus foncée que son frère, et qui, pour cette raison, s'est vue refuser l'accès à la piscine ; Matthew qui se souvient d'excursions à Hillbrow (alors un quartier « blanc » et chic du centre de Johannesburg) avec son père : ils achetaient une tarte et un jus de fruit pour manger le midi. [...] il y avait un cinéma, mais le cinéma réservé aux « *Coloureds* » se trouvait à Fordsburg.

³³³ “We were restricted so much you know, because of the sanctions. For example, we were not allowed to go to the fishery. We had them through Chinese shops in our Coloured community. In the late 1970's, I remember it well, when the first Pick n' pay started, we could go to the first supermarket. That was amazing. We all used to go in a group, that way we didn't care about what the whites could say or comment.”

« Nous nous mettions ‘sur notre trente et un’ tu vois pour aller en ville et on se sentait en territoire hostile. [...] Maintenant tu peux aller dans n’importe quel endroit, si tu peux te l’offrir évidemment ».

Par ailleurs, il était difficile d’obtenir les autorisations et les capitaux nécessaires à l’ouverture d’une boutique. Ce qui existait c’était surtout des « *spaza shops* », des ventes à domicile, et encore ! nous racontent Eleonore et son mari qui ont ouvert un commerce à domicile dans les années 1980, « on pouvait nous retirer l’autorisation du jour au lendemain ».

Le développement des « malls » dans les townships

Dès les années 1970, de grands centres commerciaux à l’américaine (les *malls* ouvrent, y compris en zones frontalières des *townships* (comme Southgate au sud de Johannesburg sur la route menant à Soweto). Ils comprennent des supermarchés où les produits alimentaires de base sont moins chers que dans les commerces de détail. Ces espaces commerciaux sont aussi des espaces de loisirs et de culture (cinémas). On s’y promène en famille ou on y rencontre des amis le week-end. Les centres commerciaux sont des espaces conquis de liberté, ou en sus, règne un sentiment de sécurité, par rapport aux rues du centre-ville réputées pour leur insécurité.

Romy travaille comme agent de recouvrement de crédits dans une société immobilière dans le centre de Johannesburg (CBD) et habite à Dobsonville à Soweto (entretien n°10). Elle nous dit ne pas vouloir quitter Soweto : « Soweto est un endroit pour moi. Maintenant ils ont amené tout un tas de centres commerciaux, donc tu vois on a accès à tout. »³³⁴

De plus, ce développement d’infrastructures est accompagné d’une grande libéralisation des moyens de crédit, qui existaient de manière informelle dans les *townships* mais qui sont depuis les années 1990 ouverts à tous par les institutions bancaires et les établissements de crédit que constituent les chaînes de distribution vestimentaire ou d’ameublement. Les sources possibles de crédit ont proliféré

³³⁴ “*Soweto is a place for me. Now they brought up a lot of malls, so you know we have access to everything.*”

depuis la fin de l'apartheid. (James et Rajak 2014 :460) Les incitations commerciales (décuplées par la pression des pairs) sont multiples : nous avons pu constater que les enseignes d'habillement et certains supermarchés envoient régulièrement des messages-textes à leurs consommateurs afin de les inciter à ouvrir un compte à crédit sans être tenus de faire figurer les taux d'intérêts pratiqués. Les vitrines des magasins affichent-elles : « *Shop now, pay it later !* ».

Au final la consommation a toujours eu à voir avec l'intégration à la société. Selon M. Halbwachs (1938), la consommation est une forme de participation à la vie sociale. Selon S. Chevalier (2012 :141) : « être citoyen de cette nouvelle Afrique du Sud signifie pouvoir participer aux formes de sociabilité offertes par les centres commerciaux et, si on en a les moyens, y effectuer ses achats. Ces espaces constituent bien les cadres nationaux de la consommation. » L'anthropologue interroge la consommation comme « un outil d'une démocratie économique ».

« La consommation est donc un sujet éminemment politique, en particulier car elle s'inscrit dans un projet de démocratisation économique, dont on pourrait dire qu'elle peine à s'installer dans d'autres domaines (emploi ou accès au logement par exemple) : ainsi consommer c'est participer à la transformation de la société ; à l'établissement de la nouvelle Afrique du Sud [...] ».

C'est ce qui est en jeu dans le « label » du « *Black Diamond* » qui, à un autre niveau de consommation – plus ostentatoire – est un individu « noir » défini de façon exogène par son statut de consommateur (Chevalier 2010 : 75-86).

Devenir un consommateur dans ce contexte du post-apartheid tend à devenir synonyme de devenir citoyen à part entière pour les « Noirs » qui étaient relégués dans des territoires périphériques, condamnés à des emplois non-qualifiés et réduits à un statut de citoyen de second-rang. Selon K. Wale (2013 :177), « pour beaucoup de Sowetans, la classe sociale est connectée à l'impression d'être inclus dans une citoyenneté contemporaine qui est imaginée et mise en acte à travers la consommation ». L'auteur parle également d'un « droit à consommer » dans l'Afrique du Sud post-apartheid.

C'est aussi une façon de se sentir intégré – ou de chercher un sentiment d'appartenance – dans une certaine société (« blanche » ou occidentale) qui a représenté un modèle, quasiment inatteignable durant l'enfance.

3.4.3 Des discours de distinction : l'exemple de « *I'm not a cheese boy* »

Il existe une expression qui utilise la consommation de fromage comme un marqueur de distinction sociale des classes élevées de la société : être un « *cheese boy* » veut dire être un enfant de famille riche, un enfant gâté. Selon nos interviewés, cela viendrait du fait que les « enfants de bonne famille » ont le privilège d'avoir du fromage tous les jours dans leur sandwich.

Cette expression est utilisée comme titre d'un reportage paru dans un quotidien local de Johannesburg parlant de l'ascension sociale récente des individus « noirs »³³⁵.

« Quand on me demande en quoi ma vie est différente aujourd'hui par rapport à celle que j'avais enfant, je réponds que je peux désormais acheter du fromage et en manger des gros morceaux désormais. [...] J'ai commencé à travailler en 1996 durant ma première année de fac. Et devinez quelle a été la première chose que je me suis acheté ? Un beau Gouda dans son emballage ciré rouge. J'en ai coupé un gros morceau et l'ai mangé en entier. C'était un moment de triomphe que j'ai savouré. J'avais réussi dans la vie. J'étais désormais un '*cheese kid*'.³³⁶ »

Cette expression du langage courant sud-africain est employée également par des personnes qui veulent justement ne pas être associées à cette image d'un « gosse de riche ». Ils ne sont justement pas des « *cheese kids* » car eux, viennent d'un milieu modeste et ont gravi chaque échelon progressivement en travaillant dur et en économisant.

³³⁵ “I can now eat chunks of cheese”, *The Sowetan*, Ferial Haffajee, October 30, 2011. <http://www.citypress.co.za/columnists/i-can-now-eat-chunks-of-cheese-20111029/>

³³⁶ “Whenever I'm asked how my life is different now from when I was growing up, I reply: I can buy cheese and eat it in chunks now. [...] I started working in 1996 during my first year in college. And guess what the first thing I bought was? Beautiful yellow Gouda wrapped in a red waxy strip. I cut a huge chunk and ate it all. It was a moment of triumph to savour. I'd made it. I was a '*cheese kid*'.”

Welcome, vivant à Vooslorus, *township* à l'est de Johannesburg³³⁷:

« Je ne suis pas un '*cheese boy*' parce que je n'ai pas une grande maison et une belle voiture comme une BMW. Je ne mange pas des Kellogs ou des œufs et du bacon au petit-déjeuner tous les jours. Si j'étais un '*cheeseboy*' ma famille m'aiderait, je ne serai pas celui qui doit s'occuper de sa famille. Si tu manges du fromage cela veut dire que tu peux tout t'offrir. Le fromage est du luxe, ce n'est pas un aliment de base tu sais.³³⁸ »

Nous avons également assisté à une réaction similaire d'un de nos interviewés, Daniel, que sa femme nous décrit comme un « *cheeseboy* ». Il s'en défend en argumentant de la sorte : « Les *cheeseboys* sont privilégiés. Ils ont reçu une voiture offerte par leur père. Je n'étais pas dans ce cas-là.³³⁹ »

Notre étude des discours de positionnement de « ceux du milieu » font apparaître cette capacité à consommer comme un élément de distinction fort. Le contexte sud-africain ne fait que renforcer l'effet de pouvoir et de libéralisation de l'accès à la consommation de masse relativement récente pour la population « noire ».

Conclusion du chapitre 3

Les éléments de positionnement communs à « ceux du milieu »

Nos résultats empiriques en réponse à la question du positionnement social semblent faire émerger quelques éléments de concordance dans les expressions de l'identification sociale de « ceux du milieu », malgré la diversité apparente des situations et des trajectoires qu'une identification si englobante peut regrouper. Ce discours commun a également été repéré dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne (voir notamment Nallet 2012 :7 et 2015).

³³⁷ Entretien informel dans un fast-food de Melville, Johannesburg, le 15 juillet 2011. Vooslorus est un *township* situé à l'est de Johannesburg désormais rattaché à la municipalité d'Ekurhuleni (anciennement l'Eastrand).

³³⁸ "I'm not a *cheese boy* cause I don't have a big house and a nice car like a BMW. I don't eat Kellogs, eggs and bacon for breakfast every day. If I was a *cheeseboy* my family would look after me, I won't be looking after my family. If you eat cheese, that means you can afford everything. Cheese is a luxury; it's not something basic you know."

³³⁹ Ces entretiens ne figurent pas dans les 37 entretiens retranscrits car ils ont été conduits dans le cadre du reportage avec le photographe du projet sur les parcours alimentaires en août 2012.

Voici les principales grandes lignes d'interprétation que nous avons pu dégager de l'analyse des discours d'auto-positionnement :

- S'il existe une identification apparente dans les fils narratifs de nos interviewés, elle est de nature « faible » car construite par défaut, mais partagée par une grande majorité des répondants. Elle se cristallise autour du sentiment commun de n'être « ni riche ni pauvre ». Cela signifie que ces ménages se positionnent en éloignement (ou avec distance) par rapport aux situations de pauvreté, et qu'ils trouvent donc des éléments de différenciation par rapport à celle-ci.
- Cette identification se dessine donc en creux, entre deux pôles référentiels : les pauvres et les riches. C'est une identité relative de l'entre-deux qui provient d'une comparaison subjective des acteurs au sein de leur milieu social. L'identité sociale des « ni riches ni pauvres » est par nature *relationnelle, contextuelle*. L'identification sociale se déploie dans la diachronie – celle des trajectoires sociales et des récits qui leur donnent sens, et dans la synchronie – celles des relations sociales et positionnement dans la société (Haegel et Lavabre 2010a : 243).
- Les identifications raciales continuent à avoir un sens pour nos enquêtés : que ce soit en rapport à l'espace, à travers les cartes mentales de la ville et des anciens *townships* que les individus utilisent chaque jour, ou que ce soit dans les frustrations exprimées par la communauté « *coloured* » d'Eldorado Park dans un contexte singulier de minorité vis-à-vis d'un gouvernement perçu comme de plus en plus corrompu dans lequel il est difficile de démêler ce qui tient à l'identité raciale réappropriée, à la frustration vis-à-vis d'une crise économique d'un chômage croissant et d'une victimisation instrumentalisée par le politique.
- Le recours à la capacité de consommation est fréquent pour justifier un statut éloigné de la pauvreté – au-dessus ou en sortie de la pauvreté. L'expression à dimension variable « *I can afford* » montre que l'acte de consommation est socialement signifiant.

Ce dernier élément de positionnement vient confirmer l'hypothèse structurante du concept de la « petite prospérité » africaine (Darbon et Toulabor 2011). La disposition d'un revenu disponible (même maigre) à la fin du mois, une fois les dépenses contraintes effectuées, est la condition objective d'un pouvoir : celui de consommer qui est un critère de distinction essentiel avec les situations de pauvreté.

C'est en soi une marge d'action qui ouvre un champ de pratiques de consommation, d'épargne ou d'investissement qui distinguent le groupe social du milieu du groupe des plus pauvres. Dans une société de consommation comme celle de l'Afrique du Sud où les pratiques de crédit à la consommation sont peu régulées, cela peut vouloir dire que le travail (et les revenus qu'ils génèrent) est perçu comme un moyen mobilisé en vue d'une fin : la consommation. C'est en tout cas ce que soulignent les résultats de l'enquête de M. Phadi et C. Ceruti à Soweto (2013 : 155) : « le travail est central à la compréhension de l'« *affordability* » parce qu'il apporte un revenu [...] le travail permet de pouvoir s'offrir les biens essentiels ».

Chapitre 4

Les cadres sociaux post-apartheid de l'identité du « milieu »

L'analyse des discours des enquêtés nous a fait voir les manières communes de se positionner dans l'espace social de « milieu ». En tant qu'identité de positionnement en creux, les cadres sociaux qui servent de référence à cette position sont particulièrement importants.

Si les processus de construction des identités sociales s'observent à l'échelle de l'individu, il faut néanmoins prendre en compte « les cadres sociaux dans lesquels prennent corps les identifications, les positionnements de soi et les signes d'appartenance dans la vie quotidienne » (Martin 2010 :30). Ces « cadres sociaux » peuvent être des institutions mais aussi des choses impalpables comme le rapport à l'espace ou le rapport au passé. Nous retrouvons la même idée dans le cadre de la sociologie de Goffman avec le concept de « *frames* » (1973).

Dans le contexte de l'identification de l'Afrique du Sud urbaine post-apartheid, l'espace de Johannesburg et le temps (que ce soit en référence au passé représenté par la vie de ses parents ou l'enfance, ou au futur vers lequel « ceux du milieu » se projettent) apparaissent comme structurants dans l'identité de « ceux du milieu ». Notre hypothèse est que cette tension entre le passé et le futur est « identifiante » de « ceux du milieu » car elle s'inscrit dans une trajectoire de mobilité inter-générationnelle qui caractérise nos enquêtés dans la majorité.

Les discours sur le passé se structurent souvent autour de la période de l'apartheid qui sert de point de référence ou de comparaison. (Gervais-Lambony 2012) Cette mémoire est indissociable de la géographie de la ville car elle est faite de déplacements et d'identités racialisées et spatialisées. En ce sens, le cas sud-africain illustre parfaitement l'affirmation de Maurice Halbwachs : « il n'est point de mémoire collective qui ne se déroule dans un cadre spatial » (Halbwachs [1950]

1967 :209). Le futur constitue néanmoins un espace de projection très prégnant de l'imaginaire de « ceux du milieu » : nous le retrouvons sous la forme d'un leitmotiv qui, tel un mantra, a également un pouvoir performatif ou constituant : « *I want a better future for my kids* ».

4.1 L'espace racialisé à Johannesburg : un cadre prégnant d'identification subjective

Pour Doria (entretien n°1) son identification est encore marquée par Soweto alors qu'elle vit à Observatory depuis de nombreuses années : « *I'm Sowetan born and bread, from deep Soweto* ». Leratong, (entretien n°28) vit quant à elle son identité d'immigrée de la province du Mpumalanga comme structurante : « les gens des *townships* ici sont gâtés, ils ne s'en rendent pas compte ».

L'ancrage identitaire peut-être géographique tout en étant historique. Pour Leratong par exemple, être né(e) à Soweto ou dans une campagne reculée du Mpumalanga a une importance³⁴⁰ et cette distinction a été revendiquée comme telle par plusieurs interviewés. Selon elle, c'est moins la distinction culturelle ou linguistique qui a de l'importance ici, que les conditions matérielles de la vie dans le *township* de Soweto qui procurent un avantage historique qu'elle estime être une injustice : « Nous, nous devons payer pour l'eau, l'électricité et notre logement, nous devons être économes, ce n'est pas comme ces enfants gâtés de la ville. » Ce qui est sous-entendu ici c'est le relatif privilège des habitants de Soweto (en tout cas perçu comme tel par ceux qui viennent d'autres provinces) où les campagnes de boycott répétées durant la lutte contre l'apartheid et les loyers administrés ont amoindri le poids de ces dépenses pour les habitants du *township*.

³⁴⁰ De manière plus générale, nous avons remarqué la mobilisation informelle de réseaux de solidarité et d'entraide professionnelle entre personnes parlant la même langue maternelle, c'est-à-dire du même groupe ethno-racial. Les groupes de chorale à l'Eglise peuvent être par exemple à grande majorité Sotho ou Zoulou, ou les familles venant du nord du pays, d'origine Venda, se reconnaissent et se fréquentaient dans le quartier notamment autour de leur potager de jardin, symbole d'un rapport à la terre qu'ils partagent avec fierté. Même si le plus souvent, les Sowetans parlent de façon courante au moins deux des langues dites « africaines », les messes sont traduites en simultané dans les deux langues grâce à un aide-pasteur en charge de l'interprétariat.

4.1.1 La géographie de Johannesburg comme reflet des structures socio-historiques

Au tournant des années 1990, au moment de la crise de ce système fordiste et de celle du régime d'apartheid, la population de Johannesburg est donc schématiquement répartie entre une classe ouvrière « noire » au sud et les classes moyenne et aisée « blanches » au nord (Beavon 1998 : 372). Après 1994, cette division spatiale de classes va perdurer mais ne va plus correspondre exactement à une division raciale. En effet, même si les « Blancs » continuent de bénéficier en priorité des emplois qualifiés dans le secteur tertiaire, il est également vrai que la hausse des emplois dans ce secteur conduit à une augmentation d'une classe moyenne « noire » substantielle, et cela se traduit spatialement.

« Au fur et à mesure du démantèlement des restrictions de l'apartheid, informellement puis formellement avec les premières élections démocratiques en 1994, cette classe moyenne noire a commencé à quitter Soweto pour aller vers les quartiers plus au nord de l'*inner-city* et, dans une moindre mesure, vers les banlieues nord. » (Beall *et al.* 2002 : 52)

Le grand changement est tout d'abord celui de la déségrégation³⁴¹ ou, tout au moins, l'abolition de la ségrégation à la fin des années 1990. Les conséquences de cette évolution sur l'espace des grandes villes sud-africaines, selon M. Houssay-Holzschuch (2002) sont les suivantes :

- la transformation des quartiers péricentraux « blancs »³⁴² dès la fin des années 1980 vers une mixité raciale. Ils sont aujourd'hui habités par une population majoritairement « noire ». C'est notamment le cas des quartiers péricentraux de Johannesburg tels que Hillbrow et Yeoville ;
- la croissance de quartiers « informels » (*informal settlements*), surtout en périphérie ;
- et l'application de la loi du marché, sans restriction de race, aux transactions immobilières. « En conséquence, les Africains, les Indiens et les *Coloureds* ayant des revenus suffisants ont pu se porter acquéreurs de logements dans des quartiers de standing ou de classes

³⁴¹ Que certains comme Saff (1998) préfèrent appeler « déracialisation » car une coupure raciale dans les pratiques sociales peut coexister avec une déségrégation résidentielle.

³⁴² Définis « Blancs » par le Group Areas Act en 1950 mais aussi par la structure effective de leur population.

moyennes, précédemment réservés aux Blancs. » (Houssay-Holschuch 2002)

Le départ progressif des « Blancs » – et la construction de centres commerciaux et de nouveaux centres d'affaires dans les quartiers nord de la ville (*Rosebank*, puis *Sandton*, *Illovo*, *Fourways*...) s'accompagne de l'« africanisation » des résidents comme des activités (petites entreprises, activités informelles) au centre. A. Morris (1999), par exemple, décrit la fuite des jeunes « Blancs » vers des quartiers sécurisés (*gated communities*) dans les banlieues de la ville et la réappropriation des appartements par les « Noirs »³⁴³. Aujourd'hui, une partie des quartiers autrefois « désertés » du centre-ville (CBD) sont en voie de « gentrification » (Bremner 2000, Tomlinson 1999). Cette deuxième révolution du centre-ville est menée par des entrepreneurs qui semi-privatisent l'espace public dans l'objectif de faire des anciens espaces industriels des friches artistiques destinées à une minorité aisée qui serait qualifiée de « bobos » par ici).

L'étude marketing sur les *Black Diamonds* souligne la nouvelle mobilité résidentielle de ces « Noirs » qui quitteraient en masse les *townships* pour aller s'installer dans les banlieues « blanches ». L'étude avance le chiffre de 12000 ménages concernés chaque mois en 2007, date de la première étude, et déclare que depuis le rythme s'est ralenti, en raison de la hausse des taux d'intérêts et du prix des propriétés, et en raison de la mise en œuvre de la loi Credit Act (adoptée en 2005) qui a rendu les prêts moins accessibles.

Nos enquêtes nous amènent à relativiser l'ampleur des migrations décrites notamment par UCT-Unilever. Si en effet, une partie de la minorité des plus aisés quitte les *townships*, les autres y restent (par choix ou par absence d'alternative) mais tout en appliquant les nouvelles opportunités de mobilité dans le choix des services qu'ils vont chercher dans d'autres parties de la ville, comme les écoles par exemple. Les ménages les plus modestes et ceux de la petite classe moyenne sont logés dans des nouveaux projets pavillonnaires à bas coûts en périphérie, toujours plus éloignés du centre-ville et de ses commodités. Ces deux derniers phénomènes

³⁴³ Désireux d'acheter des appartements privés (sous *sectional title*) face à l'augmentation des locations frauduleuses, à la surpopulation, à la pratique de la « ligne rouge » (les banques refusant d'étendre les hypothèques aux propriétés situées dans des quartiers économiquement en déclin).

changent la configuration socio-spatiale des anciens *townships* et des banlieues sud de Johannesburg en général.

Cependant, l'ouvrage de J. Beall, O. Crankshaw et S. Parnell (2002) s'attache à démontrer que l'« ordre spatial » de la ville de Johannesburg ne reflète pas seulement le changement de régime de la ségrégation raciale résidentielle à la déségrégation mais aussi les changements dans les structures des inégalités sociales et urbaines au sein même de la population « noire » (notamment entre les régimes d'accumulation « fordiste » et « post-fordiste »). Ses auteurs opposent à la ville (« fordiste ») d'apartheid ségréguée mais non fragmentée, du moins économiquement, la ville « post-fordiste » et post-apartheid sujette à une plus grande fragmentation³⁴⁴. Depuis 1994, les inégalités au sein de la population « noire » se sont accrues. Et les contrastes socio-spatiaux s'accroissent. C. Béné-Gbaffou (2000) considère à la fin des années 1990 que « la consolidation de la structure ségréguée de la ville se pérennise donc dans ses développements récents, s'organisant autour d'une forte ségrégation sociale à figure encore ethnico-raciale. » P. Gervais Lambony (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony 2007 :33) parle d'un « paradoxe de la ville post-apartheid » qui se caractérise par le maintien d'une ségrégation forte, dans le cadre d'une structure spatiale héritée, alors que le fonctionnement économique est radicalement différent.

Cette permanence d'une structure inégalitaire de la ville post-apartheid a des conséquences dans les modes de vie, les pratiques sociales des habitants. La carte de la ville est certes une réalité objective mais elle a des incidences subjectives.

Par exemple, l'observatoire de la région du Gauteng a produit cette carte de la province du Gauteng (octobre 2014) sur laquelle apparaissent en rouge les trajets des « Blancs » pour aller au travail, et en bleu ceux des « Noirs » (quels que soient les modes de transport).

³⁴⁴ En réalité, les termes du débat sont plus complexes mais nous retraçons ici les éléments d'une lecture économique de la transition. Une analyse plus politique voit dans le système de ségrégation une fragmentation politique volontaire de la ville. Et P. Gervais-Lambony rappelle que jusqu'au début des années 1990, beaucoup d'auteurs sud-africains appliquaient le terme de fragmentation à la ville d'apartheid, la fragmentation étant alors définie comme une forme extrême de ségrégation.

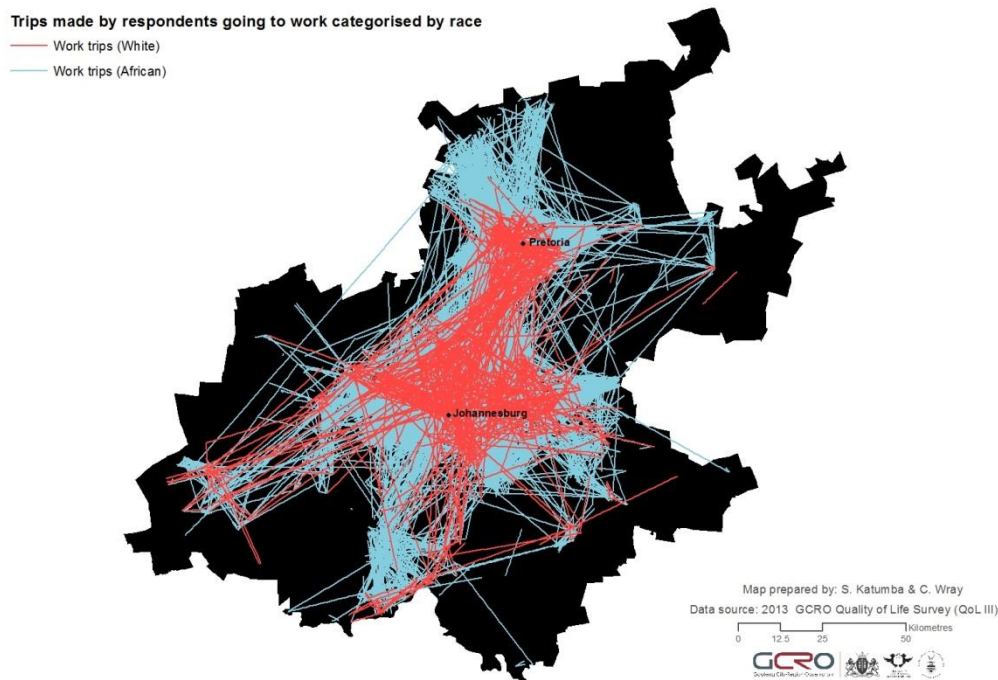


Figure n°16, « Trajets accomplis par les répondants allant travailler répartis en races. En rouge : les trajets de travail des Blancs, en bleu : les trajets de travail des Noirs », source : Gauteng City-Region Observatory « *map of the month* » (2014).

On voit bien que les trajets des répondants « Blancs » se concentrent au centre de la région urbaine alors que ceux des « Noirs » s'étendent jusqu'aux périphéries. Il est par ailleurs montré que les trajets de ces derniers sont en moyenne plus longs (56min) et qu'ils partent par conséquent plus tôt le matin que leurs homologues « blancs ». Les auteurs de l'étude pointent plusieurs facteurs qui peuvent être invoqués au-delà de la seule géographie d'apartheid qui a éloigné les zones résidentielles « noires » des centres économiques : le fait que ces zones aient été construites avec peu de voies d'accès ce qui accroît le risque d'embouteillages sur ces axes, ou les modes de transport utilisés (62% des « Noirs » utilisent un transport public, 25% un transport privé, alors que la proportion est de 93% qui utilisent les transports privés pour les « Blancs »).

4.1.2 *L'inertie des représentations collectives et des « cartes mentales » de la ville*

Cette division objective de l'espace se poursuit dans les façons de se mouvoir et de se positionner dans la ville par ses habitants. Pour nos enquêtés, se positionner

socialement, c'est aussi dire où l'on vit, un ancien *township* ou une ancienne banlieue réservée aux « Blancs » sous l'apartheid, dans laquelle on a pu déménager récemment.

On nous parle de banlieues, de « locations ». Les distinctions sociales sont encore inscrites spatialement, ou plutôt, c'est dans l'espace qu'elles s'expriment, qu'on les raconte, qu'on se les représente.

Portrait n°2 : Rethabile

Rethabile (entretien n°7) a 50 ans. Elle est mariée, a un fils de 26 ans qui travaille dans l'informatique à Londres. Nous la rencontrons sur son lieu de travail par l'intermédiaire de ses collègues qui sont téléopératrices comme elle. La plateforme d'appel occupe tout un étage de l'immeuble imposant du géant des assurances Liberty Life dans le quartier central de Braamfontein (Johannesburg). Avec son mari, ils élèvent actuellement deux enfants : sa nièce (fille de son frère) et le fils de sa belle-sœur. Rethabile a un salaire d'environ R10 000 (€730), elle estime à R30 000 (€2200) le revenu mensuel du ménage. Ils habitent une maison qu'ils ont fait construire à Randburg, dans une banlieue à l'ouest de Johannesburg où elle ne pensait pas qu'un jour les « Noirs » puissent s'installer. Elle a passé son bac dans un internat du Limpopo, l'une des provinces rurales les plus pauvres du pays, puis est partie pour Soweto. Sa langue maternelle est le tsonga mais elle parle couramment l'isizulu, le sesotho, le spedi et l'anglais.

Le week-end ils retournent très souvent dans l'ancien *township*, souvent invités à des funérailles d'anciens voisins ou d'amis plus ou moins proches. Une fois par mois, elle participe également à un club de cuisine où l'on échange des recettes entre amies d'enfance. Ils apprécient de se détendre en sortant au restaurant-grill Spur de la galerie commerciale du *mall* le vendredi ou le samedi soir, environ deux fois par mois.

Rethabile refuse par exemple de se considérer comme appartenant à la classe moyenne car elle a grandi dans la « *location* » d'Orlando West à Soweto. Elle rapproche tout de suite l'identité de « *middle class* » qu'elle associe à son installation avec son mari à Randburg à l'ouest de Johannesburg comme une forme de trahison envers ses amies d'enfance, qui elles, continuent à habiter dans le même quartier populaire, la « *location* » d'antan :

« Durant notre enfance, pour nous, les classes moyennes c'étaient ces gens qui vivaient dans les banlieues. Parce que, ayant grandi dans la '*location*', durant ces jours³⁴⁵, nous ne pensions pas qu'un jour nous serions capables, nous aussi, de, tu sais.. se retrouver à avoir notre place nous aussi dans ces banlieues. Maintenant, c'est différent bien sûr, je pense que

³⁴⁵ « *Those days* » est une référence implicite au temps de l'apartheid commune à de nombreux enquêtés.

tout le monde est égal désormais, ça dépend de toi en quelque sorte, ta vie c'est ce que tu en fais. »³⁴⁶

Les « *Coloureds* » sont attachés à Vrededorp, les « Noirs » à Sophiatown³⁴⁷ comme autant de lieux mythifiés pour leur caractère paisible et leur mixité raciale. Il y a une sorte de mythe de la *location*. Par distinction d'avec les *townships* qui leur ont succédé, les *locations* étaient des quartiers ségrégués mais situés près des centres-villes où les « non-Blancs » pouvaient avoir un statut de propriétaire (avant 1948). Le plus emblématique de ces quartiers est peut-être Sophiatown à Johannesburg, mais District Six – qui fait l'objet d'un musée aujourd'hui – joue le même rôle dans les représentations collectives à Cape Town. La démolition de District Six a laissé un grand terrain vague et dénudé sur le flanc de la montagne à l'entrée du centre-ville, ainsi qu'une cicatrice douloureuse dans l'esprit de nombreux habitants du Cap (Harries 2003 :17-25).

« On la décrit traditionnellement comme un royaume en soi, une communauté multiraciale et tolérante offrant aux habitants du Cap une autre vision du monde que celle créée par la culture de l'apartheid qui domina la ville de 1960 à 1980. [...] Plusieurs travaux récents donnent toutefois une vision corrigée, moins romanesque de District Six : ils montrent les différences de classes, de langues et de religions qui divisaient la communauté, ainsi que le fait que peu de maisons appartenaient aux gens qui furent déportés suite à l'application du Group Areas Act. »

Partout les *locations* ont été rasées, partout elles restent présentes sous forme d'un idéal de mixité que nos enquêtés nous racontent avec nostalgie :

Le mari d'Eleonore (entretien n°19) B., chauffeur de bus retraité, nous raconte son enfance à Pimville :

« J'ai grandi à Pimville. C'était vraiment différent d'ici [Eldorado Park]. Nous vivions avec des Chinois, des *Coloureds*, des Indiens, et bien sûr une majorité d'Africains. C'est l'endroit où j'ai grandi, où j'ai mes racines. Mais ensuite ils ont commencé à... [silence] Ecoutez, vous devez partir, vous ne pouvez pas vivre comme ça tous ensemble. Les Africains furent envoyés dans les *townships* qu'ils étaient en train de construire. Et il y avait aussi un endroit pour les *Coloureds*. Ils vous donnaient un lieu en fonction de votre langue, si tu étais zulu,

³⁴⁶ « *When we grew up, in the location, for us, the middle class, it was those people living in the suburbs, because growing up in a location, during those days, we didn't think that one day we would also be able to, you know, find ourselves to get places in those suburbs. Now, it's different of course, I think everyone is equal now, it's up to you, life is what you make yourself.* »

³⁴⁷ Voir Escusa (2013). Sophiatown est le nom du spectacle de danse (gumboots et pantsula) de la compagnie Via Katlehong de Vosloorus en tournée actuellement en Europe.

tu allais à Dabela et ainsi de suite.. c'était le Group Areas Act. Ils nous ont groupés ensemble et puis ensuite ils ont appliqué la règle du 'diviser pour mieux régner'. »³⁴⁸

La séparation schématique « banlieue » versus « township »

Nous avons vu dans le chapitre précédent que pour une partie des enquêtés, la catégorie « *middle class* » est associée à un territoire et à un groupe de population, la population européenne vivant dans des territoires réservés aux « Blancs » sous l'apartheid (« *those days* »). Nous avons montré également à quel point la ville de Johannesburg était structurée selon une division nord/sud assez marquée, et qui reste prégnante aujourd'hui malgré les reconfigurations du post-apartheid. Le mot « *suburbs* » fait donc souvent référence aux banlieues au nord de Johannesburg : Rosebank, Sandton, Melrose Arch etc.

Habiter dans une « banlieue » pour un individu « noir » aujourd'hui est un signe d'ascension sociale certain, notamment dans le regard des autres qui participe évidemment à l'identification.

Tariq, 47 ans, principal d'un lycée (entretien n°24)

« Où est-ce que je me situe ? Je suis encore en train d'y réfléchir, qu'est-ce que la 'classe moyenne' ? Tu sais, pour moi je me vois toujours dans la classe ouvrière. Je vis peut-être Mondeor. Parce que je suis un fils d'ouvrier.. D'accord mes filles, elles se considèrent vraiment comme appartenant à la classe moyenne peut-être en raison du lieu où on habite. C'est une banlieue non ? »³⁴⁹

De même pour Don, (entretien n°25) qui a à la fois le souvenir traumatique du déracinement de la « *location* » et l'expérience du déménagement en « banlieue » au nord pour finalement revenir dans le *township*. La mobilité résidentielle est pour lui une problématique foncièrement liée à l'identité et à un mode de vie.

³⁴⁸ "I grew up in Pimville. It was really different from here.. Because we were mixed up, we lived with Chinese, Coloureds, Indians, and of course a majority of Africans. That's was the place where I grew up, where I'm grounded. But then they started to.. listen you people need to move, you can't live altogether anymore. Africans were sent all over to the Africans townships they were developing. And there were a place for the Coloureds. They allocated you a place according to your language, if you were a zulu, you would go to Dabela, etc. That was the Group Area act. They grouped us together and then later they had the "divide and rule."

³⁴⁹ "Where do I locate myself? I am still trying to figure that out, what is middle class? You know, to me I still see myself as working class. I may live in Mondeor. Because I am a son of a worker; Ok my daughters definitely they see themselves as middle class maybe because of where I live. It is a suburb no?"

Son récit de l'éviction de la « location » où il vivait avec ses parents (il avait 17 ans au moment des faits) fait écho au récit de son déménagement vers une banlieue qu'il a vécu comme un nouveau déracinement.

« J'ai grandi à Johannesburg, dans un quartier très proche du centre-ville appelé Vrededorp³⁵⁰, dans une zone très cosmopolite et mixte, avec des Indiens, des Blancs, des *Coloureds*.. très très colorés mais en même temps on vivait comme cela avant l'apartheid. Et on a été expulsé de cet endroit parce que nous étions trop près des Blancs. Cela a affecté ma vie. Nous avons été jetés hors de nos maisons ce jour-là. Cela s'appelait le Group Areas Act. Parce que nous vivions trop près des Blancs.. [...] On a alloué une maison à mes parents, une maison de trois chambres avec une option pour acheter. On ne voulait pas cette maison tu vois mais ça ne faisait rien. ON ne voulait pas venir ici. Même maintenant après 30 ans je me surprends à me sentir comme un nouvel arrivant. [...] Mes parents étaient obéissants au régime de l'apartheid parce qu'ils avaient grandi dedans. »³⁵¹

« Il y a de nombreuses années, j'ai acheté une maison dans une zone blanche, dans une zone soi-disant blanche [Little Falls, Roodeport]. Mais je n'ai pas pu y rester, je n'ai pas pu m'y adapter. Parce que tu vis dans un endroit où tu n'as pas de... tu vois, tu n'as pas de vie de communauté, tu ne vas pas à la mosquée, ou à une école de quartier, ces choses sont celles auxquelles nous sommes habitués. [...] C'est difficile quand tu ne connais personne. Tu ne connais pas tes voisins. Je pourrais faire un tour en voiture ici et je dirais bonjour à tout le monde parce que je les connais. [...] Je n'ai pas pu vivre là-bas alors j'ai vendu la maison.»³⁵²

Parmi nos enquêtés, beaucoup présentent le fait qu'ils habitent encore à Soweto comme un choix, que cela soit vrai ou non, il est intéressant d'analyser leur recours à des discours de justification.

³⁵⁰ Vrededorp veut dire liberté en Afrikaans.

³⁵¹ “I grew up in Johannesburg, very close to the city, in a town called Vrededorp, in a very cosmopolitan , mixed area, with Indian, White Coloureds people..very very colourful but at the time we lived that way, before the Apartheid. [...] And we were evicted from this place because we were too close to the Whites. It affected my life.. We were thrown out off our houses on a particular day. It was called the Group Area Act. Because we lived closed to white people. My parents were given a house, a 3 bedrooms house, with an auction to buy the place. But we didn't want this house you know. It doesn't matter. We didn't want to be here. Even now, after 30 years, I still find myself feeling like a newcomer. We didn't want to be here. [...] My parents were obedient to the Apartheid regime because they grew up in this.”

³⁵² “Many years ago, I bought a house in a white area, in a so-called ‘white area’. But I couldn't really stay, I couldn't adapt to it. Because you live in an area where you have no .. you know you have no community life, you do not attend a mosque, you do not go to school, those are things we are used to. [...] It's difficult when you don't know anyone. You don't know your neighbours. I would drive around here and I would say hi to everyone because I know them. [...] Somehow I couldn't live there, so I sold it.”

Romy (entretien n°10):

« Pourquoi Soweto? Je n'ai pas changé du tout. C'est pour cela que je n'ai jamais été tentée d'aller m'installer dans une banlieue. [...] Soweto est historique. Soweto c'est là que tout s'est passé, quand tu vas au cimetière, tu peux voir les grandes plaques tombales d'Hector Pieterse et de Joe Slovo. Oui, je pourrais me permettre d'acheter une maison à Cosmo ville mais tu sais ma mère est malade maintenant, elle ne peut plus se déplacer. Donc je sais que si elle a besoin de moi, dans le milieu de la nuit, je peux accourir être là pour elle. »³⁵³

Un obstacle fort et récurrent est celui qui empêche de quitter le *township*. Un récit commun est alors mobilisé par les enquêtés, et il est commun à la population « noire »³⁵⁴. Il consiste à justifier le choix de rester dans le *township* en raison d'une impossible adaptation au mode de vie des « banlieues » répondant aux habitudes culturelles occidentales des « Blancs » sud-africains.

Romy continue et son discours est assez stéréotypé :

« A Soweto, j'irai chez mon voisin pour demander du sel. Tu ne peux pas faire ça dans les banlieues, les gens ne sont pas intéressés. Ici on s'assure d'être ensemble. On a grandi avec la mentalité de Soweto, que tu dis faire attention aux autres, offrir un bon accueil aux nouveaux venus etc. Ils n'ont pas ça dans les banlieues. Il s'agit toujours d'eux-mêmes. C'est un truc de Blancs aussi, même dans l'environnement du bureau, ils ne s'inquiètent pas des autres. La dernière fois, il y avait un collègue, sa mère est décédée alors on a décidé d'organiser une collecte pour lui témoigner de notre soutien, mais les autres ils ont dit 'on ne connaît pas sa mère'. Mais c'est en train de changer, certains jeunes maintenant ils se serrent les coudes et certains emménagent à Soweto. »³⁵⁵

Or, comme nous l'a fait remarquer la géographe C. Bénit-Gbaffou³⁵⁶, il faut savoir y reconnaître des éléments stéréotypés et même exagérés à outrance, et de plus,

³⁵³ "Why Soweto ? I haven't changed at all. That's why I was never tempted to move to suburbs. [...] Soweto is historical. Soweto is where everything happened, when you go to a cemetery, you see the big tombstones of Hector Pieterse and Joe Slovo. Yes, I would afford it to buy a house in Cosmo city but you know my mom is sick now, she can't really move. So I know that if she needs me, in the middle of the night I can jump and be there right away."

³⁵⁴ Cf. entretien avec Claire Bénit-Gbaffou le 5 janvier 2013.

³⁵⁵ "In Soweto, I'll go to my neighbour and ask for salt.. You can't do that in the suburbs, people are not interested. Here we make sure we get together. We grew up with the Soweto mentality, that you have to take care of other people, to offer a nice welcome to the newcomers.. They don't have that in the suburbs. It's just about them. It's a white thing also, even in the office environment, they don't worry about others. Last time, there was a colleague, her mother died so we decided to collect some money to show her some support. but the others they would say 'we don't know her mother'..But it's changing, some young people now they get together and some are moving in Soweto."

³⁵⁶ Lors d'une discussion sur une première version de notre article en préparation pour l'IFRI (Escusa 2013).

mobilisés de façon très similaire par les enquêtés de quartiers différents, qui forment une sorte de conte transmis et répété à la façon des mythes populaires.

Entre deux pôles que sont « les pauvres » et les « riches » de la « *middle class* », souvent représentés dans l'univers mental des interviewés comme un « bas » et un « haut », mais aussi comme habitant des espaces géographiques différents. Les banlieues nord pour les plus riches, les « *informal settlements* » plus proches des plus pauvres. Nous retrouvons l'idée de se situer dans un « entre-deux », entre l'ancien *township* ou la location, et les banlieues désormais accessibles aux populations « noires ». Ces deux espaces sont tous les deux rêvés à travers des images romantiques ou stéréotypées. Envisagés comme des pôles lointains de positionnement symbolique, ils deviennent mystifiés ou fantasmés.

A travers une relation réciproque entre l'espace et l'identité, toute identification individuelle ou collective prend naissance grâce aux images et aux représentations spatiales – parfois figées ou reconstruites par la mémoire – et en retour la géographie sociale est modelée par les représentations sociales des habitants (leurs propres cartes « mentales » ou des géographies populaires).

Le monde clos du *township* et ses ressources

Le mot *township* en Afrique du Sud fait bien sûr référence aux quartiers construits par le gouvernement sous l'apartheid pour les populations « non-blanches », mais il a fini par qualifier également une culture ou un mode de vie comme les expressions telles que « *township life* » ou « *township music* » le montrent.

C'est aussi un monde qui fonctionne comme un microcosme et qui tend à isoler ses habitants, c'est en tout cas le sentiment que nous avons eu lors de nos deux séjours en résidence.

Nous nous sommes rendu compte qu'une véritable économie locale existait. Des vendeurs passent aux domiciles des gens et vendent avec succès diverses marchandises. A Eldorado Park, il y a « Marco » le vendeur de DVDs, ou plutôt de copies de films piratés de plus ou moins bonne qualité. Il y a celui qui vient le samedi pour vendre des fruits, il y a les vendeurs de glace et leur petite carriole le dimanche. Les voisins sont aussi des points d'approvisionnement : certains sont représentants de différentes marques : M. vend des balais, A. centralise les commandes des produits de parapharmacie Avon, puis reçoit chez elle la livraison mensuelle qu'elle répartit ensuite aux clientes. Elle bénéficie ainsi de tarifs promotionnels et de bons d'achat pour elle. Et cela arrange bien tout le monde, cela évite d'aller loin dans un *mall*, dans les rares parfumeries pour trouver des produits de qualité similaire. Chacun a son petit business, chacun a ses connexions pour trouver ce

dont il a besoin. « Ca marche comme ça à Eldos » nous dit Rosa: « *it's how it works here* ».

Et ainsi, insidieusement, le *township* enferme. C'est un monde en soi, avec ses règles, ses codes, ses frontières ou « zones tampons » (ces espaces en friche laissés volontairement vaquant sous l'apartheid pour isoler la zone de la ville et séparer clairement les communautés). Les nouvelles constructions ont tendance à meubler petit à petit cet espace. Mais, pour aller faire ses courses au *mall* du *township* voisin de Lenasia depuis Eldorado Park, il faut traverser une vaste étendue traversée d'une rivière. Les rues entourant le *township* d'Eldos côtoient ainsi des champs verdoyants. La ligne des quelques tours du CBD de Johannesburg se dessine à l'horizon mais c'est un monde lointain, notamment pour ceux qui n'ont pas de voiture. Le trajet demande deux courses de taxi et, une fois la nuit tombée, on ne s'y sent pas en sécurité.

Le *township* dessine aussi ses frontières dans les esprits et l'isolement n'est pas toujours ressenti comme une contrainte. On y trouve tout, quasiment à toute heure du jour ou de la nuit. On y connaît tout le monde, on y reconnaît toujours un visage familier au détour d'une rue. C'est une bulle confortable où les passants nous ressemblent, ils parlent la même langue. A Eldorado Park on parle Afrikaans, ou un patois « *coloured* » utilisé par les gangsters, on y apprend toujours des ragots sur des gens qu'on connaît par relations interposées.. On est en famille.

Des cartes mentales prégnantes

L'apartheid a un impact visible dans la forme du bâti de la métropole. Il a aussi laissé une trace durable mais invisible à travers le rapport des habitants à la ville, leur citadinité. Comme le dit l'écrivain I. Vladislavic, qui compare le processus de la mémoire incarnée dans des lieux de la ville à un écho entre la tête et la rue, comme une musique produite par une « double adresse », et qui explique dans quelle mesure l'apartheid « nous ait rendu sourds à l'appel d'un chez soi »³⁵⁷. (Vladislavic 2006:188)

Quel nom de quartier est aujourd'hui neutre dans les discours des « Jo'burgers »? Il faut avoir vécu pendant quelques temps dans la région pour entendre leurs résonances, mais les noms de Kliptown, Vosloorus, Melrose Arch, Braamfontein, Naturena ou Coronation ont pour échos collectifs des non-dits multiples constitués d'informations, de couleurs, de langues, de groupes ethno-raciaux et d'événements historiques partagés par tous et indispensables à la compréhension des dynamiques de mobilité résidentielle, professionnelle ou même quotidienne. Il ne viendrait à

³⁵⁷ “*Our faith in the music of this double address, in the eco chambers of the head and the street, helps to explain why apartheid deafened us to the call of home.*”

l'idée de personne de passer un dimanche après-midi à Coronation contrairement à Melrose Arch et son centre-commercial luxueux qui en fait une destination de loisir prisée des jeunes « *hipsters* » de Soweto (pourtant à 1h de route). Comment comprendre que l'école de Dube soit aujourd'hui désertée au profit de celle d'Eldorado Park à seulement 5kms de distance pourtant l'une de l'autre ?

Quand nous faisons le trajet entre le quartier de Melville et Dube à Soweto avec Xolani³⁵⁸, il nous dit les gradations de couleurs symboliques qu'il voit défiler : sa carte de Johannesburg n'est pas la même que la nôtre. La sienne est colorée. Il nous explique le principe de gradation chromatique :

« Tu vois, là, c'est Coronation, c'est le début des quartiers *coloureds*. Soweto est entouré de *townships coloureds* comme Westdene, où c'est dangereux. C'est un peu comme un dégradé de tons de couleur de peau tu vois, du plus foncé au centre – Deep Soweto – au plus clair en périphérie. »

De la même façon, l'habitat a aussi ses codes et une traduction socio-politique et historique : « Les petites maisons en briques sur la gauche étaient données sous l'apartheid aux gens qui travaillaient pour l'État ou dans l'armée. »

Les mots de Soweto, Hillbrow ou Sandton résonnent d'une identité et sont chargés de non-dits connus de tous à Jo'burg : une couleur, un passé, des identités culturelles et des modes de vie très différents.

Les cartes « mentales » conditionnent les mobilités (résidentielles ou quotidiennes). Certaines cartes mentales figées dans des représentations « en noir et blanc » peuvent encore constituer des frontières infranchissables.

Un extrait de l'ouvrage d'I. Vadislavic nous a aidés à visualiser la trace physique que pouvait laisser les déplacements de nos enquêtés, notamment lors de ceux entrepris avec Rosa et sa mère Carol (famille A) à Eldorado Park :

« [...] la complexité des villes, le flux de la circulation à travers des grilles toujours changeantes, associés aux particularités des adresses physiques, des professions, des intérêts et des besoins, produisent pour chacun d'entre nous un motif singulier de notre mouvement

³⁵⁸ Le 23 juillet 2012, entretien individuel n°2.

familier ou habituel sur la surface terrestre, qui, si nous pouvions le voir de là-haut, nous semblerait aussi unique qu'une empreinte. »³⁵⁹ (Vadislavic 2006 :12)

Et l'image du damier nous est alors apparue, en raison de l'impression de « sauter » des quartiers, de les éviter même, en raison de leur « couleur » symbolique. Et nous ne pouvons qu'être d'accord, après ces expériences vécues à Johannesburg (et plus avant en tant que résidente à Pretoria) de ce que conclut l'écrivain précédemment cité : « *It is literally impossible for certain of these paths to cross, [...] But this is all the more reason why the crossing of paths, the places here they touch like wires in a circuit, for no better reason than chance, should be taken seriously.* » Les représentations sont donc parfois en elles-mêmes des obstacles à la mobilité.

Portrait n°3 : Romy

Romy a 46 ans (entretien n°10), elle habite une petite maison à côté de celle de sa mère dans le quartier de Dobsonville à Soweto, considéré comme un des plus cossus du *township*. Mère célibataire, elle est l'aînée d'une famille qu'elle décrit comme « très pauvre », et dont la vie a basculé à la mort de son père, ouvrier et seul « *bread-winner* » du foyer. Avant même de pouvoir terminer ses études secondaires, elle a donc dû aider sa mère à subvenir aux besoins du ménage en vendant des légumes à domicile. Les bénéfices récoltés ont permis de payer les frais de scolarité de ses plus jeunes sœurs E. et F.. Elle, n'a donc pas pu faire d'études supérieures, mais elle s'est débrouillée en faisant des petits boulots. Après un emploi dans une société de location de voiture, elle travaille désormais comme gestionnaire de crédits pour l'un des leaders sud-africains de l'immobilier, City Property. Une bonne situation puisque Romy gagne R14 000 par mois (1300€). Son salaire lui permet de faire vivre le ménage constitué de sa fille de 21 ans, son fils de 6 ans, sa mère et son frère. Elle assume son ascension sociale mais elle a décidé de rester vivre dans le *township* : « *I haven't changed at all. That's why I was never tempted to move to suburbs. Soweto is a place for me. Now they brought up a lot of malls, so you know we have access to everything.* » Elle a rénové et agrandi sa petite maison l'an dernier grâce à un prêt qu'elle s'efforce de rembourser en cinq ans par mensualité de R4800 (446€). Elle justifie son choix résidentiel presque par militantisme : Soweto est le cœur historique de la nation, dont elle est fière, et désormais, ses habitants bénéficient d'un accès aux mêmes commerces qu'en banlieue. Ses amis, sa famille, son église se trouvent ici. « Que demander de plus ? »

³⁵⁹ “[...] the complexity of cities, the flows of traffic across ever-changing grids, coupled with the peculiarities of physical addresses, occupations, interests and needs, produces for each one of us a particular pattern of familiar or habitual movement over the skin of the earth, which, if we could see it from a vantage point in the sky, would appear as unique as a fingerprint.”

Les histoires de vies des citoyens sud-africains de plus de 50 ans sont pleines de cette mémoire de l'arrachement, même celles des plus jeunes auxquels les parents ont maintes et maintes fois raconté ce passé.

4.2 Le cadre temporel et intergénérationnel de l'identification

Les discours sur le passé s'articulent souvent sur la période de l'apartheid (Gervais-Lambony 2013). Le géographe explique « le recours constant à des références au passé » dans l'espace et le temps, par les grands changements de la mondialisation qui nous poussent à chercher un élément pérenne pour fonder une identité capable de résister aux transformations contemporaines. Pour certains, qui ont vécu le traumatisme du déplacement, c'est l'expression d'une nostalgie pour leurs anciens quartiers qu'ils tendent à idéaliser ensuite. Pour d'autres, les réminiscences sont essentiellement exprimées en termes négatifs en raison des nombreuses humiliations et dispositifs de ségrégation dont eux-mêmes ou leurs parents ont pâti.

Au-delà de cette référence commune à l'apartheid, que l'on peut supposer être partagée par toutes les strates sociales des populations non-européennes sud-africaines, c'est le rapport intergénérationnel qui caractérise « ceux du milieu ».

Nos enquêtés partagent une représentation commune d'une trajectoire intergénérationnelle, autrement dit, d'un sens de progrès ou d'ascension sociale. Cette représentation, qu'elle soit fondée objectivement ou non, est importante car elle est une direction motrice de comportements. Elle conditionne la trajectoire personnelle et familiale de nos enquêtés.

A partir des travaux qui ont été réalisés en Ethiopie (C. Nallet), au Ghana (J. Hamidu) et en Ouganda (A. Fichtmuller), cela serait un trait caractéristique des classes moyennes émergentes du continent, pouvant constituer ainsi un « imaginaire collectif » de groupe social.

4.2.1 Se positionner par rapport au passé

Selon Bourdieu, l'habitus « fonctionne comme la matérialisation de la mémoire collective reproduisant dans les successeurs l'acquis des devanciers » (1980 :91). Les références récurrentes au passé : « *those days* », « *at that time* » nous indiquent l'importance de la rupture de 1994 pour nos enquêtés même si celle-ci n'a pas nécessairement eu un impact négatif sur leur trajectoire intergénérationnelle mais au contraire leur a ouvert un horizon d'opportunités.

Le passé c'est aussi un milieu social familial qui est, pour la grande majorité de nos interviewés, celui de la classe ouvrière, ou un milieu populaire touché par la pauvreté et des conditions de vie difficiles.

Don, par exemple, (entretien n°25) se classe parmi la classe moyenne car il se positionne par rapport à une trajectoire sociale en ascension sociale en fonction d'un milieu d'origine qu'il décrit comme « classe ouvrière » (« *I'm definitely from a working class background* », comme la plupart de nos enquêtés, alors qu'il dispose d'un revenu bien supérieur à la plupart d'entre eux (R35000 - €255 par mois) en tant que principal d'un lycée public d'Eldorado Park. De plus, il est propriétaire d'une maison dans un quartier plutôt aisé au sud de Johannesburg (Bosmont). Ce qui semble confirmer son auto-positionnement, au-delà de la sensation « d'être confortable avec une voiture en bon état et de la nourriture sur la table chaque jour », c'est le milieu dont il vient : ses parents étaient des ouvriers nous dit-il.

Portrait n°4 : Don

Don, 52 ans, (entretien n°25), est principal du lycée de Kliptown. Il nous explique que ce qui était autrefois le vieux Kliptown, là où la Charte de la liberté a été signée en 1955, est devenu l'extension 9 d'Eldorado Park au tout début des années 1970. Il est de religion musulmane depuis qu'il a rencontré sa femme.

Il se positionne comme issu d'un milieu de la classe ouvrière : sa mère était dans l'industrie du textile (comme beaucoup de femmes « *coloureds* » à l'époque), son père était ouvrier dans une verrerie. Quand ils ont été forcés de déménager à Eldorado Park en 1975, son père ne pouvait plus se rendre à l'usine qui se trouvait très loin à Germiston (plus de 50kms). Il a donc ouvert son commerce, repris ensuite par le frère de Z.

Il a commencé à enseigner dans une école primaire d'Eldorado Park à l'âge de 22 ans. Durant ces « temps-là, nous n'avions pas beaucoup le choix [en matière d'études]. Beaucoup d'entre nous ont passé leur examen pour être enseignants à UNISA grâce à des bourses. Sa fille étudie elle aussi les sciences de l'éducation à l'Université de

Johannesburg (il paye environ R20 000 à l'année pour ses études). « Ma fille n'aura jamais connu cela, [l'apartheid] elle n'en a jamais eu l'expérience. Nous en parlons parfois, nous en rigolons. »

Nous avons essayé de recueillir des informations lors de chaque entretien sur la profession exercée par les parents de l'interviewé. Cela n'a pas toujours été possible, et dans certains cas (pour 4 d'entre eux), ils n'ont pas été élevés par leurs parents mais soit dans un orphelinat (Eloise) soit par une personne de leur famille (en raison du décès prématuré d'un parent ou d'une situation financière délicate). Parmi ceux pour lesquels nous avons pu avoir l'information (30 enquêtés), la majorité (20 enquêtés) a des parents qui étaient ouvriers ou domestiques (pour les femmes). Ces deux professions étaient les professions peu qualifiées les plus répandues dans les années 1940-1960, notamment dans le secteur de la sidérurgie, les mines, ou le textile pour les femmes.

Nous les avons donc interrogés au sujet de leur origine sociale mais il s'est avéré que les enquêtés y revenaient fréquemment lors de l'entretien non dirigé. Il était important, pour certains d'entre eux, de nous expliquer leurs conditions de vie difficiles, pour d'autres, leur accès très limité à l'éducation. C'est en contraste de cette expérience vécue qu'ils nous décrivent leur situation contemporaine. C'est souvent lors de l'évocation de leur métier actuel, notamment pour les enquêtés qui sont enseignants ou infirmières, qu'ils trouvaient nécessaires de nous rappeler que le choix de la filière d'étude avait été fortement conditionnée par l'octroi d'une bourse par le gouvernement. Ainsi, Gary, Anna, Don, tous les trois dans l'enseignement, ont insisté sur le fait que le choix de leurs études avait été conditionné au peu de ressources financières de leurs parents ouvriers.

Un type de trajectoire sociale émerge de l'ensemble des récits de vie. La majorité des répondants de plus de 30 ans sont les enfants de travailleurs d'usine, de familles qu'ils situent eux-mêmes dans la *working class* et qui habitaient des maisons exiguës et sans électricité dans les anciennes *locations*³⁶⁰. Ils gardent un

³⁶⁰ Sophiatown, West Native Township ou Vrededorp, appelé « Fietas », par les interviewés. Quartiers populaires proches du centre-ville de Johannesburg (où vivaient mélangés les « Noirs »,

souvenir vivace de leur enfance, alors qu'ils font leur entrée dans la première couche de la classe moyenne au bénéfice d'une ascension sociale récente. Diplômés du Matric (équivalent du baccalauréat) dans les années 1970-1990, leurs choix de carrière (et de filières universitaires) étaient limités par des politiques d'expulsion des étudiants « noirs » ou « *coloured* » pour motifs « politiques », mais aussi par les maigres moyens financiers de leurs parents. La plupart d'entre eux ont choisi les seules voies d'études supérieures subventionnées par le gouvernement (*nursing* ou *teaching*), et sont très attachés aujourd'hui à pouvoir offrir cette liberté de choix à leurs enfants. C'est ensuite grâce à des stratégies de progression professionnelle, d'épargne rigoureuse, et à un marché de l'emploi en leur faveur (notamment dans les services) qu'ils ont pu acquérir du capital économique et social.

Si l'on en croit P. Bourdieu (1979) qui crée le concept de « l'effet de trajectoire » pour décrire « l'effet qu'exerce sur les dispositions et sur les opinions l'expérience de l'ascension sociale ou du déclin », on pourrait formuler l'hypothèse que le positionnement en ascension sociale de nos enquêtés (au regard de leurs parents) est déterminant pour l'adoption de comportements qui sont précisément considérés comme marqueurs de la nouvelle classe moyenne « noire » : le choix d'écoles privées ou publiques mais de meilleure qualité, l'épargne ou l'investissement foncier.

Julia (entretien n°31) établit le lien d'elle-même entre son parcours social et l'avenir qu'elle souhaite (et prépare) pour ses enfants. Ses parents sont décédés du sida lorsque Julia avait 5 ans mais ils ont confié son éducation à sa tante et sa grand-mère (vivant à Dube) en « essayant de nous donner une bonne éducation ».

« Mes parents étaient stricts, je suis allée dans une école privée de Rosebank en prenant le bus car il y avait des problèmes de drogues dans les écoles de Soweto. Ce n'était pas différent d'aujourd'hui. Quand j'étais à l'école primaire, il n'y avait pas cours, c'était la lutte. J'étais dans une école publique mais avec des Indiens, pas des Noirs, à Kibler Park. Ensuite j'ai pu faire deux ans d'études après le Matric en mécanique puis en vente et marketing. »

les « Indiens », les « *Coloureds* » et les « Blancs » pauvres) qui ont été détruits dans les années 1950 au moment du *Group Areas Act*.

Elle nous raconte ensuite qu'elle paye R6000 (€440) par an pour l'éducation de son fils : « Nous mettons de côté aussi pour qu'il puisse aller à l'université. Il va à l'école à Lenasia. Ici c'est surpeuplé. Il est essentiel qu'il ait une éducation de qualité ». Julia consacre également une part importante de ses revenus à différents moyens d'épargne :

– R200 (€15) chaque semaine dans le cadre d'une « society »³⁶¹
– R120 (€9) dans un club de solidarité pour les funérailles (le club te « donne » R30 000 (€2190) ensuite, nous dit-elle.

– un plan assurance pour l'éducation (SANLAM) pour l'université de leur fils

Nous avons estimé le revenu total du ménage à R30 000 (€2190) par mois.

La trajectoire sociale d'un individu – son caractère dynamique sur un temps long – peut donc être aussi déterminante en termes d'identification sociale que des critères – statiques, mesurés à un instant T – de niveau de vie, de revenus ou de consommation.

L'identification de « ceux du milieu » se noue donc autour d'un rapport singulier au passé, mais également au futur.

4.2.2 L'horizon d'une « vie meilleure » ou l'ethos du « betterment »

Une certaine vision du futur associé à une culture de l'effort

La volonté de « faire mieux » ou de préparer un « meilleur futur » pour la génération suivante anime une grande part de nos enquêtés.

C'est le cas par exemple de Rosa, (entretien n°8) qui nous parle de sa volonté constante de « *betterment* » pour avoir un « futur meilleur », celui d'Eloise (entretien n°11) qui nous dit qu'elle a préféré avoir un seul enfant mais lui assurer une « meilleure vie » que la sienne, celui de Leratong enfin (entretien n°28) qui nous dit qu'elle ne vit pas cette vie pour elle-même, mais pour ses enfants, c'est un sacrifice que nous avons choisi de faire avec mon mari ».

³⁶¹ Voir chapitre 5 de la 3^{ème} partie.

Le rapport au futur est donc à la fois marqué par une projection forte (pour soi et pour les générations futures) et une dimension d'effort. Ce rapport subjectif au futur est important car il est un moteur de comportements qui se déroulent dans le présent : des placements financiers, des choix d'école pour les enfants, des cumuls d'activités professionnelles etc. Certains seront davantage marqués par un habitus « ascétique » : de sérieux, d'économie qui consiste à différer les satisfactions immédiates et à privilégier les sacrifices ; d'autres épouseront au contraire la culture sud-africaine du crédit et se projeteront vers le futur dans un rapport, souvent aliénant, de dette. Dans les deux cas, par « leur bonne volonté culturelle » (Bourdieu 1979), ils sont les uns comme les autres « la clientèle idéale de la banque et de l'école » par des dispositions ascétiques ou d'endettement qui témoignent toutes deux d'une confiance en l'avenir structurante des pratiques sociales.

« Ce lien entre l'avenir et l'ascension sociale ou entre le passé et le déclin est très profondément marqué dans la vision dominante du monde (où l'on dit d'un individu qu'il 'a de l'avenir' ou d'une position qu'elle est 'd'avenir' pour indiquer qu'ils sont promis à l'ascension sociale). »

« Nous, nous ne vivons pas cette vie » me dit L. (entretien n°28) qui a acheté une maison pour sa mère veuve vivant en milieu rural et qui économise 60% de son salaire chaque mois notamment pour pouvoir payer les frais d'université de ses deux enfants, « nous la vivons pour eux. »

Les promoteurs immobiliers ciblant les « revenus intermédiaires » en quête de leur premier investissement l'ont bien compris, il s'agit de mettre en valeur ce qui les distingue : leur capacité à investir pour le futur, à s'engager dans le temps. « *Welcome to my kingdom! A kingdom built for my family. We made a commitment today securing our future. We invested in a new home from RBA. Call RBA New Homes and invest in your future today!* »³⁶².

³⁶² Publicité télévisée de RBA Homes.

Un statut en tension

La tension peut venir de l'écart entre les aspirations vers un statut social plus élevé et la réalité du niveau de vie de l'individu (comme le soulignent M. Phadi et C. Ceruti *ibid.* :158)

Elle peut aussi provenir d'une pression sociale à contribuer à son devoir filial et à satisfaire aux solidarités familiales. Les investissements vers la génération future (par exemple pour payer leurs frais de scolarité) peuvent être concurrencés (dans le cas des budgets les plus restreints) par une préoccupation tournée vers la génération précédente. Il peut s'agir d'assurer aux parents une fin de vie dans la dignité en leur faisant construire une maison, ou en louant une petite « *townhouse* ». Anticipée comme le lieu du décès, la maison est associée à l'honneur et à la dignité. « Il faut laisser quelque chose derrière soi » me disent souvent les nouveaux propriétaires que j'interroge sur leur désir de maison.

Le positionnement en projection vers un futur meilleur (l'« imaginaire utopique » selon P. Corcuff 2006) est puissant car il permet d'accepter les contraintes du présent et même d'en envisager de nouvelles.

Ce rapport au passé et au futur incarné par les générations précédente et suivante a pour conséquence d'exercer une pression financière et psychologique sur la situation présente qui est, souvent pour nos enquêtés « sur le fil » et guidée par un mantra : « savoir faire mieux avec ce qu'on a ».

Betty, par exemple, employée de banque de 45 ans (entretien n°18) :

« Les gens 'classes moyennes'.. Ils vivent au mieux de leur capacité, c'est juste assez pour finir les fins de mois. Mais les classes basses, ils ne savent pas ce qu'ils vont manger le lendemain. »³⁶³

Benedict, 31 ans, manager médias (entretien n°23)

« Je gagne entre 5000 et 6000 [rands par mois]. Je suis 'classe moyenne' pour sûr. Comme je l'ai dit, je devrais gagner un petit peu plus mais j'ai cet objectif d'améliorer ma situation et puis aussi celle de ma mère bien sûr. Elle est une retraitée, elle a cette cette allocation

³⁶³ “*The middle classes, they live at the best of their ability, it's just from hand to mouth. The low class they don't know what they are going to eat tomorrow. The MC are in between the low and the high.*”

mensuelle, et ce n'est pas assez [...] je pense qu'on peut décider si l'on ne veut pas être pauvre, en tant qu'individu, on peut choisir de faire mieux. »³⁶⁴

L'ethos de ceux du « milieu »

M. Weber identifie les « couches de la classe moyenne industrielle qui cherchaient à s'élever » ([1905] 1999 :67). Ce qui la caractérise selon lui c'est « un style de vie » fondée sur un nouvel ethos conforme au développement du capitalisme : il le définit comme un « ascétisme séculier ». Le profit et l'accumulation de capital sont recherchés. Les nouvelles vertus séculières reconnues sont le sens de l'épargne, de l'abstinence, de l'effort. (Cuche 1996 :78) Cet esprit du capitalisme a pour source d'inspiration l'ascétisme protestant. La réussite professionnelle est interprétée comme un signe d'élection divine. Seul face à Dieu, libéré de la tutelle de l'Eglise, conforme à l'individualisme, l'individu devient une personne responsable à part entière.

L'hypothèse que nous formulons à partir de l'analyse weberienne est celle d'un ethos de « ceux du milieu » qui serait fondé sur deux éléments :

- une tension pour toujours mieux faire, et des sollicitations au sein des générations d'une même famille qui peuvent être une pression considérable pour nos enquêtés ;
- une projection des comportements vers le futur imaginé meilleur. Et la croyance dans cet horizon social positif est une source dans laquelle « ceux du milieu » puisent pour se donner du courage et accepter les sacrifices de la vie présente.

L'ethos au sens de Weber de moteur de conduites est contenu dans ces deux éléments.

Selon d'autres travaux du groupe de recherches CMA (tels que ceux de C. Nallet 2015 ou Darbon 2014), il y aurait un « ethos » commun à la petite prospérité émergente dans plusieurs pays du continent africain et il serait fondé sur un optimisme raisonné basé sur l'effort pour ne pas retomber dans la pauvreté.

Or, il a été démontré que les représentations sociales pouvaient être à l'origine des pratiques sociales (J-C Abric 2003). Par exemple, la représentation de sa propre

³⁶⁴ *“I earn between 5000 and 6000. I am middle class definitely. Like I said, I should earn a little bit more but because I have this objective to better myself and obviously my mother. She is a pensioner, she gets this monthly pension, so it's not enough [...] I think you can decide you don't want to be poor, as an individual, you can choose to be better.”*

trajectoire a un effet constituant sur celle-ci. Certaines de nos enquêtées nous ont dit avoir dû payer elles-mêmes leurs études pour ainsi sortir (à force de travail) d'un milieu social marqué par la pauvreté. En conséquence, elles souhaitent offrir de meilleures chances à leurs propres enfants (Leratong entretien n°28 et Doris n°4). Une autre mère de famille dont la mère était enseignante d'anglais (Rosa famille A) a pu accéder à une éducation de qualité, elle ne voit pas sa situation actuelle comme meilleure que celle de ses parents, et ne met pas l'accent sur l'éducation de sa fille lors de nos interactions – même si elle nous dit tâcher de toujours faire mieux avec ce qu'elle a (« *to better yourself* »).

C. Taylor parle d'imaginaires sociaux (2002), A. Appadurai (2004 :59) pense que les idées que chacun se fait du futur, tout comme du passé, (autrement dit l'imagination) structurent les cultures locales et l'action publique.

Cette représentation commune qui donne une place essentielle à l'ascension sociale, et même au-delà, qui en fait la direction motrice de la trajectoire personnelle et familiale est un élément caractéristique de « ceux du milieu ».

Nous pensons même que cette représentation de sa propre trajectoire, parce qu'elle est relayée par diverses institutions (l'Eglise ou l'école), agit comme un moteur, instiguant de nombreux comportements tournés vers l'avenir.

Il s'agit là d'un enseignement-clef au vu de l'ensemble des travaux dédiés aux classes moyennes : l'aspiration à la promotion sociale apparaît en effet comme un critère déterminant de l'appartenance à la catégorie « classes moyenne » (Alexander *et al.* 2013, Darbon et Toulabor 2014). L'aspiration peut être tout aussi déterminante que la situation objective (le montant du capital social et/ou économique d'un individu).

Portrait n°5 : Matthew et Doris

Matthew et Doris (entretien n°4) ont la quarantaine, ils sont mariés et ils ont deux petites filles, de 6 et 12 ans. Ils ont acheté puis agrandi leur maison dans une des extensions les plus récentes du quartier « *coloured* » au sud de Soweto : Eldorado Park. Ils ont aujourd'hui un salaire de R20 000 chacun (1800€), ce qui les place parmi les ménages les plus aisés de notre catégorie. Mais leur ascension sociale a été progressive et leur aisance est récente.

Leurs parents ont des profils typiques de la classe ouvrière « non-blanche » sous l'apartheid. Leurs mères étaient « petites mains » dans l'industrie textile et leurs pères ouvriers dans la sidérurgie selon le *colour bar* du régime de ségrégation qui « réservait » aux « *Coloureds* » les postes d'ouvrier qualifié et de petite main ; aux « Blancs » les

emplois de bureau et de management, les commerces aux « Indiens » et les travaux de labeur les plus ingrats aux « Noirs ». Parce que ses parents n'avaient pas les moyens de financer les frais d'université, Doris a choisi de devenir enseignante et a pu ainsi bénéficier d'une bourse du gouvernement. C'est ensuite, à mi-temps de son poste de professeur au lycée, qu'elle a pu mener et financer des études de Master en communication. Elle travaille aujourd'hui au sein du bureau du porte-parole du maire de Johannesburg et gagne près du triple de son salaire de professeur en lycée (R19000 soit €1760).

Matthew, son mari, cumule plusieurs sources de revenus grâce à un sens aigu des affaires. Bien que propriétaire d'un commerce lucratif (une salle de jeux dans le quartier), il considère qu'il travaille « pour la communauté ». Ils ont chacun une voiture, leur cuisine est spacieuse et équipée de façon très moderne, héritage d'un de ses « business » précédent d'import/export de matériel de traiteur. Leurs filles sont scolarisées dans une école privée catholique à 25km de chez eux. Le temps passé dans les transports (Doris se lève à 4h30 tous les matins pour les emmener à l'école) et le coût de la scolarité (R1200 – €110 par mois) sont présentés comme des sacrifices nécessaires afin de donner à leurs filles la chance d'aller à l'université et d'éviter les classes surchargées et la délinquance du *township*.

« Je préfère ne pas acheter de belles voitures maintenant pour leur payer l'université, elles auront l'opportunité de s'acheter une BM quand elles seront diplômées ». « *I don't want them to struggle to make ends meet as I did* »

« *We experienced the tail-end of apartheid* »

Doris et Matthew se considèrent chanceux car ils sont arrivés à la fin de l'apartheid, dont ils ont tout de même vécu les derniers soubresauts, et la persistance de certaines ségrégations dans la pratique et dans les mentalités, qui ne changent pas du jour au lendemain avec le régime démocratique.

Leur école était encore ségréguée « *Coloureds only* ». Tous deux ont des souvenirs d'exclusion et d'humiliation vécus eux-mêmes dans leur enfance ou par leurs parents. Doris nous raconte cet épisode où elle est allée se baigner à la piscine publique du front de mer à Durban, où elle, claire de peau a pu rentrer mais non son frère, légèrement plus foncé de peau.

4.2.3 Le discours des Eglises évangéliques et l'ethos de « ceux du milieu »

La « disposition favorable vers le futur » de « ceux du milieu » est de l'ordre des croyances en un futur meilleur pour une part, et pour une autre part, de l'ordre de la traduction du vécu en action (sortir de la pauvreté, se battre pour ne plus connaître ça). Selon nos observations, cet *ethos* partagé par la majorité de nos enquêtés en projection vers le futur est en symbiose avec les discours des pasteurs

des Eglises évangéliques que les deux tiers de nos enquêtés (21 sur 37)³⁶⁵ nous ont dit fréquenter en se déclarant « chrétiens », puis en nous donnant le nom d'une Eglise évangélique (le plus souvent pentecôtiste³⁶⁶) lors de l'entretien.

Selon Ashforth (2000 :161-3),

« Dans le Soweto contemporain, il existe trois divisions distinctes, mais intimement liées, d'autorité d'interprétation – trois cadres de discours avec des institutions, procédures d'autorisation et praticiens associés – qui gouvernent l'interprétation de l'action des forces invisibles et la signification du malheur :

– la première est appelée généralement « culture », ou « tradition », et est représentée par les aînés et les « guérisseurs traditionnels » (dont les pratiques et réputations sont issues des différents héritages ethniques de la région) ;

– la deuxième recouvre tout le domaine de la science « blanche », dont les représentants les plus importants sont les docteurs et infirmiers des cliniques, cabinets médicaux et hôpitaux ;

– la troisième est l'ensemble des Églises chrétiennes. Ces dernières se divisent en trois tendances théologiques larges : les confessions catholiques, les congrégations protestantes évangéliques (d'origine anglicane), et les fois indigènes syncrétiques connues sous le nom d'Églises indépendantes africaines (représentant des milliers d'églises qui s'identifient principalement comme étant soit 'zionistes', soit 'apostoliques'), dont les formes d'engagement spirituel ressemblent fortement à celles de la 'tradition'. »³⁶⁷

Selon K. Motseke et S. Mazibuko (cité dans Alexander *et al.* 2013 :210), 87% des Sowetans se disent chrétiens (selon les résultats de leur sondage réalisé en 2006), la proportion est de 79,8% (selon le recensement de 2001). Parmi les églises dites « chrétiennes » figurent les églises africaines indépendantes et les églises dites « *mainline* », chacune représentant 26% des religions déclarées dans l'enquête. Les pentecôtistes sont dites « en progression à Soweto » avec 12% des répondants.

³⁶⁵ 4 sont musulmans pratiquants.

³⁶⁶ Le pentecôtisme est un nouveau protestantisme né presque simultanément au début du siècle aux Etats-Unis, en Afrique du Sud et au Brésil. Il est en expansion depuis les années 1990 en Amérique Latine et en Afrique Subsaharienne. (voir A. Corten et A. Mary 2000).

³⁶⁷ Ashforth parle d'une profusion d'interprétations disponibles du monde, d'insécurité spirituelle à Soweto : « Les différentes agences d'autorité, telles que celles représentées par les institutions « occidentales », les organisations religieuses et les guérisseurs indigènes, sont incapables d'imposer une hégémonie générale d'interprétation. En même temps, la prévalence du malheur provoque une profusion de tentatives d'interprétation. »

Les deux familles d'accueil A et B allant à l'église (des églises différentes mais toutes deux de type pentecôtiste) tous les dimanches, nous avons « pratiqué » ce culte avec elles durant les cinq mois au total de ces deux séjours.

La famille A a changé d'église durant la durée de notre séjour : d'une petite église dont les messes étaient conduites par un pasteur zimbabwéen et sa femme près de Randburg (à 1h de route du domicile de la famille), ils ont ensuite opté pour une église de plus grande taille ayant l'avantage de la proximité : celle-ci officie dans une salle de conférence du casino de GoldReef City près du centre de Johannesburg tous les dimanche matins.

L'église fréquentée par la famille B : « Church of Nazareth » nous a semblé moins proche du modèle américain et plus « africaine » : non seulement parce que le culte se faisait en sesotho ou en isizulu, mais aussi parce des thèmes en rapport avec la sorcellerie et les ancêtres étaient davantage présents. L'homophobie était également très forte (notamment lors du culte pour la veille du jour de l'an où des fidèles anciens homosexuel(e)s « corrigés » se sont relayés sur la scène en expliquant pourquoi ils avaient rejoint le droit chemin au son des « *Alleluyas* » et « *Amen* » de la salle comble.)

Il y aurait selon nous une concordance ou, pour reprendre la terminologie wéberienne, des « affinités électives », entre l'identification subjective de « ceux du milieu » et leurs modes, leurs « conduites » quotidiennes en projection vers le futur et l'ethos véhiculé par le culte des églises pentecôtistes. Cette optique wéberienne est défendue par D. Martin qui voit dans les églises pentecôtistes le vecteur d'adoption d'une nouvelle « logique culturelle » qui « aide à réduire le fossé entre le christianisme et le capitalisme consommatoire ». (Martin 1990 :160 cité dans Corten et Mary 2000 :15). Le pentecôtisme propose une vision irénique selon laquelle les riches sont comblés de la bénédiction de Dieu tout en réactivant les menaces de l'imaginaire sorcellaire (Corten et Mary *ibid.* :27).

Il s'agirait donc d'une théologie de la prospérité car, contrairement à la conception calviniste et sa recherche angoissée des signes d'élection chez le fidèle, le pentecôtisme prône une harmonisation par l'abondance. La pauvreté est vue comme l'œuvre de Satan. Il faut donc s'en libérer. Comme le souligne Droz, dans une étude sur les pratiques sociales et les imaginaires de la prospérité au Kenya, « la vraie foi n'est pas incompatible avec un luxe ostentatoire ». Selon lui, ce sont

surtout les couches moyennes de la population d'une Afrique urbaine qui sont touchées par le pentecôtisme.

Lors des deux séjours en observation participante durant lesquels nous avons suivi les familles à l'église le dimanche matin, nous avons entendu ces discours des pasteurs selon lesquels il ne faut pas hésiter à montrer ses richesses, « Dieu aime les hommes riches et puissants ! » etc. Nous avons pu constater que le fait de participer au culte avait un effet positif sur l'espoir et le moral de la famille. Les sermons étaient des incitations à l'optimisme : « Vous allez tous réussir car vous êtes tous des créatures de Dieu. Dieu veut que vous vous enrichissiez ! ». Nous avons pu relever des discours contradictoires qui oscillaient entre encouragements à des conduites morales d'une part, et fatalisme voire laisser faire d'autre part, car Dieu reconnaît les siens, accepter l'injustice qui n'est que temporaire, et ne pas avoir peur de s'enrichir.

L'une de nos enquêtées, Doria (entretien n°2), nous a amenés à Soweto un dimanche à une messe de l'immense église « *Grace Bible Church* ». Le sermon insistait sur le fait qu'il est important pour un croyant de conduire une belle voiture, même si on doit la louer ou l'acheter à crédit : « si vous n'avez pas de Mercedes pour montrer votre statut social lors d'un entretien d'embauche, louez-en une ! Empruntez pour en acheter une ! Dieu aime l'opulence ! »

Le culte avait commencé quelques heures plus tôt dans un grande église pleine de plus de cinq cents fidèles près du *mall* de Jabulani avec l'apparition sur les écrans géants du dôme blanc les coordonnées bancaires de l'église avec la mention : « *help us, give for God* ».

Corten et Mary, auteurs de l'ouvrage collectif *Imaginaires politiques et pentecôtisme* (2000), vont plus loin en défendant que le pentecôtisme récupère et mobilise des imaginaires politiques dans les sociétés variées dans lesquelles ils opèrent. Il alimente ainsi des mobilisations identitaires (*ibid.* :17).

« Le ou les pentecôtismes dans leur essor des années 1980 remplissent une fonction d'invention de l'imaginaire social (Appadurai 1996), là où celui-ci est éliminé par les transformations imposées par les programmes d'ajustement structurel. [...] (*ibid.* :33)

Imaginaire que les auteurs décrivent comme un mode dynamique d'ouverture du symbolique, de redéploiement de l'espace du possible.

Il convient de s'interroger sur le sens de cette relation (si relation de causalité il existe) : assiste-t-on à des conversions à ces cultes évangéliques en raison de trajectoires en ascension sociale ?

L'exemple de Simpiwe qui nous raconte sa trajectoire spirituelle des dix dernières années qui l'a amené à changer de pratiques spirituelles à un moment de sa vie professionnelle, pour choisir une Eglise davantage en accord avec sa vie « moderne » actuelle. Il a donc consciemment tourné le dos à la fréquentation de guérisseurs dits « traditionnels » (*dingakas, sangomas* ou *inyangas*) qui usaient de la magie « pour me faire croire que j'allais retrouver du travail et cela me coûtait beaucoup d'argent à chaque cérémonie » pour une église évangélique (Church of Nazareth). Cette trajectoire spirituelle racontée par S. ne peut manquer de nous faire penser au processus de « désenchantement du monde » que Weber comprend comme une « démagification » ([1910-1920] 1996). La nouvelle église n'est pourtant pas exempte de références aux forces de l'esprit mais, selon Simpiwe, celle-ci a néanmoins pour lui les atours de la modernité et du progrès, comparée aux « charlatans traditionnels ». C'est donc une justification subjective plutôt qu'objective qui vient appuyer la reconstitution biographique de son parcours spirituel selon un processus linéaire vers la rationalisation et le progrès. Un discours qui s'avère, nous le découvrons ensuite, être fortement véhiculé par l'église évangélique à laquelle s'est ralliée la famille.

Conclusion du chapitre 4

Le positionnement de « ceux du milieu » a souvent pour ancrage temporel la période du post-apartheid. Celle-ci est aussi celle dans laquelle se sont déroulées leur enfance et la majeure partie de la vie de leurs parents. Cette référence sert aussi de point d'ancrage d'une trajectoire que nos interviewés reconstruisent dans ce moment biographique de l'entretien dans une perspective inter-générationnelle. Le cadre de l'entretien, les thèmes de discussion que nous avons choisis orientent sûrement fortement cette perspective. Elle nous semble néanmoins être plus souvent adoptée chez « ceux du milieu » que lors d'entretiens avec des ménages plus modestes qui se situaient davantage dans le présent et moins dans le temps long.

« Ceux du milieu » se souviennent avec nous de la difficulté de leurs conditions de vie durant « ces années-là », la vie de leurs parents faite de beaucoup de contraintes et de peu de choix. Ces réminiscences leur font voir leur propre situation sous le signe d'un « mieux », d'une progression qui les distingue de la situation des plus mal lotis. Il se caractérise également par une forte aspiration à une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs enfants. Les enquêtés se décrivent comme étant encore « en chemin », « pas encore arrivés » et parlent de « *betterment* » pour caractériser la volonté de faire mieux. « *I'm getting there* », « *I'm not yet there* ». L'identification de « ceux du milieu » est donc fondée *sur la perception* que le positionnement social actuel est encore « en cours » car il s'inscrit dans une trajectoire d'ascension sociale, autrement dit, dans une projection confiante vers le futur. L'imaginaire, les projections sont donc au cœur de la formation³⁶⁸ des identités du milieu.

³⁶⁸ Nous reprenons la distinction entre les sens de « formation » et de « construction » de J-F. Bayart (2004) qui reprend la distinction des historiens du Kenya J. Lonsdale et B. Berman et l'applique à la genèse des identités nationales. Par « construction », ils désignent la création délibérée d'un appareil de contrôle politique par une classe sociale, un parti ; alors que « formation » désigne le processus conflictuel, involontaire et largement inconscient conduit par la masse des anonymes.

Ainsi, c'est un positionnement profondément évolutif et relatif. Il dépend des trajectoires inter-générationnelles, de leur pente (ascendante ou descendante) mais surtout de la perception que les individus se font de celles-ci (et non seulement d'une ascension sociale objectivement réalisée ou non).

Nous avons conscience du fait que le positionnement est aussi singulier à l'espace urbain, et plus particulièrement à celui de Johannesburg. L'inscription dans le temps est intimement liée à celle dans l'espace. Nous en concluons donc qu'à travers une relation réciproque entre l'espace et l'identité, toute identification individuelle ou collective prend naissance grâce aux images et aux représentations spatiales – parfois figées ou reconstruites de façon archétypale par la mémoire. En retour la géographie de la ville est profondément sociale (ou populaire) car elle n'est pas qu'un espace bâti ou un paysage, elle est modelée par les représentations sociales des habitants qui ont leurs propres cartes « mentales » aux formes variées.

Conclusion de la 2^{ème} partie

La « mise en pratiques » d'une identité : stratégies et tactiques de « ceux du milieu »

L'analyse des discours subjectifs des enquêtés nous a fait voir les manières communes à « ceux du milieu » de se positionner dans l'espace social en fonction de cadres sociaux de référence. Cette partie a montré le caractère intrinsèquement contextuel de l'identité du « milieu ». Le « milieu » est bien une place (sociale), dont la localisation serait effectuée en considération de ce qui est autour : ceux qui sont moins bien lotis, ceux qui sont en haut de l'échelle sociale, la situation de nos parents dans le passé marqué par le régime de ségrégation raciale, et le temps futur dans lequel vivront nos enfants.

L'espace et le temps recèlent des points de repère ou de cadrage de l'identification dans l'Afrique du Sud post-apartheid. Le futur constitue un espace de projection marqué par un rapport au risque qui est plutôt accru chez « ceux du milieu » en raison d'un leitmotiv (presque un mantra) : « *I want a better future for my kids* ». Pour cela, ils mettent en place des comportements, qu'ils soient financiers ou en rapport avec l'éducation, qui visent la réalisation d'un futur meilleur.

Cela passe par le choix d'une école plus éloignée mais qui dispense un enseignement de meilleure qualité, ou bien par le choix d'une épargne sous la forme d'une assurance-vie ou d'un plan d'investissement spécialisé pour l'éducation, mais aussi par des stratégies informelles de petite épargne ou de consommation dans un cercle de sociabilité.

Les discours de positionnement social ont donc déjà un pied dans l'ordre pratique, puisqu'ils sont, de façon plus ou moins consciente, la justification et le commencement des pratiques sociales.

Nous avons analysé ici les expressions de positionnement des enquêtés et identifié des éléments communs ou de structuration au sein de l'identité sociale (telle que l'identité raciale fortement revendiquée par le groupe des « *Coloureds* » rencontrés).

L'un des postulats théoriques qui nous permet de passer d'une analyse de discours à une analyse des pratiques sociales et des politiques publiques en lien avec les identifications au milieu est le suivant : le positionnement subjectif de l'individu, son « auto-identification » ou son « sens du placement » (Goffman) et du déplacement, en partie seulement conscient, en partie donc déjà « pratique », est également un facteur qui conditionne l'adoption de certaines pratiques propres à l'espace social intermédiaire.

En d'autres termes, au-delà des signes objectifs donnés par un revenu ou une profession de la position sociale d'un individu, nous pensons que sa propre perception de sa position et de sa trajectoire sociale (notamment lorsqu'il se vit comme en chemin vers une « vie meilleure » par rapport à celle de ses parents) est un facteur important d'adoption de certaines pratiques et de certains comportements conformes à des dispositions favorables envers le futur (endettement, investissement etc.). Ce positionnement, nous l'avons vu, peut être favorisé par des institutions sociales (les Eglises évangéliques et leurs prêches par exemple).

L'analyse des pratiques sociales dans la partie suivante nous permet de défendre la thèse que l'ascension sociale est un moteur de comportements. Elle fonctionne comme un principe homogénéisant à l'origine de comportements similaires chez nos enquêtés comme par exemple le fait de choisir une école hors du *township*, de mettre en place une stratégie d'accession à la propriété immobilière sur un marché dont l'offre conditionne une certaine homogénéité dans les choix de maisons et de quartiers. Autant de pratiques qui s'avèrent structurantes et signifiantes car visant à la distinction sociale et consacrant une certaine identité du « milieu » par leurs effets propres.

3^{ème} Partie

La mise en pratique(s) et politiques de l'Afrique du Sud du « milieu »

L'analyse des discours de positionnement subjectif de « ceux du milieu » en 2^{ème} partie nous a fait prendre conscience du caractère contextuel du « positionnement ». Etre « au milieu » est toujours en fonction des autres qui sont autour de soi (les « riches », les « classes basses » etc.), ou en référence à des cadres sociaux (le temps, l'espace) propres à la société sud-africaine et à son histoire, mais aussi propres à une trajectoire inter-générationnelle et à une histoire familiale. Cette analyse nous a amené à formuler une hypothèse : cet « auto-positionnement » fondé sur une trajectoire inter-générationnelle perçue comme ascendante et sur une projection vers un futur « meilleur » est non seulement constitutif de l'identité de « ceux du milieu » mais il est aussi un moteur de comportements. Nous allons voir maintenant en retour dans quelle mesure ces comportements (ou ces « pratiques stratégiques ») sont signifiants pour l'identité de « ceux du milieu », c'est-à-dire en quoi ils viennent caractériser et consacrer leur position sociale de l'entre-deux.

Cette hypothèse a été élaborée à partir du recours à la notion de « stratégie » par nos enquêtés pour décrire les pratiques sociales ayant trait à leurs finances, leur consommation, leurs investissements et l'éducation de leurs enfants. Cet emploi du terme « stratégie » venait conforter la définition de la classe moyenne dans la littérature néo-marxiste comme un groupe qui ne peut compter sur un fort capital économique pour asseoir son statut (au contraire de la bourgeoisie) et qui doit donc transformer des atouts non-matériels (éducation, culture) en richesse.

On retrouve cette définition dans l'article de Selzer et Heller (2010 :150) :

« [...] les pratiques des classes moyennes sont donc orientées vers la sécurisation de retours sur investissements en atouts organisationnels et d'éducation. »

Selon ces auteurs, la localisation résidentielle constitue une des ressources de ces stratégies. I. Chipkin (2012 :43) décrit lui aussi les « stratégies et tactiques » des classes moyennes à Roodeport tout en disant que certains ont plus de succès que d'autres : certains sont déjà « à l'intérieur », ou tentent d'y accéder alors que d'autres « en sortent »³⁶⁹.

Il faut donc interroger cette notion de « stratégie » et voir dans quel cadre conceptuel elle peut nous aider à saisir le positionnement social dynamique et pratique de l'entre-deux (entre « riches » et « pauvres »). Notamment le caractère fluide – voire fluctuant – de ce statut qui se trouve à la confluence de flux d'entrants et de sortants.

En effet, si nous définissons la stratégie à la façon de Bourdieu et Goffman, elle est une « mise en pratique » de l'habitus en quelque sorte. L'habitus étant défini comme les « dispositions (au double sens de capacités et de propensions) à accomplir les actions économiques ajustées à un ordre économique (par exemple calculer, épargner, investir etc.) » (Bourdieu 2000 :261). Et l'on pourrait rajouter à la définition de Bourdieu des actions ajustées à un sens du placement social comme le suggère E. Goffman. Selon ce dernier, le sens du placement de l'acteur « [...] commande son expérience de la place occupée, définie absolument et surtout relationnellement, comme rang, et les conduites à tenir pour la tenir ('tenir son rang') et s'y tenir ('rester à sa place'). La connaissance pratique que procure ce sens de la position prend la forme de l'émotion, [...] et elle s'exprime par des conduites [...]. » (Goffman [1959] 1973).

Ainsi, nous formulons l'hypothèse que les pratiques stratégiques seraient pour « ceux du milieu » le sens de leur position « exprimées en conduites », autrement dit, une façon de mettre en œuvre – ou en pratique(s) – leur sens du positionnement en ascension sociale.

Comment cette notion discursive de « stratégie » est-elle « mise en pratiques » ? Qu'est-ce que ces stratégies peuvent-elles nous apprendre des gens du milieu ?

³⁶⁹ “[...] *being in, falling out, rising into* [...]”. (Chipkin 2012 :43)

Nous nous intéressons ici aux pratiques sociales telles qu'elles sont observables chez les acteurs sociaux, habitants de quartiers, nouveaux accédants créditeurs d'un prêt immobilier hypothécaire, consommateurs de produits financiers et participants à des clubs d'épargne entre amis. La gamme de pratiques observées est large. Le dénominateur commun des pratiques sociales que nous avons observées chez « ceux du milieu » est leur caractère stratégique.

La définition des pratiques sociales, telle qu'elle est avancée par A. Giddens, permet de dépasser le dualisme objectivisme/subjectivisme en reliant l'acteur et le système social (comme le fait le concept d'*habitus*). « Les pratiques sociales n'ont rien à voir avec des comportements ponctuels que l'on pourrait isoler arbitrairement en observant les individus: ce sont des activités 'continues' ou 'récurrentes' ou encore des 'flots d'actions'. Elles constituent les « points d'articulation entre les acteurs et les structures ». (Giddens [1984] 2005 :50-52)

Quant au caractère « stratégique », nous ne sommes pas ici dans le champ sémantique militaire qui définit la stratégie comme « l'art de faire évoluer une armée sur un théâtre d'opérations jusqu'au moment où elle rentre en contact avec l'ennemi (opposé à tactique) » (Petit Robert 2004). Le sens commun de stratégie vient de cette origine militaire, la stratégie désignant un « ensemble d'actions coordonnées, de manœuvres en vue d'une victoire ».

Ces définitions laissent entendre un choix initial, une planification d'actions, et donc une certaine liberté, de la part de l'acteur social. A rebours, de cela, et dans notre cadre méthodologique de nature constructiviste, nous nous référons au sens que lui donne P. Bourdieu.

Les pratiques stratégiques sont alors celles qui, parmi l'ensemble des pratiques sociales, sont liées à la position de l'acteur social, ou plutôt à son sens du positionnement, ou encore à sa perception de sa trajectoire sociale.

Le chapitre 5 décrira quelques-uns des comportements multi-positionnés (que ce soit en rapport aux activités professionnelles ou génératrices de revenus ou bien pour ce qui est de la consommation, de l'épargne ou de l'investissement) qui constituent les pratiques stratégiques de « ceux du milieu » à Johannesburg.

Le chapitre 6 montrera en quoi les aspirations à un avenir meilleur (concrétisées en projet d'accès à la propriété à crédit pour certains de nos enquêtés) rencontrent les identifications conjointes des acteurs étatiques et privés (banques et promoteurs/constructeurs) du « *gap housing* ».

La stratégie est donc à la fois une notion empirique relevée dans les discours des acteurs, mais aussi un concept qui nous aide à comprendre l'articulation entre les discours et les pratiques des acteurs, ainsi que les actions des acteurs institutionnels qui visent la création de nouveaux marchés de consommateurs (cf. chapitre 6). Nous décrivons ici certaines pratiques sociales dont l'observation a été permise par nos séjours d'observation participante dans les familles. Ces dernières nous ont donnés accès à des lieux de consommation et des quartiers d'habitation et de vie où nous avons pu élargir nos observations. Les pratiques stratégiques des enquêtés à Johannesburg sont très variées puisqu'elles se déploient dans le champ professionnel (cumul de revenus et d'activités), dans le champ des finances du ménage (épargnes et crédits multiples) ou dans le champ de la consommation (de façon plus ou moins consciente, dans le sens de l'intégration ou de la différenciation sociale).

Les grands domaines thématiques suivants ont été traités³⁷⁰:

- l'emploi et les activités relevant du domaine professionnel : c'est grâce à ce cumul que l'on parvient à dégager un revenu en surplus à la fin du mois
- la consommation notamment alimentaire ;
- l'épargne et les pratiques de gestion de l'argent en général : thésaurisation, investissement ou crédits.

³⁷⁰ Cette étude ne prétend en aucun cas à l'exhaustivité dans le recensement des pratiques sociales.

Chapitre 5

Les pratiques stratégiques multi-positionnées de « ceux du milieu »

L'analyse des discours de nos enquêtés a fait apparaître une capacité distinctive par rapport aux plus pauvres, exprimée par l'expression « *I can afford* ». Ce pouvoir exprime également l'opportunité d'un choix par rapport à ceux qui sont touchés par une pauvreté qui est synonyme de contraintes. Ce chapitre va être l'occasion d'étudier par quelles pratiques sociales cette capacité se traduit.

Souligner cette capacité distinctive de « ceux du milieu » ne veut pas dire qu'elle est synonyme de liberté absolue, ni d'émancipation. La marge de manœuvre dont disposent nos enquêtés est certes palpable, mais elle est néanmoins enserrée dans des contraintes fortes. Il en va de même de leur mobilité qui traduit cette liberté relative dans l'espace physique de la ville. Comme Michel De Certeau le décrit, nos ménages naviguent donc dans cet espace de contraintes, mais par leurs « manières de faire [y] créent du jeu » ([1980] 1990 :51).

Le premier à nous avoir parlé de stratégies est Simpiwe de la famille d'accueil B à Protea Glen. Lors de notre première rencontre, il évoque l'achat programmé d'une maison à crédit pour pouvoir quitter le logement temporaire de sa famille chez sa mère. La famille a un parcours résidentiel chaotique fait d'achats, de locations et de déménagements. Simpiwe et sa femme ont en effet plusieurs fois changé de travail. L'appartement de la mère de ce dernier, bien que petit, a toujours été le lieu de rapatriement. Simpiwe nous parle de « raisons financières stratégiques » qui l'amènent aujourd'hui à acheter à l'aide d'un crédit hypothécaire une des maisons dans laquelle ils ont vécu quelques années auparavant. Plus tard, à propos des procédures de soumissions de dossiers de prêt hypothécaire, il dira : « *I played this game before* ». Il décrit d'ailleurs les manœuvres auxquelles il a recours afin d'obtenir un crédit immobilier comme un jeu, dont il connaît bien les règles

désormais, car ce n'est pas son premier achat immobilier. Il fait preuve d'un recul sur ses propres pratiques qui nous fait penser au concept de « vérité double des jeux sociaux » de Bourdieu (1997 :225) : « les jeux sociaux sont en tout cas très difficiles à décrire dans leur vérité double. En effet, ceux qui y sont pris n'ont guère d'intérêt à l'objectivation du jeu, et ceux qui n'y sont pas sont souvent mal placés pour expérimenter et éprouver tout ce qui ne s'apprend et ne se comprend qu'à condition de participer au jeu [...]. »

Il y a donc un art du « faire avec » (De Certeau *ibid.* :50) et de la débrouille propre aux groupes intermédiaires. C'est une caractéristique observée par l'ensemble des membres de notre groupe de recherche³⁷¹.

L'étude des pratiques stratégiques déployées par nos enquêtés nous fait prendre conscience d'un clivage au sein de notre échantillon, entre d'une part, une tranche haute de ménages, et une tranche basse.

La division du groupe intermédiaire en sous-groupes socio-économiques est suggérée par C. Nallet (2015 : 257-8). Celle-ci distingue « trois tranches (basse, moyenne et haute) de l'espace de l'entre-deux ».

L'étude des pratiques sociales ci-après va nous faire distinguer à notre tour deux tranches. C'est la façon de mettre en œuvre ou non certaines stratégies qui marque selon nous la différence entre la tranche haute et basse de « ceux du milieu ». Les premiers sont davantage dans le domaine de la stratégie, alors que les seconds sont dans celui de la tactique quotidienne, « qui doit jouer sur un terrain qui lui est imposé » (De Certeau *ibid.* :60)

La première catégorie peut être caractérisée par un montant de revenus plus élevé (estimé à plus de R10 000 mensuel pour le ménage, soit €730) et la disposition d'un revenu discrétionnaire plus important à la fin du mois (souvent généré par la multi-activité). Les situations de ces ménages sont relativement sécurisées par un capital économique et social plus important.

³⁷¹ Voir les enquêtes de C. Nallet en Ethiopie, d'Hervé Maupeu au Kenya ou de Cindy Morillas au Cameroun dans le numéro d'Afrique contemporaine (2012/4) *Les classes moyennes en Afrique* et l'ouvrage *L'invention des classes moyennes africaines* (Darbon et Toulabor [dir.], 2014).

La deuxième catégorie (moins de R10 000 mensuel) est soumise à davantage de contraintes. Le recours à des moyens informels de consommation ou d'épargne est plutôt de l'ordre des tactiques, voire de la survie, que du domaine du surplus en comparaison avec ceux de la tranche haute. Les membres de la tranche basse connaissent une marge de manœuvre plus limitée et un risque permanent de déclassement. Comme le dit C. Nallet à propos de la tranche basse de son espace de l'entre-deux : « Leur situation reste cependant précaire : leur marge de manœuvre est limitée et leur avenir indéterminé, puisqu'ils dépendent fortement de la conjoncture économique [...] » (*ibid.* : 258). L'une de nos enquêtées nous dit ainsi à propos des clubs d'achat entre femmes auxquels elle participe : « Ce que l'on essaie de t'expliquer en gros c'est que nous avons besoin de ces stratégies pour survivre ! »³⁷² (Abie, entretien collectif n°3).

5.1 Le cumul de revenus

C'est en associant divers secteurs professionnels (vente, fonction publique, professions médicales, enseignement), en jouant sur plusieurs tableaux simultanément, que nos enquêtés parviennent à dégager un surplus à la fin du mois : le « revenu disponible » qui marque une différence avec les situations de pauvreté.

Nous avançons les interprétations qui suivent sur la base des situations des enquêtés telles qu'ils nous les ont racontées, ou bien, pour certains d'entre eux – 7 enquêtés sur les 47 interviewés – telles que nous avons pu les observer (en sus des informations recueillies lors de l'entretien).

Sur l'ensemble des enquêtés dont nous avons traité et retenu les entretiens³⁷³ (37 entretiens répertoriés en Annexe 1), 12, soit un tiers du panel, bénéficient de revenus complémentaires à leur emploi principal. Pour cinq d'entre eux il s'agit de revenus sous la forme de loyers de propriétés immobilières qu'ils possèdent. Pour

³⁷² “What we are trying to tell you in a nutshell is that we need these strategies to survive!”

³⁷³ Voir les notes préliminaires en introduction pour des éléments de méthodologie de notre enquête sur le terrain ainsi que le chapitre 2 de la partie I pour une définition du « milieu réel ».

sept d'entre eux, il s'agit d'une activité professionnelle exercée en complément de l'activité principale³⁷⁴.

5.1.1 Des compléments aux salaires du foyer

Ce cumul d'activités lucratives leur permet d'avoir une marge de manœuvre par rapport à un budget que la majorité des enquêtés décrivent comme serré.

Ainsi, Leratong (entretien n°28) nous décrit les différents postes de son budget qui semble millimétré et où il n'y a pas de marges de manœuvre. Mère de deux enfants scolarisés, propriétaire d'une maison achetée récemment avec son mari à Bramley, banlieue nord huppée de Johannesburg (au moyen d'un crédit hypothécaire de vingt ans), Leratong estime leur revenu mensuel commun à environ R30 000. Les dépenses du mois se structurent ainsi :

- ✓ R2100 pour l'école des deux enfants
- ✓ R2700 pour l'alimentation (nous passons au fast-food (« *take-out* ») de temps à autre le dimanche)
- ✓ Elle rembourse le crédit-maison à hauteur de R9200 (et parfois nous y mettons un peu plus quand nous pouvons ce qu'elle désigne par l'expression « *save in the bond* »)
- ✓ Le remboursement des deux voitures achetées à crédit : payé par le mari et représente environ 65% de son salaire.

Leur épargne est conséquente : elle « met de côté » R1500 chaque mois (sur un compte bancaire) et son mari alimente une assurance (R700). Il participe également à un club d'épargne informel entre amis.

Ils ont décidé de payer plus cher pour que leurs enfants aillent dans une école semi-privée autrefois réservée aux « Blancs » dite « *model C* »³⁷⁵ :

³⁷⁴ Nous donnons ces proportions à titre informative mais, l'échantillon constitué a pour seul but le traitement qualitatif. Il n'est en rien représentatif d'un groupe social ou de la population sud-africaine.

³⁷⁵ « *Model C* » est le nom donné aux écoles semi-privées qui ont remplacées à la fin de l'apartheid les écoles « blanches » créées par le gouvernement. Le système est aboli au début des années 1990 mais le nom est resté pour désigner ces écoles publiques aux frais de scolarité plus élevés, gage de meilleures conditions d'enseignement.

« Nous avons décidé que c'était important pour eux d'avoir une éducation de meilleure qualité. Nous ne vivons pas cette vie [pour nous], nous la vivons pour eux. C'est un sacrifice. »³⁷⁶

La petite société de transport qu'ils ont montée il y a trois ans leur offre donc un revenu supplémentaire pour pouvoir équilibrer ce budget. « Cela nous permet de partir en vacances, nous ne prenons rien sur nos salaires. »³⁷⁷

Au départ, l'activité était informelle et le développement des activités les a poussés à déclarer l'entreprise il y a un an. Ils ont maintenant deux ou trois chauffeurs. L'idée est de raccompagner les gens chez eux en fin de soirée en utilisant leur propre voiture. En plus de leur emploi principal dans une agence immobilière, ils travaillent donc tous les deux tous les week-ends. Les chauffeurs qu'ils emploient sont logés dans des chambres de leur arrière-cour³⁷⁸.

Cet exemple n'est pas forcément représentatif de l'ensemble de nos enquêtés qui ont en moyenne moins de revenus, mais il montre une grande diversité dans les moyens et les secteurs utilisés pour optimiser à la fois les ressources et les placements (épargne et investissement). Nous retrouvons cette plasticité dans les activités entreprises pour d'autres de nos enquêtés :

Doria, (entretien n° 1) employée d'une ONG sur le campus de Wits, complète ses fins de mois grâce à la vente de bijoux et de produits d'artisanat qu'elle achète à prix coûtants sur les marchés de Durban. Xolani (entretien n°2) est consultant dans le graphisme, il est en train de créer son entreprise pour développer des jeux à visée éducative sur les portables. Son bureau est situé dans une pépinière d'entreprises sur le campus technologique de l'Université de Pretoria. Dans un coin de son bureau sont stockées des bouteilles d'eau. Et c'est ainsi que nous découvrons qu'il vend cette eau de source du Limpopo à ses amis et sa famille. Il prend leur commande puis s'assure de leur livraison chaque mois pour le compte d'une société (de mise en bouteille) d'un ami.

³⁷⁶ « *We decided it's important for them to have a better education. We don't live this life, we are living it for them. It's a sacrifice.* »

³⁷⁷ « *It gives us some allowance to go on holidays, we don't take anything from our salaries, or to puncture our savings.* »

³⁷⁸ Une pièce de construction plus ou moins formelle, d'usage dans les anciens townships, appelée « backroom » en Afrique du Sud.

5.1.2 Des activités entrepreneuriales dans l'habitation

Nombreux sont ceux qui ont des projets d'entrepreneuriat plus ou moins aboutis : Ronny par exemple (entretien n°26), est personnel de bord pour une compagnie aérienne sud-africaine mais il a monté une société immobilière et planifie de s'engager dans un projet de construction d'appartements. Pour Jay (entretien n°22) dont la famille est nombreuse et le revenu issu de son activité de coiffeuse à domicile assez maigre et de plus fluctuant en fonction de la saison (R2000), la location de deux chambres construites à l'arrière de sa maison lui permet de pouvoir tout juste terminer les fins de mois. « On se débrouille » nous dit-elle.

Portrait n°6 : Jay

Jay (entretien n°22) a 42 ans et 8 enfants : l'aîné a 26 ans, le dernier a 2 mois. Ils sont 9 personnes à cohabiter sur la propriété qui compte une maison principale et des petites baraques qui servent d'appartements indépendants pour deux de ses enfants. Elle coiffe les femmes d'Eldorado Park à son domicile. Elle habite dans la même rue que Rosa et Carol. Le mari de Jay est administrateur à la Commission des Droits de l'homme. « Il sait bien gérer l'argent » nous dit-elle.

Cela fait 3 ans qu'elle gagne sa vie avec son métier de coiffeuse. Avant elle travaillait comme vendeuse dans un magasin de vêtements pour pouvoir financer le matériel du salon de coiffure. Elle gagne environ R2000 par mois mais c'est fluctuant car les femmes aiment bien se faire tressées en hiver, c'est plus calme l'été.

Elle est née à Port-Elizabeth. Ses parents sont venus à Johannesburg quand elle avait 15 ans. Son père était employé de l'usine Ford. Il avait commencé des études de médecine à l'université mais n'a pas pu les terminer en raison des problèmes de « politique » au temps de l'apartheid : « je ne sais pas exactement ce qui s'est passé mais il n'a pas pu continuer alors il s'est mis à travailler ».

Elle a vécu 10 ans dans un appartement de l'extension puis a pu acheter « sa propre maison » ici. Elle se considère comme appartenant au « milieu » car il y a bien des gens plus pauvres que nous et en même temps nous ne sommes pas riches.

« Tu sais tu ne peux jamais être satisfait. Il y a toujours de nouvelles choses à faire. Même si tu te serres la ceinture, il y a toujours des imprévus. Tu comprends. Donc tu as toujours besoin de plus d'argent. [...] Mais je me débrouille, je gère. »³⁷⁹

³⁷⁹« Right now, you'll never be satisfied. There are always extra-things to do. Even if you budget there are always things coming up. You understand. So you always need more money. The more money you get, the more you need, that's how it works. If you're not greedy, [...] But I cope, I manage. »

Les activités de vente de produits dans la sphère domestique nous ont semblé assez courantes, rejoignant ici les conclusions de C. Nallet sur l'usage de la sphère domestique pour des activités lucratives en Ethiopie :

« Le foyer familial est souvent aussi un lieu où se poursuivent des activités lucratives complémentaires : location d'une pièce de la maison, confection et vente de produits artisanaux ou encore élevage de poulets dans la *backroom*, recharge de batterie sur l'unique prise de la maison, fabrication de plats cuisinés à vendre aux employés et ouvriers à midi, organisation d'un service de photocopie etc. ».

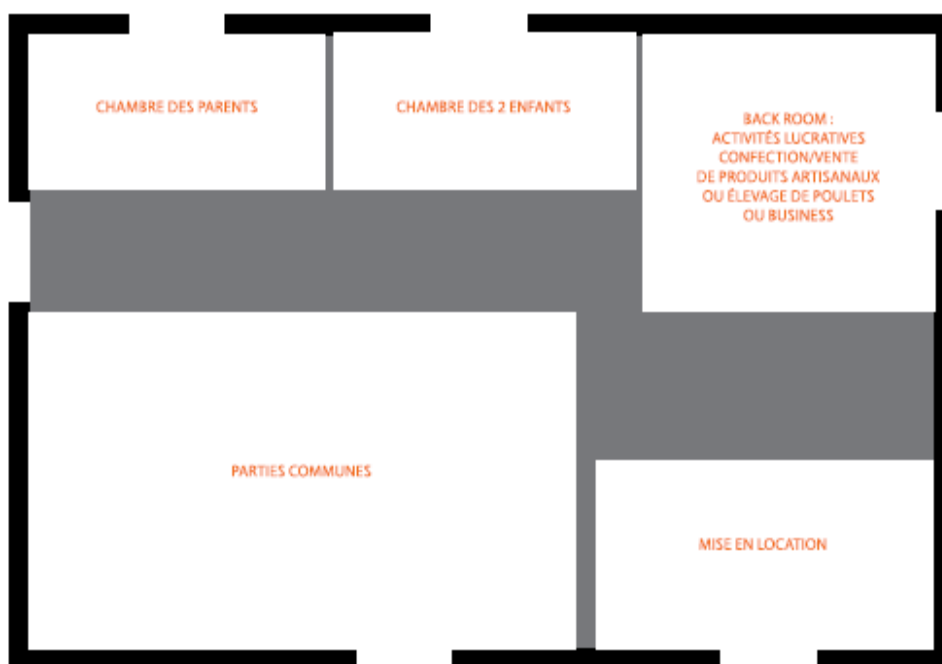


Figure n°17, Extrait du panneau d'entrée de la salle 4 intitulée « Notre quotidien de débrouille : le poids du secteur informel », exposition « Les classes moyennes en Afrique », Musée d'Aquitaine, Bordeaux (27 novembre 2014 au 22 février 2015).

Ce type de pratique a été constaté dans tous les pays enquêtés par le groupe de recherche CMA : Ghana, Ouganda, Togo, Ethiopie, Cameroun.

Rosa (entretien n°8, famille A) est une jeune femme sud-africaine de 33 ans. Actuellement sans emploi, elle vit chez sa mère, retraitée de l'enseignement, avec sa fille de 3 ans, à Eldorado Park (ancien *township* « *coloured* ») à Johannesburg. Elle a quelques activités rémunératrices : en tant que chanteuse pour un groupe de musique, elle vend aussi des produits de beauté à domicile. Néanmoins, le projet qui lui tient à cœur est de monter une salle de gym dans la pièce servant de garage à l'arrière du petit terrain de la maison familiale (voir photo). Elle veut suivre une formation par internet pour cela.

« J'ai installé quelques appareils dans le garage pour ma pratique personnelle et je me suis rendue compte que certains voisins venaient me demander s'ils pouvaient venir faire leur exercice ici. Les salles de gym dans les centres commerciaux sont trop chères pour les gens d'ici. J'aimerais rénover cette pièce et l'agrandir car beaucoup de gens du quartier (ancien *township*) de mon âge sont en surpoids. »

A Eldorado Park, Marc, enseignant dans une école coranique (entretien n°13), vend également des balais et des ustensiles de cuisine chez lui le soir et le week-end. Rosa se déplace également chez les gens du quartier pour leur livrer des produits de beauté alors que sa mère retraitée est représentante d'une marque américaine de cosmétiques et à ce titre chargée de distribuer des bons de commande et de promouvoir la marque.

A Protea Glen, nous avons pu constater que, tous les dimanches, la famille B allait acheter des beignets (appelés « *fatcakes* ») chez une des voisines pour 5R. Et contribuant également à une économie informelle et installée dans la sphère domestique, les deux filles adolescentes de la famille (K. et P.) se faisaient coiffer chez des coiffeuses informelles à domicile.

Stanford et sa femme (entretien n° 21) sont tous deux employés. Ils ont pourtant commencé une activité de vente de bonbons et de produits d'épicerie à domicile :

« On vend des produits faits maison mais aussi des bonbons qu'on achète à un grossiste et qu'on met en paquet de 2 rands, les enfants en raffolent. On fait quelques pâtisseries et on vend aussi de la viande (steaks et charcuterie) que l'on achète également au prix de gros à

Devland. Parfois nous livrons ou bien les gens viennent chez nous. On a commencé il y a deux mois et ça marche vraiment bien ! »³⁸⁰

Enfin, pour certains, comme Jay ou Matthew, la location d'une partie de leur maison ou d'un bien immobilier leur apporte des revenus complémentaires stables, faisant de la propriété immobilière un atout important dans leur trajectoire de mobilité sociale ascendante. C'est aussi la conclusion de C. Nallet à Addis-Abeba : « le statut de 'propriétaire' permet pour certains une augmentation significative du revenu *via* la mise en location d'un logement ou d'une partie d'un logement. » (Nallet 2015 : 253). Néanmoins, le taux de propriétaires en Ethiopie est beaucoup plus faible qu'en Afrique du Sud : 22% seulement des enquêtés de l'entre-deux éthiopien sont propriétaires contre une majorité de « ceux du milieu » (voir le chapitre 6 qui suit).

Portrait n°7 : Stanford

Stanford a 36 ans, il est ingénieur réparateur en climatisation. Il aimerait pouvoir monter sa propre entreprise. Sa femme est une employée de bureau pour une entreprise de mécanique. Leur revenu mensuel commun s'élève à R10 000 environ (€730).

Ils ont trois enfants et sont donc cinq à habiter dans la petite maison qu'ils louent à Eldorado Park.

Stanford a grandi à Kliptown, qui était à l'époque une région rurale, lieu de résidence « mixte » des ouvriers « coloureds », « noirs » ou « indiens » sous l'apartheid avant la construction des *townships*. « *It was different, it was mixed.* »

Sa mère travaillait dans une industrie de produits chimiques, son père était enseignant dans le secondaire. Sa grand-mère était « noire » et son grand-père « coloured ». « C'est ensuite quand nous avons déménagé à Eldos que nous sommes passés à l'Afrikaans. Les gens à Kliptown étaient multilingues.»³⁸¹ Stanford et sa femme nous disent que, personnellement, ils parlent anglais à leurs enfants, bien que vivant dans un environnement Afrikaanophone, car ils ne veulent pas qu'ils soient désavantagés avec une « langue qui disparaît ».

« Maintenant les gens traversent les frontières, pour sortir des places qu'ils occupaient.»³⁸²

³⁸⁰ “We sell some home-made products but also candies that we buy at a wholesaler and then we sell it in little packets of R2. Children love it. We also make pastries and sell patties (steack), polony, viennas that we buy at the value meat market by Devland, sometimes we deliver to people's houses or people come to their house to buy. We started 2 months ago and it's actually going very well!”

³⁸¹ “My grand-mother was black, my grand-father was Coloured. Then it's when we moved to Eldos that we started to speak Afrikaans. People in Kliptown were multilingual.”

³⁸² “Now people are crossing borders, to get out of the places they were.”

5.1.3 La pluriactivité comme signe d'une précarisation du marché du travail ?

Pour beaucoup, ce surplus de revenus vient pallier un revenu insuffisant issu du salariat. Ce n'est d'ailleurs pas toujours au sein du secteur informel – dont le poids est moindre en Afrique du Sud par rapport aux autres pays du continent – qu'ont lieu ces activités mais aussi dans le secteur formel. La part du PIB que représente le secteur informel est « seulement » de 28% en Afrique du Sud en comparaison de 58% au Zimbabwe ou 59% en Tanzanie ou au Nigeria. Selon une étude (GCRO 2013 Quality of Life survey), 22% des sondés qui étaient employés travaillaient dans le secteur informel. Néanmoins, cette part est conséquente parmi les entrepreneurs : puisque, selon la même étude, 65% des répondants entrepreneurs étaient dans le secteur informel.

On peut alors s'interroger si ce n'est pas une fragmentation de l'emploi dans le secteur formel qui serait à l'origine de la multi-activité observée chez « ceux du milieu ». Le contexte sud-africain est en effet marqué par une précarisation accrue du marché du travail³⁸³ (Barchiesi 2011 :4)³⁸⁴, et un fort taux de chômage (25,5% de la population selon la dernière enquête en 2014³⁸⁵).

La pluriactivité peut être vue comme une stratégie d'ascension sociale mais aussi comme un moyen de remédier à une situation de précarité. A ce titre, elle peut devenir une tactique structurelle, « confortée » en quelque sorte par le fait que les revenus complémentaires viennent tout juste stabiliser une situation autrement très précaire. Ainsi, selon L. Fontaine (2014), la pluriactivité est une des stratégies les plus fréquentes des pauvres pour « pallier les incertitudes du futur ». Elle cite le cas d'une famille d'artisans allemands qui se lancent dans l'élevage de pigeons,

³⁸³ Le secteur des assurances, par exemple, est un pourvoyeur d'emplois important à Johannesburg. De grands groupes, comme Liberty Life, usent d'un système d'emplois d'une extrême flexibilité à l'aide de courtiers « freelance » qui sont liés avec un contrat de travail au groupe – assortis d'objectifs commerciaux précis chaque mois – mais sans aucune rémunération de base. Leur rémunération dépend en totalité des commissions. C'est le cas de S. parmi nos enquêtés (famille B et entretien n°29), et nous avons conduit un entretien informatif avec le gérant d'une plateforme d'appel du groupe d'assurances en question.

³⁸⁴ Barchiesi se pose la question : « Dans quelle mesure la précarité persistante de l'emploi a un impact sur les identités des travailleurs, leurs discours et la solidarité collective? » (2011 :4)

³⁸⁵ Statistics South Africa 2014, Quarterly Labour Force Survey (QLFS).

puis de canaris, suivant la dernière mode de la ville, tout en cultivant un lopin de terre et en louant une chambre dans la maison familiale.

5.2 La mobilité au service de l'ascension sociale : ressource et contraintes

Cette multi-positionnalité s'exprime également dans leur mobilité quotidienne et leur rapport à l'espace urbain. Soweto le week-end, est par exemple le lieu de destination de migrations pendulaires hebdomadaires des jeunes « exilés » des banlieues de retour vers leurs *townships* d'origine pour y retrouver amis et famille.

« Ceux du milieu » expriment leur identité de mobiles sociaux et spatiaux par les expressions suivantes : « *Finding your way upward* », « *moving forward* », « *climbing the social ladder* » etc. Ce chemin personnel de l'ascension sociale est intrinsèquement lié au processus de reconquête de droits à la ville pour les citoyens « noirs » : M. Houssay-Holzchuch et P. Guillaume parlent de « nouveaux chemins de l'identité urbaine des « Noirs » sud-africains, du *township* à la ville » (1998).

Nous avons pu suivre certains d'entre eux dans leurs déplacements durant les quelques mois de notre séjour dans les quartiers de Soweto amis aussi auprès de Doria à Observatory (entretien n°1) ou Xolani entre Pretoria et Soweto (entretien n°2). Nous avons pu établir une relation de confiance avec ces deux personnes qui nous ont parfois servi d'intermédiaires ou d'« assistants de recherche » en matière d'organisation d'entretiens collectifs par exemple, de traduction ou tout simplement d'accompagnement. Au total, nous avons donc pu accompagner dans leurs déplacements quotidiens sur des durées plus ou moins longues (de quelques semaines à quelques mois) 7 de nos enquêtés (y compris les deux familles d'accueil A et B à Eldorado Park et à Protea Glen). Nous avons entrepris ces déplacements avec eux, saisissant ainsi leurs ampleurs, bifurcations éventuelles et motivations.

L'éventail des possibilités de déplacements se déploie dans un système de contraintes, où les structures (réelles ou représentées) du territoire, les coûts du

déplacement et/ou le marché du logement³⁸⁶ par exemple, tiennent une place importante.

5.2.1 Les coûts de la mobilité

Le coût du poste « transport » dans les budgets est très important. Selon les chiffres de l'enquête revenus et dépenses des ménages (StatSA 2012 :18-9), 17% en moyenne du budget des ménages sud-africains est consacré au transport (soit 1 rand sur 6 nous dit l'étude). Selon la dernière enquête sur les transports de StatSA (2013b), 80% des interviewés se sont déplacés durant la semaine précédant l'entretien, 30% possèdent ou ont accès à une voiture, et 67% des élèves vont à l'école en taxi-bus.

Nos enquêtés sont obligés de jongler entre les solutions de transport individuel ou collectif, qui sont toutes deux onéreuses, avec l'augmentation du prix du pétrole ces cinq dernières années.

Le prix d'un trajet avec un taxi collectif entre Soweto et le centre de Johannesburg : R15 et il faut souvent en prendre un deuxième pour se rendre dans un autre quartier, tel que l'aînée de la famille B. (K.), qui est en formation continue pour être infirmière dans une clinique du nord de la ville. Depuis Protea Glen, il faut compter 1h30 de trajet et un coût de R60 aller-retour (car elle change de taxis au centre-ville de Johannesburg). Effectué 5 jours par semaine, le trajet lui revient à une somme de R1200 par mois, soit quasiment un sixième de son salaire de R7000.

Le budget financier alloué au transport n'inclut pourtant pas le temps passé dans les transports qui a certes une valeur économique, mais aussi sociale, tel que le temps de présence auprès des enfants par exemple, ou la qualité de vie. « *You also count your time* », nous dit Noria, qui préfère se rendre à Checkers qui ferme plus tard que Fruit&Veg en sortant de son travail.

³⁸⁶ Ce facteur-ci sera traité en particulier dans la 3^{ème} partie.

5.2.2 Les « effets de lieu »

Le développement des périphéries à Johannesburg, comme ailleurs dans le monde, s'accompagne de la spécialisation des espaces urbains et du phénomène des migrations pendulaires (Lehman-Frisch *et al.* 2007 :61). Dans la « ville-mobile » (Dubois-Taine et Chalas 1997), grâce aux moyens de transport et aux infrastructures routières, les citoyens habitent dans un quartier, travaillent dans un autre, se divertissent dans d'autres et s'approvisionnent ailleurs.

Le nouveau marché du travail (en voie de tertiarisation) s'est déplacé vers le nord et s'est éparpillé en des lieux d'emplois diffus et peu accessibles par le train. Ceux qui ont choisi de rester vivre dans le *township* doivent souvent faire de longs trajets. Que ce soit pour leurs courses alimentaires ou les écoles de leurs enfants, la logique est souvent la même : il faut sortir du *township* pour trouver la qualité de service. Les enfants sont en majorité scolarisés dans le *township* indien voisin (Lenasia) car le niveau d'anglais y est meilleur et les classes moins surpeuplées³⁸⁷.

C. Bénit et M. Morange (2004) ont montré que la localisation résidentielle – centrale ou périphérique – influe sur la diversité des emplois disponibles: plus on habite loin des centres (centre-ville de Johannesburg ou centres d'activités suburbains), moins la pluriactivité est courante et moins les emplois occupés sont éloignés du lieu de résidence. On peut faire l'hypothèse que ce qui est valable pour les emplois les moins qualifiés – comme celui des domestiques – sur lesquels leur recherche est basée, est aussi valable pour les emplois plus qualifiés, même si ces « effets de lieu » sont atténués par la possession d'une voiture personnelle. P. Bourdieu a en effet qualifié ainsi les phénomènes de ségrégation spatiale :

« Ceux qui sont dépourvus de capital sont tenus à distance, soit physiquement, soit symboliquement, des biens socialement les plus rares et condamnés à côtoyer les personnes ou les biens les plus indésirables et les moins rares. Le défaut de capital intensifie l'expérience de la finitude : il enchaîne à un lieu. (...) Le rassemblement en un même lieu d'une population homogène dans la dépossession a aussi pour effet de redoubler la dépossession » (Bourdieu, 1993, 159-167).

³⁸⁷ Héritage de la politique de ségrégation dite Bantu Education Act en 1955 qui a mis en place un système éducatif parallèle et au rabais pour les populations « noires-africaines ».

Nous avons constaté lors de nos entretiens, que de nombreuses femmes qui ont des enfants, occupent des emplois à temps partiels et/ou dépendent parfois d'agences intérim comme Farida (entretien n°3) à son poste d'infirmière par exemple ou encore K. dans la famille B. Le recours aux agences d'intérim est semble-t-il assez courant dans les professions paramédicales et entraîne des revenus très variables et des déplacements conséquents. Or, ce type d'emploi, couplé aux itinéraires de collectes des enfants dans des écoles parfois différentes, implique des déplacements dispersés auxquels le réseau de transport urbain hérité de l'apartheid n'est pas adapté. Le lieu de résidence joue donc, à double titre, un rôle essentiel dans les possibilités d'emploi et contraint fortement les itinéraires même personnels ou à titre familial.

De plus, l'expérience des transports collectifs, notamment pour les femmes, est marquée par la peur et le danger. Les travailleuses domestiques se regroupent ainsi souvent le matin très tôt sur les quais des gares afin d'éviter les vols ou pire. Elles continuent pourtant de préférer les multiples changements de train aux trajets en taxi qui sont deux voire trois fois plus chers. La voiture personnelle est donc un passe-frontière, notamment dans le contexte des cartes mentales³⁸⁸ héritées de l'apartheid. Ceux qui ont su se mouvoir entre les classes sociales sont aussi des mobiles urbains aux quotidiens et semblent « produire » eux-mêmes un espace post-apartheid.

5.3 Les pratiques multi-situées de consommation

Nous avons déjà montré dans la 2^{ème} partie en quoi les discours d'identification de « ceux du milieu » s'appuyaient sur la capacité de consommer pour se distinguer par rapport aux « pauvres ». Nous prenons ici l'exemple de la consommation

³⁸⁸ Voir le chapitre 4 dans la 2^{ème} partie. Les « *Coloureds* » se rendent au *mall* dans le *township* « indien » voisin de Soweto (Trade Route Mall) ou dans celui de la banlieue sud « blanche » de Johannesburg (Southdale) mais n'iront pas à Maponya Mall au cœur de Soweto « noir ». Les « Noirs », selon une logique raciale similaire, fréquenteront le *mall* « indien », mais éviteront Southgate considéré comme « *coloureds* », très proche d'Eldorado Park.

alimentaire car cela a représenté une part très importante des pratiques sociales et des préoccupations des enquêtés avec lesquels nous avons partagé le quotidien³⁸⁹.

Le sociologue M. Halbwachs³⁹⁰ est un des premiers à postuler un lien entre l'identité sociale et les modes de vie. Dans *Esquisse d'une psychologie des classes sociales* (1938), il défend que les différents groupes de la classe moyenne sont unifiés par le partage d'un style de vie ou d'un train de vie globalement commun, permettant de les distinguer des autres catégories sociales. Selon ce dernier, des facteurs d'identification dans l'espace social se trouvent également dans la sphère quotidienne hors-travail, c'est-à-dire non seulement dans le rapport à la production, mais aussi dans les pratiques de consommation au sens large (Bosc 2013 :27).

La nourriture est le premier poste de dépense des ménages sud-africains (SAIRR 2011, 26, 4% des dépenses en moyenne) et donc, logiquement, elle est la première dépense mentionnée par le panel d'enquêtés de l'étude sur les parcours alimentaires (Escusa et Chevalier 2011). Ce poste de dépense a la particularité de varier fortement en fonction des strates sociales selon la loi d'Engel.

Même si nos données sont limitées (selon les exigences d'une enquête qualitative réalisée en trois mois), elles nous ont permis néanmoins de mettre au jour un certain nombre de traits communs dans les pratiques d'approvisionnement de nos enquêtés.

5.3.1 Un recours au secteur informel pour la consommation et le crédit

L'ingénierie de la débrouille sur le continent africain

Le secteur informel est l'expression même de la débrouille. Régulièrement associé à la pauvreté et aux « métiers de survie », il est aussi un espace économique offrant à toute une partie de la population les conditions de sa survie. Les petites classes moyennes y

³⁸⁹ Nous avons également réalisé une enquête approfondie des parcours alimentaires de la classe moyenne « noire » et « indienne » à Johannesburg, Pretoria et Durban avec l'anthropologue S. Chevalier en réponse à une commande de recherche qualitative sur le sujet de la part d'un groupe français dans l'agro-alimentaire (et en partenariat avec une journaliste S. Bouillon et un photographe J. Bardeletti).

³⁹⁰ Un des pères fondateurs de la sociologie française. Sa thèse en 1913 analyse la culture ouvrière : La classe ouvrière et les niveaux de vie. Analysant la structure des budgets des familles, il établit un lien entre la nature du travail ouvrier et les formes de consommation ouvrière. Ces travaux font apparaître une vision davantage fondée sur l'observation des pratiques et la façon dont les acteurs eux-mêmes perçoivent leur situation sociale.

sont fortement ancrées, soit pour y assurer leur activité principale, soit le plus souvent pour y mener une ou des activités professionnelles d'appoint en plus de leur métier officiel (fonctionnaire, entrepreneur, salarié du secteur dit formel ou moderne). Le secteur informel fonctionne à double sens : il donne accès à des emplois et permet dans le même temps d'offrir des biens de consommation à bon marché, en dehors des circuits officiels. Les classes de la petite prospérité parviennent ainsi à accroître leur pouvoir d'achat en trouvant des biens et services à bon marché chez les vendeurs à la sauvette, les marchandes de rue, les cafés internet du coin de rue, les tailleurs et les fripiers etc...

C'est ce qu'on appelle aujourd'hui « *popular economies* » (Bahre, Krige, James, Hart). Cette économie qu'on appelle aussi souterraine occupe une place considérable dans les économies africaines. En moyenne, le poids de l'informel en Afrique est estimé à 42% du PIB, contre 15% à 16% en France et en Allemagne.

C'est un pourvoyeur d'emploi. Il représente 61% de l'emploi urbain sur le continent et est à l'origine de plus de 93% des nouveaux emplois créés au cours des années 1990 (OIT). Au Ghana, 89% de la force de travail est employée dans l'économie informelle, au Nigéria, l'économie informelle emploie 1/3 de la main d'œuvre urbaine.

Souvent, ce sont les fins de mois qui sont difficiles. Il y a d'ailleurs une affluence visible dans les banques et dans les supermarchés autour du « jour de paie » (« *payday* »)³⁹¹. « Ceux-là sont peut-être des classes moyennes, mais ils sont classe ouvrière à la fin du mois ! », nous dit l'une de nos enquêtées pour nous signifier la précarisation des statuts (Phadi 2012).

Celle-ci pointe un trait caractéristique de la tranche basse de « ceux du milieu », celui de la fluidité et des va-et-vient entre situations de petite prospérité et situations de pauvreté.

Durant les jours de vaches maigres, beaucoup de personnes s'approvisionnent dans les « *spaza shops* », les petites épiceries à domicile du *township*, qui, souvent, font crédits. C'est la politique du « *eat first pay later* » nous dit l'un des commerçants. Lors du jour de paie, beaucoup de nos enquêtés vont alors dans les différents magasins dans lesquels ils ont des « notes » à rembourser.

Exemple de la famille A qui est en situation financière difficile à la fin du mois de janvier

Nous nous installons chez la famille A au milieu du mois de janvier, qui est toujours un mois de vaches maigres à la suite des dépenses exagérées des fêtes de fin d'année. « *The rand is low for everyone* », nous dit Rosa. En effet, nous constatons que les dépenses sont réduites au strict minimum jusqu'au 1^{er} février, date à laquelle Carol reçoit sa pension de

³⁹¹ Le 25 du mois pour la plupart des salariés, le 15 pour les fonctionnaires et les premiers jours du mois pour les pensions de retraite.

retraîtée, en sus d'un petit salaire de travail à temps partiel dans une association et le revenu issu des quelques cours de soutien qu'elles donnent à des jeunes du quartier. Elle a pu régler les factures en suspens, et acheter des unités d'électricité que les sud-africains doivent désormais acheter à l'avance sur des compteurs personnalisés où ils rentrent un code pin de rechargement correspondant à un nombre d'unités³⁹².

La famille a désormais de l'argent, faisant l'effet d'un souffle retrouvé après l'asphyxie de janvier. Aujourd'hui, le 9 février, Rosa a pu payer les frais d'inscription à l'école de sa fille J., les fournitures scolaires et quelques vêtements. Elle n'a plus d'argent pour le reste du mois. Il va lui falloir ruser encore une fois, trouver d'autres clients pour ses bouteilles d'oxygène liquide, ou accepter un de ces petits boulots dans des centres d'appels de l'autre côté de la ville où elle devra se rendre en mini-bus car elle n'a pas son permis.

5.3.2 Entre petites économies et distinction sociale, ce que nous révèlent les parcours empruntés pour faire ses courses

Les parcours d'approvisionnement suivent une évolution, par certains aspects comparables, à l'Europe vers une plus grande diversification des lieux : le maintien d'un commerce de proximité pour certains produits du quotidien, l'achat de l'épicerie dans les grandes surfaces commerciales et la fréquentation de certains magasins pour des marchandises « sensibles » comme la viande ou le poisson. L'introduction récente de grands *malls* dans les *townships* renforce encore cette tendance.

Nos enquêtés utilisent les possibilités offertes par la grande distribution pour économiser en achetant de plus grandes quantités et en profitant de produits moins chers. Ils semblent particulièrement attentifs aux « *specials* », achats en gros et comparaison des prix.

Les ménages interrogés sont très attentifs à leurs dépenses alimentaires et tiennent souvent des budgets stricts dans ce domaine. Abie (entretien collectif n° 3) nous dit mettre en place des « stratégies » pour arriver à terminer les fins de mois de façon plus confortable. Et les autres renchérissent en nous expliquant comment elles parviennent à « s'arranger entre elles » pour rassembler et collectiviser des achats.

³⁹² Une politique soutenue par l'agence française de développement, qui avait causée nombreuses manifestations violentes de résistance dans les *townships* il y a 5 ans, et qui est encore largement boycottée.



Figure n°18, Exemples de publicités, les « *Specials* » insérés dans le quotidien The Star, le 1er janvier 2013.

« *I always travel for food* », nous dit Xolani qui n'hésite pas à retourner le week-end à Soweto, son *township* d'origine, alors qu'il vit désormais à Pretoria. Cette migration hebdomadaire vers le Sud lui permet de retrouver ses amis et les plats de son enfance. Parcours alimentaires et parcours sociaux entrent ainsi souvent en résonance.

Récit d'une journée consacrée aux « courses » dans la famille A

Nos trajets en voiture avec Carol et Rosa sont de véritables pérégrinations à travers la grande moitié sud de la métropole de Johannesburg. D'apparence chaotique, ils suivent en réalité un protocole bien précis appliqués aux lieux d'approvisionnement. La viande ne peut être achetée qu'à la petite boucherie, toujours bondée, qui fait le coin du grand *mall* de Southgate par exemple. Cette boucherie semble fonctionner à plein régime à toute

heure de la semaine ou du week-end. Une partie du magasin est dédié à la vente de *biltong*, cette spécialité de viande séchée dont les Sud-Africains raffolent.

Southgate, en face, est l'un premiers centres commerciaux géants à l'américaine construits à Soweto dans les années 1970. Une des fiertés du *township*, une preuve de leur victoire post-Apartheid : ils ont désormais accès à tout ce que la consommation de masse a de meilleur à offrir, au même titre que les banlieues Nord et « blanches » de Johannesburg, équipées de ces dômes vitrés, temples de la consommation, qui apparaissent au loin depuis l'autoroute dans le paysage plat du Highveld. Le reste des courses est donc acheté dans le supermarché du *mall* : Pick n'Pay. Il faut pour cela se garer dans l'une des allées du grand parking, payer autour de 4 ou 5 rands de parking à chaque fois, et se perdre ensuite dans l'immensité du hall pour arriver à l'équivalent du Carrefour en Afrique du Sud. Si chaque quartier a désormais son centre commercial, ils ne se valent pas pour autant. Chacun reflète à sa manière l'identité culturelle des populations habitant aux alentours. Ainsi, la famille A se rend souvent au Trade Route Mall qui se situe à équidistance de Southgate mais de l'autre côté, à Lenasia, qui a été construit sous l'apartheid pour les Indiens. Ici, le *mall* est parcouru par des femmes voilées ou en sari colorés, les KFC sont en concurrence avec des marchandes d'épices de toutes sortes et des vendeurs de samosas.

Nous comprenons, entre les lignes, que les deux femmes vont désormais « de ce côté » car elles préfèrent la fréquentation des « Indiens » plutôt que des « Noirs ». il est vrai que la grande surface est aussi de taille plus humaine et moins bondée que celle plus proche de Soweto. On se rend précisément au « *Fruit and Veg* » du Trade Route Mall pour faire le plein de fruits et légumes et parfois de produits d'épicerie fine importés d'Italie mais aux prix cassés, comme l'huile d'olive, les concentrés de tomates ou de la feta. Quatre trajets différents pour quatre produits différents.

5.3.3 Les achats collectivisés chez des grossistes, une stratégie pour compenser la hausse des prix

La diversification des lieux d'approvisionnement augmente logiquement avec le pouvoir d'achat : caractérisant donc les pratiques de « ceux du milieu » et les distinguant fortement de ménages plus modestes.

Les enquêtés font souvent de multiples trajets pour trouver le magasin le plus adéquat ou le plus économe. Une pratique très répandue à Soweto est d'aller chez des grossistes.

Lors de l'entretien collectif n°3 :

Abie : « Ce que l'on fait généralement, c'est qu'on achète un '*hamper*' qui inclut des kilos de riz, de farine de maïs, 5l d'huile, du sucre etc. pour R290. J'ai quatre enfants. Tu économises de l'argent en achetant de la sorte. Et au supermarché de l'extension 3, tu sais

qu'ils ont toujours des promotions intéressantes. Ils s'occupent de nous, pour les communautés dans le *township*. »

Paula : « Il y a un magasin encore plus grand à Kliptown. On économise durant l'année pour pouvoir aller y acheter du chocolat pour Noël. Je mets de côté R200 chaque mois, et mes amies font la même chose et ensuite nous achetons des bons d'achat dans le magasin. Comme on est une dizaine, ça revient à R22000 sur les bons en novembre. On a droit à des réductions donc on gagne de l'argent chacune. »

Nous constatons donc que les comportements quotidiens et ordinaires peuvent paraître triviaux mais recèlent de riches significations. C'est sous cet angle d'analyse que la consommation se révèle être une forme de production (de sens, de statut etc.). Des processus relevant d'enjeux de pouvoir, d'espace et de frontières sont à l'œuvre dans les pratiques de consommation, même courante, des négociations et ceci en interaction constante avec d'autres, chaque jour. La consommation fait partie de la culture ordinaire que Michel de Certeau ([1980] 1990) s'attache à décrire comme une culture qui se fabrique au quotidien dans les activités à la fois banales et renouvelées. Selon lui, la consommation est une réponse à la production standardisée et expansionniste. Elle se distingue par des manières « de faire avec », de se réapproprier et de contourner l'ordre dominant. Ces « arts de faire » s'inscrivent dans des pratiques combinatoires et multiformes, des formes de syncrétisme que l'on a repérées dans les façons de consommer mais aussi d'épargner et de travailler.

5.3.4 Prospérité ou précarité ?

Ces comportements sont-ils constitutifs d'un marqueur de la « petite prospérité » ou de tactiques caractérisant une situation précaire entre pauvreté et petite prospérité ? Le cumul des secteurs formels et informels est-il un produit ou une condition de la « petite prospérité » de « ceux du milieu » ?

Certains enquêtés, en fonction de leur catégorie de revenus, connaissent en effet une grande proximité avec la précarité voire avec la pauvreté, ils oscillent entre tactiques et stratégies, entre choix et contraintes. Ceci étant à l'origine de leur

multi-positionnalité. Pour d'autres, ces mêmes stratégies sont un vecteur de prospérité en leur permettant de dégager des revenus complémentaires utilisés pour des dépenses non-contraintes ou des investissements (éducation des enfants, plan d'épargne etc.)

Comment expliquer alors l'adoption de ces mêmes comportements par des groupes dont la situation financière varie sensiblement ? Nous l'expliquons par l'existence d'un double lien entre l'identification de « ceux du milieu » et les pratiques sociales stratégiques :

- ✓ Un lien fondé sur des critères objectifs : la disposition d'un petit revenu (qui caractérise les situations de sortie de la pauvreté) serait une condition économique objective nécessaire au déploiement de certains comportements stratégiques (tels que l'épargne ou le crédit).

Pour Bourdieu, (1997 :29), il existe une certaine conception linéaire de l'évolution du domaine des tactiques à celui des stratégies permises par un « affranchissement de la nécessité ».

« A mesure que l'on s'éloigne des régions inférieures de l'espace social, caractérisées par la brutalité extrême des contraintes économiques, les incertitudes se réduisent et les pressions de la nécessité économique et sociale se relâchent ; en conséquence, des positions définies de façon moins stricte et laissant plus de liberté de jeu offrent la possibilité d'acquérir des dispositions plus affranchies des urgences pratiques, problèmes à résoudre et occasions à exploiter [...]. Parmi les avantages attachés à la naissance, l'un des moins visibles réside dans la disposition détachée et distante – illustrée, entre autre, par ce que Erving Goffman appelle « la distance au rôle » – qui s'acquiert dans une prime expérience relativement affranchie de la nécessité [...] »

Cette « distance » permise par l'affranchissement de la nécessité est également un élément clef de la définition que M. de Certeau donne de la stratégie en contraste avec la tactique.

« Elle n'a donc pas la possibilité de se donner un projet global ni de totaliser l'adversaire dans un espace distinct, visible et objectivable. Elle fait du coup par coup. Elle profite des occasions et en dépend, sans base où stocker des bénéfices, augmenter un propre et prévoir des sorties. Ce qu'elle gagne ne se garde pas. Ce non-lieu lui permet sans doute la mobilité, mais dans une docilité aux aléas du temps, pour saisir aux vols les possibilités qu'offre un instant. » ([1980] 1990 : 61)

Si la tactique réduit l'horizon de projection, la stratégie elle, « postule un lieu susceptible d'être défini comme un propre », c'est-à-dire une « victoire sur le temps, qui permet de capitaliser des avantages acquis, de préparer des expansions futures et de se donner une indépendance par rapport à la variabilité des circonstances ».

La présence d'un petit revenu disponible en fin de mois, permettrait donc de s'affranchir de la nécessité et de pouvoir prendre de la distance, dégager un lieu propre pour éventuellement insinuer du jeu et des pratiques stratégiques. Ces pratiques seraient donc l'apanage de la petite classe moyenne, la distinguant de la catégorie des pauvres.

Les « conditions économiques » dont parlent P. Bourdieu sont exprimées ainsi dans la définition du concept de la « petite prospérité »³⁹³ posé par D. Darbon et C. Toulabor :

« [...] l'ensemble des individus qui émergent de la précarité (c'est-à-dire qui satisfont de manière structurelle aux dépenses contraintes et disposent d'un revenu arbitral minimal), sans pour autant être à l'abri d'un déclassement rapide. [...] La notion chinoise de 'petite prospérité' (*xiaokang*) couplée à ces deux critères fournit l'intuition la plus pertinente de cet ensemble en lui conférant une homogénéité.» (Darbon et Toulabor 2011 :7)

Ce lien est au fondement même de l'hypothèse du groupe de recherche sur les « classes moyennes africaines » qui pense que les catégories sociales en sortie de pauvreté seraient un catalyseur ou un prisme du changement social sur le continent.

Bourdieu identifie dans *Les méditations pascaliennes* (en se référant à son travail ethnographique auprès de la communauté kabyle en Algérie) que certains comportements, « [...]comme l'accès à l'opinion, l'accès au choix économique éclairé dans l'acte d'achat, d'emprunt ou d'épargne, a des conditions économiques de possibilité, et que l'égalité en liberté et en « rationalité » est tout aussi fictive dans les deux cas. [...] en deçà d'un certain niveau de sécurité économique, assuré

³⁹³ Ce concept désigne la situation de ménages qui disposent d'un revenu disponible à la fin de chaque mois, qui leur permet d'épargner ou d'investir cet argent pour satisfaire des besoins autres que ceux de première nécessité. Ils ne sont plus dans une logique de survie, au jour le jour. Ils se projettent vers un avenir meilleur, souvent avant tout pour leurs enfants. Ils habitent en milieu urbain et disposent d'au moins un emploi stable par ménage.

par la stabilité de l'emploi et la possession d'un minimum de revenus réguliers, propres à assurer un minimum de prise sur le présent, les agents économiques ne peuvent concevoir ni accomplir la plupart des conduites qui supposent un effort pour prendre prise sur l'avenir, comme la gestion raisonnée des ressources dans le temps, l'épargne, le recours mesuré au crédit ou le contrôle de la fécondité. C'est-à-dire qu'il y a des conditions économiques et culturelles de l'accès à la conduite économique tenue pour rationnelle. » (Bourdieu 1997 :85).

- ✓ Il existe un autre lien qui desserre le déterminisme basé seulement sur les conditions économiques : les pratiques stratégiques seraient une conséquence, non nécessairement consciente, du positionnement social singulier de « ceux du milieu ».

En effet, la stratégie opère dans le cadre de l'habitus, elle en est même son mode opératoire en quelque sorte. Elle fait de l'habitus une « riposte intelligente ». Elle dépend donc également du « sens du placement dans l'espace social »³⁹⁴ de l'acteur.

Par exemple, dans *Les structures sociales de l'économie* (2000 :260-1), on peut lire : « [...] l'habitus n'a rien d'un principe mécanique d'action ou, plus exactement, de réaction. [...] Il est ce principe autonome qui fait que l'action n'est pas simplement une réaction immédiate à une réalité brute mais une riposte 'intelligente' à un aspect activement sélectionné du réel : lié à une histoire grosse d'un avenir probable, il est l'inertie, trace de leur trajectoire passée, que les agents opposent aux forces immédiates du champ et qui fait que leurs stratégies ne peuvent se déduire directement ni de la position ni de la situation immédiates. »

A partir de ces fondements théoriques, nous étendons quelque peu le sens de stratégie³⁹⁵ pour aller vers l'hypothèse que les éléments subjectifs sont aussi importants que les éléments objectifs dans le positionnement de l'acteur social « au milieu ».

³⁹⁴ Selon la définition suivante de l'habitus : « [...] leurs propriétés [des agents], et en particulier leurs préférences et leurs goûts, sont le produit de leur placement et de leurs déplacements dans l'espace social, donc de l'histoire collective et individuelle. » (Bourdieu 2000 :260)

³⁹⁵ Dans le cadre d'une interprétation moins déterministe que celle de P. Bourdieu.

Par exemple, nous avons écrit « pouvoir d'achat » et non « revenu » car la mise à disposition de financements à crédit crée un espace possible de consommation (courante mais aussi achats immobiliers) pour les ménages, un desserrement de la relation de dépendance de certains comportements à certaines conditions économiques.

Notre enquête se basant sur les déclarations de revenus des répondants sans pouvoir (ni vouloir) vérifier leur situation financière « objective », nous avons tendance à penser que c'est surtout parce qu'ils verbalisent leur pouvoir d'achat en « *I can afford* » qu'ils s'auto-positionnent comme « au milieu » ou comme « ni riches ni pauvres » et ainsi adoptent tout une gamme de pratiques de consommation, financières etc.

5.4 Le foisonnement des pratiques financières (épargne, emprunt et crédit)

Les pratiques d'épargne sont un exemple de la multi-positionnalité que nous venons de décrire : nos enquêtés choisissent à la fois le secteur bancaire – donc formel – pour des placements à court-terme (un an quand cela suit le rythme des « *societies* » qui aident à constituer une petite épargne pour des achats conséquents) et/ou à long terme (des plans d'investissement éducatifs souvent), et mobilisent des clubs sociaux semi-informels qui répondent à leur besoin d'épargner tout en ayant une certaine flexibilité et ceci dans un cadre de sociabilité convivial. Nous retrouvons ici encore une grande diversification des moyens et des réseaux sollicités.

5.4.1 Une épargne multiforme

Le schéma ci-dessous est typique de la répartition de l'épargne d'un ménage. Nous avons constaté que l'épargne peut être réalisée aussi bien sur un compte bancaire que *via* des organisations d'épargne entre groupes formés autour d'affinités communautaires, professionnelles, de voisinage ou encore d'âge. Les sommes qui y sont épargnées ont des fonctions diverses : elles constituent une sécurité en cas d'imprévu (hospitalisation, systèmes spécifiques pour l'organisation des

funérailles) ou encore, pour les commerçants et petits entrepreneurs, un capital de départ ou d'investissement.

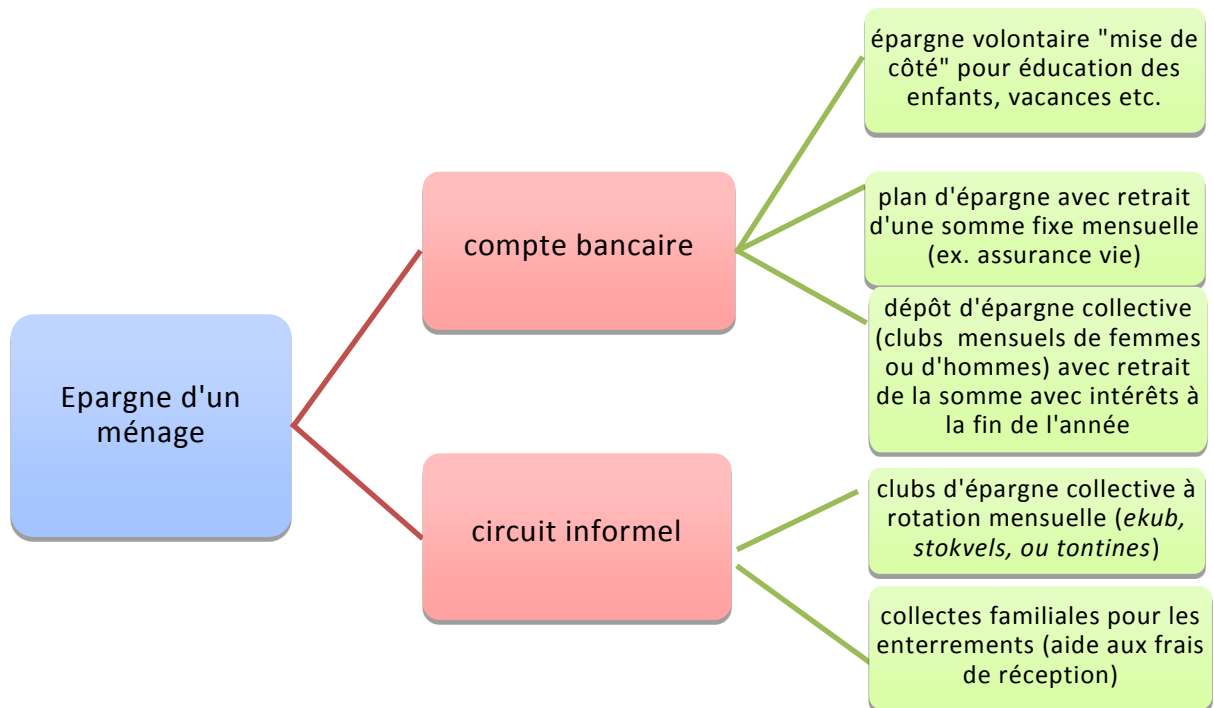


Figure n°19, Répartition schématique des différentes formes d'épargne des ménages du « milieu » reconstituées à partir des entretiens et des analyses croisées avec C. Nallet lors de l'organisation de l'exposition « Classe moyennes en Afrique » au musée d'Aquitaine, source : auteur.

5.4.2 La consommation et l'épargne liées dans les clubs ou « societies »

Nous avons constaté là encore la sollicitation des secteurs informel et formel sur le mode de l'association et de la complémentarité des produits et des institutions. Ces deux secteurs sont étroitement liés dans la nature même des « clubs » que l'on va décrire. En fait, les clubs qui peuvent être informels dans l'organisation, le choix des membres etc. se formalisent avec le recours à un compte bancaire et à des règles (parfois écrites sous forme de règlement).

Nous avons constaté que sur les 37 enquêtés retenus, 13 participent à un réseau d'épargne et/ou d'achats groupés (1/3). Cela concerne aussi bien des hommes que des femmes, souvent les deux sont concernés dans le ménage, par contre les clubs sont le plus souvent exclusivement masculin ou féminin. Nous avons néanmoins participé à une séance où les conjointes des membres du club étaient invitées lors de la partie festive de la réunion mensuelle.

Certains des enquêtés s'y réfèrent en tant que « *stokvels* », d'autres « *societies* », ou encore « *saving clubs* », « *mholisano* » ou « *gooi-gooi* ». Dans deux cas, ces clubs avaient un nom spécifique attribué par leurs membres : « les hommes se réunissent » en sotho pour Kelvin et « ESC » pour le mari de Julian. Le mot « *mholisano* », qui veut dire « faire des remboursements à chacun » en Sesotho ; ou *gooi-gooi* en Afrikaans chez les Coloureds d'Eldorado Park, qui veut dire « jeter à nouveau ». Selon une de nos enquêtés, cette expression désignerait le principe de la rotation mensuelle : « *we throw again the money every month* ». La désignation « officielle » utilisée par exemple par le gouvernement est Rotating Savings and Credit Associations (ROSCAs³⁹⁶). L'acronyme a le mérite d'exprimer la double fonction remplie par ces clubs, qui sera illustrée dans notre enquête : l'épargne collective mais aussi le prêt.

Ces clubs fonctionnent comme des réseaux aux fonctions multiples : sociabilité, consommation groupée et/ou épargne de solidarité.

³⁹⁶ Selon D. Krige (2011), le *stokvel* est présenté dans les discours politiques et les médias comme la forme d'épargne collective « africaine » par quintessence, c'est-à-dire une institution qui serait à la fois indigène et utile pour la mobilisation d'une épargne collective dans les communautés les plus défavorisées.

A. K. Lukhele (1990 :1) définit le *stokvel* comme « une sorte d’union de crédit, ou de groupe d’achat communal, dans lequel un groupe de personnes a convenu de contribuer d’un montant fixe d’argent chaque semaine (quinzaine ou mois) dans une bourse commune, qui sera récoltée à tour de rôle selon les règles du *stokvel* en question »³⁹⁷.

Selon l’anthropologue D. James le phénomène de groupements de travailleurs qui mettent de côté une partie de leur salaire mensuel est un phénomène universel. Leur histoire en Afrique du Sud est bien documentée : d’abord à l’initiative de mineurs issus du même village afin d’aider au rapatriement des corps lors de décès, puis plus tard les femmes auraient constitué des clubs d’épargne rotatifs (James et Rajak 2014 :60) utilisés pour s’auto-discipliner à ne pas dépenser trop rapidement leur argent. Plus récemment, Bähre (2007) documente des clubs mixtes utilisés pour acheter des biens onéreux et pour lesquels certains prêtent de l’argent. D. Krige (2014) a étudié les formes de plus en plus formelles et financiarisées de ces clubs à Soweto.

Les membres participent aux *stokvels* sur la base du volontariat en donnant une contribution financière régulière à un fonds commun pour en recevoir ensuite une partie ou la totalité selon une rotation. Le système encourage et facilite l’épargne et procure à ses membres une ligne de crédit personnelle qui est régulière (donc prédictible) et qui peut servir de liquidité d’urgence ou de capital de départ pour des activités entrepreneuriales.

Une pratique collective en plein essor

Il est estimé qu’environ un quart de la population des adultes « noirs » sud-africains appartient à des *stokvels* (selon le sens générique). (SAIRR 1996 :172) Selon une étude (UCT-Unilever 2013), 12 milliards (1 milliard d’euros environ) transiteraient dans ces clubs auxquels appartiendrait 1 adulte « noir » sur deux en Afrique du Sud. Selon D. James, ces clubs se sont multipliés récemment,

³⁹⁷ “A type of credit union, or communal buying group, in which a group of people enter into an agreement to contribute a fixed amount of money to a common pool weekly, fortnightly or monthly, to be drawn in rotation according to the rules of the particular *stokvel*”.

notamment des clubs de crédit initiés par des fonctionnaires (notamment des femmes, enseignantes et infirmières).

Nous pouvons voir dans cette pratique triviale d'économie pour acheter de la nourriture une façon de prendre le pouvoir sur ses dépenses, une expression de solidarité entre femmes qui partagent les corvées domestiques et peut-être le plaisir d'anticiper et de planifier collectivement les achats de fin de mois ou d'année.

Les *stokvels* de « ceux du milieu »

Parmi les pratiques de nos enquêtés, nous avons relevé trois grandes formes de clubs. Leurs formes varient en fonction de la durée choisie, du mode et de la fréquence de la collecte et de l'organisation d'événements festifs et conviviaux ou non.

- Les clubs d'épargne annuels – souvent destinés à des achats alimentaires en gros en fin d'année – qui n'ont pas nécessairement une composante sociale.

Dans ces groupes, il ne s'agit pas d'une rotation mensuelle mais d'une épargne collective tout au long de l'année en vue des festivités de fin d'année. Chaque mois, l'un(e) des participant(e)s récolte la somme épargnée par chacun(e), somme qui est la même pour tout le monde : entre R100 et R300 (soit €8 à €25). Cette somme est placée sur un compte bancaire³⁹⁸. A la fin de l'année, le total (auquel s'ajoutent les intérêts) est retiré.

A la fin du mois de novembre, soit la somme est distribuée entre les membres du club, soit – et c'était le cas des clubs des femmes rencontrées – la somme est utilisée pour des achats que l'on réalise collectivement en se rendant dans un magasin préalablement identifié (qui souvent a des prix attractifs et des « coupons », bons d'achat). Les produits sont ensuite répartis équitablement entre les participant(e)s. Ce type de clubs sont souvent appelés « *societies* » ou « *groceries saving clubs* ».

³⁹⁸ Les femmes rencontrées nous disent utiliser surtout un compte appelé « *32-day call account* », dont on peut retirer les fonds après 32 jours et sans préavis et qui semble offrir des taux d'intérêts attractifs.

Rethabile (entretien n°7) et Abie (focus group n°2) font toutes deux parties d'une « *society* ». Pour Rethabile, 50 ans, la collecte d'épargne est surtout l'occasion de revoir ses amies d'enfance de Soweto. Elles se réunissent le premier week-end du mois.

« Une fois par mois, je rencontre les dames du club, et c'est par le club que nous échangeons beaucoup de recettes de cuisine. Parfois nous nous voyons à Soweto ou dans l'Eastrand, souvent le samedi ou le dimanche chez l'une d'entre nous, pour se voir »³⁹⁹

Elle nous explique alors que ce groupe a la particularité d'avoir été formé par leurs mères, donc « c'est agréable car nous nous connaissons toutes très bien, nous avons grandi ensemble ».

A voir la réaction des autres femmes – trentenaires – présentes lors du déjeuner qui nous sert de prétexte à l'entretien collectif, cette institution de la « *society* » les fait rire et semble avoir un petit côté suranné : (« *these women, they fight all the times you'll see* »).

Pour Abie, il s'agit d'une incitation à l'épargne pour profiter de prix de gros sur les friandises et préparations des fêtes de fin d'année. Voyons l'échange entre les trois femmes participantes de l'entretien collectif n°3 organisé à Southgate mall :

Abie (bénévole et militante, 45 ans) : « On économise pendant l'année pour pouvoir acheter notre chocolat et des provisions pour Noël là-bas [grossiste de Kliptown]. On met chacune R200 par mois, j'amène l'argent au magasin et il me donne des bons d'achat. On est environ 10, c'est comme un club, donc ça nous fait R22000 sur la carte en novembre. Dans le magasin ils ont de tout : de la literie, des fournitures scolaires, pas seulement de l'alimentation, c'est un grossiste. Le magasin est arrangeant avec nous, ils nous font des réductions sur la carte et on achète de préférence ce qui est en promotion donc chacun va avoir R2200, donc on a plus pour la même somme d'argent. On essaie aussi d'acheter en gros et puis de partager comme ça c'est plus économique.⁴⁰⁰

³⁹⁹ “Once a month I meet with some ladies, it's a club thing, that's where we get some recipes exchange. Sometimes we meet in Soweto or in Eastrand, during Saturday-Sunday, to socialize.”

⁴⁰⁰ “We save during the year so that we can buy our chocolate and Christmas groceries there. I take R200 every month, and my friends do the same and then I bring the money there in a buying card. (like vouchers) We are around 10, it's like a club, so it comes to R22 000 on the buying card in November. In the store they have everything, beddings, stationery for school, apart from groceries, it's a wholesale. The store is accommodating us, so they give you a discount on the card and we buy the specials on discount, so each lady will get R2200, so you get much more for your money. We also try to buy in bulk, and then share so it's economical.”

Carol (enseignante retraitée) : Quand j’enseignais il y a huit ans, on avait un club avec 20 femmes, comme cela. On donnait aussi R200 par mois sur un compte 32-day call avec un préavis. Ce n’était pas un ‘*stockfund*’ mais ça avait le même principe, on partageait aussi les intérêts. On allait faire nos achats à Makro, car on mettait R200 sur le compte et R100 en bons d’achats à Makro. On achetait aussi en gros.⁴⁰¹

Rosa (sa fille, la trentaine) : En fait souvent on n’a pas beaucoup d’argent en février parce qu’en janvier c’est la rentrée scolaire, les fournitures et tout le reste. Donc certaines personnes sont fauchées pour faire leurs courses. »⁴⁰²

- Les clubs d’épargne rotatifs, avec réunions mensuelles.

Ces clubs fonctionnent sur le principe de la rotation et sur une fréquence mensuelle. Chaque mois, chacun des membres contribue à la cagnotte commune d’un montant fixé à l’avance. L’un des membres reçoit alors cette cagnotte et le récipiendaire change chaque mois sur la base d’une rotation.

Par exemple, dans le cas du groupe auquel participe Gary (entretien n°14) – qu’il nomme « *society* » – : ils se sont arrangés à être 12 pour pouvoir tous bénéficier de la cagnotte une fois par an⁴⁰³. Chacun contribue d’un montant de R1500 (environ €150) et ainsi R18000 (€1310) est remis à l’un des membres chaque mois.

Le moment d’échange des sommes d’argent correspond à une réunion physique sur un même lieu des membres du collectif. Un moment formel de réunion est souvent suivi d’un moment festif, dans le cadre d’un repas chez l’un des membres. La responsabilité d’organiser cet évènement incombe à chacun des membres à tour de rôle durant l’année, l’hôte bénéficiant souvent d’une somme d’argent (tirée de la cagnotte mensuelle) pour couvrir une partie des frais. L’hôte est souvent le récipiendaire de la cagnotte mensuelle.

- Les groupes d’épargne pour les enterrements (« *funeral societies* »)

Une fois par mois, Doris (entretien n°4, voir encadré) se rend à Pretoria pour la réunion de leur « *society* », un regroupement familial et un mécanisme financier

⁴⁰¹ “When I was teaching, 8 years ago, we used to have a club with 20 ladies, like that. We also gave R200 a month, a 32-days call account at the bank with a notice deposit. It wasn’t a stockfund but same principle, we would share the interests. We used to buy at Macros, giving R200 at the account and R100 for Macro. We also bought in bulks.”

⁴⁰² “Usually you don’t have a lot of money in February, because it’s school in January, stationery and so many things. Certain people would be picked to go shopping.”

⁴⁰³ C’est en général le cas, car, comme le décrit certains anthropologues, les clubs rotatifs sont dissous à la fin d’une rotation pour ensuite être reconstitués ou non, et il est plus commode de fonctionner pour une période d’un an.

d'entraide entre les membres du groupe. Ils achètent de grands plats et de la vaisselle, ils donnent R20 par mois afin de subvenir aux besoins du foyer touché par un décès et contraint d'inviter un grand nombre de personnes pour les funérailles. C'est une sorte d'assurance décès informelle qui fonctionne bien. C'est aussi l'occasion de se réunir une fois par mois autour d'un repas à Pretoria. Dans les *townships* il est de tradition de cuisiner pour tout le monde et de boire beaucoup me dit son mari. On appelle ça les « *after tears* ». Elle m'explique que les « Blancs » (« *white counterparts* ») eux, ne donnent que du thé ou du café lors des cérémonies d'enterrement.

Entre les contraintes posées par la précarité et la volonté de s'inscrire dans une trajectoire d'amélioration des conditions de vie, nos enquêtés adoptent toute une palette de pratiques stratégiques. Leur chevauchement entre des secteurs habituellement envisagés comme antagonistes (formel et informel, solidarité collective et stratégie individuelle) démontrent une plasticité et une mobilité caractéristiques de ces groupes sociaux en trajectoire d'ascension sociale.

5.5 Les différentes formes de financiarisation des ménages Sud-Africains

Le contexte sud-africain de la démocratisation post-1994 a concordé avec une libéralisation de la consommation à crédit. Selon P. Bond (2013 : 180-4), la croissance de l'économie sud-africaine depuis le début des années 2000, et en particulier celle du commerce de détail, dépend en grande partie de la consommation qui en est le principal moteur. Or celle-ci est financée en large partie par le crédit à la consommation (*consumer finance*) qui se développe de façon peu régulée depuis 1994. Le post-apartheid a en effet été caractérisé par un plus grand accès aux services bancaires de la majorité « noire » de la population.

Un nombre important de travaux tendent à montrer la pénétration de nouveaux acteurs sur le marché sud-africain tels que les services de transactions sur téléphones mobiles, les prêts sur fiche de paie mais aussi des start-ups, des micro-assurances, des prêts hypothécaires « *low-cost* », ou la sécurisation des rémittences

de migrants (Krige 2011, Soederbergh 2015). Certes, ces initiatives démocratisent l'accès au crédit, la bancarisation de ceux qui étaient exclus du marché : les « *Bottom of the Pyramid –BoP* » (Darbon 2012, Prahalad 2004), mais en même temps certains soulignent que « les effets de la financiarisation ont été au détriment de beaucoup de personnes à travers le monde » (Epstein 2005:5).

La finance est conçue à l'origine pour jouer un rôle positif dans le développement économique, accommodant et lubrifiant les systèmes de paiement et distribuant les fonds nécessaires aux investissements productifs. Le marché du logement allonge l'horizon de l'investissement en offrant des prêts de vingt ans aux consommateurs. Au final, un plus grand accès aux services financiers a été déployé après 1994 dans le but d'ouvrir le secteur financier formel à ceux qui en étaient exclus précédemment pour leur permettre de financer leurs projets en toute sécurité, sans être victimes des prêteurs du secteur informel. Néanmoins, il semble que la situation d'endettement des ménages aujourd'hui soit devenue en soi un facteur de précarité.

Le niveau d'endettement privé (des ménages) est déjà élevé en Afrique du Sud. Le taux officiel d'endettement des ménages est de 78,2%⁴⁰⁴ à peu près similaire à celui de la France (82%) mais ce chiffre cache une pratique de crédits informels et dispersés non comptabilisée. Un tiers des consommateurs emprunteraient pour acheter de la nourriture (B. Declercq, FINSCOPE/UNISA 2011 in Mail and Guardian 2012)⁴⁰⁵. Il existerait 60 millions de « comptes », c'est-à-dire de crédits à la consommation, ouverts en Afrique du Sud pour un marché de 19 millions de consommateurs (*ibid.*). Vingt millions de Sud-Africains sont des consommateurs à crédit actifs (sur une population de 53 millions d'habitants). Parmi eux, la moitié est en défaut de remboursement pour une période d'au minimum trois mois (Bond 2015), ce qui confirme l'hypothèse des travaux du groupe sur la petite prospérité (Darbon 2012) d'allers et retours entre petite prospérité et pauvreté qui nécessitent

⁴⁰⁴ Ratio dette/revenu disponible. South Africa Survey 2010-2011, *South African Institute of race relations*.

⁴⁰⁵ B. Declercq, FinScope Consumer Survey (2011), UNISA. « *It is no longer that consumers are borrowing to buy a new car, but to get food on the table. That is why there is an increase in unsecured lending, because it is used for consumption to survive.* »

une analyse en termes de flux et non plus en termes de stocks pour mesurer cette catégorie sociale.

Selon le dernier rapport de l'Institute for Race Relations (SAIRR 2013)⁴⁰⁶, à partir des données obtenues auprès du Régulateur National des Crédits (NCR), la dette totale⁴⁰⁷ des consommateurs sud-africains a augmenté de 19 milliards de rands entre 2011 et 2012. Elle s'élève en moyenne et par personne à R2050. La province du Gauteng est celle où les consommateurs sont les plus endettés⁴⁰⁸, la province contribue à près de la moitié de la dette totale au niveau national.

La description faite par M. de Vaal (Mail and Guardian 2012) a été confirmée par nos expériences de séjours prolongés dans le pays :

« Si vous avez été employé pendant deux mois ou plus et que vous avez plus de 18 ans, vous pouvez avoir un prêt de Qwiek Loans même si vous êtes sur la liste noire. Entrez dans Standard Bank et les agents de guichet portent des tee-shirts marqués de l'inscription « *Need a Loan ?* ». Allumez la télévision et une publicité de « Cash Converters » vous demande : « Avez-vous besoin d'argent liquide instantané ? PayDay Advance est un prêt de liquidité immédiate contre votre prochain salaire ». La musique joyeuse et la voix off vous invite à envoyer un SMS avec simplement le mot « CASH » à un numéro afin de recevoir tout de suite les informations pour recevoir de l'argent immédiatement.

Cela constitue un sujet d'inquiétude dans le pays, un problème inscrit à l'agenda politique depuis la loi qui tente de réguler le Crédit en 2005⁴⁰⁹. Depuis 2011, le mois de juillet est ainsi consacré à l'épargne au niveau national. A cette occasion, le ministre des finances P. Gordhan s'est exprimé pour « inculquer une culture de l'épargne chez les Sud-Africains ».

Or, D. James (2010), dans son enquête sur la richesse, les aspirations et l'endettement, dévoile que les plus touchés par le surendettement depuis 1995 sont « ceux au milieu de l'échelle ». Elle explique pour cela que ceux dont les familles

⁴⁰⁶ Voir le communiqué de presse du SAIRR, le 15 janvier 2013, G. Alexander, <www.sairr.org.za>.

⁴⁰⁷ Cela inclut les prêts hypothécaires, les crédits garantis et non-garantis, les transactions de court terme et les différentes facilités de crédit (cartes d'achat etc.).

⁴⁰⁸ La moyenne de la dette par personne est de R4260 au Gauteng.

⁴⁰⁹ La loi *Credit National Act* confère des droits supplémentaires au client qui doit être informé de toutes les clauses d'un prêt et garanti d'un certain taux d'intérêt maximal. La loi interdit également aux clients qui sont inscrits sur une liste noire de surendettement de souscrire un nouveau crédit et leur recommande de consulter des « conseillers crédit », fonctions créées à l'échelle de chaque circonscription. Cela a eu pour effet de renforcer paradoxalement les prêteurs informels qui sont les seuls vers lesquels les « *black listed* » peuvent se tourner.

étaient déjà dans la classe moyenne possédante ont pu bénéficier d'une certaine expérience de la propriété. Ils sont donc aujourd'hui moins susceptibles de s'endetter, au contraire des familles où l'ascension sociale a été fulgurante, en particulier les nouvelles cohortes d'employés de la fonction publique dans les zones de campagne, qui sont les plus vulnérables.

Une de nos enquêtées, E., (entretien n°11) bibliothécaire à Eldorado Park, nous dit « faire la chasse à ses dettes ». « Nous avons des niveaux de vie en augmentation, et maintenant nous en voulons toujours plus et tout maintenant. La démocratie est une bonne chose mais cela a aussi créé des démons. »

Assiste-t-on à une financiarisation accrue au niveau des pratiques sociales ménages ? Il est difficile de prouver ceci empiriquement dans le cadre de ce travail qui ne comporte pas d'éléments comparaison temporelle⁴¹⁰. Nous ne pouvons donc pas affirmer que les pratiques financières, ou économiques plus largement, que nous avons décrites, sont différentes de celles des mêmes ménages (ou de leurs équivalents en termes de positionnement socio-économique) il y a dix ou vingt ans. Il faut aussi définir précisément ce que l'on entend par financiarisation, un terme très commun dans la littérature pour qualifier l'évolution de l'économie sud-africaine depuis la fin des années 1990 ou le début des années 2000 (Barchiesi 2011, Marais 2011:124-128, James et Rajak 2014 :456-7). L'anthropologue D. James en donne une double définition :

- si l'on se place du point de vue des créanciers, la financiarisation est « un schéma d'accumulation dans lequel la création de profit provient de plus en plus de canaux financiers plutôt que par ceux du commerce ou de la production de marchandises ;
- du point de vue des emprunteurs, cela veut dire qu'ils « sont confrontés quotidiennement avec des nouveaux produits financiers et que ceux qui étaient auparavant profanes en matière d'emprunt et de remboursement sont sommés de devenir 'érudits financièrement', remodelant souvent activement leurs usages de l'argent selon des modèles formels » dans le mouvement que D. Krige a appelé « financiarisation par le bas ».

⁴¹⁰ L'enquête a été réalisée entre 2010 et 2013.

Au sens large, cela signifie la marchandisation croissante de rapports sociaux qui auparavant n'étaient pas monétarisés ou marchands : ils avaient trait à la solidarité ou à la fraternité dans le voisinage, le cercle familial étendu etc. Cela se rapproche du processus que K. Polanyi désigne par « économisme » qui consiste à confondre l'activité économique et l'activité économique marchande. Il en découle l'élimination d'une partie de l'activité économique importante à l'échelle de l'histoire de l'humanité et l'extension artificielle du champ d'application du comportement marchand à des comportements qui n'en relèvent pas (Polanyi 1977 :7). Il pense notamment à l'existence d'interactions sociales institutionnalisées qui assurent la « subsistance des êtres humains » (*livelihood*) sans laquelle aucune société ne pourrait exister. Selon Steiner et Vatin (2013 :7), « ne pas réduire d'emblée l'économique au marché est ce qui permet, aussi, de penser l'expansion des relations marchandes dans les conditions de subsistance des individus. »

Selon un sens plus restreint, financiarisation peut signifier tous les moyens techniques consistant à reporter dans le futur proche ou lointain le coût d'une décision économique : « *finance* » en anglais, c'est-à-dire les outils de prêts et de crédits qui deviennent de plus en plus complexes. Selon Ossandon (2012 :88), « le développement de la titrisation a rendu possible l'expansion du crédit à la consommation en étendant ce dernier aux segments les plus pauvres de la population [...] ».

Ces outils financiers peuvent être institutionnalisés mais aussi communalisés dans le secteur informel comme nous l'avons vu avec l'usage très populaire des « *stokvels* », sortes de tontines sud-africaines.

D. Krige affirme que les jeux d'argent et les pratiques de prêts informels ont toujours été présents dans Soweto tout comme D. James souligne que les pratiques de prêt d'argent étaient déjà en place au tournant du XIX^{ème} siècle en Afrique du Sud. Selon nous, un facteur d'évolution est néanmoins notable et il est commun à de nombreuses économies globalisées. Il concerne la monopolisation croissante de ces « jeux financiers », qui sont à la frontière des secteurs formel et informel, par les institutions bancaires et les établissements de crédit sur le marché du prêt et de l'épargne.

L'ambition du « *gap housing* » que nous allons découvrir dans le dernier chapitre de la thèse est précisément de « financiariser » un segment de marché, c'est-à-dire des ménages, qui n'ont normalement pas accès à ce type d'outils financiers.

Conclusion du chapitre 5

Une tension structurante

Nous avons décrit les pratiques sociales qui participent de l'économie du ménage : consommation, emplois, gestion des ressources financières. Le fil directeur qui apparaît lors de l'analyse de ces pratiques est le principe du multi-positionnement. Celui-ci est en effet appliqué au quotidien. Caractéristique des comportements individuels, il en vient, de par sa récurrence, à caractériser le groupe social dans son ensemble tout en délimitant son espace de déploiement.

Nos enquêtés du « milieu » jouent sur plusieurs tableaux. C'est en faisant preuve d'inventivité (cf. Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*) et en pratiquant la multi-positionnalité qu'ils arrivent à cumuler des revenus, des moyens d'épargne et de crédit et ainsi maintenir voire augmenter leur niveau de vie (tout en restant sur le fil de la précarité). Ces jeux combinent des mondes souvent analysés à tort comme antinomiques : les secteurs informel et formel, la tradition et la modernité, l'institutionnel et les réseaux de solidarité. On trouve ces différents registres combinés au sein des pratiques stratégiques d'un même ménage, dans la grande majorité de nos enquêtes de terrain.

Nous avons tenté de relever les pôles principaux entre lesquels les ménages rencontrés oscillent.

– Entre les secteurs qualifiés dans la littérature de « formel » et d'« informel » : 80% des familles rencontrées disposent d'un revenu d'appoint constitué par un « business » informel : vente de pâtisseries ou de « tupperware » au domicile, petite entreprise de taxis, ou représentant pour une marque de cosmétique. La plupart ont une deuxième voire une troisième source de revenu (même peu rémunérée) en sus d'une activité salariée. Cette stabilité conférée par le contrat de travail semble indispensable au statut de « ceux du milieu ».

– Entre l'épargne et/ou l'investissement et la consommation. Ce sont aussi des ménages qui ont un sens acéré de l'économie, « faire plus avec moins » est une qualité souvent mentionnée par les femmes de foyers. Il s'agit donc d'être organisé, de suivre scrupuleusement les nouvelles promotions, mais tout en passant beaucoup de temps à consommer. La consommation est pour eux un loisir,

notamment parce qu'il s'agit de se rendre dans un *mall*, qui est un lieu de socialisation et de loisirs en soi.

– dans l'allocation des ressources financières entre les ascendants et les descendants, qui correspond à une projection vers le passé et/ou en même temps vers le futur des enfants que l'on souhaite meilleur.

Bien que caractérisé par l'adoption de tactiques et stratégies, l'horizon de « ceux du milieu », tant social, symbolique et temporel, reste limité par des contraintes et le pragmatisme d'un quotidien que l'on doit améliorer. Il faut travailler, et travailler encore le week-end et le soir, épargner et satisfaire aux demandes familiales et sociales requises par ce nouveau statut.

Chapitre 6

Catégorisation et financiarisation de « ceux du milieu ». La politique du « *gap housing* » et ses effets



Figure n°20, vente de maisons du promoteur Cosmopolitan à Maponya mall, Soweto, source : auteur, cliché pris le 11 janvier 2013.

Deux lectures superficielles et erronées peuvent être faites à propos de Soweto aujourd'hui, explique la sociologue C. Ceruti : « Y voir le mythe du bidonville surpeuplé construit par l'apartheid, ou bien remplacer ce mythe par un autre » (Ceruti 2013 :55) : celui formé par les nouveaux centres commerciaux⁴¹¹ aux enseignes de luxe et les routes rénovées qu'empruntent les « *buppies* » (The Economist 2007)⁴¹² le week-end au volant de leurs voitures de marque. Le

⁴¹¹ Le centre commercial de standard américain est appelé « *mall* » en Afrique du Sud. L'un des plus grands du pays, Maponya Mall a été construit au cœur de Soweto par un riche magnat de l'immobilier qui lui a donné son nom et inauguré par Nelson Mandela lui-même en 2007.

⁴¹² Terme de connotation péjorative issu de la contraction de « *black* » et « *yuppies* » pour désigner des individus « noirs » au niveau de vie élevé exerçant des professions intellectuelles et supérieures, habitant dans des banlieues huppées. Cf. The Economist 2007.

développement urbain de Soweto est très inégal. Les deux réalités décrites précédemment co-existent dans un « espace tout à la fois pauvre et riche, dangereux et accueillant, attractif et répulsif » (Guinard 2015), ainsi qu'un entre-deux plus nuancé.

Dans cet entre-deux, Soweto s'étend. Si, à la fin des années 1990, la géographe Claire Bénit-Gbaffou pouvait parler de « densification » plutôt que d'extension des périphéries sud de Johannesburg⁴¹³, aujourd'hui, ce constat doit être réactualisé.

Soweto est souvent présenté comme le plus vaste *township* d'Afrique du Sud (Alexander *et al.* 2013 :1). Il est le lieu d'habitat de 1,3 million de personnes⁴¹⁴. Parmi ceux-ci, 65% d'entre eux sont propriétaires d'une petite maison en dur.

La périurbanisation, processus quasi généralisable aux grandes et moyennes villes du monde, se constitue notamment par le biais des stratégies résidentielles, que celles-ci soient totalement ou partiellement désirées (Dorier-Apprill et Gervais Lambony 2007 : 97). Et en effet, on observe qu'une grande partie des habitants de Soweto décident de rester dans l'ancien *township* ou ses environs. En conséquence, les formes d'habitat se diversifient. La carte ci-dessous représente l'extension de la surface bâtie à Johannesburg (les contours de la métropole apparaissent en noir) : en vert les surfaces bâties en 1991, en rouge les surfaces bâties additionnelles en 2009.

⁴¹³ « Au sud, et notamment à Soweto, les *townships* planifiés par l'apartheid se sont densifiés plus qu'ils ne se sont étendus dans l'espace ».

⁴¹⁴ Selon le dernier recensement de 2011 (Stat SA) : superficie : 200.03 km² Population: 1 271 628.

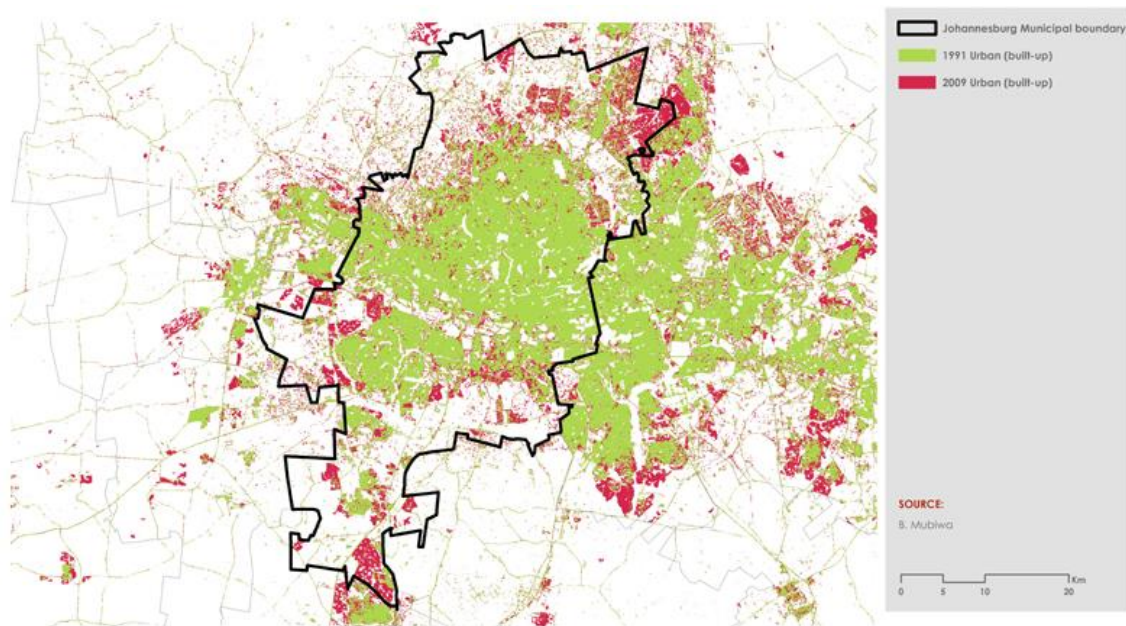


Figure n°21, « Surfaces bâties à Johannesburg : 1991-2009 », source : Gauteng City-Region Observatory.

Les périphéries urbaines, autrefois volontairement laissées en friche, ou servant de lieux de relégation des populations indésirables dans les villes, sont aujourd'hui un lieu d'expansion et de changement de la ville. Parmi d'autres développements (et notamment les complexes de « *townhouses* » pour classes moyennes, Chipkin 2012), on observe la construction rapide de lotissements pavillonnaires à bas coûts (Bénit-Gbaffou 2000) concourant à une forme de « suburbanisation » de Johannesburg (Mabin, Butcher et Bloch 2013)⁴¹⁵.

Depuis le début des années 2000, les programmes de « *gap housing* » – littéralement « logement du vide » ou « de l'intervalle » – créent toujours plus de lotissements à bas coûts en périphéries, repoussant la limite externe de la métropole de Johannesburg au-delà des *townships* construits dans les années 1950. Ces développements sont visibles en bordure sud-ouest (Protea Glen, Devland) et nord-ouest (Bramfischerville) de Soweto, ainsi qu'ailleurs dans la province du Gauteng : Cosmo City à la périphérie de Pretoria, Vosloorus à Ethekwini etc.

⁴¹⁵ Ce phénomène ancien, repéré aux Pays-Bas au XVII^{ème} siècle, désigne le mouvement des classes aisées vers la périphérie rurale des villes. Il devient courant pour les classes aisées d'avoir une propriété secondaire en dehors de la ville. Le courant est conceptualisé à la fin du XIX^{ème} siècle par un urbaniste britannique sous le nom de mouvement de la cité-jardin (*Garden city movement*). Il s'exporte aux Etats-Unis dans les années 1950 et dix ans plus tard en Europe. Et avec lui se développe un nouveau mode de vie où les trajets quotidiens conséquents entre le lieu résidentiel, le lieu de travail et les lieux de consommation sont réalisés grâce à l'usage d'une voiture individuelle.

Nous avons choisi un de ces quartiers comme étude cas et lieu d'enquête au moyen notamment d'un séjour en observation participante de longue durée. Protea Glen nous a semblé emblématique du nouveau paysage en construction en périphérie de Soweto. Des centaines de maisons s'érigent en ligne chaque mois, regroupées par extensions, qui sont des unités composant le quartier, équivalentes à un lotissement (en couleur sur la carte ci-dessous). Les extensions de Protea Glen sont actuellement en train de passer la vingtaine : l'extension 28 était construite en janvier 2013, l'extension 29 et 30 étaient déjà en préparation par les promoteurs immobiliers (cf. carte ci-dessous).



Figure n°22, « proposition d'extensions du township (sic) de Protea Glen, extension 21 », source auteur, cliché pris dans le bureau de Township Realtors à Protea Glen, le 10 janvier 2013.

Nous proposons donc une étude de cas réalisée à partir d'une étude ethnographique d'un quartier présenté par ses promoteurs et les médias comme la « nouvelle banlieue » où réside la « nouvelle classe moyenne noire » de Soweto.

A cette échelle, nous avons pu observer la mise en application des principes du « *gap housing* », les différents acteurs qui entrent en jeu au moment de la construction et les parcours d'accès la propriété à crédit des ménages primo-accédants. De nouvelles extensions étaient en construction au moment de notre séjour, alors que certaines venaient d'être construites dans les cinq dernières années, nous donnant ainsi un terrain d'observation des différentes étapes de la structuration des quartiers ou extensions et, éventuellement, des différents profils sociologiques de leurs habitants.

L'échelle microsociologique permet de poser les questions suivantes : En quoi la politique du « *gap housing* » participe de la cristallisation d'une identité de « ceux du milieu » ? Quel est l'impact de celle-ci sur la trajectoire sociale, le sens du positionnement et les pratiques sociales des primo-accédants ?

6.1 Le marché du « *gap housing* ». Contexte, enjeux et impact de l'accès à la propriété à bas coûts

6.1.1 Le contexte : un modèle sud-africain de politiques de logement tournées vers la propriété



Figure n°23, une rue de l'extension 28 récemment construite, Proeta Glen, source : auteur, cliché pris en février 2013.

« L'accès au logement se fait par la propriété en Afrique du Sud »⁴¹⁶. Cette phrase prononcée par un acteur du secteur des politiques de logement sud-africaine trouve un prolongement dans les chiffres ci-dessous.

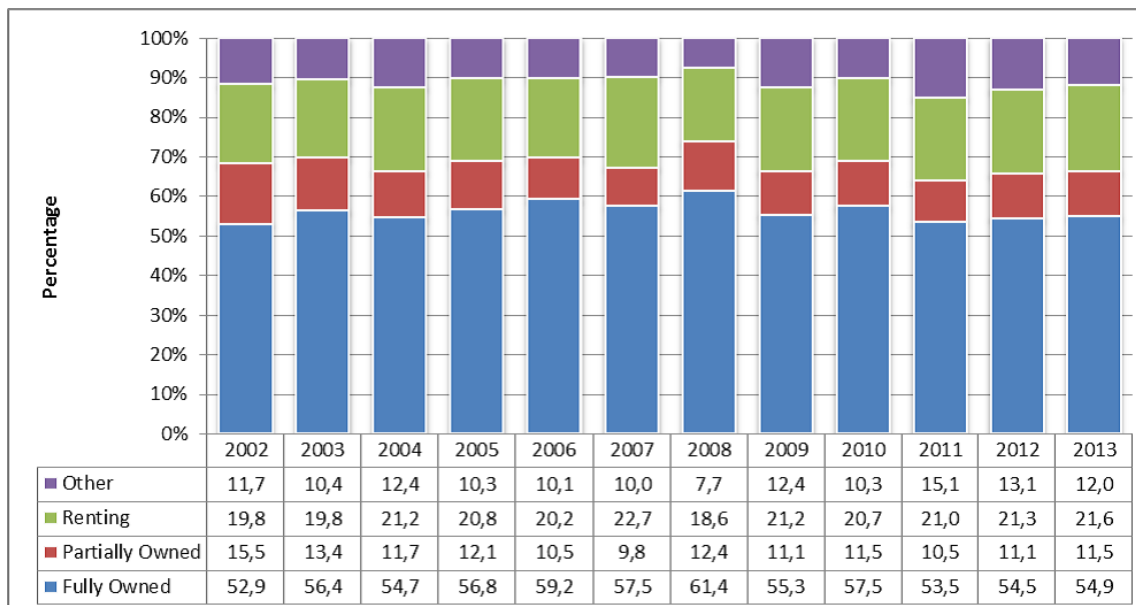


Figure n°24, les formes de régime d'habitation en Afrique du Sud depuis 2002, source : Statistics South Africa, General Household Survey, 2013.

⁴¹⁶ Entretien avec G. Lebris, chargé de mission à l'Agence Française de Développement à Johannesburg, le 14 novembre 2012.

En Afrique du Sud, le statut de propriétaire est le régime foncier le plus répandu et ceci est une constante. Ils sont 55% à être « totalement » propriétaires de leur logement, chiffre auquel on peut rajouter 11,5% de propriétaires en cours de remboursement de prêt. Ces chiffres sont à peu près stables depuis le début des années 2000.

La location a en effet mauvaise réputation chez nos enquêtés, elle n'est vue que comme temporaire ou un pis-aller. La propriété est devenue un idéal partagé autant par les ménages mal logés ou en trajectoire d'ascension sociale, que par les acteurs de la politique du logement depuis la fin des années 1980 (cf. annexe 4). Le statut de propriétaire (foncier et immobilier) était interdit aux « Noirs » jusqu'en 1986 dans les zones urbaines déclarées « blanches » Et c'est ce statut de propriétaire que le gouvernement a souhaité favoriser dans sa réponse à la grande pénurie de logements en 1994 (cf. annexe 4).

« L'évolution qui va de l'interdit de la propriété pour le plus grand nombre, entraînant la suprématie du locatif parapublic [1958-1986], à la valorisation de la propriété privée et au désengagement des pouvoirs publics au profit d'investisseurs privés [depuis 1986], caractérise la politique du logement sud-africaine. »⁴¹⁷ (Morange 2006a)

Nos enquêtes de terrain et la lecture de la littérature nous informent que le logement est un moyen important mis au service de l'intégration de la population « noire » depuis 1994. Il est devenu un droit opposable inscrit dans la Constitution en 1996. L'accession à la propriété immobilière est un domaine où la transition démocratique a eu une réalité concrète pour les « nouveaux » citoyens « noirs ».

6.1.2 La délimitation d'une situation de « gap » comme accès défailant à la propriété

Depuis 1994, selon le ministère du logement, l'Afrique du Sud aurait construit 2,355 million de maisons subventionnées « RDP » (Rust 2011 :iv). C'est une intervention conséquente de l'Etat, dont l'ampleur est « inédite

⁴¹⁷ M. Morange décrit les évolutions de la politique du logement en Afrique du Sud jusqu'en 2003, nous nous contentons de tenter de synthétiser ses analyses, pour apporter ensuite notre éclairage depuis le niveau d'un ménage et ses stratégies financières ainsi que les effets aliénants du parcours vers l'achat à crédit d'une maison aujourd'hui.

internationalement » (Rust 2011). Or, vingt ans de politique de fourniture de maisons gratuites pour les plus pauvres, malgré les difficultés de la mise en œuvre et les contournements (ventes illégales de maisons), a créé un biais dans le marché de l'accession à la propriété immobilière. La politique de subventions a classiquement fixé un seuil de revenus mensuels (de R3500 - €255) qui exclut ceux qui le dépassent de peu.

C'est par rapport à ce biais ou à cette défaillance que les acteurs de la politique ont défini le « *gap market* ». Le terme même de « *gap* » désigne bien un défaut, soit l'écart entre d'un côté, les unités résidentielles fournies par l'Etat (un coût de R100 000 mais gratuit pour le ménage) et les maisons construites par le secteur privé conventionnel (pas moins de R400 000). Le « *gap market* » est composé des ménages qui gagnent à peine trop pour se voir offrir un logement gouvernemental mais pas assez pour être propriétaire.

Cette catégorie de ménages (issue d'un problème d'accès à la propriété) est « apparue » dans l'agenda politique à l'issue du changement d'approche de la politique du logement sud-africain. Dans les années 1990, l'objectif principal était la réparation auprès de ménages qui avaient été discriminés historiquement dans leur accès à un logement décent. Plus récemment, la tendance est celle de la « normalisation » du marché telle que nous l'avons décrite plus haut. K Rust décrit l'évolution de l'approche étatique dans un rapport rendu au Ministère du Logement : « la politique publique a commencé par appréhender le logement comme un capital social, dans quel cas les distorsions du marché apparaissaient moins comme une priorité, pour maintenant voir le logement comme un capital financier » (Rust 2011 :v).

A force de se concentrer sur la catégorie des plus pauvres, le régime d'aides étatiques a exclu ceux qui se situent juste au-dessus : ni très riches, ni très pauvres.

6.1.3 Les enjeux politiques de la délimitation du « gap »

La dualité du marché immobilier sud-africain est souvent représentée sous la forme d'une échelle ou d'une pyramide, dont certains barreaux ou échelons manqueraient (voir schéma ci-dessous). Cette image est renforcée par les expressions créées pour

qualifier le « milieu manquant » (Rust 2011), ou l'expression « *gap housing* », c'est-à-dire « le vide » du marché du logement.

Il est défini précisément par les experts du secteur au moyen d'un critère de revenu : les ménages concernés disposent de revenus mensuels entre R3500 (€255) et R12000 (€870) environ dans la province du Gauteng. Or, notre catégorie d'analyse (identifiée dans la 1^{ère} partie) du « milieu réel » est incluse dans le « gap » puisque nous l'avons défini par des revenus mensuels par individu entre R6000 (€440) et R15000 (1100€).

La particularité de la catégorie de ménages ciblée pour le logement « *gap* » est qu'elle est le résultat :

- d'un ciblage de l'Etat qui, au moyen d'une subvention d'aide au prêt hypothécaire, crée une nouvelle catégorie de bénéficiaires primo-accédants et les incite à accéder à la propriété. Cette subvention aux particuliers étant accompagnée d'aides incitatives auprès des acteurs financiers du secteur immobilier pour adapter leur offre à ces ménages peu solvables ;
- d'un ciblage des banques qui souhaitent, selon les termes du responsable à FNB que nous avons rencontré, « créer un nouveau marché ». En fait, il s'agit plutôt d'accéder à un nouveau marché rendu solvable par les dispositifs réglementaires de l'Etat et ses politiques d'aide à l'accès au logement bénéficiant à des ménages qui autrement ne pouvaient pas investir. Ceci en restant dans le haut du marché (défini par la limite des R10 000 par mois pour un ménage) afin de s'assurer du remboursement des prêts hypothécaires ou du moins, le recouvrement (souvent par la revente du bien immobilier).

Le schéma ci-dessous est extrait d'un rapport⁴¹⁸ préparé par deux expertes K. Rust et A. Steedley (2013) du « Centre for Affordable Housing Finance » qui conseillent le ministère du logement sud-africain. Le schéma présente les différentes aides étatiques et les offres idoines du marché en fonction des revenus mensuels des ménages. Ceux qui sont « en dessous » du marché conventionnel (appelé ici « *regular market* »), car leurs revenus sont insuffisants pour y avoir

⁴¹⁸ Ce rapport a été présenté lors d'une conférence (*International Housing Solutions Industry Conference*) le 19 septembre 2013 à Johannesburg.

accès sans être aidés, dont les revenus sont en dessous de R15000 (€1100) par mois, représentent l'ensemble du marché du logement dit « *affordable* ». Selon le rapport, ceux-ci représenteraient 88% des ménages sud-africains. Ceux dont les revenus mensuels dépassent R15000 (€1100), considérés comme le marché régulier, ne sont donc pas concernés ici⁴¹⁹.

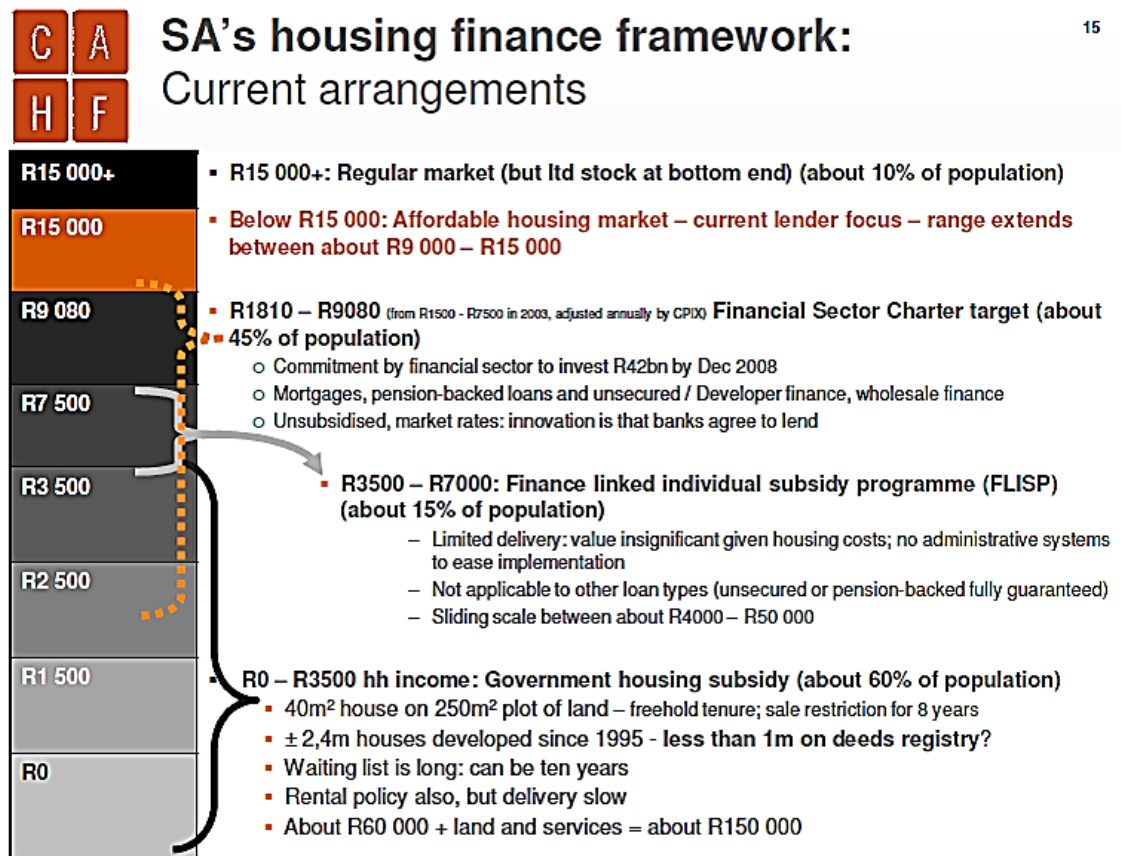


Figure n°25, “schéma du financement sud-africain du logement”, source: rapport de K. Rust (2011), Centre for Affordable Housing Finance.

Les revenus en-dessous de R15000 : le marché « affordable »

Selon le rapport pré-cité, le marché « *affordable* » inclut le secteur du logement subventionné par le gouvernement, le « *gap market* », le stock nouveau et ancien. Les proportions de ce marché sont considérables et elles augmentent chaque année.

⁴¹⁹ Par ailleurs, la lecture du schéma nous apprend que les ménages dont les revenus sont inférieurs à R3500 par mois, qui constituent 60% de la population environ, sont éligibles à une subvention gouvernementale au logement qui prend la forme de la fourniture de terrains à construire ou de maisons « RDP » (maintenant appelé *Building New Ground*).

Selon FinMark Trust⁴²⁰, 58% des propriétés résidentielles (soit 3,8 millions de propriétés) enregistrées en Afrique du Sud ont une valeur inférieure à R500 000 (autour de \$70 000) et appartiennent donc au marché « *affordable* ».

47% de ces propriétés se situent dans des anciens *townships* et ce marché est considéré comme l'un des plus dynamiques par les experts immobiliers. Les quatre banques principales opérant sur le marché sud-africain (ABSA, Nedbank, FNB et Standard Bank) y sont actives depuis le début des années 2000. En ce qui concerne les prêts hypothécaires, Absa est celle qui en octroie le plus grand nombre, suivie de Standard Bank, Nedbank puis FNB.

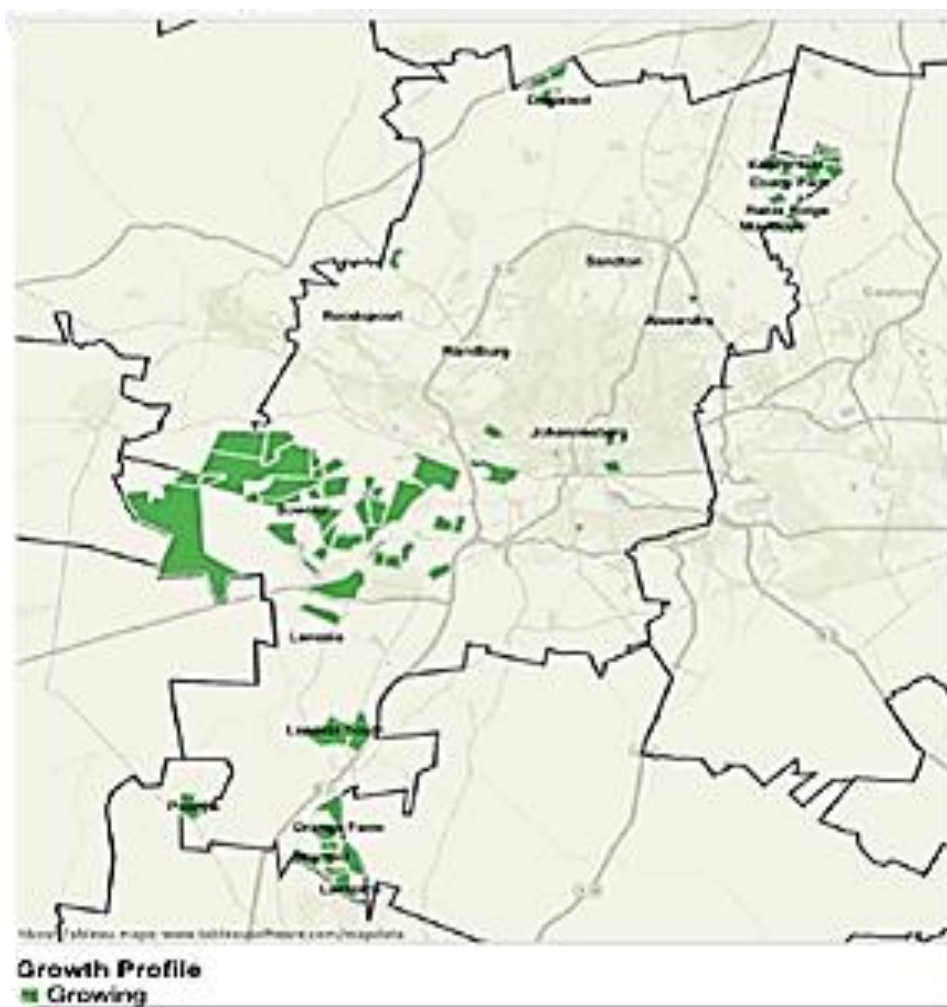


Figure n°26, « la croissance des banlieues « *affordable* » à Johannesburg », source : Steedley 2014.

⁴²⁰ <http://www.finmark.org.za/blog/in-the-media/most-properties-in-south-africa-fall-in-affordable-housing-market/>, consulté le 19/09/14.

Sur le schéma ci-dessous, apparaissent en vert les banlieues où le prix moyen des propriétés immobilières est inférieure à R500 000 (selon la définition du secteur « *affordable* ») dont le taux de croissance est supérieur à celui de Johannesburg. Celles-ci sont situées en grande majorité au sud-ouest du centre-ville de Johannesburg, à Soweto et même à l'ouest du *township* (là où se situe Protea Glen) ainsi que plus au sud à Lenasia (ancien *township* pour les « Indiens ») et à Orange Farm. Pour avoir une échelle en termes de distance, Orange Farm se situe à une cinquantaine kilomètres de Johannesburg.

L'identification récente du « gap » au sein du marché « affordable »

Sur le schéma présenté en figure n°25, parmi la catégorie « *affordable* » apparaît en orange la tranche de revenus entre R9080 (€660) et R15000 (€1100) avec la mention : « déjà la cible des prêteurs ».

La nouvelle cible, celle qui doit être au cœur du prochain ciblage des maîtres des finances est illustrée par les pointillés orange et correspond à ce que certains appellent le « *gap* » : ceux qui seraient oubliés par le marché conventionnel car considérés non-solvables et peu ciblés par les politiques publiques d'aide au logement car au-dessus du seuil des R3500 (€255) par mois au-delà duquel les maisons « RDP » ne sont pas distribuées.

Cette catégorie du « *gap* » inclut donc la quasi-totalité du marché dit « *affordable* » en omettant la tranche la plus haute et celle la plus basse. Les ménages concernés ont des revenus compris entre R1810 (€130) à R9080 (€660) et représentent 45% de la population sud-africaine. La mention « cible de la charte du secteur financier » apparaît pour la désigner. En effet, le secteur financier s'est engagé en 2013 à s'adresser à ce marché (avec l'aide de l'Etat). On peut lire sur le schéma :

- « – engagement du secteur financier à hauteur de 42 milliards
 - prêts hypothécaires, prêts non-sécurisés, financement par les promoteurs
 - des taux au prix du marché non subventionné ;
- « L'innovation est que les banques acceptent de prêter ».

Nous apprenons ainsi (et cela sera confirmé par notre interlocuteur à FNB) que ce sont les principales banques sud-africaines qui sont à l'initiative du ciblage de financement sur la catégorie du « *gap* » au début des années 2000.

En effet, les prêteurs professionnels ont été échaudés par la spirale du surendettement apparue dans les années 1980, avec l'émergence d'un marché immobilier dans les *townships* : à cette époque les banques et les promoteurs sacrifièrent leur prudence habituelle et investirent le domaine des prêts de plus de 40 000 rands. Leur imprudence, conjuguée à la hausse des taux d'intérêts au début des années 1990 a favorisé le surendettement des ménages. Le *redlining* officiellement aboli après la fin de l'apartheid, est demeuré vivace et les critères d'accès au crédit immobilier sont redevenus très stricts (Kotze & van Huyssteen, 1991 (Morange 2006 :208)

En octobre 1994, un « *Record of Understanding* » a été signé entre l'Etat et les prêteurs privés. En 1997, ils ont effectivement prêtés 6 milliards de rands, mais surtout à des ménages dont les revenus dépassaient 3500 rands, donc exclus des aides publiques. Puis en 2003, les principales banques sud-africaines signent une Charte du secteur financier, puis un accord avec les autorités gouvernementales en 2005, dans laquelle elles s'engagent de façon proactive à investir 42 milliards de rands dans des crédits hypothécaires de ce « *gap market* » d'ici 2008.

L'Etat se trouve maintenant dans un rôle de facilitateur afin d'encourager les acteurs du secteur privé à investir sur ce segment de marché et favoriser la solvabilité des ménages.

Selon F. Hervé (2009 : 100-1), le gouvernement intervient en facilitant l'achat de deux types de maisons pour lesquelles les ménages engagent un crédit : les maisons « *credit-linked* » et les maisons « garanties » (*bonded*). Pour les deux, le secteur bancaire intervient en proposant des emprunts. Pour les « *credit-linked* », les ménages doivent gagner entre R3500 (€255) et R7500 (€550) par mois et le gouvernement leur verse une subvention directe qui doit servir de capital de départ (garantie), couvrant ainsi une partie du risque financier engagé par le ménage (et les banques).

« De cette manière, le gouvernement recherche, à travers des maisons subventionnées, soit en partie, soit en totalité, à développer la propriété immobilière parmi les ménages à revenus faibles ou moyens. »⁴²¹ (Hervé 2009 : 100-1).

Une politique similaire à celle de la France depuis les années 1970 selon l'auteur. M. Morange parle de l'idéologie de l'Etat « facilitateur » (Morange 2006 :341-2) qui délègue ses fonctions de constructeur et de bailleur aux secteurs privé et associatif et se contente d'encadrer et de stabiliser l'environnement financier et juridique. Le rôle de l'Etat n'est pas seulement celui d'un facilitateur mais aussi d'un acteur qui structure fortement le marché par le biais d'engagements financiers.

Nous percevons la volonté du gouvernement de reprendre l'initiative tout en établissant un partenariat avec les banques dans le discours de la ministre en charge du logement. En décembre 2008, la ministre L. Sisulu se dit confiante d'avoir réussi à engager le secteur bancaire à financer le logement à bas coût. « Des chiffres encore non-audités aujourd'hui indiquent que les banques sont en voie d'atteindre leurs engagements. Des contrats sociaux tels que celui-là sont vitaux pour relever le défi du logement sur tous les fronts. Le gouvernement est engagé à jouer un rôle de leader, mais il ne peut le faire seul – le secteur privé doit y mettre du sien. »⁴²²

Ce n'est donc pas tant le retrait de l'Etat de la question du logement qui est en cours en Afrique du Sud qu'une redéfinition de ses modalités d'intervention dans un secteur de politique publique créé en cogestion.

Dominé par des acteurs du secteur privé (banques, assurances et promoteurs) mais « mis en forme » par l'Etat, le « *gap housing* » correspond aux caractéristiques du marché de la maison individuelle que P. Bourdieu (2000) décrit comme :

« [...] le produit d'une *double construction sociale*, à laquelle l'Etat contribue pour une part décisive : construction de la demande, à travers la production de dispositions individuelles et, plus précisément, des systèmes de préférence individuels – en matière de propriété ou de

⁴²¹ “In this way, the government seeks, whether through entirely, partially or not subsidized houses, to promote home ownership among low- and middle-income households.”

⁴²² “Unaudited figures at present indicate that the banks are on track to meet their commitments. Social compacts like this one are vital to meet the housing challenge on all fronts. Government is committed to playing a leading role, but it cannot do it alone – the private sector must come on board.” (Engineering News)

location notamment – et aussi à travers l’attribution des ressources nécessaires, c’est-à-dire les aides étatiques à la construction ou au logement définies par des lois et des règlements ; construction de l’offre, à travers la politique de l’Etat (ou des banques) en matière de crédit aux constructeurs qui contribue, avec la nature des moyens de production utilisés, à définir les conditions d’accès au marché, [...]. »

En effet, le marché du « *gap housing* » suit des règles précises et répond à des incitations financières qui sont initiées par l’Etat sud-africain. Le résultat a un impact considérable sur l’offre de logements – qui privilégie actuellement l’accès par la propriété plutôt que par la location – et sur le type de maisons disponibles, leur emplacement (en fonction du prix des terrains) etc. La standardisation du stock proposé est le résultat d’une politique de construction à grande échelle et à coûts réduits. Ces éléments de contrainte dictés à la fois par le marché et par la politique gouvernementale se retrouvent exprimés dans les parcours d’accès à la propriété de « ceux du milieu » que nous avons interrogés à Protea Glen (cf. 6.4).

Depuis le 1^{er} avril 2012, et tel que l’a annoncé le président Zuma⁴²³, la subvention étatique de soutien aux accédants inclut les ménages aux revenus allant jusqu’à R15 000. L’objectif du programme est de favoriser l’accès au crédit immobilier. Selon la brochure officielle du ministère du logement, la mesure s’adresse aux ménages de cette catégorie de revenus qui n’ont pas pu accéder à un prêt immobilier classique et pour lesquels « la fourniture de logement est limitée » (Department of Housing 2013 : 19). Les candidats retenus se voient proposer deux types d’aides :

- l’allocation d’un terrain viabilisé vacant par l’intermédiaire du Programme Integrated Residential Development (IRDP).
- une subvention pour ceux dont les revenus se situent entre R7001 (€510) and R15000 (€1100) par mois et qui ont des difficultés à payer les traites de leur prêt immobilier. La subvention est versée en une fois au particulier et non à une institution financière. Elle ne s’applique qu’à ceux qui n’ont jamais eu d’aides similaires de l’Etat.

⁴²³ Ceci a été annoncé par le président Jacob Zuma lors du Discours sur l’Etat de la Nation le 9 février 2012 amorçant le début d’une mise à l’agenda politique de cette catégorie de « ceux du milieu ».

La petite phrase qui apparaît sur le schéma de la figure n°25 – « l’innovation réside dans le fait que les banques acceptent de prêter » – résume bien la philosophie de ce qui a été appelé le « *gap market* » depuis une dizaine d’années et qui consiste à favoriser l’accès au marché immobilier financé à crédit aux ménages modestes, qui sont normalement considérés comme non solvables par les banques. C’est aujourd’hui un des objectifs du gouvernement : les ménages doivent être aidés à « dépasser la barrière du capital de départ, et ainsi accéder aux prêts hypothécaires pour l’accession à la propriété ». (Department of Housing 2013)

6.1.4 L’ascension sociale par capitalisation immobilière : le rôle de la propriété selon la théorie du « gap housing »

Nous l’avons vu dans le schéma du secteur « *affordable* » dans le point précédent les différentes catégories de ménages sont représentées sous une forme d’échelle graduée (avec un code couleur du plus clair au plus foncé) en fonction de leurs revenus et de leur différents accès au logement.

Lorsque nous avons rencontré le responsable du secteur du « *gap housing* » au sein d’une des grandes banques sud-africaines⁴²⁴(FNB), celui-ci nous a expliqué la catégorie ciblée en dessinant une pyramide à trois segments que nous reproduisons ci-dessous.

⁴²⁴ Entretien avec l’adjoint au directeur du secteur « *affordable housing* » de la banque FNB, Sibusiso Ndlovu (cf. Annexe 1).

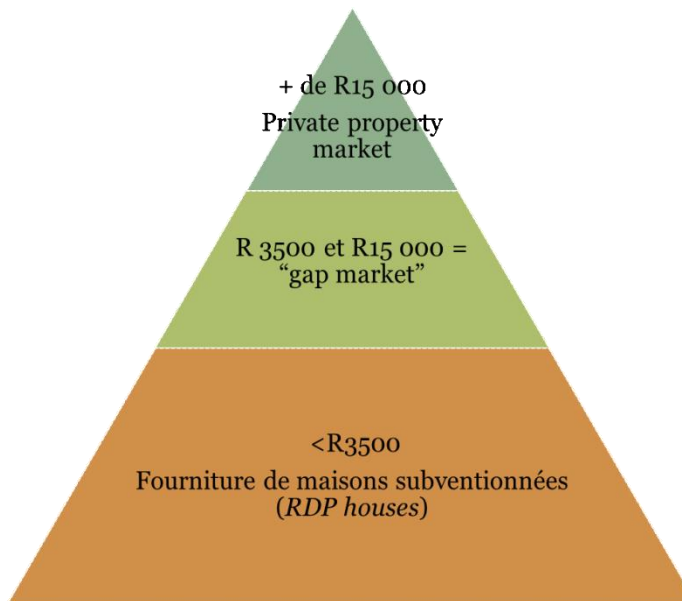


Figure n°27, reproduction du dessin effectué par M. Marais en entretien, réalisation : auteur.

L'image d'une pyramide ou d'une échelle suggère l'idée d'une progression vers le haut, soit, à l'échelle d'un ménage, un parcours conceptualisé comme une « ascension résidentielle ». Cela correspond à une certaine interprétation de la trajectoire d'une famille type sud-africaine fondée sur une capitalisation progressive.

La fluidité postulée du marché immobilier est un élément important dans cette vision de l'ascension sociale. Elle est illustrée par ce schéma qui, dans le rapport dont il est extrait sert à illustrer ce que l'auteur appelle la « théorie des bassins et des flux » (*pools and flows*). Ce rapport a été remis au Ministère du Logement et nous pouvons penser qu'il a été lu, au vu du nombre de personnes qui nous ont recommandé l'experte K. Rust, qui navigue à l'intersection des champs universitaire et politique.



Figure n°28, schéma extrait du rapport de K. Rust (2011) “Overview of housing finance systems in South Africa”.

Selon le parcours typique présenté dans le schéma ci-dessus, la maison « de départ » obtenue grâce à une subvention du gouvernement est « améliorée » grâce à un micro-crédit (car on suppose que l’individu n’a pas assez de revenus pour accéder au système formel bancaire). Puis cette maison est vendue afin d’acheter une vraie petite maison avec un terrain sur lequel on peut construire une pièce dont la location apporte un revenu additionnel (*backyard room*), puis celle-ci est vendue pour acheter une maison à 2 chambres. La vente de celle-ci permet d’acheter une maison de 5 pièces grâce à un prêt hypothécaire et d’investir pour acheter un appartement. La conclusion de cette fable de l’ascension sociale sur le marché immobilier est la suivante : « Autrefois sans-abri, aujourd’hui un investisseur, qui fournit du logement aux revenus modestes ». Le caractère caricatural ne réside pas seulement dans cette conclusion mais aussi dans la mention d’un élément « culturel » propre aux familles « noires » étendues au-delà du noyau nucléaire: le « cottage de la mamie » (*granny cottage*).

La maison est vue comme un capital financier, outil de l’ascension sociale du ménage car échangeable sur un marché fluide. Selon le rapport, la maison doit être un outil pour créer de la valeur financière et faciliter une ascension économique et

sociale des ménages sur « l'échelle de la mobilité immobilière », et « finalement leur intégration spatiale et socio-économique ». Cette conception est celle des tenants de la propriété comme solution à la pauvreté (De Soto 2000).

Cette conception est également promue par le ministère sud-africain du logement. L'accompagnement des ménages aux revenus modestes vers le prêt hypothécaire a pour objectif, selon le ministère, de « promouvoir la conception du logement comme un capital et soutenir les ménages dans leurs efforts pour utiliser leur maison comme, plus qu'un seul abri, une composante essentielle de leurs stratégies de vie, le développement de leur entreprise et leur planification financière à long terme. » (Department of Housing, 2004). Cette théorie a pour postulat la capacité des ménages à transformer leur propriété en capital financier qui pourra servir d'hypothèque pour un futur prêt ou de valeur d'échange pour l'achat d'une propriété plus grande. Le second postulat est la valorisation constante des biens sur le marché immobilier : « Nous devons éduquer les gens sur les titres de propriété, sur le fait que détenir une maison est un grand atout étant donné que l'immobilier prend de la valeur avec le temps. »⁴²⁵ (I. Kotsoane Directeur Général du logement *in* Mail and Guardian 2007, cité dans Lemanski 2011:73)

Or, ce sont précisément deux points d'achoppement relevés par des auteurs qui ont déconstruit les théories fondées sur la propriété pour réduire la pauvreté (Baumann 2003, Rust 2011 ; Lemanski 2011). C. Lemanski (2011 :57-77) a pointé plusieurs facteurs de grippage de la mécanique de la capitalisation tenant, d'une part, à la dépréciation des biens, et, d'autre part, à la valeur symbolique, sociale et culturelle (autre que simplement financière) accordée au bien par les ménages (Lemanski 2011 : 71).

Nous allons l'illustrer avec le parcours résidentiel de la famille B, qui étaient sur le point d'acheter une maison à Protea Glen au moment de notre rencontre. Leur parcours est un exemple des « heurts » qui peuvent intervenir dans un parcours d'accédants à la propriété. Si le prix de la construction de maisons n'a fait qu'augmenter ces dix dernières années au point d'être aujourd'hui fortement excluant pour la cible du « *gap market* », la valeur des maisons sur le marché secondaire ne suit pas la même courbe, notamment en raison de la dégradation

⁴²⁵ “*We need to educate people about title deeds .. that having a house is a great asset as property appreciates over time.*”

rapide de ces maisons construites à bas coûts. La plus-value à la revente n'est donc pas du tout garantie, surtout dans le cas d'un prêt hypothécaire sur 20 ans dont les taux d'intérêts n'ont fait qu'augmenter.

Dans le cas de la famille B, Simpiwe (entretien n°29) a beaucoup de dettes impayées, c'est donc un système de tactiques à court terme et de débrouille qui se met en place. Notamment parce qu'en ayant déjà acheté une fois une propriété immobilière grâce à une aide de l'Etat, le ménage ne peut plus y avoir droit.

Simpiwe nous dit avoir acheté sa première maison quand il avait 38 ans, il y a 10 ans donc. Avant cela, il louait un appartement avec sa famille, avec une option d'achat. Après de multiples entretiens, nous avons pu reconstituer le parcours résidentiel de la famille ces dix dernières années :

- 1999 : Jabulani's flats
- 2001 : Nthladi à Soweto – maison de 4 pièces en location avec option d'achat (meublée)
- 2002 : maison à Protea Glen ext. 12 (achat avec bond + subvention)
- 2005 : Siphon perd son travail, la maison est reprise par la banque : « *we had to move out cause I lost my job* »
- 2005-2007 : ils habitent à 6 dans l'appartement de la mère de S. à Jabulani
- 2007-2009 : location d'une maison à Protea Glen ext. 8 dans laquelle Nellie commence un *spaza shop*. Njabulo était un bébé. La situation financière est très difficile.
- 2009 : achat d'un terrain à Lenasia pour pouvoir faire construire. Ils s'apprêtent à déménager mais en raison d'une fraude dans l'achat du terrain, ils restent chez la mère de S. « *We always knew where we were going. We never moved out from a place without knowing where we want to move.* »
- 2012: de retour dans leur ancienne maison de l'ext. 12 qu'ils louent en attendant de pouvoir obtenir un prêt pour l'acheter (c'est à ce moment que nous emménageons avec eux dans cette maison)

Le parcours de la famille B confirme les conclusions de plusieurs études à propos des maisons RDP : si l'achat subventionné d'une propriété immobilière constitue un bien financier échangeable, les valeurs de transaction faibles sur le marché (en raison du grand nombre de maison construites qui en déprécie la valeur, en sus de leur piètre qualité et leur localisation en périphérie éloignée), les biens ne peuvent ensuite être vendus à une valeur suffisante pour garantir un mouvement ascendant sur le marché immobilier. (Lemanski 2011 :72)

6.1.5 La « sélection » à plusieurs niveaux du « gap housing »

Voyons maintenant comment la catégorisation opère lors de la mise en pratique de la politique du « gap » par les acteurs du secteur : de l'approche des clients à l'octroi des maisons.

Dans la pratique, l'accès à la propriété se fait grâce à un type particulier de crédit appelé « *bond* » dont les mensualités sont réduites car étalées sur une durée de 20 ans, avec taux d'intérêts variables et qui utilise le bien immobilier visé par l'achat comme garantie. Par ailleurs, l'effort particulier des acteurs financiers pour conquérir un marché peu bancarisé (celui des ménages aux revenus modestes) a conduit à des pratiques singulières :

- le rôle du promoteur comme premier et quasi-unique interlocuteur dans la procédure d'achat, y compris pour la « classification » et la sélection des clients solvables.
- l'extrême vulnérabilité des acquéreurs à un défaut de paiement qui entraîne une éviction de la maison rapide, en raison des conditions d'accès au prêt (l'absence d'apport de départ et la longue durée du prêt à taux d'intérêts variables).

La sélection opère tout d'abord à l'entrée du marché. Pour nous en rendre compte, nous avons effectué nous-mêmes les premières démarches d'un acquéreur potentiel. Nous avons composé les numéros figurant sur les tracts récoltés dans les supermarchés de Johannesburg ou sur les nombreuses affiches en bord de route. Il suffit parfois, comme dans l'exemple ci-dessous, d'envoyer un simple SMS (ici au promoteur Cosmopolitan) pour être ensuite rappelé par un agent qui prendra en charge notre « désir de propriété ».



Figure n°29, exemple de publicité pour des « gap houses - SMS NOTA to 5430 » dans les rues de Soweto, source : auteur.

L'agent immobilier est prêt à nous faire visiter une maison dans les zones disposant de maisons pilotes, mais la requête du numéro d'identification nationale figure au rang des premières questions demandées dans les cinq premières minutes de l'appel. L'agent doit être capable de vérifier en temps réel sur son ordinateur si l'intéressé est fiché auprès de l'autorité de régulation du crédit ou non. L'absence de figuration sur cette liste ne préjuge en rien de la solvabilité du client potentiel, qui peut être lourdement endetté, notamment auprès des prêteurs informels (*mashonisas*). Cela veut simplement dire que le client n'est pas en rupture totale de remboursements de ses dettes, souvent multiples, qui ont pu être « restructurées ». Le fait que nous ne disposions pas d'identité sud-africaine a quelque peu décontenancé nos interlocuteurs, qui m'ont reposé la question de ce fameux « *ID number* » à plusieurs reprises, mais nous avons pu néanmoins continuer la procédure et visiter des maisons dans les jours qui venaient.

Les seuils d'entrée déterminent l'inclusion ou l'exclusion

Cette expérience dont les étapes nous ont apparu très harmonisées, suivant un protocole commun entre les divers promoteurs contactés nous a permis d'identifier les premiers critères d'éligibilité au « bond » (dans l'ordre de leur occurrence dans la conversation avec l'agent / promoteur) :

Nous avons repéré deux seuils d'entrée :

- ✓ avoir (au moins) un revenu mensuel et contractuel parmi les membres du ménage, celui du porteur du prêt, d'un certain montant.

Dans la province du Gauteng dans laquelle les propriétés ont une valeur de plus de R200 000, ce salaire doit être au minimum de R10 000 ce qui inclut les professions semi-qualifiés, les petits fonctionnaires, les emplois de bureau etc.

- ✓ être considéré éligible au crédit par le bureau de crédit national, c'est-à-dire avoir un historique viable de remboursements de dettes appelé « *credit record* » en Afrique du Sud. Ce dernier est accessible par les acteurs du secteur (y compris pas les institutions non-financières telles que les promoteurs) à partir du numéro d'identité nationale « *ID number* ». Figurer sur la « liste noire » (*blacklist*) de l'Agence de Régulation Nationale instituée en 2005, ou bien, ne pas avoir d' « histoire » en matière d'endettement sont rédhibitoires.

Ensuite, le type de maisons proposées dépend du revenu conjoint déclaré pour le ménage, et sûrement de la notation du bureau de crédit (mais nous n'avons pu vérifier cela). Il nous a semblé grâce aux entretiens avec des employés des promoteurs immobiliers que l'historique de crédit était surtout un déterminant de l'octroi du prêt ou non et moins de son montant.

Le critère du revenu n'est donc pas le seul facteur discriminant, il doit être associé à celui de l'historique en matière d'endettement. Ce critère nous semble d'ailleurs bien plus discriminant dans la vie de tous les jours, car il conditionne l'accès à la consommation, qui est, elle, un élément important d'intégration et de vie sociale en communauté. Un grand nombre de ménages modestes dont les revenus peuvent être très limités participent néanmoins à la société de consommation dans la mesure où ils peuvent toujours emprunter.

L'inégalité se joue davantage sur la possibilité ou non d'emprunter que sur les revenus perçus, un peu comme si les revenus potentiels primaient sur les revenus réels⁴²⁶.

⁴²⁶ Ainsi, un ménage, dont l'une des personnes du couple, a été à un moment de sa vie, un « mauvais payeur » de ses dettes (même peu conséquentes de consommation), se retrouvera sur une liste noire d'un Bureau de Crédit National qui empêchera le ménage dans son ensemble de souscrire un emprunt immobilier, quel que soit ses revenus additionnés.

Il y a donc bien une classification des ménages par des institutions financières à partir d'un système de notation quantitatif peu transparent (ici l'indice dit du *credit record*). Des auteurs montrent que le développement récent de l'industrie du crédit à la consommation contribue à l'attribution de *scores* (Ossandon 2012 :87), et l'établissement de classements officiels de consommateurs en fonction de ces notations, ce qui suppose la commensurabilité des individus consommateurs. Ossandon (2012) identifie trois périodes dans l'histoire du développement du crédit à la consommation. La plus récente qui caractérise le monde actuel serait celle du processus d'abstraction des catégories permettant d'évaluer les consommateurs. « Le type d'informations considéré pour évaluer les consommateurs a changé et est devenu de plus en plus quantitatif et abstrait. » (Ossandon 2012 :88). Aux Etats-Unis, ceci a été permis, note l'auteur, par le développement parallèle d'un ensemble d'institutions tel que les *credit bureaux* (qui sont aussi celles qui compilent les données en Afrique du Sud), la volonté des banques de partager leurs données, les « *scores* », ainsi qu'un cadre législatif adéquat.

La saisie immobilière comme sanction du non-remboursement : le deuxième facteur d'exclusion

Un deuxième facteur de sélection « *gap housing* » intervient dans un deuxième temps : celui du remboursement des traites du prêt hypothécaire pendant les vingt années qui suivent l'achat.

Selon les informations recueillies lors de notre séjour à Protea Glen et lors d'entretiens avec plusieurs agents immobiliers⁴²⁷, une démarche d'huissier est engagée les traites ne sont pas honorées durant trois mois consécutifs. Les ménages sont donc susceptibles d'une dépossession par la banque au moindre changement de leur situation financière et notamment la perte de leur emploi. Comme l'un des primo-accédants de Protea Glen nous le confie, et nous l'entendrons souvent ensuite dans les entretiens : « *the bank owns the house* ».

Dans le quartier de Protea Glen, le « turnover » est apparemment assez important chez les nouveaux propriétaires et ceux qui ont été obligés de céder leur propriété se sont vus donnés un surnom : les « *repo* » pour « *repossessed* » dont les maisons

⁴²⁷ Cf. entretiens avec le responsable de FNB et Jabu le conseiller-crédit (Annexe 1)

sont connues et montrées dans la rue par les plus anciens. Ceux qui sont là depuis 10 ans et arrivent à la fin du remboursement de leurs traites (souvent de façon anticipée car les taux d'intérêts augmentent et ils veulent terminer au plus tôt) apparaissent comme des « survivants ». Ils sont assez rares semblent-ils : 10% parmi les 30 entretiens réalisés au hasard de nos rencontres dans les Ext. 12 et 13 de Protea Glen qui ont été construites en premier, à la fin des années 1990.

Nous saisissons ainsi la signification du concept d'épreuve issu des travaux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991). Il désigne un moment d'incertitude au cours duquel ont lieu des opérations de qualification et d'attribution des états des personnes et des choses nécessaires à la définition de la situation.

L'octroi de crédit est une épreuve de qualification : le dispositif mis en place par les prêteurs vise à affecter aux clients un niveau de risque, en fonction duquel le prêt sera accordé (ou non). L'épreuve fait apparaître les compétences des personnes, et les pousse à désigner, juger, qualifier ou justifier ce qui se passe.

6.2 Protea Glen, un laboratoire social et urbain de l'Afrique du Sud du « milieu »?

Nous avons choisi Protea Glen à 15km du centre de Johannesburg car il fait partie de ces lieux « frontière », entre *township* et banlieue, et pourtant appartenant à Soweto. Le quartier représentait, selon nous, un symbole du post-apartheid.



Figure n°30, Protea Glen est un quartier à l'ouest de l'ancien township de Soweto dont il fait partie administrativement. Il dépend de la Région D de la métropole de Johannesburg, source : google map.

Nous l'avons choisi pour quatre raisons :

- il nous est apparu comme emblématique des nouveaux quartiers résidentiels désignés comme le lieu des « nouvelles classes moyennes noires » dans le discours public (notamment dans la presse).
- il est voisin de l'ancien *township* de Soweto (à la fois dedans et dehors) et nous voulions voir quelle identité les résidents allaient lui donner (banlieue ou *township* ?) et quel type d'urbanité allait se créer à la frontière entre ces deux mondes.
- sa date de construction relativement récente (la fin des années 1990 mais avec une accélération depuis 2005) en fait un terrain de recherche encore peu exploité, pourtant en constant développement.
- enfin, les manifestations et grèves appelés « *bonds strikes* » qui s'opposaient aux méthodes brutales de dépossession des maisons par les créanciers dans les années 1990 et à nouveau en 2004 prennent place à Protea Glen.

De plus, nous avons trouvé à Protea Glen des ménages qui avaient été « sélectionnés » par l'épreuve du crédit : un des critères demandés par les banques

pour obtenir un prêt hypothécaire à Protea Glen ces cinq dernières années est de disposer d'un revenu minimum de R10 000 mensuel (€730). Par ailleurs, la politique publique d'aide à l'accès à la propriété développée par le gouvernement et le secteur privé depuis quelques années met en place une subvention d'aide aux primo-accédants dont les revenus mensuels sont compris entre R6000 (€440) et R15000 (€1100). C'est à travers ces mécanismes de ciblage que nous avons pu bénéficier d'une sorte de « micro-laboratoire » social de « ceux du milieu » rassemblés au sein d'un même quartier : Protea Glen.

6.2.1 Une illustration de la gouvernance locale post-apartheid ?

Si les projets d'extensions se multiplient depuis le début des années 2000, c'est à l'initiative des promoteurs immobiliers. L'un d'entre eux nous a expliqué le processus par lequel l'extension 21 avait été, par exemple, proposée à la mairie de Johannesburg. Son aménagement étant déjà planifié par le promoteur, y compris la répartition des écoles, l'espace libre laissé vacant pour des terrains de jeux ou des infrastructures publiques (a priori peu développées sur les cartes que nous avons pu apercevoir qui comprenaient essentiellement des lots pavillonnaires).

C'est l'une des dernières « frontières » pour les projets de développements résidentiels et industriels au sud de la ville. Selon le conseiller municipal ANC, Protea Glen est « un des seuls endroits où il reste des terrains à acheter aujourd'hui à Soweto ». Harris considère les franges urbaines comme des « frontières sociales » où des réseaux et institutions doivent être construits également (Harris 2010) et où de nouvelles sociétés (façons de vivre ensemble) sont inventées au quotidien (Chipkin 2012).

Les acteurs de la construction

Nous avons repéré trois acteurs majeurs (banque, promoteur et investisseur foncier) d'un développement piloté par le secteur privé où la municipalité adopte bien volontiers la fonction de coordination d'ensemble, d'« *overview* » selon les mots du conseiller municipal que nous avons rencontré.

	Glen Ridge Ext. 16	3100	completed	
Total amount of stands completed in 2012 : 16540 + 3000 sect.				
Estimated population (with 4 pers per family) : 66 160 inhbts				
Census 2001 : 25 000 inhbts				
2012-2013	Ext. 17	?		
	Ext. 18	1073 +766 sec title units	Proposed 2012	
	Ext. 19	880 + 2803 sec title units	Proposed 2010-2011	
	Ext. 20	?	Proposed 2011	
	Ext. 22	884	Proposed 2011-2012	
	Ext. 23	3868 sec title units	Proposed 2012-2014	800 BNF/RDP housing for squatters informal settlement
	Ext. 24	1113	Proposed 2013	
	Ext. 25	2970	Cancelled?	
	Ext. 26, 27, 28, 29	3600	Ext. 29 completed	Proposed 2010-2011

Figure n°31, carte et tableau de données extraites de la carte « Protea Glen Development » consultée au bureau de Township Realtors, cliché pris le 24/01/13.

Si la construction du quartier a commencé au début des années 1990, il y a eu une accélération du rythme des constructions depuis 2005 (cf. tableau ci-dessus). La moitié des « extensions » (sous division au sein du quartier) ont moins de dix ans, ce qui peut donner à Protea Glen ce statut de laboratoire, pour observer, par exemple, le type d'urbanité et de socialisation qui se joue au sein de familles de la petite classe moyenne.

L'investisseur principal est la société Township Realtors qui semble être un des plus importants propriétaires fonciers de Soweto. Après avoir acheté les terrains constructibles (essentiellement des terres agricoles), la société est en charge du « zonage », c'est-à-dire de la segmentation en lotissements et en parcelles individuelles puis de leur viabilisation (raccordement eau et électricité, égouts, et voirie). Les lots sont ensuite vendus à des promoteurs immobiliers tels que Cosmopolitan ou RBA (parmi les leaders du marché) pour la construction de maisons.

Le rôle de la municipalité est celui de « superviser » et d'assurer la promotion des zones franches intitulées « *Protea industrial park* » sur la carte ci-dessous : l' élu municipal ANC⁴²⁸ que nous rencontrons s'attache surtout à nous faire passer le message suivant, qui pourrait être celui d'un promoteur : « C'est ici le seul endroit encore disponible pour investir à Soweto ».

La gouvernance locale, clef de l'avenir de la métropole

« Ville de l'apartheid par quintessence » (Beall *et al.* 2002 : 3), Johannesburg a pu se réinventer en « réformant fondamentalement ses politiques et pratiques d'aménagement urbain et en reconfigurant radicalement ses institutions sociales et politiques au sortir de la période de transition du pays entre le régime d'apartheid et la démocratie en 1994 » (Beall *et al.* 2002 : 3). Cela a pris notamment la forme d'une restructuration des pouvoirs locaux des grandes villes sud-africaines à la fin des années 1990, qui visait à marquer la rupture de 1994 en faisant disparaître les anciennes municipalités (Mabin 1995, Bénit-Gbaffou 2001) et organiser des péréquations entre anciens espaces « blancs » et « noirs », notamment au sein d'une autorité d'échelle métropolitaine (Jaglin 2001). Néanmoins, ces transformations ont pris place dans un contexte de ressources fiscales limitées et de demande élevée de justice sociale (Beall *et al.* 2002). Face aux défis immenses de la déségrégation et de la mondialisation (Mabin 1995), de nombreux auteurs observent une gouvernance locale « problématique » (Bénit-Gbaffou et Gervais-Lambony 2005) ou « ambiguë » (Chipkin in Gervais-Lambony, Jaglin et Mabin 1999).

Parmi les documents importants de prospective et de planification urbaine à Johannesburg, celui adopté en 2002 a semble-t-il amorcé un tournant vers les principes de l'urbanisme néolibéral (Dirsuweit 2009). La stratégie « Jo'burg 2030 » vise à faire de la ville « *a world class African city* » et ce slogan a été maintenu jusqu'à présent comme le phare des politiques publiques locales. Le slogan exprime l'ambiguïté d'une double identité revendiquée : une ville africaine (voire la ville africaine) mais qui regarde plus loin que le continent. La tension qui peut en résulter est exprimée par la municipalité elle-même : « Les villes en recherche d'un statut de standing mondial ont besoin de trouver un équilibre entre des impératifs en conflit. La relation parfois difficile entre la croissance économique et les responsabilités sociales [...] ».⁴²⁹

Ce plan s'inspire notamment d'une étude menée par la Banque mondiale (2001). Selon les recommandations des auteurs de cette étude, l'accent est mis avant tout sur la croissance économique.

Vivement critiquée, cette stratégie a été complétée en 2005 par la stratégie du Développement Humain pour la ville (HDS 2005) mettant l'accent sur la promotion de la cohésion et de l'inclusion.

Puis en 2006, un nouveau plan du nom de « *Growth and Development Strategy* » (GDS) a remplacé les deux précédents autour du concept d'intégration active (City of Johannesburg 2006 :57). Définie pour « résoudre les termes conflictuels des documents de planification précédents », la stratégie est désormais d'utiliser l'espace public pour

⁴²⁸ Le 3 janvier 2013, entretien avec Midas M., conseiller municipal ANC en charge de l'aménagement urbain, Municipalité de Johannesburg (ward 13), dans son bureau, à Protea Glen.

⁴²⁹ « *Cities in pursuit of world-class status need to strike a fine balance between their conflicting imperatives. The sometimes uneasy relationship between economic growth and social responsibilities [...]* ». City of Johannesburg (2005), *Human Development Strategy*, Johannesburg.

« absorber de façon proactive » les pauvres, ceux qui sont en périphérie et ne bénéficient pas des services urbains. (Dirsuweit 2009 :81)

Des modèles internationaux de gestion urbaine, regroupés sous l'appellation « *New Urbanism* » semblent avoir une certaine influence sur la gouvernance de Johannesburg : « ces dix dernières années, le *new urbanism* est devenu de plus en plus populaire dans les villes sud-africaines avec de nombreux développements de partenariats public-privé selon les règles du *new urbanism* »⁴³⁰. Ces modèles de « bonne gouvernance » circulent de ville en ville, au nom d'une certaine image de la ville-centre mondialisée promue par les institutions internationales (Dirsuweit 2009 : 80-3). La restructuration institutionnelle s'est inscrite dans un plan de privatisation des services urbains, d'adoption des principes de gestion privée et de recherche de partenariats publics-privés (Gervais-Lambony 2004). Et plus généralement, d'un retrait de l'Etat au niveau de la gestion des affaires locales entamé dès les années 1980 (Beall *et al.* 2002).

C. Bénit-Gbaffou et Gervais-Lambony (2005) parlent de développement de vitrine (« *shop-window development*») en montrant comment les autorités locales utilisent la globalisation comme un instrument politique pour entreprendre des mesures de relégation des populations les plus pauvres. Le développement de vitrine vise à attirer les populations à fort pouvoir d'achat, les capitaux locaux et étrangers et les touristes pour les faire revenir au centre de Johannesburg au détriment des citoyens les plus modestes des marges urbaines et sociales.

6.2.2 Le symbole d'une nouvelle « urbanité » ?

Le quartier est souvent cité en exemple dans des articles décrivant les modes de vie et les nouveaux logements de la classe moyenne « noire » de Soweto.

✓ Ciy Press, le 5 mai 2013, Z. Mapumulo, « *Class puts Soweto residents at odds* ».

Dans cet article qui cite certains résultats de l'ouvrage collectif *Class in Soweto* dirigé par P. Alexander, Protea Glen est identifié parmi trois quartiers de résidence des ménages aisés à Soweto (avec Orlando West et Orlando East). On peut y lire cette phrase : « *Protea glen is the area of choice for Soweto's up and coming.* »

✓ Voice of America, 27 mai 2013, S. Honorine, « *South Africa struggles to provide housing to black middle class* »

« Le quartier de Protea Glen qui se situe à sa marge [Soweto], a commencé à être développé dans les années 1990 comme une alternative pour la classe moyenne.»⁴³¹

⁴³⁰ «Over the past ten years, new urbanism has become increasingly popular in South African cities with many new private and public-private partnership developments following the principles of new urbanism”.

⁴³¹ “The Protea Glen neighbourhood which lies on its outskirts, started being developed in the 1990’s as an alternative for middle class.”

✓ Mail and Guardian, le 15 mars 2013, “*Protea Glen: Boom and bust in the suburbs*”, Lisa Steyn.

« Protea Glen, une banlieue de Soweto, est en pleine explosion. De nouveaux centres commerciaux s’adressent aux professions supérieures ascendantes et des voitures rutilantes circulent le long des rues bordées de maisons nouvellement construites ou fraîchement rénovées, chacune d’elle surplombée par une parabole satellite. »⁴³²

Selon la journaliste L. Steyn⁴³³, sur les 17000 maisons que comprend Protea Glen, 13000 seraient hypothéquées. Elles sont appelées « *bonded houses* » ou « *bond houses* ».

Une étude réalisée dans le quartier (National Housing Finance Corporation cité dans Mail and Guardian 2013) montre que 86% des ménages ont un revenu entre R4501 (€330) et R12000 (€870) par mois. Une maison avec 3 chambres, et une salle de bain, de 60m² sur une parcelle de 270m² est une propriété typique construite aujourd’hui pour une valeur de R365 000 (€26600) à un taux d’intérêt de 12% sur 20 ans, dont les traites s’élèvent à R3000 (€220) environ.

Sur les cent ménages de l’échantillon de l’étude, 64% ont été en situation de défaut de paiement (temporaire ou définitive, l’étude ne le précise pas).

À l’homogénéité visuelle que dégage une première visite dans ces nouveaux quartiers de maisons alignées, construites selon le même modèle, regroupées en « extensions » numérotées, encore peu investies et personnalisées par leurs récents occupants, correspond donc une homogénéité des profils socio-économiques et mêmes démographiques (âges des propriétaires). Toutes les maisons ont un numéro inscrit sur le mur de la façade. Il est surprenant pour un Européen de voir des nombres si grands pouvant atteindre 1000 ou 2000. En fait, ceux-ci sont un héritage des politiques d’allocation de maisons dans les *townships* du temps de l’apartheid : « on nous a donné le numéro 3998, nous n’avons pas eu le choix », nous disent Jericho et Tatiana.

⁴³² “*Protea Glen, a suburb of Soweto, is experiencing a boom. Buzzing new shopping centres cater to up-and-coming professionals and shiny cars cruise down streets lined with new or renovated houses, each one sporting a satellite dish.*”

⁴³³ « Protea Glen : Boom and Bust in the suburbs », 15 Mars 2013, *Mail and Guardian*.

Selon le discours public, Protea Glen incarnerait donc une nouvelle urbanité post-apartheid permise par la mobilité résidentielle des citoyens « noirs » au sein d'un espace désormais choisi et décloisonné. Pourtant, nous voyons des éléments de continuités avec la période de l'apartheid dans les formes du bâti en zones péri-urbaines en partie dues à l'inertie des politiques de logement et des pratiques de construction.

✓ Un quartier-dortoir fonctionnel et résidentiel :

Protea Glen et son paysage de maisons alignées et semblables rappelle le paysage fonctionnel et impersonnel du *township* qui en faisait un dortoir pour une main-d'œuvre « Africaine » qui devait n'être que de passage dans la métropole de Johannesburg. Les terrains des maisons sont réduits et ne permettent pas la plantation d'arbres, les routes dans les lotissements, qui ne disposent souvent que d'une seule entrée et une seule sortie (et de nombreuses rues sans issue faisant des boucles entre les deux), les espaces en friche laissés entre les extensions rappellent les « *buffer zones* » (zones tampon) laissées entre le *township* et la ville de Johannesburg pour permettre le contrôle des populations et éviter les rassemblements, sont autant d'outils de la géographie urbaine de ségrégation et de contrôle des populations Bantoues créées par l'apartheid. La rationalisation de l'espace et l'adoption de modèles « fonctionnels » correspondent également à des logiques immobilières classiques présentes en Europe (Donzelot 1999), aux Etats-Unis et désormais dans les grands pays émergents.

Les nouveaux lotissements sont construits en périphérie des périphéries déjà existantes, repoussant ainsi l'étalement urbain (et ses conséquences en matière d'impact écologique), ce qui accroît le coût de transport des ménages et renforce les inégalités en les éloignant un peu plus des bassins d'emploi et des services publics et infrastructures de la ville.

Le paysage des banlieues périphériques en Afrique du Sud rejoint une sorte de moule universel de l'habitat individuel peu coûteux. La description d'une rue à Protea Glen, ou à Cosmo City se rapproche ainsi des descriptions classiques des banlieues de la sociologie américaine (Gans 1967) ou de nos périphéries françaises modernes (Cartier et al. 2007). Elle soulève le même type de questions posées par

J. Donzelot en 1999 à propos des villes occidentales industrielles ordonnées selon un urbanisme « fonctionnel » :

« Cette fonctionnalisation industrielle de la ville ne conduit-elle pas à l'extinction de sa qualité propre, l'urbanité, c'est-à-dire la perte de tous les avantages liés à la fonction de centralité, à celle d'espace public, qualités propices à l'émergence d'une vie collective libre, comme l'étaient les habitants des bourgs par opposition à ceux des campagnes, rivés à leurs terres par la servitude ? ». (Donzelot 1999 :91)

Le zonage de l'espace en secteurs industriels, résidentiels, commerciaux cadre en effet l'extension de la ville de Johannesburg et sépare celle-ci en autant de parties. Il faut ainsi prendre sa voiture pour aller au centre commercial de Protea Glen, qui par ses dimensions et ses voies d'accès, privilégie l'usage de la voiture. Pourtant, l'informel créé du lien social et des commerces là où la seule résidence était prévue : c'est l'art des « *spaza shops* » qui sont des commerces créés dans les garages ou le domicile des résidents, ou qui « poussent » sur le bord d'un trottoir.

✓ Un manque d'infrastructures :

Les infrastructures dédiées au loisir, à l'éducation et à la jeunesse manquent dans ces nouveaux quartiers. Les extensions mitoyennes 12 et 13 de Protea Glen, bien que contenant environ 14 000 habitants⁴³⁴ construites depuis 2003, ne disposent d'aucune bibliothèque, terrain de sport ou square de jeux pour les enfants.

Tatiana (entretien n°30)

« Les services publics autour d'ici, c'est une chose difficile... On a des mini-taxis qui s'arrêtent au bout de la rue mais c'est cher d'aller jusqu'à Johannesburg. (1 trajet pour le centre-ville = R12, soit R24 aller-retour = R500 par mois.) On a aussi le bus Rea Vaya mais il faut aller au garage Shell à l'extension 4. Et c'est une longue marche que tu ne peux pas faire seule l'hiver. Ils avaient dit qu'ils feraient venir le bus ici mais ils ont construit des rues trop étroites, le bus ne peut pas les emprunter »⁴³⁵

⁴³⁴ Estimation effectuée à partir du nombre de lots construits par extension par les promoteurs immobiliers et en se basant sur une moyenne de 4 personnes par ménage selon la méthode employée par la municipalité dans l'attente des résultats du dernier recensement.

⁴³⁵ « *The public services around here, it's a difficult thing... [...] Transport is around the corner, even in front of our house the taxis stop. We also have the rea Vaya but they stop down there at the Shell garage ext. 4 and then you have to walk all the way to here, you can't really do that in winter..But they're talking about having the bus passing here in the street. But they made the street too small, the bus can't drive now.* »

Nous avons par ailleurs constaté nous-mêmes de graves problèmes d'inondations des rues durant la saison des orages en décembre, probablement dues à une voirie et des canalisations défectueuses.

Les maisons sont construites selon une logique de coûts minimum, c'est-à-dire avec de petites superficies, utilisant des matériaux peu coûteux et donc souvent peu résistants à long terme. Dans ces conditions, les avantages intrinsèques à la maison individuelle sont remis en question : intimité, isolement, tranquillité, appropriation d'un espace privatif, jardin etc. Une maison n'étant pas seulement un abri pour passer la nuit, elle a des fonctions sociales et de vie collective qui ne sont pas toujours prises en compte.

Jericho (entretien n°30) nous dit ne pas pouvoir faire rentrer son mobilier dans son salon actuel. Il va devoir agrandir.

« Quand tu conseilles les gens comme je le fais, ils aiment venir chez toi, te raconter leurs malheurs et recevoir des conseils. Les gens aiment venir chez moi, et c'est bien trop petit pour cela. »

6.3 L'accès à la propriété comme marqueur d'un groupe social en formation. Enquête auprès des « accédants » à Protea Glen

C'est donc dans leur rapport à la propriété (qui est considéré comme défaillant) que ces ménages sont constitués en catégorie cible. En effet, dans ces approches, la location n'est pas envisagée comme solution. Ces ménages-là ne peuvent accéder à la propriété car ils sont trop riches pour être éligibles à un des programmes d'aides décrits ci-avant, et néanmoins trop pauvres pour acheter une maison neuve même modeste au vu du prix des propriétés et des taux d'intérêts actuels (autour de 15% pour ce marché).

Le désir de maison individuelle est en partie créé et entretenu par les acteurs du secteur (banques et promoteurs) grâce à des campagnes publicitaires très présentes dans les zones en construction, les centres commerciaux de Soweto, les axes routiers principaux ou dans le centre-ville de Johannesburg.



Figure n°32, exemple de publicité dans une des artères reliant Protea Glen à Jabulani, source : auteur, cliché pris en janvier 2013.

Les développements de cette troisième section s'intéressent au rapport à la propriété des ménages de notre échantillon. Quel rôle la propriété joue-t-elle dans leur sens du positionnement au « milieu » ?

Nous tentons d'inscrire cette analyse dans la lignée de travaux universitaires qui tiennent ensemble l'analyse des aspirations et pratiques des résidents et les ambitions et modalités des projets et politiques publiques (Buire 2014, Croese et Pitcher 2013). Dans quelle mesure les « rêves individuels de propriété » de « ceux du milieu » rencontrent les volontés politiques de discipliner l'urbain pour paraphraser C. Buire qui travaille sur l'Angola (2014 : 290) ? Quels types de pratiques et de citoyenneté émergent de cette rencontre et d'un ciblage d'une catégorie intermédiaire du « gap » pour l'accès à la propriété à crédit ?

L'hypothèse issue de la littérature existante est qu'il existe un rêve sud-africain comparable au « rêve américain ». Il s'exprime par les mêmes vecteurs stéréotypés d'un mode de vie bourgeois qui s'est universalisé : une maison sur un petit terrain indépendant en banlieue où règnent l'ordre et la tranquillité. En soi, le constat de l'universalisation de ce rêve est intéressant. Des auteurs constatent un « *suburban dream* » dans d'autres métropoles du continent africain en pleine croissance telles que Luanda (Buire 2014) ou Addis-Abeba (Nallet 2015), Dar-es-Salaam (Mercer 2014), Accra (Hamidu à venir). Ces politiques qui favorisent l'accès à la propriété (grâce au prêt hypothécaire) sont caractéristiques de plusieurs métropoles de pays « émergents », les comparaisons avec le Brésil, l'Angola, l'Éthiopie ou l'Inde sont ici fécondes. Or l'analyse de ces programmes ne peut qu'être enrichie en prenant en compte l'expérience et le point de vue des « nouveaux accédants à la propriété »

Les accédants que nous avons rencontrés ont en commun d'avoir réussi l'épreuve de l'achat de la propriété puis d'avoir déménagé, plus ou moins loin de leurs réseaux de solidarité d'origine ou précédents. Or, ces éléments peuvent être considérés comme des marqueurs d'une identité (en formation) d'accédants du « milieu ». Nous allons voir ci-dessous en quoi l'expérience de l'achat est en effet constituante et « identifiante ». Par ailleurs, le fait que ces ménages se retrouvent ensuite dans le même quartier où ils peuvent partager leurs expériences constitue

un autre facteur de renforcement d'une cohésion de groupe (même s'il faudrait revenir dans le quartier sur un temps plus long pour l'observer effectivement). Parce que ce sont des moments déterminants dans leurs parcours résidentiels et des étapes de sélection sociale, ils participent de l'identité de « ceux du milieu ».

Comment les individus accèdent-ils concrètement à la propriété aujourd'hui à Johannesburg ? Nous essayons de caractériser les différents moyens d'accéder à la propriété, et les parcours résidentiels précédant l'achat immobiliers à partir de notre panel d'enquêtés. 83% d'entre eux sont aujourd'hui propriétaires de leur logement⁴³⁶. Nous leur avons demandé de retracer les étapes préalables à l'accès au statut de propriétaire, et d'expliquer leur choix (de quartier, de type d'habitat ou de moyens de financement par exemple).

L'étude des parcours vers la propriété et les représentations des ménages primo-accédants sur le statut de propriétaire nous donnera des éléments pour juger de la pertinence du terme employé par M. Morange en 2006 : « l'injonction de la propriété ». Comment les ménages à Johannesburg réagissent à l'« injonction à la propriété » ? Ou plutôt, dans quelle mesure pouvons-nous parler d'injonction dans le rapport entre l'offre formulée par les secteurs public et privé et les aspirations des Sud-Africains ?

Pour répondre à ces questions, nous nous sommes intéressés aux représentations sur la propriété recueillies en entretiens semi-directifs. Puis les parcours de nos enquêtés, divers et souvent chaotiques vers la propriété, permettent de mettre en perspective les intentions formulées dans les discours portant sur la propriété et d'« incarner » un peu plus les modalités techniques des politiques publiques que nous venons de passer en revue. Ces portraits de résidents en mobilité résidentielle permettent également de dévoiler les inégalités d'opportunités de l'accès à la propriété (en dehors du seul critère des ressources financières). Pour l'une de ces familles (famille B), nous avons pu être là durant certaines étapes de ce parcours d'achat car nous vivions avec les membres de la famille au moment des différentes démarches.

⁴³⁶ 30 enquêtés sur les 37 entretiens sélectionnés. Et environ 40 sur les 50 effectués en au total.

6.3.1 Les facteurs contingents de l'accès à la propriété

A Soweto, 65% de la population est propriétaire d'une maison en dur (Alexander 2013)⁴³⁷. Les maisons sont en majorité sous le régime de la propriété privée. Ce taux élevé de propriétaires « noirs », plus élevés que sur la métropole de Johannesburg, est dû aux transferts des titres de propriété des maisons municipales engagé dès 1983 selon les auteurs. 11% seraient propriétaires de « *bond house* »⁴³⁸.

Il faut souligner que certains individus « noirs » ont pu être propriétaires ou disposer d'un bail assez long pour que cela soit équivalent à la propriété soit avant les années 1960, soit ensuite à partir des années 1980. De plus, les « *Coloureds* » et les « Indiens » disposaient plus facilement d'exemptions.

A partir de l'histoire du logement en Afrique du Sud (cf. annexe 4) et grâce aux travaux d'anthropologues tels que D. Krige, nous pouvons cerner les différentes façons d'accéder à la propriété aujourd'hui pour un individu « noir » adulte vivant en milieu urbain :

- le transfert de titre de propriété (soit de ses parents, soit de la municipalité si cela n'a pas encore été fait).
- l'octroi d'une maison subventionnée de type RDP (maintenant BNG) à la suite d'une attente assez longue souvent (pour ceux dont les revenus sont inférieurs à R3500, soit €255), ou d'une pratique d'occupation illégale qui peut donner droit à la propriété.
- la construction d'une maison sur une terre achetée au préalable
- l'achat d'une maison grâce à un capital économisé ou grâce à un des programmes de prêts hypothécaires avec subvention du gouvernement pour compenser l'absence de capital de départ.

D. Krige, qui a vécu plusieurs années à Soweto, décrit l'éventail des possibilités pour un travailleur d'une trentaine d'années qui souhaite accéder à un logement

⁴³⁷ Qualifiée de « *formal house* » dans l'enquête.

⁴³⁸ L'enquête a été réalisée en 2006, des chiffres plus récents à l'échelle du *township* n'ont pas été trouvés.

indépendant et partir de la maison familiale aujourd'hui à Soweto (Krige 2014 :70-1) :

« Parce qu'il est le dernier né, Okre est sûr, selon la tradition de Soweto, d'hériter de la maison de ses parents en temps voulu. Les autres hommes faisaient face au choix d'épargner de l'argent pour construire une chambre dans la cour de leurs parents, louer une chambre d'arrière-cour à quelqu'un d'autre ou acheter une autre maison. Louer une chambre d'arrière-cour (*backroom*) coûte environ R300 par mois à ce moment-là. Acheter une maison est hors de portée pour ces hommes de la classe ouvrière, étant donné l'augmentation spectaculaire des prix depuis les années 1990 à Soweto [...] Mais alors qu'il était quasiment impossible pour ces hommes d'acheter une maison, il était de plus en plus courant pour les membres de l'élite de Soweto de posséder plus d'une maison et d'en louer aux travailleurs du *township*. »

Le premier facteur d'inégalité est donc le rang dans la fratrie : celui qui va hériter de la maison des parents est, en fonction des cultures, soit le benjamin, soit l'ainé. Les options de financement d'un logement sont donc pour les autres qui n'ont pas cet avantage. Il est ensuite fondamental de souligner que de solutions de locations existent. Et à celle « traditionnelle » de location d'une chambre d'arrière-cour, vient aujourd'hui s'ajouter la location de maisons par des individus investisseurs comme nous en avons rencontré parmi nos enquêtés.

Parmi les propriétaires récents dans notre échantillon d'enquêtés (que nous avons défini comme ayant accédé à la propriété il y a dix ans ou moins), le parcours d'achat est vu comme un jeu complexe, un terrain semé d'obstacles parmi lesquels ils doivent manœuvrer. Dans le rapport que chaque individu sud-africain entretient avec la propriété, des facteurs d'inégalité apparaissent dans ces parcours :

– le lieu d'origine de l'individu : provinces ou Soweto /urbain ou rural

Leratong (entretien n°28) le ressent fortement en comparant sa situation de « provinciale » du Mpumalanga par rapport à celle de sa collègue Sowetane, qu'elle estime « privilégiée » ;

– la place dans la fratrie qui détermine l'héritage et la possibilité de faire des études supérieures ou non : Erin (entretien n°6) a pu faire des études après le Matric alors que sa sœur aînée Romy (entretien n°1) a dû travailler pour aider sa mère malade ;

- la date d’achat de la propriété car il y a eu une hausse du prix des terrains ces cinq dernières années à Johannesburg ;
- un facteur racial aussi : pour les enquêtés « coloureds » il était possible – même si difficile – d’accéder à la propriété ou d’ouvrir un petit magasin sous l’apartheid, contrairement à nos enquêtés « noirs » qui n’ont pas hérité d’un quelconque capital économique de la part de leur parents.

6.3.2 Les étapes du parcours d’achat

L’enquête a été réalisée à Protea Glen dans les extensions 2, 13 et, dans celles qui viennent juste d’être habitées : 27, 28, 29. Une méthode proche de l’ethnographie a été permise par notre séjour en résidence chez l’une des familles de mon échantillon d’enquêtés pendant trois mois. Ces sources primaires ont été enrichies du recueil et de la lecture critique de sources secondaires diverses et variées (documents de planification, articles de journaux, littérature scientifiques etc.).

La littérature explorant ce que la propriété veut dire pour les gens, comment elle se traduit concrètement, selon une méthodologie de recherche qualitative, est assez maigre en Afrique du Sud. Nous disposons néanmoins des études fouillées de géographes ou d’urbanistes dont celles de Claire Bénit et Marianne Morange. Elles portent davantage sur l’ « offre » en matière de logement, le rôle de l’Etat à ses différents échelons et les politiques menées tout en révélant les conséquences pour les populations, et l’aménagement du territoire mais à un niveau macro-ou méso-social.

Les choix en matière de logement dépendent, d’une part, des dispositions économiques des agents : de leurs goûts et aspirations, et des moyens économiques qu’ils peuvent mettre à leur service, et d’autre part, de l’état de l’offre d’habitations (Bourdieu 2000 :29). Mais l’ « offre » et la « demande » dépendent à leur tour, de tout un ensemble de conditions économiques et sociales produites par la « politique du logement ».

L’offre publique façonne en effet largement la demande populaire, notamment à travers ses discours. Quand dans la pratique, la propriété privée est la seule

solution qui est offerte et la seule solution visible, les notions de droit au logement et d'accession à la propriété en viennent finalement à se confondre. Il faut tout de même se demander qu'elle est la « demande » en termes de propriété ?

Nous avons voulu voir comment cette « offre » et cette « demande » se retrouvaient exprimées dans les discours des primo-accédants à qui nous avons demandé de retracer le processus d'achat de la maison dans laquelle ils habitent aujourd'hui.

Le moment-clef du choix du promoteur

Jericho et Tatiana (entretien n°30)

Jericho a 49 ans, il est marié et vit avec Tatiana dans une maison de l'extension 13 de Protea Glen. Il est superviseur chez un vendeur d'accessoires automobiles (ouvrier qualifié). Ils ont 2 enfants de 24 et 23 ans. Seul le cadet vit avec eux.

Jericho est également prêtre bénévole pour l'Eglise de Zion et reçoit chez lui les personnes de la communauté en difficulté. Tatiana travaillait comme éducatrice pour une ONG britannique mais celle-ci a fermé. Elle est aujourd'hui traiteur à domicile et propose ses services pour des cérémonies (mariage, célébrations, enterrements). Elle cuisine dans le garage d'une amie à Soweto (Mdeni) car elle manque de place chez elle.

Leurs revenus mensuels conjoints s'élèvent à environ R12000 (€870), les rémunérations de Tatiana étant très peu stables d'un mois à l'autre.

La maison, d'une surface de 45m², n'a pas pu encore faire l'objet de beaucoup d'aménagements personnels. Elle se tient sur un terrain nu sans clôture. Ils ont acheté la maison en 2003 pour une valeur de R110 000 (€8000) et a rajouté R50 000 (€3650) pour faire une clôture extérieure et un agrandissement du salon. Le « *bond* » est donc de R160 000 (€11650) sur 20 ans. Elle paye des traites mensuelles de R1500 (€110). Son salaire est de R10000 (€730) environ. Sa fille a commencé un petit boulot à temps partiel dans un centre d'appel mais garde cet argent pour elle.

Quand nous les interrogeons sur leur parcours d'achat, comment ont-ils trouvé la maison ? Quels sont les éléments qui ont orienté leur choix de quartier, de promoteur de maison ? Jericho et Tatiana commencent par parler du crédit qu'ils remboursent chaque mois. « *It's a bond house for 20 years, but we try to pay faster* » me disent-ils. Le crédit est un élément important dans leur récit car il conditionnait leur accès à la propriété et, son remboursement aujourd'hui, conditionne le fait qu'ils puissent continuer à occuper le logement.

J. : « Nous avons acheté la maison en 2006, cela va faire 6 ans maintenant (en comptant sur les doigts de sa main). Le prix était de R210 000 et cela incluait tout, tu sais les avocats,

comment les appelle-t-on déjà ? enfin tout était compris. On était ensuite censés payer R2000 par mois, mais maintenant avec l'inflation, c'est devenu R3600, enfin maintenant non, c'est redescendu à R2800. »⁴³⁹

T. : « La traite normale du prêt devait être R2000. Mais aujourd'hui on paye davantage car c'est aussi notre avantage de finir [de payer] le prêt plus tôt, en raison des taux d'intérêt. »⁴⁴⁰

J. : « Oui, nous avons eu une subvention du gouvernement. Ils l'ont versé directement à notre banque.. sur notre prêt directement. Tu le reçois pas personnellement. C'était R17000. Mais il faut trouver quelqu'un d'honnête déjà pour te dire que tu y as droit, sinon il la garde pour lui [la subvention]. »⁴⁴¹

Le choix du promoteur semble avoir été important, notamment parce qu'il est l'interlocuteur principal de l'ensemble du processus. Ils l'ont trouvé parmi des tracts laissés dans un centre culturel en ville près de la station de taxi-bus.

« En même temps, on avait un ami qui avait eu une maison par le même promoteur donc on y est allés. L'agent était une femme très bonne, elle a beaucoup aidé. Elle m'a dit qu'elle espérait qu'on puisse finir de payer le prêt avant terme et elle nous a aidés à obtenir le prêt. »⁴⁴²

Parce qu'il s'agit d'une relation qui implique une certaine confiance, beaucoup de ménages choisissent un promoteur qui a déjà fourni une maison à l'une de leurs connaissances. Un seul enquêté nous dit avoir choisi d'emblée celui dont il a reçu le tract à son bureau.

⁴³⁹ “We bought the house in 2006, so it's going to be 6 years now. (he is counting on his fingers). The price was R210 000 including everything, your lawyers, how do they call it.. everything. So we were supposed to pay R2000 per month, but now with the inflation, it was R3600.. now? No before, now it came back to R2800.”

⁴⁴⁰ “But the normal installment was supposed to be R2000. But we're paying extra because it's our advantage to finish the bond the sooner the better, cause with the interest rates.”

⁴⁴¹ “Yes, we did have a government subsidy. They put it on your bond directly. You don't receive it personally. It was R17000. But you need to find someone honest enough to tell you about it, otherwise he keeps it for himself.”

⁴⁴² “Through an advert, some pamphlets that were given at the cultural centre in town, near to the taxi rank. And at the same time, we had a friend who got a house by the same developer so we went for it. The agent, I must be honest with you, she was a very good woman, she helped us a lot. She told me that she really hoped that we can finish paying the bond before.. she helped us getting the bond.”

Happy (entretien n°32)

Happy a 45 ans, elle est infirmière Elle habite dans sa maison achetée il y a 9 ans à Protea Glen, extension 13, avec son mari, sans emploi, et sa fille de 20 ans. Elle nous explique avoir choisi cette filière d'études en raisons des bourses offertes par le gouvernement. « C'était difficile pour ma mère. Elle était domestique, elle venait du Lesotho, je ne connaissais pas mon père qui est parti quand j'étais jeune. »

Elle vient du « *deep Soweto* », la location de Phiri où ils vivaient à 12 dans une maison de 4 pièces. (4 enfants et les cousins) Elle est fière aujourd'hui de pouvoir offrir à sa fille une vie différente. Le père de celle-ci (dont elle s'est séparée) l'aide à payer des études universitaires à UNISA pour devenir assistante sociale.

« Ma fille a de l'espace ici (nous montrant sa maison). Elle peut avoir une vie meilleure que celle que j'ai eu moi. Je veux qu'elle ait sa propre vie. [...] J'aimerais qu'elle conduise sa propre voiture quand elle aura 23 ou 24 ans. Qu'elle fasse sa vie à elle.»⁴⁴³

La maison est grise, le terrain nu, les murs extérieurs semblent déjà abimés. Elle est cependant bien entretenue à l'intérieur, même si un bout de plafond est tombé le mois dernier, car me dit Joyce, le travail a été mal fait et des fissures apparaissent partout.

La maison doit faire environ 60m², 2 chambres mais un grand salon. La télé (grand écran plat à côté d'une télé plus ancienne) est en marche, sur une chaîne musicale pendant que Happy est en train de faire le ménage avec une jeune cousine de passage et son petit-fils albinos. Nous sommes assis sur un canapé en cuir en face de la télévision. Les enfants de la voisine entrent et sortent de la maison pendant que nous parlons.

Happy nous explique avoir acheté sa maison par le promoteur KLB Property, car sa belle-sœur avait elle-même acheté une maison avec ce promoteur.

« We did the interview and everything, they look at how much you earn and if you don't earn more than R10 000 now, you can't have a bond, or you need to do a 'joint'.. these days you need a lot of money to qualify for a bond! Hard luck, you need to dig deep. »

Ils confirment ce que les autres ménages de primo-accédants indiquent : le promoteur est en charge de faire le lien avec la banque. Par ailleurs, le « bond » est bien distingué par rapport à un prêt classique : nous payons la maison chaque mois me disent les primo-accédants. Christian (entretien n°27) me dit qu'il n'a pas de prêt, juste le « *bond* » :

« Non, on paye juste le 'bond' à la banque tous les mois. C'est R3000 tous les mois. On aura fini dans cinq ans je crois. Parce que tu vois c'est la banque qui nous a vendu la maison. Ce n'est pas un prêt car nous n'avons pas emprunté de l'argent à la banque. On paye juste la maison. Standard Bank [la banque]. Oui je crois qu'ils travaillent avec Cosmo [le promoteur]. Mais je pense que certaines personnes ici [nous montrant l'autre côté de la

⁴⁴³ “My daughter now she can have a better life than the one I had. She has some space here. I want her to have her own life.[...] . I'd like her to drive her own car when she is 23 or 24. To make a life on her own.”

rue], ils utilisent aussi la banque de leur choix, si tu en as déjà une, tu peux aussi faire avec. »⁴⁴⁴

Christian (entretien n°27)

Christian est un entrepreneur de 35 ans. Nous le rencontrons chez lui, une maison achetée il y a trois ans à Protea Glen, extension 13, dans laquelle il vit avec sa femme et ses deux enfants. Il est né à Soweto. Il réalise qu'il a eu la chance de grandir dans un foyer « classe moyenne ». « Nous ne faisons pas partie des pauvres. Je voyais bien autour de nous ces familles, ils étaient dix à vivre dans une maison de quatre pièces. »⁴⁴⁵

Les parents de Christian étaient employés (chauffeur de bus et assistante médicale) et ont pu payer ses études d'enseignement supérieur, et même une voiture.

Cela lui permet d'exprimer ainsi son positionnement social aujourd'hui :

« Je peux dire que je suis au milieu oui (riant).. Je ne suis pas dans la classe haute, à moins que j'aie un de ses appels d'offres qui enrichissent les gars du gouvernement! »⁴⁴⁶

Christian réside dans une des plus jolies maisons de la rue. Peinte en bleue, récemment rénovée. Deux voitures sont dans le garage au fond, le terrain est grand relativement au voisinage (environ 500m²). La maison est luxueusement meublée, carrelage noir, murs rouge, grand écran plasma, canapé en cuir. Nous nous installons dehors sous un paravent où il est en train de nettoyer et relacer ses chaussures avec son fils qui joue sur la pelouse et qui mange des glaces au sirop vendues dans la rue pour 1R. Le cousin de Christian est là aussi, ainsi que sa fille de 17 ans.

La valeur d'achat de sa maison était de R450 000. Ils ont pu apporter R350 000 de capital avec sa femme (en vendant sa voiture notamment). Le « bond » est donc de R100 000 auquel il a rajouté R150 000 pour des travaux de rénovations. La maison a été rachetée après le départ du précédent propriétaire. Il paye R3000 par mois de traites pour 5 ans.

Il pense la revendre ensuite dans quelques années pour pouvoir s'acheter une maison plus grande dans une banlieue plus huppée. Il pourra alors peut-être acheter un autre bien pour le louer, nous confie-t-il.

Le délai d'acquisition de la maison semble être dans la moyenne d'un an, soit entre le moment du premier contact avec le promoteur et la fourniture concrète de la maison. Souvent celle-ci n'est pas construite au moment de la signature de la transaction, les promoteurs produisant ainsi à la demande, réduisant les coûts au maximum.

⁴⁴⁴ “ No now we just pay the bond to the bank every month. It's R3000 every month. And we will be finished in 5 years or so I think.. Cause you see it's the bank who sold us the house. It's not a loan cause we didn't borrow any money form the bank. We're just paying the house. Standard Bank. Yes I think they work with Cosmo. But I think some people (showing the other side of the street), they also use their own bank, if you already have a bank.. you can also do it.”

⁴⁴⁵ “We were not among the poor. I could see some families around us, they were 10 of them staying in a four-room house.”

⁴⁴⁶ “I can say I am in the middle.. (laughing) I'm not in the high class, unless I get these tenders, maybe one day, I will be like these rich guys in the government.”

« L'endroit ici était encore en cours d'habilitation, avec tous les tuyaux et tout ça. On venait de déposer notre demande de prêt hypothécaire et la banque prenait du temps, l'agent [immobilier] nous a aidés et soudain, nous avons une réunion en ville, on a rencontré les juristes et tout le monde et on a signé des papiers.. et puis ils nous ont montré un plan, avec la localisation précise de la maison et tout ça et ensuite nous avons pu emménager dans la maison en mai 2006. Nous avons commencé le processus en 2005, donc cela a duré 1 an. »⁴⁴⁷

Ils ont aussi une relation de type « affective » ou émotionnelle avec la banque qui leur a accordé le prêt. Standard Bank est ici décrite dans des termes mêmes des campagnes de publicité qu'elle conduit : une banque qui au service de la communauté qui auparavant n'avaient pas accès au crédit. Ils se targuent de financer une maison sur trois vendues actuellement.

« La meilleure banque est Standard Bank, ce sont eux qui donnent de l'argent à tout le monde, aux gens qui en ont besoin. Ils s'occupent de nous, les gens aux bas revenus. Ils disent sur la publicité que même celui qui gagne environ R3500 (€255), et qui ne peut pas prétendre une RDP, il s'occupe de lui aussi. Et maintenant les autres banques commencent à faire la même chose, je les vois, elles viennent même ici dans les *locations* pour faire leur publicité. »⁴⁴⁸

Un achat sous contraintes

L'absence d'alternative ou de choix a été exprimée par un grand nombre de primo-accédants par des expressions telles que : « *we didn't have a choice* », « *that was the only option* » ou encore « *that's what they had in stock* ». Cette contrainte concerne deux étapes du processus d'achat :

- le type de maison achetée (en l'occurrence des maisons du « gap market » à crédit)
- et le choix du quartier résidentiel.

⁴⁴⁷ “The place here was still being serviced, with all the pipes and everything.. we just applied for the bond and the bank was taking some time, the agent helped us and out of a sudden, we had a meeting in town, we met with the lawyers and everyone and we signed some papers.. and then they showed us a plan, and with the exact location of the house and everything and then we were able to move in the house in May 2006. We started the process in 2005, so yes it took one year.”

⁴⁴⁸ “The best bank is Standard Bank, they are the ones who gives money to everyone, the people who needs it. They cater for us, the lower earning people. They say on the advert that even the one who earn around 3500, and they can't apply for a RDP, they cater for him too. And now the other banks, they are starting to do the same, I can see them, they even come here to locations to advertise.”

Jericho et Tatiana par exemple, confient avoir cherché principalement à Soweto, car tous deux sont des « *born and bread* » du *township*, lieu de leur rencontre alors qu'ils étaient au lycée dans le quartier de Mdeni. Mais le *township* est grand. En fait, ils ont été orientés vers le seul endroit possible de construction, selon leurs dires :

« Nous n'avions pas d'autre option vraiment, c'était une obligation à notre âge, nous devenons vieux et nous n'avions pas d'autre option, c'étaient les seules maisons en construction par ici. [...] Nous voulions une maison neuve, parce que pour nous c'était impossible d'acheter les plus anciennes, on ne pouvait pas avoir de prêt. »⁴⁴⁹

Un certain choix a pourtant été exercé par Tatiana, comprenons-nous en fin d'interview. Elle a préféré rester à Soweto alors que Jericho voulait une maison plus grande dans l'Eastrand.⁴⁵⁰ Le choix a été orienté par la présence de la famille « Mais nous avons beaucoup d'amis et de la famille ici, ma mère, ma sœur et mes frères. »

« Nous n'avions pas le choix » est une phrase qui revient de façon récurrente dans les discours des enquêtés sur leur accès à la propriété. De façon paradoxale, nous les interrogeons sur les raisons d'un choix (de quartier, de style de maison ou de promoteurs) qui, souvent, n'a pas réellement existé. Cela vient confirmer l'idée d'un processus entièrement standardisé de la première prise de contact avec le promoteur au produit fini, qui est lui-même standardisé selon des normes en vigueur dans l'ensemble de l'extension construite par le même promoteur.

Par exemple, une maison RBA sera selon des caractéristiques types de 40m² avec un toit à deux pentes (de style « *tuscany* »), deux chambres et un terrain nu sans clôture de 250m².

La localisation de la maison semble être un paramètre presque annexe dans les narrations recueillies.

⁴⁴⁹ “We had no option really, it was a must thing at our age, we are getting old and we had no option, there were the only houses being built around here. [...] We wanted a new one, cause for us it was impossible to buy the older ones, we couldn't get a loan.”

⁴⁵⁰ “We were supposed to live in the Eastrand, if it wasn't for this woman, we would have gone there. It's nice there and the houses were cheaper. In Vosloorus there. But she didn't like it. The houses were so small, it was like 35m². Now they started to open up. But we have a lot of friends and family here, my mom, my sister and brothers.”

Le lieu de résidence dépend en fait des zones en construction au moment de la démarche : on vous fera visiter les zones parfois avant que les maisons y soient construites. Autour de Soweto, il n'existe que 3 ou 4 endroits où de nouveaux lotissements sont construits : Bramfischerville qui a la réputation d'un quartier de RDP avec des problèmes de sécurité, Naturena/Devland Gardens en face d'Eldorado Park en bord de la route principale qui relie Johannesburg à Soweto (à l'endroit d'un grand « *informal settlement* »), Protea Glen qui s'étend désormais loin sur des terres agricoles et vers Randburg.

- le style de la maison est formaté, seule la pente du toit peut varier et, en fonction du promoteur, il est possible d'en avoir le choix.
- le prix est non-négociable, il n'en n'est jamais question d'ailleurs même dans l'esprit des acheteurs.
- la localisation dans le lotissement semble dépendre des contingences de construction et non du choix du ménage.

Enfin, les déceptions pointent en fin du récit, elles ne sont pourtant pas négligeables. La maison est bien plus petite qu'ils ne l'avaient imaginé en premier lieu.

T. : Le prix est imposant, mais la maison est petite ! Regarde comme c'est trop petit : le salon est si petit [environ 10m²] que le canapé n'y rentre pas correctement.

J. Nous n'avons pas bien compris les mesures quand ils nous ont montré le plan, nous n'avons pas eu les mesures réelles.. donc ensuite quand nous l'avons vu finie, qu'est-ce qu'on pouvait dire ? On n'avait plus le choix !

T. Mais elles sont toutes comme cela vers ici, toutes de la même taille (en me montrant la rue). »⁴⁵¹

Pourtant, malgré la distance, le peu d'infrastructures encore construites et le manque de qualité de ces maisons déplorées par beaucoup, les ménages continuent d'acheter ce type de maisons. Parmi les hypothèses pour l'expliquer, nous pouvons mentionner celles-ci :

⁴⁵¹ “*The money is big but the house is small! It's too small! Look! The living room is so small, maybe 10m², that their sofa don't fit in it. It is very small, smaller than we thought it would be. But we didn't understand the measurements when they showed us the plan, we didn't get the measures.. so then when we saw the finished, what could we say? We had no choice! But they are like this around here, all the same size.*”

- l’offre de maisons à bas coût est en premier lieu très limitée, et les terres disponibles autour de Soweto et au sud de Johannesburg ;
- une contrainte de type économique, qui a été exprimée, et qui rendrait tout autre type d’achat et de prêt impossible à ce niveau de revenus (en dehors du secteur aidé du « *gap housing* ») ;
- des valeurs intrinsèques conférées par les ménages à la propriété et au statut de propriétaire qui priment les contraintes et les manquements exprimés précédemment.

Compte tenu de la prégnance d’interdits et de « cartes mentales » mises au jour précédemment dans les discours de nos enquêtés⁴⁵², nous comprenons que la mobilité résidentielle n’est pas si « évidente » que cela peut être présenté dans les discours médiatiques sur les « *Black Diamonds* ».

- ✓ L’offre de maisons à bas coût est en premier lieu très limitée, ce qui explique cette phrase récurrente prononcée par nos interviewés interrogés sur leur choix de quartier : « *We didn’t have a choice* ». Pour eux, posséder une maison individuelle, être chez soi, prime le type de quartier ou même sa localisation.

L’accès à la propriété du logement est associé au renforcement de l’insertion en ville. (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony 2007 :90) « L’installation en périphérie [...] est fortement motivée : l’accès à la propriété foncière représente une promotion dans l’ordre familial et la possibilité de stabiliser son ménage. » E. Dorier-Apprill montre avec l’exemple des accédants à la propriété en périphérie sous-équipée et très éloignée du centre-ville de Brazzaville que cette installation traduit une véritable stratégie personnelle et choisie vers la stabilisation résidentielle. Cela constitue le terme d’un parcours résidentiel. L’achat de la parcelle, la construction puis l’embellissement très progressif de la maison couronnent une longue histoire urbaine, marquées par des itinéraires résidentiels mouvementés.

⁴⁵² Voir de chapitre 4 de la 2^{ème} partie.

- ✓ Le parcours requiert des sacrifices, « l'impression de ne pas être à la hauteur de ce que le nouveau logement exige » matériellement et symboliquement (Dorier-Apprill et Gervais Lambony 2007 :92), aussi l'installation en périurbain n'est souvent pas définitive mais liée aux aléas du marché du travail (chômage) ou de l'histoire familiale (divorce, décès etc.).

Les formes de « captivité résidentielle » ont des causes multiples difficiles à identifier. La faiblesse des ressources financières notamment dans le contexte de très fortes pressions foncières et immobilières comme à Johannesburg, la dissociation de plus en plus grande entre valeurs foncières et immobilières et revenus de la majorité des urbains (*ibid.*).

- ✓ De plus, la mobilité résidentielle correspond à des processus d'individualisation négociés, c'est-à-dire que la localisation résidentielle est une façon d'instaurer une distance, mais ici limitée, avec la famille étendue de socialisation primaire. La nouvelle cellule familiale (de procréation ou de socialisation secondaire) pourra d'autant mieux se développer que les réseaux familiaux « de ponction » sont tenus à distance.

6.3.3 Le rôle de la propriété dans l'affirmation d'un statut social

Notre hypothèse est que les contraintes que nous avons relevées dans les entretiens, ainsi que les conditions de vie parfois en deçà des attentes, ont été acceptées par les ménages rencontrés en raison de la valeur supérieure accordée au statut de propriétaire. Beaucoup de « ceux du milieu » ont exprimé le fait que l'achat de la maison ait été en soi une priorité pour le ménage, en termes d'allocation des ressources financières et de préoccupations voire d'élaboration de stratégies résidentielles.

Christian :

« C'était l'an dernier. Cela va faire bientôt 2 ans maintenant que nous avons emménagés. Nous l'avons acheté R450 000 avec le coût du notaire inclus. Nous n'avons pas souscrit de prêt car nous avons de l'argent avec ma femme. C'était difficile mais nous avons

économisé et j'ai même vendu ma voiture, j'avais une Golf 6. C'était un peu comme vendre mon bébé tu vois ! mais je l'ai fait pour ma famille. La maison était plus importante. »⁴⁵³

Parce qu'elle a un coût – contrairement aux maisons RDP et logements sociaux – et que celui-ci est considérable dans le budget restreint de « ceux du milieu », la possession d'une maison est au centre des préoccupations pratiques et ses représentations sociales de « ceux du milieu ».

Un marqueur du nouveau statut social

Il est généralement admis que la possession d'une maison joue un rôle proéminent dans l'évaluation des gens de leur statut social.

La maison est un gage d'amélioration de la qualité de vie, notamment pour la population « noire » qui a vécu souvent dans des logements insalubres et/ou surpeuplés sous l'apartheid.

– Chez la classe moyenne supérieure, c'est la taille de la maison et son architecture qui seront des caractéristiques de distinction ;

– Chez « ceux du milieu », la distinction se joue dans l'agrandissement potentiel de la maison standard livrée par les promoteurs en tous points identiques à celle des voisins, ainsi que dans les éléments d'ameublement intérieur. Mais la taille même des pièces réduit la marge de manœuvre dans la décoration (comme dans le cas de Jéricho qui a acheté un beau canapé mais qui n'a pas un salon assez grand pour le disposer correctement, expression d'un conflit entre les aspirations sociales et la réalité de leur situation) ;

– Pour les plus pauvres qui accèdent à une maison RDP enfin, selon nos observations à Soweto, l'ameublement est avant tout destiné à être fonctionnel, celui-ci est transmis de génération en génération, il est peu souvent l'objet d'un achat dans un magasin.

L'agrandissement de la maison est affiché comme un signe de réussite sociale pour « ceux du milieu ». Il signifie que les résidents ont pu rembourser le prêt hypothécaire et stabiliser leur situation, pour ensuite engager de nouvelles dépenses

⁴⁵³ *“It was last year. It's going to be 2 years now that we moved in. We bought it R450 000 with the price of lawyers included. We didn't take a loan cause we had money with my wife. It was difficult but we saved and I even sold my car, I used to have a Golf 6. It was like selling my baby you see! But I did it for my family. The house was more important.”*

(souvent un autre prêt) pour les travaux d'extension. De plus, un grand espace privatif permet de déployer les signes de sa réussite, mesurée à l'aune de la capacité de consommation (buffet et canapés par exemple dans le salon).

Beaucoup me parlent de leur souhait d'agrandir la maison dès que possible, mais un seul des enquêtés a pu le faire (Christian entretien n°27).

Il nous dit que toutes les maisons se ressemblent au moment de leur construction. « La nôtre était la même que celle-ci (à droite) ou que celle-là (à gauche) nous dit-il dans son jardin. La même. Alors on a tout refait. »⁴⁵⁴

Quitter la maison familiale, tout en restant proche

C'est aussi un marqueur de différenciation par rapport à son milieu familial, l'expression de sa propre trajectoire qui se distancie de celle de sa famille. L'avantage du statut de propriétaire est souvent décrit en contre-point de celui de locataire que connaissait l'enquêté précédemment. Pour ceux qui viennent de Soweto ou d'un autre *township*, la situation précédente est très souvent celle de la location d'une chambre d'arrière-cour (*backyard room*) dans la maison familiale construite sous l'apartheid et souvent surpeuplée.

Jericho et Tatiana (entretien n°27): « Nous logions dans la chambre d'arrière-cour chez ma mère mais avec tous les frères et sœurs. Je l'ai acheté avec un prêt hypothécaire aussi. Maintenant c'est à ma mère et elle la loue à mes frères. »⁴⁵⁵

Avant cela, ils habitaient dans des appartements dans l'arrière-cour de la maison familiale au cœur de Soweto, avec les deux fils de Jericho et sa femme, cohabitants également avec ses frères et sœurs (8) ; sa mère résidant, elle, dans la maison principale. Jericho est toujours propriétaire de ces appartements, mais il a préféré en laisser l'occupation à ses frères, sa mère percevant les différents loyers. Ses fils sont aujourd'hui adultes, le foyer familial se limite à lui et à sa femme. Son discours sur sa trajectoire résidentielle semble s'articuler autour d'une prise de distance vis-à-vis de la sphère familiale, malgré un attachement fort. Son enfance,

⁴⁵⁴ “*These houses they all look the same. Our house was exactly the same as this one, or as this one there. The same. We unsanded the walls, we did everything as we were in the house.*”

⁴⁵⁵ “*We used to stay in the backyard room at my mother's house but with all my sisters and brothers; I bought it with a bond as well. Now it's my mother's and she is renting them to my brothers.*”

qu'il évoque par ces termes : « *we struggled* », « *small house for the ten of us* », est marquée par la pauvreté et la promiscuité. Aujourd'hui, ce qu'il apprécie le plus dans sa nouvelle maison est le confort d'être chez soi, d'avoir un toit à soi.

Pour autant, cela semble important pour lui de toujours résider à Soweto, de ne pas avoir quitté le *township* même si ses amis lui disent qu'il habite dans la banlieue résidentielle de Soweto désormais (*suburb*), il préfère regarder dans la direction du centre du *township* et se dire qu'il n'est qu'à 20 min de la maison de sa mère et que tous les taxis s'arrêtent juste devant chez lui. La question de la distribution des ressources du ménage aux membres de la famille apparaît quand je lui demande s'ils parviennent à mettre de l'argent de côté chaque mois. Et cela semble être une contrainte qui pèse sur le ménage, sur un budget déjà amputé par le remboursement du crédit immobilier tous les mois.

L'intimité, le « chez soi »

On prend la mesure du caractère stratégique de la mobilité résidentielle en écoutant Jericho et sa femme apprécier le calme et le respect de la vie privée de chacun dans leur rue de l'extension 13 de Protea Glen, où les voisins se connaissent mais apprécient la tranquillité de l'entre soi pavillonnaire petit bourgeois.

Julia (entretien n°31) nous dit avoir vécu avec sa belle-mère à Dube (Soweto) durant les deux ans qui ont suivi son mariage.

« En 2003-2005, nous avons dû faire la tradition de la magothi, quand la femme doit s'occuper des beaux-parents dans la tradition zulu. Moi je suis Sotho. Ils étaient âgés alors après ces deux années, nous avons employé quelqu'un pour cuisiner pour eux maintenant que nous avons déménagé » .

Pour elle, le fait d'acheter une maison (que l'on dit d'ailleurs « individuelle ») avec son mari lui a permis de rompre avec son rôle « traditionnel » de nouvelle épouse qui lui pesait manifestement. Elle s'y est néanmoins pliée le temps d'une transition.

Le type d'habitat et le choix de la localisation résidentielle dépendent donc d'un arbitrage à l'échelle du ménage, selon une dialectique entre individualisme et vie

en communauté, mais aussi entre plusieurs types de solidarité (familiale, Église, voisins).

Avec le départ de la maison familiale, s'exprime également un désir d'être « chez soi ». La propriété est synonyme pour nos enquêtés d'avoir son propre espace, sa sphère d'intimité en réaction à l'espace surpeuplé de la maison de famille d'origine ou envahi de l'appartement que l'on loue (où le propriétaire a tous les droits), ou de la « *back room* », taudis informel dans l'arrière-cour des maisons du *township*.

Christian (entretien n°27) nous dit avoir surtout voulu « son propre jardin » et de l'intimité.

« J'habitais à Dobsonville, dans Orlando West (Soweto). Je louais mais après un moment tu veux avoir un endroit à toi tu vois...[...] Je voulais mon propre terrain, m'acheter une maison. Dans le complexe tu n'as aucune intimité, ici je peux fermer le verrou de mon portail et faire ce que je veux. »⁴⁵⁶

L'intimité est souvent mentionnée comme un des grands avantages de la maison individuelle et de son jardin clôturé :

Julia (entretien n°31) :

« On vivait dans un appartement à Naledi (Soweto) mais c'était si difficile, des problèmes d'égout, un espace ouvert, sans murs. Tu peux pas rester dans un appartement, tu n'as pas d'endroit pour faire les cérémonies traditionnelles par exemple (avec les chèvres). *Quelque chose de l'ordre de l'intimité*, tu n'en as pas. »⁴⁵⁷

Happy (entretien n°32) vient du Soweto « profond », du quartier de Phiri. Elle habitait dans la maison de sa mère, mais ils étaient 12 dans ce cas-là : ses sœurs et ses frères (dont deux sont morts aujourd'hui) et des cousins. Donc elle a décidé de déménager tout d'abord dans une chambre d'arrière-cour qu'elle a loué à Soweto.

« Je ne pouvais pas y grandir, j'avais besoin d'espace et en plus j'avais désormais un salaire. Je pouvais me permettre d'acheter une maison. C'est mieux que de louer un appart' »

⁴⁵⁶ “I stayed in Dobsonville, in Orlando West.. I was renting but after a while you want to have a place of your own you know...[...] I wanted my own yard, to buy myself a house. In the complex you don't have any privacy, here I can lock my gate and do whatever I want here.”

⁴⁵⁷ “We used to live in a flat in Naledi but it was so difficult, problems of sewage, an open place, with no walls. You can't stay in a flat, you have no place to do the traditional ceremonies for example (you know with goats). Something like privacy, you don't have.”

car pour le même montant, tu possèdes ta maison. Je ne pouvais pas vieillir comme ça, dans une chambre extérieure. J'avais besoin de ma propre maison. »⁴⁵⁸

Damian (entretien n°35):

« C'est la première maison que je possède. Avant, je logeais dans une *backroom*, tu sais on a des *backrooms* dans les *townships* ici, puis j'étais dans un appartement que je louais. La *backroom* se situait dans notre maison de famille à Mapetla, la maison de mes parents mais ma sœur y logeait aussi avec ses 4 enfants. Donc nous, les enfants, on a ensuite logé dans la maison quand mes parents ont déménagé dans l'East Rand. Mais il fallait que je grandisse et que je bouge. Mon père est mort en 1982. Donc maintenant ma mère vit là-bas seule. »⁴⁵⁹

Pour ceux qui ne sont pas originaires de Soweto ni du Gauteng, l'achat d'une maison peut aussi être synonyme du premier rassemblement de la famille après des migrations imposées par le système de main-d'œuvre de l'apartheid.

Pour Dario (entretien n°37) par exemple, qui a connu les logements pour travailleurs à Soweto (*hostels*), l'achat d'une maison à Protea Glen au tout début de la construction du quartier il y a quinze ans a mis fin à une séparation entre d'un côté, la sphère personnelle et familiale au Limpopo, et de l'autre, la sphère professionnelle du *township*.

« J'ai acheté cette maison il y a quinze ans. Mes deux fils et ma femme, j'ai décidé qu'ils devaient maintenant vivre ici. Vous savez, en ce temps, ils vous logeaient dans des *hostels* et seul, sans votre famille. On pouvait les voir seulement une fois par mois si vous aviez de l'argent. »⁴⁶⁰

La mobilité résidentielle répond donc à des processus d'individualisation négociés, c'est-à-dire que la localisation résidentielle est une façon d'instaurer une distance, mais ici limitée, avec la famille étendue de socialisation primaire. La nouvelle cellule familiale (de procréation ou de socialisation secondaire) pourra d'autant mieux se développer que les réseaux familiaux « de ponction » sont tenus à

⁴⁵⁸ "I felt that I couldn't grow there, I needed space and as I was working, I could afford for a house. It's better than renting a flat cause for the same amount of money, you own your house. I couldn't grow old like this, in the outside room. I needed my own house."

⁴⁵⁹ "This is the first house I own. I used to stay in a backroom, you know we have backrooms in the township here, and then in some flat I was renting.. The backroom was in the family house in Mapetla, the house of my parents but my sister was staying there with her 4 kids. So us, the kids we used to stay in the house when my parents moved to the East Rand. But I had to grow and move... My father passed on in 1982. So my mom stays there on her own."

⁴⁶⁰ "I bought this house 15 years ago. My 2 boys and my wife, I decided they should live here. You know, at that time, they would accommodate you in hostels and alone, without your family. You could only see them once a month if you had money."

distance. Selon I. Chipkin (2012), la distance instaurée par la classe moyenne supérieure qui s'installe dans les complexes de *townhouses* plus au Nord, à l'extérieur du *township*, est plus grande en comparaison. De plus, le mode de vie très singulier de ces communautés dites « *gated communities* » est articulé autour du contrôle strict des entrées de « visiteurs » et change ainsi de façon plus nette le rapport au cercle familial étendu.

L'idée d'un rattrapage, voire d'une revanche : le rapport à l'apartheid

Au temps des différents régimes de ségrégation qu'a connu le pays, le logement a longtemps été imposé, ou confisqué, l'objet d'un pouvoir dont l'autorité s'appliquait de façon aussi brutale qu'inattendue (Thomas 2010 :271).

Dans ce contexte historique, qui est encore vivant dans la mémoire de nos enquêtés car il a marqué leur enfance et la vie de leurs parents, la maison offre une certaine sécurité grâce au caractère pérenne du régime foncier de la propriété.

Cet espace est également vécu comme un luxe par ceux qui, comme Happy, ont connu des conditions difficiles durant leur enfance:

« Nous n'avons jamais eu la chance de grandir dans notre propre maison, d'avoir l'espace qu'elle a aujourd'hui. Nous n'avons même pas une chambre pour nous. »⁴⁶¹

La dignité des personnes, notamment en fin de vie

A plusieurs reprises, lors de nos entretiens, l'accès à la propriété a été rapproché de la mort ou de l'âge avancé. Par exemple, Jericho (entretien n°30):

« On n'avait pas d'autres options en fait, c'était un 'passage obligé' à notre âge, on se fait vieux et on n'avait plus le choix, c'étaient les seules maisons en construction par ici. [...] On en voulait une neuve parce que pour nous c'était impossible d'acheter des maisons plus anciennes car on ne pouvait pas avoir de prêt. C'est une question d'honneur à notre âge. Une tranquillité d'esprit. Tu n'as de comptes à rendre à personne, tu es chez toi. Et les enfants doivent avoir leur propre maison. »⁴⁶²

⁴⁶¹ “We never had the chance to grow up in our own house, to have this space she has now.. we didn't even have a bedroom on our own.”

⁴⁶² “We had no option really, it was a must thing at our age, we are getting old and we had no option, there were the only houses being built around here. [...] We wanted a new one, cause for us it was impossible to buy the older ones, we couldn't get a loan. And it's a question of honour at our age. A peace of mind, you don't have to report to anyone, you're home. And your children they must have their own house.”

Est-ce l'idée « d'emmener quelque chose avec soi » comme le dit Leratong (entretien n°28)

« Les gens ne veulent plus louer; Ils ont retenu la leçon de leurs parents. Ils veulent posséder, emmener quelque chose avec eux, quand ils partent tu sais. »⁴⁶³

– ou Simpiwe (famille B) : « *When you go, you know, you want to be able to take something with ..* »⁴⁶⁴

– ou bien Christian (entretien n°27) : l'idée de laisser quelque chose derrière soi à ses enfants : « *Now at least, they have a roof over their heads, a place they can call home.* »

Il semble que le statut de propriétaire soit un gage de dignité.

Leratong (entretien n°28): « Maintenant je construis une maison pour ma mère afin qu'elle puisse partir avec dignité. Je suis en train de construire au Mpumalanga là où elle pourra prendre sa retraite. Je l'ai fait pour sa dignité. »⁴⁶⁵

Des auteurs (cités par Bremner 2004:3) ont montré que la maison à travers les temps été perçue comme la spatialisation ou la concrétisation du corps ((Rykwert, 1972; Mazzolini, 1993). Dans les moments de fractures (morts, naissances, catastrophes), la maison se substitue au corps en lui conférant sa continuité et en garantissant qu'il ne se désintègre pas complètement. D'où le lien avec la mort et le vieillissement dans le discours de nos interviewés⁴⁶⁶.

Un capital financier dans une trajectoire d'accumulation et d'investissement

Melvin (entretien n°34)

Il a 38 ans, il vit avec sa compagne et ses 2 enfants dans une maison de l'extension 12 de Protea Glen. Sa femme travaille dans un centre d'appel d'une société d'assurance. Melvin est chercheur, il travaille dans une cellule de veille sanitaire au sein du Ministère de la Santé. Il est diplômé d'un Master en sciences à l'université du Kwazulu-Natal. Son père était technicien pour le fournisseur national d'électricité Telkom. Il a pu financer sa première année d'université et il a ensuite obtenu des bourses.

⁴⁶³ "People don't want to rent anymore. They learnt from their parents. They want to own, to take something with, when they go you know."

⁴⁶⁴ Ce sera Xolani qui nous confirmera que Simpiwe a bien évoqué la mort et l'importance d'avoir un patrimoine au moment de « partir ».

⁴⁶⁵ "Now I'm building a house for my mother for her to go in dignity. I'm building in Mpumalanga, where she can retire. I built it for her dignity."

⁴⁶⁶ "The walls of the house carry the same function as...we experience in the skins of our own bodies." (Mazzoleni 1993 : 292)

Sa maison est juste derrière la nôtre. Un petit chemin en terre les relie et nous trouvons Melvin en train de le nettoyer un jour de décembre, pendant les vacances scolaires. Le salon est cossu mais ne dispose pas de télé, contrairement à la grande majorité des foyers où nous avons été reçus. Il nous dit regarder des films sur son ordinateur. La maison a trois chambres et un grand terrain sur lequel un arbre a été planté. Sa femme et ses deux enfants sont partis pour les vacances dans la province du Limpopo d'où sont originaires ses parents.

Melvin a acheté sa maison en 2003 quand il a disposé d'un emploi stable dans un laboratoire du Ministère. A l'époque, elle coûtait R136 000. Il a payé des traites de R2300 jusqu'en 2008 l'année où il a changé de poste et a utilisé l'argent qui avait été mis de côté pour sa retraite pour compléter le remboursement du prêt immobilier.

Selon lui, la valeur de la propriété est dans l'accumulation d'un capital. Il compare tout de suite ses apports par rapport à sa situation en location précédemment.

« Avant, je louais un appartement en ville. Je le voyais comme une perte. Je payais de l'argent à quelqu'un d'autre et à la fin, tu n'as rien. Alors qu'avec une propriété tu es sûr que ça accumule de... comment tu dis.. de la valeur c'est ça. »⁴⁶⁷

Valorisation, capitalisation, accumulation élargie de capital.... A travers ces mots, il semble soucieux d'épargner le maximum chaque mois dans l'objectif de pouvoir acheter une nouvelle maison. Ainsi, avec sa femme, ils utilisent les transports publics pour aller travailler. Ils n'ont pas de voiture. Leur budget transport est de R1500 par mois. Cela l'oblige néanmoins à partir à 5h le matin et rentrer à 20h le soir pour éviter les embouteillages sur l'autoroute vers Pretoria. Ses enfants sont alors souvent déjà endormis nous confie-t-il.

« Je n'ai pas d'autres revenus en ce moment, c'est pour cela que je peux acheter une autre maison pour pouvoir louer celle-ci, et ainsi avoir un revenu de la location. Et ensuite, en acheter une autre. [...] Je veux avoir un investissement dans l'immobilier. Maintenant cette maison doit valoir R500 000. »⁴⁶⁸

⁴⁶⁷ “Before, I was renting a flat in town. I view it as a loss. I was paying money to somebody else and at the end you have nothing. Whereas with a property you're sure that it accumulates some .. how do you say.. value yeah.”

⁴⁶⁸ “I have no other income at the moment, so that's why I want to buy another house to rent this one, to have an income from the rent. And then buy another one.”

Nous comprenons que « ceux du milieu » ne peuvent compter que sur leurs propres efforts pour concrétiser leur trajectoire sociale, économique et professionnelle à laquelle ils aspirent. Ces individus, pour la plupart d'entre eux, « têtes de pelotons », n'ont en effet pas profité d'un processus lent et gradué d'accumulation de capital (social et économique, culturel), comme cela peut se dérouler dans d'autres pays. Les différents soubresauts de l'histoire ont introduit des ruptures dans les trajectoires sociales des familles, notamment par la perte de propriété foncière (dépossession des terres dès 1913, puis dans les années 1960 en milieu urbain), la « dé-agrarianisation », puis les déplacements forcés, l'urbanisation et la transformation du capitalisme, un système de main-d'œuvre migrante qui déstructure les familles etc. Cela justifie en partie pourquoi les commentateurs parlent d'une « nouvelle » classe moyenne.

Or, parmi tous ces facteurs, la propriété joue un rôle fondamental dans les processus inter-générationnels d'accumulation de capital.

La propriété immobilière est également souvent considérée comme une sécurité financière, pour l'individu accédant mais aussi pour ses enfants. Un bien peut aussi permettre la participation à l'économie, par exemple en servant d'hypothèque pour un prêt, ou en la revendant. C'est aussi un capital qui peut servir de filet de sécurité contre un retour vers la pauvreté, sauf dans les cas où celui-ci est hypothéqué en totalité auquel cas un aléa conjoncturel comme la perte d'emploi entrainera la reprise de possession du bien par la banque.

Les deux dernières sous-parties montrent que :

- 1- que la propriété joue un rôle fondamental dans les stratégies de distinction de « ceux du milieu » et leur trajectoire inter-générationnelle orientée vers la promotion sociale
- 2- que le choix de cette propriété (sa taille, sa localisation et son prix) est très contraint pour les ménages que nous avons rencontrés

Ces données viennent donc relativiser l'idée que la localisation résidentielle résulte d'un choix pondéré par des préoccupations diverses (statut et respectabilité) ou des stratégies d'éducation pour les enfants contenue dans les travaux de Selzer et Heller (2010) mais aussi dans le rapport sur la classe moyenne à Roodeport

(Chipkin 2012). Selon Selzer et Heller, la localisation résidentielle fait partie des ressources à disposition des ménages de la classe moyenne dans le cadre de leurs stratégies pour sécuriser leur statut social. Chipkin voit dans le choix du complexe de *townshouses* le souhait de se prémunir des ponctions financières du réseau familial étendu et des obligations morales familiales.

Dans le cas de nos enquêtés, il y a deux éléments qui viennent à l'encontre de ce libre choix de la localisation et du type de logement :

- la structure du marché actuel dans le Gauteng marquée par une offre peu variée et le prix élevé des propriétés qui concourent à restreindre l'offre à un certain niveau de revenus ;
- le niveau de revenu du ménage, puisque moins les revenus du ménage sont élevés et plus le montant du prêt est important, rendant alors les futurs accédants plus prompts à choisir le type de « maison clef en main » assortie d'un prêt hypothécaire de vingt ans sans capital de départ.

Conclusion du chapitre 6

Nous voyons ici que l'espace social de « l'entre-deux » occupé par « ceux du milieu » peut prendre une forme physique ou géographique (un quartier, un lotissement) ainsi que politique (une catégorie de revenus mentionnée dans un discours présidentiel). Ces deux formes de matérialisation sont les produits de deux mouvements : celui des résidents eux-mêmes qui contribuent par leurs pratiques et leurs représentations individuelles et collectives à en former les contours et à y déployer des stratégies et tactiques quotidiennes⁴⁶⁹ ; celui des politiques publiques mises en œuvre par une diversité d'acteurs (promoteurs, banques, assurances et Etat aux niveaux local et national) qui ont contribué à la construction physique de cet espace et à son emplacement en mettant à la disposition des terres agricoles en périphérie sud de Soweto.

A travers l'étude de cas de Protea Glen, le logement (et plus précisément l'accès à la propriété) est envisagé dans sa multi-dimensionnalité. Nous l'appréhendons tout d'abord du point de vue de la politique publique et de l'accompagnement proposé par l'Etat en matière de logement de « ceux du milieu » dans le contexte de la Transformation post-apartheid où le logement est considéré comme un droit constitutif de la dignité humaine et une clef d'intégration des « nouveaux » citoyens à la ville ; puis du point de vue de nos enquêtés qui tentent de garantir un certain statut social, de s'inscrire dans une trajectoire inter-générationnelle ascendante tout en réinvestissant l'espace de la ville post-apartheid, de s'y intégrer de plein droit, notamment en y créant leur « chez soi ».

Le « *gap housing* » vient donc satisfaire un « besoin » de propriété de la part des ménages du « milieu » dont les origines sont diverses, historiques et culturelles. Il répond aussi à des logiques de planification urbaine dont le modèle tend à se mondialiser et à répondre aux logiques de coûts, de profits et de financement propres au « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski et Chiapello 1999). L'accès à la propriété consacre un statut pour « ceux du milieu », les distingue des plus

⁴⁶⁹ De Certeau nous sert ici de cadre théorique d'appui ainsi que la vision imbriquée ou encastrée du social de Giddens mais aussi de façon un peu différente par Polanyi.

pauvres, et leur donne la possibilité d'un éloignement géographique et symbolique d'avec leur cercle familial de socialisation primaire (et les pressions que celui-ci peut contenir).

Pour autant, parce qu'il contribue au mouvement de financiarisation et d'endettement, peut constituer un élément de fragilisation sur des trajectoires sociales déjà en tension de « ceux du milieu ». Nous l'avons vu, le processus long et laborieux de souscription d'un crédit suivi ensuite de la menace d'un défaut de paiement semblent renforcer une existence vécue comme précaire et laborieuse par les familles rencontrées.

Malgré les intentions et les discours volontaristes, seuls les ménages en haut du « *gap market* » semblent pouvoir aujourd'hui accéder aux biens immobiliers proposés, dans le Gauteng, lieu de notre enquête en tout cas.

Les banques restent prudentes en tant qu'organismes cherchant à maximiser leur profit. Les marges de profit sont faibles dans le secteur du logement des revenus modérés et l'organisation de l'industrie, qui souvent fait intervenir des promoteurs intermédiaires entre les banques et les constructeurs, fait monter les prix des unités construites et affecte la qualité et les standards de la construction. Les implications de ces choix sont financièrement problématiques pour les autorités locales et conduisent à un modèle urbanistique relativement peu viable.

Nous défendons l'hypothèse qu'une identité sociale du milieu prend forme dans ces quartiers. Elle est le résultat de trois éléments :

- un positionnement profondément contextuel, et en partie prospectif. Fondé sur une perception d'une trajectoire inter-générationnelle ascendante, et sur la projection vers un « futur meilleur », notamment pour leurs enfants ;
- le deuxième tient à l'histoire de la politique publique de logement en Afrique du Sud qui a créé un modèle centré sur l'accès à la propriété. La propriété immobilière est donc centrale dans les rêves d'ascension sociale. Chez « ceux du milieu », elle conditionne et permet l'adoption de pratiques de distinction (éloignement de la famille, ameublement, mobilité résidentielle etc.)
- le troisième tient à l'apparition d'acteurs financiers dans le système capitaliste minéralo-industriel sud-africain, et plus globalement à l'échelle mondiale. Ces nouveaux acteurs ont une influence sur la façon dont la population est catégorisée et ciblée par les acteurs économiques, sur le rôle conféré à l'Etat etc.

Conclusion de la 3^{ème} partie

Dans cette ville en transformation, l'espace de l'entre-deux de « ceux du milieu » que nous avons conceptualisé dans la 1^{ère} partie prend forme dans cette dernière partie à travers un ensemble de pratiques stratégiques et de politiques publiques ciblées.

« Ceux du milieu » sont perçus comme un marché à développer (« *Blak emerging market* »), des « consommateurs en puissance » qu'il s'agit de « financiariser » ou de « solvabiliser » (*affordability*), pour combler le « fossé » (*gap*) entre les pauvres et les riches dans un cadre de référence normatif fondé sur la consommation au sens large. Les conséquences – citadinité, financiarisation etc. – sont observables dans les discours des primo-accédants qui évaluent leur parcours résidentiel et leur emménagement récent à Protea Glen.

Cet espace qui prend forme est à la confluence de deux mouvements : celui des résidents eux-mêmes qui contribuent par leurs pratiques et leurs représentations individuelles et collectives à en former les contours et à y déployer des stratégies et tactiques quotidiennes⁴⁷⁰ ; celui des politiques publiques mises en œuvre par une diversité d'acteurs (promoteurs, banques, assurances et État aux niveaux local et national) qui ont contribué à la construction physique de cet espace et à son emplacement en mettant à disposition des terres agricoles en périphérie sud de Soweto. Ces trajectoires résidentielles, orientées vers la propriété et la mobilité, du côté des ménages et en regard, les politiques de logement gouvernementales et du secteur privé, se conjuguent à Protea Glen et donnent une certaine matérialité à la petite classe moyenne « noire ». Non seulement celle-ci prend corps à travers la reconnaissance politique et symbolique d'une catégorie sociale cible de « l'entre deux » (le « *gap market* »), mais aussi grâce à la création rapide, en une dizaine d'années, par les uns et par les autres, d'un espace physique (lotissements) de primo-accédants.

⁴⁷⁰ De Certeau nous sert ici de cadre théorique d'appui, ainsi que la vision imbriquée du social de Giddens mais aussi, de façon différente, la notion d'encastrement de Polanyi.

Tout en conférant une certaine matérialité à « ceux du milieu » et donc en solidifiant notre catégorie d'analyse, les deux mouvements combinés du « *gap housing* » (offre et demande) comprennent d'importants facteurs de précarisation et de fragilisation d'une petite classe moyenne déjà vulnérable :

- ✓ l'inégalité de l'accès au crédit et l'épreuve de la sélection ;
- ✓ la financiarisation des ménages modestes, bancarisation et endettement ;
- ✓ les ruptures de trajectoire sociale (à la suite d'une dépossession du bien) et les vulnérabilités engendrées par l'accès à la propriété au moyen d'un crédit hypothécaire face au risque de « repossession ».

Il y a donc une ligne de démarcation qui apparaît clairement entre « ceux du milieu » qui sont en « consolidation de classe » (Chipkin 2012) et ceux qui sont encore en train de tenter de sécuriser leur statut marqué par une certaine précarité. Nous avons dans notre échantillon sûrement davantage de membres de ce dernier groupe.

Pour autant, il est difficile de distinguer clairement cette démarcation grâce à des critères objectifs (revenus, types de capitaux détenus par le ménage ou niveau de diplôme), en raison de plusieurs facteurs :

- « ceux du milieu » sont moins un stock qu'un ensemble de flux oscillant, notamment pour les premières générations, entre stabilité et vulnérabilité et souvent contraint à repasser quelque temps en situation de pauvreté. Le positionnement se situe davantage à la rencontre de « flux » entre ceux qui s'enrichissent et sécurisent leur position progressivement et ceux qui sont rétrogradés au moindre aléa financier ou personnel : la démarcation entre les deux groupes n'est donc jamais stable ou figée.
- comme nous l'avons dit la structuration du marché de l'accession à la propriété crée des inégalités et des contraintes fortes dans les étapes de l'achat d'une maison (dans la province du Gauteng tout particulièrement)
- le niveau d'endettement élevé et le recours facilité au recours à la consommation rend les différences de situations économiques des ménages (objectives) plus floues ou biaisées.

Conclusion générale

Le futur de « ceux du milieu » sera-t-il vraiment « meilleur » ?

« Un autre monde est possible. Décrire et démonter les rouages de celui que nous vivons, dissiper les illusions qui nous le font percevoir comme immanents à la vie sociale, comme intangibles, est le devoir du sociologue. Un devoir de critique et de mise en cause des fausses évidences de la ‘pensée unique’, du triomphe de l’économie de marché, et cerise sur le gâteau, de la fin de l’histoire. » (Pinçon et Pinçon-Charlot 2011)

Nous avons commencé ce travail de recherche habités par la conviction que l’ordinaire est digne d’intérêt. Que cette étude auprès de citoyens sud-africains « moyens », « ni riches ni pauvres », pouvait même être salvatrice dans un pays trop souvent marqué du sceau de l’exception. En se positionnant au niveau des acteurs sociaux « ordinaires », nous cherchions des clefs pour saisir la nature complexe du post-apartheid dans ses ruptures et continuités. Soulever le voile des quartiers sans problèmes de Johannesburg, des parties d’anciens *townships* en voie de « *suburbanisation* » où la vie s’écoule de façon apparemment paisible, s’intéresser à ceux qui ont quitté de façon plus ou moins pérenne le monde de la survie pour entrer dans celui du « *betterment* » : essayer de faire mieux avec ce qu’on a, essayer d’assurer une vie meilleure à leurs enfants, et rejoindre ainsi les cohortes de ce que l’on nomme chez nous « la classe moyenne ».

Nous avons identifié en introduction un contexte politique et économique post-apartheid caractérisé d’une part, par un référentiel de la Transformation traversé de contradictions au moment de sa formulation au début des années 1990, puis dans la mise en œuvre de politiques visant à la fois à la justice sociale et au « redressement

racial » (Habib et Bentley 2008), d'autre part par un bilan ambivalent vingt après les débuts de la jeune démocratie sud-africaine. Au final, la Transformation est structurante en termes de discours publics et d'attentes populaires, mais peu aboutie au niveau de la structuration effective de la société puisque les inégalités sont toujours très fortes, selon des lignes aujourd'hui plus sociales que raciales.

La problématique structurant ce travail de recherche est la suivante : Quels sont les ressorts et enjeux des identifications sociales au « milieu » de l'espace social dans le contexte de la Transformation post-apartheid ?

Pour y répondre, nous avons cherché à comprendre la nature des identifications sociales dans cet espace social intermédiaire et « noir » à Johannesburg. Comment s'expriment-elles ? Comment sont-elles structurées par les conditions socio-historiques, les facteurs économiques et les politiques publiques du pays ? Quels acteurs et/ou institutions contribuent à ces identifications ? Quel est le poids des trajectoires inter-générationnelles dans le contexte fait de ruptures et continuités du post-apartheid ?

Dans la 1^{ère} partie de la thèse, nous passons en revue différentes façons de catégoriser la société sud-africaine post-apartheid et leur historicité (« *professionals* » et « *semi-professionals* », « *Black middle class* », « *amaphakathi* » etc.). Les fragmentations verticales sous l'apartheid ont divisé profondément le corps social en fonction de catégories raciales, de fragmentation du territoire (zones « blanches » et réserves « noires ») au gré des évolutions idéologiques du régime et des changements de législations. Nous rappelons que la formulation « classe moyenne noire » existe déjà sous l'apartheid. Qualifiée d'« émergente » déjà, elle ne va pas de soi car elle est une contradiction intrinsèque du régime de séparation des peuples de l'apartheid, bien que pourtant produite par lui. De plus, elle ne concerne encore qu'une minorité de la population « noire » urbaine mais celle-ci est en augmentation constante.

Qu'en est-il de la catégorisation « *Black Middle Class* » dans l'Afrique du Sud post-apartheid contemporaine ? Celle-ci reflète un changement objectif dans les marges supérieures de la répartition des revenus. Le caractère innovant vient de la « mise en chiffres » constante et des acteurs de la catégorisation. De nouveaux acteurs issus du marketing ou des cabinets de conseil mesurent et quantifient cette catégorie sociale dite « nouvelle » car ils y voient l'apparition d'un nouveau marché.

Nous montrons *que* la catégorie post-apartheid « *Black Middle class* », en grande partie issue d'opérations de segmentation de marchés, n'est pas anodine. Toute catégorisation, produit de luttes politiques pour l'imposition d'une représentation légitime de la société, crée de l'ordre là où apparaissent des changements sociaux. Cette « nouvelle classe » est très prisée des médias en raison des images qu'elles offrent, qui bien que stéréotypées, incarnent une transformation réussie. L'image du « *Black Diamond* », dont le portrait est davantage celui d'un consommateur que d'un citoyen est puissante en termes de représentation de la nouvelle Afrique du Sud moderne et émergente. Même démographiquement minoritaire, les individus de cette classe aux revenus supérieurs attestent, par leur existence même, de l'ouverture des horizons de la mobilité sociale et d'une nouvelle « richesse noire ». État et marché apparaissent comme étant au cœur du pouvoir symbolique de catégorisation de cette « *Black Middle Class* » en Afrique du Sud, pouvoir que P. Bourdieu définit comme « le pouvoir de constituer le donné par l'énonciation, de faire et de faire croire, de confirmer ou transformer la vision du monde, et par là, l'action sur le monde, et donc le monde » (Bourdieu 1991/2000 : 210).

Ces enjeux expliquent pourquoi nous assistons à un phénomène d'amplification de (ou de focalisation sur) la catégorie « *Black middle class* », presque un abus de langage, car celle-ci reste située dans la partie haute de l'échelle nationale des revenus. La « *Black Middle Class* » sud-africaine n'occupe pas la même place dans la structure sociale, ni n'a le même poids numérique, qu'en Europe ou aux Etats-Unis.

1- Nous reprenons les travaux de Seekings et Natrass (2005) et Visagie (2015) pour montrer **l'existence de deux classes moyennes en Afrique du Sud** : l'une plutôt aisée, et l'autre aux revenus plus modestes mais correspondant au « milieu réel » de l'échelle de répartition des revenus (littéralement le « milieu de la pyramide » comme le dit la Banque Africaine de Développement).

Il n'y a **donc pas de phénomène de « moyennisation »** de la société en Afrique du Sud même si l'on retrouve des comportements communs avec les standards de la classe moyenne occidentale décrits par H. Mendras notamment :

« Tous regardent la télévision, tous vont le samedi s'approvisionner aux mêmes centres commerciaux etc. [...] : auto, télévision, réfrigérateur, eau courante, etc., se sont répandus en ville comme en campagne ». (Mendras 1980 :28)

Contrairement à la conclusion que fait Mendras au sujet des différences de niveaux de vie qui s'estompent, celles-ci restent très marquées en Afrique du Sud. Cette conclusion est commune aux travaux du groupe de recherche CMA en Ethiopie, au Ghana, en Guinée ou en Ouganda (cf. Darbon 2012, numéro spécial d'Afrique Contemporaine et Darbon et Toulabor 2014).

A l'issue de l'utilisation des travaux de Seekings et Natrass et de Visagie, nous parvenons à définir « ceux du milieu » comme des individus dont les revenus se situent autour du revenu médian, soit environ entre R6000 (€440) et R15000 (€1100) environ par mois et par tête. Grâce aux indicateurs *Living Standard Measures* (LSM) disponibles en Afrique du Sud, nous savons que « ceux du milieu » ont au moins le Matric (équivalent du baccalauréat), et occupent un emploi semi-qualifié lorsqu'ils ne sont pas entrepreneurs.

Un des apports de notre travail est de mieux connaître cette catégorie du « milieu » et de cerner les multiples identifications qui participent de sa formation : qu'elles soient exogènes (raciales dans le contexte de l'apartheid et du post-apartheid, contemporaines à travers les acteurs du marketing et la politique publique du logement par exemple), ou endogènes à travers les discours et pratiques stratégiques de distinction des acteurs sociaux eux-mêmes.

2- L'analyse des discours subjectifs des enquêtés nous a révélé des expressions communes de positionnement dans l'espace social chez « ceux du milieu » en fonction de cadres sociaux de référence. L'espace et le temps sont des points de repère ou de cadrage de l'identification dans l'Afrique du Sud post-apartheid.

Le positionnement de « ceux du milieu » a souvent pour ancrage temporel la période du post-apartheid. Celle-ci a vu se dérouler leur enfance et la majeure partie de la vie de leurs parents. Cette référence sert aussi de point d'ancrage d'une trajectoire que nos interviewés reconstruisent dans ce moment biographique de l'entretien dans une perspective inter-générationnelle. Les réminiscences de nos enquêtés de leur enfance, de la vie de leurs parents faite de beaucoup de contraintes et de peu de choix, des assignations spatiales et identitaires de l'apartheid, leur font voir leur propre situation sous le signe d'un « mieux », d'une progression qui les distingue de la situation des plus mal-lotés. Le futur constitue un espace de projection marqué par un rapport en général favorable au risque chez

« ceux du milieu » en raison d'un leitmotiv (presque un mantra) : « *I want a better future for my kids* ».

3- La construction de notre objet de « ceux du milieu » est assortie de la prise en compte de la **dimension spatiale de la ville de Johannesburg** qui n'est pas seulement un décor à notre enquête ou un environnement de vie qui serait neutre pour nos enquêtés. Le système institutionnalisé de ségrégation – donc d'assignation identitaire – combiné à la structure économique industrielle a laissé une empreinte géo-spatiale dans la ville. Nous avons donc choisi comme unité d'enquête un périmètre à la fois racial et spatial, le « *Black Johannesburg* » (Krige 2011). Notre enquête a confirmé que la mobilité résidentielle, et la relation à l'espace d'une manière générale, prend une signification sociale, et même politique, très importante à Johannesburg.

4- Les pratiques sociales prolongent et consacrent le positionnement identitaire de « ceux du milieu ». Nos postulats (cf. cadre théorique présenté en introduction) permettaient de lier dans notre analyse les discours d'auto-positionnement et les pratiques sociales des acteurs, ces dernières pouvant contribuer à la distinction ou à des stratégies de placement social et ainsi « consacrer » une certaine identité en formation et constant repositionnement de « ceux du milieu ». Le positionnement subjectif de l'individu, son « auto-identification » ou son « sens du placement », en partie seulement conscient, en partie donc déjà « pratique », est également un facteur qui conditionne l'adoption de certaines pratiques propres à l'espace social intermédiaire.

En d'autres termes, au-delà des signes objectifs donnés par un revenu ou une profession, nous avons essayé de démontrer que, pour nos enquêtés, la perception de leur position et de leur trajectoire sociale est un facteur important d'adoption de certaines pratiques et comportements conformes à des dispositions favorables envers le futur (endettement, investissement etc.). Ce positionnement peut être favorisé par des institutions sociales (les églises évangéliques et leurs prêches par exemple). Ils mettent en place des comportements, qu'ils soient financiers ou en rapport avec l'éducation, qui visent la réalisation d'un futur meilleur. Cela passe par le choix d'une école plus éloignée mais qui dispense un enseignement de meilleure qualité, ou bien le choix d'une épargne sous la forme d'une assurance-vie

ou d'un plan d'investissement spécialisé pour l'éducation, mais aussi par des stratégies informelles de petite épargne ou de consommation dans un cercle de sociabilité.

Les pratiques ne font pas que décrire un mode de vie qui serait constitutif d'une certaine identité sociale. Elles sont elles-mêmes constitutives de l'identité comme autant de « points d'articulation entre les acteurs et les structures ». (Giddens 1987 :50-52) Nous observons les pratiques sociales stratégiques des acteurs au quotidien, qui ne sont pas seulement de l'ordre des tactiques de court terme (De Certeau) mais tentent d'assurer un futur meilleur, donc sont en accord avec une « disposition favorable » vers le futur, donc un certain habitus propre à « ceux du milieu » permis par des cadres sociaux que nous identifions. Par exemple, les pratiques financières d'épargne ou de crédit s'insèrent dans un système financier déjà établi qu'elles viennent renforcer tout en correspondant à des trajectoires personnelles individuelles ou familiales. Certaines pratiques de gestion financière au niveau du ménage ou de consommation rejoignent les objectifs économiques – de développement de marchés solvables – et politiques – de stabilisation démocratique et de légitimation du pouvoir post-apartheid, d'acteurs publics et privés responsables de politiques publiques.

Ces pratiques sont renforcées – et consacrées, tout en « consacrant » l'existence du groupe social de « ceux du milieu » – car elles rencontrent des politiques publiques qui ciblent une catégorie du « milieu ».

5- L'une de ces politiques publiques ciblant une catégorie de l'espace du « milieu » est le « *gap housing* » que l'on a étudié travers le cas de Protea Glen. Nous avons montré les effets conjoints de cette politique qui vise à faciliter l'accès à la propriété aux ménages à revenus modestes (« ceux du milieu ») mise en œuvre par les banques (pour l'octroi d'un prêt hypothécaire) et les promoteurs immobiliers pour la construction des maisons et même de la voirie et des infrastructures publiques des lotissements, et soutenue par l'Etat. Des ménages qui sont sortis récemment de la pauvreté sont ainsi requalifiés comme « marché à développer » et donc comme des « accédants » en puissance, ici à la propriété immobilière mais de façon plus générale, à la consommation de biens marchands. Puis, par l'intermédiaire de la sélection des dossiers pour l'obtention du crédit

hypothécaire, une homogénéité de revenus est créée dans les nouveaux quartiers construits selon cette politique d'accès à la propriété⁴⁷¹.

Cet espace social et spatial des accédants du « milieu », en l'occurrence à Protea Glen (Soweto), prend forme est à la confluence de deux mouvements : celui des résidents eux-mêmes qui contribuent par leurs pratiques et leurs représentations individuelles et collectives à en former les contours et à y déployer des stratégies et tactiques quotidiennes ; celui des politiques publiques mises en œuvre par une diversité d'acteurs (promoteurs, banques, assurances et État aux niveaux local et national) qui ont contribué à la construction physique de cet espace et à son emplacement en mettant à disposition des terres agricoles en périphérie sud de Soweto.

6- La capacité à consommer est au cœur de la distinction objective et subjective des « ni riches ni pauvres ». L'expression à dimension variable « *I can afford* » montre que l'acte de consommation est socialement signifiant. La disposition d'un revenu disponible (même maigre) à la fin du mois, une fois les dépenses contraintes effectuées, est la condition objective de ce pouvoir (Darbon et Toulabor 2011). Le pouvoir d'achat est dans ce cadre une marge d'action qui ouvre un champ de pratiques de consommation, d'épargne ou d'investissement qui distinguent le groupe social du milieu du groupe des plus pauvres.

C'est un pouvoir (au sens de « micro-pouvoir » de M. De Certeau) que « ceux du milieu » ont en commun et qui, par-là, constitue le début d'une subjectivation de groupe. Le pouvoir d'achat crée également des distinctions entre plusieurs sous-groupes au sein de l'espace de l'entre-deux. Il distingue donc autant qu'il intègre.

Dans une société de consommation comme celle de l'Afrique du Sud contemporaine, la démonstration nous amène à conclure que la consommation, au sens large, à travers les processus d'intégration, d'exclusion et de socialisation qu'elle engendre, serait en train de supplanter la production en tant que facteur d'identification pour l'individu et donc de vecteur de structuration sociale à l'échelle plus macro-sociale.

⁴⁷¹ Ce que Bourdieu décrit comme l'opération de sélection pour les classes de prépa peut s'appliquer ici au groupe de « ceux du milieu » : « par la consécration qu'elle leur confère dans l'opération même de sélection qui, d'un même mouvement, met à part et rassemble, sépare des gens semblables (entre eux) et rassemble des gens différents (des autres). »

Nous voyons deux domaines principaux vers lesquels pourraient s'orienter nos travaux de recherche futurs :

(i) Révéler les enjeux politiques et économiques de l'identification contemporaine d'un marché cible de « ceux du milieu » nous a fait prendre conscience des risques des développements récents des politiques publiques du logement (et de la ville en général) à Johannesburg.

Tout en conférant une certaine matérialité théorique à « ceux du milieu » (solidifiant notre catégorie d'analyse), les deux mouvements combinés du « *gap housing* » (offre et demande) comprennent d'importants facteurs de précarisation et de fragilisation de « ceux du milieu » dont nous avons identifié les trajectoires précaires.

Les facteurs sont les suivants : l'inégalité de l'accès au crédit et l'épreuve de la sélection ; l'endettement accru généré par la financiarisation des ménages modestes ; les ruptures de trajectoire sociale (à la suite de la repossesion du bien par la banque) et les vulnérabilités engendrées par l'accès à la propriété au moyen d'un crédit hypothécaire. Nous rejoignons les analyses de L. Fontaine (2014) qui montrent que le marché peut être un outil au service des plus pauvres mais les conditions de l'accès au marché ne sont pas toujours justes envers les plus vulnérables.

La financiarisation des pratiques des ménages enquêtés n'est pas sans lien avec le fait qu'ils deviennent eux-mêmes un marché-cible pour les acteurs financiers. Cette financiarisation à un niveau microéconomique n'est pas déconnectée de l'évolution du système macro-économique et en particulier des marchés financiers en Afrique du Sud et sur la scène mondiale. Ces deux processus sont au contraire intimement liés : c'est en effet par l'intermédiaire de la pratique de la titrisation que les prêts non-garantis proposés par des organismes de crédits bancaires et non-bancaires se développent depuis les années 1990. Selon E. Pineault (2015), « le processus de normalisation de la titrisation accompagne depuis plusieurs décennies la normalisation de l'endettement des ménages salariés pour fin de consommation. Il y a ainsi une articulation structurelle entre le développement des actifs titrisés, l'expansion du crédit aux ménages salariés et la croissance de la consommation de masse. »

« Sous les agrégats macroéconomiques s'est formé un rhizome d'agencements financiers et de renouvellement des instruments de marché. Cette mutation participe de la modernisation de l'économie en Afrique mais également de sa reconnexion avec la globalisation financière. Des formes inédites de consommation, d'investissement et d'échange marchand s'expriment sur le continent. Ces innovations remettent en cause les approches conventionnelles de l'économie du développement qui privilégient les changements structurels au sommet pour agir sur la base. » (Vallée 2011)

Nous comprenons alors que le processus de financiarisation à l'œuvre chez les ménages, dans des aspects triviaux de la vie quotidienne, participe de la forme singulière et particulièrement approfondie du néo-libéralisme sud-africain. Dans une perspective foucauldienne, le néolibéralisme est compris comme une forme de rationalité transcendante (économique, politique, social...) fondée sur la naturalisation des valeurs entrepreneuriales, la compétitivité et la compétition, la responsabilisation individuelle du sujet entrepreneur de lui-même. (Morange 2011 :4-5).

« Cette rationalité engendre des 'conduites' de soi et la mise en place de 'technologies de contrôle' liées à de nouvelles formes de gouvernementalité » nous dit M. Morange en reprenant le vocabulaire de Foucault. Les nouvelles formes de crédits à la consommation combinées aux prêts hypothécaires dont nous avons seulement commencé de décrire les effets sur les stratégies et pratiques des nouveaux accédants à Protea Glen ne sont-elles pas des formes de contrôle en imposant de nouvelles règles de gestion financière par exemple tout en incitant à l'endettement ? N'observe-t-on pas une certaine convergence des comportements de consommation dans les nouveaux quartiers de Protea Glen ? Dans quelle mesure la sélection opérée par l'octroi du crédit (auxquels participent les promoteurs immobiliers en association avec les banques) crée de l'homogénéité socio-économique dans le profil des résidents ?

Si l'on reprend l'idée que « ceux du milieu », à travers leurs pratiques et stratégies orientées vers une vie meilleure, la place importante de la finance (bancaire et non-bancaire) dans leur vie quotidienne, leurs trajectoires, mobilités et identités en tension, nous donnent à voir certains enjeux fondamentaux de la recomposition sociale et économique du post-apartheid : quel type de « transformation » notre objet nous donne-t-il alors à voir ?

M. Morange parle en effet d'une « transformation » :

« Cette transformation est au service de la perpétuation du régime d'accumulation capitaliste, mais elle ne rime pas avec retrait de l'État. Elle signale la diffusion de valeurs néolibérales dans toute la société et donc jusque dans la sphère étatique, l'État, quelle que soit sa forme, servant de relais à leur propagation et devenant l'un des architectes de cette rationalité, sans en être nécessairement le principal. »

(ii) La question de la formation d'une identité collective potentielle du groupe social de « ceux du milieu » reste ouverte.

Y. Déloye pointe le fait que dans la littérature sur les questions identitaires en sciences sociales le vocable d'« identification » (Martin 2010) est souvent retenu car il permet d'éviter le débat de la dimension substantielle de l'identité en politique pour privilégier l'étude des processus complexes de construction identitaire. Ce travail ne fait pas exception à cette remarque.

Dans la conclusion de l'ouvrage *L'identité en jeu* dirigé par D. C. Martin (2010), Y. Déloye traite de cette tension « entre le singulier et le général, entre l'individuel et le collectif, entre l'intime et le social, entre l'ordinaire et le politique » qui est selon lui « au cœur de l'héritage étymologique du groupe de mots formés à partir du latin scolastique *identificare* (identifier, s'identifier, identification, identifiable, identificateur).

« [...] le terme renvoie dans notre langue à deux usages complémentaires bien que distincts : le premier (le plus ancien, apparu au début du XVII^{ème} siècle) est employé dans le sens de 'considérer comme identique à autre chose' et donne naissance au verbe pronominal 's'identifier' ; le second (d'usage beaucoup plus récent) est utilisé lorsqu'il s'agit de 'reconnaître [tel ou tel objet ou personne] comme appartenant à une classe, une espèce'. D'où une sorte de tension constitutive entre l'acte individuel qui conduit une personne à 's'identifier', c'est-à-dire à se 'confondre en pensée et en fait' avec d'autres devenus subjectivement ses semblables, et la capacité de cette similitude largement imaginée à s'objectiver, voire à se naturaliser, pour constituer l'identité d'un groupe. »

Nous n'avons pas récolté assez d'éléments pour formuler une hypothèse sur une potentielle identité collective, marquée par des comportements politiques communs de « ceux du milieu », ou même un réel sentiment d'appartenance à un groupe.

Au terme de ce travail, la question de l'identité collective reste en suspens. Nous avons pris nos distances avec « l'illusion intellectualiste » (Bourdieu 1984) qui voit dans la classe sociale « sur le papier » de la « *black middle class* » une classe

au concret, nous avons montré les luttes symboliques qui ont pour enjeu la représentation du monde social dans le contexte particulier du post-apartheid, nous avons montré qu'ils y avaient des identifications communes à un espace symbolique du « milieu » selon des cadres sociaux identifiables, puis montré comment ceci pouvait avoir des ramifications dans l'ordre pratique des comportements des acteurs (ordinaires et institutionnels : politique et du secteur privé).

Nous sommes restés sur le seuil de la conclusion qu'une identité collective de « ceux du milieu » était formée. Car nous n'avons vu ni représentants de cette identité, ni revendication dans le champ politique. Nous avons tenté de sonder l'identité politique des quartiers où nous avons enquêté (cf. Escusa 2014), mais seul un recours à l'abstention comme première sanction de l'ANC a pu être identifié comme comportements communs émergents, et encore il faudrait élargir l'échantillon pour en être sûr.

Néanmoins, si des processus d'identification collective peuvent se trouver « dans un ensemble de pratiques ordinaires [...], le plus souvent diffuses et répétitives, [...] » (Déloye 2010 :415), alors l'étude des pratiques stratégiques dans notre dernière partie serait sûrement à approfondir sur la longue durée.

Le dernier chapitre ouvre la discussion sur la tension entre identification individuelle et identité collective.

En fait, on montre que l'identification objective d'un marché (et d'une catégorie cible de ménages pour cela) – de façon générale de catégories de marché « *bottom of pyramid* » ou « *black emerging markets* » – rejoint le mouvement d'identification (et de pratiques sociales) des acteurs du « milieu » eux-mêmes et de leur projection distinctive vers le futur. C'est à ce point de rencontre qu'une identité de « ceux du milieu » (« *amaphakathi* » en isizulu) se cristallise. Nous avons vu que le positionnement au milieu résultait d'une comparaison, que celui-ci était également sûrement orienté par nos questions et notre présence en tant que chercheur. L'identité est par ailleurs marquée par la vulnérabilité de trajectoires en projection vers le futur mais toujours précaires car fondées sur un présent fait de sacrifices et de tactiques et stratégies pour « faire avec », pour « gérer » et « se débrouiller ».

C'est peut-être justement dans cette précarité de leur statut et dans le fait que certains acteurs tentent de « solvabiliser » ce marché au point d'accroître

l'endettement et de fragiliser les trajectoires de sortie de la pauvreté de « ceux du milieu » que se trouve un début d'identité collective.

P. Bond nous a indiqué en effet que des manifestations avaient eu lieu dans les années 1990 contre les actions d'expulsion et de « repossession » des maisons achetées à Protea Glen avec des prêts hypothécaires peuvent être interprétées comme un signe d'action collective de « ceux du milieu », notamment lorsqu'ils sont « accédants » dans le cadre du « *gap housing* ». L'action restait néanmoins sectorielle – restreinte aux petits propriétaires du marché hypothécaire – et circonscrite à la Gauteng où les prix des propriétés immobilières ont fortement augmenté (ce qui n'est pas le cas dans les autres provinces). Ces phénomènes d'action collective contre les prêts hypothécaires fragilisant les ménages modestes sont néanmoins observables dans d'autres pays (Espagne, Mexique).

Bibliographie

Ouvrages scientifiques

ADHIKARI M., 2005, *Not White Enough, Not Black Enough: Racial Identity in the South African Coloured Community*, Athens, Ohio University Press.

ALEXANDER P., CERUTI C., MOTSEKE K., PHADI M. et WALE K., 2013, *Class in Soweto*, University of KwaZulu-Natal Press.

BÄHRE E., 2007, *Money and Violence: Financial self-help groups in a South African Township*, Leiden, Brill.

BARCHIESI F., 2011, *Precarious liberation. Workers, the State and Contested Social citizenship in Post-Apartheid South Africa*, State University of New York Press.

BAYART J-F., 2004, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard.

BAYART J-F, MBEMBE A., TOULABOR C., 1984, *Le politique par le bas en Afrique noire*, édition revue et augmentée, Paris, Khartala (2^{ème} édition augmentée, Cambridge, Polity Press 2009).

BEALL J., CRANKSHAW O, PARNELL S., 2002, *Uniting a Divided City. Governance and Social Exclusion in Johannesburg*, Londres, Earthscan.

BEAUD S., WEBER F., 1997, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, Editions La Découverte.

BOLTANSKI L., 1982, *Les cadres, la formation d'un groupe social*, Paris, Éd. de Minuit.

BOLTANSKI L., THEVENOT L., 1991, *De la justification, Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

BOLTANSKI L., CHIAPELLO E., [1999] 2011, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

BOND P., [2000] 2005, *Elite transition: From Apartheid to Neo-liberalism in South Africa*, Second edition, Londres, Pluto et Pietermaritzburg, University of KwaZulu-Natal Press.

BONNER P., SEGAL L., 1998, *Soweto, A history*, Cape Town, Maskew Miller Longman.

BOSC S., 2008, *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».

BOURDIEU P., 1979, *La distinction, critique sociale de jugement*, Paris, « Le sens commun », Les éditions de minuit.

- BOURDIEU P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Editions de Minuit.
- BOURDIEU P., [1991] 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, (édition revue et augmentée par l'auteur de *Ce que parler veut dire* [1982]), Paris, Editions du Seuil.
- BOURDIEU P., 1993, *La misère du monde*, Le Seuil, Collection Libre Examen.
- BOURDIEU P., 1997, *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil.
- BOURDIEU P., 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Editions du Seuil.
- BRANDEL-SYRIER M., 1971, *Reeftown Elite: A study of social mobility in a modern African community on the Reef*, London, Routledge & Kegan Paul.
- BREMNER L., 2010, *Writing the city into being: essays on Johannesburg, 1998–2008*, Fourthwall Books.
- BRIC J-C. (dir.), 2003, *Méthode d'étude des représentations sociales*, ERES.
- CARTIER M., COUTANT I., MASCLET O., SIBLOT Y., 2008, *La France des "petits-moyens". Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- CHAUVEL L., 2006, *Les Classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil.
- CHIPKIN I., 2007, *Do South Africans Exist ?*, Johannesburg, Wits University Press.
- COBLEY A. H., 1990, *Class and Consciousness: The Black Petty Bourgeoisie in South Africa, 1924 to 1950*, New York, Greenwood.
- CORTEN A., MARY A., 2000, *Imaginaires politiques et pentecôtismes* (eds), Khartala.
- CUCHE D., 1996, *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, Editions La Découverte.
- COPLAN D. B., [1985] 2008, *In township tonight ! South Africa's Black City music and theatre*, The University of Chicago Press.
- DAMON J., 2013, *Les classes moyennes*, « Que sais-je ? », Paris, Presses Universitaires de France.
- DARBON D. et TOULABOR C. (dir.), 2014, *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Karthala.
- DE CERTEAU M., [1980] 1990, *L'invention du Quotidien, 1 : Arts de faire*, Paris, Gallimard, Folio Essais.
- DE SOTO H., 2000, *The mystery of capital*, Basic Books, New York.
- DESROSIERES A., THEVENOT L., [1988] 2002, *Les catégories socio-professionnelles*, coll. Repères, Paris, La Découverte.
- DESROSIERES A., 2014, *Prouver et gouverner, Une analyse politique des statistiques publiques*, La Découverte, Paris.

DORIER-APRILL E., GERVAIS-LAMBONY P. (dir.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin (coll. Mappemonde).

DUBOIS-TAINE G., CHALAS Y. (dir.), 1997, *La ville émergente*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

DURKHEIM E., [1895] 2010, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, coll. Champs classiques.

DUPONT V., DUREAU F., LELIEVRE E., LEVY, J.-P., LULLE T. (dir.), 2000, *Métropoles en mouvement*, Paris, Anthropos-IRD.

EPSTEIN A. G. (dir.), 2005, *Financialization and the world economy*, Cheltenham, UK et Northampton.

FINE B., RUSTOMJEE Z., 1996, *From Minerals-Energy Complex to Industrialization*, Londres, Hurst & Company.

FONTAINE L., 2014, *Le Marché, Histoire et usages d'une conquête sociale*, Paris, Gallimard, nrf Essais.

GANS H.J., 1967, *The Levittowners: Ways of life and politics in a new suburban community*, Columbia University Press, New York.

GERVAIS-LAMBONY P., JAGLIN S., MABIN A. (dir.), 1999, *La question urbaine en Afrique australe : perspectives de recherche*, Paris, Karthala.

GERVAIS-LAMBONY P., 2003, *Territoires citadins, 4 villes africaines*, Editions Belin, Mappemonde.

GIDDENS A., [1984] 2005, *La Constitution de la société*, trad. M. Audet, Paris, PUF, Quadrige.

GOFFMAN E., [1959] 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne, Tome I*, Minuit, coll. « Le Sens commun ».

GRIGNON C., PASSERON J.-C., 1989, *Le savant et le populaire, misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil.

GUILLAUME P., 2001, *Johannesburg, Géographies de l'exclusion*, Paris, Karthala.

GUMEDE V., 2005, *Thabo Mbeki and the battle for the soul of the ANC*, Cape Town, Zebra Press.

HABIB A., BENTLEY K., (dir.), 2008, *Racial redress and citizenship in South Africa*, Pretoria, HSRC Press.

HAEGEL F., LAVABRE M.C., 2010b, *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Paris, Presses de Sciences Po.

HALBWACHS M., 1913, *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles*, éd. Alcan.

HALBWACHS M., 1939, *Inventaires III. Les classes moyennes*, Paris, Félix Alcan.

- HALBWACHS M., 1938, *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*. Paris : Librairie Marcel Rivière et Cie.
- HALBWACHS M., [1950] 1967, *La mémoire collective*, Paris, Les Presses universitaires de France.
- HARVEY D., 2005, *A brief history of neo-liberalism*, New York, Oxford University Press.
- HAYEM J., 2008, *La figure ouvrière en Afrique du Sud*, IFAS-Karthala.
- HIRSCH A., 2005, *Season of Hope: Economic Reform under Mandela and Mbeki*, University of KwaZulu-Natal Press/IDRC.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 1999, *Ville blanche, vies noires : Le Cap, ville sud-africaine*, Paris, Karthala.
- JAFFRELOT C., VAN DE VEER P. (dir.), 2008, *Patterns of Middle Class Consumption in India and China*, New Delhi, Sage.
- KLEIN N., 2007, *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, New York, Henry Holt.
- KUPER L., 1965, *An African Bourgeoisie: Race, Class and Politics in South Africa*, New Haven, Yale University Press.
- LIPTON, M., 1985, *Capitalism and Apartheid. South Africa, 1910-1984*, London, Gower, Temple Smith.
- LISSONI A., SOSKE J., ERLANK N., NIEFTAGODIEN N., BADSHA O. (dir.), 2012, *One Hundred Years of the ANC, Debating Liberation Histories Today*, Johannesburg, Wits University Press.
- LUKHELE A.K., 1990, *Stokvels in South Africa: Informal Savings Schemes by Blacks for the Black Community*, Amagi Books, Johannesburg.
- MARAIS H., 1998, *Limits to change: the political economy of transition*, Cape Town, University of Cape Town Press.
- MARAIS H., 2011, *South Africa pushed to the limits: the political economy of change*, Claremont, UCT press.
- MARTIN D. C., 1992, *Sortir de l'apartheid ?*, Bruxelles, Complexe.
- MARTIN D. C. (dir.), 2002, *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, (Recherches internationales).
- MARTIN D. C. (dir.), 2010, *L'identité en jeux, pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, CERI / Karthala, (Recherches internationales).
- MAYER P. ET MAYER I., 1961, *Townsmen or tribesmen: conservatism and the process of urbanization in a South African city*, Cape Town, Oxford University Press.
- MAYER P., 1979, *Soweto people and their social universes*, Pretoria, Human Sciences Research Council.

- MENDRAS H., 1980, *La Sagesse et le désordre : France 1980*, Paris, Gallimard.
- MENDRAS H., 1988, *La Seconde Révolution française*, Gallimard, coll. « Folio essais », Paris.
- MILLS C. W., [1951] 1966, *Les cols blancs. Les classes moyennes aux Etats-Unis*, Oxford University Press, New-York.
- MORANGE M., 2006a, *La question du logement à Mandela-City, ex-Port-Elizabeth*. Paris, Karthala.
- MULLER P., 2009, *Les Politiques publiques*, 8^{ème} édition, Paris, PUF.
- NEVILLE A., 2002, *An Ordinary Country: Issues in the Transition from Apartheid to Democracy*, Pietermaritzburg, Natal University Press.
- NOLUTSHUNGU S., 1983, *Changing South Africa: Political considerations*, David Philip, Cape Town.
- POLANYI K., 1977, *The Livelihood of Man*, New York, San Francisco and London, Academic Press.
- POSEL D., 1991, *The making of apartheid, 1948-1961, Conflict ad Compromise*, Ocford, Clarendon Press, Paperbacks.
- PRAHALD C. K., 2006, *The fortune at the bottom of the pyramid, Eradicating poverty through profits*, Wharton School Publishing, Paperback Editions.
- RAMPHELE M., 2008, *Laying ghosts to rest, Dilemmas of the transformation in South Africa*, Cape Town, Tafelberg.
- ROCCA J.-L., (dir.), 2008, *La société chinoise vue par ses sociologues*, Paris, Presses de Sciences Po.
- ROSANVALLON P., 2014, *Le parlement des invisibles*, coll. Raconter la vie, Seuil.
- SAFF G.R., 1998, *Changing Cape Town: Urban Dynamics, Policy and Planning during the Political Transition in South Africa*, Lanham, University Press of America.
- SAUL J.S, GELB S. (dir.), [1981] 1986, *The crisis in South Africa*, New York, Monthly Review Press.
- SEEKINGS J., NATRASS N., 2005, *Class, Race and Inequality in South Africa*, Yale University Press, New Haven/London.
- SHUBANE K., REDDY C., 2005, *BEE 2005: behind the deals*, Johannesburg, Business Map Foundation.
- SPARKS A., [1990] 2003, *Beyond the miracle, Inside the New South Africa*, Johannesburg et Cape Town, Jonathan Ball Publishers.
- SPARKS A., [1991] 2007, *The Mind of South Africa*, Johannesburg et Cape Town, Jonathan Ball Publishers.

STEINER P., VATIN F. (dir.), 2013, *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, coll. Quadrige.

TAYLOR C., 2002, *Modern Social Imaginaries*, Duke University Press.

WEBER M., [1905] 1999, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Pocket.

WEBER M., [1956] 2003, *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, Pocket.

WEBSTER E., 1978, *Essays in Southern African Labour History*, Ravan Press, Johannesburg.

WILSON M., MAFEJE, A., 1963, *Langa: A Study of Social Groups in an African Township*, Cape Town, Oxford University Press.

Chapitres d'ouvrage

APPADURAI A., 2004, "The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition", in R. Vijayendra et M. Walton (dir.), *Culture and Public Action*, Stanford University Press.

BAUMANN T., 2003, "Housing policy and poverty in South Africa", in F. Khan F., P. Thrings (dir.), *Housing policy and practice in post-apartheid South Africa*, Heinemann, South Africa.

BÉNIT-GBAFFOU C., 2000, « Johannesburg : déségrégation raciale, ségrégation sociale? » in F. Dureau et V. Dupond, *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*, Paris, Anthropos & IRD, pp. 269-280.

BÉNIT-GBAFFOU C., 2007, « Johannesburg, la fragmentation et nous », in E. Dorier-Apprill, P. Gervais-Lambony (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin.

BONNER P., 1982, "The Transvaal Native Congress, 1917-20: the radicalisation of the black petit bourgeoisie on the Rand", in S. Marks and R. Rathbone (dir.), *Industrialisation and Social Change in South Africa: African Class Formation, Culture and Consciousness, 1870-1930*, Harlow.

CERUTI C., 2013, "Contemporary Sowetoo: Dimensions of stratification", in P. ALEXANDER *et al.*, *Class in Soweto*, University of KwaZulu-Natal Press, p. 55-95.

COMAROFF J. L., 2001, "Reflections on the colonial state in South Africa and elsewhere: factions, fragments, facts and fictions", in Z. Abebe (dir.), *Social identities in the New South Africa*, Kwela Books, Cape Town, pp. 37-80.

CORCUFF P., 2006, « De l'imaginaire utopique dans les cultures ordinaires. Pistes à partir d'une enquête sur la série télévisée Ally McBeal », dans C. Gautier et S. Laugier (dir.), *L'Ordinaire et le politique*, Paris, PUF, p. 71-83.

ESCUSA E., 2014, « Du micro-social à la macro-politique, le quartier de Protea Glen Johannesburg) comme cas d'étude du rapport au politique des nouvelles classes moyenne

noires », in D. Darbon et C. Toulabor, *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Editions Khartala, Paris, p. 95-125.

FREUND B., 1999, « Economie et Ville de l'apartheid », in P. GERVAIS-LAMBONY, S. JAGLIN, A.MABIN (dir.), *La question urbaine en Afrique australe : perspectives de recherche*, Paris, Karthala, p. 31-47.

GOLDTHORPE J. H., 1982, "On the service class: its formation and future" in A. Giddens, G. MacKenzie (dir.), *Social class and the division of labour*, Cambridge, Cambridge University Press.

GOLDTHORPE J. H., 1995, « The service class revisited » in T. Butler, M. Savage (dir.), *Social Change and the Middle Classes*, New-York, Routledge.

HAEGEL F., LAVABRE, 2010a, « Identité et mémoire : des trajectoires individuelles dans des mondes qui disparaissent », in D.-C. Martin (dir.), *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, p. 225-243. Paris: Karthala &CERI, collection Recherches internationales.

JAMES D., RAJAK D., 2014, "Debt or savings? Of migrants, mines and money" in F. Rankin-Smith, L. Phillips, P. Delius (dir.), *A long way home: migrant worker worlds 1800-2014*, Wits University Press, Johannesburg, South Africa.

KRIGE D., 2014, "Letting money work for us: Self-organization and financialization from below in an all-male Savings Club in Soweto" in K. Hart, J. Sharp (dir.) *People, Money and Power in the Economic Crisis: Perspectives from the Global South*. Berghan Publishers.

MABIN A., 1995, "On the problems and prospects of overcoming segregation and fragmentation in southern Africa's cities in the postmodern era", in S. Watson, K. Gibson (dir.), *Postmodern cities and spaces*, Oxford, Blackwell.

MARAIS H., 2002, "The logic of expediency: Post-apartheid shifts in macroeconomic policy", in S. Jacobs et R. Calland (dir.), *Thabo Mbeki's world, The politics and ideology of the South-African president*, pp. 83-103, Pietermaritzburg, University of Natal Press.

MORANGE M., 2006b, "From free housing policy to the payment of rates and taxes in South African cities: 1994-2003", in A. Wa Kabwe-Segatti, N. Pejout, P. Guillaume, *Ten Years of Democratic South Africa transition Accomplished?*, Institut français d'Afrique du Sud, Johannesburg, Les Nouveaux Cahiers de l'IFAS / IFAS Working Paper Series N°8, pp57-77.

MORRIS A., 1999, « La déségrégation de la ville en Afrique australe : le cas des quartiers centraux de Johannesburg », in P. GERVAIS-LAMBONY, S. JAGLIN, A.MABIN (dir.), *La question urbaine en Afrique australe : perspectives de recherche*, Paris, Karthala, p. 65-79.

LEHMAN-FRISCH S., BERRY-CHIKHAOUI I., CAPRON G., VIDAL D., 2007, "Voisiner", in E. Dorier-Apprill, P. Gervais-Lambony (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin.

LEMIEUX C., 2010, « Problématiser » in S. Paugam (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, p. 27-51.

MAYER P., 1975, "Class, status and ethnicity among Johannesburg Africans", in Thompson and Butler (dir.), *Change in Contemporary South Africa*, University of California Press, pp. 138-167.

NZIMANDE B., 1990, "Class, National Oppression and the African Petty Bourgeoisie : The Case of African Traders", in Cohen R. Muthien Y. et Zegeye A. (dir.), *Repression and Resistance : Insider Accounts of Apartheid*, London, Melbourne, Munich, New York, Hans Zell Publishers, pp. 165-210.

PHADI M., CERUTI C., 2013, "Models, labels and affordability", in P. ALEXANDER *et al.*, *Class in Soweto*, University of KwaZulu-Natal Press, p.142-163.

PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2011, « La grande bourgeoisie : un objet de recherche militant ? », in D. Naudier, M. Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, La Découverte, Paris.

SEEKINGS J., NATTRASS N., 1998, "Changing Patterns of Inequality in the South African Labour Market", in L. Petersson (dir.), *Post-Apartheid Southern Africa: Economic Challenges and Policies for the Future*, London and New York: Routledge, pp.44-63.

SOUTHALL R., 2006, "Can South Africa be a 'developmental state'?", in S. Buhlungu, J. Daniel, R. Southall et J. Lutchman, *State of the Nation: South Africa 2005-06*, Cape Town, HSRC Press, p. xvii-xlv.

SOUTHALL R., 2012, "The ANC, vanguard of the Black Middle Class", in A. Lissoni, J. Soske, N. Erlank, N. Nieftagodien, O. Badsha (dir.), *One Hundred Years of the ANC, Debating Liberation Histories Today*, Johannesburg, Wits University Press.

VON HOLDT K., WEBSTER E., 2005, "Work restructuring and the crisis of social reproduction: a southern perspective" in E. Webster, Von Holdt K. (dir.) *Beyond the apartheid workplace: studies in transition*, Scottsville, University of KwaZulu-Natal Press.

WALE K., 2013, "Perceptions of class mobility" in P. ALEXANDER *et al.*, *Class in Soweto*, University of KwaZulu-Natal Press.

WELSH D., 1971, "The Growth of Towns" in M. Wilson, L. Thompson, *Oxford History of South Africa II*, London & New York.

WOLPE H., 1977, « The changing class structure of South Africa: The African petit bourgeoisie, in P. Zarembka, (dir.) *Research in Political Economy*, Vol 1, Greenwich, JAJ Press, pp. 143-174.

Thèses

BENIT-GBAFFOU C., 2001, « La fragmentation urbaine à Johannesburg : recomposition des pouvoirs locaux, mobilités de travail et dynamiques résidentielles dans la ville post-apartheid », Thèse de doctorat en Géographie, Poitiers.

DARRACQ V., 2010, « La question raciale à l'African National Congress (ANC) post-apartheid : production de discours, régulation et changement dans un parti politique »,

thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Bordeaux, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00541268/document>, consulté le 15 mai 2014.

KRIGE D., 2011, Thèse de doctorat en anthropologie non-publiée : <http://wiredspace.wits.ac.za/bitstream/handle/10539/10143/02%20krige%20front%20section.pdf?sequence=2>, consultée le 19 mai 2013.

MABANDLA N., 2013, "Lahla Ngubo: The Continuities and Discontinuities of a South African Black Middle Class", African Studies Center, Lieden.

NALLET C., 2015, « Classe moyennes éthiopiennes. Etude empirique d'une assignation catégorielle incertaine », thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Bordeaux.

PEUGNY C., 2007, « La mobilité sociale descendante. L'expérience du déclassement », thèse de doctorat en sociologie, Institut d'Etudes Politiques de Paris.

THOMAS C. G., 2010, "The discourses on the right to housing in Gauteng Province 1994-2008", PhD thesis in sociology, University of Witwatersrand, Johannesburg.

Articles scientifiques

ADHIKARI M., 1991, "Between Black and White: The History of Coloured Politics in South Africa", *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol.25, No. 1 (1991), pp. 106-110.

ADHIKARI M., 2006, "Hope, Fear, Shame, Frustration: Continuity and Change in the Expression of Coloured Identity in White Supremacist South Africa, 1910-1994", *Journal of Southern African Studies*, Vol. 32, No. 3 (Sep., 2006), pp. 467-487.

ASHFORTH A., 2000, « Réflexions sur l'insécurité spirituelle dans une ville africaine moderne (Soweto) », *Politique africaine*, 2000/1 N° 77, p. 143-169.

AVANZA M., LAFERTE G., 2005, « Dépasser la « construction des identités » ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, 2005/4, N° 61, p. 134-152.

BAYART J-F, 1981, « Le politique par le bas en Afrique noire », *Politique Africaine*, n°1, mars 1981, p. 53-82.

BENIT-GBAFFOU C., MORANGE M., 2004, « Les domestiques, la ville et l'accès à l'emploi au Cap et à Johannesburg : logiques de proximité et logiques de réseau », *Tiers-Monde*, tome 45 n°179. p. 539-565.

BENIT-GBAFFOU C., GERVAIS-LAMBONY P., 2005, "The poor and the shop window: globalisation, a local political instrument in the South African city?", *Transformation : Critical Perspectives on Southern Africa*, n° 57, p. 1-23.

BÉNIT-GBAFFOU C., 2006, « Policing Johannesburg Wealthy Neighborhoods: the Uncertain "Partnerships" between Police, Communities and Private Security Companies », *Dialog*, n° 89 (2), p. 21-27.

BIDOU-ZACHARIASEN C., 2000, « A propos de la 'service class' : les classes moyennes dans la sociologie britannique », *Revue Française de sociologie*, 41-4, pp. 777-796.

BIDOU-ZACHARIASEN C., 2004, « Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses », *Education et sociétés*, 2004/2 no 14, p. 119-134.

BOLTANSKI L., 1979, « Les systèmes de représentation d'un groupe social : 'les cadres'. », *Revue française de sociologie*, 20-4. pp. 631-667.

BOND P., 2013, "Historical varieties of space, scale and speculation in South Africa: the uneven and combined geographical development of financialised capitalism", *Transformation*, 81/82, p. 179-207.

BOURDIEU P., 1984, « Espace social et genèse des classes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 52-53, p. 3-14.

BOURDIEU P., 1981, « Epreuve scolaire et consécration sociale. Les classes préparatoires aux Grandes écoles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 39, septembre 1981. Grandes et petites écoles. p. 3-70.

BOURDIEU P., 1977, "Une classe objet", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 17-18 novembre, pp. 2-5.

BREMNER L., 2000, "Reinventing the Johannesburg inner city", *Cities*, 17, 3.

BUIRE C., 2014, "The Dream and the Ordinary: An Ethnographic Investigation of Suburbanisation in Luanda", *African Studies*, Vol 73 n°2, pp. 290-312.

CESSOU S., 2005, « Afrique Du Sud : Les Métis restent sans voix », *Africultures*, 2005/1 n°62, p. 37-41.

CHEVALIER S., 2010, « Les « Black Diamonds » existent-ils ? Médias, consommation et classe moyenne noire en Afrique du Sud », *Sociologies pratiques* 1/2010, n°20, p. 75-86.

CHEVALIER S., 2012, « Comment partager les mêmes espaces ? Les classes moyennes à Durban (Afrique du Sud) », *Espaces et sociétés*, 2012/1, n° 148-149, p. 129-144.

CHEVALIER S., 2015, "Food, malls and the politics of consumption: South Africa's new middle class", *Development Southern Africa*, Special issue on Black middle class, 32/1, pp. 118-129.

CHIPKIN I., 2012, "Middle Classing in Roodepoort. Capitalism and Social Change in South Africa", *PARI Long Essays*, Number 2, Public Affairs Research Institute.

CHIPKIN I., 2013, "Capitalism, city, apartheid in the twenty-first century", *Social Dynamics: A journal of African studies*, Vol. 39 n°2, p228-247.

CHRISTOPHER, A.J., 2001, « First steps in the desegregation of South African towns and cities: 1991-1996 », *Development Southern Africa*, 18, 4, pp. 457-469.

CRANKSHAW O., 1986, "Theories of class and the African 'Middle Class' in South Africa, 1969-1983", *Africa Perspective new series*, n°1, p. 1-2.

CRANKSHAW O., 1995, "African Advancement Under Apartheid", *University of Witwatersrand Institute for Advanced Studies*, Seminar paper , n°389, 16 October 1995.

CRANKSHAW O., 1996, "Changes in the Racial Division of Labour during the Apartheid Era", *Journal of Southern African Studies*, décembre 1996, n°22, 4.

CRANKSHAW O., 2008, "Race, space and the post-fordist spatial order of Johannesburg", *Urban Studies*, 45 (8), pp. 1692-1711.

CROESE S., PITCHER A., 2013, "Politics, policy and housing provision in Luanda, Angola", Paper submitted to the African Social Research Initiative Conference at the University of Michigan, Ann Arbor, MI USA, October 11-12.

DARBON D., 2012, « Classe(s) moyenne(s) : une revue de la littérature », *Afrique contemporaine*, 4/2012, n° 244, p. 33-51.

DIRSUWEIT T., 2009, "New Urbanism, Public Space and Spatial Justice in Johannesburg: The case of 44 Stanley Ave", *Annales de géographie*, 2009/1, p. 76-93.

DONZELOT J., 1999, « La nouvelle question urbaine », Numéro spécial : Quand la ville se défait, *Esprit*, n°11, novembre 1999, p.87-114.

ESCUSA E., 2013, "A class by consumption? The shopping practices of the Lower Middle Classes in Johannesburg", *E-note de l'IFRI*, Institut Français des Relations Internationales, Paris.

EVERATT D., 2013, "Quality of life in the Gauteng City-Region : a steady ship on a global sea of change", *Focus, The journal of the Helen Suzman Foundation*, n°69, Juin 2013.

FICHTMÜLLER A., 2014, « Vers une émergence des classes moyennes ? Plus émergente que moyenne, la classe moyenne entre vulnérabilité et consommation. », *Après-demain*, N°31/32, pp. 30-32.

FREUND B., PADAYACHEE V., 1998, "Post-Apartheid South Africa: The Key Patterns Emerge", *Economic and Political Weekly*, Vol. 33, No. 20, pp. 1173-1180.

FREUND B., 2005, "Urban history in South Africa", *South African Historical journal*, volume 52, Issue 1, pp. 19-51.

GERVAIS-LAMBONY P., 1996, « Les villes d'Afrique du Sud : gestion de l'héritage et recomposition de l'espace », *Hérodote*, p. 82-83.

GERVAIS-LAMBONY P., 2004, « Afrique du Sud : à la recherche de la ville perdue », *Multitudes*, 2004/3 n° 17, p. 157-164.

GERVAIS-LAMBONY P., 2012, "Nostalgies citadines en Afrique Sud.", *EspacesTemps.net*, <http://espacestemp.net/document9459.html>, consulté le 5 décembre 2013.

GERVAIS-LAMBONY P., 2015, « Que reste-t-il de l'apartheid ? », Afrique du Sud : une émergence en question, *Questions Internationales*, n°71, La Documentation Française.

GRIGNON C., GRIGNON Ch., 1980, "Styles d'alimentation et goûts populaires", *Revue française de sociologie*, XXI (4), p. 531-569.

- GUINARD P., 2015, "I love Soweto", *Questions Internationales, Afrique du Sud : une émergence en question*, La Documentation Française, n°71.
- HARRIS P., 2003, « Histoire urbaine de l'Afrique du Sud : nouveaux axes de réflexion », *Le Mouvement Social*, 2003/3 no 204, p. 17-33.
- HARRIS P., 2010, "Meaningful types in a world of suburbs", *Research in Urban Sociology*, n°10, pp. 15-47.
- HAYEM J., 2013, "From May 2008 to 2011 : xenophobic violence and national subjectivity in South Africa", *Journal of Southern African Studies*, mars 2013, 39:1, pp. 77-97.
- HIBOU B., 2011, « Macroéconomie et domination politique en Tunisie : du 'miracle économique' bénaliste aux enjeux socio-économiques du moment révolutionnaire ». *Politique Africaine*, n°124, décembre 2011.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., GUILLAUME M., 1998, « Du township à la ville : nouveaux chemins de l'identité urbaine des noirs sud-africains », *Géographie et cultures*, n° 28.
- HUDSON P. ET SARAOKINSKY M., 1986, "Class interests and politics ; the case of the urban African bourgeoisie", *South African Review*, n°3, Braamfontein, Ravan Press, pp. 169-185.
- JAMES D., 2014, "Deeper into a hole? Borrowing and lending in South Africa", *Current Anthropology*, 55 (S9). pp. 17-29
- JAMES D., RAJAK D., 2014, "Credit Apartheid, Migrants, Mines and Money", *African Studies*, 73:3, 455-476.
- KHUNOU G., 2015, « What middle class? The shifting and dynamic nature of class position », *Development Southern Africa*, 32:1, pp. 90-103.
- LADEN S., 2003, "Who is afraid of a Black bourgeoisie? Consumer Magazines for Black South Africans as an Apparatus of Change", *Journal of Consumer Culture*, vol. 3 no. 2, pp. 191-216.
- LEMANSKI, C., 2011, "Moving up the Ladder or Stuck on the Bottom Rung? Homeownership as a Solution to Poverty in Urban South Africa", *International Journal of Urban and Regional Research*, 35, pp. 57-77.
- MABIN, A., BUTCHER, S., BLOCH, R., 2013, "Peripheries, Suburbanisms and Change in Sub-Saharan African Cities", *Social Dynamics*, 39(2), pp. 167-190.
- MARTIN D. C., 2011, « La dame blanche, l'incirconcis et les diamants noirs : la résurgence du discours racial en Afrique du Sud », *Critique internationale*, n°51, avril-juin 2011, p. 17-34.
- MERCER C., 2014, "Middle class construction: domestic architecture, aesthetics and anxieties in Tanzania", *The Journal of Modern African Studies*, 52 (2), pp. 227-250.
- MORANGE M., 2011, « Droit à la ville, néolibéralisation et Etat développemental au Cap », *justice spatiale/spatial justice*, n° 04 décembre 2011.

- MORANGE M., GUILLAUME P., 2001, "L'Amérique, entre rêve et dignité. Essai sur la réécriture d'une mémoire urbaine en Afrique du Sud », *Espaces et Sociétés*, n°107, p. 65-81.
- NALLET C., 2012, « Trajectoires d'émergence : classes moyennes d'Addis Abeba entre prospérité et précarité », *Annales d'Ethiopie*, 27 (2012).
- NUTTALL S., 2004, "Stylizing the self. The Y generation in Rosebank, Johannesburg", *Public Culture* 16(3), pp. 430-452.
- OSSANDON J., 2012, « Quand le crédit à la consommation classe les gens et les choses. Une revue de littérature et un programme de recherche », *Revue Française de Socio-Économie*, 2012/1 n° 9, p. 83-100.
- PADAYACHEE V., HABIB A., 1999, « Afrique du Sud: Pouvoir, politique et stratégie économique dans la transition démocratique », *Revue Tiers Monde*, Paris, n°159, juillet-septembre.
- PADAYACHEE V., HART K., 2000, "Indian business in South Africa after apartheid: old and new trajectories", *Comparative Studies in Society and History*, Michigan, USA, 42, (4).
- PADAYACHEE V., 2005, "The South African Economy, 1994-2004", *Social Research*, 72(3), pp. 549-580.
- PARNELL S.M., 1990, "The ideology of home-ownership : the establishment of Dube, Soweto : 1946-1955", *History workshops*, University of Witwatersrand, Johannesburg.
- PHADI M., CERUTI C., 2011, "Multiple Meanings of the Middle Class in Soweto, South Africa", *African Sociological Review*, Vol. 15 (1), pp 89-107.
- PINEAULT E., 2015, « Quand la finance réinvente l'aliénation et la réification », *Terrains/Théories*, 1 | 2015, mis en ligne le 06 janvier 2015, <http://teth.revues.org/369>, consulté le 12 mars 2015.
- PONS-VIGNON N., 2014, « Quand l'arc-en-ciel s'estompe : l'Afrique du Sud est-elle un pays émergent ? », *Revue Tiers-Monde*, n°219, juillet-septembre 2014, p. 67-79.
- PONS-VIGNON N., SEGATTI A., 2013, « The art of neoliberalism : accumulation, institutional change and social order since the end of apartheid », *Review of African Political Economy*, 40 (138), p. 507-518.
- POSEL D., 2010, « Races to consume: Revisiting South Africa's history of race, consumption and the struggle for freedom », *Ethnic and Racial Studies*, 33(2), pp. 157-175.
- RICEUR P., 1988, « L'identité narrative », *Revue Esprit*, juillet 1988, p. 295-305.
- RIVERO C.G., DU TOIT P., KOTZE H., 2003, « Tracking the development of the Black middle class in democratic South Africa », *Politeia*, 22, 3, pp. 6-29.
- SCHLEMMER L., 2005, "Lost in Transformation? South Africa's Emerging Middle Class." *Centre for Development and Enterprise Focus Papers*, n° 8.
- SCHOEMAN M., 2000, "South Africa as an Emerging Middle Power", *African Security Review*, 9, 3, pp. 47-58.

SELZER A. K., HELLER P., 2010, "The spatial dynamics of middle class formation in post-apartheid South Africa : enclavization and fragmentation in Johannesburg", *Political Power and Social Theory*, Volume 21, pp. 147–184.

SOEDERBERG S., 2015, "Subprime Housing goes South: Constructing Securitized Mortgages for the Poor in Mexico", *Antipode, A Radical Journal of Geography*, Vol. 47(2), in press.

SOUTHALL R., 1977, "The beneficiaries of Transkei independence", *Journal of modern African studies*, 15(1), pp. 1-23.

SOUTHALL R., 1980, "African Capitalism in Contemporary South Africa", *Journal of Southern African Studies*, Vol. 7, No. 1, Special Issue on Contemporary Politics, October 1980, pp. 38-70.

SOUTHALL R., 2004 (a), "Political Change and the Black Middle Class in Democratic South Africa", *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, n° 38, pp. 521-542.

SOUTHALL R., 2004 (b), "The ANC and Black capitalism in South Africa", *Review of African Political Economy*, n°100, pp. 313-328.

TANGRI R., SOUTHALL R., 2008, "The Politics of Black Economic Empowerment in South Africa", *Journal of Southern African Studies*, 34, n° 3, pp. 699-716.

TOMLINSON R., 1999, "From exclusion to inclusion: rethinking Johannesburg's central city", *Environment and Planning A*, 31, 9.

VISAGIE J., POSEL D., 2011, "A Reconsideration of What and Who is Middle Class in South Africa", *Economic Research South Africa*, Working Paper, n°249.

VISAGIE J., 2015, "Growth of the middle class: Two perspectives that matter for policy", *Development Southern Africa*, 32:1, pp. 3-24.

VALLEE O., 2011, « L'économie africain saisi par la finance », *Politique Africaine*, n°124, pp. 67-86.

VAN DER WESTHUIZEN J., 1998, "South Africa's emergence as a middle power", *Third World Quarterly*, 19, 3, pp. 435–55.

YANACOPOULOS H., 2014, "The Janus Faces of a Middle Power: South Africa's Emergence in International Development", *Journal of Southern African Studies*, 40:1, p. 203-216.

WOLPE H., 1972, "Capitalism and cheap labour-power in South Africa: From segregation to apartheid", *Economy and Society*, 1(4), pp. 425-456.

Rapports et documents institutionnels

AFD 2009, HERVÉ F., 2009, “Public policies on housing and urban integration in South Africa”, Rapport AFD, sous la direction d’Alain Dubresson et de Sylvie Jaglin.

ANC, 1987, “Apartheid South Africa: a colonialism of a special type”, *ANC discussion document*, 27 mars 1987, <http://www.anc.org.za/show.php?id=4518>, consulté le 2 mai 2014.

ANC, 1996, “The State and social transformation”, *ANC discussion document*.

ANC, 1997, Jordan P., “Strategy and tactics : as amended at the 50th national conference”, December 1997, www.anc.org.za/ancdocs/history/conf/conference50/strategyamend.html, consulté le 10 octobre 2012.

ANC, 2010, “Transformation of State and Governance”, *National General Council Discussion document*, juillet 2010, <http://www.anc.org.za/docs/discus/2010/legislaturez.pdf>, consulté le 5 mars 2014.

ANC 2012, “The second transition. Building a national democratic society and the balance of forces”, *Discussion document towards the National Policy Conference*, 27 février 2012.

BANERJEE A., DUFLO E., 2007, “What is middle class about: the middle classes around the world?”, *Bureau for Research and Economic Analysis and Development (BREAD) Working paper*, n°163, décembre 2007.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT 2011a, “The middle of the Pyramid. Dynamics of the middle class in Africa”, *Market Brief*, Tunis, African Bank of Development, 20 avril 2011.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT 2011b, Bulletin d'information trimestriel du Programme de Comparaison Internationale Afrique. N° 01. Janvier 2011.

BANQUE MONDIALE 2007, “World population in 2025”, World Bank, Washington DC.

BANQUE MONDIALE 2012, “South Africa economic update : Focus on inequality of opportunity”, *World Bank Working Papers*, n° 71553, World Bank, Washington DC. http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1342195607215/SAEU-July_2012_Full_Report.pdf, consulté le 15 janvier 2014.

BIDOU C., 1983, « Les couches moyennes salariées : mosaïque sociologique », *Rapport du ministère de l’Urbanisme et du Logement*.

BIRDSALL N., 2010, “The (Indispensable) Middle Class in Developing Countries or The Rich and the Rest, Not the Poor and the Rest”, *Working Paper*, 207, Washington, D.C.: Center for Global Development.

CHEVALIER S., ESCUSA E., 2011, “Cartographie des pratiques alimentaires des classes moyennes à Durban, Johannesburg et Pretoria » (étude non publiée commissionnée par une entreprise française).

CITY OF JOHANNESBURG, 2002, *Joburg 2030*, Johannesburg.

- CITY OF JOHANNESBURG, 2005, *Human Development Strategy*, Johannesburg.
- CITY OF JOHANNESBURG, 2006, *Growth and Development Strategy*, Johannesburg.
- DARBON D. et TOULABOR C., 2011, « La(es) classe(s) moyenne(s) en Afrique: entre invisibilité sociale et impensé théorique », *AFD travaux et documents*, 118.
- DEPARTMENT OF HOUSING, 2004, Speech by Minister of Housing L. N. Sisulu at the People's Summit on Land and Housing, Midrand, consulté le 1er juin 2015, www.housing.gov.za
- DEPARTMENT OF HOUSING, 2013, <http://www.info.gov.za/aboutsa/housing.htm>
- FOURQUET, PEUGNY C., MERGIER, (2013), « Le grand malaise. Enquête sur les classes moyennes ». Fondation Jean-Jaurès, Paris.
- GAUTENG CITY-REGION OBSERVATORY 2014, “map of the month”, octobre 2014, <http://www.gcro.ac.za/interactive-vis/2014/10/transport-work-trips>, consulté le 15 janvier 2015.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 2002, « Ségrégation, déségrégation, reségrégation ? Perspectives de recherche », Rencontres scientifiques franco-sud-africaines de l'innovation territoriale, Grenoble-Avignon, France.
- KHARAS H. (OCDE), 2010, “The emerging middle class in developing countries”, *OECD Development Centre*, Working paper n°125.
- INSEE 2014, « Le positionnement sur l'échelle des niveaux de vie », Insee Première n° 1515, septembre 2014.
- KHARAS H., 2010, “The emerging middle class in developing countries”, *Working paper*, n°125, OECD Development Centre.
- LEIBBRANDT M, WOOLARD I, FINN A., ARGENT J., OCDE 2010, “Trends in South African Income Distribution and Poverty since the Fall of Apartheid”, Organisation for Economic Co-operation and Development Social, *Employment and Migration Working Papers*, n°101, OCDE, Paris.
- LEIBBRANDT M., LEVINSOHN J., MCCRARY J., 2005, “Incomes in South Africa since the Fall of Apartheid,” NBER Working Paper, n° 11384, May 2005.
- MCKINSEY GLOBAL INSTITUTE, 2010, “Lions on the move: the progress and potential of African economies”, Washington DC.
- MCKINSEY 2010, CHASE B., LEGOETE T., VAN WAMELEN A., “A seismic shift in South Africa consumer market”, juin 2010, http://www.mckinsey.com/insights/consumer_and_retail/a_seismic_shift_in_south_africas_consumer_landscape, consulté le 19 mars 2015.
- NATIONAL INCOME DYNAMICS STUDY (NIDS) 2012, FINN A., LEIBBRANDT M., LEVINSOHN J., SALDRU, Working Paper 82, NIDS Discussion Paper 2012/5.

NETSHITENZHE J., 1996, “The National Democratic Revolution, is it still on track?”, *Umrabulo*, ANC publications, 1/1996.

OBSERVATOIRE DES INEGALITES 2014, V. Schneider et L. Maurin, « Qui sont donc les classes moyennes ? », le 16 juillet 2014, publication en ligne : <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1015>, consulté le 1^{er} mai 2015.

OCDE 2013, *Études économiques de l'OCDE : Afrique du Sud*, Synthèse, mars 2013, Éditions OCDE.

O'MEARA D., 2005, “N’Volk red himself : the Afrikaner empowerment movement”, *Umrabulo*, n°22.

ONU-HABITAT, 2010, « L'état des villes africaines 2010. Gouvernance, inégalités et marchés fonciers urbains », UN-Habitat.

PRESIDENCY 2005, “Nation in the making, a discussion document on macro-social trends in South Africa”, Policy Co-ordination and advisory services (PCAS), Pretoria, The Presidency.

Presidency 2007, “Nation in the Making: A Discussion Document on Macro-Social Trends in South Africa, Policy Coordination and Advisory Services (PCAS), Pretoria, The Presidency.

RAVALLION M., 2009, “The developing world’s bulging (but vulnerable) Middle Class,” *Policy Research Working Paper*, n°4816, World Bank.

RUST K., 2011, “Overview of housing finance systems in South Africa”, 5 octobre 2011, Centre for Affordable Housing Finance, FinMark Trust.

RUST K., STEEDLEY A., 2013, “Affordable Housing in South Africa. How is the market doing?”, International Housing Solutions Industry Conference, 19 September 2013, Johannesburg.

SOUTH AFRICAN INSTITUTE OF RACE RELATIONS (SAIRR) 2011, South Africa survey, 2010-2011.

SOUTH AFRICAN INSTITUTE OF RACE RELATIONS (SAIRR), 2012, “South Africa annual survey 2012”, print version.

SOUTH AFRICAN INSTITUTE OF RACE RELATIONS (SAIRR) 2013, “Racial transformation not a complete failure”, Press release, 12 septembre 2013, http://irr.org.za/reports-and-publications/media-releases/PRESS%20RELEASE%20-%20Racial%20transformation%20not%20complete%20failure.pdf/at_download/file, consulté le 24 mai 2015.

STAT SA 2011, General Census.

STATSA 2006, South Africa General Household Survey (GHS).

STAT SA 2012, General Household survey (GHS).

STAT SA 2012, Income and expenditure of households 2010/2011, <http://www.statssa.gov.za/publications/P0100/P01002011.pdf>, consulté le 4 juin 2015.

STAT SA 2013b, National Household Travel Survey, <http://www.statssa.gov.za/publications/P0320/P03202013.pdf>, consulté le 18 décembre 2012.
STAT SA 2014, Quarterly Labour Force Survey (QLFS).

STATE OF THE NATION ADDRESS, 2012, State of the Nation Address By His Excellency Jacob G. Zuma, President of the Republic of South Africa on the occasion of the Joint Sitting of Parliament, Cape Town, 9 février 2012, <http://www.gov.za/node/538324>, consulté le 23 mai 2015.

STEEDLEY A., 2014, Centre for Affordable Housing finance Africa, <http://www.housingfinanceafrica.org/document/understanding-housing-markets-in-south-africa-johannesburg-city-report/>, consulté le 5 juin 2015.

UCT UNILEVER INSTITUTE OF STRATEGIC MARKETING, 2007, “Black Diamond on the move”, Cape Town.

UCT UNILEVER INSTITUTE OF STRATEGIC MARKETING, 2012, “Four million and rising, Black middle class expanding”, Cape Town.

UCT UNILEVER INSTITUTE OF STRATEGIC MARKETING, 2013, « Stokvels – More Than Just a Savings Scheme », 15 December 15, 2003, www.unileverinstitute.co.za.

Articles de presse

AFRICA RENEWAL 2013, « A toast to South Africa’s black middle class », Benjamin Dürr, December 2013, <http://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2013/toast-south-africas-black-middle-class#sthash.Vm6Nr67O.dpuf>, consulté le 20 novembre 2013.

BUSINESS DAY 2006, “Missing middle is a crucial piece”, Rust K., 7/02/06, <http://www.eprop.co.za/news/article.aspx?id Article=6870>, consulté le 5 juin 2015.

BUSINESS DAY 2012, “Myth of the ‘middle class’ as continent’s engine for growth, D. Clarke, 16/04/12, <http://www.bdlive.co.za/articles/2012/04/16/duncan-clarke-myth-of-the-middle-class-as-continent-s-engine-for-growth>, consulté le 10 octobre 2014.

IAFRICA.COM 2013, “Black Middle class catching up”, 27/02/13, <http://business.iafrica.com/news/844951.html>, consulté le 2 mars 2013.

LE MONDE 2013, « L’Afrique est bien partie », N. Baverez, Le Monde économie, 02/04/13, http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/04/02/1-afrique-est-bien-partie_3151910_3234.html#M4U581jhvLVzWcux.99, consulté le 2 juin 2015.

MAIL AND GUARDIAN 2012, “South African consumers borrowing for basic needs”, Penwell Dlamini, 24/10/12, <<http://mg.co.za/author/penwell-dlamini>>, consulté le 23 février 2015.

MAIL AND GUARDIAN 2013, “Protea Glen: Boom and bust in the suburbs”, Lisa Steyn, 15/03/13, <http://mg.co.za/article/2013-03-15-00-boom-and-bust-in-the-suburbs>, consulté le 30 mars 2013.

RUE89 2012, "Afrique du Sud, Marikana ou l'échec de la bourgeoisie noire", Pierre Haski, 28/08/12, www.rue89.com/2012/08/28/afrique-du-sud-marikana-ou-lechec-de-la-bourgeoisie-noire-234897, consulté le 4 janvier 2014.

SOWETAN LIVE 2013, "SA society is as hard to define as it is paradoxical", Phumla Matjila, 01/03/13, <http://www.sowetanlive.co.za/incoming/2013/03/01/sa-society-is-as-hard-to-define-as-it-is-paradoxical?service=print>, consulté le 4 avril 2013.

SCIENCES HUMAINES 2013, « La moyennisation de l'humanité », Julien Damon, décembre 2013, Les grands dossiers, n°33.

THE ECONOMIST 2007, "*The rise of the buppies, the economic and political consequences of the black middle class in South Africa*", 01/11/07, consulté le 2 janvier 2015.

THE SOWETAN 2011, "*I can now eat chunks of cheese*", Ferial Haffajee, City Press, 30/10/11, <http://www.citypress.co.za/columnists/i-can-now-eat-chunks-of-cheese-20111029/>, consulté le 3 novembre 2011.

THE STAR 2012, "Study shows black middle class has grown in past 10 years", 02/02/2012.

THE WALL STREET JOURNAL 2013, « The middle class revolution », F. Fukuyama, 28/06/13.

Littérature et documentaires

BOSMAN, H. C., 1957, '*Talk of the town*' in *Cask of Jerepigo*, Dassie Books, Johannesburg.

HEAD B., 1995, Introduction, in. S. T. Plaatjie, *Native life in South Africa*, pp. ix-xiii, Randburg, Ravan Press.

MDA Z., 2011, *Black Diamond*, Penguin Books.

MATLWA K., 2007, *Coconut*, Jacana Media Ltd.

PATON A., [1948] 2003, *Cry, the beloved country*, New York, Scribner.

PHADI M., 2012, « Phakathi Soweto's Middling Class », documentaire, South African Research Chair in Social Change (SARCHI), Eyelight Production, University of Johannesburg, <http://www.youtube.com/watch?v=OqkBEv58wzs>, consulté le 1er décembre 2012.

VLADISLAVIC I., 2006, *Portrait with keys, Joburg & what what*, Johannesburg, Random House.

WOOD S., 2011, *Forerunners, South Africa's new Black Middle Class*, moyen-métrage documentaire, 52min, Afrikaans, Sesotho, isiXhosa, isiZulu, sous-titres en anglais et en français, SaltPeter Productions.

Table des annexes

Annexe 1 - Liste des entretiens	370
Annexe 2 - Guide d'entretien semi-directif	374
Annexe 3 - Exemple de fiche de retranscription d'entretien individuel.....	382
Annexe 4 : Rappel historique – les politiques de logement en Afrique du Sud ...	386

Annexe 1 - Liste des entretiens

Entretiens collectifs (focus groups):

1. Le 3 juin 2011, déjeuner/entretien collectif avec Erin N., Noria et Rethabile à Braamfontein, Johannesburg.
2. Le 4 juin 2011, entretien collectif avec Nomvula, 38 ans, consultant RH, Bulelwa, 40 ans, experte santé publique, Thethiwe, 49 ans, femme au foyer, Doria, 51 ans, administratrice en ONG et Sallie, 24 ans, agent d'assurance, sur les pratiques alimentaires, à l'Institut Français de Johannesburg.
3. Le 1^{er} août 2011, entretien collectif avec Carol, Abie, Rosa et Matthew, tenu dans le café Wimpie à Southgate mall, Soweto.

Entretiens individuels : (en gras : les séjours en observation prolongés)

➤ **Ceux dont les propos ont été retranscrits à l'aide d'un enregistrement ou d'une prise de notes**

1. Le 18 mai 2011 (puis séjour d'un mois chez elle), Doria, 51 ans, administratrice ONG, au centre commercial de Killarney, Observatory, Johannesburg.
2. Le 20 mai 2011, (puis 3 autres entretiens entre juillet 2011 et janvier 2013), Xolani, 28 ans, graphiste consultant, chez lui, Pretoria, et ensuite à Soweto.
3. Le 12 juillet 2011, Farida, 34 ans, aide-soignante, chez elle, Windsor East, Johannesburg.
4. Le 1^{er} août 2011, Matthew, 41 ans (et Doris, 39 ans), entrepreneur immobilier et gérant d'une salle de billard, chez eux, Ext. 12, Eldorado Park.
5. Le 27 mai 2011, Noria, 30 ans, téléopératrice, sur le lieu de travail puis en entretien collectif, Braamfontein, Johannesburg.
6. Le 27 mai 2011 et un mois plus tard, Erin, 35 ans, téléopératrice, sur le lieu de travail, puis en entretien collectif, puis chez elle, à Soweto.
7. Le 27 mai 2011, Rethabile, 50 ans, téléopératrice, sur le lieu de travail puis en entretien collectif, Braamfontein, Johannesburg.
8. **Le 12 juillet 2011 (puis séjour en janvier et février 2012), Rosa (et Carol sa mère retraitée de l'enseignement), 33 ans, sans emploi, chez elle, Eldorado Park, Soweto.**
9. Le 15 juillet 2011, Hope, 35 ans, femme au foyer, chez elle, Windsor East, Johannesburg.

10. Le 27 juillet 2011, Romy, 46 ans, agent de crédit, chez sa sœur Erin, à Dobsonville, Soweto.
11. Le 17 janvier 2012, Eloise, 42 ans, bibliothécaire, à son lieu de travail, Eldorado Park, Soweto.
12. Le 17 janvier 2012, Hamed, 50 ans, enseignant dans le secondaire, chez lui, Eldorado Park, Soweto.
13. Le 17 janvier 2012, Marc, 56 ans, enseignant école coranique, chez lui, Eldorado Park, Soweto.
14. Le 19 janvier 2012 (puis trois autres entretiens dont une observation de « society »), Gary, 53 ans, vice-principal d'un lycée, Eldorado Park, Soweto.
15. Le 25 janvier 2012, Sally, 34 ans, employée de banque, chez son amie Roberta, Eldorado Park, Soweto.
16. Le 25 janvier 2012, Fanny, 55 ans, sans emploi, chez elle, Eldorado Park, Soweto.
17. Le 25 janvier 2012, Anna, 70 ans, directrice d'une école élémentaire, chez elle, Eldorado Park, Soweto.
18. Le 26 janvier 2012, puis d'autres rencontres pendant deux mois, Betty, 45 ans, employée de banque, chez elle, Westbury, Soweto.
19. Le 26 janvier 2012 (puis le 30 janvier), Eleonore, 60 ans, institutrice retraitée, commerçante, chez elle, Eldorado Park, Soweto.
20. Le 29 janvier 2012 (puis avec une cliente le 30 janvier), Nazim, 56 ans, directeur agence immobilière, chez lui, Eldorado Park, Soweto.
21. Le 5 février 2012 (puis lors de la « society »), Stanford, 34 ans, ingénieur climatisation autoentrepreneur, chez lui, Soweto.
22. Le 10 février 2012, Jay, 42 ans, coiffeuse à domicile, chez elle, Eldorado Park, Soweto.
23. Le 15 février 2012, Benedict, 31 ans, manager radio locale, sur le lieu de travail, Eldorado Park, Soweto.
24. Le 16 février 2012, Tariq, 47 ans, principal d'un lycée, sur le lieu de travail, Eldorado Park, Soweto.
25. Le 17 février 2012, Don, 52 ans, principal d'un lycée, sur le lieu de travail, Eldorado Park, Soweto.
26. Le 18 février 2012, Ronny, steward et entrepreneur immobilier, chez sa cousine Roberta, Eldorado Park, Soweto.
27. Le 20 décembre 2012, Christian, 34 ans, dirigeant d'une société de bus scolaires, chez lui, Ext. 13, 13617, Protea Glen.
28. Le 20 octobre 2012 (puis le 30 octobre et le 19 novembre), Leratong, 31 ans, agent immobilier, à un café près du lieu de travail, Braamfontein, Johannesburg.

- 29. Le 18 novembre 2012 (et séjour chez eux décembre-janvier 2013), Simpiwe, 49 ans (et Nobuhle, 45 ans), courtier assurance, puis sans emploi, Protea Glen Ext. 12, Soweto.**
30. Le 20 décembre 2012, Jericho, 49 ans (et Tatiana, 46 ans), superviseur industrie, chez eux, Ext. 13, Protea Glen.
31. Le 30 décembre 2012 et le 5 janvier 2013, Julia, 38 ans, vendeuse concessionnaire, chez elle, Ext. 13, 14419, Protea Glen.
32. Le 31 décembre 2012, Happy, 45 ans, infirmière, Ext. 13, 9934, Protea Glen.
33. Le 31 décembre 2012, Zola, infirmière Netcare, Ext. 13, 9939, Protea Glen.
34. Le 20 janvier 2013, Melvin, 38 ans, fonctionnaire au ministère de la Santé, chargé de veille sanitaire, chez lui, Ext. 12, 9948, Malberry st., Protea Glen.
35. Le 23 janvier 2013, Damian, (et Noluthando sa femme) 41 ans, entrepreneur construction, dans la rue (le 21 janvier) puis chez eux, Ext 12, 9731, Protea Glen.
36. Le 21 janvier 2013, Federico, 36 ans, consultant informatique, chez lui avec son frère, Ext. 12, 9938 Camphor st., Protea Glen.
37. Le 6 janvier 2014, Dario, 49 ans, chauffeur pour le ministère du transport, chez lui dans le jardin, Ext. 12, Protea Glen.

➤ **Ceux dont les propos n'ont pu être retranscrits faute d'enregistrement ou de prise de notes**

38. Le 15 juillet 2011, Welcome, 42 ans, habite à Vooslorus, Ekurhuleni, entretien informel dans un fast-food de Melville (dans le cadre du projet sur les pratiques alimentaires).
39. Le 30 décembre 2012, Jabu N., 49, infirmier, chez lui, Ext. 13, 14053, Protea Glen.
40. Le 5 janvier 2013, Nomsa N., 38 ans, représentante de Tupperware, chez elle (backroom), Central, Soweto.
41. Le 5 janvier 2013, Petty M., 40 ans, femme de ménage à Sandton, chez elle, (backroom), Ext. 12, Protea Glen.
42. Le 9 janvier 2013, Cynthia, manager compagnie de sécurité, Ext. 29, 21450, Protea Glen.
43. Le 9 janvier 2013, Arthur M., technicien réparation télé, 36 ans, salon de coiffure, Ext. 29, Protea Glen.
44. Le 10 janvier 2013, Connie B., 36 ans, fonctionnaire, service des migrations, Home Affairs, chez elle, Ext. 28, Protea Glen.
45. Le 11 janvier 2013, Dolly M., 54, employée usine d'ameublement, chez elle, Ext. 12, Protea Glen.
46. Le 21 janvier 2013, et le 5, 9, 13 janvier, Sifiso, 28 ans, sans emploi, chez lui ou lors de sorties, Ext. 12, Protea Glen.

47. Le 23 janvier 2013, Kenny M., 48 ans, sans emploi (licencié de Coca-Cola), chez lui, Ext. 13, Protea Glen.

Entretiens de type informatif:

1. Le 31 octobre 2012, entretien avec Cédric et Louis, agents immobiliers de Cosmopolitan houses à Johannesburg, Braamfontein (pour une visite de maison à Soweto).
2. Le 29 octobre 2012 et 11 novembre 2012, Leratong, agent immobilier, RBA Braamfontein (entretien à son bureau et lors d'une visite de maisons à Bramfisherville).
3. Le 14 novembre 2012, G. Lebris, chargé de mission pour le logement à l'Agence Française de Développement à Johannesburg.
4. Le 13 décembre 2012, entretien avec Sibusiso Nlovu, adjoint au Directeur du Département Affordable Housing, FNB Centurion.
5. Le 3 janvier 2013, entretien avec Midas M., conseiller municipal ANC en charge de l'aménagement urbain, Municipalité de Johannesburg (ward 13), dans son bureau, à Protea Glen.
6. Le 24 janvier 2013, M. X, Township Realtors, promoteur immobilier, antenne de l'Ext. 2, Protea Glen.
7. Angus, responsable du « *Black emerging market* » société d'assurance et de la plateforme d'appels
8. Le 17 janvier, Jabu N., conseiller-crédits, à son bureau, Mofolo, en face de la maison jaune n°926, Soweto.
9. Entretiens informels :
 - avec des chercheurs spécialistes de Johannesburg (géographes) : Alan Mabin, Claire Bénil, Sophie Didier.
 - Sian Butcher, chercheuse à Wits, spécialiste du marché de la propriété « *affordable* »
 - Kecia Rust, experte, consultante auprès du gouvernement sud-africain (par téléphone)

Annexe 2 - Guide d'entretien semi-directif

Interview common guidelines

I- You and your household

Q1	Sexe	Male :	<input type="checkbox"/>	Female :	<input type="checkbox"/>
			1		2
Q2	Surname	-----			
Q3	Name	-----			
Q4	Age	--			
Q5	Neighbourhood	Eldorado Park			
Q6	Nationality	---			
Q7	Community	-----			
Q8	Number of persons living in the house	--			
Q9	Matrimonial status (under which law)	single :	<input type="checkbox"/>	married :	<input type="checkbox"/>
			1		2
		common law (take and sit) :	<input type="checkbox"/>	divorced :	<input type="checkbox"/>
			3		4
		widow :	<input type="checkbox"/>		
			5		
Q10	Number of children :	--			
Q11	Number of spouses :	--			
Q12	Your living place. Are you :	owning it	<input type="checkbox"/>	renting it	<input type="checkbox"/>
			1		2
		accommodated for free	<input type="checkbox"/>		
			3		
Q13	in which material ?	concrete/brick	<input type="checkbox"/>	semi-concrete	<input type="checkbox"/>
			1		2
		zinc /as bestos (shack)	<input type="checkbox"/>		
			3		
Q14	Until which grade did you study?	primary (grade 8)	<input type="checkbox"/>	grade 10	<input type="checkbox"/>
			1		2
		matric (12)	<input type="checkbox"/>	university	<input type="checkbox"/>
			3		4
		other type	<input type="checkbox"/>		
			5		

Q15	What is your mother tongue?	-----		
Q16	What religion do you practice?	none	<input type="checkbox"/>	catholic <input type="checkbox"/>
			1	2
		muslim	<input type="checkbox"/>	protestant <input type="checkbox"/>
			3	4
		orthodox	<input type="checkbox"/>	traditional <input type="checkbox"/>
			5	6
		evangelic	<input type="checkbox"/>	judaism <input type="checkbox"/>
			7	8
	Can you tell me about your professional trajectory?			
Q17	What is your main job?	-----		
	Are you satisfied with it?			
Q18	Your status :	employee	<input type="checkbox"/>	civil servant <input type="checkbox"/>
			1	2
		self-employed	<input type="checkbox"/>	jobless <input type="checkbox"/>
			3	4
		retired	<input type="checkbox"/>	
			5	
Q19	Type of job :	artcraft/shop owner	<input type="checkbox"/>	entrepreneur <input type="checkbox"/>
			1	2
		administration	<input type="checkbox"/>	bank/insurance <input type="checkbox"/>
			3	4
		media	<input type="checkbox"/>	medical prof. <input type="checkbox"/>
			5	6
		transport	<input type="checkbox"/>	agriculture <input type="checkbox"/>
			7	8
		manual worker	<input type="checkbox"/>	housewife <input type="checkbox"/>
			9	10
		teaching	<input type="checkbox"/>	others <input type="checkbox"/>
			11	12
Q20	What is the income? (amount in \$)	-----		
Q21	Do you double/triple -job?	yes	<input type="checkbox"/>	no <input type="checkbox"/>
			1	2
Q22	Other sources of incomes ?	yes	<input type="checkbox"/>	no <input type="checkbox"/>
			1	2
Q23	Nature of income 2 :	another formal job	<input type="checkbox"/>	informal job <input type="checkbox"/>
			1	2
		State pensions	<input type="checkbox"/>	private pension <input type="checkbox"/>
			3	4
Q24	Income 2 : estimated amount	-----		
Q25	Nature income 3 :	another formal job	<input type="checkbox"/>	informal job <input type="checkbox"/>
			1	2

		State pensions	<input type="checkbox"/>	private pension	<input type="checkbox"/>
			3		4
Q26	Income 3 : estimated amount	-----			
Q27	How many more people work in the house?	--			
Q28	Who ? How much income ?	-----			
Q29	Total income per household / month in \$	----			
Q30	divide it by number Q7	---			
	How do you manage to distribute the income in the household?				
	Who is in charge of the expenses?				

II- Your childhood, your parents

Can you tell me about your childhood?

What were your parents doing? Have they been to school?

Q31	Your father's job : (when active)	-----			
Q32	status :	employee	<input type="checkbox"/>	civil servant	<input type="checkbox"/>
			1		2
		self-employed	<input type="checkbox"/>	jobless	<input type="checkbox"/>
			3		4
Q33	Your mother's job :	-----			
Q34	status :	employee	<input type="checkbox"/>	civil servant	<input type="checkbox"/>
			1		2
		self-employed	<input type="checkbox"/>	jobless	<input type="checkbox"/>
			3		4
Q35	Your father's education :	primary (grade 8)	<input type="checkbox"/>	grade 10	<input type="checkbox"/>
			1		2
		matric (12)	<input type="checkbox"/>	university	<input type="checkbox"/>
			3		4
		other type	<input type="checkbox"/>		
			5		
Q36	Your mother's education :	primary (grade 8)	<input type="checkbox"/>	grade 10	<input type="checkbox"/>
			1		2
		matric (12)	<input type="checkbox"/>	university	<input type="checkbox"/>
			3		4
		other type	<input type="checkbox"/>		
			5		
Q37	Where did you live when a child?	countryside	<input type="checkbox"/>	small town	<input type="checkbox"/>
			1		2
		big city	<input type="checkbox"/>	township	<input type="checkbox"/>
			3		4

III- Your children

- Q38 What is the priority for your child/ren ?
- | | | | |
|---------------------|--------------------------|---|--------------------------|
| education | <input type="checkbox"/> | good health | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| wealth | <input type="checkbox"/> | freedom of
opinion, live in
a democracy | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
| immigration, travel | <input type="checkbox"/> | others | <input type="checkbox"/> |
| | 5 | | 6 |
- What do you want them to become?

- Q39 Where do your children go to school? -----
- | | | | |
|----------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|
| private school | <input type="checkbox"/> | public school | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| other type | <input type="checkbox"/> | model C
school | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
- What does it represent in your budget?

- Q40 Cost / month/ child in \$
approx. range compared to the country
- | | | | |
|--------|--------------------------|---|--------------------------|
| ----- | <input type="checkbox"/> | + | <input type="checkbox"/> |
| ++ | 1 | | 2 |
| medium | <input type="checkbox"/> | - | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
- Why do you invest in education?
Why so far?

IV- Your money

- Q41 Do you have a bank account?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Q42 How do you judge your income :
- | | | | |
|------------------|--------------------------|--------|--------------------------|
| low/small | <input type="checkbox"/> | enough | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| more than enough | <input type="checkbox"/> | | |
| | 3 | | |
- Q43 Do you have some loans pending?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Do you have a credit card?
- Q44 How many ?
- Q45 For how much approx.?
- Q46 Do you manage to save money?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|

		1		2
Q47	if yes :	<input type="checkbox"/>	a little	<input type="checkbox"/>
		1	much	2
Q48	on a bank account ?	<input type="checkbox"/>	yes	<input type="checkbox"/>
		1	no	2
Q49	with another system ? club, society ?	<input type="checkbox"/>	yes	<input type="checkbox"/>
		1	no	2
Q50	Did you loan some money?	<input type="checkbox"/>	yes	<input type="checkbox"/>
		1	no	2
Q51	if yes :	<input type="checkbox"/>	a little bit	<input type="checkbox"/>
		1	much	2
Q52	Did you give some money ?	<input type="checkbox"/>	oui	<input type="checkbox"/>
		1	non	2
Q53	if yes :	<input type="checkbox"/>	a little	<input type="checkbox"/>
		1	much	2
Q54	Did you make some investments?	<input type="checkbox"/>	yes	<input type="checkbox"/>
		1	no	2
Q55	What type ?	<input type="checkbox"/>	real estate	<input type="checkbox"/>
		1	land	2
		<input type="checkbox"/>	business	<input type="checkbox"/>
		3	non-lucrative	4
		<input type="checkbox"/>	shares (finance)	
		5		

V- Your expenses

Q61	What are your household main expenses?	<input type="checkbox"/>	food	<input type="checkbox"/>
		1	transport	2
		<input type="checkbox"/>	rent/house cost	<input type="checkbox"/>
		3	children education	4
		<input type="checkbox"/>	health	<input type="checkbox"/>
		5	leisure	6
		<input type="checkbox"/>	your business	<input type="checkbox"/>
		7	others	8

What would you enhance if you had a rise of half your income?

Q62	How many meal do you have a day?	--		
Q63	What is your main transport mode?	<input type="checkbox"/>	car	<input type="checkbox"/>
		1	by foot	2
		<input type="checkbox"/>	private taxis	<input type="checkbox"/>
		3	public transport	4
		<input type="checkbox"/>	bike/Moto	<input type="checkbox"/>
Q64	To travel from where to where? distance?	-----	others	

VI- Social life

- Q65 What do you usually do during your free time?
- | | | | |
|------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|
| go to the church | <input type="checkbox"/> | go to the mall | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| sport | <input type="checkbox"/> | children activities | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
| visit friends | <input type="checkbox"/> | family | <input type="checkbox"/> |
| | 5 | | 6 |
| others | <input type="checkbox"/> | no free time | <input type="checkbox"/> |
| | 7 | | 8 |
- Q66 Are you involved in an association?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Q67 Which type?
- | | | | |
|--------------|--------------------------|--------------|--------------------------|
| party | <input type="checkbox"/> | community | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| social | <input type="checkbox"/> | trade labour | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
| professional | <input type="checkbox"/> | sport | <input type="checkbox"/> |
| | 5 | | 6 |
- Are you part of a club? or a society?
How does it work?

VII- Your vision of the society

- Q68 Do you think there is a middle class in Johannesburg?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Q69 If yes: do you think you're part of it?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- What are its main characteristics? Difference with poor or rich people. Some typical jobs. a lifestyle?
- Q70 If no: where do you locate yourself ? -----
- If no middle class: what do you think are the main social groups?
- Q71 Do you know a lot of people in this group/ with the same lifestyle?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Do you socialise a lot with these people?
Where? At church, school, work ?

VIII- Political behaviour

- Q72 Are you member of a party?
- | | | | |
|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| yes | <input type="checkbox"/> | no | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Q73 If yes : which one ? -----

Q74	Do you have an interest in politics?	yes	<input type="checkbox"/>	no	<input type="checkbox"/>
			1		2
	If yes: What is your political stance?				
	If no: why?				
Q75	Do you trust the current political leaders?	yes	<input type="checkbox"/>	no	<input type="checkbox"/>
			1		2
	Why ?				
Q76	What did you vote at the last national election?	-----			
Q77	Type :	governing party	<input type="checkbox"/>	opposition	<input type="checkbox"/>
			1		2
		not voted/abstention	<input type="checkbox"/>	minor party	<input type="checkbox"/>
			3		4
Q78	What are you going to vote at the next election ?	-----			
Q79	Type :	governing party	<input type="checkbox"/>	opposition	<input type="checkbox"/>
			1		2
		not voted/abstention	<input type="checkbox"/>	minor party	<input type="checkbox"/>
			3		4

Annexe 3 - Exemple de fiche de retranscription d'entretien individuel

28/3

29 + 31/10/2012 + 19/11/12 at
Nando's café, Braamfontein

Johannesburg

	Leratong	
Age	31	
Situation personnelle	mariée	
Langue	anglais et spedi	
Religion	christian	
Nbre de pers.	4	
Enfants	2 (10, 3)	
Maison	propriétaire à Bramley (près de Melrose Arch)	
Mode de déplacement	voiture personnelle	
Education	diplôme administration (2 ans)	
Profession	agent immobilier chez RBA + taxi business	
Revenu	R 15 000 ?	
Revenu total du ménage	R36 000	
Professions parents	vendeuse de rue, élevée par son oncle (agent de sécurité du gvt)	
Education des enfants	public model C school	pour les 2 : R2100 par mois R1400 + R700) + épargne
Loisirs	soap operas on TV	

Enfance / parents :

"Born in Mpumalanga section Dannelton.

I grew up with my uncle. My mom was working in Gauteng, selling vegetables in the streets.

She had a flat in Hillbrow, where I stayed for a while.

I went to Groblerstall primary school and highschool. Raised by the uncle in government security.

I studied in North West University, Potchefstroom. I did Bachelor (I did 2 years) BSE Dietetics , I couldn't pay the rest of the diploma.

You don't want the same path as your parents. We learnt the lesson. Now look I have to build a house for my mother for her to go in dignity. I'm building in Mpumalanga, where she can retire. I built it for her dignity. But I don't want my kids to have to do the same. To first take care of your parents before you can actually do something for you.. In our culture, spedi, it's the younger brother who inherits the house. He is the one who is not married yet, so he can stay in the family house and take care of the parents when they are old.

In Soweto, the neighbours take care of each other. Us, we come from the "rural areas", where you have dusty roads, big stands. We pay rent, rate and taxes, it's not like people in Soweto who don't pay anything, they are spoiled. We are more focused. It's different. We are both the first born of our families."

Professional trajectory :

Waiter at a restaurant at Ceasar palace : 2 years

I had my first child.

Montecasino : 2 years as a waitress

I was approached to train in hotel management – hotel in Melrose Arch I was promoted supervisor

I did a 2 year course in business administration (Wits part-time class)

Internship at Lindsay Keller Attorneys – I was a PA for 2 years

I had my second child. I got married. I took two years off to raise my child.

Finances:

R2100: school

R2700: food – take-outs now and then on Sundays

Monthly household income : R36000 gross

Saving represents around 65% of our salaries:

2 cars on credit: 65% of my husband salary

R9200 : I pay the house bond (20 years)

I put R1500 aside, my husband put R700 (life cover, funeral) on a bank account

My husband he does a mkolisano (stokvel) + 1 investment scheme on a bank account.

He has always been a good payer, so no problem to get a loan. I want to pay it up before the end of the 20 years. We save in the bond as well.

Business on the side:

A transport-taxi company to drive people home after parties, they leave their cars behind, we drive them in their cars. Officially we started it 1 year ago, unofficially it's been 3 years. We decided to register to be able to raise funding, to grow. Now we have 2 or 3 drivers. I had the idea of the business. We work every week-ends, the drivers sleep in our backroom at home.

It gives us some allowance to go on holidays, we don't take anything from our salaries, or to puncture our savings.

Children / education:

I pay R2100 (R1400 + R700) a month for both of their schooling. In a public school, a former Model C. We decided it's important for them to have a better education. We don't live this life, we are living it for them. It's a sacrifice.

Housing:

We bought a house in Bramley, near Melrose Arch. One of this place where Whites moved out. Municipal runs at the best. It's an investment.

You don't want to take the same path as your parents. Now I'm building a house for my mother for her to go in dignity. I'm building in Mpumalanga, where she can retire. I built it for her dignity.

But I don't want my kids to have to do the same. To first take care of your parents before you can actually do something for you.. In our culture, spedi, it's the younger brother who inherits the house. He is the one who is not married yet, so he can stay in the family house and take care of the parents when they are old.

People don't want to rent anymore. They learnt from their parents. They want to own, to take something with, when they go (pass away) you know.

Me If I loose my job, my house will be in trouble.

How do you define "people who can afford life" : They've got a backup, they have paid up their house.

Me I'm squeezed. What I have is what I'm paying for. It's what I need. I don't have extra cash.

When we get old, we will sell the house (in 10 years or so) and we want our kids to have better education, we don't want them to be restricted. So I have to work hard. This is what we are doing, we are not having fun, luxuries or fancy holidays. I don't want to have money in my life.

Where do you think you are located socially?

In our culture, spedi, it's the younger brother who inherits the house. He is the one who is not married yet, so he can stay in the family house and take care of the parents when they are old.

For us, it's different, it's not like the people from Soweto. You should meet my colleage, you will see she has a very different point of view; I mean they don't pay rent, rates and taxes. . you probably know that, they have a house for free.. they are spoiled; us we pay rent. We are more focused, it's different.

I believe I'm in the middle class. I have the same amount of salary. But I prefer to starve that's the difference.

"You have to work with what you have"

(second interview) I don't think I want to call myself MC. I'm not there yet. The middle class are people in control of their finances. "you afford life", it's like only 5% of the population.

Me If I loose my job, my house will be in trouble.

How do you define "people who can afford life" : They've got a backup, they have paid up their house.

Me I'm squeezed. What I have is what I'm paying for. It's what I need. I don't have extra cash.

Politics - vote:

I hate politics. I don't really follow it.

They are there for themselves. Same as the previous government. They are only interested.

I voted twice for ANC. In 99 I was 18.

Because of race. Before you judge a person you need to give them a chance.

Annexe 4 - Rappel historique – les politiques de logement en Afrique du Sud

Le logement au cœur de la citoyenneté

Un chiffre revient souvent quand il s'agit d'égrainer la liste des réalisations des gouvernements ANC depuis 1994 : 3,2 millions de maisons individuelles ont été construites. Il nous semble important de comprendre tout d'abord pourquoi le logement est une question stratégique du côté des autorités politiques, pour ensuite comprendre la place du logement et de la propriété dans le parcours de vie de nos enquêtés. Voyons dans quelle mesure le logement a été considéré comme un levier crucial des politiques publiques destinées aux populations « noires », autant pendant les régimes de ségrégation que pendant l'ère démocratique post-1994.

Les villes acquièrent très tôt une nature politique en Afrique du Sud.

Dès le début du XX^{ème} siècle, les agglomérations ont été l'objet d'une attention particulière du pouvoir (contrôle des populations, ségrégation des espaces, définition des urbains), tout en étant des foyers de changements sociaux et de contestation (Goerg 2003 : 4-5). La ville était également au cœur des contradictions de ces régimes qui voulaient la garder « blanche » ou européenne tout en disposant d'une main d'œuvre « noire », notamment pour construire ses grandes infrastructures. Pendant les années de ségrégation et d'apartheid, comme nous le rappelle M. Morange (2006b), « bon nombre de principes ségrégationnistes s'appuyaient sur l'idée que les centres urbains étaient dus au dynamisme des colons et de leurs descendants et que ces lieux 'appartenaient', historiquement, à la population blanche. En découlait, pour les hommes et les femmes d'ascendance européenne, le droit de propriété sur les villes qui servirent d'assise à la richesse industrielle (Harries 2003 : 17). »

Les régimes de location ou de propriété immobilière, associés aux droits fonciers, sont devenus une des clefs de voute du système de ségrégation tout au long du XX^{ème} siècle. Une succession de lois a graduellement délogé les populations « noires » de leurs terres et de leurs logements, puis restreint leurs droits de propriété foncière et immobilière sur l'ensemble du territoire, même sur les portions où les « Noirs » ont été assignés à résidence.

Le logement au cœur d'un dispositif racial de dépossession et de ségrégation

Très rapidement, pour des raisons d'hygiène⁴⁷² ou de racisme idéologique, les colonies créèrent des réserves pour les populations indigènes. La première location est créée par les Britanniques à Port Elisabeth. Mais les lois restent imprécises et diffèrent en fonction

⁴⁷² La peste bubonique au Cap puis à Port Elisabeth a entraîné l'adoption d'une loi interdisant le droit de propriété foncière dans une *location* (Morange 2006a : 34).

du pragmatisme de l'urbanisme colonial des différentes colonies⁴⁷³. La ségrégation a néanmoins commencé bien avant l'institution formelle de l'apartheid en 1948.

En 1913, la loi Native Land Act interdit aux « Noirs » l'achat de terres sur 93% du territoire. Néanmoins, la propriété n'est pas exclue dans les territoires réservés aux populations « native » (ou « bantoues »).

En 1923, le Native Urban Areas Act régleme pour la première fois de façon spécifique la construction d'un stock de logements pour les « Africains » et confie cette tâche aux municipalités (Thomas 2010 :199) La loi marque un tournant en contraignant les « Africains » à résider dans les locations et à y être exclusivement des locataires.

« Il s'agissait déjà, grâce au logement locatif public, d'organiser l'instabilité résidentielle et la rotation de la main d'œuvre noire [...] » (Morange 2006a :35)

Entre 1917 et 1948, la question de la résidence permanente des « Noirs » en milieu urbain et de son coût devient un problème majeur de politique publique (Morris 1981 : 17-29, cité par Thomas 2010 :199).

L'avènement de l'apartheid en 1948 engage l'Etat dans une politique centralisée et interventionniste de construction et de régulation vis-à-vis du logement municipal. L'objectif est de raciaiser l'espace. Pour cela il planifie le logement et le construit de très faible qualité (40 m²) afin d'éviter que les « non-Blancs » viennent habiter durablement dans les zones « blanches » et de réduire les townships à des logements transitoires sans rassemblement familial possible. A Soweto, 90% des maisons sont de 40m² et comptent 3 ou 4 pièces, très peu ont des toilettes et sanitaires intérieurs (PLANACT 1989 :35).

Le parc public des townships passe alors de 100 000 maisons en 1955 à 147000 en 1958 puis 468000 en 1977. (SAIRR 1978 :330 cité par Morange 2006a :48) A la fin des années 1980, on comptait environ 500 000 logements répartis dans plus de 300 townships.

Cet effort a permis certes de réduire la pénurie de logement mais surtout de canaliser et contrôler des populations désormais réparties selon un zonage racial imposé par le Group Areas Act de 1950. L'assignation à résidence selon des catégories raciales et ethniques contenue dans cette loi institue un quadrillage du territoire résidentiel qui lie durablement géographie et « identité » dans le pays, non seulement au niveau spatial mais aussi dans les représentations collectives.

Tout en repoussant les populations de couleur derrière des « zones tampons » (*buffer zones*), les gouvernements dirigés par le Parti national tentent de maintenir un fragile compromis de résidence temporaire d'une main d'œuvre utile à l'économie industrielle.

Dans le modèle de la ville d'apartheid, après 1948 donc, les « Noirs » étaient contraints de résider dans des maisons municipales, les matchbox houses, qu'ils pouvaient seulement louer. Le système de migration forcée sur lequel reposait l'économie (influx control) impliquait une résidence temporaire dans les zones en marge de la ville, conditionnée à un permis de travail, puis à un retour dans les *homelands*. Les travailleurs « noirs », sans leur famille, étaient logés dans des logements collectifs (*hostels*). Certaines familles, qui avaient les permis de résidence nécessaires, se voyaient attribuer une matchbox house qu'ils louent à la municipalité. Les objectifs de pacification et de stabilisation étaient

⁴⁷³ A la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, l'Afrique du Sud était constituée de deux colonies britanniques (du Cap et du Natal), et de deux républiques boers (Transvaal et l'Etat Libre d'Orange).

antagonistes avec l'instabilité de facto créée par le régime de main d'œuvre migrante. L'instabilité législative en témoigne, comme le montre cette chronologie établie par M. Morange (2006 :37).

Evolution du droit de propriété dans les townships « noirs » (1948-1991)	
1948-1968	coexistence du parc locatif public et d'un bail de 30 ans (auto-construction)
1968	suppression du bail de 30 ans et du droit de propriété immobilière
1975	réintroduction du bail trentenaire
1976	émeutes de Soweto
1978	création d'un bail emphytéotique de 99 ans
1983	vente du parc public sous régime du bail emphytéotique
1986	- droit de propriété du sol et du logement pour tous - accélération de la vente du parc public - constitution d'un marché privé de l'accession à la propriété
1991	- abolition de l'apartheid - conversion des baux en titres de propriété foncière et immobilière - des programmes privés d'accession à la propriété sont désormais accessibles à la classe moyenne « noire »
Source : Morange 2006 : 140.	

Par ailleurs, les gouvernements d'apartheid entretiennent une pénurie chronique de logements afin de limiter l'exode rural (Morange 2006a :10). Pourtant, l'afflux de populations « noires » vers les villes ne fait que s'accroître, les nouveaux migrants s'entassant dans des quartiers informels ou « bidonvilles » sur des terrains non viabilisés. En 1911, 12.6% des « Noirs » vivent en ville, ils sont 23,7% en 1946, puis autour de 38% en 1971 (Wolpe 1972: 443).

Les nuances de l'interdit de la propriété

Jusque dans les années 1950, malgré les conditions de ségrégation que nous venons de décrire, il n'existait pas de restriction de droit d'accès à la propriété immobilière pour les « Noirs ». De facto, les classes moyennes « noires » et « coloureds » ont pu y avoir accès dans les quartiers comme Dube ou Eldorado Park à Soweto par exemple (Parnell, 1991). Néanmoins, la propriété du sol était exclue.

Les restrictions totales de propriété pour les « Noirs », quel que soit le statut social, ont été imposées dans les années 1960 avec notamment les régulations incluses dans la loi de 1968 dite « des aires urbaines » (Consolidated Urban Areas Act). Ces régulations prévoient trois formes de régime foncier⁴⁷⁴ et la propriété n'en fait pas partie (Emdon 1993 :3).

Ce n'est qu'en 1978 que ce régime très restrictif est amendé. La législation prévoit alors des droits spéciaux pour les « Noirs » sous la forme d'un bail emphytéotique de 99 ans, qui correspondait à une quasi-propriété mais sans que celle-ci puisse être enregistrée officiellement comme un titre de propriété. Il est intéressant de noter que cet

⁴⁷⁴ La régulation n°6 prévoit un permis de construire sous conditions avec une quasi-propriété du bâtiment érigé mais la propriété de la terre reste à la municipalité, la régulation n° 8 en est une déclinaison dans le cas où la demande porte sur une maison déjà construite, et la régulation n°7 autorise des locataires supplémentaires sur le site avec un loyer dû à la municipalité.

infléchissement est venu du secteur privé qui, dans l'idée d'un apaisement après les émeutes de 1976, a souhaité réduire le statut précaire des résidents « noirs » dans les régions urbaines en construisant des maisons à vendre dans les townships.

La possession d'un titre de propriété n'a été possible qu'en 1986 pour les « Noirs » sud-africains. La loi du Black Communities Development prévoit la possibilité pour les autorités locales d'accorder des titres de propriété, qui autorisaient la construction, la démolition ou l'occupation du site acquis. Cette législation est très importante dans l'histoire sud-africaine car elle permet à tous les individus (sans distinction de classe ou de race) d'acheter des maisons construites par le secteur privé et d'obtenir des financements à crédit pour cela.

Les « *Coloureds* » et les « Indiens » échappèrent aux restrictions frappant le droit de propriété et notamment de propriété foncière jusqu'aux années 1930 et 1940. Ils n'ont été contraints de résider dans le parc public qu'à la fin des années 1950. Même quand l'apartheid les force à loger dans les townships, on leur accorde le droit à la propriété.

« Ce relatif privilège renforçait délibérément l'opposition entre une population urbanisée ayant accès à la propriété foncière, socialement plus stable, et devant soutenir le régime, et une population 'inférieure' de Noirs, considérés comme des 'non-citadins', main d'œuvre flexible et instable [...] La municipalité confortait de la sorte la distinction entre propriétaires blancs et locataires noirs en l'attisant par un jeu subtil de tolérance à l'égard des groupes 'intermédiaires'. » (Morange 2006a :39)

Une autre étude (Thomas 2010) nous confirme que, s'il n'était pas impossible pour les Coloureds et les Indiens de résider et de posséder une propriété en zone urbaine, cela était néanmoins difficile. Ces deux groupes ont certes « bénéficié » d'un budget et d'une politique différenciés au sein de la loi cadre du Group Areas Act, mais ils ont aussi connu les démolitions, les déplacements de force et la pénurie de logements (Thomas 2010 :204).

Les ménages « noirs » sud-africains comprirent rapidement la différence entre les concepts de home-ownership (possession du logement) et de freehold (propriété foncière inaliénable) dont jouissaient Métis, Indiens et Blancs. Le bail emphytéotique apparaissait comme une propriété de second rang. Il ne garantissait ni la sécurité juridique, ni la transmission patrimoniale. Il était réservé à ceux qui pouvaient faire la preuve de leur droit à résider en ville et conçu pour accélérer la « bantoustanisation »⁴⁷⁵. En conséquence, la dissociation de la propriété du sol et du logement discrédita auprès des ménages, et pour longtemps, toute forme de statut résidentiel autre que la propriété privée pleine et entière. (Morange 2006)

« Privatisation » du parc public

Il est souvent écrit que c'est à la fin de l'apartheid que le modèle locatif a été supplanté par celui de la propriété pour les « Noirs ». Une « décision politique compréhensible »,

⁴⁷⁵ Pour en bénéficier, il fallait en effet posséder un certificat de résidence dans un *homeland* et donc renoncer à la citoyenneté sud-africaine. Ils n'assuraient donc ni la stabilité résidentielle (pouvaient être annulés de façon discrétionnaire), ni la transmission d'un patrimoine immobilier, ni l'accès au crédit.

selon F. Hervé (2009:100), car elle marque une volonté de rupture et de réparation vis-à-vis des populations discriminées.

Néanmoins, si l'on se penche sur la chronologie de façon plus approfondie, la rupture en matière d'idéologie vis-à-vis de la fourniture de logements pour les « Noirs » se situe déjà sous l'apartheid, après les émeutes de 1976. (Thomas 2010 :204). Entre 1960 et 1980, l'Etat se désengage du secteur du logement des « Noirs » en zones « blanches » et urbaines. Murray parle d'« urbanisation déplacée » pour caractériser le mouvement de décentralisation industrielle et de contrôle renforcé des migrations (influx control) qui a conduit à une concentration accrue de populations dans les Bantoustans. De plus, le rythme de construction ralentissait dans les townships dans les années 1970, il fallait trouver une nouvelle direction. (Thomas 2010 :206)

En 1983, le gouvernement lance une vaste campagne dans ce sens appelée « the Great Sales » afin de céder à des prix attractifs 750 000 maisons gérées par l'Etat dont 70% d'entre elles se situent dans les townships et 30% dans les territoires semi-indépendants (Wilkinson 1984).

C'est à ce moment-là qu'on parle d'un mouvement de « privatisation » du logement dans les townships. Ce terme est employé dans un sens précis en Afrique du Sud. Il s'agit en fait pour être plus précis de la privatisation du stock de logements publics municipaux : (« privatisation of state housing »). (Emdon 1993) La « privatisation » caractérise alors la transformation de la relation entre l'autorité publique (la municipalité) et le résident de celle d'une location, donc d'un bail, à celle d'un contrat de vente à un individu qui devient propriétaire.

Cette « privatisation » de logements municipaux est présentée comme une « affaire » aux résidents car la transaction est bradée, voire parfois gratuite selon les endroits (Morange 2001b).

Le retrait de l'Etat au profit d'acteurs du secteur privé

Les raisons de cette inflexion de la politique gouvernementale sont de deux ordres semble-t-il.

La première raison est d'ordre pragmatique : l'Etat s'avérait de plus en plus incapable de gérer ce stock immobilier de façon correcte et n'avait plus les ressources de son entretien (Emdon 1993 :2).

On constate à cette époque la présence de « Noirs » urbains permanents sur plusieurs générations, disposant de compétences nécessaires au fonctionnement du pays et dont on souhaite assurer le maintien et surtout le ralliement au régime. D'où cette politique de transfert de propriété. On est donc bien dans une logique classe moyenne avant l'heure. La deuxième raison est idéologique et tient aux effets escomptés de l'accès à la propriété sur la population « noire » des townships. Il est décidé de développer certains droits à la propriété pour les individus urbains ayant un emploi et de contribuer ainsi à la formation d'une classe moyenne noire embryonnaire, dans « l'espoir que cela empêche la répétition des émeutes de 1976 et procure un semblant de stabilité politique » (Mabin 1983: 4).

“When people are housed - more especially when they are homeowners - they are not only less likely to be troublesome. They are also likely to feel they have a stake in the society and an interest in its stability.” (Z. de Beer, cité dans Bond 1996: 128)

Cette « privatisation » s'est trouvée à la conjonction d'intérêts d'acteurs divers et variés : certains prônaient une amélioration de l'offre des services aux mains de municipalités peu équipées humainement et techniquement, et donc la nécessaire augmentation des recettes fiscales des autorités locales pour cela, par le paiement des impôts locaux par les futurs propriétaires. D'autres, comme les associations d'habitants, réclament un transfert de propriété aux résidents.

Néanmoins, le transfert des maisons « municipales » initié par la grande vente de 1983 n'a pas été aussi rapide que prévu. Les nouveaux propriétaires se trouvent rapidement pris à la gorge, face à des taxes d'habitation conséquentes à payer quelques mois après la reprise du titre de propriété. La fiscalité locale a en effet beaucoup augmenté durant ces années (Bénit & Morange 2001).

A Soweto, par exemple, l'Accord de Soweto signé en septembre 1990 prévoit que les maisons appartenant à la municipalité soient transférées aux occupants. Pourtant, en 1992, dans la région de Soweto, environ 120 000 maisons étaient encore détenues par la municipalité (Emdon 1993 :6).

Selon certains auteurs, c'est néanmoins à ce moment-là que le secteur privé a pris une position motrice de la politique du logement sud-africain. Alors que pendant des décennies, la logique économique de l'apartheid reposait sur une intervention de l'Etat dans l'économie pour aider les « Blancs », en particulier les plus démunis des Afrikaners, et contrôler les « Noirs » dans les townships, un changement de paradigme s'opère au début des années 1980.

Les révoltes de 1976 ont créé l'espace pour l'émergence d'approches guidées par le marché en mettant l'accent sur le rôle du secteur privé en tant que contributeur principal au marché du logement. Comment cela s'est-il passé ?

En 1977, le secteur de la construction de logements pour les « Noirs » urbains voit l'arrivée d'un nouvel acteur important : l'Urban Foundation (UF). Cette structure à but non-lucratif produit des stratégies orientées vers l'accès à la propriété privée des « Noirs » pour éviter les émeutes de 1976. (Thomas 2010 :209). Ces principaux porte-parole sont la corporation Anglo American et l'homme d'affaire Afrikaner Anton Rupert (Bond 2000: 125-131).

Le discours de la fondation est articulé autour de l'acceptation du droit des « Noirs » à la ville grâce à « un système de la libre entreprise économique », leur objectif est de « négocier avec le gouvernement pour une nouvelle législation qui aura pour effet d'établir des droits de propriété immobilière inaliénables pour le Noir urbain »⁴⁷⁶ (UF 1978 :2) Son directeur J.H. Steyn établit pour la première fois des connexions entre la « propriété immobilière pour le Noir urbain », le rôle du secteur privé dans la fourniture de logement et l'utilisation du logement comme moyen de créer du capital et de la « stabilité et le sens de responsabilité personnelle ». (UF 1978 :1).

Le retrait de l'Etat du secteur du logement se traduit par plusieurs rapports et projets de loi à la fin des années 1980 et début des années 1990. En 1987, le Parti national lance un projet de loi sur la dérégulation et la privatisation qui appelle à la baisse des dépenses

⁴⁷⁶ Cité par C.G. Thomas 2010 :209 : « *negotiate with Government for new legislation which would have the effect of entrenching unassailable home-ownership rights for the urban Black* ».

publiques sociales et à l'implication du secteur privé pour la fourniture de ces services et de ces biens. (Thomas 2011 : 294)

Le rapport De Loor⁴⁷⁷ en 1992 formalise le nouveau rôle de l'Etat en ces termes :

« La responsabilité de l'Etat est de créer les conditions permettant l'application du [droit au logement] [...] L'Etat ne doit intervenir dans la construction de maisons que dans des circonstances exceptionnelles. [...] Son principal rôle est de créer des conditions favorables à l'action du secteur privé. » (Rapport De Loor 1992 :105)

Cette approche orientée vers le marché allait à rebours de décennies d'expériences et de politiques en matière de logement. Il était de coutume que les « Blancs » acquièrent leurs maisons grâce à des prêts du secteur privé alors que les « Noirs » étaient habitués à en être exclus et à se tourner vers l'Etat. (Thomas 2011:218)

« Le secteur privé était habituellement en charge du secteur des Blancs à travers de façon prédominante les mécanismes du marché. Le secteur des Noirs urbains, par contre, était quasiment entièrement financé par l'intervention du gouvernement en provenance du budget central. »⁴⁷⁸ (De Loor 1992:65)

Ces idées seront influentes au moment des négociations incluant l'ensemble des parties prenantes dans le National Housing Forum (NHF) en 1992 qui se penche sur une nouvelle loi cadre du logement. En fait, la reconnaissance formelle de droits socio-économiques dans la Constitution s'est déroulée dans un contexte d'une hégémonie mondiale de politiques économiques néo-libérales qui prônent des réductions des dépenses publiques sociales.

Les promesses de 1994 : l'universalisation de la propriété

Instrument de l'exclusion urbaine sous l'apartheid, le logement constitue logiquement l'une des grandes promesses électorales de l'ANC en 1994. A l'aune de l'ère démocratique, le droit pour tous à un logement décent est une question politique cruciale, non seulement pour la réunification d'un territoire morcelé et la réappropriation des zones urbaines par la majorité de la population, mais aussi en termes de restauration symbolique de la dignité d'une population « noire » qui se trouve, en grande majorité, mal logée, dans des informal settlements (zones d'habitat informel) ou en statut précaire d'occupation de logements.

Le gouvernement nouvellement élu fait face à une pénurie de logements estimée à plus d'un million d'habitations, un parc locatif en délabrement et à la multiplication des taudis insalubres des informal settlements. En effet, les townships, construits dans les années 1950 se sont retrouvés très vite surpeuplés dès les années 1970 alors que la main d'œuvre continuait d'affluer des campagnes vers les bassins d'emplois industriels du highveld. Peuplés de façon erratique, entre les arrières-cours des petites maisons prises d'assaut par les backrooms et les zones « informelles » constituées de tôles et de bâches en plastiques

⁴⁷⁷ Le rapport De Loor, document fondateur de la nouvelle politique de logement fait l'éloge de la politique du Chili de Pinochet qui a soutenu l'accession à la propriété privée et qui est un « bon élève » de la Banque. (Bond 2002, cité par M. Morange (2006a :12).

⁴⁷⁸ “*The private sector was usually responsible for providing for the White sector through predominantly market-driven forces. The Black urban sector, in turn, was almost totally financed by Government intervention from the Central Government's budget.*”

sans électricité ni eau potable, les conditions de vie y sont déplorables au début des années 1990.. En 1993, M. Nell et K. Rust, coordinateurs du nouveau National Housing Forum⁴⁷⁹, parlent d'une « crise absolue » :

« On estime à 1,2 million d'unités le besoin en logement pour les familles noires urbaines, avec la projection d'un taux annuel de croissance urbaine de 4,3% entre 1990 et 2010. » (1993 :8).

En 1996, selon le recensement, plus d'un million de ménages vivaient sur des terres non pourvues de services de base ou surpeuplées, soit 13% de la population (STATSSA, 1996).

Les politiques urbaines de la jeune démocratie sont articulées autour de la priorité de donner un toit à chacun. Le logement figurait d'ailleurs parmi les droits essentiels de la Charte de la liberté adoptée à Kliptown en 1955. L'article 9 de la Charte stipule : « Il y aura des maisons, de la sécurité et du confort. »⁴⁸⁰

Joe Slovo, militant communiste et anti-apartheid, devient le premier ministre de l'ère démocratique en charge du logement. Le logement devient même un droit inscrit dans la Constitution de la République sud-africaine. Le Bill of Rights contient la mention suivante :

« Chacun a le droit d'avoir accès à un logement décent. L'Etat doit prendre des mesures législatives raisonnables et d'autres moyens, dans le cadre de ses ressources disponibles, pour parvenir à la réalisation complète de ce droit. » (Article 26).

En 1994, la volonté d'universaliser la propriété privée reprend en partie les postulats idéologiques associés à la propriété sous l'apartheid : stabilité, pacification de l'espace urbain. Néanmoins, il ne s'agit plus de viser l'élite urbaine « noire », mais tous les « Noirs », et en priorité les plus pauvres d'entre eux. La propriété doit devenir une valeur commune autour de laquelle la nation pourra se réconcilier. Elle devient le pivot de la politique du logement, synonyme de droit au logement, voire de logement tout court. Dotée de la « propriété magique d'assurer la réconciliation nationale, tout en mettant fin à la ségrégation et à la pauvreté, donc d'en finir à double-titre avec l'apartheid ». (Morange 2006b : 62) Elle est aussi une réponse pragmatique au déficit des municipalités :

« Indeed, in order to balance municipal budgets, local authorities must convince township residents to resume the payment of their rates and taxes. As such, making home ownership a widespread phenomenon seems to be the best way to motivate them to do so. » (Morange 2006b: 59)

Pour le nouveau gouvernement, les enjeux de la promotion de la propriété sont donc multiples : sécuriser la situation précaire de nombreux citoyens, consolider la formation d'une classe moyenne « noire », renforcer un électorat et faire des futurs accédants le soutien financier de l'aménagement urbain en augmentant leur capacité à payer pour les services publics municipaux. L'ANC lance tout d'abord le programme Reconstruction and Development Programme (RDP) puis un projet de loi (White Paper on Housing) sur le logement la même année.

⁴⁷⁹ Décidé en 1991, la mise en place du National Housing Forum devait « faciliter le débat sur les questions de logement en incluant toutes les parties prenantes » et être ainsi la première « manifestation d'une autorité intérimaire nécessaire pour gouverner l'Afrique du Sud jusqu'à la tenue des élections démocratiques. » (Nell&Rust 1993 :9)

⁴⁸⁰ « *There shall be houses, security and comfort* ».

L'élan de construction du Reconstruction and Development Programme (RDP) après 1994

Une fois le nouveau gouvernement de transition élu le 27 avril 1994, la priorité a été donnée à la construction de maisons à bas coûts et gratuites pour les plus pauvres, en sus du transfert des titres de propriété du parc public existant. Cet effort quantitatif a été de pair avec l'électrification des foyers et l'accès à l'eau potable. Le gouvernement se fixe alors l'objectif de construire 1,5 million de maisons⁴⁸¹ d'ici 1999 pour satisfaire au besoin immédiat de logements disponibles.

Le Programme de Reconstruction et de Développement (Reconstruction and Development Programme - RDP) fixe des objectifs quantifiés afin de pallier le manque critique de services et de logements dans les townships urbains et les régions rurales. Il est le document fondateur de la politique économique et sociale de l'ANC (ANC 1994). La stratégie adoptée repose sur deux piliers : l'accession à la propriété, y compris pour les ménages les plus pauvres (grâce à des prix très bas), et l'auto-construction (« self-promotion »).

Un système de subventions étatiques vient compléter l'effort d'investissement de l'Etat dans le nouveau bâti. Appelé Housing Subsidy Scheme, le programme de subventions est lancé en 1995 pour les ménages dont les revenus mensuels ne dépassent pas R3500 (€255) par mois⁴⁸². 86% des ménages sud-africains y ont accès en 1995 selon un barème gradué en fonction de leurs revenus (Plancq-Tournadre, 2006). La subvention doit permettre à un ménage, qui se voit allouer un terrain viabilisé d'environ 20 à 35m², soit de construire eux-mêmes une maison « de départ » (selon le principe du « site and service » programme), soit d'acheter une petite maison (quasi-gratuite) à agrandir ensuite en fonction des moyens du ménage. La maison « RDP » a une superficie qui peut aller de 12m² à 25m² pour les plus petites, de 40 à 50m² pour les plus grandes. Ce système devait pallier un secteur privé (promoteurs et institutions de crédit) réticent à investir dans des *townships* réputés « ingouvernables » et peu rentables.

En 1997, le programme cadre Growth, Employment and Redistribution (GEAR) est mis en œuvre sous le mandat de Thabo Mbeki (cf. introduction). Le logement reste une priorité. En 2003, l'Afrique du Sud a pu déclarer avoir atteint l'objectif de 1,5 million de maisons construites depuis 1994. A celui-ci s'ajoute 2,3 millions de subvention public accordées et la vente ou le transfert aux occupants de la quasi-totalité du stock de logements publics (Mabandla 2003).

Néanmoins, le rythme de construction ralentit peu à peu, tout comme le budget national alloué au logement. En 2001, 1,8 million de ménages vivaient toujours dans des quartiers informels sans eau ni électricité, soit environ 15% de la population (STATSSA 2001). Il semble désormais évident que vouloir résoudre la pénurie de logements en urgence et à tout prix peut avoir un coût social et politique conséquent.

⁴⁸¹ Ce chiffre ne prenait pas en compte le taux de croissance annuel de la population

⁴⁸² *“It is a once-off capital grant, applied on a sliding scale according to household income, with the lowest income households receiving the highest subsidy”*. (Behrens and Wilkinson 2003)

De plus, d'aucuns reconnaissent aujourd'hui les conséquences négatives d'une construction hâtive et à bas coûts. Les maisons « RDP », sont de piètre qualité, de taille réduite et se présentent en allées monotones dans des quartiers ayant des allures de dortoirs sans âme.

L'organisation spatiale propre à l'apartheid est perpétuée en produisant de l'habitat de faible densité dans des zones résidentielles monofonctionnelles, qui correspondent aussi à un modèle immobilier globalisé (Donzelot 1999). Afin de pouvoir construire massivement et de manière peu coûteuse, les promoteurs et les municipalités ont utilisé des terres en marges de la métropole. Ces nouveaux logements sont donc situés aux marges de la ville, dans des territoires semi-ruraux ou des friches industrielles peu connectées aux transports et aux réseaux qui constituent l'urbanité de Johannesburg et de Soweto. (Morange 2006b:58-60).

Les coûts sociaux à une plus large échelle et à long terme (pollution, étalement urbain, temps de transport) semblent élevés pour un résultat immédiat peu satisfaisant. L'intégration à la ville au rabais, les installations défectueuses n'ont contribué ni à un sentiment de dignité pour les résidents, ni à la sécurisation de leur statut.

Un dogme de la propriété privée ?

Pourtant, il semble que le modèle qui vise à promouvoir la propriété privée ne soit pas une spécificité sud-africaine. Il « correspond à une idéologie dominante, diffusée dans le monde depuis les années 1970 par les bailleurs de fonds internationaux », comme le dit M. Morange (2006 :12).

Au début des années 1990, le gouvernement de transition sud-africain adhère avec d'autant plus d'empressement aux préceptes de la Banque Mondiale notamment, que le pays souhaite retrouver un rang international (Klein 2007). La rupture avec l'apartheid dans ce domaine est donc symbolique et essentiellement rhétorique. D'ailleurs le Zimbabwe, la Namibie ou la Zambie suivent la même orientation tout comme de nombreux pays en développement dans les années 1980 (Morange, 2001b).

La propriété immobilière est également partie prenante du rêve d'ascension sociale des bourgeoisies européenne et américaine depuis les années 1960, comme en témoignent les conceptions de Gans (1967, *The Levittowners*⁴⁸³) ou de la cité-jardin en Angleterre. Elle est associée à des valeurs de bienséance, de stabilité et de sécurité dans les imaginaires européens.

Ces conceptions étaient présentes dès 1953 en Afrique du Sud. La Commission de planification pensait en effet que l'accession pour certains « Noirs » (« African home-ownership ») permettrait la stabilisation et la pacification de la classe moyenne « noire » embryonnaire. Les influences qui conduisent à l'imposition de ce modèle de société en Afrique du Sud sont sûrement multiples, allant de la circulation de modèles entre élites européennes à l'application de représentations situées au sein d'imaginaires collectifs plus ou moins conscients.

Il faut néanmoins nuancer la notion de dogme qui laisse supposer l'imposition d'un modèle hégémonique et homogène sur le territoire. D'autres formes de régimes immobiliers se développent sur le terrain, notamment dans les zones d'habitat informel. Les pratiques des citoyens contournent ainsi les normes et les injonctions du modèle. Des

⁴⁸³ Levitt était le promoteur immobilier.

formes variées de solutions locatives ont émergé spontanément, dans les centres villes, dans les townships sous la forme des shacks d'arrière-cour qui gardent un grand attrait, mais aussi dans les quartiers de townhouses ou de cottages dans les grandes propriétés des banlieues. Mais on a observé aussi la revente des maisons RDP ou leur mise en location par les bénéficiaires, malgré les tentatives de réguler ces pratiques. Par ailleurs, le modèle semble gagner en souplesse ces dernières années avec la promotion du régime locatif au sein du nouveau programme « Building new Grounds » (BNG) qui remplace le RDP.

Les années 2000 : des inflexions au dogme de la propriété pour tous ?

Depuis 1994, l'accession à la propriété a été utilisée comme un outil dans la lutte contre la pauvreté, puis comme un levier de promotion sociale pour la petite classe moyenne. Néanmoins, cette politique est loin d'être exclusive et monolithique. Par rapport au début des années 1990 où s'appliquait la maxime « un logement pour tous », on observe depuis 2003 environ, l'adoption d'une stratégie urbaine plus large et plus complexe. L'objectif est aujourd'hui de « normaliser » le marché de l'immobilier comme le dit la ministre :

« There is no doubt that housing or homeownership is an important tool against poverty. As government we have since 1994 injecting into housing more than R44,1 billion. It would therefore be a catastrophic waste of this investment if we do not finally see a normalised housing market. » (L. Sisulu, South African Minister of Housing, SAHF, 2007).

Vingt ans après l'arrivée de l'ANC au gouvernement, la situation démographique exerce une pression toujours aussi importante sur le secteur du logement. Ceci est notamment vrai pour la province centrale du Gauteng qui rassemble environ un quart de la population nationale et continue d'attirer des résidents chaque année (+15%). Quatre millions de ménages y habitent et parmi eux, 2,3 millions habitent une maison individuelles (« formal free-standing houses »)⁴⁸⁴.

Pourtant, le déficit de logement s'aggrave et en réponse, le gouvernement accroit le budget dédié au logement. Le budget a doublé en cinq ans⁴⁸⁵. Des efforts de réforme sont également engagés, et en résulte une myriade d'institutions dédiées au logement (National Housing Finance Corporation (NHFC), National Urban Reconstruction and Housing Agency (NURCHA), Social Housing Regulatory Authority (SHRA), Housing Development Agency (HDA) etc.) ainsi que de nombreux programmes d'aides parmi lesquels il semble ardu de se retrouver⁴⁸⁶.

⁴⁸⁴ Selon Jeremy Cronin, Ministre des travaux publics. Communication au colloque « Johannesburg and its region, a sustainable metropolis ? », organisé par l'Agence Française de Développement et le Ministère de l'Economie sud-africain, le 7 novembre 2012.

⁴⁸⁵ De 4,8 milliards de rands en 2004 à 10,7 milliards en 2009.

⁴⁸⁶ Nous en avons recensé au moins cinq dans le document disponible sur le site internet du ministère du logement, consulté le 02/09/14 : Individual Subsidy, Enhanced People's Housing Process, Informal Settlement Upgrading Programme, Consolidation Subsidy, Institutional Subsidy parmi d'autres.

Le logement « intégré » du nouveau programme BNG

En 2005, un nouveau plan pour le logement est lancé. Intitulé Breaking New Ground (BNG), le programme gouvernemental poursuit les grandes orientations des années 1990 : construction de maisons à bas coûts, partenariats public-privé et promotion de la propriété privée (Morange 2006a : 11).

En 2004, une solution de construction de maisons in situ est proposée ainsi qu'une mesure de relogement temporaire des habitants des camps informels. Le ministère s'est rendu compte que ce n'était pas seulement un problème financier mais aussi d'amélioration qualitative des processus de fourniture de terrains et de logements. En 2008, une agence nationale est créée (Housing Development Agency) afin d'acquérir des terres et de réduire le temps d'approbation et les délais administratifs des projets.

Dans le même temps, le discours a évolué. Certaines inflexions sont portées au modèle de promotion de petites maisons individuelles en accession. La solution de la location est encouragée pour « ceux qui ne sont pas prêts à acheter une maison ou qui viennent de déménager dans une nouvelle province. »

« BNG aims to create non-racial, diverse communities and offer a choice of housing, from government-subsidised housing, affordable bonded houses with a supply of rental accommodation for those not yet ready to buy a home or people who have left behind a BNG home in another city or province. » (Department of Housing 2004)

Deux dimensions nouvelles sont introduites : la prise en compte d'une dimension environnementale et durable du logement, et le caractère « intégré » des développements qui signifie la promotion de formes mixtes d'habitats au sein d'un même complexe et ainsi une plus grande mixité sociale. Ces projets accordent une plus grande place aux infrastructures et aux services sociaux pour les rendre plus durables. L'intégration se fait au niveau des revenus (« income integration ») selon les mots du ministère du logement. Au sein des nouveaux développements immobiliers, une portion sera dédiée aux logements subventionnés pour les revenus les plus modestes et sera voisine des constructions pour la location ou l'achat dédiées aux revenus plus élevés. L'idée est de réduire la concentration de la pauvreté en périphérie urbaine.

Certains experts considèrent que les initiatives tournées vers les besoins des populations et la cohérence territoriale qui émergent à divers niveaux du gouvernement (provincial et municipal notamment) vont dans le bon sens et sont dues aux nouvelles directions données par la législation nationale mais aussi à la prise de responsabilité croissante des municipalités et à l'objectif de créer des développements « intégrés ». (Hervé 2009:101) D'autres sont plus critiques et considèrent que peu de choses ont changé en réalité. Selon l'ancien ministre du logement J. Cronin (ibid.) « les camps d'habitat informels en périphérie des townships sont toujours là » et « l'accent historique porté sur la construction de maisons ne peut plus durer ».

